

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DES LETTRES

HISTOIRE SOCIALE DES IDÉES

LYON

De l'Encyclopédie au Prérromantisme

par

Louis TRÉNARD

Agrégé de l'Université

Maître de Conférences à la Faculté des Lettres de Lille

THÈSE

pour le Doctorat ès Lettres

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Lyon, le 30 avril 1955

TOME PREMIER

IMPRIMERIE ALLIER
GRENOBLE

—
1958



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LYON

De l'Encyclopédie au Prérromantisme

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DES LETTRES

HISTOIRE SOCIALE DES IDÉES

LYON

De l'Encyclopédie au Prérromantisme

par

Louis TRÉNARD

Agrégé de l'Université

Maître de Conférences à la Faculté des Lettres de Lille

THÈSE

pour le Doctorat ès Lettres

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Lyon, le 30 avril 1955

TOME PREMIER



IMPRIMERIE ALLIER

GRENOBLE

1958

DÉPOT LÉGAL

1^{re} édition 1^{er} trimestre 1958

TOUS DROITS

de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays

© Presses Universitaires de France, 1958

AVANT-PROPOS

« Ce n'est que du grand nombre de descriptions et d'histoires particulières qu'on peut attendre une bonne description et une histoire générale de la France, écrivait Malesherbes à l'abbé Perneti. Il serait bien heureux qu'il y eût, dans toutes les grandes villes du royaume, des gens de lettres qui se livrassent à un pareil travail. » Lui faisant écho, un demi-siècle plus tard, Napoléon déclarait : « Si, dans un point central, il existait plusieurs professeurs de géographie qui pussent rassembler les connaissances éparses, les comparer, les épurer, qu'on fût dans le cas de les consulter avec sécurité pour être mieux instruit des faits et des choses, ce serait une bonne et utile institution¹. »

Concernant le passé lyonnais, le cadre régional n'emprisonne pas : sans délimitation rigoureuse, il est, plus que toute autre province, une réalité sociale. « Il y a eu un Lyonnais dans la mesure où Lyon a grandi, s'est affirmé... Les hommes y ont pris des habitudes communes, nées d'intérêts semblables. Ils y ont contracté une manière d'agir, un tour d'esprit particuliers et originaux. Ici donc, rien de fermé, rien de précisé par des bornes naturelles, rien qui ressemble à un compartiment, à un canton². » Dans ces conditions, la ville a constitué le principal champ de nos recherches. Comme elle vivait en contacts multiples avec sa banlieue et ses régions voisines, nous avons parfois suivi les notables dans leur fief noble du Forez ou dans leur domaine dauphinois. Les problèmes ruraux que posait le Beaujolais, la diffusion de l'instruction dans les campagnes, la gravité des épidémies... alimentaient souvent la pensée des citadins qui se sentaient liés à cet environnement rural; mieux, ils se considéraient chargés d'une mission bienfaisante à son égard. Quant aux bourgades, comme Villefranche, Trévoux ou Montbrison, elles ont fourni des points de comparaison, permettant de caractériser la vie lyonnaise pendant une période riche d'expériences.

Si, à la fin du Grand Siècle, on saisit le passage de l'honnête homme au philosophe, à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles, l'encyclopédiste cède la place au romantique. De part et d'autre de la tourmente de 1793, les personnalités semblent se répondre : Bergasse et Ballanche, Delandine et Jordan, Gilibert et Petit, Pillement et Revoil... Certes, leurs existences ne supportent guère de classifications précises : Ampère prolonge, sous l'Empire, les courants nés au temps des « lumières »;

¹ B. N., ms F. fr. 22 151, n° 85. — J. PERNETTI, *Recherches pour servir à l'hist. de Lyon...* (Lyon, Duplain, 1757, 2 vol.); — L. LIARD, *L'enseignement supérieur en France*, 1894, II, p. 104.

² S. CHARLETY, *Les régions de la France*, II, Le Lyonnais, 1904, p. 6.

Boissieu anticipe, dès la phase prérévolutionnaire, sur la sentimentalité prér romantique. Les générations qui pensent se mêlent aux générations qui agissent. Toutefois, le grand débat suscité par l'Encyclopédie s'apaise au moment où Louis XVI ceint la couronne et où les principaux acteurs, Diderot, Voltaire, Rousseau... quittent l'arène. Bientôt, vers 1778, apparaît la régression économique. Ce groupe d'années, oscillant autour du changement de règne, représente le point de départ de notre enquête. L'optimisme règne en apparence jusqu'à l'an II qui marque, pour la majeure partie des Lyonnais, le moment climactérique. Les années de reconstruction napoléonienne permirent de reprendre les données fondamentales de la culture et d'opérer, à la clarté des événements, le tri et les révisions nécessaires. La première Restauration et les Cent-Jours révèlent, dans leur confusion même, des attitudes significatives, illustrant l'état des esprits au seuil d'une ère nouvelle.

C'est la recherche de ce renouvellement spirituel, le mouvement des idées, des goûts, des sentiments, dans leur essence et leur expression, qui ont retenu notre attention. Il n'a pas été dans notre intention de promouvoir de façon excessive un Mathon de la Cour ou un Bruyset. Mais Lyon a compté Ampère, Ballanche, Chinard, a reçu Rousseau, Chateaubriand, Mme de Staël, a préparé Ozanam, Victor de Laprade, Paul Chenavard... Plus encore que la présence de ces créateurs, la diffusion et la réfraction des courants intellectuels dans les divers groupes sociaux et professionnels nous ont préoccupé. L'étude d'une culture ne peut se séparer de l'évocation d'une société. C'est ce que Julien Benda appelait l'histoire démocratique des idées, ce que les historiens anglosaxons appellent « l'histoire sociale des idées »³.

Considérée comme un aspect de l'histoire sociale, l'analyse d'une culture révèle l'infinie diversité des comportements humains, des réflexes sociaux, des influences du milieu. Elle représente l'idéal de vie intellectuelle d'une société avec ses institutions, ses manifestations collectives et son patrimoine social. En ce sens, la culture reflète une civilisation. Elle comprend les modes de diffusion des idées avec la schématisation, les déformations que cette transmission implique. Son développement dépend du cadre de civilisation et des influences durables de l'éducation. Une sorte d'atmosphère générale imprègne les caractères et pousse les hommes à adopter une certaine conception de l'intelligence, et de son rôle possible dans l'existence. Mais il ne faut pas réduire la culture personnelle aux données de la civilisation collective : son étude ne doit pas exclure la physiologie de l'homme cultivé.

Un des inconvénients de cette prospection réside dans la multiplicité des témoignages. Tout propos public ou privé, tout article de journal, toute lettre peut trahir le cheminement d'une pensée. Une peinture, un divertissement, une romance peut signaler une interprétation. Un mémoire adressé à l'Académie, un cahier de cours du lycée, une thèse médicale peut indiquer la connaissance d'une théorie économique ou d'une doctrine philosophique... Il faut collecter une copieuse moisson pour jalonner les principaux itinéraires spirituels. L'inquiétude subsiste toujours d'avoir laissé échapper une pièce révélatrice, ou au contraire d'avoir été séduit par l'une d'elles. Dans notre perspective,

³ L. TRÉNARD, De l'histoire sociale des idées (Actes du II^e Congrès de Litt. comparée, Paris, Didier, 1958).

la qualité et la quantité des documents prennent des sens différents. Ils permettent de préciser les principales positions devant les problèmes cruciaux que posent l'économie, la politique, la vie spirituelle, de saisir les types possibles d'évolution, les glissements et les revirements, les arguments avancés par les penseurs, les modes d'expression retenus par les artistes. Par contre, les sources se révèlent insuffisantes pour déceler la résonance des grands courants de pensée dans tous les milieux sociaux. Les préoccupations de l'élite ont laissé des traces, les réactions des autres groupes restent moins connues. Le plus souvent, elles se sont modelées sur les attitudes des éléments dirigeants, mais il est hasardeux d'indiquer une tendance représentative. Il faut reconstituer le climat moral de l'époque à l'aide des œuvres secondaires et des confidences les plus modestes, mesurer grâce aux catalogues de librairie, aux répertoires de théâtre, aux procès-verbaux des sociétés savantes, aux articles des journaux, l'importance d'une pensée ou la fréquence d'une option.

L'histoire socio-culturelle impose donc une extrême circonspection dans l'analyse. Elle n'en exige pas moins dans la synthèse. Tantôt elle risque d'aboutir à un inventaire incohérent des faces multiples de la réalité humaine, à une suite de monographies consacrées aux principaux acteurs ou aux questions capitales, à une énumération de noms, d'exemples et de titres... Tantôt elle conduit à la recherche de structures mentales, d'une hiérarchie, d'hypothèses explicatives. L'écueil, dans ce cas, consiste à introduire trop d'ordre dans un réseau complexe de relations, à quitter la réalité concrète et à abuser de l'abstraction, à projeter sur un passé multiforme des cadres rigides et des types systématiques. Il faut se défier de l'accumulation disparate des faits aussi bien que de l'abus des concepts.

Nous avions besoin, pour une telle tâche, de minutieux conseils. M. André Fugier, professeur à l'Université de Lyon, a accepté de la diriger avec la maîtrise que ceux qui ont l'honneur d'être ses disciples admirent. M. le Doyen André Latreille, de l'Université de Lyon, en dépit de ses lourdes charges, a contrôlé l'élaboration de l'ouvrage. M. René Julian, professeur d'histoire de l'art, Conservateur du Musée des Beaux-Arts de Lyon, a surveillé tout particulièrement la préparation des parties consacrées à l'évolution artistique. M. Pierre Renouvin, membre de l'Institut, Doyen de la Faculté des Lettres de Paris, a bien voulu examiner cette thèse et en a encouragé l'édition. Nous avons grandement profité des remarques et des suggestions formulées en de nombreuses occasions par M. le recteur Allix, de l'Université de Lyon, MM. Pouthas et Labrousse, professeurs à la Sorbonne, M. le Doyen Jacques Droz de l'Université de Clermont-Ferrand.

De multiples concours nous ont été accordés sous différentes formes par M. René Lacour, Archiviste en chef du département du Rhône, et M. Henry Hours, Archiviste départemental adjoint, par Mme Henry Joly, Archiviste de la Ville de Lyon, par MM. Joly et Rocher, Conservateurs de la Bibliothèque municipale de Lyon, par M. Dalbanne, Conservateur du Musée historique de Lyon, par M. de Micheaux, Conservateur du Musée des Tissus et du Musée des arts décoratifs, par M. Marcel Colly, Conservateur du Musée des Hospices, par Mme Rocher-Jauneau, Assistante au Musée des Beaux-Arts. Le R. P. de Dainville nous a fait profiter de son expérience en des domaines très voisins du nôtre. M. Ambroise Jobert, de l'Université de Grenoble, a bien voulu nous communiquer une liasse importante de documents, recueillis en Pologne, sur le séjour du médecin

Gilibert à Wilno et à Grodno. Justin Godart, ancien ministre, nous a libéralement ouvert ses riches collections relatives à cette histoire lyonnaise qu'il a tant étudiée. Léon Vallas, professeur honoraire au Conservatoire, nous a confié les notes qu'il avait élaborées alors qu'il envisageait de donner une suite à sa thèse consacrée à l'histoire du théâtre et de la musique à Lyon. M. le chanoine André Chagny, professeur aux Facultés catholiques, M^e Jean Tricou, le docteur Jean Rousset, l'Inspecteur de l'Enseignement primaire Lebossé, nous ont fait bénéficier à chaque requête de leur érudition lyonnaise. Enfin, M. Pierre Léon, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon, directeur des Cahiers d'Histoire, s'est chargé, sous la haute direction de M. le Doyen Latreille et du Bureau des Cahiers d'Histoire, des ingrates besognes de publication.

La mise au point de cet ouvrage doit beaucoup à ces concours. Il faudrait encore citer bien des noms, ceux de nos maîtres, ceux de nos collègues, ceux de nos amis qui nous ont soutenu au long de ce commerce quotidien que nous avons entretenu avec les Lyonnais de naguère; ils nous ont souvent permis, par leurs remarques, de mieux percevoir les thèmes majeurs de cette mêlée confuse qui bourdonne, en ce carrefour, au cours de la crise révolutionnaire.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES MANUSCRITES

1. — ARCHIVES NATIONALES

SÉRIE B III : ELECTIONS AUX ETATS GENERAUX

75, 76 : Coll. gén. des P.-V., mémoires concernant les députations à l'Assemblée nat. de 1789.

SÉRIE C : P.-V. DES ASSEMBLEES NATIONALES

180, n° 68 : P.-V. de l'Assemblée électorale de Rhône-et-Loire, tenue à St-Etienne, sept. 1792.

SÉRIE F¹ : ADMINISTRATION GENERALE

F¹ bI :

Dossiers personnels des préfets.

F¹ c :

84 à 87 : Fêtes publiques (an II - an IX).

90 à 102 : Fêtes de la République (an IV - an XII).

113 : Cérémonies funèbres (an VI - 1824).

F¹ cIII :

Rhône 4 et 4¹, Esprit public et élections.

Rhône 5, Esprit public.

Rhône 6, Adhésions et adresses (1789-1824); Fêtes nat. (1791-1852).

Rhône 8, Fêtes révolutionnaires.

Rhône 9, Esprit public.

SÉRIE F⁴ : COMPTABILITE GENERALE

9028 à 9032 : Fêtes nationales (1793 - an VIII).

SÉRIE F⁷ : POLICE GENERALE

3254 et 3255 : Police générale; Rhône.

3686 (6 - 8) : Statistique personnelle et morale.

3811 : Bulletins de police de Lyon (an XIII - 1813).

6357, 6442 et 6478 : Dossiers relatifs à divers émigrés français.

6371 : Conspireurs royalistes de l'an V à 1812.

- 8484 (A et B), 8485 : Rapports de police du Rhône, affaires relatives au Culte (an X-an XII).
 8486, 8609, 8611 : Rapports sur l'esprit public.
 8748 : Théâtres sous l'Empire.
 8761 : Journaux sous le premier Empire.

SÉRIE F¹⁰ : AGRICULTURE

- 494-496 : Sériciculture, enquêtes départementales de 1811, 1812, 1813.

SÉRIE F¹¹ : SUBSISTANCES

- 210, 212, 214 : Subsistances en général (1789-an XIV).
 347 : Crise de 1812.

SÉRIE F¹² : COMMERCE ET INDUSTRIE

- 166, 167, 169 : Intendance du Commerce; département de M. de Tolozan (1777-1796).
 503 : Statistique des manuf., arts et métiers de la ville de Lyon, suivie d'observations sur chaque industrie et métier, an XII.
 631 : Statistique industrielle (1786-1820).
 641-642 : Mémoires sur le commerce, l'industrie et les machines (xviii^e siècle).
 645 : Mémoires sur le commerce avec l'étranger (1700-1811).
 1229-1230 : Foire de Beaucaire (1705-1789).
 1253 A et B, 1254 A et B : Foire de Beaucaire (1790-1815).
 1403 : Indiennes et toiles peintes : pièces générales (xviii^e siècle).
 1440 : Corresp. et adresses relatives à la crise de 1789 à Lyon.
 1441 : Mémoires et corresp. des maîtres et compagnons de la Gr. Fabrique de Lyon... (1777-1786).
 1453 A et B : Soieries : inventions de machines (1744-an X).
 1552-1553 : Statistique des départements (1800-1811).
 1569 : Statistique industrielle de 1806.
 1601 : Soie : récolte et prix.
 2199 : Machines à soie (Métiers Jacquard).
 2200 : Métiers à tisser (an III-1862).
 2201 : Machines pour soieries (1744-1831).
 2290-2293 : Culture du mûrier et fabrication de la soie (1747-1843).
 2298 : Soie (an XI-1847).
 2467 : Crises industrielles de 1807 et 1811-1816.

SÉRIE F¹⁷ : INSTRUCTION PUBLIQUE

F¹⁷* :

- 6 : Commission des monuments; registre de réception des livres et objets d'art saisis chez les émigrés (1793-an II).
 16 : Statistique des livres conservés dans les bibl. des diverses villes de l'Empire, 1813.
 23 : Registre de réception des objets d'art et antiquités trouvés chez les émigrés et les condamnés (an II-an V).

F¹⁷ :

- 1004 à 1010 : Pièces adressées ou renvoyées au Comité d'Instr. publ. de la Convention 1792-an III.
 1061 : Musée et bibl. de Lyon.
 1144 : Ecole spéciale de chimie de Lyon (an IX).
 1210 à 1215 : Secours à des gens de lettres.
 1286 : Musée de Lyon.
 1311 à 1317 : Enquête de 1790-1791 sur les établissements d'instr. publ.

- 1320 : Plan d'enseignement primaire (an VIII-an IX).
 1344 (27) : Ecole centrale du Rhône.
 1351-1353 : Personnel des écoles primaires (1792-an IV).
 1357 : Pièces administratives du Comité d'Instr. publ. concernant les Ecoles centrales.
 1363 : Ecoles primaires.
 1366 : Enquête de l'an XIII sur les anciens Frères des écoles chrétiennes.
 1429 : Tableau du personnel de l'Académie de Lyon (1812-1814).
 1620 : Personnel et affaires des diverses Académies (Lyon, 1809-1826).
 1672 : Inscriptions dans les facultés (Lyon, 1810-1827).
 1687 : Demandes de grades universitaires (an XIV-1830).
 1761 à 1765 : Facultés des lettres (1809-1849).
 1929 : Facultés des sciences (an XIII-1849).
 6667 : Enseignement supérieur libre (Rhône, 1808-1878).
 7409 : Elèves du gouvernement nommés dans les lycées des départements.
 7839 à 7847 : Lycée de Lyon.

SÉRIE F¹⁸ : IMPRIMERIE, LIBRAIRIE, PRESSE, CENSUREF¹⁸* :

- 14 et 15 : Enregistrement des brevets et déclarations des libraires et imprimeurs (1812-1816).

F¹⁸ :

- 20 : Presse des départements.
 24 : Presse; lois, affaires des départements, états des imprimeurs.
 30 : Rapports des inspecteurs de librairie.
 431 : Presse dans l'Ain (1811-1881).
 495 : Presse dans le Rhône (1811-1881).
 2053 à 2061 : Dossiers des imprimeurs de Lyon (1815-1870).

SÉRIE F¹⁹ : CULTESF¹⁹* :

- 140 : Tableau par diocèse des ecclésiastiques ayant tenu en chaire des propos séditieux (an IX-1810).
 216 : Corresp. concernant les séminaires et les écoles ecclésiastiques (1814-1816).
 245 : Corresp. avec le cardinal Fesch (1806-1807).

F¹⁹ :

- 314 : Statistique ecclésiastique (1802-1814).
 350 : Affaires des cultes (an IX-1833).
 611^a : Inventaires des biens ecclésiastiques dans le Rhône-et-Loire, 1790.
 5596 et 5597 : Consulat et Empire, esprit public.
 5598 : Petite Eglise (an X-1815).
 5683 : Police des cultes sous l'Empire et la Restauration dans le diocèse de Lyon (an X-1829).
 6285 et 6286 : Frères des écoles chrétiennes (an XIII-1883).

SÉRIE F²⁰ : STATISTIQUE

- 19 : Dénombrement en l'an III des départements (Rhône).
 247 : Mémoires statistiques sur le Rhône.
 441 : Mouvement de la population à Lyon et dans diverses généralités (1750-1782).

SÉRIE F²¹ : BEAUX ARTS

- 407 : Attribution d'objets d'art au départ. du Rhône (an IV-1815).
 1209 : Théâtre du départ. du Rhône.

SÉRIE O² : MAISON DU ROI ET MAISON DE L'EMPEREUR

838 à 847 : Transports d'œuvres d'art.

SÉRIE AF II : SECRETAIRERIE D'ETAT

43, 183, 184, 250 : Mouvement fédéraliste du Sud-Est (Comité de Salut public).

SÉRIE BB : VERSEMENTS DU MINISTERE DE LA JUSTICE

BB¹ 148 : Ecoles centrales; cours de législation (an XI-an XIII).

BB¹⁸ 690 et 691 : Assassinats et massacres dans le Rhône et la Loire, Compagnie de Jésus (an IV-an XII).

BB³⁰ 87 : Corresp. relative aux mouvements populaires de Lyon (1789-1790).

2. — ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU RHONE

SÉRIE B : SENECHAUSSEE DE LYON

- 7 : 1778-1782. Cimetières. Plan d'un terrain aux Broteaux. Proposition du terrain de Loyasse par François Cointereaux...
- 10 à 18 : 1789. Etats généraux. Ordre du clergé. Ordonnance de Laurent Basset, lieutenant de la sénéchaussée... Assignations.
- 19 à 22 : Etats généraux, 1789. Ordre de la noblesse. Assignations...
- 23 à 26 : Etats généraux, 1789. Tiers état. Assignations. P.-V. des assemblées. Rédaction des cahiers de doléances...
- 27 : Etats généraux, 1789. Travaux des assemblées électorales de l'ordre du clergé. Cahiers de doléances. Nomination des députés... Noblesse, cahiers de doléances.
- 28 : Etats généraux, 1789. Election de 150 députés. Adjonction de P. Duluc et L. Rosset comme représentants des imp. libraires de Lyon.
- 29 : Etats généraux, 1789. Tiers état. Elections. P.-V. des assemblées des électeurs. Cahiers de doléances...
- 30 : Etats généraux, 1789. P.-V. des assemblées générales des trois ordres de la sénéchaussée. Discours de P.-S. Deschamps, de Castellans, de Rey, lieutenant gén. de police.
- 31 : Etats généraux, 1789. P.-V. d'élection de N. Bergasse... Démissions de Milanois et Goudard... Refus des électeurs. Rédaction d'une Adresse à l'Ass. nat. sur le déplacement de Necker...

SÉRIE C : ADMINISTRATION PROVINCIALE : INTENDANCE

- 4 : 1734-1790. Santé publique. Corresp. concernant les eaux minérales (Orliénas, St-Galmier, St-Alban...), les remèdes secrets, les envois d'instruction pour le traitement des maladies. Collèges des médecins et chirurgiens de Lyon.
- 5 : 1769-1789. Police des subsistances et des approvisionnements. Tableau du prix du blé à Lyon...
- 6 : 1739-1789. Police. Etablissement d'un Cercle à Lyon. Emeute de 1786. Emeute du 30 juin 1789...
- 8 : 1767-1789. Agric. Règlement de la pépinière royale. Inspection confiée à Lallié. Direction à Rozier...
- 9 : 1770-1789. Pépinière royale. Projet d'établissement d'une Ecole d'arboriculture.
- 10 : 1732-1789. Ind. et manufactures. Mémoire au Conseil d'Etat sur le dépérissement de la Fabrique... Etablissement d'une calandre pour le moirage d'étoffes de soie par Badger, Angl.

- 11 : 1772-1789. Ind. et manuf. : Manuf. d'indiennes et blanchisserie de Tarare, filature et fabriques de toiles de coton de Neuville, fabrique de velours, coton et soie de Perret à Neuville...
- 12 : 1740-1789. Ind. et manuf. Métallurgie. Projet d'établissement à Lyon d'une fabrique de mouvements de montres...
- 13 : 1749-1789. Ind. et manuf. Verreries (Givors, Grigny, Pierre-Bénite, Rivede-Gier...).
- 16 : 1764-1789. Industrie. Inventions et découvertes : décreusage de la soie, métier à faire les bas et les tricots, moulin à tirer l'or.
- 20 : 1757-1789. Communautés d'arts et métiers : orfèvres, écacheurs, papetiers... Mémoires sur les jurandes...
- 35 : 1766-1788. Affinage des matières d'or et d'argent. Etablissement d'un affinage à Trévoux...
- 36 : 1770-1789. Affinages... Dettes des affinages et emprunts contractés à Gênes pour les acquitter.
- 37 : 1758-1777. Affinages... De la contrebande des traits d'or et d'argent de Trévoux. Opérations de Jars et de Blanchet pour la constatation des matières contenues dans les coquillons...
- 62 : Corresp. des intendants avec l'ingénieur de la généralité, Lallié, 1763-1779, in-f°, 860 p.
- 63 : Corresp. des intendants avec l'ingénieur de la généralité, Lallié, 1779-1787.
- 80 : Corresp. au sujet des ponts de Lyon, 1702-1789.
- 97 : Corresp. sur les travaux Perrache, 1768-1790.
- 126 : Ecole vétérinaire, 1760-1769.
- 127 : *Ib.*, 1763-1788.
- 128 : Elèves de l'Ecole, 1763-1790.
- 129 : Concours de l'Ecole vétérinaire, 1764-1790.
- 130 : Comptabilité de l'Ecole vétérinaire, 1762-1789.
- 131 : Elèves de l'Ecole vétérinaire, 1759-1787.
- 132 : *Ib.*, 1781-1787.
- 133 : Epidémies des bêtes, 1781-1788.
- 134 : Ecole gratuite de dessin, peinture et sculpture, 1758-1789.
- 135 : Corresp. de l'intendant au sujet des théâtres, 1724-1779.
- 148 : Privilèges des bourgeois lyonnais, 1739-1787.
- 816 : Recensement de la population de la ville et des faubourgs (1788-1789).

SÉRIE D : ADMINISTRATION GENERALE DE LA COMMUNE

Instr. publ., Sciences et arts, Universités, Fac., Collèges, Soc. Acad.

- 1 à 196 : Collège de la Trinité, tenu par les Jésuites, 1565-1762.
- 197 à 262 : Collège Notre-Dame, 1630-1762.
- 263 à 304 : Bureau des Collèges après 1762.
- 305 à 337 : Collège de la Trinité régi par les Oratoriens, 1762-1793.
- 338 à 447 : Petites écoles et séminaires St-Charles, 1670-1793.
- 448 à 455 : Acad. Sciences, Belles-Lettres et Arts (1724-1790).

SÉRIE K : ADMINISTRATION PREFECTORALE

- 62 (1 et 2) : Registres des arrêtés du préfet du Rhône (du 1^{er} vendémiaire an IX à l'an XIII).
- 64 (2) : Registre de délib. du Conseil de Préfecture du départ. du Rhône (an X-1806).
- 65 (1) : Copies des lettres du préfet.
- 2 K 6 : Lycée.
- 26 K 22 : Petits séminaires (Corresp. entre Fesch et Fontanes, 1811).

SÉRIE L : PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE (1790-1800)

- 115* à 127* : Délib. et arrêtés du Directoire provisoire et de l'administration centrale du départ. du Rhône (an II-an VIII).
- 131* à 135* : Arrêtés du Directoire provisoire et de l'administration centrale du départ. du Rhône (an II-an VIII).
- 164* à 178* : Délib. et arrêtés du Directoire provisoire et de l'administration centrale du départ. du Rhône sur les domaines nationaux (an II-an VIII).
- 297* à 300* : Copies de Lettres du Bureau des établissements publics (an II-an VII).

1 L :

- 438 : Fête de l'anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français (an IV-an VII).
- 439 : Fête commémorative du 14 Juillet (an V-an VII).
- 440 : Fête du 10 Août (an III-an VII).
- 441 : Fête des 9 et 10 Thermidor (an IV-an VII).
- 442 : Fête du 18 Fructidor (an VI-an VII).
- 443 : Fête de la Reconnaissance et des Victoires (an IV-an VII).
- 444 : Fête de la Paix (an V-an VI).
- 445 : Fête de la Souveraineté du Peuple (an VI-an VII).
- 446 : Fête de la Jeunesse (an IV-an VII).
- 447 : Fête des Epoux (an IV-an VII).
- 448 : Fête des Vieillards (an IV-an VII).
- 449 : Fête de l'Agriculture (an IV-an VII).
- 450 : Cérémonies funèbres (an VI).
- 451 : Arbres de la Liberté (an III-an VII).
- 452 : Calendrier républicain (an II-an VI).
- 453 : Belles actions (an VII).
- 454 : Fêtes baladoires ou vogues (an VI-an VIII).
- 455 : Prostitution (an VI-an VII).
- 459 : Imprimerie et presse, surveillance des journaux (1791-an VIII).
- 460 : Presse (1789-an VII).
- 464 : Passage de l'ambassadeur de la Porte Ottomane (an II-an VIII).
- 515 : Société d'Agriculture (an VI-an VII).
- 516 : Ecole vétérinaire (1790-an VIII).
- 517 : Pépinière nationale et Jardin botanique (1790-an VIII).
- 565 : Travaux, voirie urbaine, Hôtel de ville (1790-an VIII).
- 919 : Erection d'un monument aux soldats morts pendant la guerre de la Révolution (an VIII).
- 1059 : Petites écoles (1791-an II).
- 1060 : Ecoles primaires (1790-an VII).
- 1061 : Ecole des Frères de Condrieu, 1791.
- 1062 : Ecole gratuite de dessin et géométrie (1790-an VIII).
- 1063 : Enseignement féminin, 1792.
- 1064 : Collèges; Bureau des Collèges (1791-an V).
- 1065 : Collèges (1791-1792).
- 1066 à 1069 : Ecole centrale du Rhône (an III-an VIII).
- 1071 : Ecole de médecine de Lyon (an V-an VIII).
- 1073 : Musées (1792-an VII).
- 1074 : Conservation des monuments (1791-an VIII).
- 1075 : Cabinet d'histoire naturelle (an IV-an VII).
- 1080 : Spectacles et concerts (1792-an VI).
- 1081 : Imprimerie et librairie (an II-an V).
- 1170 : Ateliers de charité et ateliers d'instruction (1790-an IV).
- 1171 : Société philanthropique.
- 1178 : Gr. Théâtre des Terreaux (an IV-an VIII).
- 1179 : Théâtre des Célestins (an V-an VIII).

2 L :

- 90 : Police générale : troubles et émeutes (1790-an III). District de Lyon-Ville.
 99 : Fêtes et cérémonies publ.
 141* : Délib. du Bureau d'administration des collèges (27 janv. 1791-13 juin 1793).
 142* : Délib. du Bureau d'administration des Petites écoles de Charité de St-Charles (24 oct. 1791-12 juil. 1793).
 143* : Arch. : états des titres et papiers apportés aux arch. du district, 1791.
 144* : Arch. : remises de titres à divers particuliers (1791-an III).
 145 : Corresp. relative à l'enseignement, aux arch., aux bibl., aux spectacles (1791-an III).

3 L :

- 78 : Destructions d'arbres de la Liberté (1792-an III). District de Lyon-Campagne.
 86 : Fêtes et cérémonies publ. (1791-an III).
 168 : Corresp. relative à l'enseignement, aux arch., aux bibl. (1792-an IV).

4 L :

- 70 : Enseignement; administration du collège de Beaujeu (1791-an III).
 71 : Organisation des arch. du district de Villefranche (an II-an III).

17 L :

- 7 : Destructions d'arbres de la Liberté (canton de Mornant).
 8 : Police administrative, fêtes et cérémonies (Mornant, an IV-an VII).

18 L :

- 10 : Arbres de la Liberté (Neuville-sur-Saône, an IV-an VIII).
 19 : Fêtes révol. (Neuville, an IV-an VIII).
 49 : Ecoles primaires (Neuville, an IV).

21 L :

- 16 : Destructions d'arbres de la Liberté (St-Genis-Laval, an IV-an VIII).
 33 : Enseignement primaire (St-Genis-Laval, an IV-an VII).

31 L :

- 164* : P.-V. des séances du Comité révol. du district de Lyon (21 brumaire an III-11 messidor an V).
 165* : Comité révol. du district de Lyon. Registre des arrêtés des Représentants et des autorités constituées (18 brumaire an III-2 frimaire an IV).
 166* : Comité révol. du district de Lyon, copie de lettres (21 brumaire-8 prairial an III).
 170 : Comité révol. du district de Lyon. Corresp. relative à la police génér. (17 vendémiaire-23 prairial an III).

34 L :

- 3* : Soc. des Amis de la Constitution de Lyon. Section de la Cr.-Rousse (1791-1793).

SÉRIE M : ADMINISTRATION GENERALE

Travée :

- 77 (2) : Police générale; réjouissances et cérémonies publ. (an IX-1836).
 81 : Condition des soies. Bureau de titrage (1805-1894).
 820 : Premier Empire.
 822 : Réjouissances et réceptions de souverains.
 823 : Sociétés musicales.
 858 : Affiches administratives sous le premier Empire.

SÉRIE N : CONSEIL GENERAL

1 et 2 : P.-V. des séances du Conseil général.

SÉRIE Q : BIENS NATIONAUX

1 Q :

- 947 : Conservation des livres et objets d'art. Transport au dépôt général des arts. Ameublement de l'Ecole centrale et de l'Ecole vétér. Bibl. (an II-an IX).
 1195 : Bâtiments réservés pour l'Instr. publ. : Ecole centrale, écoles, logements des instituteurs, musées, théâtres, jardin botanique, cercle constitutionnel (1790-1813).
 1196 : Biens réservés, hôpitaux, hospices, établissements charitables (1791-an IX).

2 Q :

- 89 : Biens réservés, instr. publ., Collèges, Jardin botanique, logement des instituteurs. (an II-an XI).

SÉRIE T : INSTRUCTION PUBLIQUE

- 1 : Lois, ordonnances, décrets (an II-1860).
 3 : Rapports sur l'enseignement (1789-1813).
 4 : Enseignement primaire sous le premier Empire.
 4¹ : Corresp. ministérielle (1812-1889).
 8 : Ecoles dirigées par les Frères des écoles chrétiennes (an XII-1868).
 9 : Corresp. et états de situation des écoles dirigées par les Frères des écoles chrétiennes (an XII-1832).
 9¹ : Ecoles dirigées par les Sœurs St-Charles (1811-1822).
 16 : Ecoles et pensionnats de garçons; écoles mixtes dirigées par des instituteurs (an XI-1832).
 261 : Ecole centrale (an IV-an XI).
 262 : Lycée de Lyon; organisation, fonctionnement, affaires générales.
 272 : Jardin botanique, cabinet d'hist. nat., chaire de chimie à l'Ecole centrale.
 273 : Facultés.
 287 : Bibl. de la Ville de Lyon.
 288 : Concession de livres, cartes, plans, estampes, médailles à la Bibl. de Lyon.
 301 : Soc. savantes, circulaires ministérielles, corresp. génér., pièces diverses, état des sociétés...
 302 : Soc. savantes. *Acad. des Sciences, Belles-lettres et Arts; Athénée; Cercle des arts; Cercle litt...*
 303 : Soc. savantes, *Soc. d'agric., hist. natur. et arts utiles de Lyon.*
 304 : Soc. savantes, *Cercle litt.*
 305 : Impr. et librairie, lois et instructions.
 306 : Liste nominative des imprimeries (1809-1856).
 307 : Imprimerie (1810-1813).
 308 : Imprimeurs en lettres, brevet d'imprimeur (1810-1816).
 309 : Imprimeurs du Roi (1814-1816).
 310 : Dossiers des imprimeurs brevetés (1811-1830).
 318 : Déclarations des imprimeurs avant l'impression (1810-1814).
 319 : Registres d'inscription à la préfecture des déclarations des imprimeurs (1814-1849).
 321 : Registres d'inscription des dépôts effectués à la préfecture du Rhône (1810-1837).
 338 : Librairie; corresp. (1810-1812).
 339 : Dossiers des libraires brevetés (1813-1840).
 351 : Journaux et écrits périodiques (1807-1819). •

- 352 : Corresp., notes et pièces concernant les journaux du Rhône (1813-1828).
 354 : Règlement de la rétribution au paiement de laquelle étaient assujettis les journaux et écrits périodiques (1809-1816).
 376 : Ecrits séditieux, hostiles, diffamatoires... Infractions aux règlements sur l'imprimerie (1806-1816).
 380 : Gravures. Corresp. avec les graveurs (1810-1825).
 381 : Colportage, 1811.
 383 : Antiquités; fragments des dossiers concernant la statistique des monuments de tous les âges (1810-1823), les richesses d'art...
 383 : Monuments historiques; aqueducs (1807-1873).
 384 : Palais des arts; notice, remise des bâtiments St-Pierre à la municipalité, nomination des directeurs... (an X-1817).
 385 : Beaux-Arts, expédition à Paris d'objets d'art venant d'Italie...
 386 : Musée de Lyon; fondation, tableaux attribués au musée de Lyon et réclamés par les puissances alliées...
 387 : Tableaux, portraits, bustes, acquisitions, dons...
 391 : Mosaïques, installation au musée, 1811.
 392 : Conservatoire des Arts de la Ville de Lyon (an XIII-1823).
 394 : Ecole de dessin de Lyon (1790-an XII).
 395 : Ecole spéciale des arts du dessin, institution, organisation, création.
 396 : Ecole de dessin, rentrée des classes, avis, corresp. (1809-1855).
 397 : Ecole de dessin, distrib. des prix (1808-1830).
 400 : Cours municipaux annexés à l'Ecole des Beaux-Arts, 1816.
 402 : Statues et monuments (an X-1806).
 403 : Statue de Louis XIV, son érection, sa destruction en 1792.
 409 : Monument élevé aux Broteaux à la mémoire des victimes du siège.
 410 : Musique, Conservatoire de Lyon (an VIII-1814).
 415 : Théâtres, instructions et corresp., acteurs (an XII-1855).
 416 : Théâtres municipaux de Lyon, corresp. (an VIII-1834).
 417 : Gr. Théâtre, corresp., 1808.
 420 : Gr. Théâtre, directions Prat, Perlet, Brulo, Delisle et Brulo, Canard de Lysle. — Théâtre des Célestins, Armand, Mayeur, Seran...
 421 : Réunion des deux théâtres sous la même direction : Ribié (1811), Lainé (1812).
 426 : Théâtre des Variétés, dit des Célestins, 1808.
 434 : Petits théâtres.
 435 : Spectacles divers, cafés chantants, concerts, cirques, jeux...
 436 : Théâtres, autorisations de représentations.
 439 : Arch. départ., notes et pièces diverses concernant la formation et l'organisation des arch.
 440 : Arch., remises de titres, 1807.
 441 : Arch. communales et hospitalières, an VIII.

SÉRIE V : CULTES

- 14 : Processions extérieures, sonneries de cloches, fêtes supprimées...
 312 : Anc. séminaire diocésain, projet de transfert du séminaire, an XII.
 321 : Séminaire d'Alix.
 322 : Petit séminaire de l'Argentière (an XII-1889).
 323 : Séminaire St-Irénée.
 353 : Cultes non reconnus. Petite Eglise de Lyon; associations mystiques; Sectaires du Saint-Esprit (an XI-1810).

SÉRIE Z : SOUS-PREFECTURE DE VILLEFRANCHE

- 21 : Police de l'imp. et de la librairie (1809-1821).
 23 : Vaccination (an XIII-1832).
 31 et 32 : Statistique générale (an IX-1814).
 182 : Cultes, affaires diverses (an IX-1806).

3. — ARCHIVES MUNICIPALES DE LYON

- AA 65 : Insurrection de 1786.
 BB 348 : Actes consulaires, 1789 et 1790.
 363 : Mémoire sur les inconvénients de l'existence d'un Conseil supérieur dans la ville de Lyon.
 366 : Délib. de l'Assemblée des Notables (1787-1789).
 CC 3510 : Registre des parties, années 1766-1772.
 3579 : *Ib.*, 1772-1777.
 3596 : *Ib.*, 1777-1780.
 3657 : *Ib.*, 1783-1790.
 3653 : *Ib.*, 1788-1790 (Mandements de dépenses).
 DD 379 : Gr. Collège.
 GG 17 : Collèges.
 HH 37 à 76 : Collège royal de chirurgie.
 F² : Industrie et commerce.
 F⁴ : Subsistances, boulangerie, prix du pain, mercuriales (1813-1885).
 I : Lycée, établissement et fonctionnement.
 I² : Fonds de police politique.
 2 : Sociétés, clubs politiques (1780-1792).
 6 : Société populaire des Jacobins (1793-1794).
 8 : Police générale. Réaction thermidorienne, troubles, massacres de floréal, mesures de désarmement (an III).
 46 : Fr.-Maçonnerie, listes de frères (1788-1870).
 Q² : Ouvriers sans travail; ateliers de charité (1790-1866).
 R¹ : Enseignement.
 R² : Musée, 1815.

4. — ARCHIVES HOSPITALIERES DE LYON

- D : Inventaires généraux et partiels... Catalogue de Biblio.
 E : Administration de l'établissement.
 F : Registres d'entrée et de sortie...
 G : Papiers et registres des institutions... Ecoles, salles d'asile. Sages-femmes, vaccine.
 H : Papiers et corresp. diverses.

5. — BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE LYON

- 32 : Tableau de la population de Commune-Affranchie, d'après le rapport des 32 Comités révol., 19 frimaire an II.
 52 : Pièces concernant la bibl.
 113 : Mémoire présenté à la municipalité par les administrateurs des Petites Ecoles de St-Charles (20 janv. 1791).
 608 : Pièces concernant Jean Gilibert, l'ainé, emprisonné en 1793.
 790 à 808 : P. Duret, abbé, Nouvelles générales et particulières de Lyon (1780-1784).
 1049 : P.-V. de la séance du Bureau d'administration des Collèges, 22 mars 1792, 6 ff.
 1052 : Ecole centrale du Rhône, pièces diverses (1796-1797).
 1053 : Arrêté de l'Administration départ. du Rhône portant confiscation de la bibl. et du cabinet d'hist. nat. de J. Imbert-Colomès, 2 mars 1798.
 1054 : Lettre de la Commission chargée de l'organisation du lycée de Lyon au préfet du Rhône, 27 fév. 1803.
 1056 : Lettre de Bernard-Charpieux sur les écoles secondaires, 12 juil. 1802.
 1060 : Lettre de Mayeuvre concernant l'Ecole de dessin, 22 fév. 1797, 3 ff.
 1076 : Chanson contre C. Jordan.
 1118 : Lettres de Delandine (1789-1815).

- 1123 : J. Gilibert : Adresse des Français devenus libres à tous leurs voisins, et deux lettres autographes (1785 et 1797).
 1129 : Lettres de J. Mollet, prof. de physique à l'Ecole centrale, relatives à ses cours (an X-an XI).
 1131 : Lettres de Périsset-Duluc, libraire, député du tiers-état de Lyon aux Etats généraux, 1790.
 1471 et 1472 : Copie de la Corresp. de MM. les députés des communes de Lyon à leurs commettants, tenue ordinairement par Milanois, avocat, et Périsset-Duluc (27 juin 1789-6 oct. 1791, 2 vol.).
 1489 : Recueil de pièces, la plupart sur Lyon, réunies par L.-P. Béranger.
 1505 : Delandine A.-F., Questions d'histoire et d'antiquités, 1811, 192 ff.
 1540-1555 : Chansons lyonnaises.
 5123 : P. Duret, abbé, Nouvelles générales et particulières de Lyon (1768-1780).
 5425 : Corresp. de Willermoz avec von Plessen.
 5542, 5543, 5549, 5578, 5590 : Papiers de la Soc. d'Agric. de Lyon.

6. — ARCHIVES DIVERSES

a) Fonds Galle (A. D. R.)

- 1 : Mélanges historiques, 1800, 36 ff.
 3 : Bollioud-Mermet : Athénée de Lyon rétabli ou Tableau hist. et chronologique contenant les époques principales de l'établissement des usages et des divers progrès de l'Acad. des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon, 261 p.
 6 : Pièces originales (lettres de Delandine, de Los-Rios, de C. Jordan...)
 7 : Pièces originales (32 pièces, an VIII-1814).
 11 : Tableau chronologique des chanoines-comtes de Lyon, par J. Barbier de Lescoët, dressé en 1786, 857 p.
 20 : Collège de Médecine. Registre concernant l'origine et l'établissement du Collège des médecins de Lyon..., par Berthelet et Barbot, 1785, 56 ff. — Registre et inventaire des titres et papiers contenus dans les Arch. du Collège des médecins, 46 ff.
 22 : Mélanges historiques, 1773-1787, 59 ff.
 40 : Pièces maçonniques. Registre des P.-V. des séances de la loge de la Régularité de Lyon, 1783-1792; 74 ff.
 44 et 45 : Morel de Voieine, Monographies lyonnaises, 2 t., 286 et 311 ff.
 50 : Mélanges hist. Doc. et notes recueillis par A. Péricaud, 1785-1814, 110 ff.
 51 : Chansons : Noël, ballades et complaintes, anciennes, recueillis par A. Péricaud. Originaux et copies, 51 ff.
 56 : Papiers de Borde, recueillis par A. Péricaud..., 57 ff.
 79 : Corresp. Péricaud, lettres de Revoil et de Richard.
 83-89 : Péricaud : notes biographiques.
 102 et 103 : Péricaud, notes diverses.
 122 : Pièces originales de l'époque révol. (1789-1798, 40 ff.).
 133 : Huit lettres autographes du Chevalier de Valay à M. Hennequin, secrétaire de l'ordre de Malte à Lyon, 1790, 18 ff.
 134 : Les origines des familles consulaires de Lyon. — Essai d'un nobiliaire lyonnais, par Vital de Valous, 110 ff.
 135 : Brevets et diplômes, 1785-1814, 7 f.
 140 : Notes biographiques : Jean de Combles, Pierre Deville.
 142 : Mélanges : Séjour à Lyon des ambassadeurs de Tippoo Saïb (1788); prestations du serment civique de la garnison de Lyon (1789).
 154 : Copie d'un Noël de 1773; notes diverses.
 160 : Copies d'articles et notes diverses relatives à des voyageurs à Lyon (Reichardt, 1792).
 168 : Tableau hist. de l'abbaye royale de St-Pierre à Lyon (1783), par Gaspard de Moydieu.

b) *Musée historique de Lyon*

- 1204 : Martinisme.
- 1209 : Spiritisme.
- 1210 : Fêtes maçonniques.
- 1213 : Tableaux des frères.
- 1214 : Souverains chapitres.
- 1216 : Circulaires maçonniques.
- 1217 : Loges.
- 1244 : Loge de la *Bonne Amitié*, à l'Orient de Lyon.
- 1246 : Loge de la *Sincère Union*.
- 1239 : Loge d'*Isis*.
- 1241 : Loge de la *Parfaite Harmonie*.
- 1242 : Loge du *Parfait Silence*.

c) *Palais des Arts*

- 81 : Mélanges sur Lyon.
- 116 : Delandine : Du culte de Mars chez les Gaulois; Autel découvert à Lyon.
- 123 : Delandine : Dissertations, Mirabeau et ses principes; Quelques pages sur l'hist. du théâtre en France.
- 124 : Galerie des Lyonnais célèbres.
- 127 : Mélanges poétiques.
- 128 : Mélanges littéraires.
- 137 : Bérenger : Dissertation sur le caractère des anc. historiens franç.
- 139 : Delandine : Précis d'hist. ecclésiastique et civile de Lyon.
- 147 : Mémoires et discours sur l'éducation.
- 153 : Tabard : Rapport sur la grammaire de Boinvilliers.
- 154 : Gilibert : De la vitalité des plantes, 1785.
- 157 : Rapports et comptes rendus divers.
- 158 : Variétés scientifiques et littéraires.
- 190 : Roux : Mémoire sur la nécessité des math. en architecture.
- 198 : Des questions sur les minima et les maxima..., par MM. Valernod, Roux...
- 219 : Gilibert : Essai sur les progrès de l'hist. nat. dans le départ. du Rhône, an XI. — Divers rapports de M. Raymond sur la préparation du pastel et la solidité des teintures...
- 230 : 27 mémoires ou rapports de Mollet J., physicien, sur la météorologie, la réaction de l'eau, les électricités positive et négative...
- 237 : Mémoires présentés aux concours académiques.
- 264 : Règlements et délib. de l'Académie.
- 266 : Journal des séances de l'Acad. de Lyon (janv. 1740-août 1793), 21 vol.

d) *Arch. de la Chambre de Commerce*

Registres de délib. :

- 1) 1767-1780.
- 2) 1780-1790.

Registre des missives de la Chambre (1741-1780).

II. — SOURCES IMPRIMEES

1. — GENERALITES

A) COLLECTIONS DE DOCUMENTS

- Arch. hist. et statistiques du départ. du Rhône* (Lyon, Barret, 1825-1831, 14 vol., in-8°).
- Nouv. arch. statistiques, hist. et litt. du départ. du Rhône* (Lyon, Barret, 1832, 2 vol., in-8°, 368 p. et 368 p.).
- A. N., AD VIII, Bibl. administrative, Coll. Rondonneau, 27, 28, 35, 36 : Sciences et Arts.
- AD XVI, 63 : Hist. des villes et des provinces, Lyon.
- BREGHOT du LUT : *Mélanges biographiques et litt. pour servir à l'hist. de Lyon* (Lyon, Barret, 1828-1829, 2 vol., in-4°, 522 et 482 p.).
- GONON (P.M.) : *Mélanges hist. et litt. ou recueil de doc. rares et inédits relatifs à l'hist. de la ville de Lyon...* (Lyon, 1847, in-8°).
- GONON (P.-M.) : *Bibliographie hist. de la ville de Lyon pendant la Révol.* (Lyon, Marle, 1844, in-8°, vi-548 p.).
- METZGER (A.) et VAESSEN (J.) : *Centenaire de la Révol. A la veille de la Révol. Lyon de 1778 à 1788. Notes et doc.* (Lyon, Georg, 1888, in-12, 161 p.).
- METZGER et VAESSEN : *Révol. franç. Lyon en 1789. Notes et doc.* (Lyon, Georg, 1882, in-12, 159 p.).
- METZGER et VAESSEN : *Lyon en 1790* (Lyon, Georg, 1882, in-12, 208 p.).
- METZGER et VAESSEN : *Lyon en 1791* (Lyon, Georg, 1883, in-12, 164 p.).
- METZGER et VAESSEN : *Lyon en 1792* (Lyon, Georg, 1883, in-8°, 182 p.).
- METZGER et VAESSEN : *Lyon en 1793. Avant le siège. Le siège. Après le siège* (Lyon, Georg, 1885, 3 vol., in-8°, 174, 172, 158 p.).
- METZGER et VAESSEN : *Lyon en 1794* (Lyon, Georg, 1886, in-12, 208 p.).
- METZGER et VAESSEN : *Lyon en 1795* (Lyon, Georg, 1886, in-12, 138 p.).
- METZGER et VAESSEN : *Lyon sous le Directoire, le Consulat et l'Empire* (Lyon, Georg, 1881-1887, in-12, 182 p.).
- PÉRICAUD (A.) : *Variétés hist., biographiques et litt.* (Lyon, Boitel, 1836, 168 p.).
- PÉRICAUD (A.) : *Tablettes chronologiques pour servir à l'hist. de Lyon* (Lyon, Rusand, 1831-1836).

B) ALMANACHS

- Almanachs astronomiques et hist. de la ville de Lyon : 1774; 1775; 1778-1783; 1785-1789* (Lyon, Delaroche).
- Almanach de la ville de Lyon et des provinces du Lyonnais, Forez et Beaujolais : années 1772 et 1792* (Lyon, Delaroche).
- Almanach de la Garde nat. de Lyon* (Lyon, Delaroche, 1790, in-8°, xvi-124 p.).
- Almanach nat. de France, l'an III de la Républ. franç.* (Paris, Testu, in-8°, 544 p.).
- Almanach nouveau pour l'année bissextile 1796 et pour l'an IV de la Républ. franç.* (Lyon, Roger, 1795, in-12, 48 p.).
- Almanach hist. et polit. de la ville de Lyon et du départ. du Rhône, années 1800, 1803, 1804, 1805, 1806, 1809* (Lyon, Ballanche, in-16).
- Almanach de l'Université impériale* (Paris, Brunot, 1810, 546 p.).
- Almanach des Muses de Lyon* (Lyon, Chambet, 1810, in-8°, iv-223 p.; *ib.*, 1811, xii-202 p.).
- Etrennes religieuses pour l'an de grâce 1802, 1803, 1804, 1806, 1808* (Lyon, Rusand).

C) PRESSE PÉRIODIQUE

- Annales lyonnaises* (1814-1816) (Lyon, Chambet, 2 vol., in-8°).
- Bull. du départ. de Rh.-et-Loire* (Lyon, Delaroche, août-sept. 1793, in-4°).
- Bull. de Lyon* (Lyon, Ballanche, 1802-1809, 7 vol., in-4°).

- Le Conservateur de la santé*, journal d'hygiène et de prophylactique, par Brion et Bellay (Lyon, Aynès, an VII-an XII, 5 vol., in-8°).
- Courier de Lyon* ou Résumé général des Révol. de France, par Champagneux (Lyon, Delaroche, 1789-1791, 9 vol., in-8°).
- Essai de médecine théorique et pratique*. Ouvrage périodique, dédié aux amis de l'humanité, par Morizot, Brion, d'Yvoir et Richard, médecins à Lyon (Genève, 1782, 2 vol., in-8°).
- Feuille litt. de Lyon*, par Domergue (Lyon, Buisson, 1773-1774, in-8°).
- Le Glaneur*, feuille de quinzaine dans laquelle on rassemble ce qui se trouve épars dans les journaux (Lyon, Delaroche, 1772-1773, 2 vol.).
- Journal de Lyon*, ou *Annonces et Variétés litt.*, par Mathon de la Cour (Lyon, Delaroche, 1784-1792, 7 vol., in-8°).
- Journal de la Soc. popul. des Amis de la Constitution*, par Labrude, (Lyon, janv.-avril 1791, in-8°).
- Journal de Lyon*, ou *Moniteur du départ. de Rh.-et-Loire*, par Prudhomme, Carrier, Fain (Lyon, avril 1791-août 1793, in-4°).
- Journal de Ville-Affranchie*, par d'Aumale (Lyon, nov. 1793-août 1794, in-4°).
- Journal républ. des deux départ. de Rhône et Loire* (Commune-Affranchie, 1794, in-4°).
- Journal de Lyon et du départ. du Rhône*, par Pelzin (Lyon, Tournachon, 1795-1797, 3 vol., in-8°).
- Journal de Lyon et du Midi*, par Doublier (Lyon, Bernard, avril 1799-janv. 1800, in-4°).
- Journal de Lyon et du Midi* (Lyon, Ballanche, 1802, in-8°).
- Journal de Lyon*, ou *Esprit des journaux franç.* (Lyon, Pelzin, 1803, in-4°).
- Journal de Lyon*, par Barret (Lyon, Barret, 1803-1804, in-4°).
- Journal de Lyon et du départ. du Rhône* (Lyon, Roger, 1810-1813, 4 vol.).
- Journal de Lyon*, bull. polit. et administratif (Lyon, Roger, 1814).
- Journal de Lyon*, ou bull. administratif (Lyon, Kindelem, 1814-1815, in-4°).
- Journal du départ. du Rhône* (Lyon, Kindelem, 1815-1816, in-4°).
- Journal de la langue franç.*, soit exacte, soit ornée, par Domergue (Lyon, Delaroche, 1788, in-12).
- Le Père Duchesne*, par Dorfeuille et Damame (Comm.-Affr, Bernard, nov. 1793-mars 1794, in-8°).
- Les petites Affiches de Lyon* (Lyon, 1760-1811, in-4°).
- Le Petit Tachygraphe*, par Roger (Lyon, Roger, an VII-1809, in-8°).
- Le Portefeuille lyonnais*, ou Bigarrures provinciales (Minorque, 1779-1780, in-8°).
- Le Surveillant*, par une soc. de patriotes (Lyon, Regnault, août 1791-août 1792, in-4°).

D) TÉMOIGNAGES DE CONTEMPORAINS

- BAGHAUMONT (L. de) : Mémoires secrets pour servir à l'hist. de la Républ. des lettres (Londres, 1777-1787, 36 vol., in-12).
- BEAULIEU (C.) : Hist. de Lyon dep. les Gaulois jusqu'à nos jours (Lyon, Baron, 1837, in-8°, xii-670 p.).
- BOITEL (L.) : Lyon anc. et moderne (Lyon, Boitel, 1833-1843, 2 vol., in-4°).
- BREGHOT du LUT : Dict. des rues, places, passages de la ville de Lyon (Lyon, 1838, in-8°).
- BREGHOT du LUT : Le livre de raison de Jacques-Charles Dutillieu (publ. et annoté, Lyon, Mougin-Rusand, 1886, in-4°, vi-90 p.).
- BREGHOT du LUT et PÉRICAUD : Biographie lyonnaise. Catalogue des Lyonnais dignes de mémoire (Lyon, Giberton et Brun, 1839, in-8°, 336 p.).
- BRISSON : Mémoires hist. et économiques sur le Beaujolais (Lyon, Reguilliat, 1770, in-8°, 270 p.).
- BRISSOT (J.-P.) : Mémoires (publ. par Cl. Perroud, Paris, Picard, 1910, 2 vol., in-8°, LI-397 p. et 401 p.).
- CAZENOVE (A. de) : Journal de Mine de Cazenove d'Arlens, 1803 (Paris, Picard, 1903, in-8°, xxxvi-176 p.).

- CLERJON et MORIN : Hist. de Lyon, dep. sa fondation jusqu'à nos jours (Lyon, Laurent, 1829-1837, 6 vol., in-8°).
- COCHARD (N.-F.) : Description hist. de Lyon (Lyon, Périsset, 1817, in-12, 316 p.).
- COLLOMBET (F.-Z.) : Lyon vu de Fourvière; esquisses physiques, morales et hist. (Lyon, Boitel, 1833, in-8°).
- COLLOMBET (F.-Z.) : Etude sur les historiens du Lyonnais (Lyon, I, Sauvignat, 1839, in-8°, 416 p.; II, Giberton, 1844, 302 p.).
- Le Conducteur de l'étranger à Lyon*, ou description des curiosités, des monuments et antiquités que cette ville renferme (Lyon, Chambet, 1815).
- CRAVEN (E.) : Voyage de Milady Craven à Constantinople (Paris, Durand, 1789, in-8°, 306 p.).
- DELANDINE (A.) : Mémoires bibliogr. et litt. (Lyon, Mistral, 1816, in-8°, 488 p.).
- DESBORDES-VALMORE (Mme) : Lettres inédites, 1812-1857 (Paris, Michaud, s. d., in-12, 351 p.).
- DUGAST de BOIS SAINT-JUST : Paris, Versailles et les provinces au XVIII^e s... (Lyon, Yvernault, 1809-1817, in-8°, viii-345, 376 p. et 427 p.).
- DUGAST de BOIS SAINT-JUST : Les sires de Beaujeu ou Mémoires hist. sur le monastère de l'Île Barbe et la Tour de la Belle Allemande (Lyon, 1810, 2 vol., in-8°).
- FABVIER (E.) : Hist. de Lyon et des anc. provinces du Lyonnais, du Forez et du Beaujolais... (Lyon, 1846, 2 vol.).
- GALLE (L.) : Les Cahiers de M. Seguin, avocat au Parlement et aux Cours de Lyon (1710-1770) (Lyon, Bernoux, 1901, in-8°, xix-105 p.).
- GALLE (L.) : Quelques lettres sur un voyage en France fait en 1788 (Lyon, Mougins-Rusand, 1895, 58 p.).
- GRIMM, DIDEROT, RAYNAL... : Corresp. litt., philosophique et critique (Paris, éd. Tourneux, 1880, in-8°, 16 vol.).
- GRIMOD de la REYNIÈRE : Peu de chose. Hommage à l'Académie de Lyon. Lettre à M. Mercier ou Tableau de Lyon (Lyon, Périsset, 1788, in-8°, 64 p.).
- GRIMOD de la REYNIÈRE : Tableau de Lyon en 1786 (R. D. L., 1843, XVIII, p. 307-315).
- GRIMOD de la REYNIÈRE : Lettres inédites écrites à diverses époques à un Lyonnais de ses amis (R. D. L., 1854, t. IX; 1856, t. XII, p. 250).
- GRIMOD de la REYNIÈRE : Moins que rien (Lyon, Faucheux, 1793, in-8°, 72 p.).
- GUILLON de MONTLÉON (A.) : Lyon tel qu'il était et tel qu'il est, ou tableau hist. de sa splendeur passée (Lyon, Maire, 1807, in-12, 196 p.).
- HALEM (G.-A. de) : Voyage de Halem. Paris en 1790 (éd. Chuquet, 1896).
- Itinéraire ou passe-temps de Lyon à Mâcon, par la diligence d'eau* (Lyon, Maillet, 1812).
- KARAMZINE (N.) : Voyage en France, 1789-1790 (trad. A. Legrelle, Paris, Hachette, 1885).
- LOUVET (P.) : Mémoires hist. du Beaujolais, ms inédits des XVIII^e et XIX^e s. (publ. par L. Galle et G. Guigue, Lyon, 1903).
- MAZADE d'AVEZE : Lettres à ma fille sur mes promenades à Lyon (Lyon, Yvernault, 1810, 2 vol., in-18).
- MILLIN (L. A.) : Lettre à M. Boulard contenant quelques détails d'un voyage de Lyon à Chambéry (Paris, Sajou, 1811, 44 p.).
- MONFALCON (J. B.) : Hist. de la ville de Lyon (Lyon, Perrin, 1851, 6 vol., in-4°).
- MOREL de VOLEINE : Petite chronique lyonnaise (R. D. L., 1851, II, p. 274-286; 1852, V, p. 11; 1859, XIX, p. 304, 456; 1860, XX, p. 37).
- MORELLET (A.) : Mémoires inédits (Paris, Ladvocat, 1821, in-8°, 384 et 444 p.).
- MORIN (J.) : Hist. de Lyon dep. 1789 (Lyon, Savy, 1845, 3 vol., in-8°).
- PERRAUD (C.) : Souvenirs inédits de Sophie Grandchamp (1791-1793) (R. R. F., 1899, II, p. 65-89 et 153-170).
- REICHARDT (J. F.) : Un Prussien en France en 1792. Lettres intimes (trad. Laquante, Paris, 1892).
- REURE : De Moulins à Lyon par la route du Bourbonnais. Quelques relations inédites de voyage (Montbrison, Brassard, 1911, in-8°, 10 p.).
- RIGBY (E.) : Voyage d'un Anglais en France en 1789 (trad. Caillet, Paris, 1910, in-12, xxxvii-245 p.).

- RIVAROL (A.) : Mémoires publ. avec notes de Berville (Paris, Baudouin, 1824, in-8°, xvi-386 p.).
- ROLAND de la PLATIERE (J.-M.) : Voyage en France, 1769 (éd. Perroud, Villefranche, Auray, 1913).
- ROLAND et MARIE-PHILIPON : Lettres d'amour, 1777-1780 (éd. Perroud, Paris, Picard, 1909, in-8°, 409 p.).
- ROLAND (Mme) : Lettres (éd. Perroud, Coll. doc. inédits, Paris, Imp. nat., 1900-1903, 2 vol., in-4°, LXXXIII-720 p. et 827 p.).
- ROLAND (Mme) : Lettres, nouv. série (éd. Perroud, Paris, Imp. nat., 1913, in-4°, LXI-556 p. et XX-588 p.).
- ROLAND (Mme) : Mémoires (éd. Perroud, Paris, Plon, 1905, 2 vol., in-8°).
- ROLAND (Mme) : Mémoires particuliers (éd. Huisman, Paris, Didot, 1929, in-8°, XIX-216 p.).
- TROLIEUR de la VAUPIERRE : Mémoires pour servir à l'hist. du Beaujolais. (éd. Galle et Guigue, Lyon, Soc. Bibl., 1922, in-8°, XXVIII-449 p.).
- VACHEZ (A.) : Les livres de raison dans le Lyonnais et les provinces voisines (Lyon, Brun, s. d., in-8°, 71 p.).
- VAYSSE (R.) : Descript. routière et géogr. de l'Empire franç.; région du Sud-Sud-Est; Paris à Lyon (Paris, Poley, 1813).
- VERNINAC (R.) : Descript. physique et polit. du départ. du Rhône (Lyon, Ballanche, 1801, in-8°, 133 p.).
- WITTE (J. de) : Journal de l'abbé de Véri (Paris, Taillandier, 1928-1930, in-8°, 2 vol., XVI-503 p. et XX-453 p.).
- YOUNG (A.) : Voyages en France, 1787-1789 (trad. Sée, Paris, Colin, 1931, 3 vol., 1283 p.).

2. — IDÉES POLITIQUES

A) TEXTES ADMINISTRATIFS

- BESANÇON (A.) : P.-V. des séances des administrations munic. de Villefr.-sur-Saône... (Lyon, Mercier, 1905).
- Cahiers du Tiers Etat de la sénéchaussée de Lyon* (Lyon, Faucheux, 1789, in-8°, 40 p.).
- CARON (P.) : Rapports des agents du ministre de l'Intérieur dans les départ., 1793-an II (Paris, Impr. nat., 1951, in-8°, 602 p.).
- Décrets relatifs à Ville-Affranchie*, avec tous les arrêtés des représentants du peuple... (Comm.-Affr., an II, in-8°).
- Doc. dauphinois*. P.-V. du Comité de surveillance révol. de Vienne-la-Patriote, mars 1794-mars 1795 (Grenoble, Allier, in-8°).
- FAURE (C.) : Cahiers de doléances du Beaujolais (Lyon, Impr. nouv., 1939, in-8°, XVI-173 p.).
- GONON (P.-M.) : Lyon en 1793. P.-V. authentiques et inédits du Comité de surveillance de la Section des droits de l'homme (Lyon, 1847, in-8°, 199 p.).
- GUIGUE (G.) : P.-V. des séances de l'Assemblée provinciale de la Généralité de Lyon et de sa Commission intermédiaire, 1787-1790 (Trévoux, Jeannin, 1898, in-8°, XIV-414 p.).
- GUIGUE (G.) : P.-V. des séances du Conseil gén. du départ. de Rh.-et-Loire, 1790-1793 (Trévoux, Jeannin, 1895, in-8°, 2 vol.).
- GUIGUE (G.) : P.-V. des séances de la Commission popul. républ. et de Salut publ. de Rh.-et-Loire, juin 1793-oct. 1793 (Trévoux, Jeannin, 1899, in-8°, XIII-630 p.).
- GUIGUE (G.) : Registre du Secrétariat gén. des Sections de la ville de Lyon (août-oct. 1793), suivi des délib. de la Section de Porte-Froc... (Lyon, Georg, 1907, in-8°, XXI-672 p.).
- HAUTERIVE (E. d') : La police secrète du premier Empire. Bull. quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur (Paris, Perrin, 1908-1922, 3 vol., in-8°).
- LEX (L. de) : Cahiers de doléances de Saône-et-Loire (Mâcon, 1910, in-8°).

- PLATTARD : Délib. de la munic. de St-Georges de Reneins, 1790-an III (Besançon, 65^e Congrès Soc. savantes, 1932).
- P.-V. des séances des Assemblées gén. des trois ordres et des Assemblées particulières du tiers-état de la ville et du ressort de la Sénéchaussée de Lyon, tenues en mars et avril 1789, suivis des cahiers de chaque ordre (Lyon, Delaroche, 1789, in-8°, 236 p.).
- P.-V. des séances des corps municipaux de la ville de Lyon, 1787-an IV; t. I, Actes consulaires et Ass. des notables, 1787-1790 (Lyon, Impr. nouv., 1899, in-8°, 322 p.); t. II, Administration munic., 1790 et 1791 (*ib.*, 1901, 726 p.); t. III, Administration munic., 1792 (*ib.*, 1902, 424 p.).
- ROCQUAIN (F.) : L'état de la France au 18 brumaire (Paris, Didier, 1874, in-12, LXXV-426 p.).

B) ECRITS PARTICULIERS

a) La crise prérévolutionnaire

- L'HERMITE (J.) : Lettre de l'Hermite Jean au sujet des parlements et des conseils supérieurs (s. n., 1774, in-8°, 14 p.).
- RIBOUD (Th.) : Discours prononcés à la rentrée du bailliage et siège présidial de Bourg-en-Bresse en 1779 et 1781 (1781, in-8°, 36 p.).
- Ordonnance de police concernant le bon ordre... à l'occasion des réjouissances de la paix (1783, in-4°, 4 p.).
- Récit de ce qui s'est passé au Gr. Bailliage de Lyon, lors de sa rentrée en sénéchaussée et siège présidial (s. n., 1788, in-8°, 11 p.).
- MATHON de la COUR : Discours sur les meilleurs moyens de faire naître et d'encourager le patriotisme dans une monarchie (Paris, Cuchet, 1788, in-8°, 56 p.).
- DELANDINE (A.-F.) : Des Etats généraux ou Hist. des assemblées nat. en France... (Paris, Cuchet, 1788, in-8°, 279 p.).
- BERGASSE (N.) : Discours sur la manière dont il convient de limiter le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif dans une monarchie (Lyon, Delaroche, 1789, in-8°, 56 p.).
- Lettre écrite par un curé à son confrère sur l'établissement d'une cour souveraine à Lyon (s. n., 1789, in-8°, 14 p.).

b) La Révolution

- Le Triumvirat redévoilé à la nation assemblée (s. n., 1789, in-8°, 70 p.).
- MOGNIAT de l'ECLUSE : Projet de régénération salulaire à la France (Lyon, 1789, in-8°, 32 p.).
- Le Patriote impartial présenté à leurs concitoyens par D.B.B.C., négociants à Lyon (s. n., 1789, in-8°, 15 p.).
- CHAVANEL : Réflexions sur quelques libelles et sur la liberté de la presse (Lyon, 1790, in-8°, 22 p.).
- MILANOIS, PÉRISSE-DULUC, COUDERC, GOUDARD : Lettre écrite par MM. les députés de la ville de Lyon à M. Perret, orfèvre (Paris, 1790, in-12, 14 p.).
- VOIDEL (C.) : Décret sur la conspiration de Lyon, précédé du rapport fait à l'Assemblée nat., au nom de son Comité de recherches (1790, in-8°, 22 p.).
- Rapport fait par MM. Mabru et Chirac, députés de la Soc. des Amis de la Constitution séante aux Jacobins de Clermont-Ferrand et de celle établie dans la ville d'Issoire, auprès de la Soc. des Amis de la Constitution établie à Lyon (Clermont-Fd, 1790, in-4°, 13 p.).
- Lettre de M. Imbert-Colomès, ci-devant chargé du commandement de la ville de Lyon, à MM. les officiers munic. de Bourg-en-Bresse (1790, in-12, 24 p.).
- Adresse aux ennemis de la paix, par Pressavin (Lyon, 1790, in-8°, 30 p.).
- MICHAUT le JEUNE : Le Savetier de Margnoles, ou Réponse à la lettre écrite par M. Bret, avocat, à M. Rey, lieutenant général de police (1790, in-8°, 14 p.).

- CHAPPE (Fr.) : Observations patriotiques faites au peuple par le Père Duchêne, en réponse à la première lettre du compère Mathevon (Paris, in-8°).
- L'ANGE (Fr.) : Plaintes et représentations d'un citoyen décrété passif aux citoyens décrétés actifs (Lyon, Cutty, 1790, in-8°, 30 p.).
- L'ANGE (Fr.) : Du citoyen, du monarque et du titre II de la Constitution (Lyon, Cutty, 1790, in-8°, 24 p.).
- AYMARD : Eloge civique de Mirabeau, prononcé dans la *Soc. populaire des Amis de la Constitution* (Lyon, 1791, in-8°).
- CAILLAT (C.) : Eloge civique d'Honoré-Gabriel Riqueti de Mirabeau (Lyon, 1791, in-8°).
- JOLYCLERC : Oraison funèbre de Mirabeau (Lyon, 1791, in-8°).
- DUGENNE : Discours prononcé dans la séance du Comité central du 21 avril 1791, sur les dangers de l'anarchie (Lyon, 1791, in-8°).
- LEVASSEUR (L.) : Contre-poison nécessaire à la guérison radicale du virus aristocratique, dont les miasmes pestilentiels ont totalement infesté la ville de Lyon (Lyon, 1791, in-8°, 25 p.).
- Discours prononcé à la barre de l'Assemblée nat., à la séance du 10 sept. 1791, par l'orateur de la députation de Chasselay, et Pétition du Comité central des 31 sociétés populaires des Amis de la Constitution, établies à Lyon, au sujet de l'assassinat du sieur Guillin du Montet* (s. d., in-8°, 57 p.).
- Epître aux citoyens de Lyon.* Justification de M. Imbert-Colomès (s. n., 1791, in-8°, 14 p.).
- Aux députés de la première législative*, par le citoyen Ribollet, électeur du canton de l'Arbresle (Lyon, Leroy, 1791, in-8°, 11 p.).
- Lettre d'un Lyonnais à son fils* établi hors de France, sur l'état de Lyon à cette époque (1792, in-8°, 22 p.).
- FAUCHET (C.) : Rapport fait à l'Assemblée nat. au nom du Comité de Surveillance, sur les griefs de la munic. de Lyon, contre le Directoire du départ. de Rh.-et-Loire (Paris, Impr. nat., 1792, in-8°, 42 p.).
- L'ANGE (Fr.) : Adresse à mille Français de Lyon (Lyon, Cutty, 1792, in-8°, 7 p.).
- L'ANGE (Fr.) : Moyens simples et faciles de fixer l'abondance et le juste prix du pain, présentés à MM. du Conseil gén. de la commune de Lyon (Lyon, Cutty, 1792, in-8°, 16 p.).
- L'ANGE (Fr.) : Réponse aux objections qu'on a faites sur les moyens de fixer l'abondance et le juste prix du pain, par l'auteur de ces moyens (Lyon, Cutty, 1792, in-8°, 30 p.).
- Considérations sur la nature de la Révol. de France et sur les causes qui en prolongent la durée* (s. n., 1792 ?, in-8°, 80 p.).
- Rapport et projet de décret* présentés, au nom des Comités de division et de surveillance réunis, sur les griefs de la munic. de Lyon contre le Directoire du départ. de Rh.-et-Loire, par Thévenin, député du Puy-de-Dôme (Lyon, Delaroche, 1792, in-8°, 79 p.).
- GENET-BRONZE, PELZIN, BADGER, députés : Rapport et pétition sur les troubles arrivés à Lyon, présentés et lus à la barre de la Convention nat. (Paris, Gorsas, 15 avril 1793, in-8°, 16 p.).
- GONCHON (C.) : Aux citoyens des Quinze-Vingts, faubourg St-Antoine. Relation des événements de Lyon, des 29 et 30 mai 1793 (Lyon, Roger, in-8°, 8 p.).
- Réflexions d'un véritable républicain sur les intérêts du peuple franç.*, adressées aux citoyens du départ. de Rh.-et-Loire, dans leurs assemblées primaires (Lyon, Delaroche, 1793, in-8°, 12 p.).
- Pétition du citoyen Fr. Billémaz*, homme de loi, prononcée à la Convention. Réclamations et doc. concernant les départ. du Rhône et de l'Ain (Paris, 1793, in-8°, 31 p.).
- DORFEUILLE (A.) : Eloge funèbre de Chalier (Lyon, an II, in-4°, 8 p.).
- CADROY (P.) : Arrêtés et corresp. avec le Comité de Salut publ. du représentant du peuple Cadroy (Impr. nat., an III, in-8°, 40 p.).

- Liste générale des dénonciateurs et des dénoncés*, tant de la ville de Lyon que des communes voisines et de celles de divers départ. (Lausanne, Impr. soc. typ., 1795, in-4°, 108 p.).
- CHÉNIER (M.-J.) : Rapport fait à la Convention nat. au nom des Comités de Salut publ. et de Sûreté gén., séance du 29 vendémiaire an IV concernant les Compagnies de Jésus et du Soleil (Paris, Impr. Rép., 1795, in-8°, 15 p.).
- LANTHENAS (F.) : Droit de cité, exercice de la souveraineté du peuple français, et garantie de la liberté publique contre les abus de l'égalité en droits (Paris, Impr. nat., an III, in-8°, 20 p.).
- JORDAN (C.) : Rapport sur la police des cultes. Conseil des Cinq-Cents. Séance du 29 prairial an V (Paris, Impr. nat., 1797, in-8°, 42 p.).
- Conseil des Cinq-Cents*. Message. Extrait du registre des délib. du Directoire exécutif, du 19 fructidor an V (Pièces relatives à Imbert-Colomès) (Paris, Impr. nat., 1797, in-8°, 27 p.).
- IMBERT-COLOMÈS : A ses commettants et au peuple franç., au sujet de la journée du 18 fructidor an V (Francfort, 1797, in-8°, 40 p.).
- L'Administration centrale du départ. du Rhône à ses concitoyens* et aux administrations munic. de canton. Circulaire au sujet des élections (Lyon, Ballanche, 1798, in-8°, 16 p.).
- JORDAN (C.) : Discours en réponse au message du Directoire, relatif à Lyon (s. n., s. d., in-8°, 14 p.).
- Gr. harangue prononcée à la barre de l'Assemblée nat.*, par le Carillonneur de la Samaritaine, député des habitants des tours et cloches du royaume, relativement au projet de fondre les cloches (s. n., s. d., in-8°, 11 p.).
- PASTEUR : Robespierre aux frères et amis et C. Jordan aux fils légitimes de la Monarchie et de l'Etat (s. l. n. d., in-8°, 24 p.).
- JORDAN (C.) : A ses commettants sur la révol. du 18 fructidor (Paris, 1798, in-8°, 144 p.).

c) Consulat et Empire

- C. R. par l'Administration centrale* du départ. du Rhône, de sa gestion pendant l'an VII, en exécution de l'art. 100 de la Constitution de l'an III (Lyon, Périsse, frimaire an VIII, in-4°, 58 p.).
- BOISSIEUX (J.B.) : Discours et réquisitoires (Lyon, Buynand, 1812, in-8°, 36 p.).
- HERBOUVILLE (C. d') : Rapports administratifs présentés les 15 oct. 1807 et 10 janv. 1809 au Conseil général du Rhône (Lyon, Ballanche, 1809, in-8°, 77 p.).
- P.-V. de l'installation de MM. les maire et adjoints de la ville de Lyon (M. d'Albon) (Lyon, Rusand, 1813, in-4°, 8 p.).
- P.-V. de l'installation de M. le comte de Fargues, maire de la ville de Lyon (Lyon, Rusand, 1815, in-4°, 14 p.).

C) RÉCITS ET SOUVENIRS

- BALLEYDIER (A.) : Hist. polit. et milit. du peuple de Lyon, de 1789 à 1795 (Paris, Curmer, 1856, 3 vol., in-8°).
- GUERRE (J.) : Hist. de la Révol. de Lyon, suivie de la coll. des pièces justificatives (Lyon, Regnault, 1793, in-8°, 176 p.).
- GUILLON de MONTLÉON : Mémoires pour servir à l'hist. de la ville de Lyon pendant la Révol. (Paris, Baudouin, 1824, 3 vol., 464, 449 et 392 p.).
- GUILLON de MONTLÉON : Hist. du siège de Lyon, des événements qui l'ont précédé et des désastres qui l'ont suivi (Paris, Le Clerc, 1797, 2 vol., in-8°, xx-257 et 259 p.).
- NOLHAC (J.B.) : Souvenirs de trois années de la Révol. à Lyon, 1792-1794 (Lyon, Périsse, 1844, in-8°, 314 p.).
- SALOMON de la CHAPELLE : Doc. sur la Révol. Lyon et ses environs sous la Terreur (Lyon, Georg, 1885).
- SCHAZMANN (P.-E.) : La révol. de 1793 à Lyon, vue par un témoin oculaire, J. Salomon Fazy (A. H. R. F., mars 1940, p. 88-116).

Siège de Lyon, 1789-1796. Hist. de Comm.-Affr. recueillie dans les conversations d'un soldat du siège (Lyon, Rey, 1843).

3. — ECONOMIE

Adresse des citoyens de la ville de Lyon à l'Assemblée nationale pour demander l'abolition de toutes les maîtrises, jurandes et corporations qui entravent l'industrie et l'exercice des arts (Lyon, Delaroche, 1790, in-8°, 7 p.).

ARLÈS-DUFOUR : Importance de l'industrie des soies et soieries (*R. D. L.*, 1842, XV, p. 56-65).

BEAULIEU (C.) : Hist. du commerce, de l'industrie et des fabriques de Lyon, dep. leur origine jusqu'à nos jours (Lyon, Baron, 1838, in-8°, vii-310 p.).

BERGASSE (N.) : Recherches sur le commerce, les banques et les finances (Paris, 1789, in-8°, 97 p.).

BERTHOLON (P.) : Du commerce et des manuf. distinctives de la ville de Lyon (Montpellier, Martel, 1787, in-8°, viii-220 p.).

BERTHOLON (P.) : Mémoire sur les moyens qui ont fait prospérer les manuf. de Lyon (Paris, 1788, in-8°).

BEUGNOT (A.) : Eloge funèbre du baron de Gérando, pair de France (Paris, 1844, in-4°, 18 p.).

BOURGIN (G.) : Mémoires et doc. Fragments d'une enquête économique du ministre Roland auprès des ingénieurs des Ponts et Chaussées, 1792-1793 (Besançon, Jacques, 1942, in-8°, 204 p.).

BRAC : Les octrois de la ville de Lyon foudroyés (Lyon, Faucheux, 1790, in-4°, 96 p.).

CALUIRA : Lettres du bon vieux père Caluira à ses camarades les ouvriers en soie de Lyon (1791, in-8°, 12 p.).

CALUIRA : Coll. complète des œuvres du bon vieux père Caluira, maître gazier, dédiée à ses camarades les ouvriers en soie de Lyon (1791, s. n., in-8°, 24 p.).

CHABROL (C. de) : Rapport de 1816 sur l'agric. du départ. du Rhône (Comité des travaux hist. et scientifiques, t. II, p. 422-448).

CHARLÉTY (S.) : Doc. relatifs à la vente des biens nat. dans le Rhône (Lyon, Schneider, 1906, 722 p.).

CHOVET-LACHANCE : Idées d'encouragement pour l'agric. (Lyon, Bruyset, an X, in-8°, 40 p.).

C. R. des travaux de la Soc. d'agric., hist. nat. et arts utiles de Lyon, de 1806 à 1818, par Mouton-Fontenille et Grogner (Lyon, in-8°, 2 vol., t. I (1806-1811) et t. II (1812-1818)).

C. R. des travaux de la Soc. des Amis du Commerce et des Arts de Lyon (Lyon, Ballanche, 1808, in-8°, 14 p.).

DÉGLISE (J.-C.) : Observations particulières et générales sur un projet de loi relatif aux manuf. et aux gens de travail de toutes les professions..., dédiées au cit. Chaptal (Lyon, Ballanche, 1802, in-8°, 79 p.).

Délib. des maîtres ouvriers fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon (Lyon, Delamollière, 1790, in-4°, 15 p.).

Descript. raisonnée du métier dit à la petite tire, à l'usage des jeunes gens qui se destinent à la fabrique, par M..., élève du Conservatoire des Arts de Lyon (Lyon, Laselve, 1805, in-8°, 70 p.).

Doléances des maîtres ouvriers, fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon... (Lyon, 1789, in-8°, 66 p.).

DURIEU (L.) : Avis aux citoyens de Lyon par un homme de loi, citoyen ami de la patrie, sur différents projets d'embellissement, d'économie et de finances (s. n., 1791, in-8°, 16 p.).

Edit du roi pour les communautés d'arts et métiers de la ville de Lyon (Paris, Simon, 1777, 12 p.).

Les Electeurs ignorants, dialogue entre M. de l'Aunage, marchand fabricant, et le sieur Satinard, maître ouvrier en soie (Lyon, 1790, in-8°, 24 p.).

- FOURIER (C.) : Théorie des quatre mouvements et des destinées générales (Lyon, Pelzin, 1808, II-428 p.).
- GENSOUL (F.) : Mémoire sur les moyens de perfectionner la filature des soies suivi de la descript. d'un nouv. mécanisme adapté au tour à filer (Lyon, Barret, 1803, in-8°, 52 p.).
- GOUDARD (P.) : Rapport fait à l'Assemblée nat. au nom du Comité d'agric. et du commerce sur la suppression des droits de traite perçus dans l'intérieur du royaume... (Paris, Impr. nat., 1790, in-8°, 49 p.).
- GUERRE (J.) : De l'octroi munic. de Lyon et de quelques points d'économie polit. (Lyon, Maillet, 1805, in-8°, 47 p.).
- Lettre d'un maître taffetier à M. R...*, auteur des *Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers en soie de la ville de Lyon* (1782, in-8°, 21 p.).
- MAYET (E.) : Mémoire sur les manuf. de Lyon (Paris, Moutard, 1786, VII-71 p.).
- MAYET (E.) : Des manuf. de soie et du mûrier (Paris, 1810, in-8°, 218 p.).
- Mémoire des électeurs fabricants d'étoffes de soie et tarif dressé en exécution de l'arrêt du 8 août 1789* (Lyon, 1790, in-8°, 25 p.).
- MOGNIAT de l'ECLUSE : Réponses à différentes questions proposées pour la confection d'un Code rural (s. l. n. d., in-4°, 20 p.).
- MONSPEY (P. de) : Rapport sur l'agric. de l'arrondissement de Villefr. (Villefr., 1805, 35 p.).
- MONTLUEL (M. de) : Quelques moyens proposés en faveur des manuf. et des ouvriers de Lyon (1789, in-8°, 26 p.).
- Observations sur le Code de commerce*. Tribunal et Conseil de commerce de Lyon (Lyon, Bruyset, an X, in-4°, 178 p.).
- Observations sur les octrois et le commerce de Lyon*, (s. n., 1790, in-8°, 31 p.).
- PAULET (J.) : L'art du fabricant d'étoffes de soie 1773-1789 (s. l., Delatour, 5 vol., in-f°).
- PÉRISSE-DULUC (J.-B.) : Opinion de Périsset-Duluc, député de Lyon à l'Assemblée nat., sur le papier-monnaie (Paris, 1790, in-8°, 22 p.).
- PERNON (C.) : Observations sur le commerce de la Russie avec la ville de Lyon, par un négociant de la même ville (Genève, 1777).
- POIVRE (P.) : Œuvres complètes de P. Poivre, précédées de sa vie et de ses notes (Paris, Fuchs, 1797).
- PROST de ROYER : Lettre à Mgr l'Archevêque dans laquelle on traite du prêt à intérêt (Lyon, 1776, in-8°, 68 p.).
- PUTHOD de MAISON-ROUGE : Désastres du Mâconnais du mois d'avril 1789 (in-8°, 16 p.).
- R... : *Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers en soie de la ville de Lyon* (s. l., 1789, in-8°, 15 p.).
- Recueil d'arrêts, édits, déclarations et règlements relatifs au Corps des agents de change de la ville de Lyon* (Lyon, Delaroche, 1780, in-4°, 106 p.).
- Relevés statistiques de la Condition publ. des soies de Lyon*, depuis sa fondation, 21 oct. 1805 jusqu'au 31 déc. 1853 (Lyon, 1854).
- ROLAND de la PLATIERE (J.-M.) : Œuvres, précédées d'un Discours préliminaire de L.-A. Champagneux, accompagnées de notes (Paris, an VIII, in-8°, 3 vol.).
- ROLAND (J.-M.) : Mémoire sur les articles qui se fabriquent en Beaujolais à la fin du XVIII^e s. (Villefr., publ. par J. Ballofet, 1913, Auray, 28 p.).
- ROLAND (J.-M.) : Précis hist. de la dette de Lyon et les causes de cette dette (Paris, 1791, in-8°).
- ROLAND, DOIRE et PONTET : Encyclopédie méthodique. Manuf. et Arts (Paris, Panckoucke, 1790, 3 vol. et 2 vol. de planches).
- SAY (J.-B.) : Traité d'économie politique (Paris, 1803, 2 vol.).
- SERVANT : Mémoire de la ville de Lyon au Roi, sur le commerce des soieries (1788, in-8°, 27 p.).
- Soc. royale d'agric. de la généralité de Lyon*. Rapport de Rieussec : Les causes morales de la dégradation de l'agric. et les moyens d'y remédier (Lyon, Delaroche, 1788, in-8°, 32 p.).
- Soc. d'agric. de Villefr.* Recueil des travaux pour l'année 1804 (Villefr., Pinet, 1805).

Tableau des membres qui composent les divers bureaux de la Soc. Philanthropique ou de bienfaisance chrétienne, établie dans le district de Lyon (Lyon, Delaroché, 1792, in-8°, 32 p.).

TERRET : Précis hist. sur la manuf. d'étoffes de soie de la ville de Lyon (Lyon, Bruyset, 1806, in-8°, 43 p.).

TERRET et PAVY : Observations sur les manuf. d'étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon (1789, in-8°).

4. — SCIENCES, STATISTIQUES ET TECHNIQUES

ALLÉON-DULAC (J.-L.) : Mémoires pour servir à l'hist. nat. des départ. du Rhône et de la Loire (Lyon, Francart, 1795, in-8°, 2 vol., XL-384 et 319 p.).

AMPÈRE (A.-M.) : Considérations sur la théorie mathématique du jeu (Lyon, Périsse, 1802, in-4°, 63 p.).

AMPÈRE (A.-M.) et AMPÈRE (J.-J.) : Corresp. et souvenirs (1793-1864), recueillis par Mme A. C. (Paris, Hetzel, 1873, 3 vol., in-12).

BALME (Cl.) : Réclamations importantes sur les médecins accusés d'irrégion et sur les nourrices mercenaires (Le Puy, Lacombe, 1804, in-8°, 52 p.).

BERTHOLON (P.) : De l'eau la plus propre à la végétation des plantes (Montpellier, Martel, 1785, in-8°, 44 p.).

BERTHOLON (P.) : De la salubrité de l'air des villes, et en particulier des moyens de la procurer (Montpellier, Martel, 1786, in-8°, 102 p.).

BERTHOLON (P.) : Mémoire sur la théorie des incendies, sur leurs causes et les moyens de les prévenir et de les éteindre (Montpellier, Martel, 1787, in-4°, 44 p.).

BOISSIEU (A. de) : Eloge de l'abbé Rozier (N. A. H. R., 1832, II, p. 154-186).

BONNEFOY (J.-B.) : De l'application de l'électricité à l'art de guérir (Lyon, Delaroché, 1782, in-8°, 163 p.).

BOSSI (J.) : Statistique gén. de la France. Départ. de l'Ain (Paris, Testu, 1808, in-4°, 720 p.).

BOULARD (C.) : Mémoire qui a remporté le prix de l'Acad. de Lyon, sur les moyens de garantir les écluses des graviers qui en interrompent ordinairement l'usage (1780, in-4°, 12 p.).

BREDIN (J.-B.) : Quelques souvenirs de C. J. Bredin (1776-1854)... (Constantine, Braham, 1926, in-8°, ix-332 p.).

CARTIER (L.-V.) : De la médecine interne appliquée aux maladies chirurgicales (Lyon, Barret, 1807, in-8°, 80 p.).

COCHET (C.) : Museum astronomique, géologique et zoologique (Lyon, Ballanche, 1804, in-8°, 188 p.).

DAGIER (E.) : Hist. chronologique de l'Hôpital gén. et du Gr. Hôtel-Dieu de Lyon (Lyon, Rusand, 1830, 2 vol.).

DAVIEL : Lettre écrite de la région des vivants pour faire pendant à celle écrite de la région des morts, adressée à M. Guérin (Genève, 1780, in-12, 24 p.).

DULAC de la TOUR (M.) : Précis hist. et stat. du départ. de la Loire (Puy, Lacombe, 1807, in-8°, 2 vol., xviii-263 p. et 228 p.).

ESPARRON (P.) : Essai sur les âges de l'homme (Paris, Crapelet, 1803, in-8°, 161 p.).

G... : Lettre sur le cours publ. et gratuit de teinture ouvert à Lyon (Lyon, 1783, in-8°, 15 p.).

GILBERT (J.-E.) : Hist. des plantes d'Europe ou Eléments de botanique pratique (Lyon, Leroy, 1798, 2 vol., in-12, xxxii-446 et xvi-482 p.).

GILBERT (J.-E.) : Le médecin naturaliste ou Observations de médecine et d'hist. nat. (Lyon, Reyman, 1800, in-12).

GILBERT (St.) : Essai sur le système lymphatique considéré dans l'état de santé et dans l'état de maladie (Paris, Méquignon, 1804, in-4°, 51 p.).

- GOHIER (J.-B.) : Observations et expériences faites à l'Ecole impériale vétérinaire de Lyon, sur le pain moisi et sur quelques poisons minéraux et végétaux (Lyon, Reyman, 1807, in-8°, 107 p.).
- GROGNIER (L.-F.) : Eloge de M. Varenne de Fenille (Paris, Hazard, 1817, in-8°, 48 p.).
- GROGNIER (L.-F.) : Funérailles de J. Jacquard (Lyon, 1834, in-4°, 12 p.).
- GROGNIER (L.-F.) : Notice sur Jacquard (Lyon, 1836, in-8°, 52 p.).
- JANIN de COMBE-BLANCHE : Deux lettres sur l'anti-méphitique (Vienne, 1783, in-8°, 12 et 18 p.).
- L'ANGE (F.) : Précis des moyens de se diriger dans la haute navigation (par le moyen des ballons ou montgolfières) (Lyon, 1785, in-8°, 8 p.).
- L'ANGE (F.) : Examen du Précis et réponse à cet examen (Lyon, 1786, in-8°, 38 p.).
- LAPRADE (R. de) : Mémoire qui a obtenu la mention honorable en 1809... sur cette question : « Quels sont les effets que produisent les orages sur les animaux ? » (Bruxelles, in-8°, 140 p.).
- LAUDUN (A.) : Avis à mes concitoyens sur le moyen de conserver leurs enfants, par l'inoculation de la petite vérole (Lyon, an VI, in-12, 82 p.).
- MAZADE d'AVÈZE : La Bresse, sa culture et ses étangs, ou Descript. hist. et locale de la Bresse (Bourg, Bottier, 1811, 3 vol., in-8°).
- MESSANCE (A.) : Recherches sur la popul. des généralités d'Auvergne, de Lyon... (Paris, Durand, 1766, in-4°).
- MESSANCE (A.) : Nouv. recherches sur la popul. de la France (Lyon, Périsse, 1788, in-4°, 132 p.).
- MOLLET (J.) : Etude du ciel, ou Connaissance des phénomènes astronomiques mises à la portée de tout le monde (Lyon, Périsse, 1803, in-8°).
- MOLLET (J.) : Hydraulique physique (Lyon, Ballanche, 1809, in-8°, 482 p.).
- MOLLET (J.) : De l'influence des sciences sur le commerce et les arts (Lyon, 1812, in-8°, 30 p.).
- MONTAIN (G.) : Traité de la cataracte (Lyon, Maire, 1812, in-8°, 127 p.).
- MONTGOLFIER : Note sur le bélium hydraulique et sur la manière d'en calculer les effets (Paris, Gillé, 1803, in-8°, 14 p.).
- MOUTON-FONTENILLE (J.-P.) : Coup d'œil sur la botanique (Lyon, Yvernault, 1810, in-8°, 79 p.).
- MOUTON-FONTENILLE : Réponse à M. L.-A. Martin sur sa Critique du Traité élémentaire d'ornithologie, par l'auteur du Traité (Lyon, Cabin, 1812, in-8°, 64 p.).
- PARAT (Ph.) : Eloge hist. de Ch.-L. Dumas (Paris, 1821, in-8°, 21 p.).
- PELLARIN (Ch.) : Charles Fourier, sa vie et sa théorie (Paris, Ecole Soc., 1843, in-12, xxxii-556 p.).
- PETETIN (J.) : Théorie du galvanisme (Lyon, 1803, in-12).
- PETETIN (J.) : Electricité animale prouvée par la découverte des phénomènes physiques et moraux de la catalepsie et par les effets de l'électricité artificielle (Lyon, 1808, 2 vol., in-8°).
- PETIT (M.-A.) : Discours sur la douleur (Lyon, Reyman, an VII, in-8°, 93 p.).
- PIGNOL (A.-R.) : Des rapports sur l'influence du climat et de l'habitation sur les plantes et les animaux en général (Lyon, Rusand, 180?, in-8°, 20 p.).
- POINTE (J.-P.) : Loisirs médicaux et litt. (Lyon, Savy, 1844, in-8°, 619 p.).
- POINTE (J.-P.) : Hist. topographique et médicale du Gr. Hôtel-Dieu de Lyon (Lyon, Savy, 1842, in-8°, 444 p.).
- POLINIÈRE (A.) : Eloge d'Alexandre Bottex (Lyon, Perrin, 1850, in-8°, 62 p.).
- PRIORI (J.-B.) : Notice hist. et biographique sur le Dr J.-B. Desgranges (Ann. Soc. Acad. Nantes, 1831, p. 286-303).
- PROST de ROYER : Mémoire sur la conservation des enfants (Lyon, Laroche, 1778, in-8°, 60 p.).
- Rapport fait à la Soc. de médecine de Lyon, dans sa séance du 1^{er} sept., sur l'ouvrage de M. Rodamel, intitulé : Traité du rhumatisme, par le Dr Lacroix (Lyon, Pelzin, 1808, in-8°, 35 p.).

- RAYMOND (J.-M.) : Examen critique de l'ouvrage de M. Tissier, publié sous le titre d'Essai sur la théorie des trois éléments (Lyon, Barret, 1805, in-8°, 44 p.).
- RAYMOND (J.) : Souvenirs d'un oisif (Lyon, Ayné, 1836, in-8°, 254-201 p.).
- Recueil des actes de la Soc. de Santé de Lyon* dep. l'an I jusqu'à l'an IX de la République (Lyon, Bruyset, 1798-1801, 2 vol., in-8°).
- RENAUDIN (P.) : Réflexions sur l'air atmosphérique, ses altérations, son influence sur le corps humain, et moyens de corriger son infection dans les hôpitaux, spécialement celui de Lyon (Lyon, Ballanche, an V, in-8°, 64 p.).
- RIBOUD (T.) : Essai sur la minéralogie du départ. de l'Ain pour servir à sa statistique (Bourg, Janinet, 1807, in-8°, 55 p.).
- RIBOUD (T.) : Mémoire sur les différentes espèces de haies et clôtures usitées dans le départ. de l'Ain (1810, in-8°, 51 p.).
- SAINTE-MARIE : Eloge hist. de Gilibert (Lyon, 1814, in-4°, 17 p.).
- SAISSY (J.) : Recherches expérimentales, anatomiques, chimiques,... sur la physique des animaux mammifères hibernants (Lyon, 1808, in-8°, 98 p.).
- SOCQUET (J.-M.) : Essai sur le calorique ou Recherches sur les causes physiques et chimiques des phénomènes que présentent les corps soumis à l'action du fluide igné (Paris, 1801, xvi-474 p.).
- THENANCE (J.-S.) : Nouv. forceps non croisé (Lyon, Ballanche, an X, in-8°, 112 p.).
- THIÉBAUT de BERNEAUD (A.) : Eloge hist. de Fr. Rozier, restaurateur de l'agriculture franç. (Paris, 1833, in-8°, 92 p.).
- TISSIER : Mémoire pour établir la surphosphorescence des corps (Lyon, Barret, 1807, in-8°, 21 p.).
- TISSOT (C.) : Dissertation sur la fistule lacrymale (Paris, Didot, 1815, in-4°, 28 p.).
- VIRICEL (J.-M.) : Mémoire sur l'art de préparer les malades aux gr. opérations (Lyon, an VII, in-8°, 80 p.).

5. — VIE SPIRITUELLE

A) QUESTIONS RELIGIEUSES

- Adresse* des Capucins de Tarare à l'Assemblée nat., 23 juin 1790. Adhésion à la Constitution, janv. 1791, in-4°, 4 p.
- Adresse* d'un Lyonnais à ses concitoyens. Exhortation aux catholiques pour que les scènes de brutalité, qui ont eu lieu aux portes d'une église, ne se renouvellent pas (s. n., 1792, in-8°, 15 p.).
- Apologie* des catholiques qui ont refusé de prier pour Buonaparte comme Empereur des Français (Lyon, Barret, 1815, in-8°, 48 p.).
- AYMARD (J.-B.) : Aux sections de la ville de Lyon. Appel du citoyen J.-B. Aymard, supérieur du séminaire métropolitain au synode métropolitain du départ. de Rh.-et-Loire (Lyon, 1793, in-8°, 2 p.).
- BALLANCHE (P.) : Lettre d'un jeune Lyonnais à un de ses amis, sur le passage de N.S.P. le pape Pie VII à Lyon (Lyon, Ballanche, 1805, in-8°, 79 p.).
- BARTHÉLÉMI (abbé) : L'accord de la religion et de la liberté, discours prononcé dans plusieurs clubs de cette ville (Lyon, Grabit, 1791, in-8°, 79 p.).
- BEAUFORT : Instr. adressée aux chefs laïques des paroisses et aux catéchistes (sur les fêtes, les mariages) (s.n., 1798, in-8°, 24 p.).
- BOISSIÈRE : Avis aux fidèles pour les prémunir contre les pernicieuses erreurs sur les miracles (s. n., 1787, in-12, 161 p.).
- BOURDANCE : Lettre patriotique et chrétienne, ou Accord de la religion avec la constitution, par un curé patriote (Lyon, 1791, in-8°, 36 p.).

- BOURRIT (P.) : Discours prononcé dans l'Egl. réformée de Lyon, le 24 thermidor an XII, à l'occasion de l'avènement de Napoléon Bonaparte (Lyon, Tournachon, 1804, in-8°, 23 p.).
- BOURRIT (P.) : Discours prononcé dans l'Egl. réformée de Lyon (Lyon, Tournachon, 1805, in-8°, 20 p.).
- DELAFOREST : Méthode d'instr. pour ramener les prétendus réformés à l'Egl. romaine (Lyon, Delaroche, 1784, in-12).
- Délibération des habitants de la paroisse de Fareins en Dombes*, du 27 sept. 1789, et *Mémoire pour les officiers munic. dudit lieu* (Lyon, Delaroche, 1790, in-8°, 47 p.).
- DEPLACE (G.-M.) : De la persécution de l'Eglise sous Buonaparte (Lyon, Ballanche, 1814, in-8°, 131 p.).
- DUPPLAIN (L.) : Journal d'un curé pendant la Révol. (1789-1801) (Lyon, 1891, in-8°, 23 p.).
- Instr. pastorale* de M. l'évêque du départ. de Rh.-et-Loire au clergé et aux fidèles de son diocèse (Lyon, Leroy, 1791, in-8°, 102 p.).
- Lettre curieuse de M. le curé de Fareins en Dombes à M. B. de F., frère d'une des deux fameuses convulsionnaires de ce village* (Paris, 1788, in-12, 12 p.).
- Lettre de M. Jolyclerc*, anc. vicaire général du diocèse de Lyon, à MM. Bonjour ainsi qu'à leurs apologistes, au sujet des convulsions (1788, in-8°, 103 p.).
- LINSOLAS (J.) : Lettre adressée à nos très dignes coopérateurs (au sujet des prêtres assermentés) par les préposés au gouvernement du diocèse (1795, in-8°, 2 p.).
- MALVIN de MONTAZET (A.) : Instr. pastorale sur les sources de l'incrédulité (Lyon, Delaroche, 1776, in-12, 476 p.).
- MATHON de la COUR : Discours sur le danger de la lecture des livres contre la religion par rapport à la société (Paris, Le Jay, 1770, in-8°, 46 p.).
- Observations d'un catholique* sur l'Instr. pastorale de M. Lamourette, en date du 16 juill. 1791 (in-8°, 97 p.).
- L'Œuvre des ténèbres ou les Abominations du jansénisme dévoilées* par MM. les gr. vicaires du diocèse de Lyon (1801, in-8°).
- PEYSSON : Résumé des divers moyens, preuves et autorités en faveur de la Constitution civile du clergé suivi de quelques réflexions sur le schisme (Belley, Kindelem, 1791, in-8°, 135 p.).
- PRIMAT (C.) : Lettre pastorale lue le jour de l'installation de l'évêque métropolitain dans l'égl. paroissiale St-Nizier (Lyon, Roger, 1800, in-4°, 17 p.).

B) PHILOSOPHIE

- AMPÈRE (J.-J.) : Ballanche (Paris, René, 1849).
- BALLANCHE (P.) : Œuvres complètes (Paris, 1833, 6 vol., in-4°).
- BALLANCHE (P.) : Du sentiment considéré dans ses rapports avec la littérature et les arts (Lyon, Ballanche, 1801, in-8°, 344 p.).
- BREDIN (C.-J.) : Corresp. philos. et litt. avec Ballanche (publ. par A. Viatte, Paris, Bocard, 1927, in-8°, 316 p.).
- COLLOMBET (F.-Z.) : Notice sur G.-M. Deplace, suivie de sept lettres inédites de J. de Maistre (Lyon, Boitel, 1843, in-8°, 48 p.).
- FOURIER (C.) : Textes choisis et présentés par J. Debu-Bridel (Paris, 1947, 163 p.).
- GÉRANDO (J.-M. de) : Des signes et de l'art de penser, considérés dans leurs rapports mutuels (Paris, an VIII, 4 vol., in-8°).
- GÉRANDO (J.-M. de) : Hist. comparée des systèmes de philos. relativement aux principes des connaissances humaines (Paris, Henrich, an XII, 3 vol., in-8°).
- LAPRADE (V. de) : Ballanche, sa vie et ses écrits (Lyon, Boitel, 1846, 67 p.).
- MAISTRE (J. de) : Œuvres complètes (Lyon, Vitte, 1884, 14 vol.).

C) MYSTICISME

- Abrégé de l'hist. des magnétiseurs par un nouveau converti* (s. l. n. d., in-8°, 8 p.).
- BARBEGUINE : *La Maçonnerie mesmérénne* (s. l., 1784).
- BERGASSE (N.) : *Considérations sur le magnétisme animal ou sur la théorie du monde et des êtres organisés, d'après les principes de Mesmer* (La Haye, 1784, in-8°, 149 p.).
- BERGASSE (N.) : *Théorie de la nature. Observation sur un écrit du Dr Mesmer* (Londres, 1785, in-8°, 101 p.).
- CATELIN : *Journal de somnambulisme de Mme N.* (Lyon, 1789, 197 p.).
- GENCE : *Notice biogr. sur L.-C. de St-Martin, ou le Philosophe inconnu* (Paris, Migneret, 1824).
- GILIBERT (J.-E.) : *Aperçu sur le magnétisme animal ou résultat des observations faites à Lyon sur ce nouvel agent* (Genève, 1784, in-8°, iv-76 p.).
- Instr. pour les trois premiers grades de la Fr.-Maçonnerie* (Lyon, Pelzin, 1805, in-12).
- JANIN de COMBE-BLANCHE : *Réponse au Discours de M. O'Ryan, agrégé au Collège de médecine de Lyon, sur le magnétisme animal* (Lyon, 1784, in-8°, 16 p.).
- MOREAU (L.) : *Examen des doctrines du Philosophe inconnu : L.-C. de St-Martin* (Correspondant, XIV, mai 1846, p. 495-512; XVI, oct. 1846, p. 13-36; XIX, juil. 1847, p. 75-95; XXI, mars 1848, p. 826-863).
- MOUNIER (J.-J.) : *De l'influence attribuée aux Philosophes, aux Fr.-Maçons et aux Illuminés sur la Révol. de France* (Tubingue, 1801, in-8°, 234 p.).
- ORELUT (P.) : *Détail des cures opérées à Lyon par le magnétisme animal, selon les principes de M. Mesmer, précédé d'une lettre à M. Mesmer* (Lyon, Faucheux, 1784, in-8°, 27 p.).
- PETETIN (J.) : *Mémoire sur la découverte des phénomènes que présentent la catalepsie et le somnambulisme* (1787, in-8°, 62 p.).
- Pièces maçonniques* provenant pour la plupart de la loge de la *Régularité* de St-Jean à Lyon (F. G., A 48).
- P.-V. et autres pièces d'architecture de la séance des loges régulières de l'Orient de Lyon, réunies sous la présidence du R. Fr. Lalande (Lyon, Pelzin, 1805, in-8°).
- Réponse aux assertions contenues dans l'ouvrage du R.F.L.A. Fascia ayant pour titre « De conventu generali Latomorum apud Aquas Wilhelmianas »* (Lyon, 1784, in-f°, 111 p.).
- SERVAN (J.) : *Doutes d'un provincial proposés à MM. les médecins-commissaires chargés par le roi de l'examen du magnétisme animal* (Lyon, 1784, in-8°, 136 p.).
- Tableau des frères composant la loge de la Candeur, à Lyon, pour 1806, 1808, 1812* (Lyon, Pelzin, in-8°, 23 p.).
- Tableau des Frères qui composent le Souv. Chap. sous le titre distinctif de la Sincère Amitié* (Lyon, Pelzin, 1818, in-8°, 8 p.).
- TERME (J.-F.) : *Notice sur Willermoz* (Lyon, Barret, 1824, in-8°, 14 p.).

6. — BELLES-LETTRES ET ARTS

A) LITTÉRATURE

- AUDIN (J.) : *Lanterne magique lyonn., ou les Petits ridicules d'une gr. ville de province* (Lyon, 1814, in-8°, 68 p.).
- BERGASSE (N.) : *Discours sur l'humanité des juges dans l'administration de la justice criminelle* (Paris, s. n., 1773, in-8°, 42 p.).
- BORDE (C.) : *Œuvres diverses, recueillies par l'abbé de Castillon* (Lyon, Faucheux, 1783, 4 vol., in-8°).

- Catalogue* des livres doubles produits par la réunion de la bibl. publ. de Lyon avec celle du Gr. Collège de la même ville... (Lyon, Duplain, 1767, in-8°, 132 p.).
- Catalogue* d'une coll. de livres peu communs, concernant la litt. hébraïque et les langues orientales, mis en ordre par de Los-Rios, Libraire (Lyon, 1777, in-12, 21 p.).
- Catalogue* de la bibl. de MM. les chanoines réguliers de l'ordre de Malte et de St-Antoine, inventoriée et dirigée par de Los-Rios (Lyon, 1787, in-12).
- Catalogue* des livres de la bibl. du cit. Jacob aîné (Lyon, Périsset, 1800, in-8°).
- Catalogue* des livres, machines de physique..., de feu M. Richard de Montbard, médecin (Lyon, Kindelem, 1812, in-8°).
- Catalogue* des livres provenant de la bibl. d'un amateur (M. Rast, médecin) (Lyon, Kindelem, 1812, in-8°, 240 p.).
- C. R. *des travaux de l'Acad. de Lyon*, pendant le premier semestre de l'an XII par M. Dubois; pendant le second semestre, par M. Delandine; pendant l'année 1805, par M. Petit (Lyon, Ballanche, 1806, in-8°, 61 p.); pendant l'année 1806, par M. Petetin (Lyon, Ballanche, 1806, in-8°, 24 p.); pendant l'année 1808, par M. Mollet (Lyon, Ballanche, 1808, in-8°, 31 p.); pendant l'année 1809, par M. Béranger (Lyon, Leroy, 1809, in-8°, 55 p.); pendant le premier semestre de 1811, par M. Martin (Lyon, Ballanche, 1811, in-8°); ... 1813, par P.-E. Béraud (Lyon, Rusand, 1822, in-8°, 46 p.); ... 1814, par M. Parat (Lyon, 1825, in-8°).
- DELANDINE (A.) : *Eloge de Philippe, duc d'Orléans, petit-fils de France, régent du royaume pendant la minorité de Louis XV* (Lyon, Cellier, 1778, in-8°, 61 p.).
- DELANDINE (A.) : *De la conservation et de l'utilité politique des soc. lit. dans les départ.* (1791, in-8°, 32 p.).
- DELANDINE (A.) : *Etat de la bibl. de Lyon en 1810 et 1812* (Lyon, Ballanche, 1812, in-8°, 63 p.).
- DELANDINE (A.) : *Mss de la bibl. de la ville de Lyon, précédés d'une hist. des bibl. de Lyon* (Paris, Rencuard, 1812, 3 vol., in-8°, 485, 542 et 594 p.).
- DELANDINE (A.) : *Dissertation hist. sur une Antiquité de Bresse* (Lyon, 1780, 72 p.).
- DUMAS (J.-B.) : *Hist. de l'Acad. royale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon* (Lyon, Giberton, 1839, 2 vol., in-8°, 468 et 640 p.).
- DUMAS (J.-B.) : *Variétés litt.* (Lyon, 1808, in-12).
- EYNARD : *Vie de Mme de Krüdener* (Paris, 1849, 2 vol.).
- FOURNEL, FEREY, BERLIER : *Consultation pour le citoyen A.-J. Dugourc, propriétaire du Cours d'agric. par Rozier, contre les cit. Leroy, impr.-libr. à Lyon* (Paris, Cellot, an VII, in-4°, 91 p.).
- GRANDPERRET : *Hist. de l'Acad. royale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon* (Lyon, Boitel, 1845, in-8°, 116 p.).
- JORDAN (C.) : *Lettres inédites de C. Jordan et de Mme de Krüdener* (Correspondant, 1898, II, p. 654-672).
- LENORMANT (Mme) : *Mme Récamier. Les amis de sa jeunesse et sa corresp. intime* (Paris, Lévy, 1872, in-12, 406 p.).
- M. A. (abbé) : *Notice biogr. sur M. P. Rusand, anc. impr.* (Paris, Poussielgue, 1840, in-8°, 47 p.).
- MILLEVOYE (C.) : *Satire des romans du jour, considérés dans leur influence sur le goût et les mœurs de la nation* (Paris, 1802, in-8°, 16 p.).
- MONPERLIER (J.) : *Poèmes et poésies fugitives* (Lyon, Chambet, 1812, in-18).
- M... : *La France sauvée, poème, par un prêtre et électeur du départ. de Rh.-et-Loire* (s. d., in-8°, 10 p.).
- PASCAL : *La Brotiade, ou les plaisirs des Broteaux, poème héroï-comique en quatre chants* (Genève, 1779, 78 p.).
- PÉRICAUD (A.) : *Notice sur la vie et les œuvres de C. Borde* (A. H. S. R., 1824, p. 52-71).
- PÉRICAUD (A.) : *Notice sur la bibl. de Lyon* (Lyon, Barret, 1827, in-8°, 16 p.).

- Poème patriotique* au gr. Lafayette (Lyon, Barret, 1790, in-8°, 8 p.).
- RÉCAMIER (Mme) : *Souvenirs et corresp.* (Paris, Lévy, 1860, 2 vol., in-8°).
- Recueil de chansons et de poésies fugitives de la Soc. épicurienne de Lyon* (Lyon, Chambet, 1812-1813, 3 vol., in-18).
- Règlements de l'Acad. des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon*, fondée en l'an 1700, rétablie en l'an VIII sous le nom d'*Athénée* (Lyon, Ballanche, 1809, in-8°, 50 p.).
- SANCHAMAU (J.-B.) : *Discours sur les causes de la crise polit. du XVIII^e s. et sur les vérités d'ordre social dont cette gr. crise atteste l'évidence et l'utilité* (Lyon, Leroy, 1804, in-8°, 48 p.).
- Le Siècle des lumières*, épître (Lyon, Chambet, 180?, in-8° 16 p.).
- SOBRY (J.-Fr.) : *Discours sur la prééminence de la langue franç.* (s. d., in-8°, 16 p.).
- SOBRY (J.-Fr.) : *Lettre à M. le comte de Rivarol, sur l'utilité de la critique; ouvrage où il n'est point question des Etats généraux* (1789, in-8°, 35 p.).
- SOBRY (J.-Fr.) : *Cantate patriotique* (1795, in-8°, 16 p.).
- SOBRY (J.-Fr.) : *Poétique des arts, ou Cours de peinture et de litt. comparées* (Paris, 1810).
- SONNERAT (A.) : *Poésies diverses analogues au triomphe de la religion, à la paix, au commerce et à l'agric.* (Lyon, Brunet, 1814, in-8°, 36 p.).
- STAEL (Mme de) : *Lettres inédites*, publ. par de Gérard (Paris, 1868).
- VIVIAND-BELLERIVE (H.) : *La Machine infernale, ou les nouveaux forfaits de l'anarchie. Ode à Bonaparte* (Paris, 1801, in-8°, 23 p.).

B) THÉÂTRE

- BLACHE : *Haroun-al-Raschid et Zobéide, ou encore un Calife de Bagdad.* Gr. ballet d'action, en 3 actes (Lyon, Pelzin, 1805, in-8°, 29 p.).
- COINDÉ : *Les Amours de Vénus, ou le Siège de Cythère*, ballet-pantomime en 3 actes (Lyon, Halles de la Grenette, an III, in-4°, 18 p.).
- COLLOT d'HERBOIS : *Lettres inédites* (publ. par F. Rolle, *R. D. L.*, 1859, XIX, p. 371).
- COULET : *Observations succinctes adressées à MM. les membres du Conseil général de la commune de Lyon, au sujet des spectacles* (Lyon, Pelzin, 1812, in-4°, 12 p.).
- HAPDÉ (A.) : *Jean Flébergue, ou l'Homme de la roche*, mélodrame hist. en trois actes, tiré des annales lyonn. (Lyon, 1810, in-8°, 55 p.).
- JARS (A.) : *Les confidences*, comédie mêlée de chants, en 2 actes et en prose (Paris, 1803, in-8°, 39 p.).
- Lettre des comédiens de Lyon à M. le maire.* Lettre de M. Hallot, commandant la XIX^e division militaire, 11 oct. 1791. Réponse de M. Vitet, maire de Lyon, au sujet de la présence des soldats dans les pièces de théâtre (s. n., in-8°, 4 p.).
- MARSOLLIER des VIVETIÈRES : *La confiance trahie*, comédie en un acte et en prose (Lyon, 1784, in-8°, 66 p.).
- MARSOLLIER des VIVETIÈRES : *Norac et Javolci*, drame en 3 actes et en prose (Lyon, 1785, in-8°).
- MAURIN : *Les conspirateurs, ou l'attaque du camp de Grenelle*, comédie en deux actes et en vers (s. d., in-8°, 47 p.).
- MAURIN : *La paix en ménage*, allégorie en un acte et en vers, mêlée de couplets (Lyon, Pelzin, 1809, in-8°, 22 p.).
- MAYET (E.) : *Crispin devenu riche, ou l'Agioteur puni*, comédie en cinq actes et en vers (Paris, 1789, in-12, 76 p.).
- Mémoire pour les comédiens du spectacle de Lyon contre les auteurs dramatiques* (in-8°, 48 p.).
- MONPERLIER (J.) : *Mon oncle Tobie, ou Plus de cloison*, comédie-vaudeville en un acte (Lyon, Maucherat, 1812, in-8°).

- MONPERLIER (J.) : Le Siège de Tolède, ou Don Sanche de Castille, mélodrame en 3 actes et en prose, musique de Louis (Lyon, Maucherat, 1812, in-8°, 81 p.).
- MONPERLIER (J.) : Charles de Blois, mélodrame en 3 actes, en prose, musique de Dreuilh (Lyon, 1813, in-8°, 78 p.).
- MONPERLIER (J.) : Les chevaliers de Malte, mélodrame en 3 actes et en prose, musique de Dreuilh (Lyon, 1813, in-8°, 71 p.).
- La mort de Robespierre*, tragédie en 3 actes et en vers (Lyon, Maillet, an IV, in-8°, 36 p.).
- NOVERRE (J.) : Adèle de Ponthieu, ballet héroïque en 4 actes (Lyon, 1787, in-8°).
- Ordonnance provisoire de MM. les maire et officiers munic. de la ville de Lyon*, pour la police des spectacles, 10 mars 1791 (Lyon, Delaroche, 1791, in-4°, 6 p.).
- PERRET de la MENUE : Lettres inédites de Marsollier des Vivetières (B. S. L. L., 1865, p. 127-141).
- REVERONI SAINT-CYR : Les ménestrels ou la Tour d'Amboise, musique de Solié, opéra (Paris, Fages, 1811, in-8°, 43 p.).
- ROUVE de SAVI : Le baron de Douglas, drame en 3 actes et en vers (Lyon, 1810, in-8°, 68 p.).
- VIAL (J.-B.) : Une faute par amour, comédie en un acte et prose, mêlée d'ariettes (Paris, Toubon, an III, in-8°, 56 p.).

C) CHANTS

- BERLOT-FRANCOUAIRE (E.) : Chansons satiriques de P. Fr. Castellan (Lyon, Waltener, 1899, 26 p.).
- CASTELLAN (P.-Fr.) : Chansons (R. D. L., 1838, II, 187; 1839, II, 456; 1848, I, 105; 1853, I, 237; 1899, I, 336).
- Chanson sur le Conseil supérieur de Lyon*, attribuée à M. de Combes (F. C., 1774, in-4°, 2 f.).
- Chanson en patois lyonnais*, sur l'expérience aérostatique, 1784 (R. D. L., 1838, VII, p. 478-481).
- Chant civique pour la fête de la Reconnaissance et des Victoires*, célébrée à Lyon le 10 prairial an IV (Lyon, 1796, in-8°, 4 p.).
- Couplets dédiés aux bons patriotes franç.*, au sujet de la Fédération (Lyon, 1790, in-8°, 4 p.).
- Couplets pour être chantés à la fête civique du 30 pluviôse* (par Matrat, Lyon, Tournachon, s. d., in-8°, 7 p.).
- Hymne* qui doit être chanté dans l'égl. réformée de Lyon, le 27 oct. 1805, pour implorer la protection du Ciel sur les armées françaises... (in-8°, 3 p.).
- La Liberté*, pièce lyrique, chantée à Lyon, le 14 juil. 1792 (Lyon, Delaroche, 1792, in-8°, 10 p.).
- Ordre des couplets improvisés* qui doivent se chanter dans la marche et la cérémonie de la fête de l'Égalité (Comm.-Affr., Destéfanis, in-8°, 7 p.).
- Pot-Pourri*. La nouvelle de la démission de M. Charrier, à son Conseil assemblé (s. n., 1791, in-8°, 4 p.).
- Recueil d'hymnes patriotiques* en l'honneur de la fête de la Paix continentale (Lyon, Ballanche, an VI, in-8°, 48 p.).
- TÉZENAS : Le retour de l'île d'Elbe (Paris, 1815, in-8°, 15 p.).

D) FÊTES ET CÉRÉMONIES

- Adresse aux Lyonnais à l'occasion de l'installation de leur munic.* (Lyon, Delaroche, 1790, in-8°, 7 p.).
- BÉRENGER (L.-P.) : Les augustes voyageurs, poème dithyrambique présenté à SS. Pie VII, à son passage à Lyon (Lyon, Ballanche, 1805, 7 p.).
- Confédération de Lyon*, 30 mai 1790 (Lyon, Delaroche, 1790, in-8°, 92 p.).

- Consigne générale pour l'armée nat. à la Fédération de Lyon* (Lyon, Delaroché, 1790, in-8°, 16 p.).
- DELANDINE (A.) : *Passage à Lyon de leurs Majestés Napoléon I^{er}, empereur des Français et roi d'Italie, et de l'impératrice Joséphine en 1805* (Lyon, Tournachon, 1806, in-4°, 68 p.).
- Discours pour la fête des Victoires et de la Reconnaissance* (Lyon, Destéfanis, an III, in-4°, 6 p.).
- Discours prononcés à l'installation du cit. Najac, conseiller d'Etat, préfet du départ. du Rhône* (Lyon, Tournachon, an X, in-8°, 20 p.).
- EUSTACHE (J.-M.) : *Le 10 Août, poème en mémoire de l'établissement de la Républ. franç.* (Trévoux, Pinet, an II, in-8°, 16 p.).
- Fête à l'Etre suprême, célébrée à Comm.-Affr., 20 prairial an II* (Comm.-Affr., Destéfanis, an II, in-4°, 18 p.).
- Fête nat. de l'Agric.* (Lyon, Ballanche, an VI, in-8°, 11 p.).
- Fête de la Souveraineté du peuple, 20 mars 1799* (N. A. H. R., II, Lyon, Barret, 1832, p. 20-27).
- Fête à Lyon en l'honneur de J.-J. Rousseau au nom du peuple franç., 22 vendémiaire an III* (R. D. L., 1838, VIII, p. 5-29).
- GRANDCHAMP : *De l'esprit publ. considéré dans une révol. d'un gr. état, discours prononcé, le 13 déc. 1791, dans la séance publ. extraordinaire du départ. de Rh.-et-Loire* (Lyon, Delaroché, s. d., in-8°, 34 p.).
- PIESTRE (J.) : *Discours prononcé au nom du président de l'Administration centrale du Rhône, le 10 prairial an VI, jour de la fête de la Reconnaissance* (Lyon, Ballanche, an VI, in-8°, 11 p.).
- POIX (abbé de) : *Discours à MM. les officiers munic. de Lyon, prononcé dans l'égl. cathédrale* (Lyon, Delaroché, 1790, in-8°, 8 p.).
- P.-V. de la célébration de la fête de la Paix continentale* (Lyon, 1798, in-8°, 34 p.).
- P.-V. de la cérémonie funèbre qui a eu lieu, à Lyon, le 30 vendémiaire an VI, en mémoire du général Hoche* (Lyon, Ballanche, an VI, in-8°, 16 p.).
- P.-V. du passage et du séjour à Lyon de S. A. R. Mme la duchesse d'Angoulême* (Lyon, Rusand, 1814, in-4°).
- Récit du passage de S. A. S. Mme la duchesse d'Orléans à Lyon* (Lyon, Roger, 1814, in-8°, 8 p.).
- Rétablissement du culte divin dans l'égl. N.-Dame de Fourvière, le 19 avril 1805* (Lyon, Rusand, 1805, in-18).
- Sermon sur la mort de Louis XVI prononcé dans l'égl. réformée de Lyon, le 31 juil. 1814, par D. Touchon, ministre du St-Evangile* (Lyon, Reymann, 1814, in-8°).

E) BEAUX-ARTS

- ARTAUD (Fr.) : *Descript. d'une mosaïque représentant les jeux du cirque* (Lyon, Ballanche, 1806, in-f°, 20 p.).
- ARTAUD (Fr.) : *Notice des antiquités et tableaux du musée de Lyon* (Lyon, Ballanche, 1808, in-8°, 106-42 p.).
- ARTAUD (Fr.) : *Mémoire sur quelques découvertes d'antiquités faites à Lyon pendant l'été de 1811* (Paris, Sajou, 1811, in-8°, 20 p.).
- COCHET (C.) : *Essais sur les moyens d'opérer la restauration de la gr. salle de l'Hôtel de Ville de Lyon* (Lyon, Ballanche, 1803, in-4°).
- CURTEN : *Mémoire descriptif du plan d'un projet d'embellissement pour la partie méridionale de Lyon* (Lyon, Bruyset, 1807, in-4°, 14 p.).
- CURTEN : *Essai sur les jardins* (Lyon, Reymann, 1807, in-8°, VIII-116 p.).
- DECHAZELLE (P.-T.) : *De l'influence de la peinture sur les arts d'industrie commerciale* (Paris, Crapelet, 1804, in-8°, 108 p.).
- DECHAZELLE (P.-T.) : *Hommage rendu à la mémoire de J.-J. de Boissieu* (Lyon, Cutty, 1810, in-8°, 28 p.).
- DECHAZELLE (P.-T.) : *Etudes sur l'hist. des Arts ou Tableau des progrès et de la décadence de la statuaire et de la peinture antiques...* (Lyon, Cormon, 1834, in-8°, 404 p. et 472 p.).

- DELÉCLUZE (E.) : Louis David, son école et son temps (Paris, Didier, 1855, in-12, iv-452 p.).
- DEYRIEU (P.) : De l'exécution de l'entreprise Perrache (Lyon, Buynand, 1814, in-4°, 46 p.).
- DEYRIEU (P.) : Réflexions sur quelques fausses objections (Lyon, Pelzin, 1815, in-4°, 28 p.).
- DUMAS (J.-B.) : Notice sur M. Chinard, statuaire (Lyon, Ballanche, 1814, in-8°, 16 p.).
- DUMAS (J.-B.) : Eloge hist. d'A.-Fr. Artaud (Lyon, Barret, 1840, 29 p.).
- DUMAS (J.-B.) : Eloge hist. de N. Cochard (Lyon, Barret, 1834, 20 p.).
- Ecole spéciale de dessin* : P.-V. de la distrib. des prix (Lyon, Ballanche, 1808, in-4°, 8 p.; 1809, 11 p.; 1810, 14 p.; 1811, 14 p.; 1812, 12 p.; 1813, 15 p.).
- HENNEQUIN (P.-A.) : Mémoires publ. par J. Hennequin (Paris, Calmann-Lévy, 1933, in-8°, vi-264 p.).
- MILLIN (L.) : Le musée lapidaire, le musée de peinture et le cabinet d'antiques à Lyon, en 1811. Artaud et Revoil (*R. D. L.*, 1843, XVIII, p. 331-345).
- MOYRIA (G. de) : Lettre sur la musique mod. (Bourg, Dufour, 1797, in-8°, 56 p.).
- QUATREMÈRE de QUINCY : Funérailles de M. le baron Lemot (Paris, Didot, 1827, in-4°, 8 p.).
- SAIN-ROUSSET : Rapport fait au Conseil munic. le 4 ventôse, sur un projet d'assainissement et d'embellissement de la partie méridionale de Lyon (s. n., in-12, 1803, 12 p.).
- TROLLET (L.) : Discours d'ouverture du cours d'anatomie appliquée à la peinture et à la sculpture (Lyon, Ballanche, 1811, in-8°, 67 p.).

7. — ENSEIGNEMENT

- Adresse de l'Administration centrale du départ. du Rhône aux Administrations munic. des cantons, au sujet de l'éducation* (Lyon, an VII, in-4°, 7 p.).
- Au Roi et à Nosseigneurs de son Conseil.* Supplique des prêtres de l'Oratoire au sujet de la propriété du Collège de la Trinité (Paris, Simon, 1773, in-4°, 15 p.).
- Avis aux citoyens sur l'organisation de l'Institut pour l'éducation publ.* (Lyon, Delaroche, 1792, in-8°, 8 p.).
- BRUN (S.) : Les arts mécaniques et les arts libéraux se tenant par la main, ou Idées offertes à la discussion et au jugement des pères de famille et des instituteurs (Lyon, Ballanche, an IV, in-12, 24 p.).
- CARRET (M.) : Opinion sur le projet de loi relatif à l'Instr. publ. Séance du 8 floréal an X (Paris, Impr. nat., 1802, in-8°, 10 p.).
- DAVID (J.) : Réclamation contre divers abus, avec des réflexions hist. et critiques sur l'enseignement, sur l'administration des Collèges et sur les corporations (Lyon, Cutty, 1790, in-4°, 84 p.).
- DESTUTT DE TRACY : Observations sur le système actuel d'instr. publ. (Paris, Didot, an IX, in-8°, 80 p.).
- DESTUTT DE TRACY : Projet d'éléments d'idéologie à l'usage des écoles centrales (Paris, Didot, an IX, 359 p.).
- Ecole centrale* : — Inauguration de l'Ecole (Lyon, Ballanche, an V, in-8°, 20 p.).
- Ouverture des cours (Lyon, Ballanche, an V, in-8°, 76 p.).
- C. R. de l'état des cours de l'Ecole..., dans la séance solennelle du 29 thermidor an V (Lyon, Ballanche, 1797, in-8°, 38 p.).
- P.-V. de la séance publ. de l'Ecole centrale pour la distrib. des prix (Lyon, Ballanche, an VI, in-8°, 31 p.; Périsse, an VII, 16 p.; an VIII, 22 p.; an IX, 15 p.; an X, 15 p.).
- Ecole vétérinaire* : — P.-V. de la séance d'émulation et de distrib. des prix qui a eu lieu, le 10 germinal an V, jour de la fête nat. de la Jeunesse, dans une des salles de l'Ecole d'économie rurale et vétérinaire (Lyon, Ballanche, an V, in-8°, 23 p.; an VI, 20 p.; an VII, 12 p.; an VIII, 19 p.; an IX, 19 p.).

- P.-V. de la séance d'émulation tenue à l'Ecole vétérinaire (Lyon, Tournachon, an X, in-8°, 24 p.; an XI, 22 p.; an XII, 22 p.; an XIII, 38 p.).
- P.-V. de la séance publ. de distrib. des prix tenue à l'Ecole impériale vétérinaire (Lyon, Ballanche, 1806, in-8°, 19 p.; 1807, 20 p.; 1808, 16 p.; 1809, 48 p.; 1810, 32 p.; 1811, 32 p.; 1812, 36 p.; 1814, 48 p.; 1815, 40 p.).
- Exercice sur les mœurs des Français, en forme d'entretien, dans la salle du Collège de la Trinité* (Lyon, Delaroche, 1781, in-4°, 7 p.).
- Exercice et distrib. des prix du Collège de la Ste-Trinité de Lyon* (Lyon, Delaroche, 1782, in-4°, 7 p.).
- Exercice litt. sur la poésie lyrique...* (Lyon, Delaroche, 1790, in-4°, 6 p.).
- Extrait des discours qui ont concouru pour le prix que l'Acad. de Lyon a adjugé à M. Turlin sur cette question : « Les voyages peuvent-ils être considérés comme un moyen de perfectionner l'éducation ? »* (Lyon, Delaroche, 1788, in-8°, 110 p.).
- FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU : Recueil de lettres, circulaires, instructions... (Paris, Impr. rép., an VII, 2 vol., in-4°, 458 et 488 p.).
- GILIBERT (J.) : Discours prononcé le 12 nov. à l'ouverture de l'Institut des sciences et arts utiles à la société (Lyon, Delaroche, 1792, in-8°, 15 p.).
- GRASSOT (P.) : Discours public pour la rentrée des Ecoles de chirurgie de la ville de Lyon (Lyon, 1777, in-8°, 36 p.).
- GUILLAUME (M.-J.) : P.-V. du Comité de l'Instr. publ. à l'Assemblée législative (Paris, Coll. doc. inédits, 1889, in-4°, xxiv-540 p.).
- GUILLAUME (M.-J.) : P.-V. du Comité de l'Instr. publ. de la Convention nat. (Paris, Coll. doc. inédits, 1891, 6 vol., in-4°).
- HIPPEAU (C.) : L'Instr. publ. en France pendant la Révol. Discours et rapports (Paris, Didier, 1881, in-12, xxiii-520 p.).
- HIPPEAU (C.) : L'Instr. publ. en France pendant la Révol. Débats législatifs (Paris, Didier, 1883, in-12, xxxii-379 p.).
- Institut des Sciences et Arts utiles à la société. Plan d'organisation du Gr. Collège de Lyon* (Lyon, 1792, in-8°, 8 p.).
- Instr. pour les élèves du cours gratuit d'accouchements* (Lyon, 1786, in-8°, 8 p.).
- Jugement du tribunal d'arrondissement de Lyon qui ordonne le dépôt au greffe d'un exemplaire du testament du major-général Martin, natif de Lyon, décédé aux Indes, contenant différents legs en faveur de cette ville* (Lyon, Ballanche, 1803, in-4°, 6 p.).
- LA CHABEAUSSIÈRE : Le livre des écoles primaires contenant la Déclaration des droits et devoirs du citoyen, le Catéchisme franç. ou Principes de philos., morale et politique républ. (an VII, in-8°, 31 p.).
- LACROIX (S.) : Essais sur l'Enseignement (Paris, Courcier, 1805, in-8°, viii-390 p.).
- LECOQ (F.) : Notice hist. sur l'Ecole vétérinaire (Lyon, Boitel, 1843, in-8°, 19 p.).
- Lettres à M. le comte de Laurencin, ou Programme de la pension académique dirigée par MM. Domergue et Noël* (Lyon, Bellion, 1776, in-8°, 18 p.).
- Lycée* : — Lois et règlements pour les Lycées, avec la nomination des gr. fonctionnaires, des prof. et des élèves du Lycée de Lyon (Lyon, Ballanche, 1803, in-8°, 76 p.).
 - Exercices publ. du Lycée imp. (Lyon, Ballanche, 1808, in-4°, 20 p.; 1809, 20 p.; 1810, 19 p.; 1814, 24 p.).
 - Distrib. solennelle des prix pour l'an XII (Lyon, Tournachon, 1804, in-4° 11 p.; an XIII, 12 p.).
 - P.-V. de la distrib. des prix, pour la clôture des classes en l'an XII (Lyon, Tournachon, 1804, in-4°, 31 p.; an XIII, 23 p.; 1806, 39 p.; 1807, 48 p.; 1808, 32 p.; 1809, 44 p.; 1810, 20 p.; 1811, 20 p.; 1812, 19 p.).
- Ordonnance de Mgr l'Archevêque de Lyon, primat des Gaules, concernant les prétendus supérieur, directeur et prof. nouvellement installés dans le séminaire St-Irénée de Lyon* (Paris, Guerbart, 1791, in-8°, 17 p.).
- PELZIN (A.) : Discours de la Communauté des cinquante instituteurs de Lyon, à la municipalité... (Lyon, Delaroche, 1790, in-8°, 8 p.).

- Les Pères de l'Oratoire du Collège de la Trinité à leurs concitoyens* (Lyon, 1790, in-8°, 8 p.).
- Réponse des Pères de l'Oratoire aux observations de la munic. de Lyon* (Lyon, 1791, in-8°, 16 p.).
- Réponse des administrateurs du Bureau des Collèges de Lyon*, au Mémoire prétendu justificatif des Pères de l'Oratoire, desservant le Collège de la Trinité (Lyon, Delaroche, 1791, in-4°, 12 p.).
- Représentations de la Cour des monnaies, sénéchaussée et présidial de Lyon*, au sujet des lettres-patentes du 29 avril 1763 (Lyon, Valfray, 1763, in-12, 70 p.).

8. — BIOGRAPHIES

- BALLANCHE (P.) : *Eloge de C. Jordan* (Paris, Renouard, 1826, in-8°, 35 p.).
- BREGHOT DU LUT : *Notice sur l'abbé J.-N. Sudan* (Lyon, Barret, 1827, in-8°, 7 p.).
- BREGHOT DU LUT : *Notice sur C.-H. Morel de Voleine* (Lyon, Barret, 1828, in-8°, 7 p.).
- COCHARD (N.) : *Notice hist. sur la vie de C. de Chavanne* (Lyon, Barret, 1831, in-8°, 31 p.).
- DUMAS (J.-B.) : *Eloge de M. Pichard* (Lyon, Barret, 1837, in-8°, 15 p.).
- DUMAS (J.-B.) : *Notice hist. sur L.-P. Béranger* (Lyon, Boitel, 1836, in-8°, 23 p.).
- DUMAS (J.-B.) : *Notice hist. sur la vie et les ouvrages de A.-F. Delandine* (Lyon, Mistral, 1820, in-8°, 78 p.).
- DUMAS (J.-B.) : *Eloge hist. de M. R. de Verninac* (Lyon, Barret, 1826, in-8°, 43 p.).
- DUMAS (J.-B.) : *Eloge de M. l'abbé C.-A. Roux* (Lyon, Barret, 1830, in-8°, 23 p.).
- GROGNIER (L.-F.) : *Notice hist. et raisonnée sur C. Bourgelat* (Lyon, Barret, 1805, in-8°, 251 p.).
- GROGNIER (L.-F.) : *Notice sur M. Deschamps* (Lyon, Barret, 1824, in-8°, 16 p.).
- GROGNIER (L.-F.) : *Notice sur Ferdinand Gensoul* (Lyon, Barret, 1825, in-8°, 15 p.).
- GUERRE (J.) : *Eloge hist. de M. Bureaux-Pusy* (Lyon, Ballanche, 1807, in-8°, 72 p.).
- GUERRE (J.) : *Notice hist. sur la vie de M. P.-F. Rieussec* (Lyon, Perrin, 1827, in-8°, 22 p.).
- LEFÈVRE (P.) : *Eloge hist. du P. Laurent Béraud, jésuite, astronome* (Lyon, Delaroche, 1780, in-12, 46 p.).
- LYONNET (J.-P.) : *Esquisse biogr. sur M. l'abbé Michel de Servan* (Lyon, Boitel, 1837, in-8°, 31 p.).
- MOREL DE VOLEINE : *Dugas de Bois-Saint-Just* (Lyon, Vingtrinier, 1866, 15 p.).
- MOUTON-FONTENILLE (J.) : *Eloge de Joseph Dombey* (Bottier, s. d., in-12, 57 p.).
- PARAT (P.) : *Eloge hist. de M. Buytouzac* (Lyon, Barret, 1828, in-8°, 20 p.).
- PÉRICAUD (A.) : *Le chevalier Dervieu du Villars* (*R. D. L.*, 1838, VII, p. 62).
- PICHARD (J.-M.) : *Eloge de M. Bellay, médecin* (Lyon, Barret, in-8°, 8 p.).
- POINTE (J.-P.) : *Eloge de J. Janin de Combe-Blanche* (Lyon, Pitrat, 1825, in-8°, 22 p.).
- POINTE (J.-P.) : *Notice biogr. sur J.-B. Lanoix* (Lyon, Boitel, 1845, in-8°, 24 p.).
- RAVERAT (A.) : *Notice hist. sur la vie milit. du baron Raverat* (Lyon, Ayné, 1855, in-8°, 433 p.).
- TOROMBERT (H.) : *Eloge hist. de M. Vouty de la Tour* (Lyon, Perrin, 1826, in-8°, 38 p.).

III. — TRAVAUX SUR LA SOCIÉTÉ LYONNAISE

1. — INSTRUMENTS DE RECHERCHES

A) INVENTAIRES

- BONNASSIEUX (P.) : Inventaire analytique des P.-V. du Conseil de Commerce et du Bureau du Commerce, 1700-1791 (Paris, Impr. nat., 1900, in-4°, 700 p.).
- CHAPPE (M.) : Inventaire gén. des titres et des pièces qui sont dans les Arch. de l'hôtel de ville de Lyon (23 vol., in-8°).
- DESERVAY (F.) : Catalogue des mss de la bibl. de Lyon (Fonds général, suppl.) (Paris, Plon, 1903, in-8°).
- DESERVAY et MOLINIER : Catalogue gén. des mss des bibl. publ. de France, t. XXX et t. XXXI (Paris, Plon, 1900, in-8°).
- FAURE (C.) : Catalogue du fonds Léon Galle (Lyon, A. D. R., 1927, in-8°, xxiii-217 p.).
- GAUTHIER (J.-P.) : Inv. sommaire des A. D. antérieures à 1790. Rhône, Arch. civiles. Séries A à E (Paris, Dupont, 1864, in-8°, 2 vol.).
- LACOUR (R.) et FAURE (C.) : A. D. R., Répertoire de la série L. Doc. de la période révol. (1790-an VIII) (Lyon, Impr. nouv., 1950, in-8°, xii-172 p.).
- LACOUR (R.) : A. D. R., Répertoire de la série Q. Biens nat. (Lyon, Impr. nouv., 1952, in-8°, xii-134 p.).
- ROLLE (F.) : Arch. communales de Lyon, antérieures à 1790 (Inventaire sommaire) (Paris, Dupont, I, 1865, in-4°, 323 p.; II, 1875, 279 p.).
- ROLLE (F.) : Arch. hospitalières antérieures à 1790. La Charité de Lyon (Lyon, Brun, 1874-1880, 4 vol.).
- ROUX (C.) : Catalogue du fonds Lacassagne (Lyon, Impr. nouv., 1922, in-4°, xii-224 p.).
- STEYERT (A.) et ROLLE (F.) : Arch. hospitalières antérieures à 1790. Ville de Lyon, Table alphab. (Lyon, Rey, 1908).
- VINGTRINIER (A.) : Catalogue de la bibl. lyonnaise de M. Coste (Lyon, Perrin, 1853, in-8°, 2 vol., x-840 p.). (Cette collection, qui renferme la majeure partie de nos sources imprimées, a été acquise par la B. M. L.)

B) BIBLIOGRAPHIE

- AUDIN (M.) : Bibliogr. iconogr. du Lyonnais, I, Portraits; II, Plans et vues générales (Lyon, Rey, 1909-1912, 3 vol., in-8°).
- AUDIN (M.) : Essai de bibliogr. beaujolaise (Villefranche, Mercier, 1906).
- CHARLÉTY (S.) : Bibliogr. critique de l'hist. de Lyon dep. les origines jusqu'à 1789 (Lyon, Rey, 1902, in-8°, vii-357 p.).
- CHARLÉTY (S.) : Bibliogr. critique de l'hist. de Lyon depuis 1789 jusqu'à nos jours (Lyon, Rey, 1903, in-8°, vi-259 p.).
- HOURS (H.) : Chronique bibliogr., Lyon et le Lyonnais, la vie intellectuelle du xvi^e s. à 1789 (*Cahiers d'Hist.*, 1957, IV, p. 435-445).
- MARTIN (J.-B.) : Bibliogr. lyonn., I, Répertoire alphabétique des Lyonnais dignes de mémoire; II, Bibliogr. géogr. des localités (Lyon, Protat, 1922, in-8°, 353 p.).

C) DICTIONNAIRES

- AUDIN (M.) et VIAL (E.) : Dict. des artistes et ouvriers d'art du Lyonnais (Paris, Bibl. Art, 1919, 2 vol., in-4°, lvi-521 et 370 p.).
- HODIEU (A.) : Essai de nomenclatures lyonn. munic. et autres de 1800 à 1865 suivis de divers opuscules sur des questions lyonnaises (Lyon, Thibaudier, 1866, in-8°, xxiv-227-195 p.).

- MAYNARD (L.) : Dict. des Lyonnaises, les hommes, le sol, les rues. Hist. et légendes (Lyon, Maynard, 1932, in-8°, 4 vol., 385, 400, 399 et 369 p.).
- NIZIER DU PUITSPÉLU : Dict. étymologique du patois lyonnais (Lyon, Georg, 1890).
- VACHEZ (A.) : Recueil des usages locaux de la ville de Lyon et du départ. du Rhône (Lyon, Brun, 1898).
- VINGTRINIER (A.) : Du changement de noms de quelques rues de Lyon et de quelques communes du Rhône pendant la première Révol. (*R. D. L.*, IV, 1852, p. 332-354).

D) REVUES

- Bull. Hist. du diocèse de Lyon* (Lyon, Vitte, 1904-1913).
- Bull. Soc. litt., hist. et archéol. de Lyon* (1860-1873 : Lyon, Vingtrinier; 1874-1902 : Lyon, Brun; 1904-1913 : Trévoux, Jeannin).
- Bull. Soc. Sciences et Arts du Beaujolais* (Villefranche, Blanc, 1900-1914).
- Cahiers d'Hist.* (Grenoble, Allier, 1956).
- Diana* (Soc. de la), 1873 à 1913 (St-Etienne, Vienne, Montbrison).
- Etudes rhodaniennes*. Rev. de Géogr. de Lyon (Lyon, Audin, 1929).
- Lyon-Revue*, 1880-1887.
- Rev. d'Hist. de Lyon*, 1902-1914 (Lyon, Rey).
- Revue du Lyonnais* : 5 séries : 1835-1848 (Lyon, Boitel); 1850-1865; 1866-1875; 1876-1880 (Lyon, Vingtrinier); 1886-1901 (Lyon, Mougin-Rusand). Nouvelle série : 1921-1924, 1932.
- Répertoire hist. et biogr. du Lyonnais*. Table alphab. d'art. parus dans la *R. D. L.* et autres revues (F. G., ms. n° 121, 246 p.).
- TRICOU (G.) : Tables de la *R. D. L.*, 1835-1895 (ms. F. G., 200 ff., n° 132).
- Revue lyonnaise*, 1881-1885 (Lyon, Pitrat).
- Revue maçonnique de Lyon et du Midi*, 1838-1849 (Lyon, Boitel, in-8°).
- Revue maçonnique*, 1850-1853 (Lyon, Boursy, in-8°).

E) VUES D'ENSEMBLE

- AYNARD (E.) : Lyon en 1889. Introd. au rapport de la section d'économie sociale (Lyon, Mougin-Rusand, 1889, in-4°, 72 p.).
- CHARLÉTY (S.) : Les régions de la France. Le Lyonnais (Paris, Cerf, 1914, in-8°, 38 p.).
- CHARLÉTY (S.) : Hist. de Lyon dep. les origines jusqu'à nos jours (Lyon, Rey, 1903, in-8°, 310 p.).
- DESVERNAY (F.) : Le vieux Lyon à l'exposition internat. urbaine de 1914 (Lyon, 1916, in-8°, 322 p.).
- KLEINCLAUSZ (A.) Lyon et la région lyon. dep. les origines jusqu'à nos jours (Lyon, 1913, in-16, 153 p.).
- KLEINCLAUSZ (A.) : L'Art à Lyon et dans la région lyonn. (Lyon, 1914, in-8°, 218 p.).
- KLEINCLAUSZ (A.) : La litt. à Lyon dep. le xvr^e s. jusqu'à nos jours (Lyon, 1920, in-8°, 139 p.).
- KLEINCLAUSZ (et collab.) : Etudes géogr. sur Lyon et sa région (Lyon, Audin, 1922, in-4°, 220 p.).
- KLEINCLAUSZ (A.) : Lyon, des origines à nos jours. La formation de la cité (Lyon, Masson, 1925, in-8°, xii-429 p.).
- KLEINCLAUSZ, DUBOIS (L.), DUTACQ (Fr.) : Hist. de Lyon, II, De 1595 à 1814 (Lyon, Masson, 1948, in-8°, 440 p.).
- STEYERT (A.) : Nouv. hist. de Lyon et des provinces du Lyonnais, III, Epoque moderne (Lyon, Bernoux, 1899, in-8°, xxiv-669 p.).
- TRÉNARD (L.) : Lyon, de l'Encyclopédie au préromantisme (*Inf. Hist.*, janv. 1956, p. 24-28, et *Annales Université Lyon*, 1956, p. 75-80).

2. — IDEES POLITIQUES

- ANONYME : Un défenseur des principes traditionnels sous la Révol. : Nicolas Bergasse (Paris, Perrin, 1910, in-8°, LXXXVI-445 p.).
- BERLOT-FRANCDOUAIRE (E.) : Notes et doc. Le général Précý et les muscadins en Beaujolais après le siège de Lyon (Villefr., 1909, in-8°, 44 p.).
- BERNARD (A.) : Hist. territoriale du départ. du Rhône de 1790 à 1855 (Lyon, Vingtrinier, 1865, 180 p.).
- BITTARD DES PORTES (R.) : L'insurrection de Lyon (Paris, Paul, 1906, 586 p.).
- BOISSIEU (M. de) : Le monument religieux des Broteaix : historique, liste des victimes du siège de Lyon en 1793 (Lyon, Audin, 1925, in-4°).
- BONNEVAY (L.) : Hist. polit. et administr. du Conseil général du Rhône (2 vol., in-8°, 1946, I, 1790-1870).
- CAUDRILLIER (G.) : La trahison de Pichegru et les intrigues royalistes dans l'Est avant fructidor (Paris, Alcan, 1908, in-8°, LXII-402 p.).
- CHARLÉTY (S.) : Lyon en 1789 (Lyon, Storck, 1898, in-8°, 21 p.).
- CHARLÉTY (S.) : La journée du 29 mai 1793 à Lyon (*R. R. F.*, XXXIX, oct.-nov. 1900, p. 340-374 et 385-426).
- CHARLÉTY (S.) : La vie polit. à Lyon sous Napoléon (*R. H. L.*, IV, 1905, p. 371-385 et 421-435).
- CÓSTA DE BEAUREGARD : Le roman d'un royaliste sous la Révol. Souvenirs du comte de Virieu (Paris, Plon, 1892, in-8°, 414 p.).
- DAUDET (E.) : La conjuration de Pichegru et les complots royalistes du Midi et de l'Est (1795-1797) (Paris, Plon, 1901, in-8°, xxiv-396 p.).
- DELAYEN (G.) : L'affaire du Courrier de Lyon... (Paris, Justitia, 1926, in-16, 324 p.).
- DONOT (P.) et (L.) DE NEUFBOURG : Le Forez pendant la Révol. (Lyon, Brun, in-8°).
- DU LAC (R.) : Le général comte de Précý. Sa vie milit. Son commandement au siège de Lyon. Son émigration (Paris, Champion, 1908, in-8°).
- DUTACQ (Fr.) : Insoumis et déserteurs dans le départ. du Rhône au temps de la Révol. (*B. S. L. L.*, XIV, p. 69).
- DUTACQ (Fr.) : La première Terreur blanche à Lyon (*Rev. Univ. Lyon*, 1932, V, p. 371-383).
- DUTACQ (Fr.) : Nap. I^{er} et l'autonomie communale (*R. E. N.*, 1922, II, 199-204).
- DUTACQ (Fr.) : Lyon en 1814. L'invasion, le rétablissement des Bourbons, l'occupation étrangère (Lyon, 1935, in-8°, 47 p.).
- DUTACQ (Fr.) : L'extension du cadre administratif et territorial de la cité lyonn. de 1789 à 1852 (Lyon, Audin, 1923, 60 p.).
- FUOC (R.) : La réaction thermidorienne à Lyon (1795) (Lyon, Ed. de Lyon, 1957, in-8°, 223 p.).
- GRAND (A.) : La Cr.-Rousse sous la Révol. (Lyon, Impr. Missions afric., 1926, 308 p.).
- GUYONNET (M.-Cl.) : Jacques de Flesselles, intendant de Lyon (1768-1784) (Lyon, Impr. réunies, 1956, in-8°).
- HERRIOT (E.) : Lyon n'est plus. I, Jacobins et modérés (Paris, Hachette, 1937, in-8°, 407 p.); II, Le siège (*ib.*, 1938, 515 p.); III, La répression (*ib.*, 1939, 507 p.); IV, La réaction (*ib.*, 1940, 463 p.).
- LENÔTRE (G.) : La Compagnie de Jésus. Episodes de la réaction lyonn. (1794-1800) (Paris, Libr. acad., 1931, in-8°, 296 p.).
- LÉVÊQUE (L.) : L'Assemblée provinciale de la Généralité de Lyon et sa Commission intermédiaire (1787-1790) (*R. H. L.*, 1909, VIII, p. 325-346).
- MAYNARD (L.) : Une émeute à Villeurbanne (févr.-mars 1793) (Lyon, Maynard, 1936, in-8°, 24 p.).
- METZGER (P.) : Le Conseil supérieur et le Gr. Bailliage de Lyon (1771-1788) (Lyon, Rey, 1913, in-8°, 447 p.).
- MONFALCON (J.-B.) : Souvenirs d'un bibliothécaire, ou une vie d'homme de lettres en province (Lyon, Nigon, 1853, in-4°, 416 p.).

- PORTALLIER (A.) et VINDRY (F.) : Tableau général des victimes et martyrs de la Révol. en Lyonnais, Forez et Beaujolais, spécialement sous le régime de la Terreur (1793-1794) (St-Etienne, Théolier, 1911-1928, in-8°).
- RAVERAT (A.) : Lyon sous la Révol., suivi de la liste des condamnés à mort (Lyon, Méton, 1833, in-8°).
- RIFFATERRE (C.) : Le mouvement anti-jacobin et anti-parisien à Lyon et en Rhône-et-Loire en 1793 (Lyon, Rey, 1912-1928, 2 vol., 490 et 682 p.).
- RIFFATERRE (C.) : L'origine du mot « muscadin » (*R. R. F.*, mai 1909, LVI, p. 385-390).
- SALOMON DE LA CHAPELLE : Hist. judiciaire de Lyon et des départ. de Rh.-et-Loire et du Rhône dep. 1790. Doc. relatifs aux tribunaux de district, de départ. et d'arrondissement (Lyon, Georg, 1880, 2 vol., in-8°).
- VINGTRINIER (E.) : La contre-révolution (1789-1791) (Paris, Paul, 1925, 2 vol., in-8°, xv-384 et 416 p.).
- WAHL (M.) : Les premières années de la Révol. à Lyon (1788-1792) (Paris, 1894, in-8°, xxvii-628 p.).
- WAHL (M.) : Joseph Chalier (*R. H.*, 1887, XXXIV, p. 1-30).

3. — ECONOMIE

- BALLOT (Ch.) : L'introd. du machinisme dans l'ind. franç. (Paris, Riéder, 1923, in-8°, xviii-575 p.).
- BARET (H.) : Hist. du travail dans l'ancienne généralité de Lyon, Lyonnais, Forez, Beaujolais (St-Etienne, 1939, in-8°, 167 p.).
- BERNARD (A.) : Les routes du Lyonnais (*Mém. Diana*, St-Etienne, 1879, V, p. 209-255).
- BLIN (L.) : La route beaujolaise de Saône à Loire au XVIII^e s., les affinités mâconnaises (*Mém. Soc. Hist. du droit des anc. pays bourguignons*, 1942, p. 84-126).
- BUSSIÈRE (G.) : Une famille angl. d'ouvriers en soie à Lyon : John Badger (1753-1793) (Paris, Maretheux, 1908, 106 p.).
- COTTEZ (A.) : Un fermier général sous la Révol. et l'Empire. L'octroi de Lyon (an VIII-1807) (Paris, Sirey, 1938, in-8°, xxi-490 p.).
- GERMAIN (J.) : Les routes du Rhône à travers les âges (Paris, Jouve, 1936, in-8°, 241 p.).
- GODART (J.) : L'ouvrier en soie. Monographie du tisseur lyonnais, étude hist., économique et sociale (Lyon, Bernoux, 1888, in-8°, iv-542 p.).
- GODART (J.) : Travailleurs et métiers lyonnais (Lyon, Cumin, 1909, in-8°, xix-414 p.).
- GODART (J.) : Le compagnonnage à Lyon (*R. H. L.*, 1903, p. 425-469).
- GUENEAU (L.) : Lyon et le commerce de la soie (Lyon, Bascon, 1923, in-8°, 266 p.).
- LABASSE (J.) : Le commerce des soies à Lyon sous Napoléon et la crise de 1811 (Paris, P.U.F., 1956, in-8°, 136 p.).
- MATHÉ Aîné : Les tisseurs en soie de Lyon (1760-1900) (Lyon, Rey, 1900, in-8°, 70 p.).
- MORAND (M.) : La fabrique lyonn. de soieries et l'industrie de la soie en France (1789-1889) (Lyon, Pitrat, 1889, in-4°, 90 p.).
- NIÈPCE (L.) : La juridiction commerciale à Lyon sous l'Anc. Régime (Lyon, Mougin-Rusand, 1879, 30 p.).
- PARISSET (E.) : Hist. de la fabrique lyonn. Etude sur le régime social et économique de l'industrie de la soie à Lyon dep. le xvi^e s. (Lyon, Rey, 1901, in-8°, 433 p.).
- PARISSET (E.) : La Chambre de Commerce (Lyon, Assoc. Typogr., 1886, in-8°, 176 p.).
- RONDOT (N.) : L'industrie de la soie (Lyon, Mougin-Rusand, 1894, in-12).
- TRÉNARD (L.) : La crise sociale lyonn. à la veille de la Révol. (*R. H. M. C.*, 1955, p. 5-45).

- TRÉNARD (L.) : La Fabrique lyonn. en 1789 (*Techn., Art, Science*, mars 1956, p. 19-23).
 VARILLE (M.) : Les foires de Lyon avant la Révol. (Lyon, 1920, in-8°).
 VIGNE (M.) : La banque à Lyon du xv^e au xviii^e s. (Lyon, Rey, 1902, in-8°, 246 p.).
 VINGTRINIER (A.) : Notice biogr. sur Maurice Simonet (Lyon, Vingtrinier, 1873, 15 p.).

4. — SCIENCES, STATISTIQUES ET TECHNIQUES

- BONNEFOND (G.) : Jacquard. Hist. d'un ouvrier (Limoges, Ardant, s. d., 72 p.).
 DRIVON (J.) : Les anc. hôpitaux de Lyon et miscellanées (Lyon, Plan, 1902-1913).
 DRIVON (J.) : Miscellanées médicales et hist. (Lyon, Assoc. Typogr., 1^{re} série, 1907, 52 p.; 2^e s., 1908, 62 p.; 3^e s., 1909, 64 p.; 4^e s., 1910, 40 p.; 5^e s., 1912, 62 p.; 6^e s., 1913, 32 p.).
 DUTACQ (Fr.) : Notes sur la géogr. physique de la généralité de Lyon à la fin du xviii^e s., d'après les observations des contemporains (*R. G. L.*, 1936, t. XII, p. 114-118).
 EYMARD (P.) : Historique du métier Jacquard (Lyon, Barret, 1863, 23 p.).
 GÉRARD (R.) : La botanique à Lyon avant la Révol. et hist. du jardin botanique munic. de cette ville (Lyon, Masson, 1896, in-8°, 96 p.).
 JOUFFROY D'ABBANS (S. de) : Une découverte en Fr.-Comté au xviii^e s. Application de la vapeur à la navigation... (Besançon, Marion, 1889, in-8°, 59 p.).
 LACASSAGNE (J.) : Hist. de l'Internat des hôpitaux de Lyon (1520-1900) (Lyon, Audin, 1930, in-8°, 117 p.).
 LAUNAY (L. de) : Le gr. Ampère; d'ap. des doc. inédits (Paris, Perrin, 1925, in-16, 276 p.).
 MAGNIN (A.) : Notice sur G. Nicomedi et G. Déjean, anc. directeurs du Jardin botanique (Lyon, Georg, 1890, in-4°, 11-27 p.).
 MOULÉ (L.) : Corresp. de Claude Bourgelat, fondateur des écoles vétérinaires (Corbeil, Crété, s. d., 61 p.).
 OLLIER (Dr) : La chirurgie il y a cent ans., (Lyon, Storck, 1893, 32 p.).
 PONCET (E.) : Doc. pour servir à l'hist. de la médecine à Lyon (Lyon, Brun, 1885, in-4°, 74 p.).
 ROCHAIX (A.) : L'enseignement des sciences médicales et pharmaceutiques à Lyon de 1792 à 1821 (Lyon, Maloine, 1906, in-8°, 172 p.).
 ROUSSET (J.) : Ex-libris médicaux lyonn. (Lyon, Impr. réunies, 4 albums, 1935-1941).
 ROUSSET (J.) : Les thèses médicales soutenues à Lyon aux xvii^e et xviii^e s. et le Collège royal de Chirurgie de 1774 à 1792 (Lyon, Impr. réunies, 1950, in-8°, 141 p.).
 ROUX (C.) : Doc. bio-biblio-iconogr. sur Jean-Paul Marat (Lyon, Impr. réunies, 1954, in-8°, 52 p.).
 TRÉNARD (L.) : Les idées médicales de Barthéz à Récamier (*Rev. lyonn. de Médecine*, 1957).
 VALSON (C.) : La vie et les travaux d'André-Marie Ampère (Lyon, Vitte, 1886, in-8°, 403 p.).
 VARILLE (M.), COLLY (M.), RODERY, ROUSSET (J.), RIZARD : Les Hospices civils de Lyon (542-1952) (Lyon, Audin, 1953, in-4°, 325 p.).
 VINGTRINIER (A.) : Doc. sur la famille des Jussieu (Lyon, Vingtrinier, 1860, in-8°, 14 p.).
 VINGTRINIER (A.) : La famille des Jussieu et les deux Alexis (Paris, Champion, 1896, in-8°, 16 p.).
 VINGTRINIER (A.) : Femme de lettres lyonn. : Mme Lortet, botaniste (Lyon, Georg, 1896, 20 p.).

5. — VIE SPIRITUELLE

A) QUESTIONS RELIGIEUSES

- ALLOING (L.) : Le diocèse de Belley. Hist. religieuse des Pays de l'Ain (Belley, Chaduc, 1938, in-8°, xvi-847 p.).
- BERDIEL (F.) : Un coin du Lyonnais pendant la Révol. (Lyon, Brun, 1913, in-8°, 80 p.).
- BERNARDIN (E.) : Les idées religieuses de Mme Roland (Paris, Belles lettres, 1933, in-12, 185 p.).
- BIROT (J.) : Claude-François Primat (1746-1816) (Lyon, Lardanchet, 1909, in-8°, 164 p.).
- BLETON (A.) : La Petite Eglise à Lyon (Lyon, Storck, 1896, 16 p.).
- BUFFENOIR (M.) : Le mouvement social catholique à Lyon, avant 1848 (*Rev. des Etudes hist.*, 1922, 88, p. 541-556).
- CAMELIN (J.) : Les prêtres et la Révol. Répertoire officiel du clergé constitutionnel schismatique de Rh.-et-Loire (1791-1793) (Lyon, Soc. Bibl., 1944, in-4°, 397 p.).
- CATTIN (M.) : Mémoires pour servir à l'hist. ecclésiastique des diocèses de Lyon et de Belley, dep. la Constitution civile du clergé jusqu'au Concordat (Lyon, Josserand, 1867, in-8°, xvi-611 p.).
- DESGEORGE (A.) : Vie de Mgr Mioland (Lyon, Josserand, 1871, xiv-viii-519 p.).
- DURIEUX (J.) : Tableau hist. du diocèse de Lyon pendant la persécution religieuse de la Révol. franç. (Lyon, Briday, 1869, in-8°, 528 p.).
- GODART (J.) : Benoît Fourgon (1687-1773). Le jansénisme à Lyon (Paris, Alcan, 1934, in-8°).
- GRAND (A.) : Les Augustins de la Cr.-Rousse (Lyon, Waltener, 1889).
- JACQUEMONT (E.) : Une âme de janséniste : François Jacquemont, curé de St-Médard en Forez (1757-1835) (Lyon, Lardanchet, 1914, in-8°).
- JARRIN (Ch.) : Le Fareinisme (Bourg, Authier, 1881, 103 p.).
- LATREILLE (A.) : Napoléon et le Saint-Siège (1801-1808). L'ambassade du cardinal Fesch à Rome (Paris, Alcan, 1935, in-8°, xxxviii-626 p.).
- LATREILLE (C.) : Les origines de la Petite Eglise de Lyon (*R. H. L.*, 1911, p. 43-50).
- LATREILLE (C.) : L'opposition religieuse au Concordat de 1792 à 1803 (Paris, Hachette, 1910, in-8°, xx-290 p.).
- LATREILLE (C.) : La Petite Eglise de Lyon (Mâcon, 1911, in-12, xii-296 p.).
- MONTERNOT (C.) : Yves Alexandre de Marbeuf, ministre de la feuille des bénéfices, archevêque de Lyon (Lyon, Lardanchet, 1911, in-8°, 436 p.).
- SACHET (A.) : Le pardon annuel de St-Jean de Lyon (1392-1790) (Lyon, Grange, 1914, 2 vol.).
- TARDY (E.) : Un groupe d'anticongregatistes dans le diocèse de Lyon (Saint-Etienne, Sourds-Muets, 1909, in-8°, xi-120 p.).
- VACHET (A.) : Les anc. chanoines-comtes de Lyon (Lyon, Vitte, 1897, in-8°, 388 p.).
- VANEL (J.-B.) : Les mémoires de M. Linsolas, vicaire-général de Lyon (Lyon, Rey, 1910, 38 p.).
- VANEL (J.-B.) : Les Bénédictins de St-Germain-des-Prés et les savants lyonn., d'après leur corresp. inédite (Lyon, Vitte, 1894, in-4°, x-379 p.).
- VANEL (J.-B.) : Le prône du 2 brumaire an XI, à St-Nizier (Lyon, Vitte, 1906, 43 p.).
- VANEL (J.-B.) : Une paroisse forézienne pendant la Révol. (Lyon, Vitte, 1898, 68 p.).
- VERMALE (Fr.) : Départ. du Rhône. Essai sur la répartition sociale des biens ecclésiastiques nationalisés (Chambéry, Ménard, 1906, in-8°, 147 p.).

B) PHILOSOPHIE

- BAYLE (F.) : Les idées polit. de J. de Maistre (Paris, Domat, 1946, in-8°, 168 p.).
- BUGHE (J.) : Un conflit de conscience entre trois amis : Ampère, Ballanche et Bredin (Lyon, Rey, 1913, 24 p.).
- BUGHE (J.) : L'Ecole mystique de Lyon (1776-1847) (Paris, Alcan, 1935, in-8°, xi-306 p.).
- FRAINNET (G.) : Essai sur la philosophie de P.-S. Ballanche (Lyon, Rey, 1902, in-8°, 370 p.).
- GIRARD (H.) : Un catholique romantique Frédéric Ozanam (Paris, *Nouv. Rev. critique*, 1930, in-16, 223 p.).
- HERRIOT (E.) : C. Jordan et la Restauration (1814-1821) (*R. H. L.*, 1902, p. 119-142).
- HUIT (C.) : La vie et les œuvres de Ballanche (Lyon, Vitte, 1904, in-8°, viii-376 p.).
- HUIT (C.) : La vie et les œuvres de Fr. Ozanam (Lyon, Vitte, 1888).
- MARQUISSET (A.) : Ballanche et Mme d'Hautefeuille (Paris, Champion, 1912, in-8°, 264 p.).
- ROOS (J.) : Aspects litt. du mysticisme philos. du début du romantisme : Blake, Novalis et Ballanche (Paris, Heitz, 1951, in-8°, 472 p.).

C) MYSTICISME

- ALMÉRAS (H. d') : La vie de Joseph Balsamo, connu sous le nom de comte de Cagliostro... (Paris, Soc. franç. impr., 1903).
- AUDRY (J.) : Le mesmérisme et le somnambulisme à Lyon avant la Révol. (Lyon, Rey, 1921, in-8°, 47 p.).
- BRICAUD (J.) : Cagliostro et la Fr.-Maçonnerie lyonnaise (*R. H. L.*, X, 1910, p. 363-376).
- BRICAUD (J.) : La Fr.-Maçonnerie lyonn. au XVIII^e s. (*R. H. L.*, IV, 1905, p. 199-208).
- BRICAUD (J.) : Notice hist. sur le martinisme (Lyon, 1934, in-8°).
- COMBES (L. de) : Notes sur les illuminés martinistes de Lyon (Trévoux, Jeannin, 1907, in-8°, 35 p.).
- DERMENGHEM (E.) : Joseph de Maistre, mystique (Paris, *La Colombe*, 1923, in-8°, 301 p.).
- DERMENGHEM (E.) : J.-B. Willermoz (étude suivie de l'ouvrage de Willermoz : *Les Sommeils*) (Paris, 1926, in-8°).
- HIRAM : J.-B. Willermoz et le rite templier à l'Orient de Lyon (Paris, *Fédér. Cathol.*, 1935, in-12, xvii-213 p.).
- JOLY (A.) : Un mystique lyonn. et les secrets de la Fr.-Maçonnerie (1730-1824) (Mâcon, Protat, 1938, in-8°, 329 p.).
- JOLY (A.) : Pierre-Jacques Willermoz (1735-1799) (Lyon, Impr. réunies, 1933, in-8°, 24 p.).
- LE FORESTIER (R.) : La Fr.-Maçonnerie occultiste au XVIII^e s. et l'Ordre des Elus Coëns (Paris, Dorbon, 1928, in-8°, 576 p.).
- MATTER (M.) : St-Martin, le Philosophe inconnu. Son maître Martinès et leurs groupes (Paris, 1862).
- PAPUS (Dr.) : Martinésisme, Willermosisme, Martinisme et Fr.-Maçonnerie (Paris, 1899).
- RIJNBERK (G. van) : Un thaumaturge au XVIII^e s. : Martinez de Pasqually. Sa vie, son œuvre, son Ordre (Paris-Lyon, Raclet, 1935-1938, 2 vol., 202 et 184 p.).
- RIJNBERK (G. van) : Episodes de la vie ésotérique (1780-1824) (Lyon, Derain, 1948, in-8°, 242 p.).
- TRÉNARD (L.) : Francs-maçons et mystiques lyonn. pendant la crise révol. (*Bull. Soc. Hist. Mod.*, fév. 1952, p. 10-15).
- TURQUAN (J.) : Une illuminée au XVIII^e s. : la baronne de Krüdener (Paris, Montgrédien, 1900, in-18, vi-324 p.).

- VACHERON (E.) : Ephémérides des loges lyonn. (Lyon, Rougier, 1875, in-8°, 333 p.).
- VULLIAUD (P.) : Les Rose-Croix lyonn., au XVIII^e s., d'après leurs arch. originales (Paris, 1929, in-8°).
- VULLIAUD (P.) : Joseph de Maistre, fr.-maçon (Paris, Nourry, 1929).

6. — ACTIVITE LITTERAIRE

A) LITTÉRATURE

- Acad. des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon.* Deuxième centenaire. C. R., discours, mémoires (Lyon, Rey, 1901, 2 vol., in-8°).
- BELLIN (G.) : Notice hist. sur la *Soc. litt. de Lyon* (Lyon, Vingtrinier, 1861, 206 p.).
- BESANÇON (A.) : L'Acad. royale de Villefr.-en-Beaujolais (1677-1789) (Villefr., Mercier, 1905, in-8°, 117 p.).
- BLETON (A.) : Les oraisons doctorales de la Saint-Thomas (Lyon, Plan, 1891, 48 p.).
- BLETON (A.) : Rapport présenté à l'occasion du Deuxième centenaire de l'Acad. (Lyon, Rey, 1900, in-4°, 18 p.).
- BLETON (A.) : Mme Desbordes-Valmore à Lyon (Lyon, Rey, 1896, 39 p.).
- BONNEL (J.) : Hist. de l'Acad. de Lyon pendant la période révol. (1789-1793) (Lyon, Mougin-Rusand, 1901, in-8°, 90 p.).
- BOUILLIER (F.) : Une Académie de province au XVIII^e s. (*R. D. M.*, 1878, XXVI, p. 812-836).
- Centenaire de la Société litt. de Lyon* (1778-1878) (Lyon, Mougin-Rusand, 1880).
- CHARVET (E.) : *La Société litt. de Lyon* au XVIII^e s. (Lyon, 1879, in-8°).
- GROSCLAUDE (P.) : La vie intellectuelle à Lyon, dans la deuxième moitié du XVIII^e s. Contribution à l'hist. litt. de la province (Paris, Picard, 1933, in-8°, 464 p.).
- GROSCLAUDE (P.) : J.-J. Rousseau à Lyon (Lyon, Bosc, 1933, in-8°, 125 p.).
- HERRIOT (E.) : Mme Récamier et ses amis (Paris, Plon, 1904, in-8°, LXXIX-363 p. et 424 p.).
- JARRIN (C.) : La Bresse au XVIII^e s. Jérôme Lalande. Fondation d'une soc. litt. à Bourg (*Ann. Soc. Emulation Ain*, 1869).
- LATREILLE (C.) : Chateaubriand, études biogr. et litt. Le romantisme à Lyon (Paris, Fointemoing, 1905, in-8°, in-262 p.).
- LATREILLE (C.) et ROUSTAN (M.) : Le romantisme à Lyon : Chateaubriand et l'abbé de Bonnevie. Desbordes-Valmore et Collombet (*R. H. L.*, 1902, p. 51-60 et 265-274).
- LEDUC (P.) : Notice sur Thomas Riboud et la *Société litt. de Lyon* (Lyon, Boitel, 1852, in-16, 12 p.).
- MICARD (E.) : Un écrivain académique au XVIII^e s., Antoine Léonard Thomas (1732-1785) (Paris, Champion, 1924, in-8°, 309 p.).
- MORIN-PONS (H.) : Lamartine à Lyon (Lyon, Plan, 1891, 14 p.).
- RUPLINGER (A.) : Un représentant provincial de l'esprit philosophique au XVIII^e s. : Charles Borde (1711-1781) (Lyon, Rey, 1915, in-16, xxv-296 p.).
- SAINT-OLIVE (P.) : Mélanges hist. et litt. (Lyon, Vingtrinier, 1867).
- SAINT-OLIVE (P.) : Variétés litt. (Lyon, Vingtrinier, 1872).
- TRICOU (G.) : Le jour et feste Saint-Thomas apostre (Lyon, Rey, 1925, in-8°, 57 p.).
- TRICOU (G.) : Orateurs de la Saint-Thomas de l'ordre du clergé (Lyon, Audin, 1929, 35 p.).

B) IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE

- AUDIN (M.) : Lettre aux imprimeurs lyonn. : L. Perrin, imprimeur (R. D. L., 1921, p. 505-522).
- AUDIN (M.) : L'imprimerie à Lyon (R. D. L., 1923, p. 1-122).
- AUDIN (M.) : Le livre. Son architecture. Sa technique (Paris, Crès, 1924, in-4°, xvi-280 p.).
- AUDIN (M.) : Le livre. Son illustration. Sa décoration (Paris, Crès, 1926, in-8°, v-62 p.).
- AUDIN (M.) : Somme typographique (Paris, 1947, in-4°).
- AUDIN (M.) : A propos du livre lyonn. (Lyon, Audin, 1948, in-8°, 60 p.).
- BAUDRIER (J.), POIDEBARD et GALLE (L.) : Armorial des bibliophiles du Lyonnais, Forez, Beaujolais et Dombes (Lyon, Soc. Bibl., 1907, in-8°, 771 p.).
- BERNARD (A.) : Notice hist. sur la bibl. de La Valette (Lyon, Vingtrinier, 1854, 56 p.).
- BROUCHOUD (C.) : Les Arch. du départ. du Rhône et de la ville de Lyon (Lyon, Meton, 1869, 15 p.).
- FRÉMINVILLE (J. de) : Notice sur la formation et la composition des arch. départ. de la Loire (St-Etienne, 1897, 18 p.).
- GUIGUE (G.) : Introd. au catalogue des mss de la bibl. de Lyon (Paris, Plon, 1900, in-8°, 48 p.).
- GUIGUE (M.-C.) : Notice sur l'anc. imprimerie de Trévoux (Lyon, Vingtrinier, s. d., in-8°, 15 p.).
- NIEPCE (L.) : Les arch. de Lyon (Lyon, Vingtrinier, 1875, in-8°, xvi-727 p.).
- NIEPCE (L.) : Les bibl. anc. et modernes de Lyon (Lyon, Georg, 1876, in-8°, 632 p.).
- SALOMON (E.) : Notes pour servir de suppl. à l'armorial des bibliophiles du Lyonnais, Forez, Beaujolais (Paris, Saffroy, 1922-1933, 3 fasc.).
- Soc. des bibl. lyonn.* Armorial des bibliophiles du Lyonnais, Forez et Beaujolais (Lyon, Waltener, 1901).
- TRÉNARD (L.) : Commerce et culture. Le livre à Lyon au XVIII^e s. (Lyon, Impr. réunies, 1953, in-8°, 44 p.).
- TRIGOU (J.) : Fers de reliure et ex-libris lyonn. rares et inédits (Arch. Soc. Collectionneurs d'ex-libris, 1921-1922).
- VACHEZ (A.) : Paul-Benoît Mougin-Rusand, imprimeur (Lyon, Mougin-Rusand, 1897, 10 p.).
- VARILLE (M.) : Les idées de Ballanche sur l'impr. et la libr. (Lyon, Audin, 1938, in-8°, 14 p.).
- VARILLE (M.) : La vie facétieuse de M. Los Rios, libraire lyonn. (Lyon, Audin, 1928, in-32, 124 p.).
- VINGTRINIER (A.) : Hist. des journaux de Lyon dep. leur origine jusqu'à nos jours (Lyon, Brun, 1852, in-8°, 118 p.).
- VINGTRINIER (A.) : Hist. de l'imprimerie à Lyon dep. l'origine jusqu'à nos jours (Lyon, 1894, in-8°, iv-440 p.).

C) SPECTACLES

- Biographie lyonnaise des auteurs dramatiques* (Lyon, Coque, s. d.).
- COMBES (L. de) : L'agitation au théâtre de Lyon en 1792 (Trévoux, Jeannin, 1909, in-8°, 34 p.).
- CUAZ (E.) : Hist. du couvent et du théâtre des Célestins (Lyon, Waltener, 1902, in-8°, 305 p.).
- DESVERNAY (F.) : La vie et l'œuvre de L. Mourguet (Lyon, Rey, 1912, in-12, 119 p.).
- DROUX (G.) : La chanson lyonn. (R. H. L., 1907, VI, p. 30-52 et p. 103-133).
- DUTACQ (Fr.) : Fêtes lyonn. du premier Empire (R. E. N., 1935, I, p. 21-44).
- FUCHS (M.) : Collot d'Herbois, comédien (R. R. F., 1926, p. 14-26 et 112-139).
- GIEN (P.) : La vie modeste et tourmentée de Laurent Mourguet (Vienne, Termet, 1943, in-8°, 64 p.).

- GROS (J.) : Pourquoi aimons-nous Guignol ? (Lyon, La chanson, 1909, 28 p.).
 RIOTOR (L.) : Lyon, Guignol et les canuts lyonnais (Paris, Roger, 1930, in-16, 286 p.).
 SALLÈS (A.) : Le Grand Théâtre de Lyon... (Paris, Jobert, 1923, in-16, 39 p.).
 TRÉNARD (L.) : Les Caveaux lyonn. sous l'Empire (*Techn., Art, Science*, juil. 1957, p. 35-39).
 TRÉNARD (L.) : Le Théâtre lyonn. sous le Consulat et l'Empire (*Cahiers d'hist.*, 1958).
 VALLÈS (L.) : Un siècle de musique et de théâtre à Lyon (1688-1789) (Lyon, Masson, 1932, in-4°, VII-559 p.).
 VERMOREL (J.) : Quelques petits théâtres lyonn. des XVIII^e et XIX^e s. (Lyon, Cumin, 1918, in-8°, 102 p.).
 VINGTRINIER (E.) : Le théâtre à Lyon au XVIII^e s. (Lyon, Meton, 1879, in-8°, 130 p.).

7. — LES ARTS ET LES ARTISTES

- ALGOUD (H.) : Un maître du décor de la soie : Philippe de Lasalle (*Gazette Beaux-Arts*, 1911, VI, p. 455-466).
 ARTAUD (Fr.) : Notice sur P.-T. Déchazelle (*R. D. L.*, 1864, II, p. 168-177 et 253-276).
 BOISSIEU (A. de) : Catalogue raisonné de l'œuvre de J.-J. de Boissieu (Lyon, Brun, 1878, in-8°, XXIV-182 p.).
 BONAMEN (R.) : Pierre Cogell, un Roslin provincial (*L'Art et les artistes*, 1910, p. 219-222).
 COX (R.) : Le Musée hist. des tissus de Lyon (Lyon, Rey, 1902, in-8°, 267 p.).
 COX (R.) : Les soieries d'art dep. les origines jusqu'à nos jours (Paris, Hachette, 1914, in-8°, VIII-432 p.).
 DALBANNE (C.) : Le Musée hist. de Lyon (Lyon, Impr. réunies, 1948).
 DAMIRON (C.) : La faïence de Lyon, II; le XVIII^e s. (Paris, Dorbon, 1926, in-4°, 50 p., XVI pl.).
 DISSARD (P.) : Le musée de Lyon. Les peintures (Paris, Laurens, 1912, in-8°, 76-236 p.).
 DUTACQ (Fr.) : Un projet de Palais impérial à Lyon (*R. E. N.*, 1924, I, p. 177-195).
 FOGLION (H.) : Le musée de Lyon. Peintures (Paris, Laurens, 1945; 64 p.).
 GERMAIN (A.) : Les artistes lyonn. (*Gazette Beaux-Arts*, 1907, p. 163-176 et 333-352).
 GERMAIN (A.) : Les artistes lyonn. (Lyon, Lardanchet, 1911, in-4°, 145 p.).
 GRISARD (J.-J.) : Notice sur les plans de la ville de Lyon du XV^e au XVIII^e s. (Lyon, Mougin-Rusand, 1891, in-8°).
 HENNEZEL (H. d') : Le musée hist. des tissus de Lyon (Paris, Laurens, 1938, in-16, 64 p.).
 HENNEZEL (H. d') : La mode féminine au XVIII^e s. (Lyon, Grange, 1924, in-8°, XIV-98 p.).
 JULLIAN (R.) : La peinture lyonn. du XVI^e s. au XIX^e s. (Paris, s. n., 1949, in-8°, 72 p., 16 pl.).
 LEROUX (E.) : La décadence de la Fabrique lyonn. à la fin du XVIII^e s. (*R. H. L.*, X, 1911, p. 343-361 et 415-444).
 LEROUX (J.) : La décoration des étoffes de soie à Lyon pendant le premier Empire (*R. H. L.*, X, 1911, p. 241-252).
 MONDAIN-MONVAL (J.-B.) : Soufflot, sa vie, son œuvre, son esthétique (1713-1780) (Paris, Lemerre, 1918, in-8°, 556 p.).
 PARISSET (E.) : Les Beaux-Arts à Lyon (Lyon, Vingtrinier, 1873, in-8°, 365 p.).
 PILLEMENT (G.) : Jean Pillement (Paris, Haumont, 1945, in-8°, XI-95 p.).
 POIDEBAUD (A.) et CHATEL (J.) : Camille Pernon (1753-1808) (Lyon, Brun, 1912, in-8°, 49 p.).
 REYMOND (M.) : Le musée de Lyon. Tableaux anciens (Paris, Fischbacher, 1887, in-8°, 205 p.).

- RIVET (F.) : Le quartier Perrache (1766-1946). Essai d'hist. et de géogr. urbaines (Lyon, Audin, 1951, in-8°, 126 p., 46 pl.).
- RONDOT (N.) : La céramique lyonn. du xiv^e au xviii^e s. (Paris, Plon, 1899, 92 p.).
- SALOMON DE LA CHAPELLE : Joseph Chinard, sculpteur. Sa vie et son œuvre (R. D. L., 1896, XXII, p. 272-291 et 337-357).
- SCHMITTER (M.-T.) et GUICHERD (F.) : Philippe de Lasalle (Lyon, Vaucanson, 1939, in-4°, 55 p., XIII pl.).
- TAPISSIER (A.) : Mme de Sermézy, élève de Chinard (Lyon, Audin, 1936, 71 p.).
- TRÉNARD (L.) : L'œuvre de J.-J. de Boissieu (Lyon, Audin, 1955, in-8°, 21 p.).
- TRÉNARD (L.) : J.-J. de Boissieu et ses œuvres hugistes (*Visages de l'Ain*, 1956, p. 6-11).
- TRICOU (J.) : Jetons armoriés offerts par la Ville de Lyon aux xvii^e et xviii^e s. (Lyon, Badiou-Amant, 1947, 226 p.).
- TRICOU (J.) : Médailles religieuses de Lyon. Jubilés, chapitres, abbayes, couvents et collèges du xvi^e au xviii^e s. (*Rev. numismatique*, 1951, 5^e série. XIII, p. 109-129, 3 pl.).
- VERZIER (J.-J.) : La lithographie dans les vues de Lyon (Lyon, Audin, 1938, in-4°).
- VINGTRINIER (A.) : Notice sur François Lepage, peintre de fleurs (1796-1871) (Lyon, Vingtrinier, 1872, 16 p.).

8. — ENSEIGNEMENT

- ARLOING (S.) : Le berceau de l'enseignement vétérinaire (*Ann. Soc. Agric.*, Lyon, 1888, 6^e série, I, p. 203-347).
- BITRY (G.) : Hist. du Collège de Villefr.-sur-Saône (Villefr., Guillermet, 1937, in-12, 163 p.).
- BONARDET (E.) : Les Lyonnais au Collège de Juilly aux xvii^e et xviii^e s. (Lyon, Mougin-Rusand, 1902, in-8°, 280 p.).
- BONARDET (E.) : Les Juliaciens au siège de Lyon (R. D. L., 1901, XXXII, p. 268-288 et 450-498).
- BONNEL (A.) : De l'Instr. publ. à Lyon avant 1789 (Lyon, Pitrat, 1889, in-8°, 177 p.).
- BONNEL (A.) : Les écoles à Lyon pendant la période révol. (*Ann. Soc. Educ. Lyon*, 1891-1892, p. 1-114).
- BONNEL (A.) : Réorganisation de l'Instr. publ. en 1802, à Lyon (*Ann. Soc. Educ. Lyon*, 1894, p. 71-125).
- BONNEL (A.) : Essai hist. sur le lycée de Lyon de 1802 à 1830 (Lyon, Vitte, 1894, in-8°, 133 p.).
- BUCHE (J.) : Le « Studium », Collège et Lycée de Bourg-en-Bresse (1391-1898) (Bourg, Courrier de l'Ain, 1898, in-8°, 171 p.).
- CAILLEMER (E.) : L'enseignement du droit à Lyon avant 1875 (Lyon, Rey, 1900, in-8°, 108 p.).
- CHABOT (M.) et CHARLÉTY (S.) : Hist. de l'enseignement secondaire dans le Rhône de 1789 à 1900 (Lyon, Rey, 1901, in-8°, 238 p.).
- CHAPPET (E.) : L'enseignement de la médecine à Lyon dep. 1789 (*Ann. Soc. Educ. Lyon*, 1893, p. 115-144).
- GUISSART (E.) : L'enseignement primaire à Lyon et dans la région lyonnaise avant et après 1789 (Paris, Garcet, 1880, in-8°, 42 p.).
- Faculté des lettres*. Cérémonie du centenaire (Lyon, Rey, 1939, in-8°, 142 p.).
- FAURE (G.) : Recherches sur l'hist. du Collège de Vienne-en-Dauphiné (Vienne, 1932, in-8°, 405 p.).
- GUITTON (G.) : Les Jésuites à Lyon sous Louis XIV et Louis XV; activités, luttes, suppression (1640-1778) (Lyon, Procure, s. d., in-4°, vi-303 p.).
- HOURS (H.) : La lutte contre les épizooties et l'Ecole vétérinaire de Lyon au xviii^e s. (Paris, P. U. F., 1958, in-8°, 96 p.).
- LEISTENSCHNEIDER (A.) : L'Argentièr, un petit séminaire du diocèse de Lyon (Lyon, Vitte, 1905, in-8°).

- MATHEY (J.-B.) : L'Ecole de La Martinière (*Ann. Soc. Educ. Lyon*, 1893, p. 157-174).
- MAUVIEL (A.) et DESLOGES : Notes hist. sur le Séminaire St-Irénée (Lyon, Vitte, 1891, in-8°, 401 p.).
- POUZET (P.) : Le passé du Lycée Ampère (Lyon, 1937, in-8°, 51 p.).
- ROCHET (abbé) : Le Collège-séminaire de Belley. Deux siècles d'instr. publ. dans une petite ville de province (1697-1897) (Lyon, Vitte, 1898, in-8°, 434 p.).
- TISSEUR (A.) : Le séminaire de l'Argentière, diocèse de Lyon (Lyon, Josserand, 1873, 64 p.).
- TRÉNARD (L.) : Une expérience pédagogique de la Convention, l'Ecole centrale du Rhône (*Inf. Hist.*, 1948, p. 57-60).
- VOISARD (P.) : Hist. de l'Ecole vétérinaire à Lyon pendant la période révol. (1792-1799) (Lyon, Bosc, 1932, in-8°, 83 p.).

9. — SOCIÉTÉ

- ARMINJON (J.) : La population du départ. du Rhône; son évolution dep. le début du XIX^e s. (Lyon, Bosc, 1940, 196 p.).
- AUDIN (A.) : La vie agitée de Guillin du Montet (1730-1791) (Lyon, Soc. Bibl., 1944, in-8°, 204 p.).
- BALLAGUY (P.) : Un général de l'an II : Charles Sériziat (1756-1802). Hist. d'une famille lyonn. sous la Révol. (Lyon, Rey, 1913, in-8°, x-348 p.).
- BEYSSAC (J.) : Notes généalogiques sur la famille Bonnardel à Condrieu et à Lyon (Lyon, Rey, s. d., 47 p.).
- BOURLAND-LUSTERBOURG (J.-P.) : Notice biogr. sur Jacques-Marie Pointe (1787-1860) (Lyon, Vingtrinier, 1861, 22 p.).
- CHATELAIN (A.) : Les migrations temporaires à Lyon et dans les pays environnants (*R. G. L.*, 1949, I, p. 37-50).
- CHATELAIN (A.) : La formation de la population lyonn. : l'apport d'origine montagnarde (XVIII^e-XX^e s.) (*R. G. L.*, 1954, II, p. 91-116).
- CLAVIÈRE (R. de) : Les assemblées des trois ordres de la sénéchaussée du Beaujolais en 1789. Etude hist. et généalogique (Lyon, Badiou-Amant, 1935, in-4°, xv-1 190 p.).
- CLEMENCEAU-JACQUEMAIRE (Mme) : Vie de Mme Roland (Paris, Tallandier, 1929, 2 vol., in-8°, 285 et 289 p.).
- CRÉTINON (A.) : Le barreau et la Révol. (Lyon, Mougin-Rusand, 1883, 57 p.).
- DERVIEU (commandant) : Monographie d'une famille lyonn. La famille Dervieu (Mâcon, Protat, 1907, in-8°, 44 p.).
- DUBREUIL (A.) : Les anc. bâtonniers de l'ordre des avocats à Lyon (1766-1846) (Lyon, 1914, in-8°).
- GAILLARD (L. de) : Nicolas Bergasse, publiciste (1750-1832) (Lyon, Girard, 1862, 80 p.).
- GALLIER (A. de) : La vie de province au XVIII^e s. Les femmes, les mœurs, les usages, d'après les papiers des Franquières et d'autres doc. inédits (Grenoble, Rouquette, 1877, in-8°, 128 p.).
- GRAFFIN (R.) : Les Rast. Notice généalogique sur une famille lyonn. du XVIII^e s. (Mesnil, Didot, 1893).
- GRAND D'HAUTEVILLE : Le château d'Hauteville et la baronnie de St-Léger et la Chiésaz (Lausanne, Spes, s. d., 230 p.).
- GUIGUE (M.-C.) : Notes sur l'ancienneté des familles du départ. de l'Ain, par un Dombiste (Bourg, *Moniteur*, 1878, in-12).
- HUISMAN (G.) : La vie privée de Mme Roland (Paris, Hach., 1955, in-16, 256 p.).
- JOUVENCEL (H. de) : L'assemblée de la noblesse de la sénéchaussée de Lyon en 1789 (Lyon, Brun, 1907, in-8°, xiv-1 014 p.).
- JUIGNÉ DE LASSIGNY (E.) : Généalogie de la famille de Tricaud en Beaujolais, Lyonnais et Bugey (Lyon, Vitte, 1896, in-4°).
- MARTIN-BASSE : Lyonnais oubliés. Quelques soldats de la Révol. et de l'Empire (Lyon, Masson, 1924, in-8°, 370 p.).

- MARTIN-BASSE : Le général Léonard Duphot (1769-1797) (Lyon, Berger, 1908, in-8°, 202 p.).
- MISSOL (L.) et PERROUD (C.) : Les Roland en Beaujolais au XVIII^e s. (*R. R. F.*, 1896, II, p. 389-413).
- MOREL-JOURNAL (H.) : La famille Morel en Lyonnais et ses alliances (1274-1911) (Montrison, Brassart, 1912, 3 vol., in-4°).
- NIEPCE (L.) : Les titres de noblesse anc. et moderne du Lyonnais, transcrits sur les registres de la Cour d'Appel (1808-1858) (Lyon, Georg, 1880).
- NIEPCE (L.) : La magistrature lyonn. (1771-1883) (Paris, Larose, 1885, in-8°, v-244 p.).
- Origines de familles lyonn. venues des contrées avoisinantes*, d'après un ms. inédit et incomplet de Cochard (Lyon, Brun, 1898, 35 p.).
- POIDEBARD (R.) : La vie agitée d'Imbert-Colomès, premier échevin et commandant de la ville de Lyon en 1789 (Lyon, Soc. Bibl., 1942, in-8° 281 p.).
- POIDEBARD (W.) : Généalogie de la famille Dugas, 1347 à 1895 (Lyon, Mougin-Rusand, 1895).
- POINTET (J.) : Historique des propriétés et maisons de la Cr.-Rousse (Lyon, 1926-1930, in-8°, 4 vol.).
- RIVOIRE DE LA BATIE (G. de) : Armorial du Dauphiné (Lyon, 1867, in-4°).
- ROUX (C.) : Notice hist. et biogr. sur la famille des Prost de Grange-Blanche (Lyon, Rey, 1913, 39 p.).
- ROUX (C.) et BRUNEL (N.) : La vie galante à Lyon au bon vieux temps (Lyon, 1928, in-4°).
- SALOMON (E.) : Châteaux historiques du Lyonnais (Lyon, *Républ. Lyonn.*, 1936, 4 vol.).
- SENEVAS (baron de) : Une famille franç. du XIV^e au XX^e s. Etude sur les conditions, la vie et les alliances des Terrasson de Senevas. L'origine de la famille, générations lyonn. et foréziennes. La Révol. L'exode à Paris (Paris, 1938, in-8°).
- STEYERT (A.) : Armorial général du Lyonnais, Forez, Beaujolais, Dombes (Lyon, Brun, 1860, in-4°, xx-65 ff.-96 p.).
- TOUR-VARAN (M. de la) : Armorial et généalogie des familles du Forez (Saint-Etienne, Montagny, 1854).
- TRÉNARD (L.) : Les préoccupations intellectuelles d'une bourgeoisie d'affaires : Lyon de 1750 à 1815 (*Inf. Hist.*, 1950, p. 178-182).
- TRÉNARD (L.) : Un notable lyonn. pendant la crise révol. : P. T. Dechazelle (*R. H. M. C.*, 1958).
- TRÉNARD (L.) : Auvergne et Lyonnais (*Mélanges Arbos*, Cl.-Ferrand, Bussac, 1953, p. 177-187).
- VARAX (P. de) : Généalogie des Rivérieux (Lyon, Waltener, 1899, in-4°, 246 p.).
- VITTE (M.) : Vue générale sur la soc. mâconnaise à la fin du premier Empire (*Cahiers Hist.*, 1956, II, p. 173-192).

10. — MONOGRAPHIES LOCALES

- AUBONNET (J.) : Hist. de Chamelet et de ses environs (Lyon, Impr. gén., 1937, in-8°, 339 p.).
- AUDIN (M.) : Hist. de Beaujeu (Villefr., Guillermet, 1936, in-16, 185 p.).
- AULAGNIER (C.) : Notice hist. sur la commune de Sain-Bel (St-Etienne, Hénaf, 1899, 26 p.).
- BALLOFET (J.) : Hist. de Villefranche, capitale du Beaujolais (Villefr., Guillermet, 1932, in-8°, 308 p.).
- BERDIEL (F.) : La baronnie de Rochefort en Lyonnais, des origines à 1789. Notes et doc. concernant St-Martin-en-Haut, Duerne, Rontalon et Thurins (Lyon, Mercier, 1921, in-16, ii-293 p.).
- CHERBLANC (E.) : La vie et l'art dans les Monts de Tarare (Lyon, Le Châtaignier, 1946, in-8°, xx-125 p.).
- CONARD (P.) : La Grande Peur en Dauphiné (juil.-août 1789) (Paris, Soc. nouv. éd., 1904, in-8°, 283 p.).

- DECHELETTE (C.) : L'industrie cotonnière à Roanne (Roanne, 1910, in-8°, 176 p.).
- DELCAMBRE (E.) : La vie dans la Haute-Loire sous le Directoire. Etat social et économique, institutions et vie privée (Rodez, Carrière, 1943, in-8°, 351 p.).
- DUBOIS (E.) : Hist. de la Révol. dans l'Ain (Bourg, Brochot, 1935, 6 vol. : I, La Constituante; II, La Constitution civile et la Législative; III, La Convention; IV, L'an II de la Républ. franç.; V, La réaction thermidorienne; VI, Le Directoire).
- FAURE (C.) : Le département de la Drôme de 1800 à 1802 (Valence, Céas, 1913, in-8°, viii-254 p.).
- GALLEY (J.-B.) : St-Etienne et son district pendant la Révol. (St-Etienne, 1903, in-8°, 2 vol.).
- GRAS (L.) : Hist. du commerce local et des industries qui s'y rattachent dans la région stéphanoise (St-Etienne, 1910, in-8°, viii-841 p.).
- JOLIVET (C.) : La Révolution dans l'Ardèche (1788-1795) (Largentièrre, Mazel, 1930, in-8°, xxxii-568 p.).
- MARTIN-BASSE : Hist. de Caluire-et-Cuire (Lyon, Assoc. typo., 1942, in-8°, vii-182 p.).
- MÉHU (E.) : Salles-en-Beaujolais (Mâcon, Protat, 1910, in-4°, 533 p.).
- POTHIER (Fr.) : Roanne pendant la Révol. (1789-1796) (Roanne, Durand, 1868, in-8°, xii-434 p.).
- SILVY (E.) : Un épisode dauphinois de l'hist. de Lyon pendant la période révol. (Grenoble, Allier, 1910, in-8°, 49 p.).
- TESTENOIRE-LAFAYETTE (C.) : Hist. de St-Etienne (St-Etienne, Thomas, 1902, in-4°, xxvi-392 p.).
- TÉZENAS DU MONTCEL : L'assemblée du départ. de St-Etienne et son bureau intermédiaire (1903, in-8°, 601 p.).
- THIOLLIER (N.) : Thiers, le Forez et Annonay en 1788, d'après Jacques Démichel (Thomas, St-Etienne, 1904, 30 p.).
- VACHEZ (A.) : Etude hist. sur le canton de Mornant, suivi d'une notice sur le château de Montrond (Lyon, Brun, 1871, in-8°, 191 p.).

IV. — OUVRAGES D'ENSEMBLE

1. — LA FIN DE L'ANCIEN REGIME

- ALLAIN (E.) : La question d'enseignement en 1789, d'après les cahiers (Paris, Renouard, 1886, in-12, vii-360 p.).
- ARTZ (F.) : L'éducation technique en France au XVIII^e s. (1700-1789) (R. H. M. C., oct. 1938, p. 361-407).
- AUBERTIN (C.) : L'esprit public au XVIII^e s. (1715-1789) (Paris, Didier, 1873, in-8°, 498 p.).
- BELIN (J.-B.) : Le mouvement philosophique de 1748 à 1789 (Paris, 1913, in-8°, 383 p.).
- BOURTHOMIEUX (C.) : Essai sur le fondement philos. des doctrines économiques : Rousseau contre Quesnay (Limoges, Rivière, 1936, in-8°, viii-141 p.).
- BRÉMOND (H.) : Hist. litt. du sentiment religieux en France, t. IX : La vie chrétienne sous l'Anc. Régime (Paris, Bloud, 1932, in-8°, 395 p.).
- BRITSCH (A.) : La jeunesse de Philippe-Egalité (1747-1785) (Paris, 1936, in-8°, 480 p.).
- BRUNOT (F.) : Hist. de la langue franç. des origines à 1900; t. VII : La propagation du français en France jusqu'à la fin de l'Anc. Régime (Paris, Colin, 1926, in-8°, 360 p.).

- CAHEN (L.) : La librairie parisienne et la diffusion des idées franç. à la fin du XVIII^e s. (*Rev. Synthèse hist.*, 1939, xvii, p. 159-179).
- CARRÉ (H.) : La noblesse de France et l'opinion publ. au XVIII^e s. (Paris, Champion, 1920, in-8°, 650 p.).
- CHAIX-RUY (J.) : Vie de J.-B. Vico (Paris, Louis, 1943, in-8°, 157 p.).
- CHÉREL (A.) : Fénelon au XVIII^e s. en France (1715-1820), son prestige, son influence (Paris, Hachette, 1917, in-8°, xix-694 p.).
- DACIER (E.) : Le style Louis XVI (Paris, Larousse, 1939, in-8°, 153 p.).
- DAINVILLE (Fr. de) : Les Jésuites et l'éducation de la soc. franç. La naissance de l'humanisme moderne (Paris, Beauchesne, 1940, in-8°, xix-390 p.).
- DERATHÉ (R.) : J.-J. Rousseau et la science polit. de son temps (Paris, P. U. F., 1950, in-8°, xiv-463 p.).
- DERATHÉ (R.) : Le rationalisme de J.-J. Rousseau (Paris, P. U. F., 1950, in-8°, 201 p.).
- DESCOTES (F.) : J. de Maistre avant la Révol. (Paris, Picard, 1923, in-8°, 329 et 402 p.).
- DUPORTAL (J.) : La gravure en France au XVIII^e s. La gravure de portraits et de paysages (Paris, Œst, 1926, in-f°, 82 p., 126 pl.).
- EGRET (J.) : Le Parlement de Dauphiné et les affaires publ. dans la deuxième moitié du XVIII^e s. (Grenoble, 1942, 2 vol., in-8°, 332 et 419 p.).
- EGRET (J.) : La Révol. des notables. Mounier et les monarchiens (Paris, Colin, 1950, in-8°, 244 p.).
- EMERY (L.) : L'âge romantique, t. I (Lyon, Audin, 1957, in-8°, 181 p.).
- FABRE (J.) : Stanislas-Auguste Poniatowski et l'Europe des lumières (Strasbourg, 1952, in-8°, 746 p.).
- FAY (B.) : La Fr.-Maçonnerie et la Révol. intellectuelle du XVIII^e s. (Paris, Cluny, 1935, in-8°, 286 p.).
- FEUGÈRE (A.) : Un précurseur de la Révol. : l'abbé Raynal (1713-1796) (Angoulême, Impr. ouvrière, 1922, in-8°, xii-459 p.).
- FUCHS (M.) : La vie théâtrale en province au XVIII^e s. (Paris, Droz, 1933, in-8°, 225 p.).
- GAZIER (A.) : Hist. générale du mouvement janséniste dep. les origines jusqu'à nos jours (Paris, Champion, 1922, in-16, ix-343 p. et 382 p.).
- GOURCY (C. de) : La foire de Beaucaire, étude d'hist. économique (Montpellier, Firmon, 1911, in-8°, 241 p.).
- GRIMAUD (L.) : Hist. de la liberté d'enseignement en France. I, L'Anc. Régime (Grenoble, Arthaud, 1944, in-8°, lx-124 p.).
- GROETHUYSEN (B.) : Origines de l'esprit bourgeois en France (Paris, Gallimard, 1927, in-8°, xiii-298 p.).
- GUYÉNOT (M.) : Les sciences de la vie aux XVII^e et XVIII^e s. (Paris, Michel, 1941, in-8°, xxi-462 p.).
- HAZARD (P.) : La pensée européenne au XVIII^e s., de Montesquieu à Lessing (Paris, Boivin, 1946, 3 vol., vi-376, 302 et 158 p.).
- JOBERT (A.) : La Commission d'éducation nat. en Pologne (1773-1794) (Paris, Et. slaves, 1941, in-8°, 491 p.).
- LABROUSSE (C.) : La crise de l'économie franç. à la fin de l'Anc. Régime (Paris, P. U. F., 1944, in-8°, lxxvii-664 p.).
- LALLEMAND (P.) : Essai sur l'hist. de l'éducation dans l'anc. Oratoire de France (Paris, 1887, in-8°, xii-476 p.).
- LESSERRE (P.) : L'esprit de la musique franç. de Rameau à l'invasion wagnérienne (Paris, Payot, 1917, in-8°, 251 p.).
- LÉONARD (E.-G.) : Le protestant franç. (Paris, P. U. F., 1953, in-8°, 316 p.).
- LEROY (M.) : Hist. des idées sociales en France. I, De Montesquieu à Robespierre (Paris, Gallimard, 1946, in-8°, 387 p.).
- MITTON (F.) : La presse franç. I, Des origines à la Révol. (Paris, Le Prat, 1943, in-8°, 227 p.).
- MONGLOND (A.) : Vies préromantiques : les deux dernières années de Rousseau (Paris, P. U. F., 1925, in-16, 293 p.).
- MORNET (D.) : La pensée franç. au XVIII^e s. (Paris, Colin, 1926, in-8°, 220 p.).

- MORNET (D.) : Les origines intellectuelles de la Révol. franç. (1715-1787) (Paris, Colin, 1933, in-8°, 552 p.).
- PRIOURET (R.) : La Fr.-Maçonnerie sous les Lys (Paris, Grasset, 1953, in-8°, 272 p.).
- RÉAU (L.) : L'Europe franç. au siècle des lumières (Paris, Michel, 1938, in-8°, xvii-455 p.).
- REINHARD (M.) : Hist. de la population mondiale de 1700-1948 (Paris, Domat, 1949, in-8°, 795 p.).
- RENOUVIN (P.) : Les assemblées provinciales de 1787 (Paris, 1921, in-8°, xxx-405 p.).
- RIGAULT (G.) : Hist. génér. des Frères des Ecoles chrétiennes. II, Les disciples de saint J.-B. de Lasalle dans la soc. du XVIII^e s. (Paris, Plon, 1938, in-8°, 653 p.).
- SAGNAC (P.) : La formation de la soc. franç. II, La Révol. des idées et des mœurs et le déclin de l'Anc. Régime (1715-1788) (Paris, P. U. F., 1946, in-8°, viii-355 p.).
- SCHMIDT (C.) : La crise industrielle de 1788 (*R. H.*, 1908, XCVII, p. 78-94).
- SÉE (H.) : Le sentiment démocratique chez J.-J. Rousseau d'après *La Nouvelle Héloïse* (*Ann. Révol. franç.*, mai 1923, XV, p. 198-208).
- SÉE (H.) : La diffusion des idées philo. à la fin de l'Anc. Régime (*Ann. Révol. franç.*, 1923, XV, p. 482-502).
- SÉE (H.) : La vie économique et les classes sociales en France au XVIII^e s. (Paris, Alcan, 1924, in-8°, 231 p.).
- TRAHARD (P.) : Les maîtres de la sensibilité franç. au XVIII^e s. (1715-1789) (Paris, Boivin, 1931-1933, 4 vol., in-8°).
- VIAATTE (A.) : Les sources occultes du romantisme (1770-1820). I, Le préromantisme (Paris, Champion, 1928, in-8°, 331 p.).
- WEULERSSE (G.) : La physiocratie sous les ministères de Turgot et de Necker (1776-1781) (Paris, P. U. F., 1950, in-8°, 374 p.).

2. — LA REVOLUTION

- ALBERT (M.) : La litt. franç. sous la Révol., l'Empire et la Restauration (1789-1830) (Paris, Soc. Franç. impr., 1891, in-12, 358 p.).
- ALLAIN (E.) : L'œuvre scolaire de la Révol. Etudes critiques et doc. inédits (1789-1802) (Paris, Didot, 1891, in-8°, 436 p.).
- ARTZ (F.) : L'enseignement technique en France pendant l'époque révol. (*R. H.*, juil. 1946, p. 257-286 et 387-402).
- BALDENSBERGER (F.) : Le mouvement des idées dans l'émigration franç. (1789-1815) (Paris, Plon, 1925, 2 vol., in-8°, xv-337 et 334 p.).
- BELIN (J.) : La logique d'une idée-force : l'idée d'utilité sociale pendant la Révol. franç. (1789-1792) (Paris, Hermann, 1939, in-8°, 635 p.).
- BERR (H.) : Le rôle des idées dans la Révol. (*Rev. de synthèse*, 1939, XVII, p. 191-198).
- BERTRAND (L.) : La fin du classicisme et le retour à l'antique dans la seconde moitié du XVIII^e s. et les premières années du XIX^e s. en France (Paris, Hachette, 1897, in-8°, xvi-428 p.).
- BOIS (B.) : La vie scolaire et les créations intellectuelles en Anjou pendant la Révol. (1789-1799) (Paris, Alcan, 1929, in-8°, 611 p.).
- CHAPUISAT (E.) : La Suisse et la Révol. franç. (Genève, Mt Blanc, 1946, in-4°, 291 p.).
- COIRAULT (C.) : Les écoles centrales dans le Centre-Ouest (an IV-an XII) (Tours, Arrault, 1940, in-8°, xx-431 p.).
- DEJOINT (G.) : La polit. économique du Directoire (Paris, Rivière, 1951, in-8°, 281 p.).
- DREYFOUS (M.) : Les arts et les artistes pendant la période révol. (Paris, Pachot, s. d. [1906], in-8°, 464 p.).
- DROZ (J.) : L'Allemagne et la Révol. franç. (Paris, P. U. F., 1949, in-8°, vii-500 p.).

- DURAND (C.) : Hist. du protestantisme franç. pendant la Révol. et l'Empire (Paris, *La Colombe*, 1902, in-8°, 235 p.).
- ESTRÉE (P. d') : Le théâtre sous la Terreur (Paris, Paul, 1913, in-8°, ix-523 p.).
- FESTY (O.) : Les journaux d'agriculture et le progrès agricole (1789-an VIII) (*Rev. H. E. S.*, 1950, n° 1, p. 35-54, et n° 2, p. 148-169).
- FESTY (O.) : Les essais de statistique économique pendant le Directoire et le Consulat (*A. H. R. F.*, avril 1953, p. 161-176).
- GAULMIER (J.) : L'idéologue Volney, contribution à l'étude de l'orientalisme en France (Beyrouth, Impr. Catho., 1951, in-8°, 636 p.).
- GODECHOT (J.) : La gr. nation. L'expansion révol. de la France dans le monde (Paris, Aubier, 1956, in-8°, 760 p.).
- GONCOURT (E. et J. de) : Hist. de la soc. franç. pendant la Révol. (Paris, Charpentier, 1901, in-8°, vi-450 p.).
- GOUGELOT (H.) : La romance franç. sous la Révol. et l'Empire (Melun, Legrand, 1937, in-8°, 371 p.).
- GRIMAUD (L.) : Hist. de la liberté d'enseignement. II, La Révol. (Grenoble, Arthaud, 1944, in-8°, 461 p.).
- HAUTECEUR (L.) : L'art sous la Révol. et l'Empire (1789-1815) (Paris, Le Prat, 1953, in-4°, 136 p.).
- HERBETTE (M.) : Une ambassade turque sous le Directoire (Paris, Perrin, 1902, in-16, 343 p.).
- LANDORMY (P.) : La musique franç. de la Marseillaise à la mort de Berlioz (Paris, Gallimard, 1944, in-8°, 302 p.).
- LATREILLE (A.) : L'Eglise cath. et la Révol. franç. I, Le pontificat de Pie VI et la crise franç. (Paris, Hachette, 1946, in-8°, 288 p.).
- LEFÈBVRE (G.) : Etudes sur la Révol. franç. (Paris, P. U. F., 1954, in-4°, 327 p.).
- LEFÈBVRE (G.) : Foules révol. (*A. H. R. F.*, 1934, XI, p. 1-26).
- LEFÈBVRE (G.) : La Révol. franç. et le rationalisme (*A. H. R. F.*, 1946, p. 1-34).
- LEFLON (J.) : M. Emery. L'Eglise d'Anc. Régime et la Révol. (Paris, Bonne Presse, 1944, in-8°, xiv-443 p.).
- LEUILLIOT (P.) : Réflexions sur l'hist. économique et sociale, à propos de la bourgeoisie en 1789 (*R. H. M. C.*, 1954, p. 131-144).
- MARTIN (G.) : La Fr.-Maçonnerie franç. et la préparation de la Révol. (Paris, P. U. F., 1926, in-16, xvi-294 p.).
- MATHIEZ (A.) : Les origines des cultes révol. (1789-1792) (Paris, Soc. nouv. Lib., 1904, in-8°, 150 p.).
- MATHIEZ (A.) : La théophilanthropie et le culte décadaire (1796-1801) (Paris, Alcan, 1903, in-8°, 553 p.).
- MONGLOND (A.) : Le préromantisme franç. I, Le héros préromantique; II, Le maître des âmes sensibles (Grenoble, Arthaud, 1930, 2 vol., in-8°, xv-291 p. et 508 p.).
- PICAVET (F.) : Les Idéologues. Essai sur l'hist. des idées et des théories scientifiques, sociales et religieuses en France, dep. 1789 (Paris, Alcan, 1891, in-8°, 628 p.).
- PIERRE (C.) : Les hymnes et chansons de la Révol. (Paris, Impr. nat., 1904, in-8°, xiv-1 038 p.).
- POUTHAS (C.) : La Constituante et la classe ouvrière (*Ann. Révol.*, IV, 1911, p. 153-182).
- REINHARD (M.) : Le département de la Sarthe sous le régime directorial (Saint-Brieuc, Presses breton., 1935, in-8°, xlii-657 p.).
- RENOUVIER (J.) : Hist. de l'art pendant la Révol. (Paris, Renouard, 1863, in-8°, xxxi-590 p.).
- RIFFATERRE (C.) : Les sentiments du tiers état sur les corporations en 1789 (*R. R. F.*, oct. 1929, p. 289-309).
- RIGAULT (G.) : Hist. génér. des Frères des Ecoles chrétiennes. III, La Révol. franç. (Paris, Plon, 1940, in-8°, 650 p.).
- SAUNIER (C.) : Les conquêtes artistiques de la Révol. et de l'Empire... (Paris, Renouard, 1902, in-8°, viii-189 p.).
- SCHNEEB (R.) : La dépression économique sous le Directoire après la disparition du papier-monnaie (an V-an VIII) (*A. H. R. F.*, 1934, XI, p. 27-49).

- SOREAU (E.) : Ouvriers et paysans de 1789 à 1792 (Paris, B.-Lettres, 1936, in-16, 393 p.).
- TIERSOT (J.) : Les fêtes et les chants de la Révol. franç. (Paris, Hachette, 1908, in-8°, xxxviii-323 p.).
- TRAHARD (P.) : La sensibilité révol. (Paris, Boivin, 1936, in-8°, 283 p.).
- WELSCHINGER (H.) : Le théâtre de la Révol. (1789-1799) (Paris, Charavay, 1881, in-18, vi-524 p.).

3. — L'EMPIRE

- ALLAIN (E.) : L'enquête scolaire de l'an IX (Paris, 1892, in-8°, 48 p.).
- AULARD (A.) : Napoléon I^{er} et le monopole universitaire. Origines et fonctionnement de l'Université impériale (Paris, Colin, 1911, in-12, 385 p.).
- BALLOT (C.) : Les prêts aux manuf. sous le premier Empire (*R. E. N.*, 1912, II, p. 42-77).
- BÉNAERTS (L.) : Les commissaires extraordinaires de Napoléon I^{er} en 1814, d'après leur corresp. inédite (Paris, Rieder, 1915, in-8°, xxiii-239 p.).
- BLENNERHASSET (L.) : Mme de Staël (Berlin, trad. franç., 1890, 3 vol., in-8°).
- BOURGEOIS (E.) : Le style Empire, ses origines et ses caractères (Paris, 1930, in-4°).
- BOURGIN (G.) : Contribution à l'hist. de la Fr.-Maçonnerie sous l'Empire. L'enquête de 1811 (*R. R. F.*, juil. 1905, t. 49, p. 45-79).
- BOURGIN (H.) : Fourier. Contribution à l'étude du socialisme franç. (Paris, 1905, in-8°, 541 p.).
- CELLIER (L.) : Fabre d'Olivet. Contribution à l'étude des aspects religieux du romantisme (Paris, Nizet, 1953, in-8°, 448 p.).
- CELLIER (L.) : L'épopée romantique (Paris, P. U. F., 1954, in-8°, 281 p.).
- FRANCASTEL (P.) : Le style Empire (Paris, Larousse, 1939, in-8°, 104 p.).
- FUGIER (A.) : Napoléon et l'Italie (Paris, Janin, 1947, in-8°, 374 p.).
- GRIMAUD (L.) : Hist. de la liberté d'enseignement en France. IV, L'Empire (Paris, Rousseau, 1946, in-8°, 400 p.).
- HERMANT (A.) : Mme de Krüdener, l'amie du tsar Alexandre I^{er} (Paris, Hachette, 1934, in-16, 220 p.).
- KOHLER (M.) : Mme de Staël et la Suisse (Paris, Payot, 1916, in-8°, x-720 p.).
- LATREILLE (A.) : Le gallicanisme ecclésiastique sous le premier Empire. Vers le Concile national de 1811 (*R. H.*, janv. 1944, CXCIV, p. 1-22).
- LATREILLE (A.) : L'Eglise cath. et la Révol. franç. II, L'ère napoléonienne et la crise européenne (1800-1815) (Paris, Hachette, 1950, in-8°, 292 p.).
- LEFLON (J.) : M. Emery, II, L'Eglise concordataire et impériale (Paris, Bonne Presse, 1946, in-8°, 566 p.).
- LELIEVRE (P.) : Vivant Denon, Directeur des Beaux-Arts sous Napoléon (Angers, Ouest, 1942, in-8°, 120 p.).
- LÉON (P.) : La naissance de la gr. industrie en Dauphiné (fin xvii^e s.-1869) (Paris, P. U. F., 1953, in-8°, xvii-965 p., 2 vol.).
- LEROY (M.) : Hist. des idées sociales en France. II, De Babeuf à Tocqueville (Paris, Gallimard, 1951, in-8°, 550 p.).
- LEVAILLANT (M.) : Une amitié amoureuse. Mme de Staël et Mme Récamier (Paris, Hachette, 1956, in-16, 383 p.).
- MAURY (L.) : Le Réveil religieux de l'Eglise réformée à Genève et en France (1810-1850) (Paris, La Colombe, 1892, in-8°, ix-874 p.).
- MITTON (F.) : La presse franç. II, Sous la Révol., le Consulat, l'Empire (Paris, Le Prat, 1945, in-8°, 251 p.).
- MONTMASSON (J.) : L'idée de Providence, d'après J. de Maistre (Lyon, Vitte, 1928, in-8°, xxx-159 p.).
- OLLION (E.) : Les idées philos. et pédagogiques de Mme de Staël (Mâcon, Protat, 1910, in-8°, 315 p.).
- OMODEO (A.) : Un reazionario : il conte J. de Maistre (Bari, 1939, in-8°, 213 p.).
- PANGE (J. de), Mme de Staël et la découverte de l'Allemagne (Paris, Malfère, 1928, in-8°, 157 p.).

- PONTEIL (F.) : La chute de Napoléon. La crise franç. de 1815-1816 (Paris, Aubier, 1943, in-8°, 350 p.).
- RIGAULT (G.) : Hist. générale de l'Institut des Frères des Ecoles chrétiennes. IV, L'Institut restauré (1805-1830) (Paris, Plon, 1942, in-8°, vii-615 p.).
- SCHNEIDER (R.) : L'art anacréontique et alexandrin sous l'Empire (R. E. N., X, 1916, p. 257-271).
- SCHNEIDER (R.) : L'art de Canova et la France impériale (R. E. N., III, 1912, p. 36-57).
- TARLÉ (E.) : Napoléon et les intérêts économiques de la France (R. E. N., mars 1926, p. 117-137).
- TIEGHEM (P. van) : L'ère romantique. Le romantisme dans la litt. européenne (Paris, Michel, 1948, in-16, XXV, 564 p.).
- TIEGHEM (P. van) : Le préromantisme (Paris, Sfelt, 1924-1944, in-8°, 3 t.).
- VIATTE (A.) : Les sources occultes du romantisme. II, La génération de l'Empire (Paris, 1928, in-8°, 332 p.).
- VIENNET (O.) : Napoléon et l'industrie franç. La crise de 1810-1811 (Paris, Plon, 1947, in-8°, vi-342 p.).
- VIENNET (O.) : Une enquête économique dans la France impériale. Le voyage du Hambourgeois Ph. A. Nemnich, 1809 (Paris, Plon, 1947, in-8°, 269 p.).

TABLE DES ABRÉVIATIONS

<i>A. A. L.</i>	: Archives de l'Académie de Lyon.
<i>A. C. C.</i>	: Archives de la Chambre de Commerce.
<i>A. D. R.</i>	: Archives départementales du Rhône.
<i>A. E. S. C.</i>	: Annales (Economies, Sociétés, Civilisations).
<i>A. G. B.</i>	: Archives Grange Blanche à Parcieux (Ain).
<i>A. H. L.</i>	: Archives Hospitalières de Lyon.
<i>A. H. R. F.</i>	: Annales historiques de la Révolution française.
<i>A. H. S.</i>	: Annales d'Histoire sociale.
<i>A. H. S. R.</i>	: Archives historiques et statistiques du Rhône.
<i>A. M. L.</i>	: Archives municipales de Lyon.
<i>A. N.</i>	: Archives nationales.
<i>B. M. L.</i>	: Bibliothèque municipale de Lyon.
<i>B. N.</i>	: Bibliothèque nationale.
<i>B. S. L. L.</i>	: Bulletin de la Société Littéraire de Lyon.
<i>F. C.</i>	: Fonds Coste.
<i>F. Fr.</i>	: Fonds Français.
<i>F. G.</i>	: Fonds Galle.
<i>I. H.</i>	: Information historique.
<i>M. B. A. L.</i>	: Musée des Beaux-Arts de Lyon.
<i>M. H. L.</i>	: Musée historique de Lyon.
<i>N. A. H. R.</i>	: Nouvelles archives historiques du Rhône.
<i>R. D. L.</i>	: Revue du Lyonnais.
<i>R. D. M.</i>	: Revue des Deux Mondes.
<i>R. E. N.</i>	: Revue d'études napoléoniennes.
<i>R. G. L.</i>	: Revue de Géographie de Lyon.
<i>R. H.</i>	: Revue historique.
<i>R. H. E. S.</i>	: Revue d'histoire économique et sociale.
<i>R. H. L.</i>	: Revue d'histoire de Lyon.
<i>R. H. M. C.</i>	: Revue d'histoire moderne et contemporaine.
<i>R. Q. H.</i>	: Revue des Questions historiques.
<i>R. R. F.</i>	: Revue La Révolution Française.

TOME I

LA PHILOSOPHIE DES LUMIÈRES

Le rayonnement lyonnais

Tout un faisceau de conditions pèse avec plus ou moins d'efficacité sur les modes de pensée, les thèmes de réflexion, les moyens d'expression. Sans que la société en ait toujours conscience, il se produit une sorte d'imprégnation lente de l'esprit par l'environnement social et économique. L'homme résiste souvent et échappe parfois à ces influences. Nulle tyrannie, nul déterminisme. Ce ne sont que des suggestions, des freins, des stimulants. L'élément spatial, le cadre géographique, le développement urbain, l'économie régionale représentent les premières données qui peuvent infléchir une évolution.

1. LES DONNEES FONDAMENTALES

Est-il besoin de rappeler l'admiration que la situation générale de Lyon a provoquée au cours des siècles ? On en a retenu l'image devenue banale du « carrefour » ; on en a répété les avantages : la convergence des courants commerciaux, la réceptivité de cette place, le sentiment profond de son rôle de capitale..., l'importance de ses martyrs dans la diffusion de la foi nouvelle qui révèle, à l'aube de son histoire, l'ardente spiritualité de la *caput Galliarum*.

Les Lyonnais eux-mêmes estimaient qu'une mission incombait à leur cité, qu'ils désignaient, à plaisir, par l'expression : « La seconde du royaume et la première par ses manufactures ¹. » Ils en vantent le climat aussi bien que « l'industrie, l'activité et surtout la bonne foi de ses habitants » ². Après les crises de la fin du XVIII^e siècle, la formule trahit le souvenir amer des primautés d'antan. « Lyon perdrait-il les avantages que lui donne la plus heureuse des positions ? », lit-on dans un opuscule de 1802. Situé comme la France par rapport à l'Europe, communiquant avec deux mers, « destiné à être l'un des principaux centres de la navigation intérieure, Lyon, en abandonnant sa prospérité particulière, renoncerait-il à l'influence qu'il peut avoir sur les contrées qui l'avoisinent et sur la France entière ? ³ ». En de tels propos commu-

¹ A. D. R., D 259, 3 Mémoires..., juin 1762.

² A. GUILLON, *Lyon tel qu'il était...*, 1807, p. 9-11.

³ J.-M. BRUYSET, *Sur la régénération du commerce de Lyon* (Lyon, 1802, in-8°, 16 p.), p. 5.

nément répétés, on discerne la volonté d'entreprendre les efforts nécessaires pour retrouver la prééminence, tout au moins pour sauvegarder une place dans une France dont Paris absorbait la vitalité, dans une Europe où l'axe de gravité économique s'était déplacé vers le nord-ouest.

La vocation commerciale s'affirmait toujours vivante et Lyon restait, au XVIII^e siècle, un lieu de foire universelle. Venant de tous les points du royaume et de l'étranger, les marchands se réunissaient à Lyon quatre fois par an. De plus en plus leur séjour tendait à se prolonger et le type des foires évoluait; les taxes douanières gênaient la circulation des marchandises et, dans la vieille ville, aucun emplacement commode ne permettait de les exposer. Désormais, les foires lyonnaises ne rassemblèrent plus, comme celles de Beaucaire, des denrées variées pendant une période privilégiée; l'entrée et la sortie des produits s'élevaient relativement peu pendant les quinzaines des Rois, de Pâques, d'Août et des Saints; seuls, les objets « marqués en foire » bénéficiaient de la franchise. Les opérations bancaires l'emportaient sur les échanges ⁴.

A la fin de chaque trimestre, les négociants qui fréquentaient les places du Midi ou de Leipzig venaient à Lyon pour balancer leurs comptes par virements, compensations, lettres de change sous le contrôle du Consulat, protégés par la juridiction du Tribunal de la Conservation. Le crédit figurait parmi les grandes activités de la ville qui comptait plus d'une centaine de banquiers; l'un d'eux déclara à Joseph II en 1781 : « Le commerce de Lyon fait commandite à toute l'Europe; il achète au comptant et vend à terme ⁵. » Son rayonnement était tel qu'il fixait le cours des changes aux principales places d'Europe, sauf à Plaisance, sa rivale.

De même que les foires avaient perdu de leur splendeur, les opérations financières ralentirent dans le troisième quart du siècle, malgré les efforts de Turgot, malgré la phase de hausse qui persista en France de 1733 à 1817, mais qui fut hachée à Lyon de crises répétées. Sa prépondérance dans ce domaine s'achève avec l'Ancien Régime. Cependant, même si le volume du trafic se réduisit, le change, par sa renommée, attira toujours des étrangers pendant toute l'année. Les dates des paiements, en mars, juin, septembre et décembre, ne coïncidaient pas avec celles des foires. La présence des affairistes se prolongeait. Le transfert des marchandises n'étant plus l'essentiel, les limites des périodes privilégiées n'étaient plus respectées. Le mauvais temps qui rendait les routes impraticables, les crues ou les glaces qui paralysaient la navigation, la présence d'hôtes princiers, comme Marie-Thérèse de Savoie en 1773, prorogeaient l'échéance des règlements : en 1778, en 1782, en 1786, une des quatre foires dura presque un mois. Lyon devenait ainsi un lieu permanent de rencontres. Cette confluence de négociants d'origine diverse entraînait une sorte de contamination d'idées et orientait la vie intellectuelle en des sens variés.

Toute l'économie favorisait ce rayonnement. Les manufacturiers devaient se rendre, pour l'achat de matières premières comme pour la recherche de la clientèle, dans toutes les régions de France et dans la plupart des pays d'Europe. La vocation de Lyon fut toujours plus com-

⁴ J. GODART, Les foires de Lyon (*R. D. L.*, 1899, XXVIII, p. 454-456).

⁵ J. BONZON, La banque à Lyon du XVI^e au XVIII^e s. (*R. H. L.*, 1903, p. 57-63).

merciale qu'industrielle; même pour la Fabrique, l'aspect commercial l'emporte souvent sur le côté industriel. Depuis 1779, la Condition des Soies avait fait de Lyon le premier marché français pour cette fibre. L'étoffe elle-même supportait, comme tous les objets de luxe, de longues et coûteuses livraisons. Ce n'était plus Versailles, capitale du goût et miroir de toutes les élégances, qui absorbait la production lyonnaise : la vente se faisait, sous Louis XV, dans toutes les villes enrichies, parmi les classes bourgeoises, toujours soucieuses de beaux vêtements. Elle alimentait les marchés d'Alsace et ceux du Midi. A la foire de Beaucaire, par exemple, où les textiles occupaient une grande place, Lyon écoulait ses siamoises et ses toiles. En revanche, il s'approvisionnait en trames de soie d'Alès, en épicerie, tannerie et droguerie venues du Brésil ou du Levant ⁶.

Les relations commerciales franchissaient les frontières. Par la qualité de ses produits et l'originalité de leur présentation, Lyon contribua au rayonnement de l'art français au siècle des lumières. Ses manufacturiers exportaient dans les cours lointaines : Camille Pernon devint le fournisseur de Madrid et de Saint-Petersbourg, Pierre Dechazelle livrait aux foires de Leipzig et de Francfort ses étoffes destinées à la Pologne et à la Russie. Ces liens correspondaient à l'engouement pour Catherine II; c'était un prétexte d'évasion pour les uns, une admiration à l'égard du despotisme éclairé pour les autres ⁷.

Plus que ces courtiers, des navigateurs, participant à l'élan qui se déclencha au XVIII^e siècle pour parfaire la connaissance de la planète, ouvrirent des horizons sur des mondes nouveaux. Charles Claret, comte de Fleurieu, fils d'un conseiller à la Cour des Monnaies, servit dans la marine pendant la guerre de Sept ans, puis entreprit une campagne scientifique. Directeur des ports, il traça le plan des opérations navales de la guerre d'Indépendance américaine et guida La Pérouse dans son exploration de 1785 ⁸. Le neveu de l'abbé Rozier, Jean Mongez, y participa. Pierre Sonnerat explora les mers de l'Inde et de la Chine, acclimata l'arbre à pain, le cacao, le mangoustan aux îles de France et de Bourbon ⁹.

Son parent, Pierre Poivre, fils de négociants, étudia l'histoire naturelle, le dessin et les arts industriels avant de partir pour la Chine. Il visita la Cochinchine et le Siam, accompagna Mahé de la Bourdonnais à la brillante expédition de Madras. Grâce à ses connaissances géographiques et linguistiques, il établit un commerce direct entre la France et la Cochinchine au profit de la Compagnie des Indes. Grâce à sa compétence de botaniste, il introduisit dans les îles de France et de Bourbon le poivrier, le cannellier et surtout des arbres de teinture, dont la culture était concentrée dans les Moluques et jalousement gardée par les Hollan-

⁶ P. LÉON, *Vie et mort d'un grand marché international, la Foire de Beaucaire (XVIII^e-XIX^e s.)* (R. G. L., 1953, p. 309-328).

⁷ A. LORTHOLARY, *Le mirage russe en France au XVIII^e s.* (Paris, Boivin, 1951, in-8°, 411 p.).

⁸ CLARET DE FLEURIEU, *Découverte des Français en 1768 et 1769 dans le S. E. de la Nouv. Guinée* (Paris, Imp. roy., 1790, in-4°, 309 p.).

⁹ P. SONNERAT, *Voyage aux Indes orientales et à la Chine de 1774 à 1781* (Paris, Sonnerat, 1782-1806, 2 vol., in-4°).

dais. Il fut ensuite nommé intendant de ces possessions françaises¹⁰. Suffren, Turgot, Louis XVI lui-même rendirent justice à ses travaux. L'important, pour les milieux lyonnais, fut son retour dans sa charmante villa de Saint-Romain au Mont-d'Or où il accueillit ses amis, de 1773 à 1786. Dupont de Nemours et le girondin Brissot présentent Poivre comme un savant et un philanthrope. Il était d'un esprit « doux et facile », plein de « simplicité » et de « bonhomie », « d'un caractère bienfaisant qui lui faisait désirer d'être utile ». Eloquent, d'une éloquence grave et raisonnable que n'échauffait « ni l'enthousiasme, ni la veine sensible, indulgent par nature et par réflexion », Poivre apparaissait comme un sage antique dans son domaine de la Fretta, « parmi ses plantes recueillies dans toutes les parties des Indes, ses cascades, ses grottes, ses ombrages »¹¹. La présence d'un physiocrate curieux de botanique, de linguistique, d'ethnologie pouvait élargir l'horizon lyonnais et aviver le goût de l'exotisme.

Le ravitaillement de Lyon incitait lui aussi au commerce. La capitale populeuse était voisine de montagnes et de coteaux « stériles », pour reprendre l'ancienne expression. Force était de quérir sa subsistance dans les provinces lointaines en tenant compte de la médiocrité des rendements agricoles et des difficultés de transport. Lyon recevait beaucoup de produits du Midi par les diligences d'eau qui reliaient Avignon et Lyon, par l'intermédiaire de Marseille, de l'Italie et du Levant. Sans cesse les notables et les ouvriers s' alarmaient, les échevins devaient faire preuve d'à-propos et de sens commercial. Pendant tout l'Ancien Régime, la question frumentaire angoissa les assemblées municipales. Aux moments difficiles, les Lyonnais devaient quémander des compléments aux zones productrices. Généralement, Lyon s'approvisionnait en Bresse, Dombes et Dauphiné, puis en Auvergne, Bourbonnais, Franche-Comté, mais surtout en Bourgogne. La dépression bressane fut un grenier lyonnais : des excédents importants existaient dans les subdélégations d'Auxonne, de Seurre, de Saint-Jean-de-Losne. Parfois, la pléthore des disponibilités bourguignonnes provoquait l'avisement des prix et, en 1776, les Etats de Bourgogne remercièrent le roi d'avoir permis la libre circulation des grains. Cependant, le développement de la viticulture créa un nouveau foyer de consommation dans la Côte-d'Or et, dans les mauvaises années, Dijon et Lyon se disputèrent le grain bressan. « Mâcon, beaucoup plus qu'un poste avancé de la Bourgogne, fait figure de satellite fidèle et presque de vassale de Lyon »¹².

La *Société d'Agriculture* discuta en 1772 l'opportunité de créer un grenier public et couronna un discours favorable à la liberté d'entreprise. Confier le ravitaillement à une administration conduirait à des abus. Le négoce exige une vigilance de tous les instants que déploient les marchands par souci de leur intérêt personnel. Les fonctionnaires n'agiraient ni rapidement, ni discrètement, manqueraient de probité ou

¹⁰ DUPONT DE NEMOURS, *Notice sur la vie de M. Poivre, Chevalier de l'ordre du Roi, ancien Intendant des Isles de France et de Bourbon* (Philadelphie, 1786, in-8°), p. 3, 35, 76.

¹¹ J. BRISSOT, *Mémoires* (éd. Perroud, II, 254).

¹² L. CHAMPIER, *Les conflits de ravitaillement sous l'Anc. Régime. Notes sur le commerce des céréales dans la vallée de la Saône* (R. G. L., 1943, p. 231-242). J. ROUSSOT, *Un comté adjacent à la Bourgogne, Le Mâconnais* (Mâcon, Perroud, 1937, in-8°, 344 p.).

de compétence. Au lieu de créer un service de l'Annone, il faut libérer la circulation des grains et interdire aux Lyonnais d'intercepter les convois de froment bourguignon destinés à la Provence¹³.

A la veille de la Révolution, les aléas de ce ravitaillement provoquèrent des contestations entre l'échevinage et les meuniers. Les prix agricoles se redressèrent avec violence de 1787 à 1789; ceux du froment doublèrent dans les généralités productrices du Nord-Est; ceux du seigle montèrent plus fortement encore. La solidarité de Lyon avec ces provinces se traduit dans la courbe des prix : de 1756 à 1790, les variations annuelles des prix concordent dans les généralités de Lyon et de Franche-Comté. Cette hausse était déterminée par la très mauvaise récolte de 1788. Les livraisons bourguignonnes ralentirent. Sériziat dut donner une partie de ce qu'il avait acheté à Tournus pour obtenir le passage à Mâcon. S'orientant alors vers le marché méditerranéen, Lyon bénéficia de l'entregent d'Alexis Régny. Fils d'un consul de France à Gênes, il avait fondé une banque dans cette ville et devint une des plus hautes notabilités du commerce de son temps. Trésorier de Lyon, il fit livrer du blé méditerranéen, en avançant lui-même les fonds¹⁴.

Toute l'économie tendait à rattacher Lyon aux milieux ruraux du Beaujolais, du Forez, du Dauphiné par l'expansion des métiers; à la Bourgogne, à l'Alsace, à l'Auvergne, au Midi par ses foires et les exigences de son ravitaillement; à l'Espagne, à l'Italie, à l'Allemagne, par l'achat des matières premières et la vente des étoffes; à la Suisse et au Comtat-Venaissin par la contrebande du sel, du tabac, des livres. Lyon montre ainsi des parentés avec d'autres carrefours, comme ceux de l'Allemagne rhénane.

Mais l'importance des directions fréquentées varie selon les époques. Au XVIII^e siècle, elles s'allongent vers le nord-est, l'est et le sud-est jusqu'à la Russie, l'Autriche, le Levant. Au contraire, vers l'Occident, « les relations régionales s'interrompaient à peu près totalement à quelques lieues à l'ouest de la Limagne, et toute l'activité se concentrait sur la route de l'Auvergne au Lyonnais »¹⁵. Loin du monde atlantique, Lyon ne profita point de la prospérité de l'ère des négriers, mais il offrait une base d'opérations pour le continent.

Croisée de routes, Lyon restait sans province dans l'ancienne France, sans l'entour d'un pays auquel il aurait pu commander et dont il aurait tiré sa subsistance. La ville ne se présentait pas comme un chef-lieu régional, mais comme une agglomération à la fois concentrée en elle-même et ouverte aux courants du dehors. Le Lyonnais « n'est pas une province au sens fort de ce mot; il n'a jamais, au cours de l'histoire, formé un Etat comme la Savoie et la Bourgogne, ou une nation comme la Bretagne »¹⁶. Non seulement ses marges sont interférentes ou incertaines, mais le principe même de l'unité naturelle ou économique ne s'impose pas. Tout autour, des centres rivalisent avec Lyon et grignotent

¹³ Discours sur la question proposée par la *Soc. royale d'Agric. de Lyon* : Les greniers publics sont-ils avantageux pour une grande ville ? (Lyon, Delaroche, 1772, in-8°, 77 p.).

¹⁴ A. M. L., BB 347; CC 3 653.

¹⁵ M. DERRUAU, *La Gr. Limagne auvergnate et bourbonnaise* (Grenoble, Allier, 1949, in-8°, 541 p.), p. 328.

¹⁶ J. DENIAU, *Hist. de Lyon et du Lyonnais* (Paris, P.U.F., 1951, in-8°, 126 p.), p. 5.

son domaine. Dijon en Bourgogne, Grenoble en Dauphiné marquent, par leur propre vitalité, les limites du rayonnement lyonnais. Des villes plus modestes comme Saint-Etienne ou Bourg essaient d'échapper à l'emprise lyonnaise. Si Lyon bénéficie d'une vocation commerciale aussi décidée, d'une position géographique avantageuse, il souffre d'une quotidienne incertitude. Le grand emporium international subit périodiquement de terribles crises : il doit sans répit veiller sur sa propre vie et sauvegarder ses propres richesses. Dans cette cité sans frontière où les grands courants de pensée circulent, s'attardent, se transforment, la vigilance s'impose aux Lyonnais. Inquiétude stimulante. L'absence de circonscription précise est une force et une faiblesse.

La vitalité lyonnaise repose en définitive sur un réseau serré de communications. Elle utilise d'abord la confluence de trois cours d'eau de régime différent : le haut Rhône avec ses caprices, la Saône, rivière de plaine typique, le Rhône d'aval amplifié et partiellement calmé. Ces voies ayant chacune leurs exigences spéciales pour la navigation, Lyon profitait du transbordement nécessaire, du changement de matériel de batellerie. Comme Lyon se situe au point le plus proche où la Loire devient navigable pour une technique relativement primitive, les marchandises passaient du bassin du Rhône à celui de la Loire par voie de terre. Enfin, la Saône fait converger un vaste éventail de vallées vers Lyon : seuil d'Autun et de Chagny, portage de la haute Saône à la Seine par la basse Bourgogne, route du Doubs vers l'Alsace...

Les Lyonnais cherchèrent à compléter ces avantages naturels. Au XVIII^e siècle, de multiples projets, que recueillirent les siècles suivants, furent ébauchés. On envisagea l'aménagement du Rhône : un arrêt du Conseil du roi reconnut en 1768 la possibilité de créer un canal latéral de Lyon à l'étang de Berre, par la rive gauche du fleuve. Bientôt, les plans se succédèrent : un en 1774, celui de Lalande en 1778, repris au lendemain de la Révolution¹⁷. Quant à la Loire, Pierre la Gardette l'avait rendue navigable et flottable, de Roanne à Saint-Rambert, pour l'exportation du charbon. Un trafic autonome s'établit en direction d'Orléans. Les Lyonnais tentèrent de garder le contact avec ce secteur ligérien. Les progrès réalisés dans l'exploitation des mines et les demandes de combustible, sans cesse accrues, firent souhaiter une jonction entre le bassin houiller et l'agglomération lyonnaise. Une voie de desserte économique pouvait emprunter les vallées du Guier et du Furens et faciliter le transport du charbon. Il était alors acheminé à dos de mulet, sur piste, jusqu'aux entrepôts de Givors et, de là, il gagnait Lyon par « savoyardes »¹⁸.

En 1751, un horloger lyonnais, François Zacharie, après de longues études sur le terrain, soumit à l'intendant Trudaine les profils d'un canal du Forez qui, partant de Givors sur le Rhône, passerait près de Saint-Etienne et atteindrait la Loire à Saint-Rambert. Une vigoureuse opposition de la part de Saint-Etienne retarda les travaux. La section de Givors à Rive-de-Gier fut seule ouverte à la navigation en 1780. Ce n'était qu'une étape. L'aménagement du Rhône et de la Loire, l'achèvement de leur jonction devaient permettre, selon les prévisions de l'ingénieur Gauthey,

¹⁷ L. BORDEAUX, *L'aménagement du Rhône. Etude d'économie polit.* (Paris, Payot, 1919, in-8°, XXIX - 301 p.).

¹⁸ M. PERRIN, *Saint-Etienne et sa région économique* (Tours, Arrault, 1937, in-8°, 516 p.), p. 139.

en 1782, de transporter les vins du Languedoc, les marchandises du Midi jusqu'à Paris, sans transiter par Lyon¹⁹.

Givors devenait le lieu d'entrepôt des grains, le lieu d'embarquement des merceries, quincailleries, soieries provenant des manufactures du Puy, de Saint-Etienne, de Saint-Chamond, destinées au Levant, à l'Amérique, aux colonies. En retour, arrivaient au port de Givors, bien placé pour la relâche des bateaux lors des grosses eaux, le fer, les épicerie, les vins pour le ravitaillement des villes du Forez et même du centre de la France. Quotidiennement, les « margoulin », bricole sur l'épaule, tiraient sur la maillette attachée à l'avant de la barque pour faire avancer le convoi; la marche paresseuse était retardée par la nécessité d'écluser, les plans d'eau étant nombreux. Il fallait environ dix-huit heures pour aller de Rive-de-Gier à Givors. Alors que la plupart des Givordins étaient, au début du XVIII^e siècle, « laboureurs et vignerons », au moment de la Révolution, beaucoup étaient marins et débardeurs. Le vieux bourg s'était développé grâce à son port et à ses verreries²⁰.

Lyon se sentait toujours menacé par une capture de trafic à Vienne ou à Givors. Aussi, en cette période de création de canaux, les Lyonnais cherchèrent-ils d'autres solutions. Le canal du Centre, par Digoïn et Chalon-sur-Saône, tendait lui aussi à unir la Loire et le Rhône, mais par l'intermédiaire de la Saône, en laissant à Lyon son rôle d'entrepôt, de transbordement lié à la solution de continuité. On songea à réunir la Saône à la Loire par un canal à écluses qui aurait suivi les vallées de l'Azergues et du Rheins. Les difficultés techniques que présentait la traversée du haut Beaujolais, l'absence de navigation montante sur la Loire jusqu'à Roanne, firent renoncer à cette idée²¹.

La navigation demeurait très active sur le Rhône, à Lyon, à la fin du XVIII^e siècle. Des services réguliers fonctionnaient : grandes diligences d'eau entre le quai Saint-Antoine et Avignon, coches d'eau avec une « chambre » pour les voyageurs et une autre pour les marchandises. Il fallait alors, pour relier Lyon au Comtat-Venaissin, deux à quatre jours à la descente et dix à quatorze à la remontée. Ce service s'accomplissait six fois par semaine en été, quatre fois en hiver. En outre, des « barquettes » gagnaient Vienne, chaque jour. La navigation, dans cette direction méridienne, faisait de Lyon la porte du monde méditerranéen. Le Rhône supérieur acheminait des produits de la Savoie, du Bugey, du Dauphiné, qu'il s'agisse de pommes ou de matériaux de construction comme le choin de Villebois. Le port Saint-Clair servait de garage pour le combustible, celui des Jésuites pour les bois de toutes sortes, celui des Cordeliers pour les pierres de taille; quant au port de l'Hôpital, il servait surtout d'abreuvoir ! Le fleuve était sillonné de nombreuses péniches et, sur sa rive droite, étaient arrimés d'innombrables moulins, teintureries, fabriques de boutons²²...

Sur la Saône, un trafic intense se manifestait en relation avec la Bourgogne et surtout l'Alsace. Cette activité se prolongeait jusqu'au cœur de la ville. Les ports de Neuville et de Serin étaient encombrés d'embarcations : coches d'eau pour les voyageurs et les marchandises entre

¹⁹ A. N., F¹⁴ 659, F²⁰ 206, canal de Givors.

²⁰ E. ABEILLE, *Hist. de Givors* (Lyon, Brun, 1912, in-8°, 335 p.), p. 173-183.

²¹ BRISSON, *Mémoires sur le Beaujolais*, 1770, p. 80.

²² J.-J. de BOISSIEU, *Vue du quai de la Saône à Lyon*, 1774; *Vue de Lyon prise du quai Saint-Antoine*, 1785 (F. C.).

Lyon et Chalon, gros « chênards » à la proue relevée qui descendaient le grain ou les poteries de Bourgogne, « sapines » plus effilées qui amenaient le calcaire de Couzon et de Tournus, les denrées de Bresse et les vins du Beaujolais.

Lyon n'est pas uniquement une confluence fluviale, c'est aussi un point privilégié au contact de régions variées ayant intérêt à échanger leurs produits. Au regard des distances — qui comptaient au XVIII^e siècle —, Lyon se trouve dans des conditions sensiblement égales pour communiquer avec le plateau suisse, les bourgs de la vallée moyenne du Rhin, les plaines champenoises, le bassin aquitain, les rivages de la Méditerranée, la plaine du Pô...

La convergence est naturellement indiquée vers ce site prédestiné : des plateaux et des môles montagneux canalisent les accès. Lyon est au point d'aboutissement des routes venant d'Italie par les cols alpins, de Suisse par les défilés du Jura méridional, de Paris par le Bourbonnais et le col des Sauvages, de Bourgogne par la Saône, du Languedoc par le Rhône... Une des origines de la fortune de Lyon, en tant que place commerciale, est la facilité qu'il offre pour les relations transversales. Le sillon rhodanien, à cette hauteur, bénéficie du morcellement de l'escarpe orientale du Massif Central et de la présence d'une série de limagnes; Lyon demeure ainsi à portée du Bourbonnais, de l'Auvergne, du Velay et l'intendance de Lyon s'ouvrira de façon significative à la fois sur les bassins de la Loire et du Rhône.

Ces avantages exigèrent une mise en valeur. Les nombreuses routes, qui firent de Lyon le « milliaire sacré », demandaient un entretien incessant, assuré sous Louis XVI par le système de la corvée. Organisé dans la généralité de Lyon au milieu du XVIII^e siècle par les intendants Rossignol et la Michodière, il rencontra de fréquentes résistances. L'ingénieur en chef se heurta à l'inertie et à la mauvaise volonté. Il avouait en 1781 : « Tous nos chemins et principalement nos deux grandes routes de Paris sont dans un état déplorable... Les corvées n'annoncent pas plus d'activité que les années précédentes. » En 1783, les habitants de Condrieu, Amplepuis, Sainte-Colombe se dérobent pour ne point travailler sur la route du Languedoc. Milady Craven, la margravine d'Anspach, arrivant à Lyon par le Bourbonnais et Roanne, se plaignait : « Les chemins, dans plusieurs endroits, sont si mauvais et les passages si étroits que le vernis de ma berline en a souffert et mes conducteurs... se sont égarés plusieurs fois ²³. » L'intendant Flesselles notait, dès 1776, la préférence marquée par les communautés pour la contribution en argent, autorisée par l'édit de Turgot. L'intendant Terray finit par amener la plupart des paroisses à l'adjudication, et les arrêts du Conseil de 1786 et 1787, substituant une taxe aux prestations de travail, consacrèrent l'état de fait existant dans la région ²⁴.

L'ingénieur Lallié était un homme de métier formé à l'école de Trudaine; ses capacités professionnelles et son intelligente activité parvinrent à surmonter les difficultés. Son influence fut considérable dans le Lyonnais où il resta en fonctions de 1760 à 1787. Dans un rapport présenté à l'Assemblée provinciale en 1787, il démontra que sans les voies de communication, l'abondance devient un fléau. Grâce à elles, les

²³ Voyage de Milady Craven... en 1786 (*R. D. L.*, 1921, p. 573-574).

²⁴ L. CHATELARD, La corvée royale dans le Lyonnais (*R. H. L.*, VII, 1908, p. 161-185).

richesses en cuivre, en vin, en charbon, devenu indispensable par suite de la rareté du bois, seront réparties. Lyon sera « l'entrepôt presque nécessaire des marchandises du Nord et du Midi de la France et, tandis que les brillantes manufactures de cette ville rendront l'Europe entière tributaire du goût et de la perfection de ses ouvrages, nos campagnes se trouveront associées » à ses profits²⁵. Avec le petit nombre de corvoyeurs dont il disposait, Lallié améliora les deux grandes routes de Paris, surtout celle du Bourbonnais, la plus fréquentée, célèbre par sa traversée de la montagne de Tarare. Aux Sauvages passaient la toile et la soie, aux Echarmeaux le vin. Cet itinéraire souffrait d'un manque d'entretien au moment où, le marché lyonnais se resserrant, les Beaujolais cherchaient à écouler leurs crus vers Paris. Les manufacturiers de Villefranche désiraient l'établissement d'un bon chemin par Thizy, ouvert même en hiver. Celui de Bourgogne était moins réputé : on craignait le brigandage en côtoyant la Dombes; par contre, il comptait la plus belle lieue de France, disait-on, aménagée en 1751 de Villefranche à Anse. Des tronçons furent refaits ou rectifiés dans d'autres directions : de Lyon à Roanne par Saint-Symphorien-de-Lay, de Roanne à Saint-Etienne par Saint-Galmier, de Lyon à Feurs par les Halles en 1780, de Lyon à Montbrison par Montrond en 1786. Après ces travaux, Lyon disposait de deux grandes routes : Paris-Moulins-Roanne-Lyon et Paris-Mâcon-Lyon-Chambéry; cinq de deuxième classe atteignaient Genève, Beaujeu, Saint-Etienne, Montbrison, Bordeaux²⁶. Sur ces chaussées, la vitesse commerciale ne dépassait guère huit kilomètres à l'heure, mais, s'il le fallait, on pouvait parcourir la distance de Lyon à Paris en cinq jours. Quand Lallié quitta le service, plus de la moitié du réseau se trouvait encore en mauvais état ou n'était même pas ébauché. La corvée n'avait rien fait pour les voies de grande communication, toujours impraticables. Les chemins de traverse n'existaient pour ainsi dire pas et Lallié se refusa toujours à y employer les corvoyeurs. Souvent éloignées de plusieurs lieues des grands chemins, les paroisses se sentaient isolées. Les habitants devaient transporter leurs denrées à dos d'âne, à travers des fondrières. Aussi, dans leurs cahiers, les paysans réclamèrent-ils la création « d'accès aux bourgs », puisque seules les routes royales construites au prix de tant d'efforts et souvent sur le sol de leurs propres champs étaient utilisables²⁷.

À la fin du XVIII^e siècle, à la notion de province du Lyonnais, commence à se substituer celle de région lyonnaise. Elle résulte d'une sorte de conquête rayonnante sur les marges voisines. Aucune délimitation nette, aucun cadre géographique véritable. Il s'agit d'une rivalité d'influence ou d'une connexion d'intérêts entre la métropole lyonnaise, d'une part, et les autres centres comme Grenoble, Saint-Etienne, Dijon... Des contacts s'établissent, des jalousies naissent, des ruptures se produisent entre Lyon et l'Alsace, Lyon et le Midi, Lyon et l'Italie. Il s'agit de l'impérialisme économique, social et intellectuel d'une société et non d'une circonscription précise.

²⁵ A. D. R., C 791, Premier rapport du bureau des travaux publ., fait à l'Ass. Prov., 16 nov. 1787.

²⁶ G. GUIGUE, *P.-V. de l'Ass. provinciale*, 21 déc. 1787, p. 40; 2 mai 1788, p. 65; 15 mai, p. 69.

²⁷ A. D. R., C 70, Etat général des routes, publié en 1786.

2. LA CITE

Susceptible d'attirer gens et marchandises par sa position et son économie, Lyon bénéficie d'un site qui rappelle, selon Edouard Aynard, celui d'Edimbourg. « Grandiose, aux lignes nobles, d'une vigueur un peu âpre », il a fait naître une ville puissante « dans la monotonie de ses maisons hautes et raides percées de fenêtres toutes pareilles entre elles, mais où l'on voudrait plus de séduction dans la couleur et plus de grâce, d'aisance ou de fantaisie dans le détail de la construction »²⁸.

Il offre des éléments favorables : le bastion avancé du Plateau lyonnais présente un remarquable emplacement pour un oppidum; le goulet de Pierre-Scize permettait le contrôle de la circulation, les berges facilitaient l'aménagement des ports. Mais que d'obstacles à côté de ces virtualités séduisantes : des rochers encombraient le lit de la Saône et la pierrière de Terraille barrait celui du Rhône; large et fougueux, le fleuve, au lit capricieux et aux terribles crues, formait une barrière redoutable à l'est; la confluence, avec ses zones amphibies, gêna longtemps les communications. Entre les différentes parties de la ville, de rudes dénivellations ralentissaient la circulation : peu de sites urbains se dédoublent sur deux plans dont l'altitude respective diffère d'une centaine de mètres. Par surcroît, les sols mouvants dans les quartiers bas, les dépôts glaciaires qui enrobent les collines ne constituent pas une assise résistante.

Laborieusement, au rythme de l'essor économique et des poussées démographiques, la ville s'est créée. Au milieu du XVIII^e siècle, ses habitants s'entassaient dans les vieux quartiers de la rive droite de la Saône et entre les deux fleuves, dans un secteur circonscrit par la butte de Fourvière, le plateau de la Croix-Rousse, les remparts d'Ainay et le Rhône. Les couvents du Moyen Age, comme celui des Jacobins, ceux de création plus récente, comme celui des Chartreux, occupaient avec leurs dépendances d'immenses espaces, représentant les trois quarts de la ville. Or, la diffusion de la soierie attirait une main-d'œuvre nouvelle. La densité urbaine s'accrut : les calculs approximatifs de Messance fixent la population de Lyon à 115 800 habitants et à quatre le nombre de familles vivant sous chaque toit²⁹. L'avocat Alléon-Dulac en signale l'extrême mobilité liée aux fluctuations de la Fabrique et l'estime à 120 000 habitants³⁰. Etudiant le problème des cimetières en 1776, l'abbé Lacroix dépouilla les registres de catholicité de 1750 à 1775; en cette période, le total annuel des baptêmes passe de 4 800 à 5 800 et celui des décès de 3 400 à 3 600³¹. Utilisant ces données, l'abbé de Véri situe la population de l'agglomération entre 150 000 (32 fois la moyenne des décès) et 170 000 (34 fois celle des naissances)³². Un ancien procureur pense que le maximum de 200 000 âmes fut atteint en 1750³³.

²⁸ M. ZIMMERMANN, in A. Kleinclausz, *Lyon et la région*, 1913, p. 149-150.

²⁹ A. MESSANCE, *Recherches sur la population*, 1766, p. 39-58.

³⁰ A. DULAC, *Mémoires...*, 1765, I, p. 3.

³¹ A. de LACROIX, *Etat des baptêmes, des mariages et des mortuaires de la ville et des faubourgs de Lyon* (Lyon, Delaroche, 1776, in-4°).

³² J. de WITTE, *Journal de l'abbé de Véri*, 1928, I, p. 428-429.

³³ *Courrier de Lyon*, 3 nov. 1789.

Comme les marchands et les banquiers cherchaient à embellir leur résidence, à la fois pour investir des capitaux et se procurer un confort apprécié, plusieurs architectes rénoverent le visage de la cité. Parmi eux, Jacques Soufflot prend figure de maître. D'origine bourguignonne, il avait été l'élève du Savoyard Jean Delamonce, un fervent de l'italianisme. Il fréquenta les salons, coudoya les encyclopédistes et fut lié à la famille genevoise de François Tronchin. Identifiant le beau au vrai, il réagit contre les frivolités du rococo et conseilla d'observer la nature à l'aide de la raison. Pendant ses deux séjours en Italie, il étudia les monuments de Rome, les palais que Palladio avait élevés à Vicence, les temples doriques de Paestum. Les deux mémoires qu'il adressa à l'Académie en 1744 et 1778 fortifièrent l'enthousiasme lyonnais pour celle que Winckelmann appelait « la grande école de l'univers ». Tandis que le fils de Delamonce, Ferdinand, fut un protagoniste du style décoratif, Soufflot cherche à concilier le baroque italien avec la rigueur antique. Il admire « cette sage et riche simplicité, ces proportions si estimées auxquelles les bâtiments étaient autrefois redevables de leur beauté » ; le beau n'est que la saillie de l'utile, et il réside dans le juste rapport des détails et de l'ensemble ³⁴.

À Lyon, il dirigea les travaux ou dessina les plans de l'Hôtel-Dieu, de la Loge du Change, du théâtre, de plusieurs hôtels particuliers. Il reçut le titre de « contrôleur général des bâtiments et embellissements publics ». Installé à Paris, en 1755, il se vit encore demander, par les Lyonnais, des directives pour recevoir Sa Majesté, pour rectifier le cours du Rhône de Saint-Clair à Ainay, « pour établir un ordre convenable en cas d'incendie... ». Il exerça une influence durable sur l'urbanisme lyonnais. Après son départ, les monuments qu'il avait entrepris furent achevés selon ses esquisses par ses disciples : Julien Thénadey, Melchior Munet, Jean-Baptiste Rondelet qui relaya son maître à Paris, Toussaint-Noël Loyer, un Rouennais qu'il avait appelé à Lyon dès 1747 et qui s'y fixa définitivement. Loyer construisit le dôme de l'Hôtel-Dieu, la maison des Génovéfains, l'Hôtel Villars-Dervieu, « l'une des plus parfaites habitations de Lyon » ³⁵.

Les architectes lyonnais participèrent à une précoce réaction anti-quisante, réagissant contre le maniérisme ; ils réalisèrent des édifices au style sévère et à l'exécution large. Lyon devint ainsi un des premiers centres français du style Louis XVI en architecture et, en raison de la personnalité de Soufflot, l'école lyonnaise évolua beaucoup plus vite dans ce domaine que dans celui de la soierie. Le père et le fils Roche édifiaient la Loge du Change, sur les plans de Soufflot, au moment où Jean Pillement dessinait ses chinoiseries. Ces architectes travaillèrent surtout avant l'avènement de Louis XVI à aérer et orner de monuments publics les vieux quartiers. Après 1774, quand la crise économique survint, leur activité se réduisit. L'urbanisme parut un luxe gaspilleur et la cadence des transformations ralentit. Aussi leur œuvre donne-t-elle l'impression d'inachèvement. Lyon devint une juxtaposition de quartiers à la physionomie propre, séparés par les fleuves et les pentes, menant une existence souvent particulariste.

³⁴ J. SOUFFLOT, *Dans l'art de l'architecture, le goût est-il préférable à la science des règles... ?* 1744 ; *De l'identité du goût et des règles dans l'exercice de l'architecture*, 1778. — J. B. MONDAIN-MONVAL, *Soufflot*, 1918, p. 77, 96.

³⁵ A. M. L., BB 313, 321, 327, 341.

La rive droite de la Saône ne changea guère. Les vignes couvraient la majeure partie du coteau de Fourvière. Certains biens ecclésiastiques, comme ceux de l'abbaye de Saint-Just, étaient considérables. Les foules de pèlerins croissant, Delamonce conçut les plans d'une importante église qui devait remplacer la chapelle. Bien que répondant à des besoins impérieux, ils ne furent pas réalisés. Saint-Jean, Saint-Paul, Saint-Georges s'immobilisèrent. Au moment de la Révolution, Bugniet et Thibière avaient uniquement amorcé la reconstruction de la prison dite de Roanne. Le plus grave était la rupture entre cette marge occidentale de l'agglomération et le centre d'activité. Le pont Saint-Jean s'effondra en 1779. Le Consulat décida de construire des culées et des piles en maçonnerie et de créer une ligne de soutènement pour établir des quais sur la rive droite. La première pierre d'un nouveau pont fut posée en 1788, Léon Roux et Pierre Bugniet commencèrent les travaux en dépit de la gêne des finances municipales, mais le manque d'argent suspendit l'exécution ³⁶.

Sous Louis XV encore, la Saône représentait l'axe de l'agglomération. Cependant la zone d'activité commerciale tendait à se déplacer vers l'est et à se localiser entre les deux fleuves. Là s'accumulaient les habitants, et l'extrême opulence côtoyait l'extrême misère. A elle seule, la paroisse Saint-Nizier, surpeuplée, comptait 60 000 âmes. L'église Notre-Dame de la Platière, les Carmes, Saint-Pierre, les Augustins, la Déserte... possédaient d'immenses étendues avec leurs cloîtres et leurs jardins. Inégalité et contraste au cœur de la cité, où s'abritait l'élément vital de Lyon. La bourgeoisie y résidait. Les principaux fabricants habitaient, en 1786, quai de Retz, rue Lafont, rue Sainte-Catherine... ³⁷. La confrérie des maîtres ouvriers en soie plaça son siège aux Cordeliers; les teinturiers, tireurs et écheurs d'or avaient leur chapelle aux Jacobins; l'imprimerie et la librairie se concentraient rue Mercière. « Le démon des Terreaux, écrit un Lyonnais, lutine depuis quelques années la plupart des négociants; ils s'y logent à des prix fous ³⁸. » Réclamant pour ses séances la Loge du Change, l'Assemblée provinciale fit valoir que le commerce s'était « porté en entier aux Terreaux et sur le quai Saint-Clair »; les affaires se traitaient dans les cafés et la place était un élégant lieu de promenade, avec « une infinité de petites boutiques très propres et très bien éclairées » ³⁹.

Des marchands enrichis acquirent des masures autour des places des Jacobins et des Cordeliers où ils édifièrent des hôtels cossus. Le Consulat négocia avec les couvents pour obtenir les terrains nécessaires aux travaux d'alignement et d'élargissement, dont le détail remplit les registres de délibérations municipales. De leur côté, les religieux modernisèrent souvent leurs demeures médiévales. L'opération la plus importante fut l'aménagement du tènement des Célestins; les seize Pères qui vivaient dans le couvent refusèrent de rétablir une austère conventualité, et un bref pontifical les sécularisa en 1778. L'archevêque réunit leurs biens à ceux de son diocèse, mais le roi de Sardaigne revendiqua la donation de son ancêtre. Ayant gagné son procès, Victor-Amédée vendit les

³⁶ *Journal de Lyon*, 12 janv. 1785, p. 10. — A. GUILLON, *Tableau hist. de Lyon en 1789* (Lyon, 1792), p. 90.

³⁷ *Almanach de Lyon...* 1761 (Lyon, Delaroche, xxxii - 208 p.), p. 117-120.

³⁸ L. VALLAS, *Un siècle de théâtre*, 1932, p. 291.

³⁹ G. GUIGUE, *P. V. des séances de l'Ass. Prov.*, 1898, Introd.

immeubles à André Devouge en 1785, qui décida d'y percer des rues, d'y aménager des habitations, d'y ouvrir un théâtre ⁴⁰.

L'élément populaire se dispersait à la recherche de la lumière indispensable au tissage. Les ouvriers en soie manifestaient une prédilection pour les versants où s'étagaient leurs ateliers, hauts de plafonds. En 1788, la Grande Côte, le secteur le plus dense, comptait plus de 700 ateliers; suivaient dans l'ordre décroissant Saint-Vincent, Port Saint-Paul, Saint-Georges, Pierre-Scize, le Gourguillon, Porte-Froc, Juiverie, Bon-Rencontre, la place du Change, enfin Bellecour avec deux cents ateliers. Les pentes de la rive droite de la Saône et celles de la Croix-Rousse abritaient donc le monde ouvrier. Les maîtres dédaignaient les faubourgs comme la Guillotière, la Quarantaine, Saint-Just... « La ville passe pour belle; cependant je puis assurer qu'une partie en est vraiment affreuse, que les maisons sont entassées ensemble, chaque étage s'avance en s'élevant sur l'autre et les rues sont aussi étroites, aussi sales que celles de Paris ⁴¹. »

Malgré ses difficultés financières, le Consulat améliora les conditions de vie. Après avoir fait lancer des ponts, aménager des quais et des ports, il entreprit des travaux de voirie. Jean-François Grand et son fils les dirigèrent ⁴². Sollicitant la compétence des sociétés savantes, du corps médical, il favorisa le ravitaillement en eau. Il condamna les puits et multiplia les pompes « à grand balancier, dont la chanson grinçante n'était pas toujours agréable aux occupants des maisons voisines ». A la veille de la Révolution, « il y avait à Lyon trente pompes que venaient compléter vingt-cinq fontaines d'eau de sources ». On avait tenté des expériences pour élever l'eau du Rhône avec une roue hydraulique actionnée par le courant du fleuve. Cette eau devait alimenter les fontaines et le surplus pouvait être vendu aux particuliers. « Il faut être fou pour payer ce qu'on peut avoir pour rien », commenta une vieille servante ⁴³. Les mêmes soucis d'hygiène conduisirent au contrôle des cimetières. La tâche fut confiée à des architectes : Charles Roche, Cyr Decrénice, et à des médecins : Michel Carret, Barthélemy Collomb ⁴⁴. Petetin, Willermoz et Rast de Maupas envisagèrent d'établir un cimetière hors de l'agglomération. L'abbé Lacroix rappela que Louis XVI avait décidé d'éloigner les tombes des enceintes urbaines. La Guillotière peut convenir à cet usage : le terrain est suffisant pour une ville qui compte 4 000 décès annuels, et la rose des vents, dressée depuis 1765, prouve que les émanations ne risqueront pas d'être ramenées vers l'ouest. Petetin estimait que les Brotteaux conviendraient aussi à l'établissement

⁴⁰ Prospectus d'une Soc. pour l'établissement d'un jardin entouré de maisons à façade uniforme et à galeries couvertes, à l'instar du Palais-Royal (Lyon, 1789, in-4°, 11 p.).

⁴¹ Voyage de Milady CRAVEN..., Lettre du 18 juil. 1785, p. 21. — Extracts of the Journal and correspondance of miss Berry from the year 1783.. (London, Lewis, 1865, I, p. 146). — E. LEROUX, Les agrandissements de Lyon à la fin du XVIII^e s. (R. H. L., 1910, p. 81-102), p. 85.

⁴² *Journal de Lyon*, 24 déc. 1788. — E. VIAL, Les voyers de la ville de Lyon (R. H. L., 1911, p. 180-197).

⁴³ Ch. GUILLEMAIN, *Hist. des eaux publ. de Lyon du XVI^e s. à nos jours* (Lyon, Provincia, 1934, IV - 122 p.), p. 29. — E. LEROUX, Les cahiers d'E. Benoît..., 30 janv. 1785 (R. D. L., 1932, p. 78).

⁴⁴ A. D. R., B 6 1777-1778. Cimetières... Etat des inhumations.

de la nécropole⁴⁵. Rien ne se fit avant l'Empire. Enfin, le Consulat accéda à la requête de Jean-Baptiste Desgranges, membre du Collège royal de chirurgie, qui réclamait en faveur du repos nocturne, indispensable dans une ville de manufactures, la suppression de la coutume selon laquelle des réveille-matins se promenaient chaque nuit invitant, par leurs cantiques, les fidèles à prier pour leurs morts⁴⁶ !

À la veille de la Révolution, deux nouvelles zones de résidence apparaissaient aux extrémités de l'agglomération. Au nord-est, l'idée de créer le quartier Saint-Clair offrit l'avantage d'amorcer une route le long du Rhône en direction de la Bresse et de l'Alsace, destinée à remplacer celles qui escaladaient le coteau de la Croix-Rousse. Soutenue par l'administration consulaire, elle fut combattue par l'avocat du roi Jean-François Tolozan, frère du prévôt des marchands. Il estimait que la construction de nouveaux immeubles gênerait la vue qu'il avait de l'hôtel bâti pour son père en 1746. Elle était aussi repoussée par l'abbesse du monastère de Saint-Pierre qui prétendait avoir des droits sur les terrains bordant le Rhône que le Consulat avait concédés.

Grâce à l'habileté de Soufflot et à la faveur dont il jouissait à la Cour, la Compagnie du Port Saint-Clair put néanmoins entreprendre ses travaux. Un méandre du Rhône rongea la terrasse des Feuillants. Après avoir rectifié le cours et exhaussé le lit, Antoine Rater, selon les directives de Soufflot, ouvrit en 1772 un cours au-delà du bastion, après entente avec les Bénédictines. Il devint bientôt l'un des plus animés de la ville. On spécula sur les terrains à bâtir, on éleva des immeubles, en style Louis XVI, comme celui de l'architecte Melchior Munet, énorme masse aux deux cents fenêtres, flanqués de grands pilastres corinthiens. Les soyeux se logèrent en grand nombre dans ces bâtisses élégantes, à proximité de leurs affaires, de la mairie, du théâtre, des cafés. L'église Saint-Polycarpe, commencée au xviii^e siècle, reçut alors sa façade, œuvre de Loyer. De belle apparence : grande porte décorée de guirlandes, fronton et entablement bien détaché, elle affirme la persistance à Lyon du style classique sous la direction d'un épigone de Soufflot.

Sur les bords de la Saône, le quartier Saint-Vincent se développa symétriquement. L'architecte Léon Roux acheva, en 1789, l'église des Augustins, et d'autres élèves de Soufflot couvrirent le pied de la colline de maisons monumentales. Ainsi, Lyon dut son nouveau visage, austère mais grandiose, à un fervent du néo-palladianisme.

La Croix-Rousse prit un caractère de plus en plus commerçant à mesure qu'elle se sépara du Franc-Lyonnais pour se rattacher à l'agglomération. Trois voies nouvelles la traversaient en direction de la Dombes. De vastes ténements, appartenant pour la plupart aux congrégations religieuses, occupaient le plateau, aéré et verdoyant, d'où l'on jouissait d'un beau point de vue et où les citadins venaient se récréer avec leurs familles les dimanches et jours de fête.

Au sud, on reprit un ancien plan qui consistait à poursuivre la conquête sur les eaux, entreprise par les moines dès le Moyen Âge, pour allonger la presqu'île. La partie méridionale de la ville se valorisait.

⁴⁵ A. LACROIX, *Réflexions sur les sépultures de la ville de Lyon* (Lyon, Delaroche, 1776, 15 p.). — J. PETETIN, *Observations sur l'établissement d'un cimetière* (Lyon, Delaroche, 1776, in-8°, 18 p.). — R. de MAUPAS, *Réflexions d'un fossoyeur et d'un curé...* (Lyon, Sincérité, 1777, in-12, 41 p.).

⁴⁶ E. VIAL, *Les réveille-matins de Lyon* (R. H. L., 1903, p. 345-356).

Bellecour atteignait son apogée. C'était un des centres les plus raffinés. Il comptait de beaux hôtels du XVIII^e siècle : ceux de Lacroix-Laval, de Varey, de Parcieu..., avec leurs rampes d'escalier en ferronnerie et leurs murs recouverts de boiseries. Quelques-uns, trop importants, se morcelèrent — goût des demeures plus intimes ou signe de certaines gênes financières. Les héritiers du seigneur de Montriblond vendirent en deux parts la maison du Port du Roy, et l'un des acquéreurs, en 1784, fut un colon originaire de la région lyonnaise, Delhorme, dit de l'Isle, en raison d'un fructueux séjour à la Martinique, symbole des mutations sociales à la veille de la Révolution ⁴⁷. L'ensemble des façades, avec leurs balcons en fer forgé, soutenus par des consoles de pierre, excitait l'enthousiasme des Lyonnais aussi bien que des visiteurs. Guillon de Montléon, admirant les grands bâtiments, « dont l'accord est remarquable », voyait en Bellecour « une des plus belles places de l'Europe » ⁴⁸. Ainay, à la suite de la dispersion des chanoines, sous Louis XVI, se peuplait. L'abbatiale se loua et des voies orthogonales furent tracées. Les remparts, ombragés de tilleuls, étaient la promenade préférée des Lyonnais. De là, ils contemplaient l'île Mogniat, le faubourg de la Guillotière, la plaine du Dauphiné, la colline de Fourvière couronnée de sa chapelle. Loin du tumulte, ce quartier de loisir, paisible et luxueux, devint le faubourg Saint-Germain lyonnais. Il contrastait avec les rues commerçantes, étroites et sombres, où l'espace semblait avoir été chichement mesuré.

Au-delà de ce secteur aristocratique subsistaient plusieurs îles, des bras divaguant, des marécages. Divers plans d'assèchement avaient été envisagés. Celui de Michel-Antoine Perrache l'emporta. Ce sculpteur appartenait à une famille d'artistes lyonnais : formé à l'Ecole royale des Elèves privilégiés à Paris, membre des Académies de Rome et de Florence, il travailla beaucoup soit pour le Consulat, soit pour l'Aumône générale et fut, lui aussi, entraîné dans le cercle gravitant autour de Soufflot. A l'Académie de Lyon il montra une inlassable activité, s'intéressant aux questions artistiques aussi bien qu'aux problèmes de morale et d'éducation. Perrache n'innova point. Il reprit le dossier d'un savant lyonnais ingénieux, Guillaume Delorme, un architecte ami de Fontenelle, qui exposa dès 1740 la possibilité de repousser le confluent, d'utiliser la différence de niveau entre les fleuves, d'embellir l'île Mogniat et les jardins d'Ainay. Perrache s'inspira aussi de ce que Morand avait réalisé à Saint-Clair : une chaussée plantée de peupliers endigueraient le Rhône. Une étendue respectable serait ainsi gagnée. Les préoccupations utilitaires gouvernent ce projet, alors que des soucis esthétiques figurent dans les devis abandonnés. Perrache souligna les avantages présentés par les moulins, la navigation, le peuplement. Retouchées par Soufflot, ces vues spéculatives présidèrent à la création de la Compagnie des Associés aux travaux du Midi de Lyon ⁴⁹.

Une atmosphère de suspicion régna dès le commencement de l'entreprise. Sans Etats provinciaux, sans Parlement, sans Université, les

⁴⁷ G. TRICOU, *Les Maisons du Port du Roy et du Palais Royal à Lyon* (B. S. L. L., 1945, p. 20-82).

⁴⁸ A. GUILLON, *Lyon tel qu'il était...*, 1797, p. 12.

⁴⁹ Vue perspective de l'agrandissement de la partie méridionale de Lyon par A. PERRACHE, J.-B. LALLEMAND pinxit, A.-E. GAUTIER d'Agoty, sculpsit, 1776. — Recueil d'architecture de J.-G. SOUFFLOT (B. N. Estampes, HA 41).

Lyonnais avaient pris l'habitude de régler eux-mêmes les grands problèmes et de faire confiance à l'initiative privée. Les intérêts et les jalousies n'étaient jamais bridés. L'idée enthousiasma les uns, parut téméraire aux autres. Des débats publics sur la force du courant, qui devait faire tourner les moulins, s'élevèrent entre Perrache et Delorme. Le Consulat montra en cette occurrence une opposition hargneuse. Redoutait-il une dévalorisation des anciens terrains jusqu'alors si recherchés ? Il refusa de participer financièrement à la construction d'un chemin de halage. Très vite les dépenses dépassèrent les prévisions. Perrache commit des maladresses et les hautes eaux submergèrent le chantier ouvert en 1772 par l'ingénieur irlandais Richard Lowel Edgeworth ⁵⁰.

A la mort de Perrache, en 1779, sa sœur, une habile portraitiste, fit continuer les travaux en dépit de toutes sortes de difficultés. Le budget était obéré et il avait fallu emprunter aux Génois. Le pont de la Mulatière s'écroula en 1783; Lallié, constata diverses malfaçons que la crue d'hiver avait révélées. Ce fut le coup de grâce pour la malheureuse compagnie. Les critiques furent si violentes qu'on demanda que le Rhône, détourné et contenu dans son nouveau lit par un quai magnifique, reprît son ancien chenal ⁵¹ !

Le successeur de Marie-Anne Perrache, le comte de Laurencin, s'adressa au comte d'Artois, puis au roi selon le réflexe habituel des Lyonnais. Le remblayage se poursuivit avec des moyens rudimentaires. Les rigueurs de l'hiver 1788-1789 aggravèrent la situation : les fleuves gelèrent et la débâcle entraîna le matériel. Laurencin implora encore le monarque : « Nous sommes à vos genoux, Sire, et nous les baignons des larmes les plus pures de la reconnaissance et de l'amour... ⁵². » Le souverain se laissa fléchir et un accord favorable aux Lyonnais fut conclu... L'œuvre, qui se ressentait des fautes initiales, s'accomplissait à grande-peine. Le rattachement de l'île Mogniat, le déplacement du confluent, l'édification de la chaussée du Languedoc furent effectués, mais il restait à niveler, à construire...

« Dans les suites, note un curé dauphinois, en 1777, le faubourg sera le plus beau. J'ai vu des moulins qui commencent à aller et le pont que l'on a commencé. Ce quartier sera superbe. Le Rhône cependant fait toujours quelques détériorations ⁵³. » Par contre, Arthur Young insista sur l'intérêt que présente, pour une ville, une confluence : « Lyon aurait sans doute été mieux situé s'il avait été réellement à la jonction; il y a un espace inoccupé suffisant pour contenir une ville moitié aussi grande que Lyon lui-même... Ce remblai a coûté six millions et a ruiné les entrepreneurs ⁵⁴. » En 1791, le Directoire du département sollicita une

⁵⁰ *Memoirs of Richard Lowell Edgeworth, begun by himself and concluded by his daughter Maria Edgeworth* (London, 1820, 2 vol.), I, p. 265. — Analyse du projet présenté par le sieur PERRACHE (Lyon, Delaroche, 1770, in-4°, 12 p.). — Projet du dessèchement de la Méditerranée par un compagnon maçon (s. l. n. d., in-8°, 24 p.). — Lettres patentes qui autorisent l'entreprise de M. Perrache, 1771, in-4°, 22 p.

⁵¹ A. D. R., C 99, Ponts et chaussées, 1734-1790.

⁵² A. M. L., DD 275, Lettre au roi par le comte de Laurencin, député de MM. les associés aux travaux du midi de Lyon (in-8°, s.d.).

⁵³ J. Roux, *Journal d'un curé de campagne, 1768-1790* (R. H. L., X, 1911, p. 281-312), publ. par M. Riollet, p. 297.

⁵⁴ A. YOUNG, *Voyages en France*, 28 déc. 1789, I, 454.

aide de l'Assemblée Législative « pour détruire ce foyer meurtrier de miasmes putrides, ouvert par la téméraire entreprise de creuser un nouveau lit au fleuve impétueux qui baignait ces terrains »⁵⁵. Avec ses quelques rues, le quartier demeurait à l'état inorganique. Au-delà de la gare d'eau commençait la campagne, propice à la chasse et à la pêche, avec de petites fermes, des bois, des pâturages, des plantations de mûriers.

L'agglomération franchissait le Rhône, en amont. Roux confiait à son journal : « L'on parle du projet de bâtir dans les Broteaux. Il y a plusieurs belles maisons que j'ai vu faire. Je ne doute pas que, dans la suite, cet endroit ne devienne une portion de la ville. Aussi, Lyon sera un jour une ville superbe⁵⁶. » Le terme dérivé de *Brotelli Rhodani* désignait alors des terrains vagues, des champs cultivés sur le bord du fleuve, des bancs de sable entre des lûnes revêtus de vorgines et parsemés de saules. Là subsistaient des sortes de domaines féodaux, fiefs de la Part-Dieu ou des hospices, coupés de la ville par la vallée. Malgré la surcharge de la presqu'île, cette rive ne se peuplait pas : le passage du Rhône inspirait toujours quelque crainte, les Lyonnais étaient routiniers et le Consulat plus encore que les administrés. Tous craignaient de perdre les privilèges que conférait la résidence lyonnaise.

Jean-Antoine Morand rompit l'isolement des Broteaux. Ce Briançonnais, disciple de Servandoni et de Soufflot, était un de ces hommes supérieurs, à la fois peintre, architecte et ingénieur. Doué d'une originalité et d'un talent peu communs, il avait travaillé à l'Hôtel de Ville, à la Salle de spectacles, au quartier Saint-Clair où il avait réalisé avec Milanois une coquette fortune. Il présenta en 1764 aux recteurs de l'Hôtel-Dieu un projet d'agrandissement de la ville à l'est, aux Broteaux, dont la presque totalité appartenait à cet hospice et au chapitre. De tous les plans, celui-ci était le plus audacieux et le plus riche d'avenir. Pressentant l'importance de la rive gauche du Rhône, il ouvrait la plaine orientale à l'agglomération. Il prévoyait la construction d'un pont sur le Rhône à la hauteur des Terreaux, centre de la cité, et la création d'une ville neuve, aérée de places, d'allées en étoile, de quais spacieux et entourée d'un canal circulaire⁵⁷. Ce schéma, qui servit de base à presque toutes les transformations du XIX^e siècle, ne remporta pas de succès. Conflit entre le bien public et les intérêts privés, manque de clairvoyance du Consulat, tout se liguait contre lui. Les recteurs avaient engagé des dépenses considérables pour améliorer leurs possessions de la rive gauche. Ils avaient établi trois bacs à traile, planté des mûriers et créé des promenades ombragées. Ne croyant pas à l'avenir des Broteaux, méconnaissant la plus-value que prendraient leurs terrains, ils déclarèrent que Morand voulait diminuer avant tout la valeur et l'importance des quartiers situés dans la presqu'île. Certains factums le présentèrent comme un étranger avide. « Un particulier a formé le projet d'établir sa fortune sur les dépouilles des pauvres. Un projet impraticable dans son exécution, fatal dans ses suites, présenté avec chaleur, déguisé sous le manteau de l'intérêt public, en un mot l'établissement d'un pont de bois sur le fleuve le plus rapide de l'Europe, sur le

⁵⁵ M. WAHL, *Les premières années de la Révol...*, 1894, p. 439.

⁵⁶ J. ROUX, *Journal d'un curé...* (R. H. L., 1911, p. 297).

⁵⁷ J. MORAND, *Projet d'un plan général de la ville de Lyon et de son agrandissement en forme circulaire dans les terrains des Broteaux*, 1764, F.C.

Rhône, tel est l'objet auquel on cherche à sacrifier la vie de tant d'hommes ⁵⁸. » Morand, lui aussi, se tourna vers le roi et obtint « la concession d'un pont », qu'il acheva en 1774 avec le concours de Benoît de Gérando.

C'était l'essentiel. Le pont inauguré par Monsieur et ouvert à la circulation, un lotissement géométrique fut décidé par les Hospices, les comtes de Saint-Jean et le Consulat. Morand en 1780, Decrénice, le cadet, Jean-Marie Turrin examinèrent les possibilités d'avenir ⁵⁹. Cet afflux de propositions prouve l'intérêt porté à la nouvelle dépendance lyonnaise. Elle devint la promenade à la mode. Les Lyonnais étaient maintenant fiers de leur pont, surtout quand il résista à la débâcle de l'hiver 1789. Grâce à lui, la nature s'ouvrait aux portes de Lyon. Perrache venait de supprimer les remparts et les exhalaisons des marais détournaient les flâneurs. Aux Broteaux, les bourgeois parcouraient les allées, s'attablaient au nouveau café ouvert par le limonadier des Terreaux, appréciaient les plaisirs champêtres de la ferme de la Tête d'Or. Les uns s'y rendaient comme à un petit Trianon, véritablement rustique. Les autres allaient y goûter le retour à la nature prêché par Rousseau. Les petites gens accouraient se divertir aux spectacles forains qui foisonnaient et s'attardaient aux guinguettes sous les bosquets ⁶⁰.

Jusqu'alors c'était à la Guillotière qu'on cherchait ces réjouissances. A la fin du XVIII^e siècle, ce bourg, encore peu important, tête de pont et banlieue de clos, contribuait à l'approvisionnement de Lyon. Ce faubourg du Dauphiné, isolé par un lit majeur peu stable, allait profiter de l'extension de la ville vers l'est. Malheureusement, les travaux d'urbanisme ne furent pas poussés rapidement sous le règne de Louis XVI. Il semble qu'une certaine stérilité frappe l'architecture après les tentatives de Soufflot, Morand et Perrache.

Rien ne fut entrepris en direction de l'ouest. Barré par les collines, Vaise, entouré de murs, était animé par les deux voies se dirigeant vers Paris. Jacques de Flesselles avait fait édifier au carrefour une place circulaire décorée d'une pyramide, en l'honneur de Louis XVI. « Vaise n'est qu'une rue de passage, disait la municipalité, pour arriver à Lyon ou pour quitter cette grande cité. Il ne s'arrête dans le bourg que des voyageurs pauvres ⁶¹. »

Ainsi, Lyon se développait non sous l'influence bienfaisante d'un intendant soucieux d'harmonieuses perspectives, mais sous l'empire de la nécessité. De patients travaux lui donnaient, selon le jeu d'une curieuse symétrie, ses quartiers nouveaux : Saint-Clair et Saint-Vincent au pied du promontoire de la Croix-Rousse, Perrache, réplique agrandie de la création de Saint-Clair. La vue la plus ingénieuse intégrant une banlieue dans l'agglomération ne fut pas comprise par les notables. Mais, eu égard

⁵⁸ Requête au Roy par les administrateurs de l'Hôtel-Dieu (Paris, Knapen, 1772, in-4°, 50 p.).

⁵⁹ J. MORAND, Plan géométral de la distrib. de divers emplacements à vendre dans les terrains des Broteaux... propres à former des jardins, des manuf., des maisons d'agrément, 1780. — C. DECRENICE, Plan de distrib. des terrains des Broteaux... — J.-M. TURRIN, Plan d'une chaussée projetée dans l'isle chevaline, servant de promenade, et d'un canal propre à recevoir soixante-seize moulins ou usines, adaptés au plan de distrib. des Broteaux (F. C.).

⁶⁰ A. GUILLON, *Lyon tel qu'il était...*, 1807, p. 96.

⁶¹ J. CHARCOT, Souvenirs d'un nonagénaire, 1844 (R. D. L., 1921, p. 415-421).

aux techniques du XVIII^e siècle, ce site urbain avec ses deux collines, ses deux rivières, ses pentes raides et ses terrains marécageux, posait de redoutables problèmes. Il stimula l'ingéniosité et détourna du souci purement décoratif. Dans l'aménagement de son cadre, le Lyonnais visa avant tout l'utilité, en ce siècle du confort et de la logique. Les conditions économiques expliquent aussi cet inachèvement. Des capitaux ont pu s'investir sous Louis XV pour activer le déplacement du centre de gravité vers le Rhône. Les vastes entreprises exigent de la continuité dans l'apport des ressources et de la stabilité dans les vues. L'industrie de la soie, saisie par la régression économique, n'a pu offrir assez de crédits et assez de sécurité. Fallait-il multiplier l'habitat au moment où le chômage poussait les compagnons à s'exiler ? Vivant dans l'incertitude, les Lyonnais pouvaient-ils concevoir l'avenir lointain de leur ville ?

Cependant, les bourgades voisines se rénovaient. Souvent elles faisaient appel à des architectes lyonnais. Soufflot dessina les plans de l'évêché de Belley, Donat Cochet construisit le théâtre du comte de Montrevel à Mâcon et le château d'Hauteville, près de Vevey, pour le directeur des coches de Lyon, Philippe Cannac⁶². A Lagnieu, à Bourg, on ouvrait de larges routes; les nouvelles maisons attestaient la richesse de la bourgeoisie. Villefranche restait l'ornement du Beaujolais. C'était une ville spacieuse, somptueuse en ses édifices, ses maisons de pierre surmontées de belvédères⁶³. Les bourgeois lyonnais préféraient, semble-t-il, consacrer leurs réserves à leur résidence secondaire située dans la banlieue immédiate, dans de petites localités ou à la campagne. L'horizon urbain s'élargissait sur une banlieue saisonnière.

Pour échapper en été au pénible climat de la cité, les familles nobles et bourgeoises entretenaient, avec des soins constants, leur maison de plaisance. De plus en plus, ces demeures glissaient des mains des nobles besogneux à celles de la roture. Ce fut le cas des parcs avoisinant l'agglomération. La Rivette, à Cuire, œuvre de Soufflot, réalisée à son retour d'Italie, en style italien de castel, fut vendue en 1786 à un agent du duc de Modène, négociant à Lyon. A Saint-Rambert, le Fresne fut acheté, sous Louis XV, par le chirurgien Pouteau; la Mignonne, construite au XVIII^e siècle par François Tournachon, député du commerce de Lyon à Paris en 1785, fut cédée, cette année même, à Pierre Suchet, ancien recteur de l'Aumônerie générale et père du futur duc d'Albufera. La Sauvagère, une des gentilhommières les plus cossues, passa en 1774 à un négociant de Lyon, Joseph Steinmann, puis en 1781 au banquier Couderc... Les propriétés de la banlieue résidentielle du nord appartenaient presque toutes aux bourgeois. A Caluire, Gilibert, Neyrat, Frémenville, Mathon de la Cour possédaient leurs domaines⁶⁴. Quand le voyageur prussien Reichardt vint à l'île Barbe, il constata : « Tous nos amis lyonnais ont des maisons de campagne de ce côté; ils y passent leurs étés les uns auprès des autres comme leurs hivers en ville. Je ne sais rien d'aussi ravissant⁶⁵... »

La vie de ces Lyonnais s'écoulait dans un double cadre et la possession de ces havres de paix joua un rôle dans les relations mondaines, dans les relations intellectuelles détachées des contingences urbaines et

⁶² GRAND D'HAUTEVILLE, *Le château d'Hauteville*, s. d., p. 47.

⁶³ A. D. R., C 20, Mémoire pour les officiers munic. de Villefr., 1784.

⁶⁴ E. SALOMON, *Les châteaux hist. du Lyonnais*, 1938, p. 57, 73, 115, 121.

⁶⁵ J.-F. REICHARDT, *Un Prussien en France en 1792*, Lettre du 28 fév., p. 185.

des soucis quotidiens. Inversement, la présence de ces bourgeois éclairés provoqua une transformation dans la mentalité rurale. Si la crise viticole fut plus brève en Beaujolais que dans le reste de la France, c'est en partie grâce à la rénovation des méthodes qu'apportèrent les Lyonnais dans le dernier tiers du XVIII^e siècle. Achetant des domaines, ils introduisirent, dans leur gestion, des qualités d'ordre, d'économie et, libérés de toute routine, ils adoptèrent volontiers les techniques culturales que l'agronomie avait mises à la mode. Cette mutation sociale favorisa une reprise économique locale ⁶⁶.

A la veille de la Révolution, Lyon, en se développant, associait des éléments divers. Une séduction se dégageait de cet ensemble : François de la Rochefoucauld, le fils du grand maître de la garde-robe de Louis XVI, apprécia cette « très grosse ville située dans une petite plaine ». Il lui attribuait 200 000 habitants, de là l'exiguïté des rues et la hauteur des bâtisses. « Nulle part on ne voit dans une maison une économie de place comme à Lyon ». Mais le jeune noble proteste contre l'« infâme pavé de cailloux pointus qui coupent les pieds » ⁶⁷. Le poète lyrique allemand Matthisson, en 1790, visita les antiquités de Fourvière, la grotte de Rousseau, les rives de la Saône et se déclara impressionné par la grandeur et la majesté de Lyon, vu « dans la lumière magnifique et soudaine du jour levant » ⁶⁸. A son tour, Reichardt avoua en 1792 : « J'ai visité bien des villes en Italie, en France et en Allemagne. Eh bien, Lyon me paraît certainement la plus belle : ses quais, sa vaste place Louis-XIV, son vieil Hôtel de Ville et une foule de grands édifices donnent à la cité un aspect imposant; quant à sa situation, elle est incomparable ⁶⁹. »

3. CRISES ET CONTROVERSESES ECONOMIQUES

« Personne n'ignore que c'est principalement à la Fabrique que la ville de Lyon doit son agrandissement, sa splendeur, ses richesses et l'opulence qui la mettent au rang des premières villes commerçantes d'Europe »; mais cette « grande marchande des modes, dont le cœur semble battre dans un coffre-fort », frémit au moindre mouvement ⁷⁰.

Sous Louis XV, elle sembla retrouver l'activité qu'elle avait connue sous Henri II. Le nombre des métiers s'accrut : plus de 11 000 métiers battaient en 1777, 12 000 en moyenne jusqu'en 1784 et un état consulaire indique l'existence en 1788 de 15 000 métiers. Les quantités de soies travaillées progressèrent : en 1776, 1 146 000 livres de fibres étrangères et 800 000 livres de soies nationales entrèrent à Lyon qui en garda les deux tiers pour ses propres ateliers. La valeur de la production passa

⁶⁶ J. FAYARD, Les vins du Beaujolais au XVIII^e s. (*R. H. L.*, 1902, p. 275-289).

⁶⁷ F. de la ROCHEFOUCAULD, Voyage en France, 1781-1783 (*R. Q. H.*, juil. 1932, p. 77-82).

⁶⁸ Erinnerungen von Friedrich von Matthisson (Zurich, 1810-1816, 5 vol.), I, p. 36.

⁶⁹ J.-F. REICHARDT, *op. cit.*, Lettre du 15 fév. 1792, p. 144.

⁷⁰ Mémoires du comédien Bénard, dit Fleury, 1750-1822 (*R. D. L.*, 1836, III, p. 91).

de 46 millions de livres en 1752 à 60 millions en moyenne, par an, de 1770 à 1784. Les recensements du personnel dessinent la même courbe : en 1777, la visite générale dénombra plus de 25 000 marchands, ouvriers, compagnons; en 1786, le tableau dressé par Roland de la Platière s'élève à 26 500 personnes; l'inspection ordonnée par le Consulat en 1788 aboutit au chiffre de 28 600, auquel s'ajoutent près de 10 000 ourdisseuses, dévideuses, tordeuses ⁷¹. La Fabrique connut ainsi une reprise au XVIII^e siècle.

Pierre Bertholon l'expliquait selon des vues déterministes. Lyon lui paraît placé « pour être la ville la plus commerçante du monde »; il a suffi aux manufacturiers « d'imiter la Nature »; le talent des dessinateurs, l'ingéniosité des techniciens, la présence d'étrangers ont facilité le rayonnement de la soierie ⁷². Terret le redit en 1806 : grâce à sa situation, « à la douceur et à la beauté du climat », la Fabrique est devenue la première d'Europe; Revel, Lasalle, Douet, « l'un des meilleurs peintres de fleurs dont la France s'honore », assurèrent le renom des ateliers de Clavière, de Révéroni, de Vouty... C'est à cette époque que « doit être rapporté le plus haut période de sa prospérité » ⁷³.

Le dernier quart du siècle correspondit à une phase difficile. La décadence se précipita sous Louis XVI, provoquant de retentissantes faillites. Brissot, qui passa quelques jours à Lyon en 1782, prétend que les « banqueroutes étaient regardées comme un sûr moyen de faire fortune » ⁷⁴.

Extrêmement sensible aux influences du dehors, la Fabrique n'offrait ni l'élasticité, ni le ressort nécessaires pour surmonter les difficultés qui l'étreignaient périodiquement. Elle se trouvait d'abord dans la dépendance de la mode. Le règne de Louis XV avait été illustré de nombreuses fêtes où les robes amples et les habits brochés étaient de rigueur. La Cour de Louis XVI réagit contre ces habitudes; pour écouter Franklin et Rousseau, on affecta de mépriser le faste. Marie-Antoinette se prit de fantaisie pour les étoffes blanches, les toiles d'Angleterre, les linons et les batistes. On abandonna la robe à paniers pour la robe « à la Polonoise » ⁷⁵. La Fabrique protesta contre l'introduction des percales et des calicots; sans rivale pour les produits de valeur, elle lutta péniblement pour fournir des voiles à bas prix et des unis. Après l'habillement, l'ameublement fut atteint. Aux soieries, on préféra d'abord les velours et les damas de Gênes, puis les tapisseries des Flandres; enfin, les papiers peints, importés d'Angleterre, remplacèrent de plus en plus les somptueuses tentures ⁷⁶. Les *Cahiers* du Tiers Etat de Lyon imputent à cette évolution des goûts le marasme prérévolutionnaire et Terret, sous l'Empire il est vrai, considère l'anglomanie comme « le fléau destructeur de la prospérité de nos manufactures » ⁷⁷.

Travaillant beaucoup pour l'exportation, l'économie lyonnaise dépendait aussi de la richesse, de la législation et de la rivalité des nations

⁷¹ C. BEAULIEU, *Hist. du commerce*, 1838, p. 101.

⁷² P. BERTHOLON, *Du commerce et des manuf...*, 1787, p. 9, 18, 23, 51.

⁷³ TERRET, *Précis hist. sur la manuf...*, 1806, p. 6-13.

⁷⁴ J. BRISSOT, *Mémoires* (A. H. S. R., 1829, IX, p. 438).

⁷⁵ H. d'HENNEZEL, *La mode féminine au XVIII^e s.*, 1924, p. 9.

⁷⁶ *Réflexions sur l'état actuel du commerce de soierie* (F. C., s. d., in-4°, 7 p.).

⁷⁷ A. M. L., BB 366, Registre des délib. prises à l'Ass. des notables, *Cahiers du Tiers Etat de la sénéchaussée de Lyon*, 1789, p. 37.

étrangères. Celles-ci cherchaient à protéger leurs manufactures naissantes par des mesures protectionnistes : le Royaume-Uni interdit l'entrée des soieries françaises, les Provinces-Unies ne toléraient que les tissus fabriqués dans leur pays, la Saxe limita l'emploi des étoffes de luxe, la Prusse frappa de droits élevés l'importation des velours... Non seulement les débouchés se fermaient, mais la concurrence étrangère se développait. Elle bénéficiait de l'émigration lyonnaise : le déséquilibre chronique finissait par chasser les compagnons et leur départ aggravait le mal en favorisant la croissance des manufactures rivales. Les autorités intervenirent souvent pour empêcher cet exode : en 1774, la Communauté s'engagea à payer l'admission à la Charité d'un ménage pour éviter qu'il portât en Prusse ses talents de chineur; lors de l'émeute de 1786, le prévôt fit arrêter les ouvriers qui tentaient de gagner la Suisse. En 1789, les soyeux exprimaient cette doléance : « Les cours étrangères, profitant de la misère des maîtres-ouvriers de Lyon, les ont attirés par des appâts avantageux et ont établi des manufactures de soie qui cherchent à rivaliser avec celles de Lyon ⁷⁸. »

Le danger résidait dans le bon marché de leurs tissus : l'Italie produisait à plus bas prix que Lyon, l'Espagne pouvait vendre à un taux inférieur de 25 % à celui que pratiquait la Fabrique. Cette jeune industrie gardait une grande souplesse et se pliait à tous les caprices de la clientèle alors que la manufacture lyonnaise, fière de son passé, prétendait former le goût, le diriger et non le servir. Elle parvint à faire prévaloir jusqu'en France ses perles, ses satins des Indes, ses tissus du Levant; les indiennes s'infiltrèrent malgré toutes les interdictions. La Fabrique subissait aussi le contre-coup des événements internationaux; la guerre était, d'après Bertholon, « une des causes les plus nuisibles à la prospérité de Lyon », et l'Assemblée provinciale déclara en 1788 : « La foire de Leipzig est considérée comme le vrai thermomètre de nos manufactures ⁷⁹. »

Les conditions du travail de la soie à Lyon ne paraissent pas excellentes. Justin Godart souligne le caractère artificiel de cette implantation. Au XVIII^e siècle, les matières premières consistaient en soies piémontaises et françaises; or, sous ces climats, les « récoltes » étaient aléatoires. L'Espagne, qui fournissait autrefois la fibre pour la passementerie, interdit la sortie des cocons; l'Angleterre et la Hollande accaparèrent les grèges du Levant et de Chine qui parvenaient avec régularité, à des prix constants. A Lyon, les soies étaient grevées de droits à la frontière, puis à l'entrée de la ville, car la municipalité, endettée par les travaux d'urbanisme, avait augmenté les taxes ⁸⁰.

La Fabrique connut un tragique déclin et, à partir de 1774, les crises se multiplièrent et s'aggravèrent. La Chambre de Commerce attribua les difficultés de 1778 « au goût du consommateur qui, depuis plusieurs années, est borné à l'étoffe unie »; elle suggéra de « déterminer la Reine à faire usage des étoffes brochées, son exemple entraînerait celui de toutes les dames de la Cour »; ainsi, les fabriques sortiraient « de l'état

⁷⁸ Abbé JACQUET, *Mémoires sur les causes de la crise*, 22 déc. 1784 (A. A. L., vol. CX des mss).

⁷⁹ P. BERTHOLON, *Du commerce et des manuf...*, 1787, p. 67. — G. GUIGUE, *P. V. de l'Ass. prov.*, 28 fév. 1788, p. 55.

⁸⁰ E. PARISSET, *Hist. de la Fabr. lyonn.*, 1901, p. 211.

de langueur où elles se trouvent »⁸¹. C'était le recours habituel : en 1779, les maîtres gardes affirmèrent au roi que leur commerce était menacé d'une ruine prochaine si la Cour bannissait les brochés. En 1780, ils déclarèrent que le deuil provoqué par le décès de la reine de Hongrie allait réduire à la misère plus de 30 000 ouvriers. En 1782, le syndic de la Communauté présenta à Louis XVI ses *Considérations sur le luxe national des étoffes de Lyon* et le décida à consentir une commande; « sans un succès aussi heureux, il est certain que la Fabrique aurait encore essuyé une cessation considérable au sortir du deuil ». En 1784, un resserrement monétaire paralysa le trafic⁸²...

A l'Assemblée provinciale, un membre exposa en 1788 la gravité de la situation : « La disette des soies, au moins leur rareté, a été dans le principe la première cause de la cessation du travail »; la matière ayant renchéri, les ventes ralentirent; « les négociants qui font le commerce en gros ont, en général, abandonné les magasins qu'ils occupaient dans le rez-de-chaussée pour transporter leurs marchandises dans les étages supérieurs qu'ils habitent »⁸³. Surgirent alors les méfaits du temps : la Saône gela pendant cinquante jours, la débâcle provoqua l'écroulement du pont de Serin tandis que sur le Rhône les glaces entraînaient les moulins depuis Saint-Clair jusqu'à la Guillotière⁸⁴.

Ces conjonctures expliquent l'ampleur de la régression économique. Elle avait son origine dans la crise que subissaient les campagnes. Les rendements étaient faibles, les jachères et les landes étendues; on ignorait les prairies artificielles et les nouvelles techniques, on manquait de fumier. Plusieurs moissons furent médiocres : la grêle emporta le blé noir en 1771 et le prix des grains monta en Forez. Une épizootie affecta en 1781 Saint-Etienne, Saint-Chamond et Rive-de-Gier; en 1782 Boën et Bourg-Argental; en 1783 Roanne. Le foin fut recherché en 1785 à cause de l'enneigement et de la sécheresse prolongés, le froment et la pomme de terre pendant le rigoureux hiver de 1788⁸⁵.

Le plus lourd de répercussions fut l'écroulement du profit viticole. Les métayers beaujolais subirent, de 1778 à 1787, la surproduction, la sous-consommation, l'écroulement des prix; en 1781, l'humidité fit couler les raisins avant maturité; en 1784, la généralité connut une copieuse vendange, mais les vigneron ne parvinrent pas à vendre leurs disponibilités en raison de la détresse générale; le secrétaire des Etats du Mâconnais évoque « ces malheureux esclaves du travail, appelés vignerons, qui frémissent maintenant à l'aspect d'une abondante récolte »⁸⁶. L'effondrement des cours ruina la région. Si le Forez produisait des vins courants, ceux du Lyonnais, de Côte-Rôtie, de Sainte-Foy étaient appréciés. En Beaujolais, le vignoble représentait « la branche la plus

⁸¹ A. C. C., Missives de la Chambre, 1761-1780, p. 240 : lettre à l'Intendant, 6 mars 1778.

⁸² A. N., F¹² 1441, Mémoire des syndics, 1779; lettre du prévôt des marchands, 1780.

⁸³ G. GUIGUE, *P. V. de l'Ass. prov.*, 28 fév. 1788, p. 52; rapport de la Commission des vingtièmes, p. 339.

⁸⁴ Journal d'un curé de Vaise (*R. D. L.*, 1877, p. 447).

⁸⁵ A. D. R., C 104, Lettres des 26 fév., 2 et 5 mars 1771; C 133, Circulaire de Flesselles, 12 avril 1781; C 131, lettres du 20 juil., 2 et 28 août 1782.

⁸⁶ L. LEX, La culture de la vigne et le commerce des vins à Mâcon à la fin du XVIII^e s. (*Ann. Aca. Mâcon*, 1903, VIII, p. 218-234).

florissante du commerce » et les crus de Chénas, de Juliéas, de Fleurie se consommaient à Lyon; d'autres étaient exportés sur Paris et, à cet effet, les marchands les coupaient avec ceux du Languedoc⁸⁷. Ces commissionnaires, qui jouissaient d'un véritable monopole, recouraient à différents expédients pour duper le vigneron; pour se procurer son blé, celui-ci devait s'adresser aux négociants qui drainaient le froment de Bresse et de Bourgogne. Les collecteurs d'impôts, de connivence avec ces intermédiaires, forçaient le paysan à céder son vin à un prix dérisoire⁸⁸.

A la phase d'optimisme, succéda le malaise prérévolutionnaire. Il orienta les esprits vers les problèmes économiques et les détourna d'un humanisme désintéressé. Lisant volontiers les essais de Turgot, de Necker, de Mirabeau, les bourgeois en tirèrent le thème de leurs discours : pour la fête de la Saint-Thomas, l'avocat de la Balme analysa en 1758 « l'utilité des places d'entrepôts et de manufactures »; dans son oraison doctorale, Bergasse étudia en 1774 « les causes générales de l'industrie et du commerce, leur influence sur l'esprit et les mœurs des nations »; en 1784, Etienne Clavier, le futur helléniste, traita une fois de plus l'emprise du négoce sur les gouvernements⁸⁹. L'économie politique inspira divers mémoires au médecin Ennemond Aynard et au mestre de camp d'Albon⁹⁰. Le Consulat, à l'occasion du mariage du dauphin avec une archiduchesse en 1770, fonda des prix annuels ayant pour objet « le progrès des différentes branches du commerce et le plus de perfection dans l'emploi de la main-d'œuvre ». Louis XVI lui-même institua en 1777 un débat analogue⁹¹.

La physiocratie fut répandue par la Société d'Agriculture et ses animateurs, l'abbé Rozier et le navigateur Poivre⁹². L'écrivain Thomas, disciple de Gournay, loua les valeurs terriennes, la sage et pacifique Chine, l'œuvre de Henri IV et montra que le libéralisme assurerait la prospérité : « On ne parle que d'encourager les laboureurs, que de défricher des terres, mais tant que nos ports seront fermés, gardons-nous bien d'étendre cette culture⁹³. » Le receveur des tailles de Saint-Etienne prôna la libre exportation des denrées afin de stimuler la production⁹⁴. Même les fabricants empruntaient des arguments aux physiocrates pour défendre leurs manufactures : elles donnent « à l'étranger en échange de son argent le plus d'industrie possible avec le moins de valeur intrinsèque »; vendre des étoffes brochées en soie et en dorure, c'est exporter surtout du travail. Mais ils exposent aussi que les ateliers sont le moteur de l'agriculture, puisque « plus il y a de bouches à nourrir dans les villes, plus il faut cultiver de terrain dans les campagnes »⁹⁵.

⁸⁷ A. DULAC, *Mémoires...*, 1765, I, p. 76; II, p. 289, 304-309.

⁸⁸ BRISSON, *Mémoires sur le Beaujolais*, 1770, p. 103.

⁸⁹ G. TRICOU, *Orateurs de la St-Thomas*, 1929, p. 19. — L. de GAILLARD, *N. Bergasse*, 1893, p. 11-12.

⁹⁰ C. d'ALBON, *Eloge hist. de Fr. Quesnay; Lettre sur le commerce, les fabrications et les consommations des objets de luxe* (Paris, Didot, 1775, in-8°, 100 p.).

⁹¹ A. M. L., Instr. publi., délib. du 11 mai 1770, ordonnance du 28 nov. 1777 (Inv. Chappe, XX, p. 183, 395).

⁹² A. BOULLÉE, *Notice sur M. Poivre* (Lyon, Rossary, 1835, in-8°, 68 p.).

⁹³ A. THOMAS, *Eloge de Sully*, 1765, p. 78.

⁹⁴ A. MESSANGE, *Recherches...*, *réflexions sur la valeur du blé*, 1765, p. 283.

⁹⁵ Observations adressées au roi en 1789, in J. GODART, *L'ouvrier en soie*, p. 40.

Les fondements de la doctrine se reconnaissent dans les remarques que l'écrivain Pierre Lemontey présenta pour être insérées dans les cahiers de doléances. Il souhaitait voir la culture s'étendre : toute terre inculte est un délit contre la société, tout terrain en friches, sans causes, depuis cinq ans, sera confisqué et confié à un pauvre laborieux. Il faut priver de leurs droits « les habitants des campagnes, vils et paresseux, qui abandonnent la charrue pour les livrées de domestiques ». A propos de la rénovation agraire, Lemontey réagit contre la déforestation. En effet, en Dauphiné, elle avait été intense et les communaux autrefois « si beaux qu'un homme pouvait aisément s'y cacher » étaient détruits; « on y verrait courir un rat »⁹⁶. Il faut aussi empêcher que l'ouverture d'un canal détruise un système d'irrigation : « Il est dur de dessécher une province pour enrichir quelque capitaliste. » Pour encourager les seigneurs à séjourner dans leurs domaines et à faire progresser l'agronomie, il faut limiter la perception de leurs droits féodaux à la durée de leur séjour. Les prêtres doivent être initiés à la médecine et se tenir en liaison avec les sociétés d'agriculture. Les nourrices rurales devraient être rétribuées par des bureaux organisés dans les villes. Les haras sont à réformer et des vétérinaires doivent être gagés par les Etats provinciaux. Les traités commerciaux doivent favoriser l'exportation des grains et des vins... Evoquant la figure du roi Henri IV, Lemontey achève son exposé en célébrant la gloire de l'agriculture⁹⁷. A l'Académie de Lyon on avait la même pensée : sur sept mémoires présentés pour le prix, en 1777, six condamnent les étangs; selon les théories de Quesnay et Smith l'étang est une surface dérobée à l'agriculture.

Dans les cahiers de doléances, les vœux en faveur de l'agriculture ne manquent pas : à Corcelles, à Chiroubles, on se plaint de l'exode rural au point de proposer « la suppression de tous célibataires ou couvents de moines quelconques, au fur et à mesure des morts, parce qu'ils tendent à la dépopulation ». On demande aussi l'abolition des servitudes terriennes de toute nature, la réfection des chemins, la création d'un impôt territorial unique... Ces propos rappellent le programme physiocratique ou révèlent l'urgence de ces besoins pratiques. Mais l'accord n'a pu se réaliser au sujet des communaux : à Belleville, ils sont estimés « absolument inutiles aux habitants des campagnes » ; on suggère de les vendre puisque les citadins du bourg ne les utilisent pas. Au contraire, à Saint-Georges-de-Reneins, les mandataires devront s'opposer « au partage ou à la vente de tous les communaux », qui constituent ici un précieux pâturage commun⁹⁸.

La crise viticole du Beaujolais suscita un projet plus original. Les vigneronns étaient souvent victimes de commissionnaires, généralement d'origine mâconnaise, qui assuraient le transport à Paris et fixaient les cours. Les vigneronns ne parvenaient pas à échapper à leurs manœuvres spéculatives. Des notables lyonnais possédant des propriétés à Saint-Lager, les Brac de la Perrière, Bergiron, Mignot de Bussy... tentèrent de réaliser une sorte de coopérative rurale. Il s'agissait de se passer des courtiers « monopoleurs » ; un entrepreneur se chargerait de la vente du vin et de l'achat du blé. Seize paroisses du haut Beaujolais s'associe-

⁹⁶ Journal d'un curé de campagne, 1777 (R. H. L., 1911, p. 293).

⁹⁷ P. LEMONTEY, député de St-André-la-Côte, *Quelques demandes pour les campagnes* (s. l. n. d., 8 p.).

⁹⁸ Cl. FAURE, *Cahiers de doléances...*, 1939, p. 55, 43, 123.

raient dans ce but⁹⁹. Les magistrats de Lyon, Villefranche, Mâcon, possédant des vignobles, essayèrent à plusieurs reprises, de 1764 à 1770, de constituer ce groupement. Les résultats furent médiocres par suite d'une mauvaise gestion et des démarches des courtiers¹⁰⁰. L'amélioration des méthodes culturales et des voies de communication, l'achat de domaines par les bourgeois, l'essor des manufactures de coton à Villefranche, Tarare, Thizy modifièrent la situation du Beaujolais. Néanmoins, l'idée de coopération avait été lancée¹⁰¹.

Les techniques financières ne bénéficièrent pas d'une telle audace. Elles restaient fixées par le règlement de 1667 et les professionnels suivaient avec attention les fluctuations monétaires; le banquier Couderc consigne, en ses lettres, « l'abondance d'argent, l'arrivée des trésors à Cadix, l'extrême rareté de l'argent qui afflige la place de Paris »¹⁰². La question du prêt à intérêt fut examinée en 1763 par l'avocat Prost de Royer dans une lettre adressée à l'archevêque qui fit sensation. Il montrait la nécessité du crédit pour le négoce et repoussait le principe de la fixité des prescriptions religieuses : « Il n'est pas plus raisonnable d'avancer que ce prêt ne doit pas avoir lieu qu'il ne le serait de soutenir que l'usage du carrosse est condamnable aujourd'hui parce que, sous Henri II, les femmes de la Cour allaient en croupe derrière leur mari. » Il insiste sur la valeur sociale de ce dépôt d'argent : « Sans intérêt, point de prêt à jour; sans prêt à jour, point d'argent; sans argent, point de commerce, point d'affaires. Cent mille ouvriers sans pain seront sans travail, des enfants exposés de toutes parts... Partout, la misère, la faim, le désespoir, les gémissements, les cris, la maladie et la mort, et c'est au nom de Dieu qu'on les égorgerait ainsi¹⁰³. » Peu à peu, le conflit s'apaisa : l'esprit salésien demeura vivace à Lyon, la lecture de Fénelon, l'enseignement de M. Emery permirent de retrouver le sens de la condition humaine et de la contingence des choses. Quand mourut Prost de Royer en 1784, Barou du Soleil célébra son esprit libéral et commenta ses vues sur l'économie¹⁰⁴.

Ce qui préoccupait aussi, c'était les méfaits de l'agiotage. La fondation de la Caisse d'Escompte éveilla la méfiance, et un opuscule en discuta l'opportunité : plus il y a de billets, plus les profits s'élèvent; il conseille la prudence et blâme toute spéculation : « La solidité des lettres de change décroît à mesure qu'elles se multiplient¹⁰⁵. » Cette attitude s'explique par les aléas du crédit; Mayet compare le négoce lyonnais aux régions volcaniques qui connaissent la richesse mais

⁹⁹ C. S., avocat au Parlement de Paris, *Le commerce des vins réformé, rectifié, épuré ou Nouv. méthode pour tirer un parti sûr, prompt et avantageux des récoltes en vin* (Lyon, Berthoud, 1767, 2 vol., Brac de la Perrière).

¹⁰⁰ J. FAYARD, Un précurseur beaujolais de la Révol. (*R. H. L.*, 1906, p. 161-180).

¹⁰¹ J. GODART, Les origines de la coopération lyonnaise (*R. H. L.*, 1904, p. 409-426).

¹⁰² O. MONOD, Lettres de G.-B. Couderc, 6 avril 1784, août 1785 (*R. H. L.*, 1906, p. 408-409).

¹⁰³ PROST DE ROYER, *Lettre à Mgr l'Archevêque de Lyon* (Lyon, 1763, in-8°, 93 p.), p. 28, 39, 44.

¹⁰⁴ BAROU DU SOLEIL, *Eloge de Prost de Royer* (Lyon, 1785, in-8°, 168 p.).

¹⁰⁵ Dialogue sur la Caisse d'Escompte entre un Parisien et un Lyonnais (Amsterdam, 1784, in-8°, 43 p.).

subissent de fréquentes secousses ¹⁰⁶. Des échos se retrouvent dans les cahiers de doléances : « Les banqueroutes sont devenues à la mode par des particuliers de mauvaise foi qui en font commerce sans scrupule », écrivent les paroissiens de Corcelles qui proposent de marquer au visage les faillis afin qu'on puisse se défier d'eux; « renouveler les lois contre les banqueroutiers frauduleux », sollicite la sénéchaussée du Beaujolais; édicter « des lois très sévères contre les faillis », demande le Tiers Etat de Lyon ¹⁰⁷.

Devant l'incertitude de la situation, force était d'envisager des remèdes d'ordre commercial. Les uns songeaient à un retour au colbertisme. A vrai dire, ils regrettaient surtout la disgrâce de Necker, sans admettre pleinement l'*Eloge de Colbert*. Couderc déplora son départ en 1781 et souhaita son retour en 1787 : « Vous ne sauriez croire, écrit-il à son oncle genevois, à quel point le cri public est pour lui dans toutes les bouches à Paris et à Lyon; et je ne doute pas qu'il en soit de même dans tout le royaume ¹⁰⁸. » Un curé dauphinois note dans son journal en 1777 : « J'ai vu, étant jeune, le commerce très florissant à Lyon. Aujourd'hui, il s'est bien ralenti... Depuis trente ans, il y a beaucoup de misère dans cette ville. Tous les ouvriers ne peuvent travailler. Où sont MM. de Sully et de Colbert, jadis ministres, qui étaient si jaloux de faire fleurir le commerce dans le royaume ? ¹⁰⁹. » Simple formule, semble-t-il, et il en est de même pour les allusions relatives au « ministre à qui la France devra sa restauration », qui parsèment les cahiers de doléances ¹¹⁰.

D'autres revendiquaient la liberté. Les encyclopédistes avaient exalté cet idéal. En son nom, les imprimeurs s'élevèrent contre les privilèges parisiens : ils comprenaient que le gouvernement encourage une industrie naissante, mais non qu'il fonde un monopole; citant le cas de Van Robais, leur avocat déclare : « Tout ce qui est exclusif en fait de commerce est contraire au bien public, cela est vrai, surtout en matière de librairie ¹¹¹. » A son tour, le magistrat Rieussec nie, en vertu du droit naturel, la légitimité des privilèges commerciaux; la liberté a permis aux imprimeurs lyonnais de développer le renom du livre français; seule, la concurrence permettra de se défendre contre les importations clandestines ¹¹².

L'abbé Raynal, en souvenir de l'accueil que la belle société lui avait réservé, offrit une récompense au meilleur mémoire qui analyserait « les principes qui ont fait prospérer les manufactures..., les causes qui peuvent leur nuire..., les moyens d'en maintenir et d'en assurer la prospérité ». Or, Bertholon, l'ami de Franklin, qui remporta le prix, se montre favorable au libéralisme. « C'est aux villes commerçantes qu'est due en grande partie la prospérité des empires; c'est l'industrie, c'est

¹⁰⁶ E. MAYET, *Mémoires sur les manuf.*, 1786, p. 41.

¹⁰⁷ A. D. R., B 25 à 29, Cahiers de doléances : Corcelles, art. 11; Beaujolais, art. 28.

¹⁰⁸ Lettres de G.-B. COUDERC, 6 mars 1787 (*R. H. L.*, 1906, p. 413).

¹⁰⁹ Journal d'un curé de campagne (*R. H. L.*, 1911, p. 296).

¹¹⁰ C. FAURE, *Cahiers de doléances*, Belleville, p. 36; — P. V. de l'Ass. des citoyens du Tiers Etat de Lyon, 12 janv. 1789, p. 14.

¹¹¹ FLUSIN, *Au roi et à nos seigneurs de son Conseil* (B. N., Coll. Anisson, 22 073, pièce 141).

¹¹² P. RIEUSSEC, *Mémoire à consulter pour les libraires*, 1776 (*ib.*, p. 144).

le commerce qu'on doit regarder comme la véritable corne d'abondance. » Mais ce négoce exige, comme il le trouve à Lyon, un climat de liberté. « On remarque dans les habitants de cette opulente cité un génie monarchico-républicain, un noble esprit d'indépendance, l'amour d'une juste liberté. Sans cette noble passion, l'âme est incapable de ces élans du génie, de cet effort créateur qu'on ne vit jamais briller parmi ceux qui rampent sous le joug d'un honteux esclavage ¹¹³. »

Le traité d'Eden raviva la discussion. Comme dans les autres régions, il fut rendu responsable de la crise. Imputation commode mais excessive. La Communauté l'accusa de stimuler l'anglomanie et d'orienter la mode vers des produits courants ¹¹⁴. Il accordait aux Anglais le droit de faire entrer librement leurs produits en France, sans contre-partie pour la soierie. La Chambre de Commerce, inféodée à la haute banque, à la grande industrie et aux communautés les plus influentes, exprima son opinion en 1787. « Le commerce doit jouir de toute la liberté qu'il peut raisonnablement comporter. Pourvu que le négociant ne trouble pas l'ordre public, ses opérations doivent être libres, comme l'air qu'il respire ¹¹⁵. » Il aurait fallu consulter la Chambre puisqu'elle a été fondée pour adresser au roi des « mémoires contenant les propositions sur ce qui paraîtrait le plus propre à faciliter et augmenter le commerce ». L'Assemblée provinciale s'effraya de l'invasion des indiennes ¹¹⁶. Quand Roland de la Platière reçut Young, la discussion porta sur cette rivalité. Le voyageur anglais prétendit qu'Eden avait proposé d'inclure la soierie dans les denrées avantagées. Vergennes avait refusé parce que les prix de revient français étaient trop élevés pour supporter l'exportation ¹¹⁷.

Les cahiers de doléances abordent cette question du libéralisme, les uns à propos du traité, les autres en évoquant les relations interrégionales. La noblesse mentionne dans son cahier que les conventions commerciales doivent être examinées par les intéressés; qu'aucun ordre ministériel ne peut contrarier l'exécution d'une loi commerciale, que les administrateurs provinciaux, les chambres et les communautés de commerce pourront adresser leurs suggestions. Le cahier du Tiers Etat protesta surtout contre la manière dont la négociation fut conduite; tandis que les manufacturiers anglais furent tenus au courant, « nous ne fûmes instruits du projet de ce traité que par les papiers publics anglais. Nous nous hâtâmes de faire parvenir au ministère des mémoires où nous demandâmes que quelque faveur fût accordée à l'exportation » des produits lyonnais. Vergennes rétorqua qu'il était trop tard. En Beaujolais, la paroisse de Saint-Bonnet-le-Troncy déclara que le traité défavorisait la filature de coton et la fabrication des toiles ¹¹⁸.

En revanche, le libéralisme trouva des défenseurs. Quand le colportage fut interdit, les boutiquiers, accusés de jalousie, et les syndics, soupçonnés de bas calcul, se virent reprocher d'avoir provoqué cet arrêté. « La toilerie, la draperie, la mercerie et la clinquallerie ont toujours été libres; ces commerces ne roulent que sur la vente et

¹¹³ P. BERTHOLON, *Du commerce et des manuf.*, 1787, p. 8, 26.

¹¹⁴ *Courrier de Lyon*, 4 déc. 1789.

¹¹⁵ J. GODART, *La Chambre de Commerce de Lyon (R. H. L., 1902, p. 373-389)*.

¹¹⁶ G. GUIGUE, *P. V. des séances de l'Ass. provinciale*, 28 fév. 1788, p. 54.

¹¹⁷ A. YOUNG, *Voyages...*, 28 déc. 1789, I, p. 453.

¹¹⁸ C. FAURE, *Cahiers de doléances*, p. 112.

l'achat. » Des colporteurs s'expatrièrent, d'autres se ruinèrent en payant la maîtrise, beaucoup furent saisis pour fraude et réduits à la mendicité. « Le commerce périlclite depuis que les colporteurs ont disparu; dans quelques années, le mal sera irréparable. » Ils avaient peu de moyens de se faire entendre en raison de leur dispersion et parce que la Chambre de Commerce ne recevait que des mémoires signés de tout un corps. A ce propos, on souhaitait la création d'une « boîte publique où tous les négociants seraient invités à consigner par écrit leurs observations » pour améliorer l'économie ¹¹⁹.

Les cahiers du Beaujolais réclamèrent la disparition des péages et des douanes. Il faut rendre « libre l'exportation du vin » et récompenser ceux qui vendent à l'étranger; Fleurie, Grandris, Vauxrenard demandent la libre circulation des vins et la suppression des « billets de remuage par les charrois ». La sénéchaussée souligne l'urgence de déclarer « la liberté entière du commerce dans l'intérieur du royaume, la liberté dans les manufactures, la plus grande liberté surtout pour la circulation et l'exportation des vins et des eaux-de-vie, avec affranchissement de tous droits à la sortie du royaume et avec des primes d'encouragement pour l'exportation » ¹²⁰.

De la même façon, la population urbaine se plaignait de la lourdeur des octrois : « Les droits sont surtout exorbitants sur le vin, qui est le restaurateur unique de nos ouvriers sédentaires, mal nourris et excédés »; la cherté de ce réconfort les incite à s'en priver la semaine et à en « faire une consommation immodérée » le dimanche, hors de la ville ¹²¹. Le Tiers Etat s'associa à ces vues : « On ne peut charger les denrées de première nécessité du droit le plus léger sans augmenter la main-d'œuvre et nuire par cela même à la concurrence de nos manufactures avec les étrangers ¹²². » Cette question suscita des démêlés entre Vaise et le Consulat qui voulut assujettir ce faubourg aux taxes. Les Vaisois firent valoir qu'ils ne profitaient ni des services hospitaliers, ni des distributions de blé. En 1771, le roi confirma la qualité de forains reconnue naguère aux Vaisois; mais en 1777, un arrêt du Conseil les soumit aux droits lyonnais ¹²³.

Les milieux d'affaires cherchaient à sauvegarder les avantages de leur cité et à s'assurer des conditions favorables sans se soucier de systèmes cohérents : ils envisageaient de créer un bureau de transit avec de rapides courriers et un port franc pour trafiquer avec les îles et le Levant; ils proposèrent d'autoriser la noblesse à négocier sans courir le risque de dérogeance et désiraient « que le commerce des grains et des bestiaux ne soit jamais gêné par des lois prohibitives et que leur libre circulation, même à la sortie du royaume, ne puisse être interrompue que momentanément et à la demande des Etats provinciaux »; le roi et la Nation assemblée devront examiner « les divers traités de commerce

¹¹⁹ Bouquets réunis pour les Etats généraux, 6 mars-27 avril 1789; Dialogue entre un citoyen de Lyon et un mendiant, 8 p.

¹²⁰ C. FAURE, *op. cit.* : Régnié, p. 110; Fleurie, p. 73; Grandris, p. 77; les Etoux, p. 71; Vauxrenard, p. 149; Beaujolais, p. 171.

¹²¹ E. MAYET, *Mémoire sur les manuf.*, 1786, p. 40.

¹²² A. N., B III 76, Observations des députés du Tiers Etat de Lyon, 1789.

¹²³ Extrait du registre des délib. de la munic. du bourg et paroisse de Vaise, 1790, in-8°, 15 p.

faits avec les puissances étrangères » et peser « les avantages et les maux qui peuvent en résulter ».

De son côté, la noblesse de la sénéchaussée rédigea un programme économique substantiel : vérifier les statuts de la Compagnie des Indes, ne délivrer des privilèges de durée limitée que pour des inventions importantes, « détruire les stériles et détestables spéculations d'agio-tage ». Ces grands bourgeois anoblis, comme Palerne de Savy, entrent même dans un détail minutieux : favoriser l'extraction du charbon, bâtir des raffineries dans les campagnes et des moulins à organsiner les soies... L'intensité de la vie économique finissait par associer des groupes sociaux différents pour la défense des richesses locales.

4. LE TEXTILE

Les questions économiques appelaient des remèdes surtout dans le domaine du textile.

Des fabricants disséminèrent, çà et là, des ateliers dans les régions voisines et se spécialisèrent dans les productions nouvelles. Cette sorte de conversion géographique se fit au profit du Lyonnais, du Beaujolais, du Forez, du Jarez. La faculté d'établir des métiers dans la généralité de Lyon datait du ^{xvii}^e siècle. Mais en 1754, la Chambre de Commerce s'était prononcée contre un projet d'édit rendant libre le tissage des étoffes unies dans les villes, bourgs et paroisses de la généralité, sous prétexte que le négociant ne pourrait supporter la charge d'une double installation citadine et rurale et que le paysan ne pourrait se livrer au tissage des toiles et des cotonnades sans abandonner ses occupations terriennes. Un arrêt du Conseil du roi renouvela en 1765 l'encouragement d'essaimer dans les montagnes. La crise viticole, les difficultés de la vie dans la montagne beaujolaise, la longueur des hivers imposant des loisirs, orientèrent les paysans vers la recherche de ressources supplémentaires. Des tentatives s'étaient succédées pour implanter l'industrie des toiles de lin et de chanvre, de futaine et de basins où le fil se mêlait au coton. Malgré les efforts de l'intendant Trudaine, ces innovations rencontraient de sérieuses résistances¹²⁴.

C'est la crise de l'économie rurale à la veille de la Révolution qui assura leur succès. Curieuse conséquence : les difficultés des manufactures lyonnaises chassaient les ouvriers, les difficultés de l'existence rurale appelèrent la diffusion des métiers. « La terre du Beaujolais fournit à peine à ses cultivateurs de quoi les nourrir pendant la moitié de l'année. Les manufactures de cette province sont enfants de la nécessité. Plus le territoire d'une paroisse est stérile, plus on y manufacture pour se dédommager de ce que la nature y refuse¹²⁵. »

On discuta l'opportunité de planter des mûriers, d'élever des vers à soie, de cultiver la pomme de terre qui servait à la colle du tisserand et

¹²⁴ F. DUTACQ, Les paysans de la Généralité de Lyon à la fin de l'Anc. Régime (*Revue Cours Conf.*, 1935, II, p. 289-306 et 508-521).

¹²⁵ A. N., F¹² 558, Mémoire de l'inspecteur des manuf. BRISSON sur l'origine et l'accroissement des manuf. de toiles de cette Généralité, 1752.

pourrissait moins la toile que la farine. Pour Brisson, seule l'industrie pouvait bannir l'indigence des milieux ruraux : « La navette et le rouet donnent à la fin de la semaine le pain que la bêche ou le soc ne donneraient qu'à la fin de l'année ¹²⁶. » Alléon-Dulac conseillait en 1765 de développer la filature de coton, où pouvaient travailler les enfants dès l'âge de quatre ans, et ne redoutait pas l'abandon du chanvre. Il suggérait d'attirer des blanchisseurs, des teinturiers, d'habiles indienneurs, de profiter du voisinage de la Suisse, de Lyon, de Mâcon pour apprendre à fabriquer les garats, les guinées, les basins ¹²⁷.

Peu à peu, le textile s'implanta dans le Beaujolais. Le curé d'Azolette consignait dans son registre paroissial en 1784 : « Cette année peut être regardée comme l'époque de l'établissement de la filature du coton dans nos régions. » L'inspecteur Roland le confirme : « Des trois provinces qui forment cette généralité, il n'y en a point où les fabriques de toile soient plus répandues que dans le Beaujolais ¹²⁸. »

Filature et tissage revêtaient le plus souvent la forme domestique. Les tisserands achetaient la matière première et la travaillaient chez eux avec l'aide de leur famille et de leurs apprentis. Ceux qui ne disposaient pas de fonds s'adressaient à un fabricant lyonnais. Le chanvre et le lin provenaient de Bresse, du Forez ou de Flandre; le coton, importé du Levant par Marseille, était redistribué par Lyon. Si la métropole hésitait à renouveler ses genres et à se lancer dans une gamme étendue d'étoffes, le Beaujolais au contraire produisit des toiles de Saint-Jean vendues à bas prix, d'Auxonne, jaunes rayées ou à carreaux, des siamoises, des velours « de gueux » à chaîne de fil et trame de coton... Thizy, Panissières, Charlieu et surtout Villefranche devinrent des centres cotonniers ¹²⁹.

Dans le Bugey, à l'industrie chanvrière s'ajoutèrent aussi la filature et le tissage du coton. Un manufacturier lyonnais organisa les ateliers de Belley et la plupart des bourgades du Jura méridional devinrent des foyers textiles ¹³⁰. Joseph de Lavallée les admira au début de la Révolution : « Nantua, assise sur le sol le plus infertile, le plus désavantageux pour les débouchés, le plus triste même pour son aspect, est cependant la ville la plus riche, la plus vivante, la plus gaie du département » ; l'unique rue offre « l'abrégé des manufactures et des fabriques éparses sur la surface de la République... Des mains délicates façonnent le velours, le nankin, la mousseline, la toile. Plus loin, l'active rotation des rouets dévide la soie et le coton... » ¹³¹.

La production se diversifiait. Un mécanicien du Lancashire, Jacques Milne, après une démarche auprès de l'intendant Tolozan, vendit ses machines à un filateur de Cuire-lès-Lyon, en 1780. Un arrêt du Conseil autorisa François Perret à transférer son entreprise sur les bords de la

¹²⁶ BRISSON, *Mémoires sur le Beaujolais*, 1770, p. 107, 140, 208, 211.

¹²⁷ A. DULAC, *Mémoires...*, 1765, I, p. 85-92.

¹²⁸ R. de la PLATIERE, Des causes de la décadence du commerce et de la dépopulation de Lyon (*Encyclo. métho.*, Bonneterie, CLVII, 1788).

¹²⁹ A. N., F¹¹² 677, Mémoire de R. de la PLATIERE sur les art. qui se fabriquaient en Beaujolais au XVIII^e s.

¹³⁰ G. et L. TRÉNARD, *Le Bas-Bugey* (Belley, Bugey, 1951, in-8°, 418 p.), p. 309-315.

¹³¹ J. de LAVALLÉE, *Voyage dans les départ. de la France*. I : Ain (Paris, Brion, 1792, in-8°, 32 p.), p. 15.

Saône et, en 1782, la Société cotonnière de Neuville-l'Archevêque se constitua : des trésoriers de France, des parlementaires, le roi lui-même souscrivirent des actions. Le capital servit à l'acquisition de 60 mécaniques modernes pour carder, filer, tisser le velours, la mousseline... Après de brillants débuts, la gestion s'affirma maladroite mais Milne maintint la fabrique en activité pendant la Révolution¹³².

A Tarare, les habitants tissaient depuis longtemps de grossiers fils de chanvre. Des Normands leur apprirent à filer le coton, et Georges Simonet comprit alors l'avantage qu'il y aurait à utiliser cette fibre. Dessinateur, puis satinier, il partit en Suisse pour s'initier et, avec l'aide de Trudaine, commença en 1756 ses premiers essais de fabrication de mousseline. Il mourut ruiné, mais son neveu Claude reprit ses projets; après un stage à Saint-Gall, il lança en 1786 la mousseline à Tarare et, entouré de la « tribu des Simonet », il réalisa les premières broderies tarariennes¹³³. Cette technique ramena la prospérité dans le massif de Tarare, mais créa un groupe qui peu à peu se détacha de Lyon. Jusqu'alors, l'industrie textile restait familiale pour le chanvre et la laine, mais dépendait de Lyon pour la soie. Désormais, les commissionnaires des fabricants lyonnais dirigèrent la fabrication et la vente des cotonnades; sollicités par Roanne, les centres montagnards s'émancipèrent.

Cet essaimage, qui priva Lyon d'une partie de son rayonnement, infusa la vie dans de multiples foyers; Thizy et Amplepuis eurent leur marché « une fois par semaine pour la seule vente des matières premières de la fabrique des toiles »¹³⁴. En Lyonnais, une petite métallurgie compléta cette activité. Jean Hellot montra dans son *Essai sur les mines* les possibilités que la nature offrait; avec le concours d'un minéralogiste saxon, Blumenster, une compagnie exploita le cuivre de Sain-Bel, les pyrites de Saint-Pierre-la-Palud et Chessy; elle occupa une centaine d'ouvriers¹³⁵.

Des nobles et des bourgeois, comme Pernon et Jars, obtinrent des concessions de mines de charbon à Saint-Etienne et la région prit un essor exceptionnel; de nombreux artisans vinrent s'établir en Forez et en Jarez pour échapper aux règlements de la Communauté lyonnaise. Une industrie disséminée utilisa la main-d'œuvre surabondante pendant les loisirs d'hiver : draps et toiles de Saint-Chamond et de Feurs, cotonnades et quincaillerie fondée par Alcock à Roanne, moulinage de la soie à Saint-Etienne et au Puy. Ce textile des marges occidentales garda la même structure : le fabricant, à la fois commerçant et chef d'industrie, faisait travailler les ateliers dispersés, ordonnant lui-même les achats, les ventes, les opérations annexes, comme la teinture. La production là aussi revêtit une étonnante souplesse et anima une métropole seconde qui tendait à priver Lyon de ses rapports avec l'Ouest¹³⁶.

Les dangers se multipliaient. Depuis 1759, pour éviter la sortie de numéraire, le gouvernement avait autorisé l'impression des toiles. C'était

¹³² A. N., F¹² 1338, 1340, 1445, 2195, 2196, Machines à filer le coton. Renseignements sur l'affaire Milne (1739-1861).

¹³³ SIMONET, *Notice sur G. A. Simonet* (Lyon, Chanoine, 1846, in-8°, 54 p.).

¹³⁴ A. D. R., C 29, 1788.

¹³⁵ *Ib.*, C 120, Tableau de la production fourni à l'Intendance, 20 sept. 1789.

¹³⁶ *Ib.*, C 15, Enquête de 1788 sur les mines et bouches à feu de la Généralité de Lyon.

la mode des indiennes venues de Surate et des perses achetées à Ispahan. En 1772, deux négociants de Villefranche s'associèrent à un Mulhousien, Théodore Braun, pour fonder la première indienne à Béligny. Les inspecteurs Brissou puis Roland encouragèrent cette activité et firent venir de la main-d'œuvre d'Alsace et de Suisse. La blanchisserie de Chervinges devint une indienne, un Dauphinois et un Suisse installèrent deux ateliers dans Villefranche même. On y tissait des toiles à dessin très simple, fleurettes, trèfles, grains de blé. Une autre indienne établie à Vernaison fit appel aux ouvriers suisses, le plus souvent de religion protestante. Une autre s'ouvrit à Perrache en 1787¹³⁷...

La conduite des autorités lyonnaises est ici symptomatique. En 1778, Perrache, devant les progrès de ses premiers travaux, demanda que les barrières de la ville fussent reportées au pont de la Mulatière et que les droits d'octroi fussent réduits dans la presqu'île pour faciliter l'établissement des manufactures. Le Consulat refusa pour ne pas défavoriser la vieille cité. Quand un industriel voulut introduire dans le nouveau quartier une fabrique de toile peinte, les échevins déclarèrent : « Il n'est pas possible que nous puissions voir avec plaisir un semblable établissement; nous désirerions qu'il fût possible d'y mettre obstacle..., la quantité d'indiennes et de toiles peintes qui se fabriquent dans le royaume porte un préjudice considérable à nos manufactures de soieries¹³⁸. »

Cet entêtement fut vain. Des industriels vinrent peupler le terrain conquis. En 1787, un Genevois, Claude Rey, possédant un procédé particulier pour l'apprêt des toiles, indiennes et autres étoffes en fil ou en coton, proposa d'installer le long du Rhône un bateau-usine contenant ses calandres. On l'autorisa. Deux de ses compatriotes, Picot et Fazy, fondèrent une indienne sur le même quai. C'était une entreprise d'envergure; les toiles de coton, venant de leur fabrique de Cernay en Alsace, étaient blanchies dans les prairies de la Guillotière. L'intendant, pour paralyser cette spéculation, refusa certains privilèges comme l'entrée en franchise des toiles de lin par les bureaux de Marseille ou Pont-de-Beauvoisin. Néanmoins, en 1788, l'usine occupait près de mille ouvriers et ouvrières¹³⁹.

Malgré les préventions, la gravité de la crise à la veille de la Révolution incita à admettre de nouvelles formes industrielles dans la partie neuve de l'agglomération. Le curé d'Ainay obtint la permission de construire des fours à chaux et autres usines analogues sur ces terrains pour en purifier l'air. La *Compagnie du Midi de Lyon*, faisant valoir la situation heureuse de la presqu'île au point de vue des communications, suggéra l'installation de manufactures de mousseline, de toiles de coton, d'acier brut, de fer blanc, de papeteries, des moulins à scier le bois et la pierre, bref un complexe d'industries de grande agglomération. Les Associés voulaient surtout être autorisés à traiter avec des négociants étrangers. En 1783, ils avaient songé à créer une colonie juive avec une synagogue. En 1788, ils sollicitèrent divers privilèges en faveur des protestants : exemption d'impôts et édification d'une maison pour les registres de baptême, mariage et sépulture¹⁴⁰. Flesselles se rendit

¹³⁷ J. BALLOFET, *Historique de l'indienne...* (Villefr., Auray, 1912, 46 p.).

¹³⁸ A. M. L., AA 133, Plan de Perrache, f° III, 25 fév. 1779.

¹³⁹ A. D. R., C 11, Industries et manuf. : C. R. de Roland de la Platière (19 oct. 1787), Etat dressé par Picot et Fazy (20 fév. 1788).

¹⁴⁰ F. RIVET, *Le quartier Perrache*, 1951, p. 15, 19, 20.

compte des perspectives de l'économie lyonnaise. Les autres centres de tissage concurrençaient Lyon de façon inquiétante, le commerce bancaire perdait de son importance par suite de la multiplication des échéances à long et à court terme. Aussi, accorda-t-il toute liberté pour établir à Perrache les industries n'existant pas encore dans la cité et fit bon accueil aux protestants ¹⁴¹.

Devant la concurrence des autres textiles, la Fabrique se rénova. On mit au point le métier à la grande tire de Claude Dagon pour le tissage des façonnés : ses organes, chargés de produire le décor, comprenaient un faisceau de cordes verticales, suspendu à une barre transversale fixée au-dessus du bâti; à chaque corde, on nouait des arcades et à chaque arcade plusieurs boucles de fil munies de contrepoids; dans chaque boucle, passait un fil de la chaîne. La formation du décor s'obtenait en soulevant les fils au-dessous desquels les trames devaient apparaître et en maintenant au repos les fils que ces trames devaient recouvrir. L'emploi d'un quadrillage permettait de délimiter les effets du dessin d'après les interlignes et de repérer les cordes qui devaient provoquer la levée des fils au fur et à mesure du tissage. Du soin apporté à ce lisage dépendait la perfection de l'étoffe.

Cette technique compliquée exigeait de durs efforts pour lancer la navette, pousser le battant de la main gauche, actionner du pied droit la marche manœuvrant les fils de chaîne... Elle demandait le concours de plusieurs femmes pour lever les cordes, fonctions pénibles car tous les mouvements devaient être coordonnés. Le métier était coûteux à monter avec ses poulies et ses cordages qui s'usaient vite. A chaque nouveau dessin, il fallait un nouveau lisage et une nouvelle mise en route; il excluait la variété, car il fallait obtenir les plus grands motifs possibles avec un nombre de lacs limité; de là, les compositions symétriques, selon un axe horizontal...

Plusieurs Lyonnais cherchèrent à mécaniser le jeu de la chaîne, et chaque fois, le Consulat ou la Communauté récompensa le tisseur : quand Papillon fit marcher en 1777 un métier sans tireuse, les maîtres-gardes estimèrent son système peu original et fort onéreux, mais, « comme il est de l'intérêt du commerce de favoriser et d'encourager les artistes qui s'occupent des moyens de se passer de tireurs », ils lui accordèrent une prime par métier employé ¹⁴².

S'inspirant de la mécanique de Robert Kay, Philippe de Lasalle découvrit le moyen « de faire jouer avec sûreté trois, quatre et même cinq navettes sans qu'elles soient lancées par la main de l'ouvrier »; c'étaient des navettes volantes. Il tenta aussi d'alléger la peine des tireuses : il imagina de rendre mobile le temple de cordes qui jusque-là faisait partie intégrante du métier; il le plaça de telle sorte que la tireuse, toujours assise, pouvait le soulever sans fatigue et avec plus de précision; il éliminait ainsi les infirmités provoquées par la station debout prolongée. On pouvait conserver les cordes dans le même état et les remettre rapidement grâce aux crochets et aux tringles; on pouvait suspendre et reprendre à volonté le même décor suivant les besoins de la fabrication; les dessins numérotés, avec leur temple correspondant, étaient conservés et toujours utilisables ¹⁴³. Lasalle conçut aussi un

¹⁴¹ A. D. R., C 98, Mémoire de l'intendant au ministre, 15 sept. 1788.

¹⁴² A. N., F¹² 1445, Rapport du 29 oct. 1777.

¹⁴³ A. N., F¹² 642, 1448, 1454.

métier « propre à construire les étoffes à fleurs », garantissant un certain nombre d'avantages : une machine destinée au lisage préparait les semples du nouveau dessin sans interrompre le travail en chantier, et la disposition des pièces permettait de tisser le réversible ¹⁴⁴.

Les maîtres-gardes supplièrent le ministre de réserver à Lyon l'exclusivité de ces perfectionnements. « Peu d'artistes, reconnut l'Académie des Sciences dès 1775, peuvent se flatter d'avoir introduit dans un art des réformes aussi avantageuses ¹⁴⁵. » Lasalle dut manier la navette aux Tuileries devant Louis XVI qui l'anoblit; mais à Lyon, pour triompher des méfiances ouvrières, il loua ses métiers, fournit gratuitement les cordages, abandonna une partie de ses primes à ceux qui adoptaient ses inventions ¹⁴⁶.

Des recherches analogues modernisèrent la filature des soies. Lyon, pour s'affranchir du monopole italien, contribua à la répandre en Dauphiné, en Vivarais, en Provence. Or les techniques étaient rudimentaires : l'opération du dévidage se faisait avec plusieurs milliers de fuseaux et de bobines, actionnés par un cheval ¹⁴⁷. Dès 1741, Vaucanson construisit des moulins qui ne devaient rien aux systèmes anglais et qui pouvaient filer, tirer et mouliner à une cadence rapide. Adoptés à Romans, ils furent repoussés à Lyon où on leur préféra les machines piémontaises ¹⁴⁸. Cette hostilité datait peut-être du rôle joué par Vaucanson dans la grève de 1744. Roland soutint, contre lui, Villard dont le tour supprimait le dévidage en tirant le fil directement sur les bobines. Différentes mécaniques facilitèrent aussi la besogne des fileurs et des tireurs d'or et d'argent. On ne craignit pas de faire appel aux étrangers, et l'Anglais Jean Badger fit connaître le moirage, pratiqué en Grande-Bretagne depuis longtemps; le Conseil de ville lui accorda une pension pour qu'il initiât des élèves au maniement de ses calandres ¹⁴⁹.

Pour varier la production, on recourut à des mélanges de fibres. Malgré la Chambre de Commerce, une ordonnance consulaire autorisa en 1775 le tissage de « batavia », avec la soie écrue et cuite; le coton se mêla à la soie; on découvrit le moirage du « gros de Tours », le droguet, d'origine poitevine, dans lequel la chaîne concourt au même titre que la trame à former le décor... Un Aixois, qui travaillait à Lyon depuis 1782, Gaspard Grégoire, parvint « à exécuter des tableaux en velours de soie dont le fini égalait celui des peintures les plus soignées »; Louis XVI lui réserva en 1788 le privilège d'exploiter son invention et l'artiste produisit de minutieux portraits sur ses tournoises aux tons très doux. Cette liberté de fabrication ne plut pas toujours aux Lyonnais qui demandèrent que les soieries, sans être assujetties à la marque, continuent à être visitées par la Garde jurée. Mayet, qui avait quitté Lyon en 1778 pour aller diriger les fabriques de Frédéric II, défendit

¹⁴⁴ J.-M. ROLAND, *Encyclo. métho.*, 1790, II, p. 104-109

¹⁴⁵ *Rapport des maîtres-gardes de Lyon sur un métier propre à construire les étoffes à fleurs, découvert et proposé par le cit. Lasalle* (Lyon, Ballanche, an X, in-8°, 32 p.).

¹⁴⁶ C. BALLOT, L'évolution du métier lyonnais au XVIII^e s. (*R. H. L.*, 1913, p. 1-52).

¹⁴⁷ C. BALLOT, L'établissement de la filature des soies en France (*R. H. L.*, 1914, p. 208-226).

¹⁴⁸ A. N., F¹² 1437, Rapport de l'inspecteur Joubert d'Epinay, juil. 1786.

¹⁴⁹ A. M. L., Gr. Fab. 54, Délib. relative à Badger, moireur, 12 avril 1775.

les règlements, « fruits d'une longue expérience et d'une mure réflexion », qui garantissent l'excellence des tissus ¹⁵⁰.

Par fierté, peut-être, ces Lyonnais se refusaient à abandonner la soierie. La menace qui pesait sur elle ne les détourna pas de leur vocation. En 1788, l'Assemblée provinciale envisagea d'employer les ouvriers dans les manufactures de toiles peintes, les filatures de coton, les indiennes; elle renonça en alléguant que les canuts travaillaient mal le coton, que ces usines avaient déjà leurs ouvriers, que les salaires étaient modiques, parce que les familles vivaient à meilleur prix en banlieue, qu'il était difficile de se procurer suffisamment de lin et de coton. Dans ce domaine aussi, la concurrence étrangère s'avérait puissante, « les marchandises anglaises de ce genre ayant inondé le Royaume depuis le traité de commerce et pouvant se donner à un prix très inférieur aux nôtres ». En conséquence, la Commission préféra organiser des secours ¹⁵¹.

Après les progrès mécaniques du métier, les efforts lyonnais portèrent sur les recherches chimiques. Selon un préjugé tenace, la teinture au noir restait l'apanage de Paris. Flesselles proposa un prix pour le teinturier qui réaliserait le plus beau noir. L'un d'eux, dans son mémoire, présente d'abord ses vues sur la physique. « Les couleurs, suivant la théorie du grand Newton, ne sont que l'apparence de la surface des corps. C'est par le plus ou moins de réfrangibilité des rayons lumineux qu'une couleur diffère d'une autre. » Il analyse ensuite les procédés en usage à Florence, Naples et surtout Gênes; sur les indications de Régny, Tours les a adoptés. S'inspirant des ouvrages de Pierre Macquer, l'auteur expose ses propres expériences avec la noix de Galle dont le phlogistique attaque le vitriol, le bois de campêche et la limaille de fer dont les atomes se logent dans les pores de la soie où la gomme arabique les fixe ¹⁵². Les fabricants se montraient très attentifs aux découvertes susceptibles d'améliorer leur teinture. Ainsi, en 1781, un négociant lyonnais, Jean-Baptiste Willermoz, correspondit à ce sujet avec Charles de Hesse-Cassel. Un aventurier, le comte de Saint-Germain, avait fondé, près du Sleswig, une teinturerie pour les étoffes avec les subsides du prince. Celui-ci transmet quelques échantillons à Willermoz. Les réponses du Lyonnais, en leur minutie, témoignent de connaissances étendues. Il cite les « diverses teintures usitées dans la manufacture de Lyon, qui est la plus considérable de toutes celles de France. » Il énumère leurs constituants : les cramoisis se font avec la cochenille; les noirs se font à simple ou double engallage, le nacarat, les lilas, les violettes de Hollande se font à l'orseille. « Vu leur fraîcheur et éclat, ces couleurs sont fort goûtées tant en étoffes qu'en rubans », mais elles sont peu solides. Il faut importer du rocou, de l'indigo, du safranum... Willermoz a soumis divers échantillons à l'exposition prolongée au soleil, au bain dans un jus de citron, à l'ébullition dans une solution savonneuse : « Aucune de ces couleurs n'a la fixité, à beaucoup près, de notre cramoisi fin et autres couleurs à la cochenille qui résistent à toutes les épreuves

¹⁵⁰ E. MAYET, *Mémoire sur les manuf.*, 1786, p. 17, 34.

¹⁵¹ G. GUIGUE, *P. V. de l'Ass. provinciale*, 28 fév. 1788, p. 54.

¹⁵² ANGLES, *La perfection de la teinture noire sur la soie* (Lyon, Périsse, 1779, in-8°, 39 p.).

connues. » Toutefois, Willermoz souhaitait connaître les procédés de Saint-Germain ¹⁵³.

En 1783, Brisson organisa un cours public avec les encouragements de Flesselles. Dans une longue lettre, il rappelait les efforts des dessinateurs Pernon, Revel, Lasalle... et exposait ses buts. Les deux professeurs ne formeraient pas des chimistes ou des physiciens, mais inculqueraient des principes aux apprentis, en restant en contact avec les maîtres teinturiers. Des expériences étaient prévues et les teintures manquées seraient examinées. « S'il était possible d'avoir l'histoire de toutes les fautes, on aurait bientôt la clef de la route certaine des succès. » Les promoteurs regrettaient que Lyon n'eût pas, comme Florence où les méthodes se transmettaient de père en fils, une tradition suffisante de cet art. Ils déploraient aussi l'insouciance des Lyonnais qui économisaient, sans réfléchir, un ingrédient onéreux, qui ne pesaient pas les substances, se contentant de doser par poignées ou pincées. Ils recommandaient la lecture d'ouvrages, tels que l'*Art du Fabricant des velours de coton*, les *Procédés de l'impression sur toiles et sur velours de coton*, rédigés par Roland de la Platière. Le programme comportait le décreusement, le blanchiment, la cuite des soies... et il mettait l'accent sur le caractère national de ces travaux. Si la soierie lyonnaise devait aux Hollandais un écarlate, aux Anglais un bleu, aux Saxons un vert..., elle devait à ses propres artistes l'exactitude des nuances et un chinage inimitable que l'on pouvait obtenir avec des substances indigènes aussi bien qu'avec des produits exotiques ¹⁵⁴.

Le renouvellement incessant du décor sembla un des meilleurs moyens de stimuler la vente. Les étoffes chinées, ciselées, brochées procuraient aux marchands les plus substantiels bénéfices, aux ouvriers les salaires les plus rémunérateurs. La force de la manufacture lyonnaise résidait dans la qualité de sa main-d'œuvre et dans l'ingéniosité de ses artistes. Aussi ne chercha-t-elle pas à rivaliser dans la production courante des tissus unis. Elle s'efforça de maintenir la mode des façonnés pour l'ameublement comme pour le costume.

Mais il fallait, sans cesse, créer un style. Les genres d'étoffes étaient peu nombreux, malgré les récentes innovations; les qualités étaient encore plus uniformes; seules, la beauté du coloris et la richesse de la composition donnaient de la valeur à un tissu. Aussi les fabricants avaient-ils à leur service plusieurs dessinateurs; il n'était pas rare qu'un maître, disposant d'une cinquantaine de métiers, employât cinq artistes, fortement appointés, qui se rendaient périodiquement à Paris pour visiter les acheteurs et se renseigner sur la mode ¹⁵⁵. Les règlements protégeaient leurs créations contre les plagiaires. Il était interdit aux ouvriers de communiquer les dessins qu'ils exécutaient. Ceux qui envoyaient à l'étranger des échantillons étaient passibles d'une amende et de peines corporelles. Toute une jurisprudence traduisait ce souci d'exclusivité. Ainsi, en 1775, un jugement consulaire condamna un marchand fabricant et un dessinateur qui avaient copié des motifs; en 1778, une ordonnance défendit à ceux qui font commerce de broderie,

¹⁵³ Arch. Gr. Loge du Danemark. Lettres de J.-B. Willermoz, 15 juin, 19 juil., 1^{er} oct. 1781.

¹⁵⁴ BRISSON et ANGLÈS, *Lettre sur un cours... ouvert à Lyon* (Lyon, Basset, 1783, in-8°, 15 p.).

¹⁵⁵ J. PAULET, *L'art du fabricant d'étoffes de soie* (1775-1783), p. XII.

de vendre, donner ou prêter les dessins qui leur sont confiés... En 1783, un arrêt du Parlement de Paris homologua cette mesure. Un arrêt du Conseil de 1787 assura au dessinateur la propriété de son œuvre pour une durée qui variait, suivant les cas, de six à vingt-cinq ans ¹⁵⁶.

Ces dessinateurs acquéraient d'abord, à Paris ou à Lyon, une formation artistique, puis étudiaient, au cours d'un stage chez un fabricant, la technique du métier et de la mise en carte. Les plus célèbres furent à la fois peintres, tisseurs, mécaniciens. L'époque Louis XVI fut, en dépit de la crise économique, une des plus belles dans l'histoire de la soierie lyonnaise grâce à leur nombre et à leur talent : Jacques-Charles Dutillieu, dessinateur-fabricant, qui débuta à Paris, dans l'atelier d'Oudry ; Rivet à qui Rousseau avait conseillé, si l'on en croit Bernardin de Saint-Pierre, « d'apprendre la botanique pour étudier les formes des fleurs » ; Joseph Bournes qui s'illustra dans la composition des dessins d'ameublement pour la cour royale ¹⁵⁷. François Grognard, fils d'un fabricant, travailla d'abord sous la direction de Jean Gonichon, comme peintre de fleurs avant de s'initier, sur les métiers, au tissage ; associé à la maison Pernon de 1787 à 1795, il visita toutes les cours européennes pour placer des étoffes ; il obtint d'importantes commandes à Madrid et reçut en 1776 le titre de Conseiller du Commerce du roi de Pologne. Pernon, lui-même, fut l'agent de sa Majesté impériale de toutes les Russies de 1783 à 1792. Issu du milieu de notables lyonnais, il parvint à être le fournisseur attitré des cours de France, d'Espagne et de Russie. Il exécuta ses magnifiques étoffes avec le concours de Jean Dugourc, Joseph Picard, Dechazelle ¹⁵⁸...

Après avoir appris les principes du dessin chez le peintre bisontin Donat Nonotte, Dechazelle étudia la fleur chez le Parisien Edme Douet, le seul des peintres de fleurs réputé capable de former des dessinateurs pour la Fabrique. Ses études terminées, il conduisit des métiers dans une ancienne manufacture. Possédant à la fois les connaissances artistiques et techniques, il lança ses premiers modèles. Grâce à la protection de Gêramb, Autrichien d'origine, syndic des marchands allemands de Lyon, marié à une Lyonnaise, les marchés septentrionaux s'ouvrirent à Dechazelle. Ce « Flambard des étoffes nuancées », comme on le surnomma outre-Rhin, connut une réussite exceptionnelle. En particulier, il confectionna les riches ceintures que portaient les magnats polonais ; inspirées par la mode turque, elles devaient présenter un cachet oriental. Dechazelle se faisait envoyer à cet effet des modèles de Constantinople ou des échantillons de Perse et même de Chine ¹⁵⁹.

Dechazelle fut un novateur dans la technique du dessin. Il chercha à renouveler la gamme des tons, observant à la campagne le vert des choux ou les terrains couleur de rouille. Pour reproduire les roses et les ombelles, il utilisa des nœuds en soie de différentes grosseurs et il eut l'idée de placer sur les étamines, en guise de repoussoir, une chenille

¹⁵⁶ Arrêt du Conseil d'Etat portant règlement pour les nouv. dessins que les fabricants d'étoffes de soierie et de dorure du royaume auront composés ou fait composer (Lyon, 1787, in-4°, 4 p.).

¹⁵⁷ BREGHOT du LUT, *Livre de raison de J. Ch. Dutillieu*, 1886, p. 24-26. — Bernardin de SAINT-PIERRE, *Etudes de la nature* (Paris, 1804, III, p. 54).

¹⁵⁸ E. LEROUQUIER, Les dessinateurs de la Fab. lyonn. au XVIII^e s. (R. H. L., 1908, p. 241-266).

¹⁵⁹ F. ARTAUD, Notice sur P.-T. Dechazelle (R. D. L., 1864, II, p. 168-177).

en brun foncé. Il sut choisir les types d'étoffe pour obtenir des effets inattendus : il appliqua les fleurs découpées d'une indienne sur de la mousseline et du satin blanc, les fixant par des contours d'or et d'argent avant de les cylindrer. Entre autres réussites, Dechazelle fit, pour l'impératrice de Russie, un tableau de soie représentant un vase de fleurs entouré d'oiseaux et de fruits, exécuté sur un gros de Naples de couleur brune. Son ouvrage le plus considérable fut sans doute l'ensemble des tapis de drap rouge, ornés d'un saint Georges à cheval, destinés à recouvrir les mulets au sacre du tsar ¹⁶⁰.

Un véritable « style Louis XVI » se dégage de l'œuvre de ces dessinateurs. Leurs collections comprennent des velours miniatures, des soies polychromes, des lampas... Elles révèlent les goûts de la société puisque le producteur doit avant tout tenir compte des préférences de sa clientèle. Or, dans la seconde moitié du siècle, deux tendances se discernaient. L'une, inaugurée par Watteau, était toujours représentée par Van Loo, La Tour, Boucher, Fragonard, Greuze. Elle poussait à l'exécution décorative exquise, un peu mièvre, et s'était éprise des bizarreries qu'avaient importées en France les ambassades persanes et siamoises. L'autre école, groupée autour de Louis David, s'opposait à la tradition, cherchant à s'évader vers le passé, le sentiment, la nature. Ses aspirations restaient confuses, mais elles s'éloignaient des compositions compliquées de l'époque précédente et, enthousiastes des décorations retrouvées sous les cendres du Vésuve, les dessinateurs s'éprenaient d'un dessin plus simple, plus léger, plus grêle peut-être, mais plus gracieux.

Le style Louis XVI, dans la soierie lyonnaise, se caractérise par le décor de fleurettes et les thèmes pompéiens. Dans le premier, l'ordonnance la plus habituelle est celle des fonds offrant des rayures verticales, rigides, plus ou moins espacées et semées de petits motifs floraux polychromés : tiges fleuries, bouquets, guirlandes nouées ou serpentantes..., quelquefois accompagnés d'attributs champêtres : paniers, corbeilles, pipeaux, tambourins, houlettes... Tout l'attirail de jardinage mis en honneur par les pastorales de Versailles apparaît. Le plus souvent, le fond est armuré ; ces armures sont composées avec des fils évoluant dans un ordre variable pour produire des effets divers ; elles sont quelquefois factices, donnant des dessins par entrelacement des soies superposées à une armure courante. L'ameublement de la salle de musique du Petit Trianon offre même un fond cannetillé dont les groupes de fils se contredisent.

Ce cloisonnement géométrique traduit la réaction contre les outrances du style Louis XV. On commençait à être choqué par les exagérations de certains décorateurs, spécialistes de la « rocaille ». Comme le remarque Henri Focillon, « la facilité de la vie, l'éclat de la culture, le raffinement des mœurs provoquent parfois par réaction un retour à la sévérité » ¹⁶¹. Le règne de Louis XVI correspond à une phase de transition. Les éléments de décoration ne se limitent pas à la fleurette stylisée et ils gardent encore une certaine fantaisie. Sur un velours destiné à une chaise à porteur, on représentait des sujets de petites dimensions, des personnages et des animaux. On parsemait aussi à côté de l'ornement

¹⁶⁰ F. ARTAUD, *op. cit.* (R. D. L. 1864, II, p. 253-276).

¹⁶¹ H. FOCILLON, *La peinture aux XIX^e et XX^e s.* ; t. I : Le retour à l'Antique (Paris, Laurens, 1927, in-8°, 476 p.), p. 17.

conventionnel, comme les rinceaux, des fleurs interprétées avec réalisme. Les thèmes habituels n'étaient pas abandonnés : des scènes tirées des fables de La Fontaine ou des tapisseries d'Aubusson garnissent des fauteuils et des canapés. Les chinoiseries, toujours à la mode, prolongeaient un goût cher à Mme de Pompadour, répandu par Watteau, Boucher et Christophe Huet. Puisque les édits limitaient l'entrée des tissus exotiques, on imita les crêpes de Chine, les toiles de coton jaune dites « nankin », les motifs décoratifs de l'Extrême-Orient. Mais on chercha dans cette voie le prétexte à d'aimables variations sur un thème en vogue : c'était une libération. Elle tournait parfois à la « turquerie », voire à l'anglomanie, et traduisait un désir de renouvellement caractéristique de la lassitude qui marque la fin du siècle¹⁶².

L'autre voie était riche d'avenir. Un mouvement de curiosité était né à la suite des fouilles d'Herculanum et de Pompéi; Cochin le fils, Winckelmann, le comte de Caylus célébrèrent le style « à la grecque ». La décoration refléta cet engouement : en soierie, le retour à l'antique conduisit à l'emploi de l'ornement conventionnel et des liaisons architectoniques; ce type, plein d'élégance, se reconnaît dans les damas et les lampas où des parties brochées polychromes se disposent de façon pittoresque sur un fond à pointe; les motifs sont plus petits que nature, alors que sous Louis XV ils étaient grandeur naturelle et sous Louis XIV plus grands que nature. Les éléments pompéiens sont presque toujours symétriques et présentés dans des médaillons ovales, rectangulaires, en losange ou même de formes plus étranges; sur un fond rouge à décor crème, surgissent les figures géométriques, perles ou guirlandes, les animaux, oiseaux ou cerfs, les personnages, Amours ou Grâces, les accessoires divers, urnes ou coupes¹⁶³...

Le style Louis XVI gardait encore, à cette date, de la gracilité, survivance de l'époque précédente. De même que Lyon avait manifesté une répugnance à l'égard des « contournements fantaisistes et des paradoxes boursouflures » de la rocaille, la ville de la mesure et de la pondération, de la gravité mélancolique et sereine, hésitait devant cette frénésie néoclassique. La mode ne soumet jamais servilement Lyon à ses caprices; elle reçoit dans ce milieu des corrections habiles qui tempèrent ses extravagances. Certains indépendants s'en libérèrent tout à fait. Ce fut le cas de Philippe de Lasalle et de Pillement.

Né à Seyssel, Lasalle apprit la mise en carte, fut élève de Sarrabat, puis acheva sa formation artistique à Paris, où il étudia avec François Boucher, un des meilleurs pourvoyeurs des ateliers de tapisserie, et Bachelier, le directeur pour la peinture à la manufacture de Sèvres. Il se fixa à Lyon en 1748, compléta ses connaissances chez Dutilleul, entra comme dessinateur de fabrique chez Pernon en 1774. Il était à la fois peintre, décorateur, fabricant, mécanicien. Comme tout inventeur, il attachait plus d'importance à ses mécaniques qu'à son art lui-même.

Le « Raphaël du dessin de la Fabrique » eut surtout le mérite de concevoir de grands effets décoratifs, de les varier et de les équilibrer. Il produisit beaucoup mais, comme pour la plupart de ces artisans, une partie de son œuvre se cache sous l'anonymat. Elle est devenue la pro-

¹⁶² A. AUBERT, *L'exotisme dans la peinture franç. au XVIII^e s.* (Paris, 1943, in-8°, 164 p.). — G. MAGNIEN, *L'exotisme dans les arts décoratifs en France aux XVII^e et XVIII^e s.* (Lyon, Imp. réunies, 1946, 24 p.), p. 11.

¹⁶³ R. COX, *Le Musée hist. des tissus*, 1902, p. 110.

PLANCHE I.



1. Ph. de Lasalle : Tenture aux perdrix.

Musée des Tissus, Lyon.



2. Tenture polychrome.

Chinoiserie de l'école de Pillement.

priété de la maison qui l'a commandée; une fois livrée, elle entrait dans les collections appartenant à une raison sociale. On ne garde aucun dessin authentique de lui. Il reste heureusement un riche ensemble de tissus : lampas bleu et crème avec des petits médaillons brochés en soies polychromes, ornés de canards, de coqs et de chiens; des tissus de sièges décorés de paniers fleuris, des soies polychromes sur fond cannetillé, des gros de Tours illustrés dans « le goût de Pompéi »... Ses pièces les plus célèbres ornaient les palais royaux de l'Europe, en particulier de l'Espagne et de la Russie : satin broché avec le portrait de la Grande Catherine encadré de fleurs, lampas avec décor dit aux pandours de Marie-Thérèse, tissu d'ameublement de la chambre de Marie-Antoinette à Fontainebleau...

Il travailla les tissus les plus divers, le satin brodé au point de chaînette, le taffetas broché, le velours ciselé... Les motifs de décoration rassemblent une gamme variée d'oiseaux : perdrix, faisans, paons aux plumes de nuances chatoyantes, d'accessoires de musique, des couronnes, des rubans, des guirlandes. La méthode de cet excellent coloriste était simple : il préparait son travail avec une conscience infinie, mais ne dessinait pas d'après nature et ne se livrait à aucune étude préalable. Ses mises en carte révèlent des traces de tâtonnement visibles et des traits effacés; ce qui laisse supposer qu'il composait directement, dans la grandeur d'exécution. La richesse de ses œuvres ne provient pas des rehauts d'or et d'argent que la Fabrique employait autrefois. Il procède par taches juxtaposées. D'ordinaire, il use de trois tons pour chaque couleur : ombre, demi-teinte et lumière, et obtient des effets puissants ou délicats par leur alliance ou par le mélange du lancé et du broché. Il donne le relief par des accents de noir et par la chenille qu'il adopta avec discrétion. Ces fils sombres, préparés spécialement et fixés sur le tissu, mettent en valeur les sujets. L'ensemble témoigne toujours d'un sentiment décoratif exceptionnel et d'un grand charme d'imagination. Incomparable technicien et créateur de modèles, il a mis dans ses décors de fleurs et d'animaux une ampleur de composition, une robustesse de dessin, une franchise de teintes qui contrastent avec les tissus Louis XVI.

Dechazelle, chargé d'examiner son œuvre, déclara au Conseil de commerce de Lyon : « Lorsque Philippe de Lasalle entra dans cette carrière, l'art du dessin, déjà sur le point de prendre les couleurs de la maturité, conservait encore un reste de verdeur gothique. Le premier il sut répandre, avec une noble profusion et un choix plein de goût, l'émail des fleurs sur nos étoffes; les plantes semblaient y conserver le mouvement de la végétation par l'élégance du jet et la pureté des formes... Il fit plus : sans le concours du pinceau, ce fut l'humble navette qui, sur l'étoffe, traça d'après ses patrons les portraits les plus ressemblants ¹⁶⁴. »

Tandis que Lasalle représente une expression toute personnelle de la décoration, Jean-Baptiste Pillement garde de nombreux traits lyonnais dans son style. Sa personnalité est originale et sa vie réserve bien des épisodes obscurs. Il appartenait à une famille lorraine de peintres, établie à Lyon à la fin du xvii^e siècle, mais qui comptait des artistes dispersés dans diverses villes. Jean-Baptiste, dit Jean II, fut élève de

¹⁶⁴ *Bull. de Lyon*, 16 ventôse an XII (7 mars 1804).

Daniel Sarrabat, qui avait été formé lui-même par un Pillement. Jean acheva ses études à Paris et travailla comme dessinateur aux Gobelins. Il voyagea, passa trois ans à Madrid, résida à Lisbonne puis à Londres, circula en Italie, à Turin, Rome, Milan, s'établit à Vienne en 1764. Destinée caractéristique du siècle des lumières qui s'apparente à celle d'un Gluck. Ce tempérament, enrichi par des contacts multipliés avec d'autres sociétés, imprime à l'œuvre de ce peintre, dessinateur et aquafortiste, un cachet de libre fantaisie, de spontanéité, d'ingénuité et d'exotisme.

D'Autriche, il adressa au duc de Praslin, qui détenait le portefeuille des Affaires étrangères, un mémoire dans lequel il résume son existence et présente ses projets relatifs à la soierie. Il avait inventé une impression de dessins à fleurs colorées sur étoffes unies, analogues à celles « des Indes nommées péquins ». Les couleurs très éclatantes, mais solides, pénétraient le tissu, pouvaient s'appliquer sur les satins, les taffetas, les gros de Tours et offraient l'avantage d'être peu coûteuses. Nicolas Cochin, secrétaire de l'Académie, examina les schémas de Pillement, s'inquiéta de leur liberté de touche et ne recommanda pas le décorateur. Celui-ci n'obtint pas, comme il l'avait sollicité, de poste officiel à Paris et continua d'errer, jusqu'à la Révolution, en Pologne, en Allemagne, en Angleterre, se consacrant surtout à la peinture ¹⁶⁵.

Pillement est le plus étonnant animateur de chinoiseries de son temps. Il adopta ce style pendant son séjour aux Gobelins et lui resta fidèle, même sous Louis XVI. Ses compositions présentent des personnages aux attributs divers : paniers, mandolines, narguilés... Ses Chinois, au crâne rasé, revêtent la tunique; ses Chinoises, au chignon abondant, orné de longues épingles, portent les pantalons et des robes amples; elles affectent des poses languissantes. Dédaignant la documentation, Pillement mariait, selon son imagination, les tons jaunes, mauves et bleus et créa une faune de paons chatoyants, de vautours décharnés, d'hippogriffes effrayants... Tous ces éléments se combinent au gré de son inspiration débordante : Chinois chevauchant une autruche, chèvre juchée sur des bambous, pagodes émergeant de la végétation... Partout, les arabesques se multiplient, car Pillement aimait la ligne courbe et l'accumulation des détails. En un sens, il prolonge le baroque ¹⁶⁶.

Lyon pouvait ainsi offrir un bel assortiment de soieries. Elles contribuèrent au rayonnement de la ville, mais elles ne ralentirent pas le déclin de la Fabrique. Ces artistes furent même des facteurs de conservatisme. Spécialisés dans un petit nombre d'articles, pour lesquels ils approchaient de la perfection, ils empêchèrent une adaptation de la production; ils n'admettaient pas les mélanges de matières diverses, coton ou métaux, comme fond du tissu. Leur acharnement à maintenir coûte que coûte la primauté de la soierie apparaît comme un réflexe de défense d'esthète, qui malgré les difficultés croissantes, se réfugie dans son art.

**

C'est un lieu commun d'évoquer le cosmopolitisme du XVIII^e siècle. La « paneurope française » repose sur l'activité d'un certain nombre

¹⁶⁵ *Bull. de Lyon*, 29 mai 1808; *Journal de Lyon*, 30 avril 1808.

¹⁶⁶ H. Clouzot, *Le métier de la soie en France*, Paris, s. d., in-f°, p. 35.

de foyers intellectuels. A côté de Paris, d'autres capitales provinciales, qui n'ont cessé de s'embellir sous Louis XV et de se peupler d'esprits cultivés, diffusent les principales formes de la civilisation.

Lyon est excellentement placé pour assumer ce rôle. En raison de l'antique prééminence de son carrefour, il jouit d'une aire de rayonnement mal définie, mais considérable. La région lyonnaise, au sens moderne de l'expression, est en cours d'élaboration. Lyon tente d'affirmer son particularisme, de vivre de l'apport de toutes les provinces même les plus lointaines, de réaliser sa vocation commerciale. La métropole connaît des échanges actifs et à grand rayon. Elle est en relations étroites avec les provinces qui lui envoient sa subsistance et avec les Etats qui lui achètent ses produits. Elle est liée, non seulement au domaine italien, mais au monde germanique et helvétique. Une telle position oriente une évolution intellectuelle. Pas d'unité foncière, un horizon large et mouvant, un sens aigu de l'utile, telles sont les conséquences du rayonnement lyonnais.

Ce ne sont pas seulement les suggestions de la Nature qui ont valu ce caractère à Lyon, mais aussi le choix de son activité économique. Source de richesse sous Louis XV, la Fabrique subit ensuite une régression alarmante. La crise agit diversement sur les esprits : les uns raidissent leur attitude, les autres cherchent des moyens de renouveler les techniques et, gardant confiance dans le régime monarchique et dans leur vocation, s'acharnent au tissage d'étoffes magnifiques. On se montre parfois stupéfait de constater qu'une ville aussi morne pouvait être le centre d'aussi vastes entreprises, que de ces boutiques sombres pouvaient sortir ces merveilles d'art, que ces hommes silencieux pouvaient détenir un des gros marchés du monde.

Cet art n'est pas seulement le signe d'une ténacité et même d'une ferveur : plus qu'un autre, il reste éminemment social. Il laisse deviner un désir d'évasion ou de renaissance, un penchant pour l'exotique et le bizarre. C'est une des formes du déséquilibre qui frappe la société, à la fin de l'Ancien Régime, que cette floraison artistique, cette légèreté de touche et cette richesse de coloris, écloses au moment des difficultés économiques et des pires inquiétudes.

Le visage de la cité reflétait ce rayonnement, marqué de poussées subites et de graves réticences. L'euphorie économique draina la population et permit l'extension de l'agglomération, au nord avec Soufflot, au sud avec Perrache, à l'est avec Morand.

Grimod de la Reynière apprécia, en 1788, cette ville « toute entière au commerce ». Le négoce était, selon lui, source de vertus. « L'oisiveté amène le désordre, mais l'amour du travail enfante nécessairement celui de ses devoirs... Si les fortunes sont moins excessives à Lyon, les besoins y sont aussi moins impérieux : si chacun n'a pas l'abondant superflu, tous jouissent au moins de l'exact nécessaire... L'industrie est poussée ici au dernier degré de perfection... Le Fabricant aime mieux accroître modérément ses fonds par une prompte circulation que d'essayer de les doubler par les risques inséparables d'une longue attente. » Cet original vante cette agglomération de deux cent mille âmes, et il avoue l'aimer comme une maîtresse ¹⁶⁷ ! Mais peut-on accepter les confidences d'un tel mystificateur ?

¹⁶⁷ G. de la REYNIÈRE, *Lettre à M. Mercier ou Tableau de Lyon*, 1788, (p. 49-50).

Les milieux sociaux

« La grande affaire, à tous les âges, est d'être heureux », écrivait en 1783 le lieutenant général du Bailliage de Bresse, Jean-Baptiste Paradis de Raymond. Avocat au Parlement, ce seigneur des Jonchais, d'origine lyonnaise, illustre la belle société qui, entre la frivolité de la Régence et l'agitation de la Révolution, connut les jeux de la pensée en oubliant les difficultés des autres groupes sociaux.

1. LA CRISE SOCIALE

« Les villes sont le gouffre de l'espèce humaine. Au bout de quelques générations, les races périssent ou dégénèrent. Il faut les renouveler et c'est toujours la campagne qui fournit à ce renouvellement ¹. » Le creuset lyonnais happa le surcroît démographique des provinces voisines appauvries par la réduction du pouvoir d'achat, par l'extension des familles, par les accidents naturels qui se succédèrent depuis 1770. La Fabrique avait besoin d'une main-d'œuvre jeune et peu coûteuse. Selon un mémoire de 1787, elle n'aurait pu subsister sans la présence de six mille tireuses qui assuraient dès l'âge de dix ans cette besogne pénible. Certaines parvenaient à s'élever à la condition d'ourdisseuses ou de liseuses, mais le règlement interdisait de les employer au tissage proprement dit pour protéger les tisseuses spécialisées. Au moment des reprises, les maîtres faisaient un appel inconsidéré aux réserves rurales, pour éviter de recourir aux étrangers qui risquaient « de divulguer les secrets de la fabrication » ². En 1751, ils envoyèrent dans « les montagnes de Dauphiné... diverses personnes pour annoncer qu'il y avait quantité de places à remplir » ³. En 1768, un mémoire de l'intendant expose que « les filles de la province du Genevois et du bailliage de Ternier, qui s'expatrient et vont pour la plupart à Lyon, s'y marient, entrent dans la domesticité ou se livrent au libertinage » ; une organisation facilitait les déplacements de « racoleuses » acheminant les

¹ J.-J. ROUSSEAU, *Emile*, I, p. 36.

² E. LEVASSEUR, *Hist. des classes ouvrières*, 1901, II, p. 795-798.

³ J. GODART, *L'ouvrier en soie*, p. 22-25 et 172-175.

convois de Savoyardes ⁴. Le Bugey, la Dombes, la Bresse fournissaient des émigrants sans spécialité.

Installés dans l'attirante cité, ces ruraux se hissaient dans la hiérarchie sociale. Tolozan quitta le Briançonnais, « en sabots », sans ressources; devenu « un des premiers négociants, un homme de la plus rare capacité pour les affaires », il acquit le noble fief de Montfort, à Lissieu, prit le titre d'écuyer et reçut la charge de Secrétaire du Roi, près la Cour des Monnaies. Son fils Louis lui succéda en 1754 et fut le dernier prévôt des marchands avant la Révolution; son autre fils, Jean-François, remplit les fonctions d'Intendant du Commerce ⁵. Joseph Chalier appartenait à une famille bourgeoise d'aisance médiocre du haut Dauphiné; son grand-père était procureur du roi au Bailliage de Briançon et son père notaire. Il étudia chez les Dominicains de Lyon, puis enseigna au Collège de Charly; en 1762, il se plaça comme précepteur chez des négociants et Soufflot, appréciant ses talents de dessinateur, voulut l'emmenner à Paris. Chalier préféra voyager au profit d'une maison de commerce lyonnaise et parcourut tous les pays méditerranéens, de Constantinople à Lisbonne ⁶. Le cas de Jules Favre, originaire de Savoie, montre le mécanisme de l'apport alpin à Lyon au XVIII^e siècle : ses ancêtres vivaient près d'Albertville; commerçants, ils se déplaçaient souvent : le père de l'avocat naquit à Clermont-Ferrand, en 1777; il se fixa à Lyon dans le négoce de la draperie ⁷.

La masse urbaine comptait davantage d'éléments venus de l'Ouest. L'Auvergne, une des régions les plus pauvres, était un pôle de répulsion : chaque année, à l'entrée de l'automne, les habitants de la haute Auvergne émigraient dans toutes les provinces du royaume; certains regagnaient leur patrie au printemps, d'autres restaient dans leur ville d'adoption ⁸. Des mendiants et des brigands erraient dans les montagnes foréziennes; ils incendiaient et détroussaient, entretenant cette psychose d'insécurité qui explique les phénomènes de panique. Les Monts du Lyonnais et du Beaujolais, qui abritaient depuis un temps immémorial le tissage domestique des toiles, furent pour la métropole de la soie une réserve inépuisable d'ouvriers héréditairement façonnés à l'austère existence du tisseur.

Les provinces occidentales fournirent aussi beaucoup de cadres sociaux. Le dernier Intendant de Lyon, Antoine Terray, neveu du Contrôleur général des Finances, était originaire de Boën-sur-Lignon; le premier maire de Lyon, Palerne de Savy, venait de Bourg-l'Argental; le chevalier de Savaron, Nivière-Chol, appartenaient à la basse Auvergne, et le peintre Hennequin à une famille de Gannat ⁹. Le proverbe « Femme du Puy, homme de Lyon font une bonne maison » souligne les rapports avec le Velay ¹⁰. La liste des représentants du Rhône-et-Loire à la

⁴ A. CHATELAIN, *La formation de la population lyonn... Apports savoyards au XVIII^e s.* (R. G. L., 1951, p. 345-350).

⁵ J.-S. PASSERON, *Notice sur L. Tolozan de Montfort* (R. D. L., 1837, VI, p. 81-144), p. 82.

⁶ C. BERTHOLON, *Notice sur Chalier* (Lyon, Boitel, 1835, in-8°, 24 p.).

⁷ M. RECLUS, *J. Favre* (Paris, Hachette, 1912, 573 p.).

⁸ LEGRAND D'AUSSY, *Voyage fait en Auvergne en 1787* (Paris, Onfroy, 1788, in-8°, XII-551 p.), p. 2, 5.

⁹ L. TRÉNARD, *Auvergne et Lyonnais*, 1953, p. 184.

¹⁰ A. VACHEZ, *Les livres de raison dans le Lyonnais*, 1892, p. 62.

Convention confirme cette prédominance des groupes issus du Massif Central; 9 élus sur 15 en provenaient : François Lanthenas né au Puy, Noël Pointe, armurier à Saint-Etienne, Claude Javogues, huissier à Montbrison ¹¹...

Tentés par la « grande fascination », qui rappelle celle du xvi^e siècle, les immigrants renouvelaient la mentalité traditionnelle. Accourant du Forez et des Alpes, des zones préalpines et des contreforts du Vivarais, des plaines du Dauphiné et des marécages de la Dombes, ils reliaient les régions pauvres à la cité active. Leur présence explique peut-être, du tempérament lyonnais, certaines caractéristiques comme la ténacité, l'esprit pratique, la défiance jointe à la rudesse, la facilité accueillante alliée à une dureté montagnarde.

Sur l'agglomération, pesait ainsi la masse paysanne. Entre campagnards et citadins, les relations restaient fréquentes, à l'occasion des marchés et des séjours dans les résidences d'été; une région proche, comme le bas Dauphiné, recevait les Claret de Fleurieu, les Dauphin de Verna, les Yon de Jonage... Les notables tenaient à conserver leurs possessions terriennes, les nouveaux cadres cherchaient à en acquérir. Ils n'ignorèrent pas la crise agricole et la misère des métayers. Après avoir réservé la part du maître et versé tous les droits, les ruraux équilibraient leur budget avec peine : « Quand un cultivateur laborieux, intelligent et aisé pousserait ses récoltes à cent mesures, il ne doit pas espérer se reposer dans sa vieillesse... Il est souvent exposé à être précipité dans l'indigence, s'il n'a fait valoir quelque industrie. » Vivant dans une salle servant à la fois de cuisine et de chambre à coucher, il s'alimentait de pain de seigle, de lard salé, de légumes et buvait de la piquette, même en pays vignoble ¹².

Nobles et grands bourgeois manifestaient leur mépris à son égard. En 1787, ils protestèrent contre l'élection de fonctionnaires municipaux par ces « villageois presque tous illettrés, ignorants, timides, incapables pour la plupart d'avoir et de discuter une opinion, accessibles à tous les genres de séduction, entravés par la crainte de déplaire à l'homme puissant qu'ils appréhendent de heurter, à l'homme riche dont ils jaloussent et convoitent l'aisance » ¹³. En réalité, les cahiers de doléances recurent de nombreuses signatures, en particulier dans le haut Beaujolais. L'influence des bourgeois lyonnais et des avocats caladois contribua à éveiller l'esprit critique des vigneron ¹⁴.

La crise ouvrière préoccupa davantage. Par son importance numérique, la Fabrique régissait les rapports sociaux; elle englobait 400 maîtres-marchands, détenteurs des capitaux, 6 000 maîtres-ouvriers qui employaient dans leurs modestes ateliers les compagnons, les apprentis et d'innombrables aides. Une réglementation conditionnait la carrière de tout ce personnel : les employés subalternes, tireurs de lacs, dévideuses, liseuses, ne pouvaient accéder à la maîtrise; pour les canuts, l'apprentissage, commencé à l'âge de 14 ans, durait en moyenne cinq ans chez le même maître; l'apprenti devenait compagnon après un examen, l'exécution d'une étoffe de sa spécialité, le paiement d'un droit. Le compagnonnage s'accomplissait en deux ans dans différents lieux.

¹¹ M. WAHL, *Les premières années de la Révol.*, 1894, p. 599.

¹² BRISSON, *Mémoires sur le Beaujolais*, 1770, p. 203-215.

¹³ G. GUIGUE, *P. V. des séances de l'Ass. Prov.*, 1898, p. viii.

¹⁴ J. FAYARD, *Les cahiers des paysans beaujolais (R. H. L., 1904, p. 96-108)*.

Après une nouvelle épreuve, le compagnon recevait ses lettres de maîtrise et pouvait monter un atelier. Seuls, les Lyonnais d'origine entraient dans la Communauté.

La discussion porta d'abord sur l'utilité de la corporation. Les fabricants l'estimaient nécessaire pour former une excellente main-d'œuvre et faire respecter les règlements de fabrication. Ils blâmèrent, en 1777, l'édit de Turgot établissant la liberté du travail et, soutenus par Flesselles, ils obtinrent le retour aux principes corporatifs; ils cherchèrent à remettre en vigueur la législation antérieure, mais les communautés, ruinées par leurs procès, demeurèrent « dans la plus funeste anarchie »¹⁵.

La nouvelle structure de la Fabrique admettait une égalité de représentation pour les jurés-gardes de marchands et d'ouvriers. Cette mesure déplut et les anciens membres ne s'empressèrent pas de se faire inscrire. Dans cette économie minée, la bourgeoisie d'affaires défendait âprement ses droits, s'opposant à toute innovation : elle protesta quand une manufacture de velours soie et coton s'installa à la Croix-Rousse, quand le roi autorisa chaque ouvrier à posséder un nombre illimité de métiers, quand on voulut introduire des protestants dans la Communauté... On proposa que les Filles de la Charité, utilisées comme tailleuses, lingères ou blanchisseuses, pussent être placées dans la soierie; elles paraissent habiles, assidues, dociles; elles « ne sont pas sujettes à la débauche, ni à ces émeutes d'ouvriers dont on a vu tant d'exemples... On ne craindra pas que ces filles emportent la Fabrique dans le pays étranger comme le font les garçons »; elles vivent à moins de frais et « peuvent faire de l'ouvrage à meilleur marché ». Les fabricants refusèrent¹⁶. Leur souci dominant résidait dans le maintien des traditions : sans arrêt, ils renforçaient la réglementation, interdisaient l'emploi de fausses dorures, prévoyaient la peine du carcan pour le fraudeur, exigeaient une autorisation pour toute dérogation destinée aux costumes de théâtre¹⁷...

Néanmoins, une partie de la bourgeoisie éclairée condamnait l'armature corporative et souhaitait la liberté d'entreprise. A l'appel de Roland, Villefranche pria le duc d'Orléans de ne point restaurer les corporations et réclama, dans son cahier de doléances, la liberté pour les arts et métiers¹⁸. La noblesse lyonnaise sollicita l'abolition des jurandes et la rédaction « de règlements simples et précis pour la fabrication des étoffes de soie, la chapellerie et la boulangerie ». Moins formels, les délégués de la Communauté reconnurent que le libéralisme était source de progrès¹⁹.

Les ouvriers craignaient de se sentir désarmés au moment où leur situation empirait. L'afflux de population dévalorisait la main-d'œuvre;

¹⁵ Très humbles et très respectueuses représentations que font au roi ses fidèles sujets des deux classes réunies composant la communauté appelée la Gr. Fab. d'étoffes d'or, d'argent et soie de Lyon, sur l'arrêt de 1776 (Paris, Houry, 1777, in-4°, 10 p.).

¹⁶ Mémoire expositif contenant le danger auquel serait exposée la manuf. des étoffes de soie si les filles, soit de la ville, soit de la campagne, qui n'ont aucune qualité, étaient admises à la liberté de travailler les étoffes (s. d., in-4°, 10 p.).

¹⁷ *Journal de Lyon*, 26 janv. 1785.

¹⁸ Arch. munic. Villefr., Registre des délib., 2 avril 1785. p. 2-3, 3 janv. 1789, p. 39-40.

¹⁹ *P. V. des séances des Ass. générales des trois ordres*, 1789, p. 30.

malgré la hausse du coût de la vie, les marchands n'accordaient aucune augmentation, en raison des répercussions sur les ventes. « Personne n'ignore que c'est le prix des vivres qui fixe celui de la main-d'œuvre. L'on ignore encore moins que c'est principalement au bas prix de cette main-d'œuvre que nos étoffes doivent le débit dans le reste de l'Europe. » La faiblesse des salaires garantissait aussi la docilité des compagnons : « Pour assurer et maintenir la prospérité de nos manufactures, il est nécessaire que l'ouvrier ne s'enrichisse jamais, qu'il n'ait précisément que ce qu'il lui faut pour se bien nourrir et pour se bien vêtir. Dans certaines classes du peuple, trop d'aisance assoupit l'industrie, engendre l'oisiveté et tous les vices qui en dépendent »²⁰.

Soumis aux commandes du négociant, ceux qui fabriquaient tenaient à devenir les salariés de ceux qui commerçaient. Satinaires, passementiers, taffetiers, tous menaient une existence terne. En 1769, un tisseur exposa à la Commission des Réguliers ses difficultés; ayant refusé d'entrer dans les ordres, car « les moines sont des guêpes inutiles qui mangent le travail des abeilles », il connaissait la misère : il gagnait 35 sous par jour et sa femme 15, mais les loyers étant onéreux, il ne restait que 25 sous pour nourrir huit enfants; l'année comptait 284 jours ouvrables et les fêtes, trop nombreuses, profitaient aux guinguettes²¹.

Aller au cabaret aux Broteaux représentait la grande distraction; c'était aussi un moyen de s'informer et de discuter. On envisagea d'interdire cet usage. « Les jours de fête et de dimanche sont les seuls jours de récréation. On voit alors 100 000 ouvriers sur pied sortir de la ville, se répandre ensuite dans les tavernes des faubourgs. Malgré les ordonnances, arrêts, règlements qui défendent les jeux publics, ils ne cessent de jouer »²². Ils fêtaient l'Assomption, le Carême, la Saint-Jean..., chômaient lors des événements mémorables, le sacre du roi ou la capitulation de Yorktown... Les revues de la milice s'accompagnaient de danses et « des fontaines de vin coulant en abondance entretenaient les transports et l'allégresse »²³.

Malgré les espérances du *Journal de Lyon*, organiser des jeux ne suffisait pas à détourner les masses populaires de leurs souffrances. Elles recoururent au compagnonnage pour s'entraider. Une enquête le révéla en 1776. A la suite d'une plainte déposée contre le cabaretier du *Mouton couronné* à Vaise, plusieurs témoins attestèrent qu'au « mépris des ordonnances », des « gens sans aveu », appelés compagnons du Devoir, se réunissaient dans cette auberge. Ils faisaient la fête, contrefaisant les magistrats « au grand scandale du public », et maltraièrent ceux qui n'appartenaient pas à leur groupe²⁴. Le Consulat, le Présidial, le Parlement édictèrent diverses mesures pour bannir cette activité secrète²⁵.

²⁰ E. MAYET, *Mémoire sur les fabriques de Lyon*, 1786, p. 37, 60-61.

²¹ Lettre d'un ouvrier en soie de Lyon à Messieurs de la Commission établie à Paris pour la réforme des ordres religieux, 27 déc. 1769 (R. D. L., 1835, I, p. 107-109).

²² Ordonnance de MM. les prévôts des marchands et échevins portant défense de jouer aux jeux de hasard (Lyon, Delaroche, 1776, in-4°, 3 p.).

²³ P. DURET, *Nouv. générales*, oct. 1778, fasc. 36; *Journal de Lyon*, 30 avril 1786. — E. VIAL, *Les réjouissances publiques* (R. H. L., 1907, p. 248).

²⁴ A. D. R., B. Ecully : Plainte Sandrin de Champdieu, 1776.

²⁵ Jugement de police concernant les attroupements (Lyon, Delaroche, 1778, in-4°, 8 p.).

Les ouvriers, prenant conscience de leur situation, proposèrent en 1785 de séparer, au sein de la Communauté, les maîtres-marchands et les maîtres-ouvriers; leurs intérêts s'opposaient et ils devaient avoir une caisse distincte. Ils désiraient surtout un tarif : abusant de la liberté, le marchand profitait des besoins de l'ouvrier pour lui imposer une rétribution insuffisante, le tarif préciserait le taux des façons selon les types d'étoffes. A plusieurs reprises, ils exposèrent leur existence précaire. Cette classe d'ouvriers « destinée à régénérer celle des maîtres » subit un pénible apprentissage, accomplit un labeur dur et accablant, « surtout quand il s'agit de passer des nuits, de s'interrompre le repos et de s'en priver pour expédier et rendre des commissions pressantes pour les marchands ». Or, on ne leur accorde même plus comme autrefois les deux tiers du prix des façons ²⁶.

Dans de nombreux mémoires documentés, les maîtres-gardes dressèrent un budget-type d'un ouvrier, montrèrent que la situation des Lyonnais ne valait pas celle des travailleurs de Venise, Londres, Berlin et que la concurrence étrangère ne justifiait pas la dureté des négociants. Au comte de Vergennes ils renouvelèrent leurs doléances, dénonçant les méfaits de la liberté : il faut contrôler les matières premières que remettent les manufacturiers aux tisseurs, il faut élaborer le tarif. Alors que les manufacturiers attribuent la crise à des mobiles économiques, les ouvriers l'imputent à l'exode provoqué par les dures conditions de travail. « La manufacture périt faute de bras, bien plus que par la jalousie et la concurrence des nations étrangères. » Pendant tout l'hiver 1785-1786, le prévôt des marchands, l'intendant de Commerce et les maîtres-gardes ouvriers envisagèrent l'établissement d'un tarif ²⁷.

Dès le printemps, les ouvriers s'agitèrent. Les cordonniers, les teinturiers, les maçons réclamaient eux aussi un relèvement de leurs salaires. Avec beaucoup de discipline, les chapeliers voulurent imposer aux maîtres leurs conditions. Les soyeux les retrouvèrent rassemblés aux « travaux Perrache » ou dans les guinguettes des Charpennes. Bientôt, des violences éclatèrent aux Terreaux et à Bellecour ²⁸. Le Consulat, effrayé, céda : il accorda les augmentations de salaire et supprima la liberté de contrat entre négociants et ouvriers. Dès que les chasseurs du Gévaudan et les troupes eurent réprimé l'émeute, les fabricants songèrent à annuler les concessions. Un arrêt du Conseil décida que les « salaires des compagnons, garçons et artisans, seraient réglés de gré à gré et à prix débattu entre le marchand fabricant et l'ouvrier », il défendit aux ouvriers « de se concerter entre eux pour faire hausser le prix de leurs salaires, d'une manière uniforme et combinée » ²⁹.

A nouveau, se ligèrent compagnons et maîtres-ouvriers; les appropriateurs désertèrent les ateliers, encouragés par le mouvement compa-

²⁶ A. N., F 12 1441, Requête des compagnons adressée aux syndics et jurés gardes, s. d.

²⁷ *Id.*, Mémoire des maîtres ouvriers aux jurés-gardes, 6 juil. 1785; Lettre de Vergennes à Gallande, 12 sept. 1785; Mémoire des maîtres-gardes ouvriers, 21 nov. 1785.

²⁸ A. D. R., C 6, Police, émeutes de 1786. — A. M. L., CC. 188, Impôts et comptabilité. Taxe perçue au nom de l'archevêque (ban d'août).

²⁹ Arrêt du Conseil d'Etat du Roi concernant les Communautés d'arts et métiers de Lyon, 3 sept. 1786 (Lyon, Bruyset, 1786, 8 p.).

gnonnique; les Charpennes, dépendant du Parlement de Dauphiné, devinrent leur repaire³⁰. A la fin du mois de septembre 1786, la grève reprit chez les chapeliers; elle tourna court; Tolozan parvint à suspendre l'activité d'un militant, Denis Monnet, qui avait été praticien dans sa jeunesse et qui fomentait les troubles. Bientôt, les marchands, se sentant rassurés, critiquèrent Terray et lui reprochèrent de se laisser guider par l'abbé Louis Jacquet, « l'avocat et le conseil des ouvriers »³¹.

Du côté des ouvriers apparut, au cours de cette crise prérévolutionnaire, un certain sens de la solidarité, une conscience revendicatrice, le désir de codifier leurs rapports avec les manufacturiers. Ceux-ci se préoccupaient plus des problèmes économiques que des questions sociales; pour eux, l'essentiel consistait à franchir les mauvaises années et à écarter les risques d'agitation en apaisant la détresse par les œuvres charitables; peu à peu, ils cessèrent de considérer l'assistance comme une mesure de police destinée à contenir l'insurgé éventuel que représente le pauvre; ils eurent le sentiment d'un devoir social.

Les autorités versèrent des subsides, organisèrent des souscriptions, envoyèrent des quêteurs à domicile. La Chambre d'Abondance assura l'approvisionnement en blé, l'Aumône générale distribua des secours, l'Assemblée provinciale procura des denrées alimentaires aux indigents. Avec un souci moderne de rééducation, Flesselles s'efforça de dépister les professionnels de la mendicité pour les séparer des infirmes; il tenta de réformer l'administration des hôpitaux et d'améliorer l'équipement de l'Hôtel-Dieu qui recevait près de 16 000 malades par an; la mortalité ne dépassait pas 8 % alors qu'elle atteignait le double à Paris³². Le personnel médical participa à ces œuvres d'assistance. Les médecins diffusèrent *L'avis au peuple sur sa santé*, rédigé par Tissot, collaborateur de l'*Encyclopédie*. Flesselles fit distribuer des boîtes de pansement et organiser une clinique de « variolisation » à Saint-Genis-Laval, la *Société de Médecine* enquêta sur l'ergotisme qui sévissait au cours des printemps humides. Au Bicêtre qui recueillait les indigents, souvent condamnés à un travail pénible et mal rétribué, les chirurgiens Dutreih puis Devoiry assurèrent une tâche ingrate et risquèrent plusieurs fois d'être lapidés³³.

Une société se chargea de la sauvegarde de l'enfance. En 1778, un mémoire montra que sur 6 000 enfants qui naissaient chaque année à Lyon, il en périssait plus des 2/3 par la négligence des nourrices mercenaires. Mmes Terray, Rieussec, Régny... proposèrent à l'archevêque d'organiser un *Institut de Bienfaisance*; dans chaque quartier, un représentant (Goudard, Finguerlin, Coudere) s'occupait des cas dramatiques « dignes de Greuze ». Beaumarchais, qui avait tenté de fonder le même organisme à Paris, proposa d'éditer et de jouer le *Mariage de Figaro* au profit de l'œuvre³⁴. Marsollier des Vivetières composa un drame : *Norac et Javolci*, sur un épisode de la vie de Beaumarchais; joué en

³⁰ A. N., F¹² 1441, Lettre de Tolozan à Calonne, 18 sept. 1786.

³¹ L. TRÉNARD, La crise sociale à la veille de la Révol. (R. H. M. C., 1955, p. 5-45).

³² Prospectus de souscription pour l'établissement de 300 lits de plus à l'Hôtel Dieu de Lyon... (Lyon, 1787, in-4°, 7 p.).

³³ J. DRIVON, *Anciens hôpitaux de Lyon*, hôpitaux de mendiants, bicêtres, 1910, p. 46 (Lettre à Vergennes).

³⁴ *Journal de Lyon*, 12 janv. 1785, p. 11-13; 26 janv., p. 20, p. 39; 3 fév., p. 42.

1785 au profit des pauvres mères nourrices, il fut imprimé au profit de l'Institut. La loge *Patriotisme* fit des quêtes... : « Tous les cœurs étaient émus et attendris ³⁵. » Selon les prescriptions de l'*Emile*, des cours furent prévus afin de guider la première éducation maternelle; Collomb, démonstrateur au Collège de Chirurgie, publia en 1785 une *Instruction pour les mères nourrices* et Vasselier glorifia l'œuvre de puériculture fondée pour encourager l'allaitement ³⁶.

La même sensiblerie se manifesta à l'égard des étrangers. En 1785, on accourut au passage des familles indiennes que le bailli de Suffren ramenait pour favoriser l'établissement des filatures de coton. La même année, un *Te Deum* salua l'arrivée d'esclaves rachetés à Alger ³⁷. Cet attendrissement ne secourait pas les chômeurs. Dès 1771, les fabricants avaient examiné les possibilités ³⁸. L'Académie fit rechercher en 1777 « les moyens les plus simples » d'occuper en période de chômage les tisseurs dans les arts mécaniques. Un mémoire répondit que la solution résidait dans l'octroi d'un salaire permettant d'épargner pour affronter les moments difficiles. La crise de 1787 augmenta considérablement le nombre des miséreux; « 30 000 ouvriers étaient sans ouvrage, c'est-à-dire sans pain » et leur famille se trouvait réduite à la mendicité ³⁹. Leur détresse était d'autant plus vive que le prix des subsistances ne cessait de croître par suite de l'augmentation des droits d'octroi, des mauvaises récoltes, des hivers rigoureux. Le prévôt autorisa l'ouverture d'une souscription sous la responsabilité des syndics de la Communauté ⁴⁰. Lors de l'ouverture du paiement des Saints, Tolozan montra qu'il fallait éviter l'exode des ouvriers et redouter leur oisiveté; « toutes les classes de citoyens » ont intérêt à rétablir l'activité manufacturière; elle facilite le débit des denrées, la circulation du numéraire et sauvegarde les valeurs locatives. Le nouvel archevêque Yves de Marbeuf recommanda en son premier mandement l'accomplissement des devoirs d'entraide ⁴¹. On donna au bénéfice des chômeurs une représentation du *Jaloux*, une comédie facile de Rochon de Chabannes, suivie de la *Fausse Agnès*, une pièce fine et amusante de Philippe Destouches.

L'Assemblée provinciale se contenta, elle aussi, de ces solutions d'attente. Quand s'ouvrit la campagne préparatoire à la réunion des Etats généraux, le marasme subsistait. Alors que les fabricants discutèrent les conditions d'une reprise économique, les maîtres-ouvriers, soutenus par les compagnons, choisirent en février 1789 pour élire les députés aux Etats généraux des ouvriers réputés pour leur audace, comme le militant Monnet, et repoussèrent toute candidature des mar-

³⁵ *Journal de Lyon*, 11 mars 1786..

³⁶ E. LEROUX, Une œuvre lyonnaise de puériculture au XVIII^e s. (*R. H. L.*, 1909, p. 429-445).

³⁷ *Journal de Lyon*, 28 sept. 1785.

³⁸ Moyens de pourvoir à la subsistance des pauvres ouvriers sans travail mis en usage à Lyon, en 1771, par la communauté des fabricants en étoffes (Lyon, s. d., in-12, 28 p.).

³⁹ L. GALLE, Lettres sur un voyage en France en 1788 (*R. D. L.*, 1894, p. 339).

⁴⁰ Discours prononcé par M. TERRET, le 3 oct. 1787 (Lyon, Deschamps, 8 p.). — Lettre pastorale de Mgr l'archevêque de MONTAZET (Lyon, Delaroche, 1787, in-4°, 15 p.).

⁴¹ Lettre pastorale de Mgr Y. de MARBEUF, 22 nov. 1788 (Lyon, Delaroche, 1788, in-4°, 8 p.).

chands, des syndics, des jurés-gardes⁴². En fait, ces délégués ne surent pas exprimer, dans leurs cahiers, une pensée originale. Leurs griefs s'échappaient en plaintes sans se fixer en formules revendicatrices. Ni sur le régime corporatif, ni sur le tarif, ni sur les formes d'assistance, ils ne purent présenter de conceptions cohérentes⁴³. Ces maîtres-ouvriers révoltés en 1786, plongés dans la misère en 1788, manifestèrent de la lassitude en 1789. Quand les caprices du goût ou les édits du souverain paralysaient la Fabrique, les canuts se plaignaient d'abord, se révoltaient parfois, se résignaient à la longue.

Devant leurs métiers immobiles, ils méditaient sur les frivolités humaines : ils savaient qu'ils chômaient parce que la reine, jouant à la bergère, s'habillait avec simplicité, parce que les courtisans imitaient le souverain, parce que les bourgeois s'efforçaient d'imiter le gentil-homme. Chez beaucoup, la colère céda la place à l'ironie. L'esprit narquois, qui s'exprime dans les chansons ou les satires, est fait de patience et de scepticisme. Ces maîtres-ouvriers gardaient le sentiment d'appartenir à la Grande Fabrique; leur devoir était de maintenir les contacts entre les compagnons et les apprentis d'une part, les dessinateurs et les négociants d'autre part.

La présence de cette main-d'œuvre spécialisée a joué un rôle dans l'élaboration du tempérament lyonnais. Mais la précocité des problèmes sociaux à Lyon a-t-elle précipité le glissement vers les idéologies révolutionnaires ? Les événements de 1789 ont-ils été stimulés par la misère ou par la réflexion ? Un contemporain estimait que les difficultés existentielles éloignaient l'ouvrier de la pensée et craignait de voir « ce peuple d'ouvriers..., ce grand corps de la Fabrique de Lyon, tout robuste et tout puissant qu'il est, périr bientôt d'inanition »⁴⁴. Ce qui guettait ces groupes sociaux, c'était la léthargie intellectuelle. La culture, pour s'épanouir, exige le calme, la sérénité, la sécurité. « L'esprit révolutionnaire gagne du terrain chaque fois que le sentiment de la nécessité économique s'affaiblit », déclare Georges Sorel. Le geste révolutionnaire n'est jamais spontané; il est le résultat d'une « prise de conscience »⁴⁵. En tout cas, ni à l'égard des paysans, ni à l'égard des ouvriers, la bourgeoisie ne présenta des remèdes sociaux véritables : elle se contenta de gestes relevant de la philanthropie et du paternalisme.

2. L'ELITE INTELLECTUELLE

Dans les premiers mois de la Révolution, Mme Roland adressa à Mme Delandine une lettre de confiance passionnée où s'exhalent son mépris et sa haine longtemps contenus pour la haute société lyonnaise dans les derniers soubresauts de l'Ancien Régime. « Je veux me dégonfler avec vous de tout ce que mon pauvre cœur est obligé de souffrir

⁴² A. M. L., Requête présentée à MM. les prévôt des marchands, échevins et officiers municipaux de la ville de Lyon, 17 janv. 1789 (Lyon, in-8°, 12 p.).

⁴³ A. N., B III, 76, p. 501 : Lettre de Regnault à Necker, 17 mars 1789. — A. D. R., B 25 à 29, Cahiers de doléances.

⁴⁴ P. BERTHOLON, *Du commerce et des manuf.*, 1787, p. 191.

⁴⁵ G. SOREL, *Les illusions du progrès*, 1921, p. 211.

dans cette ville... Les gains du commerce ont fait pulluler dans nos murs les anoblis, les privilégiés, les riches, ou espérant le devenir; ... les ecclésiastiques y sont nombreux, les suppôts de judicature le sont aussi... » En 1790, elle redisait à Bancal des Issarts : « Il règne dans ce pays la quadruple aristocratie des prêtres et des petits nobles, des gros marchands et des robins ⁴⁶. » Les renseignements de Mme Roland restent souvent superficiels; elle vivait trop en dehors de Lyon pour bien connaître la cité. Néanmoins, ils gardent une précieuse spontanéité et parfois d'exactes intuitions. Sa remarque sur la société paraît bien venue : les ecclésiastiques et les bourgeois constituaient l'élite cultivée.

Groupe complexe, aisé dans l'ensemble, la bourgeoisie jouait un rôle par ses acquisitions foncières, ses lumières, son activité. Un marchand de soie, comme Goudard, apparaît de la classe d'Oberkampf. Elle fournissait tout un monde de « commis », de techniciens, de savants ⁴⁷. Deux éléments la dominaient : le négoce et la Fabrique. En dépit des variations économiques et des faillites qui se multiplièrent dans le dernier quart du siècle, la fièvre de spéculation s'aggrava; elle s'accompagna de vols retentissants, comme celui de la banque Finguerlin et Schérer en 1785, qui fit beaucoup de bruit à l'époque et dont parle Grimm dans sa *Correspondance* ⁴⁸. Pour ces capitalistes, la politique était la suite naturelle des affaires; détenteurs, par eux-mêmes ou leurs clients, d'une grosse-masse des fonds d'Etat, ils redoutaient la banqueroute et, comme l'ont enregistré Brissot et Young, ils s'inquiétaient des répercussions que pouvaient entraîner les déboires de leurs confrères.

Parmi eux, une active colonie protestante se rattache aux banques étrangères. Fort bigarrée, elle comptait la moitié d'éléments d'origine germanique; les Suisses étaient largement représentés; le reste provenait du Dauphiné, du Vivarais, du Languedoc, de ce Midi remuant et frémissant d'impatience ⁴⁹. C'était l'époque du « Second Désert », toléré par le gouvernement. De temps en temps, des prédicateurs « volants » venaient commenter l'Evangile. Depuis 1760, Lyon avait un pasteur résident, bien que clandestin jusqu'à l'Edit de 1787. Particulariste, l'Eglise réformée de Lyon refusa en 1774 de participer aux frais qu'entraînait la création d'une charge de député des Eglises de Paris; elle déclara que « sa reconnaissance en paroles était tout ce dont elle pouvait disposer » ⁵⁰.

Entouré d'une large zone de dissémination calviniste, Lyon était l'étape habituelle des pasteurs venant de Genève et de Lausanne, se rendant dans les Cévennes. Ici, les foyers, amples et vivaces, sollicitaient des chefs et des ouvrages; ils se redistribuaient jusque dans le Poitou et la Saintonge. Lyon devint un centre de trafic clandestin et l'Inspecteur de la librairie connut plus d'une inquiétude à ce sujet ⁵¹. Mais les nécessités de l'action nuisaient aux qualités intellectuelles; le temps, les

⁴⁶ Mme ROLAND, *Lettres 1780-1793* (éd. Perroud, Lettre du 22 juin 1790, II, p. 98).

⁴⁷ J. AYNARD, La bourgeoisie au XVIII^e s. (*R. Q. H.*, sept. 1933, p. 153-183).

⁴⁸ GRIMM, *Corresp.*, 1813, III, p. 412. — E. BAUX, *Un vol sensationnel à Lyon en 1785* (Trévoux, Jeannin, 1908, in-8°, 30 p.).

⁴⁹ A. M. L., CC 185, Taxes perçues au nom du Roi. Rôles établis par la Commission de l'Ass. Prov. pour les vingtièmes, 1788.

⁵⁰ *Bull. Soc. Hist. Protest.*, juil. 1910, p. 376.

⁵¹ B. N., F. Fr. 22 136, 22 138, 22 140, Lettres de Bourgelat, 1760, 1770-1772.

préoccupations, la vie errante détournait de la dogmatique; les persécutions et l'anticatholicisme professé par les pasteurs avaient provoqué un dessèchement religieux. Ceux-ci recevaient en Suisse un enseignement trop rapide et qui se ressentait du rationalisme régnant.

Le groupe lyonnais bénéficia de l'influence de Rousseau et de Frossard. Le premier, ramené à la religion de ses pères par la piétiste Marie Huber, s'éloigna du scepticisme pour se rapprocher d'un christianisme plus profond. Précepteur chez le grand prévôt de la Maréchaussée du Lyonnais, Jean Bonnot de Mably, il goûta les charmes de la société; il retrouva la famille Boy de la Tour, originaire de Motiers, dont les filles épousèrent les banquiers Delessert et Guillaume Mallet; il résida deux ans au château de Monquin. En 1770, il quitta Lyon, incurablement ombrageux et ne revint jamais dans cette région où il comptait tant de disciples. Le pasteur Benjamin Frossard fit ses études à Genève et fut nommé à Lyon en 1777 où il organisa des réunions pour ses coréligionnaires; « jamais les catholiques ne montrèrent de l'hostilité »⁵². Il traduisit les *Sermons* du prédicateur écossais Hugh Blair et favorisa l'anglomanie⁵³.

Dans ce milieu, plusieurs banquiers se distinguèrent par leur culture. La correspondance de Guillaume Coudere témoigne de sa curiosité d'esprit; jusqu'en 1787, il parle peu des problèmes politiques, mais il se réjouit des mesures prises en faveur des protestants; l'édit accorde « tout ce qu'il y a de plus essentiel »; il fallait agir avec prudence, car les protestants des provinces méridionales entretiennent une espèce de fanatisme. Analysant de plus en plus les débats politiques, il avoue en décembre 1788 : « La Constitution de l'Etat est dans une grande crise. C'est même actuellement à Paris le moment le plus chaud, parce qu'il est question de lâcher les lettres de convocation, c'est-à-dire de décider la forme des élections. »

Mais Coudere est avant tout un homme d'affaires avisé, et la plupart de ses réflexions se rapportent aux nouvelles économiques : il apprécie l'œuvre financière du gouvernement, discute la valeur des emprunts, signale en 1784 l'effervescence de l'agiotage... S'il parle, en 1783, du tremblement de terre de Sicile, c'est parce que cette île a, « pour les soies, beaucoup de relations » avec Lyon; « Messine est entièrement détruite... Les Lyonnais ne perdront pas grand-chose à ce malheur. Le plus fort des achats se trouvait embarqué »⁵⁴. Ce bourgeois protestant, qui avait des amis à Paris, dans le Languedoc, en Suisse, apparaît comme un économiste mêlé activement à l'actualité.

Le baron Benjamin Delessert s'est intéressé, comme Frossard, au développement des idées généreuses et, comme Coudere, à l'évolution économique. Il était issu d'une famille lyonnaise de soyeux et de philanthropes; son père Etienne fonda la première compagnie française d'assurances contre l'incendie et créa une caisse d'escompte. Benjamin voyagea et acheva son éducation en Ecosse où il connut Smith et James Watt. Il eut le goût des sciences naturelles, rassembla de magnifiques collections de coquilles et compléta l'herbier que Rousseau avait constitué pour sa mère. Imitant les commerçants florentins, il ouvrit ses

⁵² E. MOUTARDE, *Journal de B. Cuendet* (R. H. L., 1914, p. 99).

⁵³ J. BRISSOT, *Mémoires*, I, p. 264-265.

⁵⁴ O. MONOD, *Lettres de Guillaume-Benoît Coudere* (R. H. L., 1906, p. 410).

trésors au public et encouragea les travaux de Candolle. Dès ses débuts, s'affirmèrent les traits fondamentaux de sa carrière : charité profonde, habileté dans le négoce, confiance dans la productivité et le libéralisme ⁵⁵.

Ces milieux maintenaient leurs relations de solidarité avec l'étranger, surtout avec la Suisse. La famille des Cannac se partageait entre son château d'Hauteville, où elle abritait ses objets d'art, et Lyon où Philippe Cannac était directeur des coches ⁵⁶. Régny, petit-fils d'un conseiller au Parlement de Trévoux, épousa Jeanne Clavière, fille d'un échevin lyonnais; il dirigea une succursale lyonnaise d'une banque génoise et devint receveur de la ville en 1785 ⁵⁷. Les réformés stimulaient les progrès intellectuels, s'intéressaient au mécanisme de l'économie et espéraient améliorer les conditions humaines. Ils formaient une minorité cohérente, une sorte de « complexe socio-économico-religieux », au caractère trempé par la dissidence. Leur situation les conduisait sur la voie de l'élévation sociale et favorisait une mentalité nouvelle faite d'optimisme, de confiance en la raison humaine, de hardiesse dans les entreprises ⁵⁸.

Les membres de la Fabrique représentent un autre foyer de culture. Jacques Imbert-Colomès symbolise cette bourgeoisie manufacturière. Sa fortune était modeste, mais il sut l'accroître pour atteindre une large aisance. Mme Roland, qui détestait le premier échevin, loue cependant ses qualités professionnelles. Epousant Catherine Bruyset, il pénétra dans la noblesse de robe où régnait un certain esprit de corps. Tous les amis et parents du futur commandant de la ville étaient possessionnés en Dauphiné : à Morestel, à Mions où Imbert avait sa magnanerie, à Saint-Alban où les Poidebard avaient la leur. Ce bourgeois « vivait noblement ». Brillant cavalier, il aimait se promener à l'Île-Barbe, à Vassieux, à la Pape en compagnie de ses hôtes. Il voyagea aussi et séjourna en Suisse en 1782 et 1783. Dans son vaste salon où dans son boudoir intime, on jouait au whist... Sa culture était à la fois scientifique et artistique. Dès ses études au collège des Jésuites, il manifesta son goût pour les sciences de la nature. Il sut enrichir sa bibliothèque et sa galerie artistique : il possédait environ quatre-vingts tableaux dont quelques œuvres de maîtres; sa compétence est réelle : il connaît, par exemple, la taille en losange, substituée par Edelinck Girard, le graveur flamand du XVIII^e siècle, à la taille carrée ⁵⁹. Il accepta de lourdes et dangereuses fonctions publiques : recteur de la Charité et de l'Aumône générale, juge assesseur de la Conservation, membre de la Chambre de Commerce... Il affirma ses idées réformatrices et fut élu, en 1787, représentant du tiers état à l'Assemblée provinciale de la généralité... Au moment de la Révolution, Imbert, premier échevin, administrait la ville avec le gouverneur le duc de Villeroy, l'intendant Terray, le prévôt Tolozan ⁶⁰.

⁵⁵ C. DUPIN, Eloge de B. Delessert, 12 déc. 1847 (*Moniteur*, p. 2978, 2986).

⁵⁶ G. d'HAUTEVILLE, *Le château d'Hauteville*, s. d., p. 47.

⁵⁷ H. JOUVENCEL, *L'Assemblée de la Noblesse*, 1907, p. 809.

⁵⁸ E. G. LÉONARD, *Economie et religion*. Les protestants franç. au XVIII^e s. (*Ann. Hist. Soc.*, janv. 1940, p. 5-20).

⁵⁹ A. D. R., *Chambre des Notaires : Testaments de Jacques Imbert*, 7 nov. 1766, 31 mars 1773, 21 juil. 1804.

⁶⁰ H. MORIN-PONS, *Les Villeroy* (Lyon, Vingtrinier, 1862, 36 p.), p. 32-34.

Bien entendu il subsiste, dans une existence si remplie, un coefficient personnel qu'il ne faut point minimiser. Néanmoins, Imbert-Colomès présente plusieurs traits qui caractérisent le milieu textile : habileté technique, relations étendues, acceptation des responsabilités de l'action publique... Fabricants, commissionnaires, dessinateurs participaient ainsi à l'éclosion d'une vie intellectuelle. Même un modeste négociant de Villefranche, comme le futur jacobin Bresson, révèle dans sa correspondance des connaissances sérieuses⁶¹. Le rationalisme fournissait à la bourgeoisie un cadre où la pensée concordait avec ses intérêts; dans cette classe, noble par le haut, détentrice d'offices au milieu, roturière par le bas, l'essor des lumières accompagnait la croissance sociale⁶².

La bourgeoisie d'affaires devenait bourgeoisie à talents. La transition s'opérait par les professions libérales; elles jouèrent un rôle capital, pénétrant les deux milieux et représentant dans la hiérarchie l'échelon qui permettait de passer du négoce à l'élite. La culture se parait d'un éclat qui assurait une promotion dans la cité. Lyon offrait à cet égard les emplois de médecins, d'architectes, d'imprimeurs et les multiples offices. L'ascension de la famille de Boissieu est typique par la conjonction des moyens utilisés : Jacques de Boissieu, médecin, et son épouse rassemblèrent les biens fonciers de St-Chamond, des rentes constituées par un ancêtre prébendier, des créances diverses... Leur fils Jean-Jacques acheta une charge de conseiller du roi et de Trésorier de France, épousa en 1773 la fille d'un avocat au Parlement de noble origine et obtint en 1784 des lettres d'anoblissement⁶³.

Privée de Parlement et d'Etats, la métropole se vit accorder un Conseil supérieur en 1771 à la place de sa Sénéchaussée, de son Présidial, de sa Cour des Monnaies. Les sièges furent réservés aux juges, aux avocats, aux légistes. L'obtention d'une Cour Souveraine, dispensant de se rendre à Paris, fut considérée comme une victoire sur la capitale. La royauté n'avait jamais voulu amoindrir son autorité en dotant cette ville remuante d'un Parlement; elle avait craint de détourner les énergies du commerce puisque, dès qu'il était enrichi, un marchand achetait une charge de conseiller ou de maître de requêtes à son fils. Les négociants durent se contenter des juridictions inférieures. Titulaires d'une charge, ils oublièrent leur origine roturière. L'entrée au Conseil supérieur les flatta davantage⁶⁴. La bourgeoisie d'affaires redouta la présence de magistrats : un pamphlet, émaillé de citations du Psalmiste, dénonça la médiocrité du Conseil et montra qu'une cour souveraine risquait d'attirer les capacités. « Il ne faut pas de Parlement à Lyon. Cette ville, qui n'a d'existence que par le commerce, ne doit s'illustrer que par lui », car il est « aussi noble d'enrichir sa patrie que de contribuer à sa gloire ». Comme « il n'y a point ou très peu de noblesse en cette ville », une

⁶¹ J. TERREL, Un Jacobin de Rh.-et-Loire (*R. H. L.*, 1913, XII, p. 161-178). p. 161.

⁶² G. LEFEBVRE, Place de la Révol. franç. dans l'hist. du monde (*A. E. S. C.*, 1948, p. 257-266).

⁶³ A. D. R., E 182, Testaments de Fr. Vialis, héraut d'armes, 1719, de Jeanne Dareste, 1740, inv. des biens, reconnaissance d'Antoine Dareste, chanoine de Saint-Paul... — M. REINHARD, Elite et noblesse dans la seconde moitié du XVIII^e s. (*R. H. M. C.*, 1956, p. 5-37).

⁶⁴ *Mémoire sur les inconvénients qui résulteraient pour le commerce... de l'existence d'un Grand Bailliage à Lyon.* F. C., s. d. in-8°, 20 p.

haute magistrature éclipserait le lustre du négociant, la vanité féminine s'en mêlerait et le rayonnement économique de Lyon serait atteint ⁶⁵.

En 1784, Lamoignon choisit Lyon comme centre de l'un des quarante-sept Grands Bailliages qu'il créa, et le chancelier laissa entendre que si Lyon refusait le nouveau tribunal, Mâcon en bénéficierait. Après quelques hésitations, les membres de la Sénéchaussée acceptèrent leurs nouvelles fonctions, sauf cinq d'entre eux, dont le procureur Pierre-Antoine Barou. C'était, comme dit Taine, un « parvenu de l'esprit ». Petit-fils du directeur du grenier à sel de Lagnieu, fils d'un juge à St-Rambert-en-Bugey, il avait acquis une seigneurie à Beynost. Devenu châtelain du Soleil, il avait pu pénétrer dans les cercles cultivés de Lyon et avait présenté à l'Académie ses *Réflexions sur les qualités et les vertus sociales*, une dissertation sur *La sensibilité dans les arts*, un discours sur *l'Esprit public* ⁶⁶. Satisfait de voir la ville dotée d'une juridiction supérieure, il craignait que cette réforme n'eût été dictée par le désir de faire disparaître toute opposition à la politique fiscale du gouvernement. L'attitude hautaine des officiers, leur morgue à l'égard du Tiers révélèrent l'étroitesse de leurs vues. L'existence du Grand Bailliage fut éphémère; dès 1788, la Sénéchaussée reprit ses fonctions. L'expérience de l'Assemblée provinciale, réclamée par le Consulat pour tenter une décentralisation, en 1787, et le fonctionnement de la Commission intermédiaire de 1788 à 1790, accrurent l'importance de ces notables.

La « bonne bourgeoisie », comme elle se désignait elle-même, qui assumait ces charges publiques et ces fonctions de justice, était cultivée. Ses relations, sa fortune, son goût l'incitaient à participer à la vie de société. Chaque membre de ces professions libérales joua un rôle dans le développement intellectuel, non seulement par ses œuvres personnelles, mais aussi par l'ascendant qu'il exerçait, en vertu de ses talents, sur ceux qu'il côtoyait. Il était souvent, à la fois, un savant et un vulgarisateur.

Ces éléments dominants dessinent un réseau aux mailles serrées dans toute la région. Roland de la Platière en fournit un exemple pour le Beaujolais. D'une famille noble, ayant ses racines à Thizy, Theizé et Lacenas, Jean-Marie, inspecteur des manufactures, vécut de 1784 à 1791 chez son frère, chanoine à Villefranche, établissant le contact entre les milieux lyonnais et caladois ⁶⁷. De bourgeoisie bressane, Thomas Riboud fut d'abord avocat à Lyon, où il épousa la fille d'un riche négociant, avant de devenir en 1783 procureur du roi au bailliage de Bourg et subdélégué de l'intendant de Bourgogne, en Bresse. Il manifesta une compétence universelle, admirant Rousseau, Raynal, Beccaria, dissertant sur tous les sujets, histoire, minéralogie, agriculture..., sans dédaigner, à ses heures, la poésie ⁶⁸. Brillat-Savarin, rattaché à Lyon par sa parenté avec la famille Récamier, prouva la même polyvalence. Après ses débuts au collège de Belley, il s'initia au droit à Dijon et fut,

⁶⁵ *Réponse d'un Hermite au milieu du monde à l'Hermite Jean dans le désert*, (Lyon, 1774, 16 p.).

⁶⁶ M. C. et G. GUIGUE, *Bibl. hist. du Lyonn.*, coll. de doc. (Lyon, Vitte, 1886, p. 151).

⁶⁷ A. BESANÇON, *La maison Roland à Villefranche* (R. D. L., 1922, VII, p. 77-80).

⁶⁸ M. PASSOT, *Th. Riboud, fils du XVIII^e s. bourgeois* (Visages Ain, 1956, p. 24-36).

pendant une grande partie de sa vie, conseiller à la Cour de Cassation. Il se plaisait à fouiller le passé et écrivit un *Mémoire sur l'archéologie de la partie orientale du département de l'Ain*. Il fut curieux de science à la manière de son siècle; il avait été, à Dijon, élève de Guyton de Morveau et s'intéressa toujours à l'histoire naturelle et surtout à la médecine. Il se passionna pour l'anatomie et la physiologie, entretint des relations amicales avec des médecins illustres et présenta son ouvrage de gastronomie comme un essai médical. Ce fut également un musicien, virtuose de violon et compositeur de chansons... On reconnaît là l'éventail des talents d'un bourgeois au déclin du XVIII^e siècle ⁶⁹.

Avec son Présidial, sa Cour des Monnaies, sa Sénéchaussée, la Conservation des privilèges, sorte de tribunal commercial, la ville possédait de nombreux juristes qui animèrent les milieux cultivés. Delandine, un Forézien, fut avocat au Parlement de Dijon puis à celui de Paris avant de revenir à Lyon. Un ouvrage sur les cultes anciens, traduit en anglais, le fit connaître à Londres et le mit en relations avec le monde des érudits. Jean Hute Boscarey, fils d'un chirurgien de Millery, devint conseiller du roi et notaire : ce fut un des membres les plus distingués de sa corporation, sous Louis XVI ⁷⁰. Seguin, avocat au Parlement et aux cours de Lyon, bon chrétien, d'esprit indépendant, mais crédule, ne craignit pas d'aborder, dès le règne de Louis XV, des sujets subversifs. Il expliquait le développement de la contrebande par l'absurdité du régime douanier, estimait que les ordres religieux devaient disparaître, rêvait d'un Sénat qui contrôlerait tous les actes royaux et notait dans ses *Cahiers* : « La propriété de l'Etat appartient au peuple et non au souverain ⁷¹. » Le juriconsulte Prost de Royer, disciple de Turgot et ami de Voltaire, collabora, avec Portalis, le futur négociateur du Concordat, à la rédaction d'un *Dictionnaire de jurisprudence* qui lui valut les éloges de Campomanès, un des meilleurs ministres de Charles III ⁷². L'avocat Nicolas Bergasse, rédigeant en 1773 le discours du lieutenant de la Sénéchaussée, excusa « les actions criminelles » du pauvre contre la société. En dépit de ses succès de carrière, il souffrit de sa situation au point d'écrire à un ami : « J'ai tout sacrifié et soupçonneriez-vous quelle est la récompense de ce sacrifice ? Un oubli profond ⁷³. » Issu d'une famille de commerçants, il dut supporter, dans la société, une élimination obstinée et cruelle, alors qu'il était ambitieux non de fortune mais d'influence. Cette amertume l'aiguillonna. Brissot ne manqua pas d'aller lui rendre visite, ainsi qu'à l'avocat général Servan. Il retrouva aussi Pierre Blot, son camarade du collège de Chartres, devenu contrôleur de la marque d'or et d'argent, père de Sylvain Blot, qui se lança dans le mouvement révolutionnaire ⁷⁴... Dominique-Antoine Pulignieu, conseiller à la cour des Monnaies, Mogniat de

⁶⁹ A. CALLET, *Brillat-Savarin* (Belley, Bugey, 1914-24).

⁷⁰ G. TRICOU, *Les quarante Conseillers du roi, notaires de Lyon* (Lyon, Brun, 1900, 64 p.). — L. BAROUD et HUTTE, *Règlements du corps et communauté des quarante conseillers du roi...* (Lyon, Regnault, 1775, in-4°, 27 p.).

⁷¹ L. GALLE, *Les Cahiers de M. Seguin, 1710-1770*, 1901, p. x.

⁷² Eloge de Prost de Royer (*Journal de Lyon*, 26 janv. 1785, p. 23).

⁷³ *Lettre à Rambaud de Vallières*, 7 avril 1776 (in, A***, Bergasse, 1910, p. 11, 26).

⁷⁴ J.-P. BRISSOT, *Mémoires...* I, p. 249; II, p. 53.

l'Ecluse, trésorier de France, François Nicolau de Montriblond, receveur de la ville... appartenaient aussi à cette bourgeoisie d'offices ⁷⁵.

Ces robins répandirent la propagande des philosophes et des économistes. Ils acheminèrent les esprits vers les revendications de réformes et les habituèrent à discuter les questions d'économie politique. Ces hommes de loi, ces procureurs, ces huissiers constituaient non un patriarcat fermé mais un échelon intermédiaire qui facilitait l'ascension sociale. Ils fréquentaient les architectes, les dessinateurs de Fabrique, les imprimeurs, véritables artistes et profonds érudits, tels que les Bruyset, Perisse, Aimé Delarochette... Il en était de même du groupe des professeurs des collèges et des différentes écoles spéciales : Charles-Joseph de Villers, qui ouvrit un cours de physique et de mathématiques à l'Hôtel de Ville en 1788; Charles Admiral, professeur de géométrie à l'Ecole royale de dessin; François Tissier, qui dirigea un cours d'histoire naturelle et de chimie... Ils rencontraient aux réunions de l'Académie les ingénieurs, les notaires, les ecclésiastiques aussi bien que le comte de Laurencin, Fleurieu de la Tourette, l'intendant Flesselles. Les notables lyonnais se montraient accueillants aux professions libérales.

Nombreux dans cette agglomération populeuse, où les errants, les infirmes cherchaient un refuge, les médecins représentaient une fraction importante de la bourgeoisie à talents. Le rayonnement scientifique de Lyon attirait les candidats : Joseph Grandchamp venait du Bois d'Oingt, Désiré Petetin était lédonien, l'oculiste Jean Janin de Combe Blanche était né à Carcassonne. D'autres praticiens étaient originaires de Bourgogne, de Gascogne, de Brie, du Languedoc. Médecins et chirurgiens appartenaient souvent à de modestes familles : Michel Pitiot, Joseph Constantin, Jean-Jacques Coindre. Beaucoup étaient issus des milieux d'affaires : André-Claude Dussaussoy, Michel Carret, François Buytouzac. Quelques-uns, comme le chirurgien Jean Faissole et le futur maire de Lyon Louis Vitet, poursuivaient la carrière paternelle ⁷⁶.

Leurs fonctions leur permettaient d'accéder aux milieux aisés. Les médecins avaient conquis depuis longtemps leur notoriété. Les chirurgiens s'émancipèrent au XVIII^e siècle. Dès 1743, la barberie avait été séparée de la chirurgie. Bien que cette décision ne fût pas respectée à Lyon, un arrêt du Conseil de 1756 accorda aux chirurgiens la possibilité d'être « revêtus d'offices municipaux des lieux de leur résidence, dans le même rang que les notables, bourgeois, gradués ». Des lettres patentes, en 1774 et 1775, érigèrent en Collège la communauté des chirurgiens et consentirent des satisfactions d'amour-propre, confirmant leurs armoiries et tolérant le port de la robe longue et du bonnet carré dans toutes les cérémonies ⁷⁷.

Médecins et chirurgiens orientèrent souvent le mouvement des idées par leur enseignement, leur correspondance, leurs publications. Ainsi, Jacques Richard, qui appartenait à une famille médicale de Montbard, s'installa à Lyon, où il fut agrégé au Collège de médecine. C'était

⁷⁵ L. de BACHAUMONT, *Mémoires secrets*, XXX, p. 258, et XXXI, p. 354. — E. VIAL, Les receveurs ou trésoriers de la ville de Lyon (*R. H. L.*, 1909, p. 373-396).

⁷⁶ A. H. L., F11, Registre d'inscription des élèves en chirurgie, p. 106, 109, 78; FHD4, p. 186.

⁷⁷ Lettres patentes du roi en forme de déclaration, portant règlement pour le Collège royal de chirurgie de Lyon (Paris, Simon, 1775, in-4°, 51 p.).

un excellent observateur, sans système *a priori*, doué d'une mémoire étonnante et d'une éloquence naturelle. Ce savant correspondait avec le médecin de Lausanne André Tissot, avec son compatriote de Montbard, le zoologiste Daubenton, avec Haller, un ennemi des encyclopédistes dont les découvertes sur la génération et les propriétés des tissus jouèrent un grand rôle dans les milieux lyonnais ⁷⁸...

Le plus souvent, les médecins, confiants dans les progrès de l'esprit humain, cherchaient à vulgariser leurs connaissances et à entreprendre une œuvre utile au bien social. Un des plus représentatifs fut Jean-Emmanuel Gilibert. Né à Lyon, d'une famille anciennement originaire d'Italie, après avoir étudié à la Faculté de Montpellier, il fut agrégé au Collège des médecins de Lyon. Séduit par l'attrait des sciences naturelles, il se retira à Chazay-d'Azergues pour se livrer, en toute liberté, à de fréquentes herborisations. Il publia à Neuchâtel, en 1772, un livre, *L'anarchie médecine*, qui attira sur lui l'attention du physiologiste bernois Haller. Il suggéra de fonder à Lyon une école de sages-femmes, un Jardin botanique et un Cabinet d'histoire naturelle. Flesselles approuva son initiative, le ministre Bertin l'encouragea. L'abbé Terray, « brouillé avec M. Bertin, crut le mortifier en humiliant sa créature, M. de Flesselles », et l'Etat cessa de soutenir l'entreprise. Gilibert acheva l'installation de ses propres deniers. Quand, en 1775, les ministres de Portugal et de Pologne consultèrent Haller pour créer une école de médecine dans leurs états, il proposa ces missions à Gilibert. Le roi Stanislas Auguste Poniałowski, voulant introduire les industries de l'Europe occidentale dans son pays et faire de Grodno une capitale intellectuelle, envoya un agent pour décider Gilibert à entreprendre le voyage ⁷⁹.

Après avoir discuté longuement les modalités de son contrat, le médecin lyonnais s'exila en 1775; il rencontra Bonnet à Genève et Jacquin à Vienne, où il resta quelque temps. Il eut l'occasion de dîner à Schönbrunn, de voir Marie-Thérèse et de s'entretenir avec l'empereur. Gilibert dirigea neuf ans l'Ecole royale de médecine de Grodno, puis accepta une chaire d'histoire naturelle à l'Ecole principale de Wilno. Il sut se faire apprécier du roi qui fut parrain de son fils. La quatrième année, Gilibert déchantait : il sollicita d'abord une augmentation d'honoraires, puis offrit en 1780 sa démission en alléguant son isolement ⁸⁰. Les incidents se multipliaient avec le personnel subalterne, peu favorable aux étrangers. Quand un Français, trop assidu auprès de Mme Gilibert, versa de l'arsenic dans le café de l'époux, le roi s'efforça de tout calmer. Gilibert regagna furtivement Lyon, abandonnant à Wilno femme et enfants. Bon prince, Stanislas établit pour le fugitif un rescrit de congé dans les formes les plus élogieuses; il le réconcilia avec sa famille et se chargea de lui expédier ses livres et ses collections ⁸¹. De retour dans sa ville natale en 1784, Gilibert y exerça une influence de premier ordre.

⁷⁸ A. PÉRICAUD, *Notes biograph.*, F. G., n° 38.

⁷⁹ Museum Czartoryskich w Krakowie : Lettres de Gilibert à Stanislas-Auguste, nov. 1779, p. 221-231.

⁸⁰ Biblio. des Princes Czartoryski à Cracovie, t. 721. Lettres de Gilibert, 9 juin 1780, p. 895-898. 12 juin 1780, p. 899-905.

⁸¹ Zbiór Popielów 180 : Corresp. entre Gilibert et Stanislas, 5 mai 1781, f° 387-388; 21 mai 1782, f° 393-394; 27 mai, f° 412-413. — 185 : Corresp., 3 oct. 1789, f° 41-42; 27 fév. 1790, f° 43-44.

Visitant l'Hôtel-Dieu sous la conduite du prévôt Rivérieux, en 1777, Joseph II se montra surpris d'apprendre que les recteurs manifestaient « une constante générosité pour acquérir la noblesse en devenant échevin »⁸². En effet, la bourgeoisie considérait que l'anoblissement devait couronner une carrière. Elle côtoyait des gentilshommes provenant de familles enrichies par le négoce et anoblies par l'échevinage et les charges de la judicature. L'ancienne noblesse d'épée jouait un rôle réduit, alors que, dans certaines villes voisines, elle avait encore de dignes représentants. A Bourg, par exemple, elle connut, à la fin du XVIII^e siècle, un lustre éphémère mais, sur le plan local, fort brillant. A Lyon, au contraire, quelques familles portaient des noms figurant au bas du compromis passé au XIII^e siècle entre les chanoines et les bourgeois : Chaponnay, Nugues de Rochetaillée, le marquis d'Albon... La noblesse possessionnée en Dauphiné, en Forez, en Beaujolais, descendait de roturiers ayant acquis des fiefs pendant les périodes de prospérité. L'élévation des uns éveillait l'émulation chez les autres. La bourgeoisie avait conscience d'être une force sociale agissante; elle ne se heurtait ni à la centralisation, ni à la concentration, ni à la spécialisation des entreprises, elle animait les marchés locaux et régionaux, s'occupant des techniques, d'économie, d'art. Beaucoup de dynasties d'affaires se fondèrent à cette époque : Jean Bonnardel, Morin-Pons, Dominique Guérin... Enrichies, elles plaçaient leurs capitaux en biens fonciers. L'acquisition des fiefs représentait pour elles un investissement sûr et un moyen de vivre noblement. Les bourgeois de Lyon et de Villefranche transféraient leurs cotes de taille au lieu de leur nouveau domicile : ainsi, la moitié des feux dépendait à Saint-Georges-de-Reneins, en 1788, de privilégiés⁸³. Les domaines passèrent alors aux mains de la bourgeoisie : à Dardilly-le-Haut, la Crépillière appartient au grand-père de Lamartine, Jean-Louis Desroys, avocat au Parlement; puis à Géraumb, négociant à Saint-Clair; enfin à un bourgeois d'Ainay. Un bourgeois de Lyon, Philippe Germain, acheta le fief de Montauzan à Lacenas. Sur la même commune, un autre bourgeois reconstruisit le château de Thoiry; en 1730, son fils, avocat au Parlement, conseiller du roi, embrassa les idées nouvelles. Gaspard-Marie Riche, juge à Chamelet, acquit le château de Prosny à Oingt; en 1770, une charge de procureur au Parlement de Dombes l'anoblit et, en 1775, il prêta hommage au roi pour son fief. Le plus célèbre de ses enfants épousa, en 1782, Marie de la Poix de Frémenville, d'ancienne noblesse⁸⁴.

Ainsi se renouvelait l'aristocratie régionale. La plupart des familles étaient parvenues aux honneurs sous Louis XIV ou sous Louis XV. Quand le chapitre des chanoinesses de Salles sollicita la suppression de celui de Beaujeu, ce dernier se défendit alléguant que les familles beaujolaises, « à l'exception de cinq à six », ne pouvaient fournir les témoignages généalogiques requis à Salles. Le cahier de doléances ajoute : « Le Beau-

⁸² A. CROZE, Une visite impériale à l'Hôtel-Dieu (*R. H. L.*, 1911, p. 145-149).

⁸³ A. M. L., CC 367, Impôts et comptabilité, 1762-1784. Exemption des subsides. Privilèges des bourgeois, maisons de plaisance... — Réponse faite par le Syndic et les 9 membres qui composent l'Ass. munic. de St-Georges-de-Reneins aux questions posées par le contrôleur général et par l'Ass. prov.. 1788 (*R. H. L.*, 1905, p. 51-63).

⁸⁴ E. SALOMON, *Châteaux hist.*, 1936, IV, 103, 113. — A. BEDIN, *Le fief de Prosny* (Villev., Pinet, 1862, in-8°, 206 p.).

jolais ne compte, en effet, que peu de gentilshommes qui puissent y faire admettre leurs enfants par la rigueur des preuves que l'on y exige⁸⁵. » Une exception : le duc de Chartres, devenu duc d'Orléans à la mort de son père en 1785, possédait d'immenses domaines en Beaujolais. Plus instruit que la plupart des princes de son temps, il ne semble pas avoir été en relation avec les milieux lyonnais ayant les mêmes préoccupations que lui.

La noblesse lyonnaise n'était même pas d'origine parlementaire. Les titres des membres de l'Assemblée provinciale de 1787, de celle de la Sénéchaussée de Lyon en 1789, le révèlent. C'est le cas de Claret de Fleurieu dont l'anoblissement date du XVIII^e siècle, du comte Blandine de Laurencin qui descend d'un drapier, de Dervieu du Villars dont l'ancêtre était patron de penelles sur le Rhône⁸⁶... L'évolution de cette famille est caractéristique. Issue du peuple, elle s'éleva au XVII^e siècle par l'intelligence et le courage à la petite puis moyenne bourgeoisie. Au XVIII^e siècle, elle accéda aux fonctions échevinales qui lui valurent les lettres de noblesse. Elle atteignit son apogée sous Louis XVI : elle possédait des domaines fonciers, siégea aux assemblées et exerça une influence sociale. La Révolution lui porta un coup fatal⁸⁷. Originaire d'Italie, la famille Révéroni fit étape en Avignon, avant de gagner Lyon au XVI^e siècle. L'ascension se poursuit régulièrement : bourgeois, écuyer, échevin; Jacques Révéroni assista aux assemblées de la noblesse de 1789. Un de ses fils, Paul Révéroni de Saint-Félix, devint secrétaire du prince Henri de Prusse et receveur des finances en Catalogne; l'autre, baron de Révéroni Saint-Cyr, épousa la fille du gouverneur de l'Île de France, Marguerite Poivre⁸⁸. La famille Mayeuvre de Champvieux est aussi le type d'une famille ancienne, peut-être roannaise, enrichie par la boutique, anoblie par l'échevinat et l'achat d'un fief à Saint-Germain-au-Mont-d'Or, tendant, par ses alliances et la carrière donnée à ses enfants, à quitter le négoce pour la robe, sans abandonner entièrement les sources premières de son opulence⁸⁹.

Cette promotion s'accompagnait presque toujours d'un relèvement du niveau intellectuel : l'étape de la magistrature exigeait des études, sans exclure les traits bourgeois : le goût du confortable, de la bonne chère, du luxe matériel, le sens de l'économie qui se reflète dans la tenue des livres de comptes. Peu à peu, dans cette existence apparaissent plus ou moins la curiosité artistique et le besoin de satisfactions intellectuelles. Attitude dictée par les convenances d'abord, nécessité profonde à la génération suivante. Dans la vie de société, la petite noblesse récente et la haute bourgeoisie aisée se confondaient. Comme en Italie et en Angleterre, un noble de moyenne extraction, ennemi de l'oisiveté, ne rougissait pas de se livrer au négoce et de s'allier à la bourgeoisie. La

⁸⁵ Cl. FAURE, *Cahiers de doléances du Beaujolais...*, 1939, p. 19, 24.

⁸⁶ VITAL de VALOUS, *Les origines des familles consulaires de la ville de Lyon depuis l'établissement de la Commune jusqu'en 1790* (Lyon, Brun, 1863, in-8°, XX, 94 p.).

⁸⁷ A. PÉRICAUD, Dervieu de Villars (*R. D. L.*, 1838, VII, p. 62-63, et 1859, XIX, p. 400). — *Moniteur*, 14 janv. 1838, p. 89.

⁸⁸ BREGHOT du LUT, *Baron Antoine Révéroni St-Cyr* (*A. H. S. R.*, IX, p. 370-372).

⁸⁹ P. REVOIL, *Eloge de Mayeuvre de Champvieux* (Lyon, Ballanche, 1813, in-8°, 18 p.).

famille des Regnauld de Bellescize acquit sa richesse par le commerce, sa considération par la magistrature, son prestige par les armes. Le marquis de Bellescize, prévôt des marchands de 1771 à 1776, s'allia avec la Verpillière et Charles-François Milanois, un bourgeois de Lyon d'origine lombarde⁹⁰...

Certains estimaient que ce recrutement nobiliaire comportait des inconvénients pour la conduite du Consulat. « Cette place est toujours mal remplie, note La Rochefoucauld, parce qu'elle l'est par de vieux négociants, las des affaires, et qui craignent pendant le temps de leurs fonctions de déplaire au peuple⁹¹. » L'origine roturière ne s'oubliait pas toujours. Un libelle dénonça l'ascendance ignoble d'un marchand de mousseline qui accueillait des hôtes princiers, comme le comte de Provence. Son grand-père s'était établi à Beaujeu, son père à Villefranche, lui à Lyon « où il se croit un personnage de conséquence »⁹².

Le clergé offrait autant de diversité. Riche et puissant, il exerça une influence étendue. Le Primat avait conservé des souvenirs de son ancienne souveraineté temporelle et défendait ses prérogatives spirituelles. Malvin de Montazet grand seigneur, né dans un château de l'Agenais, appréciait sa somptueuse résidence d'Oullins, élevée par les soins de son prédécesseur le cardinal de Tencin. Delorme la restaura, agrandit le parc et dessina de vastes jardins à la française. Protecteur des arts et des lettres, ami de Bernis et de Marmontel, Montazet recevait gentilshommes et lettrés, comme son confrère de l'Académie française Antoine-Léonard Thomas. Quoique assez hostile au théâtre, il organisa des réceptions dispendieuses pour les comtesses de Provence et d'Artois, Madame Clotilde et Henri de Prusse⁹³... On plaisanta ses absences, mais en réalité il résida souvent à Lyon et, fort malade, accepta, à la veille de sa mort, de présider l'Assemblée provinciale. Même lorsqu'il se trouvait à la Cour, il n'oubliait pas son diocèse et usait de son crédit pour régler au mieux les affaires qui exigeaient l'intervention du roi.

Son clergé dépassait l'effectif de 2 000. Les chapitres comprenaient 200 chanoines : ceux de Saint-Jean devaient justifier seize quartiers de noblesse ; ils détenaient hors de la ville des seigneuries ; le neveu de l'archevêque Pierre de Malvin était, par exemple, prieur de Salles-en-Beaujolais. D'autres géraient des domaines, renforçant les liens entre la métropole et son environnement rural. Ainay, Saint-Paul et Saint-Nizier possédaient aussi leurs chapitres richement prébendés ; leurs fonctions laissaient des loisirs consacrés souvent à la culture profane. L'agglomération à elle seule comptait dix-huit communautés d'hommes et seize de femmes ; le tiers des immeubles de Lyon leur appartenait et quelques couvents, comme celui des Minimes, avaient oublié leur règle⁹⁴. Dans la région, des institutions à la fois religieuses et mondaines constituaient des centres aimables de culture. Ainsi la jeune Alix des Roys, d'une famille originaire d'Auvergne, fille d'un Intendant du duc d'Orléans, vécut à Salles avec sa tante jusqu'à ce qu'elle épouse La Martine du

⁹⁰ L. de COMBES, *Les origines de la famille de Bellescize* (R. H. L., 1908, p. 267-285).

⁹¹ F. de la ROCHEFOUCAULD, *Voyage en France...* (R. Q. H., juil. 1932, p. 79).

⁹² *L'heureuse histoire de Dubost, associé de Tolon...* (s. d., 12 p., F. C.).

⁹³ *Journal de Lyon*, 1784, p. 192 ; 1785, p. 305.

⁹⁴ J.-B. VANEL, *Hist. du Couvent des Minimes de Lyon* (Lyon, Briday, 1879, in-8°, ix-373 p.), p. 245.

Villars; Sophie de Grouchy, la future marquise de Condorcet, se trouvait alors à Neuville-les-Dames, dans la Dombes, et Stéphanie de Crest de Saint-Aubin, la future comtesse de Genlis à Alix, près d'Anse⁹⁵.

Ces ecclésiastiques participèrent à toutes les formes de la vie intellectuelle. Beaucoup enseignaient. L'impulsion avait été donnée par les Jésuites, par Jacques Pernetti qui étudia l'histoire lyonnaise, par Claude Millot qui enseigna la rhétorique. Les Oratoriens continuèrent la tradition : le maître de Lalande, Pierre Lefèbre, dirigea l'Observatoire, fonda un cabinet de physique, créa des télescopes; l'abbé Claude Roux professa la philosophie à Grenoble, puis la rhétorique à Lyon; il prononça des sermons remarquables sur la Croix, la Passion, la Résurrection. En 1788, il fut nommé commissaire pour examiner le mémoire d'André-Marie Ampère, alors âgé de 13 ans, sur la quadrature du cercle. Son confrère, l'abbé François Tabard, qui professa au Collège Notre-Dame, combattit les théories de Bernardin de Saint-Pierre sur la conformation de la terre⁹⁶...

Leur activité ne se limita pas au professorat. Par leurs conversations, leurs conférences, leurs publications, les membres du clergé contribuèrent à élever le niveau intellectuel de la société et à faire progresser les sciences. Ils témoignèrent une curiosité variée, peut-être plus diverse que profonde, peut-être plus orientée vers la philosophie et les sciences que vers la littérature et l'art. La théologie et la métaphysique paraissent absentes de leurs spéculations qui demeurèrent déterminées par les courants de pensée du siècle.

L'abbé Bertholon, qui entra jeune dans la communauté de Saint-Lazare, publia de nombreux ouvrages et remporta régulièrement les prix académiques; passionné pour les observations physiques et chimiques, il dirigea un *Journal des sciences utiles* et se pencha sur les problèmes économiques. Plus célèbre fut le chanoine Lacroix. Il était d'une famille aisée : son père, trésorier au Bureau des finances de la Généralité, lui légua cette charge assurant de magnifiques revenus. Licencié et docteur en théologie, il cumula les dignités, mais il consacra ses loisirs à la culture. Ayant rencontré Soufflot à Rome, il le décida à se fixer à Lyon et à former des collaborateurs; en pédagogie, il ébaucha des plans et représenta Montazet, de qui il avait acquis une confiance absolue, au Bureau des Collèges; à l'Académie, il intervint souvent, et nombreux furent ceux que son intelligence, son enthousiasme, son imagination, parfois un peu désordonnée, séduisirent et marquèrent plus ou moins consciemment. Dans sa maison, aux portes de Saint-Just, il accueillait ses amis, comme les évêques de Rodez et de Nevers. Mécène, collectionneur averti, il caractérise l'humanisme érudit⁹⁷.

Le plus original fut l'abbé François Rozier. Issu d'une famille de commerçants viennois, il entra au Collège des Jésuites de Villefranche, puis au Séminaire Saint-Irénée. Très tôt, se manifestèrent son esprit d'observation et son goût pour les sciences de la vie. Un chirurgien l'initia. Reçu docteur en l'Université de Valence en 1755, Rozier devint l'ami de Claret de la Tourette, de Pierre-Jacques Willermoz, de Claude

⁹⁵ A. CHAGNY, Une anecdote lamartinienne : le mariage des parents du poète (*R. D. L.*, 1932, p. 159-170). — A. CHAGNY, Une chanoinesse de Neuville-les-Dames à la veille de la Révol. (*Visages de l'Ain*, juil. 1949, p. 1-7).

⁹⁶ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, 1839, I, p. 324, 336.

⁹⁷ E. LEROUX, L'abbé Antoine Lacroix, 1708-1781 (*R. D. L.*, 1922, p. 7-28).

Bourgelat. Grand lecteur de Varron et d'Olivier de Serres, il tenta des expériences agronomiques, analysa la vertu des plantes, rédigea un mémoire sur la distillation des vins, couronné par la *Société d'Agriculture* de Limoges, et un sur leur conservation, couronné par l'Académie de Marseille. Comme beaucoup d'abbés du XVIII^e siècle, il n'éprouvait pas une brûlante vocation ecclésiastique et considérait cette carrière comme une douce retraite permettant de se livrer à ses travaux favoris.

Il acheta à Gautier d'Agoty le *Journal de physique et d'histoire naturelle* et poursuivit ses recherches : Lavoisier approuva en 1774 son rapport sur la culture de la navette et du colza, Turgot l'envoya en Corse pour dresser une carte, puis en Hollande pour examiner les moulins à huile. Gilibert convainquit Stanislas-Auguste d'appeler Rozier dans son royaume pour créer une école d'agriculture; Rozier refusa malgré toutes les instances. Stanislas sollicita pour lui un bénéfice. Les revenus d'un prieuré servirent à acheter près de Béziers un vaste domaine qu'il transforma en ferme modèle. Il perfectionna les méthodes de préparation de l'huile, de mutage, de soutirage des vins et mit à profit ses essais pour rédiger un *Cours complet d'agriculture* et un *Dictionnaire d'agriculture*; cet ouvrage connut un succès exceptionnel : traduit en espagnol, il fut répandu par ordre du roi dans les colonies d'Amérique latine⁹⁸.

Un incident l'ayant opposé à son évêque, Rozier revint à Lyon en 1786 s'installer sur les pentes de la Croix-Rousse, dans un clos planté de peupliers, qu'il aménagea en jardin anglais. Le chapitre de Saint-Paul le nomma chanoine d'honneur, et il fut choisi pour siéger à l'Assemblée provinciale⁹⁹. Esprit méthodique, il eut l'idée de recourir au système de fiches pour établir une *Table des mémoires de l'Académie des Sciences*. « Le Columelle français », comme le surnomma Matthisson, illustre, par ses caractères, le milieu ecclésiastique : une certaine indifférence pour la vie de l'Eglise, une absence de profonde vie spirituelle; par contre, un goût pour les voyages d'information, un amour des spéculations concrètes et surtout de l'agronomie, un désir d'améliorer les conditions d'existence par le développement de la production rurale. Young reconnut sa valeur : « M. l'abbé Rozier est un homme qui, quoique n'étant pas cultivateur, a de grandes connaissances; dans les entreprises auxquelles il s'est adonné avec zèle, il est justement célèbre. Il mérite d'être grandement loué pour avoir mis sur pied le *Journal de physique* qui, tout bien considéré, est de beaucoup la meilleure revue que l'on puisse trouver en Europe¹⁰⁰... »

La postérité a surtout retenu les traces des personnalités dirigeantes. Elles étaient nombreuses et actives. Autour des professeurs, des chanoines, des prêtres..., gravitaient leurs élèves, leurs familiers, leurs amis, qui répandaient leurs principes. Le bas-clergé, disséminé dans les cures rurales, s'efforçait parfois de suivre le mouvement. Nous ne connaissons que de trop rares cas, comme celui de Jean Roux, curé de La Balme en Dauphiné. Frère du procureur des Carmes déchaussés de Lyon, il dirigeait une pauvre paroisse, animée par les touristes attirés par la grotte. Son journal révèle un écrivain modeste : « Il habille ses idées avec les guenilles phraséologique qui traînent partout et que chacun peut ramas-

⁹⁸ A.-J. DUGOUR, *Notice sur la vie et les écrits de l'abbé Rozier* (*Cours complet d'Agric.*, Paris, Delalain, 1801, X, p. I-XVI).

⁹⁹ A. de BOISSIEU, *Eloge de l'abbé Rozier* (N. A. H. R., 1932, p. 154-186).

¹⁰⁰ A. YOUNG, *Voyages...*, 28 déc. 1789, I, 452.

ser. L'orthographe est blessée, la plume gauche dans ses gros doigts... Mais il empoigne le fait hardiment. » Il manifeste son aversion pour le seigneur voisin. Il juge, en 1777 et en 1787, les portions « congrues » insuffisantes; il critique son archevêque, qui néglige ses visites pastorales; « il y a vingt-neuf ans, écrit-il en 1773, qu'on n'a pas donné la confirmation. » Il ne craint pas d'évoquer l'hostilité qui régnait entre les réguliers et les séculiers. Il se heurtait aux moines de La Salette pour la perception des dîmes. « Ce sont des moines, par conséquent des anticurés... Je me trouve dans un temps où il y a des moines qui ne font politesse à personne, en un mot des ours. » Il se plaint des chanoines de Saint-Chef, qui venaient d'être réunis au chapitre de Saint-André-le-Bas, à Vienne, et qui avaient dévasté leur église en partant. Il ne s'intéressait pas seulement aux problèmes qui agitaient l'existence du clergé. Il enregistre quelques échos de l'encyclopédisme. A propos de la foi, il constate : « Il n'y en a point parmi les grands; parmi les petits très peu », et il présume que les monastères disparaîtront parce que le recrutement n'est plus assuré. Il parle de « Voltère » (*sic*), de ses manufactures de Ferney, de ses ouvrages qui « ont bien corrompu les mœurs du siècle ». Il considère que cet écrivain « a fait bien du mal à la religion, ainsi que Jean Jacques Roussau » (*sic*). Parfois, une formule philosophique apparaît. En 1781, il avoue : « La chose la plus difficile du monde, c'est de se connaître soi-même... La félicité du corps consiste dans la santé et celle de l'esprit dans le savoir. » Il surveillait l'actualité, notait des prix de denrées, commentait les achats de propriétés ou la préparation des Etats généraux ¹⁰¹. Les cahiers de doléances du clergé laissent supposer que de nombreux curés pensaient comme ce prêtre.

Chambéry ou Nancy ont connu le mécénat d'une maison princière, Dijon ou Toulouse ont eu leurs Etats, Grenoble son Parlement. Lyon profita de l'ascension de sa bourgeoisie. Ce fut elle qui modela le visage de la cité et, avec le clergé, s'affirma l'élément dominant et même envahissant. Dans les réunions, la richesse et le talent l'emportaient sur la naissance et les différences d'origine paraissaient s'effacer.

Le haut clergé, séculier ou régulier, la noblesse, qu'elle fût de robe ou de cloche, appartenaient comme la haute bourgeoisie la plus cultivée, comme les négociants, les manufacturiers et les financiers, de fortune supérieure, à l'oligarchie lyonnaise. Il ne semble pas qu'« une cascade de mépris », comme l'a écrit Cournot, ait contrarié la solidarité de ces éléments. Tous rêvaient de s'élever, et les distances étaient trop réduites, les anoblissements de trop fraîche date, pour altérer les rapports sociaux. Plus qu'ailleurs, les notables formaient une « catégorie sociale créée par l'argent et qui, transcendant le compartimentage légal des ordres et des corps, constituait déjà la bourgeoisie moderne » ¹⁰².

¹⁰¹ J. ROUX, *Journal d'un curé de campagne* (R. H. L., X, 1911, p. 281-312).

¹⁰² G. LEFEBVRE, *La Révol. franç.*, 1951, p. 50.

3. LES SOCIÉTÉS DE PENSÉE

Voltaire et le comte d'Argenson ont affirmé qu'on ne lisait pas dans les provinces et qu'on n'y discutait que la composition d'un sermon ou la confection d'une tourte. Le comte de Montlosier signale, dans ses *Mémoires*, la médiocrité intellectuelle des provinciaux, et Dutillieu prétend qu'on ne s'occupait à Lyon, sous Louis XV, que de bonne chère et de libertinage¹⁰³. Dédain à la mode que reprennent Young et Mme Roland. Le rayonnement de la capitale a parfois aveuglé les contemporains. Delandine était, au contraire, convaincu que l'on se cultivait autant en province qu'à Paris et que les Lyonnais, en particulier, brûlaient du désir d'étudier. La diffusion de la haute instruction n'était plus assurée par les facultés qui enseignaient la théologie, le droit, la médecine, mais qui négligeaient les sciences et les lettres. Elle l'était par les salons et, de façon plus codifiée, par les associations aux statuts définis. Ces groupements nombreux et de types divers offraient des passe-temps honnêtes, aussi bien que des discussions métaphysiques. Une curiosité multiforme, souvent désordonnée, les caractérise.

Dans les salons, les femmes parvenaient à orienter ce commerce social vers le délassement spirituel. En ces mondanités, les épouses des banquiers se montraient « magnifiques dans leurs habits, dans leurs meubles et dans le nombre de leurs domestiques et elles avaient, dans la banque de leurs maris, de quoi entretenir toutes ces magnificences »¹⁰⁴. Le curé de Chapareillan notait, en 1775, dans son journal : « Si les jeunes gens du sexe masculin sont assujettis à l'étude de la langue latine, les demoiselles qui désirent figurer dans le monde ont une étude à faire au moins aussi difficile, c'est celle de la toilette et de l'habillement... » Et il décrit les bonnets à la mode, garnis de fleurs et de rubans anglais, les robes couleur « cheveux de la reine », les garnitures dénommées « plaintes indiscreètes ou désir masqué », les souliers longs et étroits avec une raie garnie d'émeraudes... On reconnaissait aux Lyonnaises de la fraîcheur « et de cette finesse qui rend aimable jusqu'à la laideur; leurs yeux sont très expressifs, leurs gestes animés, leur langage doux et séduisant; elles annoncent dès leur plus tendre enfance un esprit très actif, des grâces qui n'appartiennent qu'à elles et dont elles tirent un merveilleux parti »¹⁰⁵.

Ces bourgeoises imitaient, avec quelque snobisme, les salons parisiens du règne de Louis XV. Mme Benoit, type de la femme savante, fille d'un marchand de cuir, épouse d'un dessinateur, affichait une tenue originale, et Grimm la traite assez mal dans sa *Correspondance*. Elle s'intéressait à Bayle, à Pope, à l'histoire des dogmes; elle rédigea son journal, publia des romans, composa des comédies. Les hôtes se plaisaient à louer Mme Delandine, intelligente, sans aucune pédanterie; Mlle Victoire Lallié, fille de l'inspecteur des Ponts et Chaussées;

¹⁰³ Ch. DUTILLIEU, *Livre de raison...*, 1886, p. 28.

¹⁰⁴ Lettres hist. et galantes de Mme Desnoyers (R. D. L., 1865, p. 248).

¹⁰⁵ L. BRUN, *Mme François Imbert-Colomès. Tribulations d'une Lyonnaise* (Lyon, Brun, 1911).

Mme Imbert-Colomès, la femme de l'intendant Terray qui « donnait dans les sciences, surtout dans la chimie » ¹⁰⁶.

La renommée de Manon Phlipon, qui épousa Roland, dépassa le cadre local. Saisie d'une « fureur d'apprendre », cette fille de graveur étudia la physique et les mathématiques, lut Rollin, Montesquieu, Locke, Burlamaqui, « dévora tout Voltaire, Helvétius, Malebranche, Leibniz, Raynal, Morelly ». « Sa véritable nourriture, c'était Plutarque », affirme Lamartine qui évoque dans son *Histoire des Girondins* sa silhouette élevée, ses cheveux noirs, « ses yeux bleus brunis par l'ombre de la pensée ». Fille spirituelle du Genevois, elle réagit contre la sécheresse des encyclopédistes et montra combien la sensibilité devait compléter la raison logique et la vérité expérimentale. « Quoi qu'il en soit du fruit de l'observation et des règles de la philosophie, confesse-t-elle à Bancal, je crois à un guide plus sûr pour les âmes saines, c'est le sentiment. » De la littérature exotique et des lectures apologétiques, elle retira un goût romantique pour une destinée où il surgirait des événements sensationnels. Elle tenta d'atteindre l'idéal entrevu au cours de ses lectures innombrables : elle se conduisit en matrone romaine au sein d'une atmosphère familiale sérieuse, elle voulut être un exemple vivant. Elle s'associa au labeur de son mari chargé de mission en Suisse, en Italie, en Allemagne, puis inspecteur des manufactures à Lyon. Elle vivait soit à Villefranche, soit au Clos de la Platière, à Theizé. Son ami Bosc d'Antic la conduisit en 1784 chez le minéralogiste Romé de l'Isle et le naturaliste Broussonnet à Alfort. En 1785, elle vint à Lyon afin d'assister aux séances des Académies et de cultiver ses relations : elle s'effraya bientôt des dépenses et de la lourdeur des obligations mondaines qui absorbaient tout son temps. Elle recevait Le Camus, Gilibert, Delandine, le médecin Rast, l'insectologue Villiers ¹⁰⁷. Elle rassembla bientôt autour d'elle une pléiade d'intellectuels qu'elle avait rencontrés aux cours publics d'Antoine Laurent de Jussieu : Champagneux, Lanthenas, le Genevois Henri-Albert Gosse. Elle se lia avec le pasteur Frossard et lui confia sa fille qu'elle élevait selon les principes de l'*Emile*. Tout la déçut : elle s'ennuya à Lyon et l'épître caladoise lui déplut ¹⁰⁸.

Dans cette société raffinée, le style de vie se caractérisait par une ardeur de pensée jointe à une charmante insouciance, voire à une aimable licence. L'instruction reçue chez les Jésuites, la rhétorique, complétée par l'art de vivre avec élégance, incitaient à la conversation galante et spirituelle. La mondanité restait prisée par le philosophe, comme naguère par l'honnête homme. Les plaisirs frivoles se répandaient, seule la récente noblesse maintenait, dans ses hôtels de Bellecour, une sévérité un peu janséniste. Dans la plupart des salons, on organisait soirées et bals, on s'amusait librement, on jouait au tric-trac. L'abus fut tel que le lieutenant de police Antoine-Claude Rey dut intervenir en 1783. Echevins, magistrats, représentants du roi, riches négociants se recevaient en ville ou dans leurs maisons de campagne ¹⁰⁹.

Le cadre était propice, orné avec délicatesse. L'exotisme dominait : les chinoiseries, parfois espiègles, agrémentaient les panneaux, l'acajou

¹⁰⁶ M. de VOLEINE, *Petite chronique lyonn.* (R. D. L., 1860, p. 87).

¹⁰⁷ SAINTE-BEUVE, *Critiques et portraits*, III, p. 373-412.

¹⁰⁸ Cl. PERROUD, *Mme Roland en Beaujolais* (Villef., Auray, 1911, 38 p.). —

Cl. PERROUD, *Le roman d'un Girondin* (Rev. du XVIII^e s., juil. 1914, p. 232-257).

¹⁰⁹ A. de GALLIER, *La vie de province au XVIII^e s.*, 1877, p. 25, 26, 48.

inaugurait son règne, l'alexandrinisme, découvert à Pompéi, s'insinuait dans la décoration. Les lois de l'hospitalité incitaient les étrangers à s'attarder, la gastronomie même intervenait dans cette cordialité de l'accueil. « Que l'on vit bien dans ce pays ! avoue le Prussien Reichardt en 1792. Viande, poisson, volaille, légumes, fruits, vins, tout est exquis. Nulle part, je n'ai mangé d'aussi bonne cuisine... En ce mois de février, nous savourons des raisins délicieux. Quant au Bourgogne et au Bordeaux que nous buvons, vous n'en avez aucune idée en Allemagne ¹¹⁰. »

Fameuses étaient les réceptions du prévôt des marchands Leclerc de la Verpillière, qui donnait chaque jour un dîner de cinquante couverts. Quand l'ingénieur Edgeworth, parent éloigné du futur confesseur de Louis XVI, séjourna à Lyon de 1772 à 1774, il fréquenta le marquis de la Poype, en son château du Dauphiné, et surtout la Verpillière, « qui aime beaucoup les Anglais » ¹¹¹. Le jeu était « effréné » chez le prévôt, et cette passion explique le succès des courses hippiques, avec paris, qu'organisèrent, en 1784, des Anglais, « dans la plaine au-delà de la Tête-d'Or ». Les intendants alimentaient cette brillante vie de société. Le plus mondain fut Flesselles, dont on déplora le départ pour Paris en 1784, car « on avait chez lui bonne table, grand monde..., des fêtes, la comédie, grand luxe » soit à Lyon, soit dans ses châteaux de La Pape ou de Longchêne, à St-Genis-Laval ¹¹². Le gastronome Grimod de la Reynière préférait les soupers lyonnais aux plus brillants de la capitale. « Il y règne une aisance, une aménité, un ton de bonhomie qui n'exclut ni les grâces, ni la saillie, ni même l'épigramme, mais son tranchant est émoussé par la gaieté. La sottise médisance, l'odieuse calomnie, l'envie au teint pâle et livide ne trouvent point à s'asseoir à ces tables occupées par le bonheur, la joie, le sentiment et la beauté ¹¹³. »

Cette société profitait de toutes les occasions pour s'assembler. Elle entretenait avec les princes, les ministres, les officiers royaux un « coûteux commerce d'amitié ». La liste des « parasites du budget » s'allongeait sans cesse. La détresse financière n'arrêta pas le gaspillage. Pour obtenir quelque faveur, les Lyonnais offraient les marrons, le muscat, le champagne. Les échevins, de leur côté, s'attribuaient, aux frais de la communauté, quantité de vins de choix. Ils assistaient chaque année aux banquets pour la Saint-Thomas et élaboraient volontiers une « entrée » ou le lancement d'un emprunt au cours d'un repas. Malgré Turgot, qui tenta de supprimer ces abus, les derniers budgets à la veille de la Révolution comportent encore les dépenses de bavaroises, de craquelins, de rafraîchissements ¹¹⁴.

Les visiteurs de marque furent nombreux à en bénéficier. Les princesses de Piémont, au moment de leur mariage avec les frères du roi, traversèrent Lyon. En 1775, ce fut Madame Clotilde de France, sœur de Louis XVI, partant épouser le roi de Sardaigne, puis le comte de Provence, le futur Louis XVIII ¹¹⁵. En 1777, Joseph II fut l'hôte des Lyonnais sous le nom de comte de Falkenstein; il fut reçu à la loge *Le Parfait*

¹¹⁰ J.-F. REICHARDT, Un Prussien en France en 1792. Lettre du 28 fév. 1792, p. 185.

¹¹¹ Memoirs of R. L. Edgeworth, 1820, I, p. 260, 265, 280.

¹¹² M. de VOLEINE, Petite chronique lyonn. (R. du L., 1860, p. 93).

¹¹³ G. de la REYNIÈRE, Lettre à M. Mercier..., 1788, p. 49.

¹¹⁴ E. VIAL, Présents d'honneur et gourmandises (R. H. L., 1910, p. 277-300).

¹¹⁵ Gazette de France, 24 mai 1771; — Le Glaneur, nov. 1773.

Silence, visita les manufactures, parcourut les travaux Perrache. La foule se pressa sur son passage et les notables, comme Prost de Royer, le choyèrent à l'envi ¹¹⁶. En 1782, le grand-duc Petrovitch, le fils de la « Sémiramis du Nord », s'arrêta avec la princesse de Wurtemberg; ils assistèrent à plusieurs spectacles et leur libéralité les rendit populaires; « toute la ville fut en l'air pour leurs Altesses » ¹¹⁷. Peu après, arrivaient l'archiduc de Milan, Ferdinand, frère de Marie-Antoinette, puis le duc de Gloucester, frère du roi d'Angleterre. En 1784, ce fut le tour du roi de Suède Gustave III et du prince Henri de Prusse, frère de Frédéric II, voyageant sous le nom de comte d'Œls. En 1788, on reçut en grande pompe trois ambassadeurs indiens envoyés par le Nabab ¹¹⁸. Pour plaire à ces étrangers, on prévoyait des expériences spectaculaires, des représentations théâtrales, des réceptions somptueuses; ils admiraient la Charité, le Grand Collège, la Bibliothèque; on les accueillait dans les salons privés et dans les sociétés savantes.

Ces groupements favorisèrent les contacts intellectuels. Une famille de Trésoriers de France, les Delglat de la Tour du Bost, ouvrit en 1781 un cercle fournissant à ses adhérents des jeux et des livres; ils en exclurent les femmes, ce qui suscita quelques plaisanteries, et refusèrent les jeunes gens et même « deux citoyens des plus honnêtes » sous prétexte qu'ils étaient ennuyeux ¹¹⁹. Inquiet, le ministre Vergennes engagea l'Intendant à surveiller cette société, ce qui laisse supposer une certaine audace dans les propos ¹²⁰. Le *Salon des Arts*, fondé par souscription en 1786, mettait à la disposition de ses membres les journaux et les ouvrages récents; il organisa des concerts et des lectures publiques, des expositions de peinture et des cours à l'usage des gens du monde; c'était une sorte d'institut de culture générale ¹²¹.

Un des cénacles les plus vivants fut la *Société littéraire*, née en 1778, sous l'action combinée des abbés Royer et Tabard, des érudits Béraud et Geoffroy, des avocats Riboud et Delandine. Elle s'occupa, malgré son nom, d'économie politique et répandit les idées nouvelles : elle entendit un discours contre le fanatisme, disputa la question de savoir « jusqu'à quel point l'esprit philosophique peut influencer la législation », reprit le débat sur le rôle des lettres, des sciences et des arts... Delandine ranima la querelle des Anciens et des Modernes, Tabard étudia les effets de la neige, Domergue analysa la construction du participe passé... Cette « petite académie » garda un caractère amical et, en 1782, Mme Delandine, la fille de Péronnet de Gravagneux, notaire et avocat de Lyon, fut reçue sous le pseudonyme de Delphine. Cette compagnie porte la marque du siècle : activité intense dans tous les domaines, optimisme à l'égard de l'homme, de ses facultés, de ses possibilités de développement, confiance un peu naïve dans le progrès des sociétés, et par-dessus tout une recherche d'esprit, un jeu de la pensée et du style ¹²².

¹¹⁶ A. CROZE, Une visite impériale (*R. H. L.*, 1911, p. 145-149).

¹¹⁷ A. CROZE, Les gr. visiteurs des hôpitaux lyonn. : Paul I^{er}, empereur de Russie (*R. H. L.*, 1912, p. 467-470).

¹¹⁸ E. MOUTARDE, Journal de B. Cuendet (*R. H. L.*, 1914, p. 101). — *Journal de Lyon*, 9 juin, 18 août 1784.

¹¹⁹ M. de VOLEINE, Petite chronique (*R. D. L.*, 1852, V, p. 21; 1883, VI, p. 479).

¹²⁰ A. D. R., C 6, Lettre de Vergennes à M. de Flesselles, 5 déc. 1781.

¹²¹ R. de CAZENOVE, Le Salon des Arts (*Rev. Lyonn.*, 1883, VI, p. 153-174).

¹²² A. A. L., 287, Premiers P. V. de la Soc. litt. de Lyon, 1778-1782, 2 vol.

D'autres milieux s'attachaient aux hypothèses scientifiques et aux perfectionnements techniques. L'*Académie de mécanique* se réunissait trois fois par semaine, d'abord à la Loge du Change, ensuite à l'Hôtel de la Vaure, résidence du gouverneur. La *Société philosophique des Sciences et Arts utiles de Lyon* se fonda, en 1785, « pour favoriser l'étude de la physique, de l'histoire naturelle, de la chimie, de la minéralogie, de la botanique en ce que ces sciences ont d'intéressant pour l'art de la teinture et le mécanisme des métiers utiles aux fabriques et aux manufactures ». Elle se proposa de stimuler le commerce, de créer un jardin botanique et un laboratoire de chimie, d'organiser des expériences et des cours publics. L'équipe fondatrice, très éclectique, reflète la minorité cultivée : l'avocat Gabriel Le Camus, le médecin Rast de Maupas, le pharmacien Macors, l'imprimeur Delaroche, l'architecte de Salles-en-Beaujolais : Desarnod ¹²³.

Le centre manufacturier ne négligea pas les questions rurales. Il se sentait solidaire de son environnement, et l'agronomie comme la physiocratie les avaient mises à la mode. L'ancien intendant de Lyon, Henri Bertin, qui fut un véritable ministre des affaires économiques de 1761 à 1783, créa un Comité de l'agriculture et favorisa la naissance de filiales dans presque toutes les généralités. Celle du Lyonnais apparut, comme celle de l'Auvergne, en 1761. Très vite, elles végétèrent. Un mémoire de 1781 le reconnaît : « Elles n'ont pas toutes répondu aux espérances que l'on en avait conçues. Quelques-unes se sont livrées à des spéculations étrangères au but de leur institution; il en est résulté cependant une impulsion générale qui a été utile à l'agriculture ¹²⁴... » Lavoisier confirme cette torpeur dans son *Rapport sur le département de l'agriculture* en 1787; il estime qu'elles n'ont pas survécu au secrétaire d'Etat. Le gouvernement, au moment de la sécheresse de 1785, puis de la crise agricole de 1788, s'efforça de ranimer les sections provinciales : elles devaient servir d'auxiliaires aux Assemblées provinciales, comme l'indiqua le contrôleur général dans une lettre à Breteuil ¹²⁵. Il demanda aux intendants de procéder à une enquête : celle de Lyon fut déclarée « en pleine activité ». Elle comprenait un bureau principal à Lyon et quatre bureaux secondaires à Montbrison, Roanne, Saint-Etienne et Villefranche. Elle comptait en son sein les naturalistes Lacroix, Poivre, Fleuriu, Noyel de Belleruche, le grand bailli d'épée du Beaujolais... Rozier y joua un rôle capital. La société revêtant un caractère officieux, l'intendant y siégeait. La séance hebdomadaire était réservée aux problèmes agraires relatifs aux vers à soie et aux mûriers, au fauchage et à la mouture du blé, aux animaux nuisibles, aux observations météorologiques... La Société put se fonder une bibliothèque, accorder des prix, publier à partir de 1770 une *Gazette de l'agriculture, du commerce et des finances*. A la veille de la Révolution, seul le bureau de Saint-Etienne s'était ranimé depuis quelque temps. Les trois autres sommeillaient ¹²⁶.

¹²³ M. de VOLEINE, *Soc. philo. Sciences et Arts utiles de Lyon* (R. D. L., 1889, VIII, p. 204-206). — A. M. L., BB 325, 361. — Soc. philo. des sciences (Invent. Chappe, XX, p. 397).

¹²⁴ A. N., H. 1515.

¹²⁵ A. N., H. 1522, fol. 7 et 8; — 5 avril 1788.

¹²⁶ D'ALBON, *Discours prononcé à la Soc. d'Agric. de Lyon* (Lyon, Los Rios, 1785, in-8°, 43 p.). — BASSET, *Séance publ. de la Soc. royale d'Agric. C. R.*, (Lyon, Delaroche, 1788, 32 p.).

D'humbles groupements amicaux, à l'origine bien éloignés des spéculations intellectuelles, se laissaient entraîner par la mode. Ce fut le cas des arquebusiers. La *Compagnie du Luxembourg*, installée à Vaise, près des fossés, depuis 1755, recrutait ceux « qui n'étaient pas d'état à pouvoir aspirer à être reçus dans une autre compagnie ». Trente chevaliers, parmi lesquels plusieurs traiteurs, marchands de vin, cabaretiers « et autres personnes de cette espèce » la composaient. Celle de Serin rassemblait les éléments de la « petite boutique », et la *Compagnie des Chevaliers de l'Arquebuse* de Lyon formait une véritable milice bourgeoise. Des débats variés animaient leurs réunions ¹²⁷.

La contagion gagna de modestes localités. Villefranche-en-Beaujolais se glorifiait de posséder, outre ses équipes de tireurs à l'arc, une des plus anciennes académies du royaume. Elle groupait « des personnes de lettres désirant se rendre de plus en plus capables de se perfectionner dans les sciences ». Les sujets les plus divers occupaient les séances : dangers et bienfaits du vaccin contre la petite vérole, influence des femmes sur les mœurs des peuples, utilisation du colza, destruction des concrétions salivo-terreuses de la dentition... Elle proposa en concours l'éloge de Philippe d'Orléans et celui de Boileau. L'abbé Talbert, prédicateur, de l'Académie de Besançon, les remporta tous les deux. Par-dessus tout, littérature et poésie fleurissaient : on paraphrasait les psaumes, on célébrait une nature encore encombrée de souvenirs mythologiques, mais parfois sentie avec délicatesse. Quelques propos révèlent un esprit frondeur et libre. Tous rivalisaient de civilité, de culture et de talent, non sans qu'un soupçon de scepticisme ne vienne égayer la docte assemblée ¹²⁸. Un autre cas régional prouve la similitude de structure de ces groupes. Bourg avait aussi son *Noble Jeu de l'Arquebuse*, et chaque printemps ramenait la compétition du tir du papegai et, presque chaque été, des tournois dans les villes de Bresse. Après avoir contribué à la fondation de la *Société littéraire* lyonnaise, Thomas Riboud remit en activité la *Société d'Emulation* de Bourg en 1783. Une lettre de Varenne de Fenille, de 1785, indique le programme chargé des séances ¹²⁹.

Ces groupements agirent, non seulement en assurant la diffusion des doctrines, en habituant à la discussion, mais aussi en polissant les idées et en favorisant l'enrichissement réciproque des esprits. Les hôtes apportaient des points de vue nouveaux. Le Lyonnais recueillait des informations qui favorisaient en lui un certain relativisme. Ceux qui avaient voyagé, comme Poivre ou Gilibert, maintenaient les contacts entre les sociétés lyonnaises et les cercles étrangers. Ainsi, vivait, en communauté de pensée, une sorte d'*intelligenzia*, de société européenne peu nombreuse d'esprits cultivés. Elle recherchait, en ce commerce, le bien-être et le plaisir, rehaussés et modérés par l'affinement de l'intelligence. Unanimes dans leur dessein général, les réformateurs se séparaient sur les moyens d'améliorer les conditions d'existence. Les uns, plus spéculatifs, pénétrés des habitudes mises en honneur dans les salons, se grou-

¹²⁷ SAINT-OLIVE, L'Hôtel du Luxembourg dans le quartier de Vaise et les chevaliers tireurs (*R. D. L.*, 1861, p. 29, sq.).

¹²⁸ Registre des P. V. des séances de l'Acad. (Villefr., Guillermet, in-4°, 218 p., 25 août 1772 - 29 août 1782).

¹²⁹ M. PASSOT, La belle société de Bourg au XVIII^e s. (*Visages de l'Ain*, 1952, p. 34-42), p. 38. — T. RIBOUD, *Discours lu à la 1^{re} séance de la Soc. d'Emulation de Bourg...* (Lyon, Faucheux, 1783, in-8°, 47 p.).

paient dans des « sociétés de pensée », où ils étudiaient l'usure des régimes, la chute des tyrannies, la régénération d'une nation. Les autres, les plus nombreux à Lyon, plus concrets dans leurs travaux, disciples des physiocrates et des économistes plutôt que des philosophes, dressaient des statistiques — une nouveauté du siècle —, analysaient la malfaisance des douanes, examinaient les remèdes possibles à la crise économique. Aucune cloison ne séparait ces deux types de sociétés qui recrutaient souvent les mêmes adhérents.

La minorité cultivée fréquentait aussi les loges maçonniques, foyers de sentiments cosmopolites faits d'humanité et de tolérance. A l'avènement de Louis XVI, la franc-maçonnerie était développée dans la société lyonnaise. Depuis vingt ans au moins un marchand, installé au cœur de la cité, dans le dédale des rues autour de l'église Saint-Nizier, Jean-Baptiste Willermoz, qui allait devenir un personnage dominant dans les milieux maçonniques et mystiques, avait fondé *La Parfaite Amitié*. Depuis lors, de nombreuses loges étaient apparues : la *Sagesse*, les *Vrais Amis*, le *Parfait Silence*¹³⁰. Une dizaine d'ateliers existaient en 1774. La cadence de cette floraison ne ralentit point. Chaque année, plusieurs loges s'ouvraient : deux en 1781, *Saint-Jean de Jérusalem* et la *Parfaite Harmonie*; deux en 1782, le *Patriotisme* et la *Sincère Amitié*...; en 1783, la *Candeur* et la *Régularité*; en 1787, la *Paix*¹³¹...

La multiplication finit par inquiéter les organismes chargés de coordonner le mouvement. La *Grande Loge Provinciale* de Lyon, qui jouait le rôle d'intermédiaire entre le Grand-Orient et les loges locales, jugea cette dispersion excessive. Quand la *Sincère Amitié* voulut se constituer en 1782, la *Grande Loge* enquêta, selon la coutume, sur les qualités et les mœurs des membres, « objecta que le nombre des loges devenait trop considérable » et conseilla aux frères de « s'incorporer aux loges existantes ». Néanmoins, à la suite des démarches de son vénérable, la *Sincère Amitié* fut reconnue solennellement au nom du Grand-Orient de France. Ces réticences expliquent les longs délais que l'on constate parfois entre l'établissement d'un temple et l'octroi de sa constitution¹³². Par contre, la *Parfaite Réunion*, qui rassemblait dès 1778 une trentaine de frères, ne put s'instaurer en 1784. Le Grand-Orient délégua un expert pour décider de l'opportunité de cette création. La *Grande Loge Provinciale* s'y opposa. Une seconde requête provoqua une nouvelle délibération qui aboutit à une interdiction réitérée. Des rivalités personnelles justifient-elles cette rigueur ? En tout cas, il n'y eut plus d'inauguration après 1784. Des loges remanièrent leur organisation ou développèrent leur activité, mais le temps des fondations semble être révolu. La floraison des ateliers se situe de 1760 à 1784.

Les effectifs s'accrurent. Les plus élevés approchaient de la centaine. En 1786, le *Patriotisme* comptait soixante-huit membres actifs et vingt-sept honoraires; en 1787, la *Sincère Union*, la *Régularité* et la plus ancienne, la *Parfaite Amitié*, dépassaient quatre-vingts. Des totaux moyens se rencontrent : trente aux *Vrais Amis* en 1787, quarante-deux à la *Paix* en 1789... Certains, comme la *Parfaite Harmonie* ou la *Bienfai-*

¹³⁰ Constitutions, délib., statuts et élections des officiers de la Loge des maîtres réguliers de Lyon établie en 1760 (F. C. ms n° 453, 142 ff, gr. in-f°).

¹³¹ E. VACHERON, *Ephémérides des loges maçonniques de Lyon*, 1875, p. 68-89.

¹³² P. V. de la loge de la *Régularité* de Lyon, 16 juin 1782, 11 sept. et 22 oct. 1783 (F. G., ms 40).

sance, paraissaient en plein essor; d'autres affirmaient moins de vitalité et leur tableau s'allongea ou se raccourcit d'une année à l'autre. Les mêmes personnes se retrouvaient parfois dans plusieurs temples. Le Souverain chapitre de la *Paix* était formé d'une vingtaine d'officiers adhérent à différentes loges. Jean Paganucci appartenait aux *Vrais Amis* et à la *Bienfaisance*, les libraires Bruyset fréquentaient les *Deux Loges Réunies* et la *Bienfaisance*... En réalité, il semble que chaque tenue attirait une trentaine de présents. Une loge, comme la *Régularité*, proposait cependant chaque mois deux ou trois profanes, que l'on admettait après enquête. L'effectif des assidus ne paraît pas croître à la même cadence, signe de défections ou de lassitude. La loge comprenait toujours des officiers, des frères agrégés et affiliés et des non-résidents. Elle tenait lieu de réunions amicales.

Presque tous les milieux fournissaient des éléments à la franc-maçonnerie. Malgré les brefs de Clément XII et de Benoît XIV interdisant aux fidèles tout rapport avec les loges, sous peine d'excommunication, le clergé participa au mouvement. Les chanoines de Saint-Jean étaient initiés, les bénéficiers des églises Saint-Paul, Saint-Jean et Fourvière occupaient les charges de la *Sincère Union*; parmi les soixante-huit membres de *Saint-Jean de Jérusalem d'Ecosse*, les ecclésiastiques étaient nombreux, surtout parmi les dignitaires. L'abbé Sieyès, chanoine du chapitre royal de Pignans en Provence, y figure. La noblesse était présente; Savaron, seigneur de la Fay, le baron de Riverie, La Roquette, seigneur de Saint-André... animalient la *Bienfaisance*. L'armée était représentée par le chevalier de Monspey de Vallières, officier de cavalerie, le chevalier de Savaron, ancien lieutenant-colonel d'artillerie, Saint-Didier, capitaine de cavalerie¹³³...

La masse la plus imposante émanait des classes moyennes. Dégagées du dogme et enivrées de l'idée de progrès, elles se jetaient dans toutes les nouveautés. On y reconnaît la bourgeoisie d'office : Prost de Royer, bâtonnier des avocats, ancien lieutenant général de police, échevin, juge au tribunal de la Conservation, était vénérable de la *Grande Loge Provinciale*; le receveur du grenier à sel, Le Camus et le directeur des Fermes, Soulligné, dirigeaient les *Amis de la Vérité*; le sous-directeur de la loterie royale fut vénérable de *Saint-Jean de Jérusalem*... Des avocats, des conseillers du roi, des greffiers... adhéraient au *Patriotisme*, aux *Vrais Amis*, à la *Bienveillance*... Le groupe médical comptait Gilibert, les chirurgiens Carret, Coindre, Véricel, le pharmacien François Barre, bibliophile et amateur d'art, membre de la *Parfaite Réunion* et de *La Candeur*...; les gens à talents, le musicien Morel, le journaliste Pelzin, l'architecte Hubert, Rozier, Delandine, Cogell... Beaucoup d'imprimeurs s'affiliaient : Fauchaux, Périsset-Duluc, Delamollière. La bourgeoisie d'affaires assurait les plus gros contingents. Parmi ses dix-neuf fondateurs, la *Sincère Union* comprit treize négociants¹³⁴. La *Parfaite Réunion*, le *Parfait Silence*, la *Sincère Amitié*... élurent souvent un commerçant pour vénérable...

La création la plus spécifiquement lyonnaise, les *Chevaliers bienfaisants de la Cité Sainte*, exigeait une certaine aisance. Les statuts pré-

¹³³ HIRAM, *Les origines maçonniques* : J.-B. Willermoz, 1935, p. 11.

¹³⁴ M. H. L., n° 1246, Tableau des frères composant la loge de la *Sincère Union*, 5788 (Lyon, Fauchaux, 16 p.).

cisent que la noblesse de nom et d'armes n'est plus requise pour être reçu. « La vraie noblesse consiste dans la vertu. » Les frères doivent appartenir à la classe des nobles, des ecclésiastiques, des militaires, des avocats, des bourgeois..., « ne pas faire rougir l'ordre de leur admission » et jouir d'un revenu honnête ¹³⁵.

Par contre, l'élément ouvrier s'y rencontrait rarement. Un compagnon soyeux était servant à la *Régularité*, un caissier de la verrerie de Givors était initié et l'horloger Cuendet fut admis, en 1774, « à la Vénérable confrérie des Francs-Maçons » ¹³⁶. Des ouvriers se seraient sentis dépayés dans ces loges. Aucun principe ne les excluait : les papetiers entraient dans celles d'Annonay. Somme toute, le milieu maçonnique reflète la société éclairée, elle se retrouvait à l'Académie aussi bien qu'au temple. D'ailleurs, le taux des cotisations opérait une sélection, contraire à la règle de l'égalité maçonnique. Les *Vrais Amis* percevaient soixante-douze livres pour une affiliation et autant pour une promotion au grade d'apprenti; la *Régularité* exigeait trente-six livres par an et chaque tenue comportait une quête pour les pauvres et s'achevait par un onéreux banquet — l'un d'eux, en 1785, valait six livres par convive. Les fêtes de la Saint-Jean d'été et d'hiver, les réceptions d'hôtes, l'aménagement des locaux occasionnaient des frais trop élevés pour un domestique en soie gagnant quarante-cinq livres par an, en sus de son logement et de sa nourriture. Les habitudes sociales étaient si puissantes que les loges finirent par correspondre à un certain milieu : *Saint-Jean de Jérusalem* recruta les ecclésiastiques, le *Parfait Silence* la petite bourgeoisie et l'artisanat; la *Bienveillance* attira surtout la magistrature, la *Sincère Union* le négoce; le *Patriotisme* rassembla les chefs de la garde bourgeoise ¹³⁷...

Les temples s'installèrent à Ainay, à la Croix-Rousse, à Fourvière. Les plus beaux s'édifièrent aux Brotteaux. Les villages envoyaient des adhérents à Lyon. La *Régularité* reçut le vicaire de Chasselay, les curés de Lozanne et de Saint-Didier-sur-Riverie. A leur tour, les bourgades voisines organisèrent leur loge : une vieille famille caladoise, Balloffet, en relations professionnelles avec les manufacturiers alsaciens, fonda le *Parfait Accord* à Villefranche, en 1784. A Bourg, celle des *Vrais Amis*, ouverte en 1774 par des dissidents, imposa un recrutement plus aristocratique que la loge de *Saint-Jean des Elus*. A Belley, une vingtaine de bourgeois et ecclésiastiques créèrent, en 1774, *Les Trois Souhaits*. A Grenoble, la loge *Bienfaisance et Egalité* qui recueillait, sous l'obédience du Grand-Orient, l'aristocratie, les carrières libérales, la bourgeoisie d'affaires, adopta la réforme écossaise dont l'instigateur fut Willermoz. Son ordre essaima à Chambéry sous la direction du Grand Profès le comte de Maistre et à Grenoble avec Prunelle de Lière, le colonel de Virieu et André Amar, le futur conventionnel. D'autres filiales apparurent à Mâcon, Besançon, Crest... Rodolphe Salzman, de Strasbourg, Lavater, le frère du phrénologue, le baron de Haugwitz se convertirent au willermozisme qui gagna aussi le Danemark, Turin, Naples ¹³⁸.

¹³⁵ Code général des règlements de l'Ordre des Chevaliers bienfaisants de la Cité sainte, arrêté au Convent nat. des Gaules, nov. 1778 (*Rev. maçonn.*, 1848, p. 52-58).

¹³⁶ E. MOUTARDE, *Journal de B. Cuendet...* (*R. H. L.*, 1914, p. 100).

¹³⁷ Tableau des officiers de la R. loge de *St-Jean de Jérusalem d'Ecosse* (Lyon, 1784, in-8°, 8 p.). — Tableau des officiers et des membres de la T. R. loge de *St-Jean d'Ecosse du Patriotisme* (Lyon, Faucheux, 1786, in-8°, 11 p.).

¹³⁸ F. VERMALE, A. Amar Franc-Maçon (*A. H. R. F.*, juil. 1949, p. 241-246).

Cette réforme éleva Lyon au rang de capitale maçonnique et intensifia les relations interrégionales et internationales. Lyon dirigea la deuxième province de la *Stricte Observance* qui s'étendit sur la Bresse, l'Auvergne, le Velay, le Bourbonnais, le Nivernais... Elle atteignait le Comtat-Venaissin, Monaco, le Piémont¹³⁹. Le Directoire lyonnais correspondit sans arrêt avec Bordeaux pour l'Occitanie et Strasbourg pour la Bourgogne. Les *Chevaliers bienfaisants de la Cité Sainte* nouèrent des liens avec le monde germanique dans lequel ce rite s'était épanoui. Ils échangèrent leurs idées avec le prince de Hesse Cassel, avec Ferdinand de Brunswick, avec le baron danois de Plessen..., avec les animateurs des loges alsaciennes, suisses, hollandaises. Les temples jalonnaient les routes européennes, se communiquaient leurs tableaux de frères et favorisaient l'éclosion du cosmopolitisme. Chaque Lyonnais, quittant sa résidence, emportait son certificat de grade qui lui ouvrait des portes au cours du voyage et lui valait un accueil chaleureux de la part de ses frères éloignés¹⁴⁰. Ainsi, s'élargissait l'horizon maçonnique. Le réseau serré des loges rapprocha les éléments novateurs. Malgré toutes les entorses apportées au régime d'égalité, nobles audacieux, clercs émanicipés, militaires réformateurs, intellectuels naïfs ou amusés, bourgeois sentencieux se rencontraient dans ce monde de l'illusion que représentaient les temples. Une atmosphère de tolérance s'y créait d'autant mieux que les cérémonies d'initiation semblaient éloigner ce milieu fraternel de la réalité quotidienne.

Mieux que les loges, l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts résume les divers aspects du mouvement des idées. Se recrutant dans la haute bourgeoisie, elle en sublima les tendances et les préoccupations. Les lettres patentes fixaient son effectif à quarante membres avec un nombre illimité d'associés. Elles prévoyaient une réunion hebdomadaire et trois séances publiques annuelles. La répartition des académiciens équilibrait les spécialités, seize scientifiques et quatre représentants pour l'agriculture, la navigation, l'architecture, les manufactures; seize littéraires et quatre membres pour la peinture, la sculpture, la musique et le commerce. Toutefois, l'architecture entraînait dans les disciplines scientifiques, le commerce dans les arts, la géographie dans l'histoire. Institution officielle, l'Académie adopta un règlement analogue à celui de l'Académie française. Il imposait aux récipiendaires un discours comportant l'éloge du roi et du maréchal de Villeroy, protecteur de la docte confrérie¹⁴¹.

Elle admit l'élite de la société. Sur les vingt scientifiques, on compte à la veille de la Révolution six médecins ou chirurgiens, quatre ecclésiastiques, deux avocats. Ces membres cumulaient les titres : ainsi La Tourette était correspondant des Académies scientifiques de Paris, Sienne et Turin, de la *Société royale* de Montpellier, de l'Institut de Bologne, de la *Société physico-botanique* de Florence, de l'Académie de Dijon, des *Sociétés d'agriculture* de Lyon et de Toscane, des *Sociétés économiques* de Berne et de la Haute-Lusace... L'abbé Bertholon était membre de quinze académies, neuf françaises et six étrangères : Madrid,

¹³⁹ Le Convent des Gaules, Lyon, 1779 (*Rev. Maçon.*, 1848, p. 117). — A. STEYERT, *Hist. de Lyon* : III, Epoque moderne, p. 432.

¹⁴⁰ Certificat de grade de la *Sincère Amitié* (1786), de la *Bienveillance* (1788), F. G., A 48.

¹⁴¹ A. M. L., BB. 289, 300, 325.

Rome, Milan, Florence, Lausanne, Hesse-Hambourg. La liste serait presque aussi longue pour les docteurs Rast, Gilibert ou Willermoz, pour Roland de la Platière ou l'abbé Rozier... Ils attestent les liens entre les principaux foyers français, comme Dijon, Montpellier, Nîmes, et étrangers comme Londres, Zurich, Bâle... Cette floraison d'académies caractérise la « paneurope française ».

L'ordre des Belles-Lettres et Arts comprenait sept avocats, trois ecclésiastiques, un imprimeur, deux Trésoriers de France, deux conseillers de la Cour des monnaies... Les littérateurs portaient plus de noms nobles que les scientifiques : Thorel de Campigneulles, Barou du Soleil, le comte de Laurencin... Les mentions de correspondants ou d'associés d'académies françaises et étrangères étaient moins abondantes : Delandine appartenait à la *Société royale des antiquaires* de Londres, à l'Académie des inscriptions de Paris, à celles de Dijon, Rouen, Arras, Nîmes et Villefranche, à la *Société d'émulation* de Bourg. L'ancien officier des mines de Sibérie, Patrin, qui avait voyagé en Allemagne, en Bohême, en Pologne (où il avait rencontré son compatriote Gilibert), dans l'Oural, en Asie boréale jusqu'au-delà du méridien de Pékin, n'était que de l'Académie de Saint-Petersbourg¹⁴². L'architecte Claude Boulard, l'ancien avocat général aux cours de Lyon, Palerne de Savy, n'avaient été reçus dans aucune autre académie. Il semble que les scientifiques entretenaient plus de relations avec leurs confrères étrangers que leurs collègues littéraires. La science s'orientait vers l'universalisme, la littérature gardait, malgré la prééminence de la langue française dans l'Europe cultivée, un cachet plus national et même plus local.

La diversité d'origine géographique des académiciens ne surprend point. Vasselier venait de Rocroy, l'abbé Millot, d'Ornans, Rast de Maupas, du Vivarais... Si la majorité était lyonnaise, beaucoup comme Fleuriu de la Tourette, Claret comte de Fleuriu, ou Gabriel Jars, avaient parcouru presque toute l'Europe. L'Académie reflétait l'image de cette bourgeoisie cultivée, soucieuse de sciences, passionnée de voyages¹⁴³.

Elle admettait de nombreux associés. Désirant « froter et limer leur cervelle contre celle d'autrui », les titulaires accueillaient les célébrités de l'époque et entretenaient avec elles une correspondance suivie. Parmi les associés figurent un médecin de Tübingen, un professeur en éloquence française de Copenhague, un juriste de Dublin, un universitaire de Pavie, un architecte du duc de Parme... Toutes les personnalités françaises avaient été reçues : le voyageur de la Condamine, le parlementaire Goislard de Montsabert, l'apothicaire Parmentier, l'abbé de Condillac, qui avait vécu chez son frère Bonnot de Mably, prévôt de Lyon sous Louis XV.

Le milieu favorisait la discussion. Il ne resta étranger à aucun courant de pensée. Tous les grands débats du siècle trouvèrent là un écho et résonnèrent parfois avec ampleur. L'Académie s'intéressa aux questions les plus diverses, aux menues découvertes comme aux vastes problèmes scientifiques ou philosophiques. Un tumulte de Renaissance se discerne parfois dans cet âge de l'Encyclopédie¹⁴⁴. Les académiciens,

¹⁴² E. PATRIN, *Relation d'un voyage aux Monts d'Altaïa* (Lyon, 1781, in-8°, 38 p.).

¹⁴³ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, 1839, I, p. 289-349.

¹⁴⁴ L. TRÉNARD, *Les préoccupations intellectuelles d'une bourgeoisie d'affaires* (I. H. 1950, p. 178-182).

fort méthodiques, fixaient longtemps à l'avance les sujets de concours. Les concurrents disposaient quelquefois de deux à trois ans pour composer leurs copieux mémoires. L'Académie accueillait les suggestions; le duc de Villeroy ou même un correspondant d'une autre province contribuèrent parfois au choix du thème retenu. De nombreux candidats briguaient ces prix. Leurs œuvres présentent une grande part de rhétorique qui rappelle les exercices du collège, les odes et les élégies. La gamme des sujets est trop étendue pour que l'étude en soit approfondie : la communication restait souvent superficielle et le souci de plaire, de divertir même, de vulgariser éloignait les recherches spécialisées. L'abbé Lacroix était capable de parler successivement de « l'esprit liant », de l'égalité d'humeur, des tremblements de terre, du danger d'introduire les jeunes gens trop tôt dans le monde, du mélange des couleurs dans la peinture, de la lune, des parfums et des souliers à la poulaine¹⁴⁵.

L'Académie n'obtint qu'en 1786 le privilège de faire imprimer ses tributs et elle ne put guère l'utiliser, car elle manquait de fonds et redoutait toute incartade à la veille de 1789. Néanmoins, ses travaux portent sur toutes les connaissances humaines. Beaucoup témoignent d'enquêtes précises et non seulement de bel esprit. En 1773, Soufflot communiqua les plans de Sainte-Geneviève; en 1780, on conseilla de rechercher une méthode simple, commode et peu coûteuse, pour paver et nettoyer les rues. Plusieurs prix se rattachent à l'économie régionale : en 1784, on proposa de « déterminer par des observations théoriques et pratiques quelles étaient les haies les plus propres à la clôture des champs, des vignes, des jeunes bois, d'indiquer le choix convenable... suivant la diversité des terrains et des cultures, la meilleure manière de les former et de les entretenir, en considérant le produit des récoltes ». Deux récompenses furent attribuées à un médecin montpelliérain et à un religieux milanais. L'industrie fournit divers sujets : apprécier la valeur des soies, trouver un moyen de rendre le cuir imperméable, sans en altérer la souplesse...

Certains rapports inaugurent des recherches nouvelles. Quelques-uns ébauchent une géographie locale. L'abbé Pernetti avait brossé un tableau du Lyonnais en énumérant le nombre d'habitants de chaque village, le genre d'industrie, les cultures et les plantations, en dénombrant les troupeaux, en citant les ruisseaux de chaque paroisse... Mathon de la Cour entreprit une enquête analogue pour les Almanachs de Lyon, composa des notices biographiques et publia en 1784 un *Dictionnaire géographique*, puis un *Dictionnaire historique des provinces du Lyonnais, Forez et Beaujolais*. L'inspecteur du commerce et des manufactures, Brisson, élabora des *Mémoires historiques et économiques sur le Beaujolais*. Le médecin Vitet commenta la *Topographie médicale de la ville de Lyon*, rédigée par Berthelet; le naturaliste la Tourette analysa les espèces trouvées dans les bois et les prairies et engagea ses confrères à définir en commun une histoire naturelle de la Généralité de Lyon. Gilibert, en 1784, dressa un plan de travail. Six commissaires furent désignés : le physicien Villers, les médecins Willermoz et Gilibert pour les sciences, l'abbé Jacquet, l'abbé de Castillon et l'avocat Pierre Deschamps pour les lettres.

¹⁴⁵ P. DESCHAMPS, *Eloge de feu M. l'abbé Lacroix (Journal de Lyon, 29 août 1786)*.

L'importance prise par les éléments scientifiques entraîna l'Académie dans les recherches techniques, physiques ou médicales. Elle envoya des commissaires assister aux expériences de Joseph Montgolfier et, sur la suggestion de l'intendant Flesselles, promit une récompense à qui découvrirait un système pour diriger le ballon. Elle proposa d'étudier l'action de l'alun sur les vins, la théorie de Newton sur la réfrangibilité des rayons lumineux. Les médecins offrirent des prix à qui faciliterait la propagande en faveur de l'inoculation de la petite vérole, usage précurseur de la vaccine, à qui découvrirait un traitement de la pneumonie et du cancer, à qui examinerait l'emploi des lichens comme agents curatifs... Cette curiosité, toujours en éveil, pour les nouveautés pratiques est un des traits les plus caractéristiques du XVIII^e siècle, particulièrement dans les milieux de la bourgeoisie lyonnaise. Une large place est toujours accordée aux applications de la science. Cette orientation justifie la réaction spontanée des étrangers : les Lyonnais semblent s'occuper exclusivement de leur profession, de leurs affaires, de leur confort. En réalité, les discussions philosophiques, les considérations sociologiques, les aperçus historiques élevaient souvent les débats¹⁴⁶.

Ainsi, le traité du marquis de Beccaria, *Des délits et des peines*, publié en 1764, traduit par le littérateur lyonnais, l'abbé André Morellet, conduisit l'Académie à discuter cette nouvelle conception du droit pénal. L'avocat Goy la combattit, défendit l'opportunité de la question et de la peine capitale dans un mémoire intitulé *Réflexions sur le danger de l'esprit de nouveauté dans la jurisprudence*. Il attaqua Voltaire et Rousseau qui avaient commenté favorablement l'œuvre du criminaliste milanais et déplora « la multitude prodigieuse des livres dont la vigilance des magistrats ne peut arrêter le cours et qui semble au contraire acquérir de nouvelles forces par la prohibition ». L'Académie écouta ce traditionaliste résolu, cet adversaire des philosophes, mais elle applaudit l'avocat au Parlement de Dauphiné, Joseph Servan, qui désapprouva la torture dans un de ses discours de rentrée *L'Administration de la justice criminelle* et, en 1781, adressa ses éloges à Beccaria. Au cours de cette séance publique, à l'Hôtel de Ville, devant plus de cinq cents personnes, le récipiendaire, par un discours plein de feu, célébra les progrès de la science et fit allusion à la politique de Necker¹⁴⁷.

Les débats les plus acharnés se rattachent aux thèses de Rousseau sur le rôle de la civilisation dans la société et l'état de nature. A vrai dire, c'était deux aspects complémentaires de la même conviction exposée en termes passionnés. Charles Borde, poète léger qui avait connu Rousseau, s'éleva contre ces paradoxes. Il entraîna dans la polémique Fleurieu de la Tourette, qui tenta de concilier les deux points de vue, l'abbé Jacquet qui s'affirma rousseauiste, Nonotte qui soutint Borde... La querelle se prolongea. Borde, à nouveau en 1774, défendit la société et la civilisation contre Jacquet. Il fut suivi par toute l'Académie. En 1778, l'abbé de Castillon, de Villefranche, prononça son discours de réception contre l'hôte d'Ermenonville. Le succès de Rousseau pâlit : en 1779, Jacquet lui-même exalta la valeur de la philosophie et, après Servan, Roland de la Platière consacra, en 1784, son allocution à « l'avantage des lettres et des arts relativement au bonheur de ceux qui

¹⁴⁶ A. M. L., Acad. Sciences, Belles-Lettres... (Chappe, XX, 339).

¹⁴⁷ J. SERVAN, *Discours sur le progrès des connaissances humaines en général, de la morale et de la législation...* (s. n., 1781, in-8°, VIII, 159 p.).

les cultivent et à leur influence sur les mœurs ». Il reprenait les thèmes habituels : la perversion des cercles cultivés et la corruption de Paris. Le système de Rousseau alimentait les discussions philosophiques depuis près de trente ans¹⁴⁸.

L'Académie ne se cantonna pas dans cette dialectique. Elle joua aussi le rôle de « ministère des réjouissances littéraires et artistiques de la ville ». On vanta les charmes de son atmosphère d'où la tristesse était absente, où régnaient l'enjouement, l'aménité, la liberté des disputes, parfois la légèreté des propos. Quand Prost de Royer y lut son article sur les femmes, tiré de son nouveau dictionnaire, de nombreuses auditrices le comblèrent d'éloges, Mme de Flesselles alla le remercier et l'embrasser au nom de toutes, ce qui provoqua les plaisanteries traditionnelles¹⁴⁹. Quant à Mme Roland, elle n'y prit pas séance. Par sa lettre du 30 mars 1788, écrite de Villefranche, elle pria « son cher confrère » Delandine de présenter à sa place un mémoire, en hommage à cette « compagnie qui s'occupe essentiellement du bien public ».

Le passage des étrangers fournissait l'occasion d'agréables divertissements. En 1777, on reçut le prince d'Youspor, descendant de Gengis-Khan ! En 1784, devant Henri de Prusse, le poète libertin Vasselier, auteur de récits scabreux, lut un conte grivois, *L'origine des truffes noires*. Puis ce fut le tour du prince régnant de Saxe-Gotha en 1786, de Guillaume de Wurtemberg en 1787. La même année, un versificateur italien improvisa sur deux thèmes qui lui furent proposés : Annibal à Capoue et le règne des arts en Italie. A ces cérémonies, la rhétorique reprenait tous ses droits... Des fêtes plus intimes marquaient la visite des célébrités françaises. En 1779, Laharpe, alors dévoué aux idées philosophiques, prononça l'éloge de Voltaire. En 1785, le poète clermontois Thomas accueillit à Oullins son ami, le « bon Ducis », blessé dans un accident de voiture près de Chambéry; la présence de ces deux membres de l'Académie Française rehaussa les solennités : Vasselier vanta en termes légers les plaisirs de la ville et les douceurs d'une soirée bien remplie; Michel de Cubières, écuyer de la comtesse d'Artois, imagina un *Dialogue entre deux fauteuils de l'Académie Française*, dans lequel un siège sans locataire réclame une compagne, au grand scandale de ses congénères¹⁵⁰...

La séance qui symbolise peut-être le mieux ce milieu est celle de la réception de l'abbé Raynal. En 1780, au retour d'un voyage en Suisse où il avait surveillé l'impression d'une nouvelle édition de son *Histoire philosophique des deux Indes*, l'audacieux écrivain vécut quelques mois à Lyon où toute la belle société se l'arracha. Quand l'Académie le reçut, il y eut une telle affluence qu'il fallut se transporter à l'Hôtel de Ville. L'enthousiasme fut délirant : tous voulaient avoir un autographe ou « des morceaux de son habit ». En souvenir, Raynal fonda deux prix. Le premier se rapportait aux « manufactures qui distinguent la ville de Lyon », et répondait aux préoccupations de la bourgeoisie d'affaires. L'autre thème révèle les pensées de l'époque : « La découverte de l'Amérique a-t-elle été utile ou nuisible au genre humain ? S'il en est résulté des biens, quels sont les moyens de les conserver et de les accroître ?

¹⁴⁸ A. RUPLINGER, Un contradicteur de J.-J. Rousseau, le Lyonnais Charles Borde (R. H. L., 1914, p. 305-321).

¹⁴⁹ PROST de ROYER, *De l'Administration des femmes* (Genève, 1782, 53 p.).

¹⁵⁰ J. VASSELIER, *Épître à Damis*, 1785, in-8°, 6 p.

Si elle a produit des maux, quels sont les moyens d'y remédier ? » Partout se répandait une sympathie pour les Insurgents et pour leurs principes. Des volontaires suivaient le comte de Rochambeau, l'Amérique de Franklin paraissait le pays de la liberté, de la pureté, de la simplicité. Ces concours permirent à Raynal de rester en relations avec Lyon, car les mémoires étant jugés insuffisants, ils furent ajournés d'année en année ¹⁵¹.

Grimod de la Reynière, le neveu de Malesherbes, arrivant à Lyon en 1788, écrivait à son ami Sébastien Mercier : L'Académie « renferme un grand nombre de savants et de littérateurs illustres. Les gens de lettres les plus célèbres de la capitale sont au nombre de ses associés, et les noms des Académiciens résidents prouvent combien l'on chérit et l'on cultive à Lyon les arts, les sciences et la littérature. Les savants sont ici, comme à Paris, aimables, studieux et communicatifs, mais l'Académie n'a ni la morgue, ni la charlatanerie de plusieurs de vos sociétés littéraires ¹⁵² ». Peut-être l'éloge est-il exagéré. Néanmoins, l'Académie apparaît comme une compagnie d'hommes de lettres spirituels, de poètes badins, d'érudits locaux se livrant à des réceptions galantes, enthousiastes ou attendries. Elle participa à la vie du siècle et diffusa les courants de pensée dans le milieu provincial. Très rapidement, de littéraire, elle devint économique, scientifique et philosophique. Voltaire, qui connaissait bien l'Académie de Lyon, énumérait les avantages de ces sociétés : « Elles ont fait naître l'émulation, forcé au travail, accoutumé les jeunes gens à de bonnes lectures, dissipé l'ignorance et les préjugés ¹⁵³. »

**

La notion de région lyonnaise n'est pas purement matérielle, encore moins naturelle. Elle évoque une vieille bourgeoisie d'affaires pétrie de traditions originales. C'est un complexe qui englobe l'économie, les modes d'existence, les réactions avec leur juxtaposition et leur inter-pénétration. Le terme de « bourgeoisie » désigne non seulement « une certaine situation de fortune, mais un tempérament et une tournure d'esprit » ¹⁵⁴.

En ce déclin du XVIII^e siècle, cette classe frappe par sa diversité. Formée d'apports venus de toutes les provinces, elle comprend de nombreuses professions; le fabricant est à la fois négociant, manufacturier, artiste même. Aucune spécialisation poussée. Les milieux bourgeois côtoient les groupes ruraux vivant aux portes de la ville, à la Croix-Rousse ou à Cuire, et les faconniers à qui ils fournissent la matière première. Ils fréquentent, dans les sociétés savantes le monde ecclésiastique, qui représente un centre actif de culture, et les anoblis, qui se sont échappés de la haute bourgeoisie, un ou deux siècles plus tôt. Avant tout, c'est une classe ouverte. C'est également une classe hétérogène. On y distingue de véritables familles sociales, à base profession-

¹⁵¹ M. de VOLEINE, *Petite chronique lyonn.*, 1780 (*R. D. L.*, 1859, p. 456).

¹⁵² G. de la REYNIÈRE, *Tableau de Lyon en 1786*, adressé sous forme de lettre à M. Mercier (*R. D. L.*, 1843, p. 315).

¹⁵³ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Aca.*, *Introd.*, p. xv.

¹⁵⁴ A. CHATELAIN, *Les horizons d'une géohistoire sociale de la bourgeoisie lyonn.* (*R. G. L.*, 1950, p. 90-98), p. 91.

nelle : les architectes, les médecins, les hommes de loi... Les mariages, les sentiments amicaux, les relations d'affaires ménagent les contacts entre eux. Tout en sauvegardant un dénominateur commun, leur culture offre quelques traits spéciaux, une orientation plus philosophique ou plus scientifique. L'élite est constituée par le clergé et les capacités. La culture se diffusait, en s'altérant quelque peu, parmi la bourgeoisie d'affaires. Elle allait parfois jusqu'aux « tissutiers », qui n'avaient pas le rythme de vie de l'ouvrier.

On a souvent affirmé l'antinomie du commerce et de la culture. *Le Journal de Lyon* voyait, en 1786, « une grande différence entre un marchand et un négociant : celui-là n'est renfermé que dans de petites vues mercantiles; les sous s'attachent à son âme et y portent une rouille grossière. L'autre étend ses regards partout, au-delà des mers et, entouré de grandes entreprises, son caractère nécessairement contracté de la noblesse et de l'élévation » ¹⁵⁵. Le premier récit de Grimod de la Reynière, adressé en 1788 à Mercier, en réplique à son *Tableau de Paris*, confirme cette vue : « Le négociant, le marchand, l'artisan, l'ouvrier, tous songent à leurs affaires en les faisant. Tous portent sur leur visage l'empreinte de la réflexion... Au milieu des calculs de l'intérêt et des soins du négoce, le Lyonnais a naturellement de l'esprit. Il conçoit facilement; il s'exprime avec grâce; il a pour les étrangers cette affabilité qui naît d'un cœur confiant et facile... De ces dispositions heureuses naît une aptitude, un désir de s'instruire qui, lorsqu'il trouve à les satisfaire, le rend sensible aux charmes de l'étude et de la littérature ¹⁵⁶. »

En 1792, le même auteur publia ses *Réflexions philosophiques sur la ville de Marseille*, qu'il compare à celle de Lyon. Il se montre cette fois sévère pour le soyeux, qui coule son existence morne dans son quartier : « Le Lyonnais, qui n'a pas voyagé, est dans un état d'ignorance crasse, bien fait pour dégoûter de sa société tout homme qui a un peu d'esprit, d'éducation et de lumière. Petit dans ses spéculations comme dans son travail, il achète la soie dans une rue, la donne à fabriquer dans une autre et la vend dans une troisième à des commissionnaires plus habiles et moins craintifs. C'est en un mot un véritable boutiquier... On sent aisément qu'un pareil genre de négoce rétrécit l'esprit et rapetisse l'âme. » Et en note, figure la phrase devenue célèbre : « Rien de plus ignorant que le fabricant de Lyon, tirez-le de sa soie, c'est un véritable Topinambou.. L'histoire, la géographie, les belles-lettres lui sont également étrangères; il ignore complètement et comment on parle sa langue et comment on l'écrit, il sait à peine lire et ne calcule que par ses doigts ¹⁵⁷. »

Quand faut-il croire Grimod ? Le commerçant de la rue Mercière a-t-il quelque rancune à épancher ? Selon une thèse séduisante, l'humanisme fleurirait surtout dans les villes de magistrature. « Ces milieux de robins et de fonctionnaires sollicitent les créations de collèges, comme les ouvertures de librairies. C'est parmi leurs enfants que se recrutent, sinon le gros des effectifs, du moins les têtes de classes. En revanche, les villes de commerce manifestent à l'égard de ses institutions : collèges

¹⁵⁵ *Journal de Lyon*, 22 nov. 1786.

¹⁵⁶ G. de la REYNIÈRE, *Lettre à M. Mercier...*, 1788, p. 49 sq.

¹⁵⁷ G. de la REYNIÈRE, *Lettre d'un voyageur à son ami* (Paris, 1792, in-8°,

d'humanités, librairies, sociétés littéraires ou savantes, des répugnances persistantes ¹⁵⁸. » Diderot, après avoir célébré les « arts mécaniques », considérerait qu'une cité d'affairistes ne peut abriter une activité culturelle et s'indigna quand sa fille voulut épouser un manufacturier ! Le cliché se répandit. Mayet déclara, en 1786 : « C'est à leur indifférence pour les sciences et pour les lettres que les habitants de Lyon doivent en partie la prospérité de leurs manufactures ¹⁵⁹. »

Sans Université, sans noblesse, sans Parlement, le Lyonnais se formait un peu au hasard et le nombre d'autodidactes fut élevé. Mais les idées se faufilent avec les marchandises et les hommes qui les portent. Les courants de circulation agissent sur la culture; celle-ci en devient plus riche et plus variée, nourrie d'apports successifs, renouvelée périodiquement. Au lieu de s'épanouir dans un climat d'*otium*, elle se forge dans une ambiance de lutte et d'inquiétude; elle est marquée par le souci de l'existential. La ville était loin d'être régulièrement opulente. Son industrie et son commerce n'impliquent aucune facilité génératrice de paresse intellectuelle. Au contraire, la misère populaire, les troubles sociaux, les crises révèlent la fragilité de cette prospérité. Les risques de chômage pour les éléments populaires, de gêne financière pour la bourgeoisie se multipliaient. Une fiscalité écrasante, le spectre de la disette provoquant la disparition des denrées, la diminution des signes monétaires entraînant des banqueroutes, les guerres interrompant les échanges commerciaux..., toutes ces éventualités jouaient le rôle de stimulant. Le Lyonnais apparaît comme un chercheur ingénieux ou un négociant documenté ou attentif, qui s'efforce de sauvegarder la vitalité de sa ville. Son intelligence ferme, précise, circonspecte s'oriente vers le substantiel.

¹⁵⁸ Fr. de DAINVILLE, Villes de commerce et Humanisme (*Etudes*, Paris, mars 1951, p. 323-342), p. 323.

¹⁵⁹ E. MAYET, *Mémoire sur les manuf.*, 1786, p. 29.

Enseignement et débats pédagogiques

« Toutes les semaines, il naît des écrits sur l'éducation », déclarait le baron de Grimm en 1758; « la manie de cette année est d'écrire sur l'éducation », répétait-il en 1762¹. Ces travaux révèlent un désir de renouveler le système scolaire et de l'accorder avec la philosophie du siècle. La bourgeoisie voltairienne le jugeait trop soumis à l'Eglise, les lecteurs de Rousseau, trop livresque et imprégné de rhétorique. Pour beaucoup, une simplification s'imposait, car aucune unité n'existait dans l'enseignement : des séculiers tenaient certains établissements, des congrégations en dirigeaient d'autres, des maîtres écrivains en avaient fondé.

1. LA CRISE DE 1763

La partie essentielle était représentée par les collèges qui façonnaient les éléments dirigeants de la société. Le plus ancien, celui de la Trinité, abritait, en 1762, dans ses bâtiments sévères de style classique, quatre cents externes et deux cents pensionnaires pour les seules classes d'humanités, quatre-vingts logiciens et physiciens, quarante théologiens, soit sept cent vingt élèves. Plus des deux tiers des internes étaient « natifs ou originaires de provinces étrangères et de pays fort éloignés, tels que l'Italie, l'île de Malte, l'Espagne, Saint-Domingue, la Martinique ». Quant au Petit Collège, il recevait, en ses locaux vétustes, cent soixante externes².

Les Jésuites possédaient leurs maisons de probation, d'étude et de retraite. Ne dédaignant pas de se livrer au commerce, ils avaient monté une pharmacie, réservée d'abord à leurs élèves, puis aux pauvres malades, ouverte enfin au public. Dans les deux collèges, des « congrégations » groupaient de jeunes artisans en vue des pratiques cultuelles, ce qui privait le clergé séculier d'une partie de ses fidèles, mais augmentait l'influence des Jésuites. Leur richesse contribua à leur succès. Vivant des revenus de leurs immeubles et de leurs domaines, gérés par un bureau sous le patronage du Consulat, ils pouvaient entretenir une magnifique bibliothèque, un observatoire, un cabinet d'antiques, et assurer la gratuité de leur enseignement. Une adroite propagande faci-

¹ M. de GRIMM, *Corresp.* (éd. Tournoux, t. V, p. 196).

² A. D. R., D 259, 3 : Mémoire de la Sénéchaussée (déc. 1762).

litait le recrutement. Les exercices publics et les distributions de prix attiraient plusieurs fois par an une nombreuse assistance. Le jour de la Trinité, le Consulat se rendait au Grand Collège en robe de cérémonie pour recevoir, comme fondateur, l'hommage du recteur, puis assistait à une représentation théâtrale et entendait des discours « en diverses langues », prononcés par les maîtres et les écoliers ³.

Les Collèges bénéficiaient d'une solide réputation due à la valeur de leur pédagogie. La discipline la plus stricte régnait dans l'internat. Les châtements corporels n'étaient pas absolument prohibés, et un laïc au service du professeur maniait le fouet. L'abbé Morellet, fils d'un papetier lyonnais, futur collaborateur de l'*Encyclopédie*, « constamment un des derniers de la classe », fut, en cinquième, « fouetté régulièrement tous les samedis..., pour l'exemple et l'instruction des autres » ⁴. Les élèves, isolés de la société et même de leur famille, coopéraient au maintien de l'ordre : les meilleurs d'entre eux, nommés « décurions » ou « préteurs », se chargeaient de la police. L'espoir des honneurs et des récompenses entretenait l'émulation. Les convenances extérieures, les bonnes manières de tenue et de langage étaient enseignées avec minutie, comme l'atteste le *De Ratione discendi et docendi*, du Père de Jouvençy. Les Jésuites avaient le souci, réputé moderne, de la santé de leurs élèves : chaque étude ne se poursuivait pas au delà de deux heures, le sommeil était respecté et les promenades fréquentes... Des sports : l'équitation, l'escrime et la natation, des arts d'agrément : le dessin, la musique et la danse, adoucissaient les rigueurs du pensionnat ⁵.

Pour reconquérir les esprits ébranlés par la Réforme, les Jésuites avaient diffusé une conception neuve et audacieuse de la culture qui alliait, en un judicieux équilibre, un christianisme serein, un humanisme assagi, un universalisme foncier. Cette éducation contribua à inculquer au cœur des générations prérévolutionnaires des sentiments de courage, d'abnégation et de décision. Le caractère néo-classique de cette éthique, l'importance de la lecture méditative que représente la traduction, l'organisation en cycles et en classes, les moyens de discipline et d'émulation furent transmis, plus ou moins consciemment, par ceux que les Jésuites avaient formés.

Cette formation survécut à l'expulsion des Pères. Certes, la société lyonnaise comptait des Jansénistes convaincus, mais, dans l'ensemble, les générations qui atteignirent l'âge adulte sous Louis XVI gardèrent les principaux traits de cette éducation. Les professeurs en prolongèrent les effets en dépit des révolutions. Ainsi Claude-Marie Gattel, né à Lyon en 1743 de parents pauvres, fréquenta le Grand Collège, puis la Sorbonne et le séminaire Saint-Sulpice. Il revint en 1764, dans sa ville natale, professer la philosophie au séminaire Saint-Irénée. Sous Louis XVI, il enseigna à Grenoble les mathématiques et la physique; sous la Révolution, la grammaire à l'Ecole centrale, sous l'Empire, il dirigea le lycée et termina sa carrière au Conseil académique de l'Isère. Ses ouvrages, ses leçons, son rayonnement perpétuèrent les traditions pédagogiques lyonnaises ⁶.

³ A. M. L., BB 346, f° 335-410; BB 348, f° 33.

⁴ A. MORELLET, *Mémoires*, 1821, I, p. 3.

⁵ Règlements pour MM. les pensionnaires des Pères Jésuites du collège de Lyon, qui peuvent leur servir de règle de conduite pour toute leur vie, par le R. P. J. Croiset (Lyon, Perrot, 1733, in-12).

⁶ J.-M. BRUYSET, *Notice hist. sur C. M. Gattel* (s. l. n. d., in-8°, 8 p.).

Elles offraient de sérieuses qualités. Aux préoccupations encyclopédiques de leurs contemporains, les Jésuites opposèrent un enseignement aux buts nettement définis, à la progression rythmée sur le développement des enfants. Ils manifestèrent le désir d'adapter les leçons aux possibilités individuelles. En 1800, Chaptal reconnut l'efficacité de l'enseignement d'Ancien Régime : s'il ne suscitait jamais « le doute qui seul excite et développe les facultés », le mécanisme de l'instruction était si bien réglé qu'on y contractait l'habitude du travail et que « le vrai talent en sortait, impatient de se porter à l'étude des vérités qu'on lui avait soigneusement cachées ». Ainsi firent Diderot, Voltaire, Condorcet et « tous les hommes qui se sont réunis en Assemblée nationale en 1789 »⁷. Nés pour satisfaire un dessein d'ordre religieux, les collèges de Jésuites ne succombèrent pas sous les attaques menées au nom de la pédagogie. Ils furent frappés par la décision du Parlement de Paris. Le 1^{er} avril 1762, leurs établissements fermèrent leurs portes. Ainsi vit, croît et meurt l'école en fonction d'une politique...

Les savants contemporains déploraient la différence de nature qui séparait les exercices scolaires de leurs propres travaux. Fondés au siècle de la Renaissance, développés à l'ère classique, les collèges intégraient lentement les courants de pensée nouveaux. L'inévitable décalage entre la vie et l'institution risquait de devenir rupture. Le retard était loin d'être excessif. Bien des critiques adressées par les gallicans ou les jansénistes visaient une puissance ecclésiastique plus qu'un système pédagogique. Le *Traité des Etudes* révèle précisément une évolution. Rollin prescrit l'étude du français. Historien lui-même, il conseille d'inspirer le goût de l'histoire, même aux jeunes filles. Il fait une place aux sciences naturelles et à la géographie pour laquelle il recommande l'usage de la carte et de la mappemonde, « car c'est ici une science des yeux », et soucieux de distraire les enfants, il propose de les « faire voyager sur la carte »⁸.

La bourgeoisie lyonnaise poussa à ce renouvellement. Au siècle de Louis XIV, les collèges avaient répondu aux désirs de ce groupe qui tendait à devenir l'armature de la société. Il « rencontrait dans cette forme de la culture la satisfaction de ses instincts profonds : souci du paraître, désir des résultats immédiats »⁹. Séduit par le raffinement italien, conquis par l'antiquité prestigieuse, il incitait ses fils à conquérir les grades universitaires. L'instruction et surtout l'éloquence conféraient un lustre et permettaient d'accéder aux professions libérales, avant tout au barreau, qui ouvraient la voie à la haute bourgeoisie et à la noblesse de robe.

Sous Louis XV, la bourgeoisie d'affaires se détacha de cet humanisme. L'avocat lyonnais Léonard Michon raille l'indifférence de ses concitoyens à l'égard de la culture. « Il n'y a point, je crois, de ville en France où l'éducation et les sciences soient plus négligées qu'à Lyon. Il est aisé de juger que, comme le commerce y fleurit beaucoup plus

⁷ J. CHAPTAL, *Rapport et projet de loi sur l'instr. publ.* (Paris, Crapelet, an IX).

⁸ Ch. ROLLIN, *Traité des études* (éd. Letronne, Paris, Didot, 1883, in-8°), I, p. 64-67, 100.

⁹ Fr. de DAINVILLE, *Les Jésuites...*, 1940, p. 44.

qu'ailleurs, on n'estime icy que les richesses ¹⁰. » Les Lyonnais souhaitaient recruter d'excellents techniciens, des chefs d'entreprises, des commis instruits. Il fallait élargir la clientèle et introduire de nouvelles disciplines. Le développement des sciences provoquait à son tour un renouveau.

L'Académie reçut à ce sujet plusieurs mémoires. Le plus neuf était celui de l'abbé Lacroix. Du point de vue institutionnel, il proclame les droits de l'Etat sur les enfants. « On ne niera pas, je crois, que les enfants appartiennent à l'Etat, autant et même plus, j'ose le dire, qu'à ceux qui leur donnèrent le jour. » En conséquence, le gouvernement doit surveiller l'école et, s'il le faut, agir sans l'aveu et contre le gré des parents; il doit « éloigner les enfants de la contagion des grandes villes » et organiser des classes dispersées dans la campagne. C'est la thèse du monopole que soutenaient Mably, Palissot et, en particulier, l'écrivain lyonnais Philipon de la Madelaine, qui devint avocat du roi près le Bureau des finances et obtint en 1786 l'intendance des finances du comte d'Artois. Lacroix prévoit auprès du roi un ministre et un conseil supérieur de l'éducation, dans chaque capitale des bureaux provinciaux, dans chaque école un maître pour sept élèves au maximum. L'enseignement durera de sept à dix-neuf ans, le latin n'occupera que trois années et la place d'honneur sera réservée à la langue maternelle; la logique sera supprimée et la philosophie comprendra la morale, la théologie et l'histoire des religions ¹¹.

La même année, l'abbé Pernetti dénonça la médiocrité des résultats obtenus par les Jésuites lyonnais : « À considérer seulement la multitude qui sort chaque année des collèges établis, on est effrayé de leur ineptie; on ne peut douter que l'éducation qu'ils y ont reçue soit défectueuse. » Cet historiographe forézien suggère d'asseoir tout l'enseignement, non sur la morale et les langues anciennes, mais sur l'histoire qui met en contact avec le monde réel et touche à la fois à la religion, aux arts, aux mœurs ¹²...

En 1763, Borde montra, dans ses *Pensées sur l'éducation*, qu'on ne donnait pas aux enfants « des connaissances universelles et utiles à la société » et se prononça pour des méthodes actives : orner la salle, faire examiner des objets concrets, conduire les élèves dans des hôpitaux pour susciter des sentiments de solidarité à la vue de la souffrance... Il préconisait un enseignement philosophique dans son esprit, encyclopédique dans son programme, utilitaire dans ses fins, une éducation agréable, tournée vers l'observation de la nature et de l'homme en société ¹³. Ces travaux trahissent une réaction contre l'humanisme traditionnel : ils proposent une réduction de l'étude des langues anciennes et insistent sur le caractère pratique qu'il importe d'assurer à l'enseignement. Encore convient-il de remarquer que leurs auteurs, académiciens notoires, avaient été nourris de cet humanisme et gardaient un goût pour la culture désintéressée. La bourgeoisie d'affaires formula plus nettement ses revendications.

¹⁰ L. MICHON, *Journal de Lyon ou Mémoires hist. et polit.* (1675-1746) (M. H. L., 7 vol., in-f°).

¹¹ A. LACROIX, *Sur les moyens que l'on pourrait employer pour perfectionner l'éduc. de la jeunesse*, 1762 (A. A. L., ms 147, p. 104-116).

¹² J. PERNETTI, *Avantages de l'hist. relativement à l'éduc.* (A. A. L., ms 147).

¹³ Ch. BORDE, *Œuvres*, II, 2, p. 580.

Entamant le procès de la Compagnie de Jésus, le Parlement de Paris pria les administrations d'élaborer un rapport sur ce qu'elles estimaient « le plus convenable pour pourvoir à l'éducation de la jeunesse ». Bien que le Consulat s'entendit cordialement avec les Pères, il adressa un long mémoire au gouverneur Villeroy, au Parlement et au Contrôleur général. « Il est absolument nécessaire, déclare-t-il, qu'il y ait au moins trois collèges dans cette ville, qui soient placés en différents quartiers à cause de son étendue » ; celui de la Trinité gardera toutes les classes jusqu'à la philosophie et la théologie ; celui de Notre-Dame doublera les cinq années les plus courantes de grammaire, d'humanités et de rhétorique ; le personnel sera recruté au concours parmi les laïcs, les ecclésiastiques et les religieux de tous ordres. Le troisième établissement sera confié exclusivement aux Dominicains et ne comprendra que la rhétorique, la philosophie et la théologie ¹⁴.

En raison de la « position de la ville, du génie de ses habitants, de l'éclat de leur fortune », la Sénéchaussée juge que Lyon exige « un plan d'instruction différent et des connaissances plus étendues que les autres villes de province ». Son texte, précis et détaillé, prévoit le programme et les manuels. Parmi les auteurs latins, Columelle, Celse et Vitruve sont retenus « pour démêler le goût des enfants pour l'agriculture, la médecine et l'architecture » ; des écrivains modernes, comme Fléchier et Massillon, seront commentés en rhétorique ; l'histoire obtient sa place avec les œuvres de Bossuet, de Montesquieu et du jésuite Paul Velly. La *Logique de Port-Royal* et John Locke figurent en philosophie à côté de Platon et d'Épictète... Le même désir de renouvellement se retrouve dans les méthodes conseillées : la géométrie sera enseignée « en parlant aux yeux des élèves plutôt qu'à leur esprit », les exercices de piété s'éloigneront « des pratiques minutieuses d'une dévotion superficielle et des excès d'un zèle outré », les régents suivront les élèves de classe en classe, et il faudra leur verser des honoraires suffisants si l'on veut qu'ils soient « pleins de zèle », comme ceux de Suisse et de Hollande.

Après avoir sacrifié à la tradition, la Sénéchaussée expose, dans une partie plus originale, ses conceptions. Elle souhaite l'ouverture de cours de droit public ecclésiastique, de droit des gens, de langues anglaise et allemande, de mathématiques et de dessin. Elle suggère, comme le Consulat, la création d'un troisième collège à Ainay, qui eût été une espèce d'école militaire, d'établissement technique et de champ d'expériences pédagogiques. L'étude du latin ne commencerait qu'à quatorze ans par une méthode directe et active ; les résultats seraient comparés à ceux des classes traditionnelles. En revanche, on enseignerait la géographie, le blason, la mythologie ¹⁵...

Les plans se succédèrent et les critiques à l'égard de la pédagogie classique s'exacerbèrent. Une part était due d'ailleurs à l'hostilité que rencontraient les Jésuites, aussi bien parmi le clergé paroissial que dans

¹⁴ A. M. L., AA 131 et BB 329, Mémoire relatif à l'établissement de nouv. collèges dans la ville, en remplacement de ceux qui étaient dirigés par les Jésuites ; Mémoire consultatif sur la réorganisation de l'enseignement publ. à Lyon, 1762.

¹⁵ A. D. R., D 259, 3 : Projet envoyé en juin 1762 sur la manière d'enseigner dans les nouv. collèges et sur les différents genres de connaissances qu'on peut procurer aux jeunes gens pendant les six années consacrées à l'étude des humanités.

la personne de Montazet. Les jansénistes les accusaient de vouloir « se mettre sur le pied d'être les seuls dans le royaume qui puissent avoir des pensions et des collèges pour l'instruction de la jeunesse »¹⁶. Dans un second mémoire, adressé en février 1763, au Parlement de Paris, le prévôt des marchands et les échevins se firent l'écho de ces doléances : « Les études établies dans les collèges de France se ressentent fortement de la barbarie des temps où elles ont commencé. On exige des jeunes enfants que, dès l'âge le plus tendre, ils s'appliquent à l'étude aride de deux langues mortes qui ne sont plus d'aucun usage... Des maîtres durs les découragent par des peines sévères et une application forcée à des choses abstraites... Après avoir essuyé ces maux, les jeunes gens sortent des collèges... sans rien savoir du tout », les plus appliqués ayant à peine quelques notions de langue latine, sachant tout au plus lire les caractères de la langue grecque. On leur dispense « les absurdités de la mythologie, les termes barbares, les entités, les formalités et autres idées qu'on honore du nom de philosophie et dont l'effet le plus naturel doit être de joindre l'obstination et l'opiniâtreté à la minutie et à la stérilité »¹⁷.

Inutile, dans ces conditions, de fonder une Université. Son organisation matérielle entraînerait des longueurs et des difficultés; un précédent a abouti à un échec, parce que « les Lyonnais, toujours tournés du côté du commerce, préférèrent les travaux utiles aux études théoriques ». Lyon fut l'entrepôt universel et presque unique de toutes les épiceries qui se consommaient en France et dans le Nord, avant la découverte des Indes occidentales; la banque s'y établit après les révolutions de Florence et les manufactures y prospérèrent. « Il y aurait peut-être de l'inconvénient à tourner le goût des Lyonnais sur d'autres objets par une Université. Ce qu'il y a de plus vraisemblable, c'est qu'elle y languirait et qu'elle y serait déserte »¹⁸.

Critiquant les collèges de Jésuites, refusant une Université, le Consulat propose, à titre d'essai, un régime propre à former un « homme de bien », un bon chrétien et un fidèle sujet. Les enfants n'entreront au collège qu'à quatorze ans à condition de savoir lire, écrire et chiffrer. Le cycle sera de cinq ans. La littérature ancienne ne figure que dans les deux premières années. « Ceux qui voudront se former dans les langues savantes auront un professeur qui enseignera et expliquera en français une grammaire raisonnée et générale dont il appliquera les règles à la langue latine, et progressivement... à la grecque et même l'hébraïque. » Ces leçons cèdent le pas dès la troisième année aux langues allemande, italienne et espagnole, « peut-être même arabe si on n'était instruit que l'on parle communément la langue franque dans toutes les Echelles du Levant ». La part des disciplines scientifiques s'accroît : géométrie et mathématiques, principes et démonstrations d'anatomie, astronomie avec les appareils nécessaires, navigation et pilotage... C'est la consécration du succès remporté par les sciences au XVIII^e siècle. La philosophie disparaît, remplacée dans une certaine

¹⁶ J. GODART, *Benoît Fourgon, le jansénisme à Lyon*, 1934, p. 126.

¹⁷ A. D. R., D 258, 15 : Mémoire des prévôt des marchands et échevins de Lyon à Nosseigneurs du Parlement (8 fév. 1763).

¹⁸ Mémoire des prévôt des marchands et échevins de Lyon sur le choix des prof. et des régents des collèges de la ville (8 fév. 1763) (Lyon, Delaroche, 1763, 7 p.).

mesure par « l'histoire universelle ancienne et moderne jusqu'à nos jours », par l'histoire de France et de Lyon « avec but moral », par l'histoire ecclésiastique et notamment celle des libertés de l'Eglise gallicane qui mettra les élèves à l'abri de « toute contagion ultramontaine »¹⁹ !

Certaines de ces idées inspireront les plans d'éducation, présentés à la Convention. A peine née, l'histoire entrait dans l'enseignement sous la forme téméraire qui caractérise le début de toute science : la synthèse universelle, comme celle qu'avait ébauchée l'Italien Jean-Baptiste Vico. La rhétorique reculait au profit de la grammaire générale qui s'efforçait de découvrir les principes communs à tous les idiomes; les novateurs avaient été les Solitaires de Port-Royal, Arnauld et Claude Lancelot, qui avaient publié dès 1660 une *Grammaire générale*. Dumarsais, Condillac et Nicolas Beauzée poursuivirent leurs travaux. Enfin, ce schéma visait à satisfaire les besoins de la bourgeoisie d'affaires, en réservant la majeure partie du temps aux sciences et aux langues vivantes. Tous ces projets passionnèrent pendant deux ans les corps municipaux, la magistrature, l'archevêché.

Le départ des Jésuites fut laborieux : les élèves manifestèrent en faveur des Pères, ceux-ci s'approprièrent à emporter mobilier et bibliothèque, le Consulat dut faire appel à la Sénéchaussée pour sauvegarder ses propriétés. Leur trouver des successeurs fut malaisé. Ceux auxquels le Consulat s'adressa se refusèrent. Les supérieurs des séminaires Saint-Irénée, Saint-Charles, Saint-Joseph et de la congrégation de Saint-Lazare déclarèrent qu'ils n'avaient personne à proposer. Seul Laurent d'Anglade, supérieur de l'Oratoire, accepta, mais son supérieur général le désapprouva²⁰. La succession n'était pas faite pour tenter : le Consulat offrit à deux maîtres de pension de recruter le personnel nécessaire. Secondé par l'archevêque, il parvint cependant à signer deux accords : l'un avec les Oratoriens qui se chargeaient du Grand Collège, l'autre avec les prêtres de Saint-Joseph qui enseigneraient à Notre-Dame Bon Secours.

La crise rebondit. Du plan pédagogique, elle glissa dans les domaines institutionnel, puis politique. Le Consulat se considérait comme le maître des collèges. Il se heurta à la Sénéchaussée qui en revendiquait la haute direction en qualité de « ministre de la tranquillité locale et publique ». La querelle reflétait une différence d'état d'esprit : la magistrature était voltairienne et de tendances libérales, le Consulat, favorable aux congrégations, entrait dans les vues de Montazet. Le Parlement, saisi du différend, approuva les contrats passés avec l'Oratoire²¹.

Un libelle anonyme : *Réflexions sur le danger de confier les collèges à MM. de l'Oratoire et de Saint-Joseph, relativement au commerce de Lyon*, répandu en mai 1763, invoqua le tort causé à Orléans par les disciples de Bérulle. La Sénéchaussée dut interdire cet imprimé qu'elle

¹⁹ Plan d'éduc. pour les collèges de Lyon, envoyé au Parlement le 8 fév. 1763, par les prévôt des marchands et échevins de Lyon (Lyon, Delaroche, 1763, 7 p.).

²⁰ F. RABANIS, *Notice hist. sur le Collège de la Trinité* (A. H. S. R., VII, 1827, p. 127-140), p. 137.

²¹ Lettres patentes du Roi portant règlement pour l'administration des collèges de la ville de Lyon, 29 avril 1763 (Lyon, Valfray, 1763, in-4°, 9 p.).

avait vraisemblablement inspiré²². En ses *Très humbles et très respectueuses représentations faites à Mgr le Chancelier et envoyées au Parlement par les officiers de la Cour des Monnaies, Sénéchaussée et Présidial de Lyon*, elle proposa d'attribuer l'enseignement à des séculiers parce que « les communautés auxquelles on ferait appel pour remplacer les ci-devant soi-disant Jésuites seront nécessairement obligées de se recruter avec précipitation et sans choix, conséquemment réduites à fournir des sujets sans lumière et sans expérience ». Leur médiocrité ne représente pas l'unique danger : « Chaque communauté a ses opinions; malheureusement, elles ne dégénèrent que trop souvent en discussion de parti; un collège ne doit point en adopter²³. »

D'après un texte voisin approuvé par les églises collégiales, les chapitres de Saint-Nizier et Ainay, le Bureau des finances, le Collège des médecins..., les lettres patentes du 29 avril confiant l'enseignement aux Oratoriens et aux Créténistes avaient plongé la deuxième ville du royaume dans la consternation. Les Lyonnais, sans tenir aveuglément aux Jésuites, redoutent leurs successeurs. La congrégation de l'Oratoire connaît une extrême disette de professeurs, et il vaudrait mieux remettre les chaires à des séculiers compétents. La véritable raison apparaît enfin : « Les négociants sont effrayés du danger auquel le commerce sera nécessairement exposé dans cette ville, si les opinions de l'Oratoire par rapport aux dépôts de l'argent prévalaient sur la doctrine constamment suivie à Lyon sous les yeux de nos archevêques. » Les Pères ont promis au Consulat qu'ils s'abstiendraient de condamner les intérêts autorisés par le prince et usités dans le négoce, de désapprouver les Lyonnais qui soutiennent la légitimité du prêt à intérêt. Néanmoins, la bourgeoisie d'affaires frémit en pensant qu'« un seul mot prononcé par un prêtre de l'Oratoire peut arracher en un instant cent mille écus au commerce et réduire à la misère plus de cinquante familles »²⁴.

L'archevêque riposta par une pastorale présentant l'apologie de l'Oratoire²⁵. Des répliques circulèrent : *La brebis à son pasteur; Lettre à Monseigneur l'archevêque de Lyon, dans laquelle on traite du prêt à Lyon appelé dépôt de l'argent*²⁶... Les collèges ne constituaient pas un monde fermé et les débats pédagogiques s'inséraient dans la vie même de la cité.

²² Jugement de la sénéchaussée de Lyon qui supprime un écrit intitulé : *Réflexions sur le danger...*, 13 mai 1763 (Lyon, Valfray, 1763, 3 p.).

²³ Mémoires adressés au Parlement par les officiers de la Cour des Monnaies, Sénéchaussée et Présidial de Lyon, sur l'établissement des nouv. collèges dans ladite ville, 18 mai 1763 (Lyon, Valfray, 1763, in-4°, 52 p.).

²⁴ B. M. L., ms 1041, pièce 11, 25 mai 1763, Représentations de la Cour des monnaies, Sénéchaussée et Présidial... au sujet des Lettres patentes, 1763, p. 26-27.

²⁵ Lettre pastorale de Mgr l'Archevêque de Lyon au clergé séculier et régulier et à tous les fidèles de Lyon... (Lyon, Delaroche, 1763, in-4°, 39 p.).

²⁶ *La Brebis à son pasteur*, ou *Semonce filiale de George Crotonel, négociant* (1763, in-12, 12 p.). — *Lettre à Mgr l'archevêque de Lyon...*, par D. R. (Avignon, 1762, in-12).

2. LES COLLEGES ET LEUR PEDAGOGIE

Le *Règlement pour l'administration des Collèges* confia leur direction à un Bureau d'Administration groupant, sous la présidence de l'archevêque, le grand vicaire, le procureur général de la Sénéchaussée, deux échevins désignés par le Consulat, deux notables. La réforme de Maupeou modifia en 1771 sa composition, mais l'Archevêché, l'Oratoire et le Consulat gardèrent la prépondérance au détriment de la Sénéchaussée, qui veillait à la police des écoles²⁷. En 1789, deux membres de la Cour des Monnaies, Claret de la Tourette et Louis Charrier de la Roche, siégeaient en ce Bureau, qui nommait les professeurs, inspectait les classes, régissait les biens.

La rivalité entre le Consulat et la Sénéchaussée provoqua des incidents. Tous les biens avaient été concédés à l'Oratoire. Le Consulat voulut sauvegarder ses droits : il fit placer des inscriptions les rappelant. Le Bureau d'administration les fit enlever en 1773 et l'archevêque déclara au roi que le Consulat regrettait visiblement les anciens maîtres de la maison²⁸. Le Bureau parvint à assurer la gestion matérielle des collèges : il mit les bénéfices en régie. Le trésorier Régné se chargeait, au nom de la ville, des gratifications aux professeurs, de l'entretien des classes, de l'achat des livres. Toutefois, le supérieur de l'Oratoire, Roman, se plaignait en 1789 de n'avoir pu obtenir l'aménagement de la cour du collège²⁹. Le Consulat garda de cordiaux rapports avec les maîtres. Il présidait la distribution des prix pour la Saint-Louis et intervenait dans la correction des copies. Il se rendait au Collège le jour de la Trinité, selon l'usage, recevoir l'hommage du cierge³⁰. En 1785, après le discours de bienvenue du supérieur, le prévôt des marchands félicita le personnel : « Vous préparez des citoyens dignes de la patrie... Une bonne éducation est un bienfait qui se répand sur chaque action de la vie³¹. »

Les traités de 1763, faisant allusion aux tendances ultramontaines de l'ordre condamné, livrèrent le Grand Collège à l'Oratoire « dont les doctrines, les mœurs et l'esprit vraiment français méritaient la confiance publique ». Il fournit cinq régents de la sixième à la seconde, un professeur de rhétorique, deux de philosophie, un physicien, un logicien et deux théologiens. En 1764, le principal était le Père d'Anglade et le préfet, le Père Jacques de Beaumont. Tous les Oratoriens n'étaient pas prêtres, un grand nombre portait simplement le titre de clercs. N'ayant pas assez de personnel, comme ses adversaires le lui reprochaient, la congrégation s'affilia des laïques pour un service temporaire. Un des plus célèbres fut alors le Dauphinois Pierre Gourju qui enseigna

²⁷ A. M. L., AA 18, Edits de Louis XV... *Règlement d'administration des Collèges et autres établissements d'Inst. publ.* (Registre 1751-1772, in-f°, 296 p.).

²⁸ *Au Roi et à nosseigneurs de son Conseil (Supplique des prêtres de l'Oratoire...)* (Paris, Simon, 1773, in-4°, 15 p.). — Notes, au sujet des bâtiments du Collège de la Trinité..., s.d. (F.C., ms, in-fol., 44 p.).

²⁹ A. D. R., IL 1072, Baux de 1788. Requête du P. Roman, 28 août 1789.

³⁰ A. M. L., BB 340, 361, 362. 365.

³¹ Réception du Consulat par les PP. de l'Oratoire, 21 mai 1785 (R. D. L., 1840, VI, p. 93-95).

la physique et la philosophie jusqu'en 1792. De naissance médiocre, l'abbé Roux avait reçu une solide et brillante instruction chez les Oratoriens de Lyon, puis chez les Sulpiciens d'Orléans et de Paris. Promu à la prêtrise en 1779, chanoine de Saint-Nizier en 1785, il fut un prédicateur énergique, un professeur habile et un académicien laborieux. L'insurmontable répugnance qu'il ressentait pour la publication de ses sermons et de ses cours ne le laissa jouir que d'une renommée locale et contemporaine. Laurent-Pierre Béranger, qui avait été élevé par deux oncles oratoriens, professa lui-même au Grand Collège de Lyon; pré-occupé de morale et d'éducation, il composa *Le fablier pour l'enfance, la jeunesse et l'âge mur, Le petit magasin de Contes, d'Apologues et de Dialogues instructifs*; il publia l'*Ecole historique et morale du soldat et de l'officier*, adopté dans toutes les écoles militaires avant la Révolution. Parmi les maîtres renommés de cette époque, Béranger cite le Forézien Jean-Pierre Papon, l'abbé Lasserre et l'Aixoise Joseph Mollet, « savants profonds et littérateurs qui continuèrent la réputation des Mongez et des Baudori dans la chaire de rhétorique ». Leur congrégation, « rivale heureuse de la société jésuitique » parvint à opposer « Massillon à Bourdaloue, Malebranche et Lami à Buffier, le Père Giraud au Père Desbillons et à Rapin, le président Hénault à des historiens qu'on ne lit plus »³². Elle ne put, malgré les instances du Consulat, se charger du Petit Collège qui fut attribué aux séculiers de la congrégation de Saint-Joseph, « les plus sévères de tous les instituteurs »³³.

Des traditions chères aux Jésuites survécurent comme l'usage de dicter les cours et la vieille rhétorique, discutée, condamnée, injuriée, régenta toujours la plupart des leçons³⁴. Toutefois, « le brillant Collège changea de face »; plus d'études frivoles, plus d'arts d'agrément, plus de mondaines solennités, plus de danses; l'enseignement devint grave et sérieux³⁵.

Le contrat stipulait que « les religieux gouverneraient le collège conformément au régime de leur ordre, et notamment suivant les usages et règles de l'Académie royale de Juilly », où les Lyonnais envoyaient volontiers leurs enfants. Les Jésuites de Lyon, les Bénédictins de Thoissey, les Dominicains de Mâcon n'avaient pu rivaliser avec les Juliens. Parmi eux, Fouché enseignait la physique et Billaud-Varenne les lettres, le Père Mandar, le Supérieur, chantait les beautés de la nature. Le Père Dubon, conservant l'esprit d'ascétisme du Père Quesnel, faisait apprendre à ses élèves l'*Ancien et le Nouveau Testament*, lire chaque jour l'*Imitation* et la *Vie des Saints*, étudier le *Catéchisme* de Meaux. Il recommandait les *Confessions* de saint Augustin, les œuvres de saint François de Sales, de Nicole, de Massillon... Le latin ne régnait plus en maître; on expliquait des auteurs français comme La Fontaine et Jean-Baptiste Rousseau, on mettait en pratique les méthodes de Locke et Condillac; on attribua, dès 1786, de la quatrième à la rhétorique, des prix de géographie, d'histoire, de mathématiques. Le célèbre collège, où reposait le cardinal de Bérulle, contribuait à présenter les Oratoriens comme des novateurs³⁶.

³² *Journal de Lyon et du Rhône*, 1810.

³³ A***, *N. Bergasse*, 1910, p. 6.

³⁴ Fr. de DAINVILLE, *La géographie des humanistes*, 1940, p. 494.

³⁵ DEMOGEOT, *Le Collège*, in L. Boitel, *Lyon anc. et mod.*, 1840, I, p. 409.

³⁶ E. BONARDET, *Les Lyonnais au collège de Juilly aux XVII^e et XVIII^e s.*, 1902.

Les dogmes de la déchéance et du relèvement par la grâce les conduisaient à une discipline austère. A Lyon, leurs préfets avaient renoncé aux « correcteurs, dans l'espérance où ils étaient de pouvoir contenir la jeunesse, sans user de semblable moyen; cependant, l'expérience leur fit voir que ces seconds valets devenaient nécessaires pour inspirer de la crainte aux jeunes écoliers »³⁷. Sous la direction sévère du Père Labat, ils inculquèrent une large culture tendant avant tout à affermir le jugement, et mirent l'accent sur la formation morale et spirituelle, la consolidation des convictions religieuses et l'élévation du caractère. Ils devaient beaucoup à Descartes, l'ami de Bérulle, et au Père Lamy. Dans ses *Entretiens sur les Sciences*, cet oratorien s'élève contre le psittacisme et les vaines subtilités de la scolastique. « Le but n'est pas de remplir la tête de latin, de grec, de faits historiques : notre esprit n'est pas fait pour l'érudition, mais l'érudition pour l'esprit. » L'évolution de la philosophie, l'extension des sciences de la nature et de l'homme permirent l'application des réformes souhaitées, dès 1683, par Bernard Lamy.

Les programmes réservaient une grande place à la langue maternelle. On professait en français jusqu'à la quatrième et on accordait des prix de récitation et de discours français. Le grec avait presque retrouvé la parité avec le latin. On procédait volontiers par étude comparée des lettres anciennes et modernes. Bergasse, exposant en 1808 ses vues sur l'enseignement, défendit la valeur des langues anciennes qui favorisent la connaissance morale de l'homme. Il évoque à l'appui ses souvenirs scolaires : « Ce n'était pas seulement de l'interprétation d'Homère ou de Virgile, de Démosthène ou de Cicéron, de Longin ou d'Horace qu'on s'occupait, mais de toutes les richesses de sentiment ou de pensées répandues dans leurs ouvrages. » Ces exercices jetaient dans les consciences « des semences de vertu, des principes d'honneur », associaient aux mouvements de l'âme les opérations de l'intelligence, développaient le jugement et le sentiment des bienséances³⁸.

Alors que l'humanisme classique s'en tenait à une formation à dominante littéraire, l'Oratoire admit d'autres disciplines : les mathématiques, la physique et les sciences naturelles furent cultivées avec persévérance et succès; le Collège disposait de matériel approprié, en particulier pour des expériences sur l'électricité; l'histoire bénéficia d'une chaire spéciale. La base de l'enseignement, la philosophie, fut renouvelée; elle fut d'inspiration cartésienne et même platonicienne, selon les caractères du système de Malebranche³⁹.

Les exercices publics, qui gardèrent leur éclat jusqu'à la Révolution, révèlent l'orientation du travail. Des éléments habituels furent maintenus. Chaque année, une pièce, interprétée par les élèves, terminait les séances solennelles. En 1781, les Oratoriens firent représenter une pastorale, *L'abolition de la servitude*; en 1782 une œuvre d'actualité, *La naissance de Mgr le Dauphin*. Mais ils réduisirent la part de ces divertissements qui avaient valu aux Jésuites le reproche de frivolité. Une poésie ouvrait la cérémonie. Toute empreinte de rhétorique fut encore la salutation,

³⁷ L. NIEPCE, *Les bibl., de Lyon*, 1876, p. 62.

³⁸ A***, *N. Bergasse...* 1901, p. 237.

³⁹ A. D. R., 1Q 947, Inv. du 8 messidor an II (26 juin 1794). — Solemnis præmiorum distributio in Collegio Sanctissimæ Trinitatis... (Lugduni, Delaroché, 1783, 7 p.).

en hexamètres latins, qu'un jeune clerc, Claude Primat, adressa en 1766 aux protecteurs du Collège Notre-Dame. Le compliment que prononça Camille Jordan, en 1782, sacrifia aussi aux règles traditionnelles... Néanmoins, les sujets abordés, dans ces solennités, élaborent une théorie de l'éloquence française. En 1766, on reprit la querelle des Anciens et des Modernes, en comparant l'*Épître aux Pisons* et l'*Art poétique* de Boileau; en 1772, on disputa « sur le style », en 1782 « sur le goût », en 1785, « sur la manière d'écrire ». Les « interlocuteurs » conseillent d'imiter la nature, de « mettre de l'ordre et de la clarté dans les idées », de « les exprimer de la manière la plus naturelle ». En 1786, ils examinent « le vrai dans les ouvrages de l'esprit ». Ils citent Boileau. « L'éloquence et la poésie, ainsi que tous les autres arts, ont la nature pour objet »; seule, elle fournit des « tableaux capables de faire goûter au cœur le plaisir qui naît de l'émotion ». Même les chimères doivent revêtir une apparence de réalité... En 1787, c'est le « beau » qui devient le thème de l'exercice. Certaines formules contiennent un accent platonicien : « Le Beau créé est une émanation de la beauté éternelle : tout objet porte l'empreinte des attributs de la Divinité. » Abordant le « naïf », en 1788, les écoliers distinguent le « vrai social » entaché de faste et d'artifice, et le naïf primitif exprimé sans art. C'est celui d'Homère, de Marot, de Montaigne, celui qui s'attache à l'enfance et aux mœurs de l'homme sauvage⁴⁰. Ces entretiens tentent une sorte d'adaptation des règles anciennes à la langue vulgaire. On n'osait point renoncer au legs de l'Antiquité, mais on le rajeunissait.

Les disciplines récemment acquises furent aussi présentées au public. Poursuivant les efforts des Jésuites, ceux de Claude Buffier par exemple en faveur de l'histoire, les Oratoriens en développèrent l'enseignement. Jusqu'alors l'histoire, très goûtée comme lecture, ne figurait guère dans les disciplines classiques. Elle ne fut pas séparée de la géographie qui s'enseignait à l'aide de grandes cartes murales. Elle se limitait parfois à l'histoire sainte ou restait en concurrence avec la mythologie qui, « en nous rappelant les funestes égarements de nos pères et les ténèbres où ils ont été plongés, nous excite à la reconnaissance envers Celui qui nous a apporté le flambeau de la vérité », dit l'annonce de la séance, en 1786. Pour se livrer à leurs passions, les hommes imaginèrent « des Dieux conformes à leurs penchants déréglés » et les origines de la mythologie demeurent incertaines : « Le physicien croit y apercevoir les mystères de la nature; le politique, les principes du gouvernement; le philosophe, la morale la plus pure; le chimiste, les secrets les plus importants de son art. » En réalité, les fables naquirent de l'ignorance de l'ancienne écriture hiéroglyphique ou dérivèrent des événements qui suivirent le déluge. La conjuration de Catilina, la mort d'Antoine, la généalogie des Bourbons furent aussi prétextes à dissertation. En 1787, les écoliers de cinquième évoquèrent les figures de Sparte et d'Athènes, ceux de quatrième commentèrent les épisodes qui marquent la rivalité de César et de Pompée, ainsi que celle d'Antoine et d'Octave⁴¹.

⁴⁰ Exercice litt. sur la manière d'écrire en forme d'entretien... (Lyon, Imp. de la Ville, 1785, in-4°, 7 p.). — Ex. litt... sur le vrai dans les ouvrages d'esprit (Lyon, Delaroche, 1786, in-4°, 7 p.). — Ex. litt. sur le beau..., (1787, in-4°, 7 p.). — Ex. litt... sur le naïf..., 1788, 7 p.

⁴¹ Ex. sur l'hist. sainte... (Lyon, Delaroche, 1785, in-4°, 5 p.). — La Mytho-

Peu à peu, l'histoire cessa d'être une chronologie ou une suite de sermons. Les exercices du Collège de la Trinité trahissent, de 1776 à 1789, une réelle curiosité pour la vie des peuples et l'organisation des gouvernements. « Rien n'est plus utile que l'histoire, reconnaissait un programme dès 1766, quand on la lit avec cet esprit de réflexion qui en saisit tous les avantages. Dans le tableau qu'elle nous trace des actions et des mœurs, on voit la naissance et les progrès des passions qui ont souvent troublé l'ordre, renversé les familles et changé la face des Etats. » Le sujet de l'entretien de 1781 fut les mœurs des Français. Les travaux de Voltaire en inspirèrent les directives : « Exposer au grand jour les vices et les vertus d'un peuple, développer ses progrès dans les sciences et les arts, saisir tous les changements que le temps a opérés dans son caractère, dans ses mœurs, dans ses lois, dans son gouvernement, en un mot faire l'histoire des hommes et non pas seulement celle des Empires ou de quelques individus, doit contribuer aux progrès de la saine philosophie et peut avoir quelque influence sur les mœurs. » Le sens de l'histoire ne fut pas étouffé à Lyon, comme dans d'autres provinces ⁴².

L'actualité surgit à son tour. A la Trinité, en 1783, on écrivit un dialogue en vers sur la Révolution américaine, et on justifia ainsi une dissertation sur la rivalité franco-anglaise : « Nous rendons justice aux ennemis de la patrie. Apprendre à nos élèves à les estimer, c'est prévenir l'antipathie naturelle qui germe dans les cœurs avec les premiers mouvements du patriotisme et ne laisser à l'ardeur qui dévore les jeunes âmes que le choix des moyens nobles et légitimes pour servir la patrie. » La géographie apparut dans les joutes oratoriennes, dès 1766, sur ce thème : « La géographie physique et politique de la France. » Conçue comme une nomenclature des divers gouvernements, des divisions ecclésiastiques et administratives, des rivières et des villes..., elle accompagnait l'histoire, puisque « le monde est le théâtre sur lequel se sont passées les différentes scènes que nous fournit l'histoire » ⁴³.

Les exposés scientifiques occupaient plusieurs séances en fin d'année. Ils traitaient la gnomonique, la duplication du cube, la trisection de l'angle... En 1764, Gaspard Monge, « écolier de physique », présenta une démonstration mathématique et, en 1783, neuf « interlocuteurs » de sixième s'efforcèrent de prouver que si leur siècle vantait « à juste titre ses progrès dans les sciences et dans les arts, il les devait au goût pour l'histoire naturelle ». En 1787, deux élèves de physique expliquèrent les principales définitions arithmétiques et algébriques. Ils exposèrent les théorèmes de géométrie, se livrèrent à des applications de la trigonométrie rectiligne et sphérique, montrèrent les avantages du calcul différentiel et du calcul intégral. « Il est peu d'inventions qui aient fait plus d'honneur à l'esprit humain. » Elle est due à Newton et Leibniz, mais Pascal et Huyghens en avaient esquissé les prémisses... Abordant la physique générale, ils précisèrent les phénomènes courants : « Le son consiste dans un trémoussement des parties insensibles des corps sonores

logie expliquée par l'hist. Ex. litt..., *ib.*, 1786, 4 p. — Ex. sur l'hist. grecque..., 1787, in-4°, 4 p. — Ex. sur les deux triumvirats..., *ib.*, 1787, 2 p.

⁴² Ch. LEDRÉ, Théâtre et exercices publ. dans les collèges lyonn. du xviii^e et xviii^e s. (B. S. L. Lyon, 1945-1949, p. 1-19).

⁴³ Ex. sur la rivalité de la France et de l'Angleterre... (Lyon, Delaroche, 1783, in-4°, 7 p.). — Ex. sur la géographie... (1766, in-4°, 8 p.).

et l'air en est le véhicule... Le feu est un corps fluide, élastique, très subtil, très pénétrant et généralement répandu dans tous les corps... La lumière est un fluide extrêmement subtil et répandu dans toute la nature... » Après ces considérations mécanistes, ils analysèrent les travaux de Nollet et de Franklin relatifs à l'électricité. Ils décrivirent la bouteille de Leyde, affirmèrent que l'électricité facilitait la circulation sanguine et recommandèrent l'usage du paratonnerre. Ils achevèrent par l'astronomie qu'ils résumèrent selon les vues de Copernic. L'année suivante, trois élèves reprirent en grande partie les mêmes définitions et les mêmes applications. Ils recherchèrent des formules susceptibles de faciliter des dénombrements — par exemple, le nombre des Israélites au passage de la mer Rouge. Les remarques sur les sections coniques les conduisirent à démontrer « l'impossibilité physique du système de M. Buffon sur l'origine de la terre et des autres planètes »⁴⁴. Ces exercices révèlent de sérieuses connaissances en rhétorique et en mathématiques. Ils reflètent les théories de l'époque en histoire et en sciences.

Béranger signalait, sous l'Empire, la valeur de cet enseignement, surtout en grec et en latin. « Nos professeurs, forts des anciennes traditions et excités par la rivalité du petit collège de Notre-Dame, qui comptait des maîtres du plus grand mérite, MM. Roux, Besson, Tabard, paraissaient ne céder qu'à grand regret à un nouveau système mis à la mode et à l'ordre du jour par l'auteur de l'*Emile*, qui lança de si sanglantes épigrammes contre les collèges, et par La Chalotais qui, dans un réquisitoire séduisant et impérieux, donna le branle à une révolution dans l'éducation et dans l'instruction »⁴⁵.

Oratoriens et Joséphites, poursuivant l'évolution amorcée par les Jésuites, apportèrent donc quelques retouches aux conceptions traditionnelles. Elles ne parvinrent pas à satisfaire : les uns virent, dans cette modernisation, le triomphe du philosophisme; les autres, formés par l'humanisme dévot, regrettèrent ses principes. La bourgeoisie d'affaires désirait des programmes tenant compte du réel et des besoins locaux; elle n'appréciait guère le jeu aimable de l'esprit fait pour une civilisation facile.

L'effectif fléchit dans les deux collèges : mille enfants environ les fréquentaient. Cette baisse numérique gêna la gestion financière; les ressources provenaient de la location des immeubles, des revenus des domaines de Millery, d'Oullins, de Saint-Julien-en-Jarez, de rentes diverses; mais les charges étaient lourdes et les Pères durent aménager des logements dans les salles inoccupées du Grand Collège. Le budget resta déficitaire⁴⁶.

L'empreinte laissée par cet enseignement fut profonde : le Père Laurent Béraud éveilla la vocation de Lalande et le Père Daburon forma André-Marie Ampère. Boscary de Villeplaine, qui devint agent de change, se souvint toujours des leçons de rhétorique de l'abbé Joseph Courbon; il citait volontiers les classiques et appréciait beaucoup

⁴⁴ Ex. de math. dans la salle des actes du Collège de la Trinité (Lyon, Delaroche, 1764, in-4°, 8 p.). — Ex. sur l'hist. nat. des animaux... (*ib.*, 1783, 5 p.). — Ex. sur les math. et sur la physique... (*ib.*, 1787, 24 p.). — Ex. sur les math... (*ib.*, 1788, 16 p.).

⁴⁵ *Journal de Lyon et du Rhône*, 1810.

⁴⁶ A. M. L., R1, Inv. ms des biens et charges des Coll. de Lyon, rédigé en 1789 par le Bureau des Coll. pour satisfaire au décret de l'Ass. nat. du 13 nov. 1789.

Corneille et Cervantes⁴⁷. Bergasse, tour à tour élève des Jésuites, des Oratoriens, des Joséphites, reçut une instruction solide, orientée vers l'histoire, l'éloquence et la philosophie; il garda toute sa vie un goût très vif pour les écrivains de l'Antiquité et pour les classiques du xvii^e siècle; il aimait relire Tacite, Pascal et Bossuet. Il leur dut une aptitude marquée à la généralisation, ses préoccupations morales et métaphysiques, sa foi qui inspira ses actes et ses considérations sociales et politiques⁴⁸.

Les collèges subirent d'âpres concurrences. Une corporation de cinquante maîtres avait le droit de faire répéter les leçons professorales; il existait çà et là quelques maîtres de mathématiques et de langues vivantes, italienne, espagnole, allemande... Beaucoup d'entre eux imitaient la pédagogie oratorienne. Les bourgades voisines possédaient aussi leurs établissements d'instruction qui formèrent parfois ces déclassés dont parle Taine. Villefranche avait son pensionnat religieux pour jeunes filles et son collège municipal pour jeunes gens. L'expulsion des Jésuites déclencha un conflit entre échevins et bureau d'administration. Le collège, recevant cent cinquante élèves, représentait un élément important dans cette cité de quatre mille âmes. Le principal, Jean-Marie Nicolot, d'origine lyonnaise, organisait de brillantes distributions de prix et des exercices publics qui attiraient un auditoire choisi de nobles, d'officiers royaux du bailliage, de dignitaires ecclésiastiques, de bourgeois industriels, de grands marchands... Parmi les élèves de cette époque figurent Claude Dechavanes, futur médecin en chef de l'Hôtel-Dieu de Villefranche, Charles-Antoine Chasset, futur membre de la Constituante... Ce collège avait une telle renommée que la municipalité décida, à la veille de la Révolution, d'agrandir les bâtiments⁴⁹...

D'autres collèges existaient à Trévoux, Pont-de-Vaux, Pont-de-Veyle, Saint-Trivier-de-Courtes, Saint-Rambert, Lagnieu⁵⁰. Ceux de Montbrison et de Saint-Etienne dépendaient de l'Oratoire et, sans répit, ils demandaient au Père Baillot de Courtolon, l'économe du Collège de la Trinité, de soutenir leurs démarches auprès des autorités locales, de compléter leur bibliothèque ou leur laboratoire, de ne pas négliger « leur petite capitale »⁵¹. Malgré leur multiplicité, ils prospéraient. A Belley, les effectifs passèrent de quatre-vingt-cinq en 1772 à cent quatre-vingt-treize en 1783. En 1770, l'évêque remplaça les Antonins par les Joséphites de Lyon qui devaient entretenir sept régents pour tout le cycle classique. Cette congrégation dirigeait aussi les collèges de Grenoble et de Nantua. Elle restait fidèle à la scolastique : sa philosophie réfutait systématiquement Descartes, Malebranche, Leibniz, Bayle, Spinoza... et rejetait, à coups d'arguments serrés, la théorie des idées innées, de la vision en Dieu, de l'harmonie préétablie... Cependant, le système de la matière et de la forme, pivot du péripatétisme, était abandonné. Dans les disciplines scientifiques, les missionnaires de Saint-Joseph recouraient aux méthodes actives. A Belley, ils disposaient d'un important matériel. Leur cabinet de physique comprenait un appareillage électrique, une plan-

⁴⁷ J. PASSERON, Notice sur J. B. Boscary de Villeplaine, 1757-1827 (*A. H. S. R.* 1827, VII, p. 193-210).

⁴⁸ A***, *N. Bergasse*, 1910, p. 7, 222.

⁴⁹ A. BESANÇON, L'anc. Coll. de Villefranche (*Bull. Soc. Beaujolais*, 1930).

⁵⁰ L. ALLOING, *Le diocèse de Belley*, 1938, p. 326-332.

⁵¹ A. D. R., D 330, Corresp. du Collège de la Trinité, 1779-1787.

chette graphomètre, des fontaines de Héron intermittentes; celui de mécanique, des outils aratoires, des machines à filer le chanvre, des cardeuses anglaises travaillant plusieurs brins de coton. Les collections rassemblaient des zoophytes, des produits volcaniques, des plantes marines ou tropicales. C'était là un effort méritoire pour orienter l'enseignement vers l'observation et l'expérimentation ⁵².

Les bénédictins de la congrégation de Saint-Maur dirigeaient le collège de Thoissey, en Dombes, à la grande satisfaction du public. L'organisation disciplinaire alliait les exigences du travail, les nécessités de la formation religieuse, les besoins de délassement. Le règlement annonçait « des cours de morale, d'histoire, de géographie, de mythologie, de blason et de langue française, et surtout de mathématiques en faveur des élèves qu'on destine au génie et à l'artillerie... La diversité des objets, bien loin de jeter de la confusion dans l'esprit des jeunes gens, contribue au contraire à les amuser par la variété et à fixer la légèreté qui est naturelle à leur âge... La musique vocale et instrumentale qu'on leur enseignera, contribuera à leur former le goût, et l'exercice de la danse leur apprendra à se présenter avantageusement ». Des perruquiers et des peigneuses étaient recrutés pour friser, le dimanche, la chevelure des pensionnaires ⁵³. A Bourg, le départ des Jésuites permit au Parlement de Bourgogne de prendre en mains le collège. Sur les conseils de Lalande, il équipa l'établissement au point de vue scientifique. La chapelle devint une salle de physique et des cours publics furent prévus ⁵⁴.

Ainsi, les collèges se réorganisaient à la veille de la Révolution et les programmes s'élargissaient. Néanmoins, ils demeuraient essentiellement littéraires et tournés vers les démarches logiques du raisonnement; la formation qu'ils donnaient conduisait au service de Dieu et du Roi. La sagesse classique associait la religion chrétienne à la morale antique. En ses formes écrites, systématisées ou infuses dans la littérature, les éléments grecs et latins occupaient le premier plan. L'éthique de l'honnête homme combinait Socrate, Aristote et les Stoïciens; elle comportait des principes clairs et rationnels puisque, pour faire le bien, il faut le connaître par l'exercice d'un sûr jugement; l'action se déduit de la compréhension, et le progrès des mœurs, de celui de la connaissance.

Or les institutions d'enseignement dépendent à la fois des transformations sociales et de la culture générale. L'évolution des idées incita à repenser les systèmes pédagogiques en honneur. Pour les parlementaires, les gallicans, les jansénistes, les encyclopédistes, il s'agissait d'abord d'éliminer les ingérences romaines des collèges. Mais la substitution des Oratoriens aux Jésuites n'arrêta pas les critiques. L'édifice scolaire, compliqué, ne satisfaisait plus. Au Bureau des Collèges, les conflits se prolongeaient entre les autorités civiles et religieuses, entre le Consulat et la Sénéchaussée.

Les uns, conformément à la philosophie des droits naturels, défendirent la liberté d'enseignement, corollaire de la liberté de pensée et

⁵² ROCHET, *Hist. du Collège-Séminaire de Belley*, 1898, p. 138-142.

⁵³ Règles du Collège royal de Thoissey en Dombes... (Lyon, Périsse, 1770). — P. de VANANS, *Le collège de Thoissey (R. D. L., 1899, XXVIII, p. 53-63)*.

⁵⁴ A. M. Bourg, GG 203, 244. — J. BUCHE, *Hist. du Studium, Collège et Lycée de Bourg*, 1898, p. 92, 104.

de conscience. La plupart, voulant déposséder l'Eglise de son influence, envisagèrent une « éducation nationale » : l'Etat s'emparerait de l'administration de tous les collèges et laïciserait le corps professoral en recrutant des maîtres profanes au moyen d'un « concours d'agrégation ». Et ce ne fut pas, pour des magistrats tels que Rolland d'Erceville, président de la Chambre des Enquêtes du Parlement de Paris, ou le procureur général au Parlement de Bretagne, Caradeuc de la Chalotais, une des moindres raisons de leurs réquisitoires passionnés et de leurs sentences vengeresses. Ils concevaient l'Etat comme le résultat d'un contrat social, comme le fondé de pouvoir de la collectivité, et ils acceptaient l'accroissement de ses attributions. Ce fut la thèse de parlementaires comme Guyton de Morveau, d'économistes comme Mercier de la Rivière et le marquis de Mirabeau, de littérateurs comme Bernardin de Saint-Pierre, des Lyonnais Philipon de la Madelaine et l'abbé Lacroix ⁵⁵.

En réalité, l'Eglise était tellement jointe à la nation que les négateurs de sa mission surnaturelle ne lui contestaient pas toujours son rôle social. La législation scolaire n'admit ni la liberté absolue, ni le monopole. Ce fut un régime de tractations, de collaboration libre de l'Etat avec l'Eglise et de privilèges variés. Un arrêt du Parlement décida en 1779 que dans les villes dotées d'un collège, les maîtres de pension seraient tenus d'y envoyer tous leurs internes, étudiant la langue latine, dès la cinquième ⁵⁶. Un arrêt de 1784 rappela que dans ces centres, aucun maître ès arts ne pouvait enseigner les premiers éléments de latin, sauf comme précepteur ou à titre gracieux. D'autres décisions, en 1784 et 1785, réglementèrent la discipline, la durée des congés, l'organisation du bureau d'administration ⁵⁷... Ce compromis fut accepté. La question n'était débattue que par les théoriciens, les protestants ou les israélites. Les cahiers de doléances du Beaujolais, du Forez, du Lyonnais ne demandèrent pas de transférer la charge d'enseigner au gouvernement, mais la noblesse du Bugey et du Valromey sollicita un plan d'éducation nationale ⁵⁸.

Ce n'était pas là le point fondamental. On s'intéressait surtout au fond de l'enseignement, manifestant une vive curiosité pour les nouveautés pédagogiques qui s'exprimaient parfois en annonces bruyantes et en réclames tapageuses dans les *Almanachs*. En cette époque tout enfiévrée de connaissances et qui espérait que le prodigieux développement des sciences régénérerait le monde, les familles, dans leur légitime inquiétude, envoyaient leurs enfants partout où il y avait chance de trouver un programme d'avenir, adapté aux idées modernes. La refonte du système éducatif s'imposait : quand la culture s'enrichit, l'enseignement tend à perdre contact avec elle, à s'anémier, à se figer dans une vaine scolastique. Pour reprendre vie, il lui est nécessaire de se renouveler et en même temps d'atteindre de nouvelles classes sociales. Née dans les salons et les académies, la culture se démocratise par l'enseignement. Une renaissance, œuvre d'une minorité, s'achève par la vulgarisation.

⁵⁵ L. GRIMAUD, *Hist. de la liberté d'enseignement...*; I, L'Anc. Régime, p. 1-2.

⁵⁶ A. M. L., GG 154, Arrêt du Parlement, 6 août 1779, 3 p.

⁵⁷ *Ib.* GG 154, Inv. Chappe, XX, 263 : Arrêt du Parlement, 2 avril 1784, 4 p.

⁵⁸ Arch. parlementaires, II, p. 483.

Le siècle des lumières marque dans l'histoire de la civilisation la fin d'une époque. Le développement économique, l'impérialisme colonial, l'avènement de la bourgeoisie, tous ces phénomènes étroitement liés, impliquent des mutations intellectuelles. La sagesse classique, fondée sur des principes de modération, d'équilibre et de mesure, convenait à la génération de 1660. Après la « crise de la conscience européenne », elle ne satisfait plus un Bayle ou un d'Alembert. Leur règle de vie n'est plus de se tenir en repos, mais de s'enrichir par la réflexion⁵⁹.

Le mouvement philosophique s'affirme : toute métaphysique est rejetée au profit d'explications matérialistes ; le cartésianisme, à son apogée à la fin du XVII^e siècle, devient une méthodologie ; sa physique est remplacée par celle de Newton. Le sensualisme de Locke inspire d'Holbach, Helvétius, Condillac... Désormais, la philosophie consiste moins à raisonner qu'à observer les phénomènes et leurs enchaînements. On se passionne pour les sciences physiques et mathématiques d'abord, naturelles ensuite. Jean Bernoulli, Monge, Lalande... discutent la question de la forme de la terre, la théorie des marées, la résistance des fluides. L'étude de l'électricité fait ses modestes débuts... En liaison avec l'affaiblissement des certitudes religieuses, les idées sur les êtres vivants se modifient largement. La géographie, les voyages, fréquents chez les négociants, le sens historique montrent que les mœurs humaines sont diverses, qu'il existe des « esprits » et non pas un esprit des nations. La littérature cosmopolite, « l'anglomanie », puis « l'étrangéromanie », la recherche de l'exotisme, entretenu par les nécessités du commerce international, introduisent le sentiment de la complexité humaine. Un esprit, brillant et aventureux, comme celui de Diderot permet de sentir tout ce que la culture du XVIII^e siècle finissant contient de révolutionnaire : continuité de la matière brute aux cellules vivantes formulée dans *Le rêve de d'Alembert*, passage par transitions insensibles du monde physique au domaine moral, dans *La lettre sur les aveugles*, recherche d'une éthique dans *Le Neveu de Rameau*⁶⁰...

Les Lyonnais connaissaient cette révolution conduite par les encyclopédistes. Ils avaient participé aux débats retentissants. Il s'agissait dès lors d'adapter les programmes au tumultueux mouvement d'idées, d'intégrer les disciplines nouvelles, de les diffuser dans une société avide de connaître. Pour cela, un choix s'imposait. La culture devenait, par sa complication incessante et par son caractère proliférant et anarchique, de moins en moins réductible en vue de l'enseignement. Il s'avérait impossible de concevoir une éducation reflétant la totalité des connaissances humaines. Il fallait choisir dans cet excès de richesses. C'est là le drame : toute introduction ou tout développement d'une matière entraîne la réduction ou même la disparition d'une autre. Une compétition de spécialistes surgit dès qu'il s'agit de fixer le contenu de l'enseignement, chacun estimant sa discipline essentiellement formatrice. D'ailleurs, pendant toutes les phases d'acquisition, les réformateurs ne voudraient sacrifier aucune conquête.

Sauvegarder un judicieux équilibre entre l'éthique et la technique est nécessaire. La culture générale confère une certaine largeur d'esprit et conduit à une sagesse. La spécialité développe la patience, la profon-

⁵⁹ P. HAZARD, *La crise de la conscience européenne*, 1935, p. 337 sq.

⁶⁰ J. THOMAS, *L'humanisme de Diderot* (Paris, Belles-Lettres, 1938, in-8°, 185 p.).

deur d'esprit et achemine à une carrière. Pour les Lyonnais, ce dosage était délicat à réaliser, les soucis du négoce devenant parfois envahissants. Il faut coordonner, concentrer, unifier toutes les possibilités de l'enfant et le préparer à la vie sociale; l'éducation doit être une intégration qui favorise la conscience morale et civique, dégage les aptitudes professionnelles, affirme les sentiments correspondant à la condition de l'élève. Toutes ces fins ne sont pas incompatibles. En un sens, elles se complètent. L'enfant devient véritablement homme quand il a reçu une formation politique, professionnelle et sociale. Aucune éducation rigoureusement limitée ne peut suffire à elle-même. L'homme n'acquiert sa pleine valeur qu'autant qu'il est apte à toutes les modalités de l'existence.

Parmi les influences doctrinales qui ont pu se faire sentir à Lyon, l'empirisme anglais est représenté par Locke. S'opposant à Descartes, il prétend que toutes nos connaissances proviennent de l'expérience et qu'elles s'acquièrent par la sensation et la réflexion. Il préconise un système éducatif mettant en jeu les activités mentales et corporelles, la réflexion et les facultés d'adaptation au milieu⁶¹. Fénelon connut également une immense popularité au XVIII^e siècle; les hommes de ce temps savourèrent l'humaine tendresse et les idées généreuses du *Télémaque* et du *Traité de l'Éducation*. Les philosophes et les révolutionnaires finirent par considérer l'archevêque de Cambrai comme un précurseur⁶². Locke et Fénelon furent largement mis à contribution par Charles Rollin. Le vieil universitaire rassembla dans son *Traité des études* sa propre expérience et les meilleurs principes de ses devanciers. Il incita les hommes de sa génération à se pencher sur les problèmes pédagogiques. Tout le siècle lut et médita son livre. Avant Rousseau, Rollin recommanda de rendre les leçons aimables, d'accorder des récréations, de ne pas susciter de l'aversion pour les études, d'entraîner les adolescents à l'apprentissage de la vie sociale...

Cette rénovation fut favorisée par Condillac. Plus réaliste que l'Anglais, le « Locke français » estime que les « facultés de l'âme », les formes de l'intelligence ne sont pas innées, mais sont élaborées lentement par l'épreuve des sens. Il n'y a rien dans l'esprit, à la naissance, que la possibilité d'éprouver des sensations et l'aptitude, qui nous distingue des animaux, à en tirer parti. L'esprit humain acquiert « par l'extérieur » ses qualités. Puisque les idées et, par conséquent, le savoir, ne peuvent venir que des perceptions, puisque les vertus ou capacités peuvent être développées du dehors par la formation des habitudes, il faut placer l'observation directe à la base de l'enseignement, condamner le verbiage, abandonner la méthode déductive et d'exposition ininterrompue. L'empirisme condillacien orienta l'enseignement vers le concret⁶³. Certaines de ces remarques existaient déjà dans l'*Éducation des enfants*, de Locke, dans le *Traité sur l'éducation des enfants*, du « pédant » lausannais Crousaz, dans l'*Essai sur l'esprit humain* de Morelly... Mais les 17 volumes du *Cours d'Études* de Condillac coordonnèrent ces indications. Les philosophes admirèrent vivement ce novateur : Voltaire en fait l'égal de Locke, Diderot le juge plus clair que

⁶¹ N. REICYN, *La pédagogie de John Locke* (Paris, Hermann, 1941, in-8°, 230 p.).

⁶² A. CHEREL, *La pédagogie fénélonienne* (*Rev. Hist. Litt. Fr.*, 1918, p. 505-531).

⁶³ R. LENOIR, *Condillac* (Paris, Alcan, 1924, in-16, 165 p.).

l'Anglais, Rousseau le range « parmi les meilleurs raisonneurs et les plus profonds métaphysiciens de son siècle ».

Rousseau doit beaucoup à ses prédécesseurs, en particulier au Père Lamy et aux Oratoriens, mais il parvint à bâtir un système qui conduisit à un renouvellement de tous les problèmes pédagogiques. Il est lié à sa philosophie générale, à l'abandon des dogmes essentiels du christianisme, à l'affirmation de l'innocence naturelle de l'homme, à la condamnation de l'inégalité sociale. « La vraie et la bonne éducation commencera par écarter tout ce qui procède de cette société dépravée pour... laisser l'enfant à sa vérité première et humaine : c'est en ce sens qu'elle sera une éducation négative et même une lutte pour écarter de l'enfance toute influence extra-naturelle ou sociale⁶⁴. » Elle doit, avant tout, tenir compte de la spécificité de l'enfance; l'enfant n'est pas un adulte en miniature; chaque âge a ses caractères propres. Le développement psychique comporte des phases successives qui commandent la pédagogie. Les leçons doivent s'adapter à cette croissance mentale et le maître doit se conformer à cette psychogénétique infantile et juvénile.

La pédagogie exige un souci des réalités. La connaissance de l'âme enfantine permet de préparer l'élève à son rôle futur dans la nation. Instruire, c'est apprendre à vivre; or la vie ne se soucie pas de la synecdoche et de la catachrèse, elle est faite d'expériences et de luttes. Emile est en contact avec les choses et les gens... On lui fortifie, non pas la mémoire ou même l'ingéniosité, mais le jugement. Il vivra non parmi les Grecs ou les Romains, les orateurs ou les régents, mais parmi des hommes qui le pervertiront et l'exploiteront s'il ne sait pas les apprécier et les choisir. Une formation pratique prépare à la vie dans toute sa plénitude et au métier quel qu'il soit. L'instruction morale et religieuse couronne le tout. L'enfant doit être d'abord élevé dans l'ignorance des forces surnaturelles, il ne doit ni « s'ennuyer à l'Eglise..., ni marmotter des prières ». Les questions métaphysiques sont abordées quand la raison est suffisamment vigoureuse et la morale est conçue comme une sorte d'hédonisme. Par là, Rousseau comme Voltaire tend à laïciser l'éducation⁶⁵.

Les Encyclopédistes avaient fait naître une certaine considération pour les mécaniques. Ils préludèrent à la création d'un humanisme technique désormais indispensable à une élite active et à ceux qui se destinent à des activités manuelles. Le *Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* insista sur le rôle des ingénieurs et des économistes dans l'Etat. Il discerna la valeur formatrice des sciences. Si l'entendement se forme en nous par des sensations, il est lié au monde matériel. Il faut observer la constitution des organes, rattacher la philosophie à la physiologie, à la médecine et à l'histoire naturelle. Cette influence du rationalisme, encore limitée dans l'enseignement, incitait à faire appel au bon sens comme explication. Sur les deux années de philosophie, l'une était consacrée à la physique. De plus en plus, la « physique générale », qui était une métaphysique, reculait devant la « physique particulière », ou expérimentale. On étudiait les manuels de l'abbé Nollet, on achetait des machines. Parfois

⁶⁴ R. HUBERT, *Hist. de la pédagogie*, 1949, p. 259.

⁶⁵ A. RAVIER, *L'éduc. de l'homme nouveau : étude hist. et critique sur le livre de l'Emile de J.-J. Rousseau* (Lyon, Bosc, 1941, in-8°, 541 et xxv-301 p.).

l'étude des sciences devenait une religion avec ses extases et ses renoncements.

« Devenir plus instruits afin de devenir meilleurs », tel était l'espoir. Un intellectualisme élargi améliorera l'individu en libérant son énergie. L'éducation ne doit gêner en rien l'essor des sentiments instinctifs, ni réprimer les passions, ni les dénaturer par les artifices de la mondanité, elle doit combattre les conventions sociales et, selon le mot de Turgot, « les préjugés orgueilleux introduits par l'inégalité des conditions »⁶⁶.

Ces courants divers alimentèrent de véritables polémiques et suscitèrent d'innombrables plaus pédagogiques. A Lyon, trois thèmes principaux se reconnaissent : la lutte contre le latin, le goût des sciences, la défense des techniques. La régression du latin concrétise presque tout le débat. C'était le signe de l'humanisme traditionnel. Locke jugeait « ridicule de voir un père dépenser son argent et le temps de son fils pour lui faire apprendre la langue des Romains, alors qu'il le destine au commerce ». « Des mots, encore des mots et toujours des mots ! » s'écrie Rousseau. Dans le *Plan d'Université pour le gouvernement de Russie*, Diderot n'ose renoncer à la connaissance des Anciens. « Cette littérature a une consistance, un attrait, une énergie, qui feront toujours le charme des grandes têtes. Mais l'étude des langues anciennes pourrait être abrégée considérablement et mêlée de beaucoup de connaissances utiles⁶⁷. » Le président Rolland insiste sur le rôle de la langue maternelle; La Chalotais, déplorant le verbalisme de l'instruction classique, refuse la prééminence au latin : « La littérature française et la littérature latine doivent marcher de pas égal. » Sébastien Mercier raille le petit bourgeois qui veut absolument faire de son fils un latiniste, prétention qui engendre des déceptions, détourne du travail manuel et multiplie les déclassés...

Les mêmes doléances s'exprimaient à Lyon. Dans ses *Réflexions sur l'éducation*, Perrache se déclare hostile aux langues mortes; la culture de la mémoire et l'art de la controverse lui paraissent convenir seulement à une élite. Perneti souhaite qu'on réduise à deux années l'étude du grec et du latin, qu'on ne la commence qu'à l'âge de douze ans afin de libérer du temps pour l'histoire, les sciences, la théologie et le droit⁶⁸. Un Lyonnais affirme qu'à l'âge de quinze ans, il parlait latin comme Cicéron, grec comme Démosthène, français comme un Viennet de ce temps, et il ajoute : « Les années suivantes, je fis ma philosophie, si l'on peut donner ce nom à des *atqui*, à des *ergo* sans nombre, capables de dessécher l'esprit le plus fertile »; il dut apprendre par cœur des thèses, mais il avoue qu'il parvint à lire de « bons livres », malgré la surveillance des supérieurs⁶⁹. Assistant en compagnie du pasteur Frossard à un exercice public du collège, Brissot constata « combien, là comme ailleurs, on prenait de la peine pour tourmenter les enfants et en faire des ignorants »⁷⁰.

⁶⁶ A. TURGOT, *Lettre à Mme de Graffigny*, 1751 (Œuvres, éd. Schelle, 1913, I, p. 246).

⁶⁷ D. DIDEROT, *Conseils à Catherine II sur l'éducation* (*Rev. pédagogique*, 1890, II, p. 385).

⁶⁸ J. PERNETTI, *Réponse aux questions d'un père sur l'éduc.*, 1775 (A. A. L., ms 147).

⁶⁹ *Mémoires d'un vieux fr.-maçon* (*Rev. maçon. de Lyon*, 1838, p. 263).

⁷⁰ J. BRISSOT, *Mémoires*, I, p. 268.

A la place de la littérature classique, les Lyonnais sollicitaient un enseignement scientifique et surtout technique. Que l'éducation forme « des hommes en état de remplir toutes les parties des arts, des manufactures et du commerce », écrit Perrache qui démontre l'utilité d'écoles adaptées aux exigences régionales; il envisage les moyens d'en instaurer une au Grand Collège⁷¹. Le Père Gourdin exposa en 1780 un vaste projet insistant sur la nécessité de transmettre une instruction professionnelle aux artisans et aux cultivateurs. Quant à l'enseignement religieux, il considère, comme Perneti, que tout ce qui n'est point la pratique de l'évangélique loi d'amour est superflu⁷². Perneti, reprenant la thèse de Diderot, reprocha aux congréganistes de forcer la vocation de leurs novices, de dispenser un enseignement triste, d'interdire les lectures historiques, même le *Discours sur l'Histoire universelle* de Bossuet, de négliger la gymnastique. A l'instar du Genevois, il proclame l'innocence de l'enfant et rend l'éducation responsable des vices sociaux. Il désire une pédagogie modelant le corps, le cœur et l'esprit, excitant la sensibilité enfantine⁷³.

Dans ces propos, on discerne les échos des conseils prodigués par Rousseau. Tous réclament un enseignement vivant, voire joyeux, et essentiellement actif. Perrache combat les procédés traditionnels; pour lui, l'éducation, source du bonheur, doit être complète et accorder une place suffisante aux exercices physiques; admettant l'existence de la bonté originelle, il recommande d'utiliser au mieux les dispositions natives de l'élève. Un prêtre de Saint-Just présenta à l'Académie le moyen d'éduquer les sourds-muets, et le principal du collège du Puy suggéra d'instituer une sorte d'Ecole normale qui donnerait une formation pédagogique⁷⁴.

La critique des méthodes employées dans les collèges, la réaction singulièrement vive contre le latin, l'importance réservée aux sciences et aux techniques, la défense d'une pédagogie active et optimiste, ces remarques n'apparaissent guère dans les cahiers de doléances. La noblesse, recourant au préceptorat, n'en dit rien. Le clergé de la sénéchaussée déplore l'expulsion des Jésuites. « Les succès avec lesquels une société religieuse et savante, dont à cet égard on ne saurait trop regretter les travaux, a longtemps dirigé les collèges, la supériorité des établissements confiés à des communautés séculières ou régulières, prouvent quelles ressources la nation française peut trouver dans la religion. » En conséquence, il demande que « les corps ecclésiastiques soient chargés de préférence de l'éducation publique », et il entend « non seulement les collèges d'exercice public et gratuit, mais encore les établissements d'éducation que forment les particuliers »⁷⁵. Le clergé lyonnais revendiquait ainsi le monopole de l'enseignement.

Plusieurs articles du *Cahier du Tiers Etat de Beaujeu* se rapportent au collège; l'un défend le Chapitre qui paye les honoraires du principal, un autre signale le mauvais état des bâtiments et suggère de transférer

⁷¹ M. PERRACHE, *Projet d'établissement d'éduc. relative aux sciences, au commerce et aux arts*, 1776 (A. A. L., ms 147).

⁷² P. GOURDIN, *De l'éduc. physique et morale*, 1780 (A. A. L., ms 147).

⁷³ J. PERNETTI, *Remontrances aux religieuses sur leurs pensionnaires*, 1768 (Ib., ms 147).

⁷⁴ L. PROYART, *L'éduc. publ. et les moyens d'en réaliser la réforme*, 1785.

⁷⁵ A. N. BIII 76, Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Lyon, p. 61.

le collège dans un couvent qui n'abrite que deux religieux. Le *Cahier de Saint-Lager* conseille de supprimer les prieurés, les bénéfices et les prébendes et d'affecter les ressources « à la fondation et dotation d'un collège ». La sénéchaussée du Beaujolais propose aussi de bannir quelques ordres pour doter « des collèges dans toutes les villes principales »⁷⁶.

3. PETITES ECOLES ET PENSIONS

La religion postule un minimum de culture et l'Eglise considérait l'éducation comme une de ses tâches essentielles. Sans cette formation, pensait-elle contrairement à Rousseau, l'homme retourne à son égoïsme primitif. Régents, précepteurs, maîtres et maîtresses étaient soumis au contrôle immédiat du curé et à la juridiction supérieure de l'archevêque. L'Assemblée du clergé de 1765 insista pour que des écoles fonctionnent dans toutes les paroisses.

Les écoles les plus répandues à Lyon avaient été fondées au XVII^e siècle par Charles Demia. Ce prêtre bressan, précurseur de saint Jean-Baptiste de la Salle, attira l'attention de l'archevêché et de la municipalité sur la valeur sociale de l'éducation : ouvrir une école c'était garantir l'ordre et préparer des ouvriers habiles; restant ignorants, les pauvres risquent de devenir vagabonds, voire criminels. Il existe dans la masse populaire un réservoir de forces, une élite même que l'instruction peut faire surgir. Montrer que l'école peut réduire le nombre des paresseux, alléger les charges de l'Aumône générale et fournir des ouvriers industriels, c'était se gagner les Lyonnais⁷⁷.

La pièce maîtresse de son œuvre, le Bureau des Ecoles, comprenait un évêque délégué par Malvin de Montazet, seize recteurs, se réunissant en assemblées périodiques, inspectant les écoles et conseillant les parents. Il avait une autorité absolue sur les maîtres, qui se formaient au Petit Séminaire, placé sous le patronage de saint Charles Borromée. On les recrutait parmi les ecclésiastiques, les laïques célibataires et les veufs sans enfant. Ils devaient fournir un certificat de baptême et une attestation de bonne vie et mœurs, passer un examen et accomplir un stage pédagogique. Une organisation semblable, patronnée par une Assemblée de dames, se chargeait des fillettes. Les maîtresses provenaient d'une communauté établie dans le même quartier Saint-Nizier. Selon les conceptions de Demia, l'enseignement s'associait à l'apostolat. En fait, ceux qui sortaient de cette sorte d'Ecole normale dirigeaient les établissements. Des laïques, qui avaient passé quelque temps au séminaire pour y témoigner leur piété et s'initier à l'enseignement, les secondaient. Ces auxiliaires étaient eux-mêmes aidés par des répétiteurs pris parmi les écoliers⁷⁸.

Demia ne parvint point à unifier toutes les écoles lyonnaises et à hiérarchiser tout le personnel. *L'Almanach*, pour 1760, indique l'exis-

⁷⁶ C. FAURE, *Les cahiers de doléances du Beaujolais*, 1939, p. 18, 168.

⁷⁷ A. CHAGNY, *La jeunesse de Ch. Demia (R. D. L., XIV, 1924)*.

⁷⁸ G. COMPAYRE, *Ch. Demia et les origines de l'enseignement primaire (R. H. L., 1905, p. 250-256)*.

tence de neuf écoles de garçons et de dix de filles où sont enseignés le catéchisme, la lecture et l'arithmétique; il signale une école de travail où l'on enseigne gratuitement à des filles pauvres les « ouvrages propres à leur sexe » en leur assurant « quelque libéralité qui leur permet de subsister honnêtement ». A l'école de filles de la Croix-Rousse, instituée en 1753 grâce à un bourgeois et à l'initiative de Rieussec, trésorier du Bureau, deux ecclésiastiques devaient enseigner à lire, à écrire, à bien se confesser et à communier. En 1789, le tableau est presque le même : une école de filles et deux autres écoles de travail ont été ouvertes. Placés sous la direction du Bureau des Petites Ecoles, ces véritables centres d'apprentissage pour le tissage du coton et de la soie versaient aux élèves un modeste pécule au bout de quatre ans. Tous ces organismes gratuits, légèrement subventionnés par la ville, ne subsistaient que par la générosité des habitants⁷⁹. La pédagogie, toujours inspirée de l'*École paroissiale*, insiste sur la valeur du silence, des mouvements d'ensemble, des procédés rythmiques. Le maître appliquait une discipline rigide. L'enseignement individuel laissait place à une méthode combinant la formation collective au système mutuel, les meilleurs élèves répétant la leçon magistrale à leurs camarades. Les classes se déroulaient sans gaspillage de temps et les enfants attentifs pouvaient devenir « préfets de modestie », « vingteniers » et même recevoir le ruban de chevalier de l'Ordre du Saint-Evangile.

Cet enseignement gratuit était insuffisant. En valeur d'abord. Les notables, les comtes de Saint-Jean, les anciens échevins qui composaient le Bureau envoyaient régulièrement, sur l'ordre de l'archevêque, des visiteurs dans les classes. Le plus souvent, c'était un maître flanqué de deux habitants du quartier, plus ou moins bien choisis. Les procès-verbaux d'inspection constatent une grande disproportion de capacité et de talents entre les membres de la communauté; quelques-uns signalent des cas de médiocrité notoire et mentionnent les infractions au règlement. Même insuffisance quant à la quantité. D'après l'annuaire de 1789, quatre mille enfants, dans une agglomération de plus de cent cinquante mille habitants, étaient recueillis. Cet effectif, relativement faible, restait stationnaire. Il ne pouvait se développer, car le personnel se recrutait difficilement. Ceux qui désiraient être reçus au séminaire Saint-Charles devaient être, d'après l'*Abrégé des Règlements*, « étudiants aux hautes classes, prétendants ou engagés aux ordres ou en la maîtrise des écoles; pauvres et n'ayant moyen de demeurer dans les autres séminaires, riches toutefois en désir de se sanctifier et de s'instruire pour servir un jour l'Eglise dans les catéchismes, écoles, vicariats et autres emplois pénibles et abandonnés du diocèse... ». Dans ces conditions, les candidats, sous Louis XVI, n'étaient plus très nombreux : le séminaire ne comptait que dix-huit séminaristes en 1789 et trente sœurs, malgré la gratuité des études. Parfois les directeurs durent faire appel aux enfants sortant des écoles de Charité⁸⁰.

Ce malaise coïncidait avec la diminution de l'esprit religieux et avec l'engouement pour les théories philanthropiques qui substituent le

⁷⁹ A. GRAND, Les anc. écoles primaires de la Croix-Rousse (*R. D. L.*, 1922, p. 109-123). — E. CUISSART, L'enseignement primaire à Lyon et dans le départ. du Rhône avant et après 1789 (*R. D. L.*, IX, 1880, p. 337-346). — *Almanach de Lyon*, 1761, p. 156-163; 1779, p. 208-212.

⁸⁰ A. D. R., T3, Etablissements d'instruction qui existaient en 1789.

principe de l'assistance publique à celui du sacrifice individuel. Il explique en partie la disparition de ces écoles pendant la Révolution, l'appel aux Lasalliens sous l'Empire, et l'existence d'un enseignement primaire libre échappant à la codification de Demia.

Là, comme ailleurs, l'enchevêtrement des attributions est l'un des caractères les plus accusés de l'Ancien Régime. A côté de l'enseignement officiel, contrôlé par les autorités religieuses et civiles, s'était développé un enseignement indépendant dont les maîtres se recrutaient au hasard. C'était parfois la ressource de ceux qui n'en avaient pas d'autres. Ils passaient un examen devant le directeur du séminaire et subissaient un noviciat de quelques jours à Saint-Charles où on contrôlait plus leur moralité que leur compétence. Ces maîtres et maîtresses d'écoles constituaient une corporation ayant reçu ses statuts en 1752. Ils avaient le droit exclusif d'ouvrir dans la ville et les faubourgs des écoles publiques de lecture, écriture, arithmétique, langues et belles-lettres⁸¹. La maîtrise s'acquerrait à peu près comme dans les autres métiers, et elle n'était accordée, d'après les lettres patentes de 1765, qu'à cinquante maîtres et cinquante maîtresses. La corporation était administrée par un bureau comprenant un ecclésiastique, un séculier latiniste et deux maîtres primaires. L'assemblée générale était présidée par le directeur des Petites Ecoles, au nom de l'archevêque. En fait l'administration s'occupait beaucoup plus de l'application des règlements que de pédagogie. L'organisation souffrait des rivalités incessantes entre les autorités judiciaires et le Consulat, entre le chapitre et l'archevêque. La corporation défendait fermement ses droits contre les prétentions des rivaux tels que les Oratoriens, les Missionnaires de Saint-Joseph, les prêtres de la Mission... Parmi ces instituteurs, beaucoup appartenaient à une élite susceptible de lutter avec les plus brillants élèves de Saint-Charles. Ils conservaient une tradition de bonnes mœurs, de conscience et d'honneur⁸².

Les concurrents les plus redoutables étaient les maîtres-écrivains qui formaient aussi une communauté. Ruinés par la diffusion de l'imprimerie, ils s'étaient rabattus sur l'enseignement libre et s'intitulaient arithméticiens, teneurs de livres, voire expéditionnaires... Leur nombre s'élevait à plus de soixante en 1789. Les annuaires signalent dix maîtres de mathématiques...; quinze maîtres de langue enseignaient le français et le latin sans appartenir à la corporation. Ces maîtres de pension étaient fort capables et leur concurrence atteignait aussi bien les écoles primaires que les collèges. Peut-être la sénéchaussée les eût-elle préférés aux Oratoriens... Certaines de leurs maisons étaient importantes comme l'Institution Bernard à Lyon, la Maison de l'Enfance à la Guillotière, un pensionnat à Saint-Rambert l'Île Barbe⁸³.

⁸¹ A. M. L., BB., 312, 316, 320.

⁸² Mémoire pour la communauté des instituteurs de la ville de Lyon contre le sieur Prodon, prêtre, se disant principal d'une pension académique établie à Champ-Vert, par Brochet, avocat (Lyon, 1781, in-4°, 34 p.). — Mémoire à consulter et Consultation pour le sieur Prodon... contre les maîtres des Petites écoles de la Ville de Lyon, par Lemontey (Lyon, 1789, in-4°).

⁸³ Lettres à M. le comte de Laurencin, ou Programme de la pension académique, dirigée par MM. Domergue et Noël (Lyon, Belion, 1776, in-12, 18 p.). — Ex. litt. par MM. les élèves de la maison d'éducation établie au bourg de Vaise, 1783, in-4°, 15 p.

L'enseignement féminin était discuté par Mme de Staël, Mme Roland, Mme de Genlis... Les couvents, à la veille de la Révolution, avaient perdu leur faveur. Mme Campan écrit qu'ils étaient décriés et désertés, que les filles n'y passaient plus qu'une année pour leur première communion. Mme de Miremont multiplie les critiques dans son *Traité de l'éducation des femmes* : « Dans presque tous les couvents, on ne connaît que la propreté extérieure; l'usage du bain qui serait si salulaire est comme proscrit ⁸⁴... » Comme pour les garçons, l'administration consulaire se reposait sur le zèle des âmes charitables, principalement sur les congrégations. Les Visitandines dirigeaient trois monastères où les meilleures familles plaçaient leurs enfants. Le Tiers Ordre franciscain possédait deux pensionnats, l'un à la Croix-Rousse, les Collinettes, l'autre à Vaise, Sainte-Elisabeth des Deux Amants. Les Ursulines géraient deux maisons, l'une contiguë à celle des Capucins du Petit-Forez, l'autre à Saint-Just. Les religieuses, Filles de la charité ou Sœurs grises, qui se chargeaient des externats gratuits pour les pauvres et des internats pour les classes bourgeoises, portaient souvent d'honorables noms lyonnais. Juliette Récamier garda un cher souvenir du couvent de la Déserte. Son enfance lui réapparaissait dans un rêve, « avec ses nuages d'encens, ses cérémonies infinies, ses processions dans les jardins, ses chants et ses fleurs ». Les pensionnaires, peu nombreuses, de familles riches, menaient une existence fort douce. On les préparait à la vie mondaine en cultivant leurs talents naturels, en soignant leur beauté ou leur voix, en leur enseignant la harpe ou le piano ⁸⁵. En 1789, seuls les internats subsistaient en dehors des sept couvents. Il existait des maîtresses renommées : « L'une des cinquante institutrices des jeunes demoiselles » faisait exécuter des exercices littéraires à l'instar des Oratoriens. Une autre, payée par le Consulat qui voulait la retenir à Lyon, enseignait « aux jeunes filles de famille... la musique, le jeu de clavecin, la prononciation française et la propreté du chant » et s'attachait « à leur former le cœur et l'esprit, à la satisfaction de tout le monde » ⁸⁶.

Certaines écoles dépendaient de l'Aumône générale et recueillaient les enfants les plus pauvres, tenant lieu à la fois d'école, de providence, d'orphelinat. Les garçons étaient réunis à l'hospice de la Chana, les fillettes à celui de Sainte-Catherine. Les maîtres leur enseignaient le catéchisme, la lecture, l'écriture, le calcul, la grammaire, le latin...; les arts d'agrément n'étaient point proscrits, tels que la musique et la basse de viole, aux filles. Dans ces hospices, les cantiques jouaient un rôle éducatif : on ne passait guère d'un exercice à l'autre sans chanter, c'était un moyen de discipliner ces enfants de provenances si diverses. Le personnel étant en nombre insuffisant, on recourait à la « méthode mutuelle » : les maîtres se faisaient aider par les écoliers les plus grands et les plus capables. Au lieu de les diriger vers les ateliers, ils gardaient ces éléments doués qui devenaient, d'après le *Règlement de 1784*, « élèves-frères » et « élèves-sœurs ». Ces hospices alimentaient en bons sujets les couvents, ou l'école de dessin, ce qui suppose une sérieuse instruction élémentaire... D'autres institutions charitables se

⁸⁴ Mme CAMPAN, *De l'éducation*, I, 298. — Mme de MIREMONT, *Traité de l'éducation* (7 vol., in-8°, 1779), I, p. 61-62.

⁸⁵ E. HERRIOT, *Mme Récamier et ses amis*, 1904, I, p. 4-5.

⁸⁶ A. M. L., BB 296.

chargeaient d'éduquer : la Communauté des Petits Vagabonds, reléguée à la Quarantaine en 1783, celle des Adoptifs appelée Bicêtre, l'Hôpital de la Providence qui s'occupait des filles de parents indignes; les sœurs de la Charité accueillaient les filles pauvres, la Communauté des Nouvelles Catholiques employait, en 1789, un personnel de quatre-vingts religieuses, novices, domestiques... Dans les paroisses, les enfants de chœur recevaient quelques leçons. Près de la cathédrale, le chapitre entretenait dix clergeons à la Manécanterie, et Montazet décida en 1779 qu'un maître devait leur apprendre l'écriture et le latin. On orientait ensuite les bons élèves vers le Séminaire Saint-Irénée, les collèges, les pensionnats lyonnais ou même les établissements de Nantua, Louhans, Sainte-Colombe... Au total, les cinquante écoles de garçons comptaient environ 1 000 écoliers, les cinquante écoles de filles et les couvents dépassaient ce chiffre. Les écoles de Demia instruisaient 4 000 enfants, les diverses providences 700, les manécanteries de la Primatiale et des douze paroisses, une centaine de clergeons, ce qui représente un effectif global de 7 000 environ ⁸⁷.

L'absence des Frères des Ecoles chrétiennes étonne dans ce tableau. L'Institut des Lasalliens ne pénétra pas plus à Lyon qu'à Toulouse ou Bordeaux. Possédant ses petites écoles, Lyon ne s'ouvrit pas aux Frères avant le bouleversement révolutionnaire; le centre de gravité de l'Institut resta dans l'Île-de-France. Sa doctrine aurait peut-être effrayé par sa sévérité certains milieux lyonnais : le catéchisme qu'enseignaient les Frères était net et concis, il recommandait la lutte, le renoncement, la souffrance et il condamnait le prêt à intérêt ! Le clergé, sous la direction de Montazet, n'appréciait peut-être guère les règles lasalliennes qui faisaient de larges emprunts aux *Constitutiones Societatis Jesu*. Par ailleurs, les Frères évitaient de s'aventurer en pure perte. La clientèle s'étendait dans la mesure où le clergé, l'administration, la bourgeoisie s'affirmaient favorables à l'éducation des masses. La vaillante troupe des Frères ne voulait pas gaspiller ses forces pendant les années critiques du XVIII^e siècle; les Supérieurs généraux ne tenaient pas à fonder de nouvelles écoles et préféraient un travail en profondeur ⁸⁸.

Cependant la région lyonnaise ne fut pas abandonnée. Les Frères s'installèrent à Mâcon, à Grenoble, à Condrieu. Leur introduction à Belley provoqua une alerte de la part de l'écolâtre, doyen de la cathédrale. Quand l'incident fut apaisé, les Frères virent affluer les élèves; des enfants furent mis en pension dans les familles belleysannes pour profiter de l'enseignement. En 1784, Belley comptait quatre Frères rattachés à la communauté grenobloise, à défaut de centre lyonnais. Ils recevaient cent quatre-vingts élèves. La méthode lasallienne servait d'exemple. Pour économiser du temps, le « mode simultané » était systématisé. Le maître gouvernait la gent écolière au moyen de tout un code de signaux et ne recourait plus au mode individuel qui disperse les efforts, relâche l'attention et sème la confusion dès que l'effectif s'élève. *La Conduite des Ecoles chrétiennes* prévoyait la division de la classe en trois ordres : commençants, médiocres, avancés, avec examens de passage mensuels. Le français était substitué au latin, les Frères

⁸⁷ A. BONNEL, *De l'Instr. publ. à Lyon...*, 1889, p. 64.

⁸⁸ G. RIGULT, *Les disciples de st J.-B. de La Salle dans la soc. du XVIII^e s.*, 1938, p. 283.

pensant, comme l'abbé Claude Fleury, que « les gens d'épée, les financiers, les marchands et la plupart des femmes peuvent se passer du latin ». Actif foyer d'études pédagogiques, l'Institut composait des manuels : les *Eléments de rhétorique ou d'éloquence* dissertaient de l'invention, de la disposition, de l'élocution et se référaient aux auteurs de l'Antiquité, mais un *Abrégé* renvoyait à Racine, Milton, Voltaire... Toute cette pédagogie faisait appel au raisonnement, n'accordait à la mémoire qu'une juste place et empruntait la méthode socratique. Elle contribua à améliorer les procédés d'enseignement élémentaire.

« Chaque village avait son école avant la Révolution », écrit Taine qui affirme que les petites écoles étaient « innombrables » en Bourgogne, en Dauphiné, en Dombes, dans le Lyonnais⁸⁹... D'après la statistique du recteur Maggiolo, il semble que la proportion était satisfaisante dans la région lyonnaise⁹⁰.

L'ancienne France admettait que l'enseignement secondaire et supérieur fût distribué dans les collèges et les universités, sans rétribution, mais discutait le principe de la gratuité et de la diffusion de l'enseignement du premier degré. Les maîtres de l'enseignement populaire et chrétien eurent pour ennemis les philosophes, les jansénistes, les partisans de tout ce qu'il y avait de suranné dans l'Ancien Régime. Les attaques ne se produisirent pas simultanément, mais elles convergèrent. On se demandait à qui doit s'adresser l'instruction, si elle présente des dangers ou des avantages, s'il est prudent de semer l'inquiétude dans toutes les âmes, s'il n'est pas audacieux d'exciter l'orgueil de l'homme. De grands esprits condamnaient la généralisation de l'instruction. Le procureur La Chalotais protestait : « Les Frères de la Doctrine chrétienne, qu'on appelle ignorantins, sont intervenus pour achever de tout perdre; ils apprennent à lire et à écrire à des gens qui n'eussent dû apprendre qu'à manier le rabot et la lime, mais qui ne veulent plus le faire... » Voltaire le remercia « de proscrire l'étude chez les laboureurs... Moi qui cultive la terre, je vous présente requête pour avoir des manœuvres et non des clercs tonsurés ». Il le redit en d'autres circonstances : « Il est à propos que le peuple soit guidé et non pas qu'il soit instruit, il n'est pas digne de l'être... Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants⁹¹. » Sans être aussi catégorique, l'abbé Pernetti proposait de réduire le nombre des collèges pour ne pas dérober des bras à l'économie.

Par contre, d'autres écrivains, comme le célèbre chimiste bourguignon Guyton de Morveau, estimaient l'instruction nécessaire. Le parlementaire Rolland d'Erceville est affirmatif : « La science de lire et d'écrire, qui est la clef de toutes les autres sciences, doit être universellement répandue... Le laboureur, qui a reçu une sorte d'instruction, n'en est que plus attentif et plus habile⁹². » Diderot, venu du peuple, constatait que l'instruction « adoucit les caractères, éclaire sur les devoirs, étouffe ou voile les vices... Depuis le premier ministre jusqu'au dernier paysan, il est bon que chacun sache lire, écrire et compter ». Il souhaitait ouvrir

⁸⁹ H. TAINÉ, *Les origines de la France contemporaine*, 1904, I, p. 213.

⁹⁰ Statistique Maggiolo, in F. BRUNOT, *La propagation du Français en France jusqu'à la fin de l'Anc. Régime*, 1926, VII, p. 165.

⁹¹ VOLTAIRE, *Lettres du 28 fév. 1763, 19 mars 1766, 1^{er} avril 1766* (éd. Garnier, n^{os} 5207, 6296, 6306).

⁹² G. ROLLAND, *C. R. le 13 mai 1768 aux Chambres assemblées de différents mémoires envoyés par les Universités*, 1783.

des écoles obligatoires et gratuites. Les physiocrates entendaient que l'instruction soit dispensée à tous. Ne faut-il pas, dit Quesnay, « que les enfants des fermiers, de ceux qui exercent le commerce rural sachent lire et écrire..., pour lire les livres qui peuvent étendre leurs connaissances sur l'agriculture », et Dupont de Nemours déclara, en 1775, dans son *Mémoire sur les municipalités*, rédigé sur les indications de Turgot : « Un nouveau système d'éducation... conduirait à former, dans toutes les classes de la société, des hommes vertueux et utiles, des âmes justes, des cœurs purs, des citoyens zélés ⁹³. »

C'est ce dernier courant qui l'emporta à Lyon. En 1772, Campigneulles lança une apostrophe violente contre l'obscurantisme; Perrache et Lacroix se prononcèrent pour une instruction populaire ⁹⁴. Le bénédictin Gourdin, se plaçant au point de vue économique, voulait généraliser l'éducation pour combattre la routine. Il en reconnaît les risques : « Sous le prétexte de rendre le pauvre plus habile ouvrier, il est bien à craindre qu'on ne lui fasse sentir tout le poids du malheur de sa condition et que, par conséquent, on ne le porte au découragement ou à la révolte. » Néanmoins, il ne faut pas refuser l'instruction, car l'ignorance enfante de plus grands maux ⁹⁵. Philipon de la Madelaine suggéra « d'assujettir les apprentis de chaque profession à s'assembler un jour de la semaine chez le syndic de leur jurande, à y recevoir des leçons, à y travailler sous ses yeux, à y subir une sorte d'examen ». Il convia les curés à cette tâche pour « ne pas séparer la graine de la terre de la rosée du ciel », et parce que la religion procure « la félicité de l'autre vie et notre bonheur dans celle-ci » ⁹⁶.

Les arguments invoqués sont à la fois sociaux et spirituels. Pour les uns, selon une idée de Locke, l'enfance représente l'âge le plus apte à subir l'influence religieuse, qui permet de sauvegarder la discipline dans la société. D'autres pensaient que les croyants ne pouvaient se maintenir à l'écart du mouvement général des idées : l'humanisme chrétien avait spiritualisé l'antiquité gréco-romaine et limité les ravages du néo-paganisme et de la Réforme. Contre le matérialisme menaçant, il fallait admettre la légitimité de la recherche scientifique et aboutir à un accord entre les dogmes révélés, les lois de la conscience et les connaissances humaines. Il fallait aider les malheureux à s'instruire et à sortir de leur misère, sans déchaîner, faute d'enseignement moral, leurs appétits de jouissance et leur orgueil. De plus optimistes estimaient qu'une culture, en perdant le contact avec l'ensemble d'une population, devenait une distraction pour oisifs et peu à peu perdait sa vitalité.

Ces débats transparurent peu dans les cahiers de doléances. On se préoccupait plus de problèmes économiques qu'intellectuels et, pour rédiger les vœux relatifs aux questions scolaires, il fallait un rédacteur compétent. Peu importe que les enfants sachent lire puisque cela n'allégera pas les charges fiscales. Ce sont les paroisses aisées et les sujets déjà instruits qui déplorent d'abord dans ce domaine le régime de l'anarchie. L'Etat ne crée pas d'écoles, ne les entretient pas, n'imprime

⁹³ G. COMPAYRE, *Hist. de la pédagogie*, 1904, p. 267-268.

⁹⁴ T. de CAMPIGNEULLES, *De l'esprit considéré à Paris et en province*, 1772 (A. A. L., ms 128).

⁹⁵ P. GOURDIN, *De l'éducation*, 1780 (*ib.*, ms 147).

⁹⁶ P. de la MADELAINE, *Vues patriotiques sur l'éduc. du peuple tant des villes que des campagnes* (Lyon, Bruyset, 1783).

aucune direction. L'enseignement n'est pas un service public, malgré les diverses ordonnances qui le concernent. Les paroisses sont parfois obligées de recourir à la publicité pour découvrir un maître d'école, et inversement des instituteurs, surtout les ambulants comme les Briançonnais, vantent leurs talents dans les journaux pour trouver un emploi⁹⁷. Le clergé de la sénéchaussée de Lyon sollicite une réglementation : « Que l'éducation publique ne soit plus conduite d'après des principes arbitraires et que tous les instituteurs publics soient tenus de se conformer à un plan uniforme approuvé par les Etats Généraux. » C'est là un signe de l'évolution vers la centralisation. Le Tiers rêve d'un enseignement « national » : « Que l'amour de la patrie, l'esprit public soient dès l'enfance le premier sentiment de tout Français, que les lois constitutionnelles deviennent des livres classiques dans les villes et dans les campagnes..., que partout l'oisiveté, l'inutilité et l'intrigue, toujours surveillées par la loi, n'obtiennent que le mépris. » Vœux caractéristiques d'une époque enthousiaste qui pensait améliorer la société en légiférant. Le Tiers n'affirme pas explicitement que la base de l'éducation doit être la religion : « Les curés, dans les villes et les campagnes, doivent avoir, par leur exemple et par la confiance due à leur caractère, la plus grande influence sur la régénération des mœurs⁹⁸. »

Le plus grand nombre de cahiers se contentent de désirer l'extension du savoir. « Que les moyens d'instruction soient multipliés, surtout dans les campagnes, et qu'il soit établi dans chaque paroisse des maîtres et maîtresses d'école, choisis avec soin et soumis à l'inspection des curés », demande le clergé lyonnais. « Qu'il soit établi dans chaque paroisse des écoles gratuites où les enfants puissent apprendre à lire, à écrire et les éléments du calcul; que dans les villes, les enfants du peuple soient instruits gratuitement des éléments les plus utiles », répète le Tiers. Dans la campagne, en particulier dans le Beaujolais, on réclame un maître d'école par paroisse; c'est le vœu d'Avenas, de Claveisolles, de Lamure. A Saint-Didier-sur-Beaujeu, on voudrait supprimer les chapitres, principalement celui de Beaujeu, et affecter leurs ressources « à quelque établissement pour l'éducation de la jeunesse ». Cette remarque ajoutée à la fin du cahier, d'une autre main, s'apparente à la motion de Saint-Lager. Ce très long cahier, documenté et bien rédigé, propose, pour affermir les bonnes mœurs, « base la plus solide d'un empire », de réformer l'éducation publique⁹⁹. Le vœu est loin d'être fréquent. Sur les quarante-deux cahiers de paroisses beaujolaises qui subsistent, cinq souhaitent la multiplication des écoles du premier degré. A la veille de la Révolution, la nécessité d'une instruction généralisée n'était pas partout admise.

⁹⁷ ALBERT, *Le maître d'école briançonnais*, 1874, p. 9. — E. GUISSART, *L'enseignement primaire...* (R. D. L. X, 1880, p. 14-85).

⁹⁸ Arch. parlementaires, t. III, p. 602.

⁹⁹ Cl. FAURE, *Cahiers de doléances du Beaujolais...*, p. 8, 58, 84, 117, 134.

4. L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE

La haute culture ne s'élabora pas dans les Universités. Leur enseignement était fort arriéré. Les étudiants y recherchaient surtout des métiers lucratifs; le physicien Biot estimait que la Sorbonne, où l'élément théologique demeurait prépondérant, était en retard de plusieurs siècles en ce qui concerne les sciences et les arts. Les Lyonnais ne regrettaient plus sous Louis XVI d'être privés d'Université alors que Dijon, Valence, Besançon... avaient la leur. Elles étaient devenues des corporations puissantes, conservant le monopole de la collation des grades et n'admettant à aucun examen sans justification du stage de scolarité. Les cahiers de 1789 réclamèrent, non pas l'établissement d'une Université à Lyon, mais la réforme de l'institution. « Le roi et les Etats Généraux seront suppliés de prendre en considération les abus qui se sont glissés dans le régime des Universités, dans la concession des grades et dans l'éducation publique, de l'établir de manière à former dans tous les ordres des citoyens utiles », dit le Tiers de Lyon¹⁰⁰. « Qu'il soit fait une réforme dans le régime des universités », répète celui du Beaujolais; et, plus explicite, celui de Belleville avoue : « Jamais l'on n'aura des juges instruits tant que les Universités vendront les grades à des hommes ignorants, tant qu'on les obtiendra par bénéfice d'âge; c'est une réforme aussi nécessaire qu'elle est urgente¹⁰¹. »

Un enseignement supérieur était assuré à Lyon pour la théologie, la médecine et le droit. Dans une certaine mesure, le Grand Collège tenait lieu d'Université avec sa bibliothèque et son observatoire. Le clergé diocésain comptait alors de nombreuses personnalités cultivées. Beaucoup de professeurs, de hauts dignitaires, de vicaires et même de curés de campagne étaient gradués. Le chapitre de Beaujeu, par exemple, comprenait trois docteurs en théologie, un licencié et un bachelier de Sorbonne. En général, les diplômes étaient délivrés à Valence ou à Paris. La préparation du baccalauréat se réduisait encore à la scolastique la plus aride. Elle n'était plus prise au sérieux, même par ceux qui l'enseignaient. Il suffisait de suivre les leçons de deux professeurs choisis parmi les six ou huit qui discouraient matin et soir, et de mériter des « attestations » pour conquérir le titre de maître ou docteur ès arts. En subissant des examens, qu'on pouvait adoucir avec quelque argent, en achevant le quinquennium, on recevait du recteur des lettres permettant de solliciter un bénéfice. Après la soutenance d'une thèse, coûteuse mais très aisée, on devenait bachelier en théologie avec le droit de porter une chausse violette.

Un parlementaire grenoblois dénonce, dans une lettre à un avocat de Trévoux, les prévarications des universitaires : « Pourvu qu'on leur apporte de l'argent, ils ne s'informent point de la capacité des sujets... Ils ont toujours, sur leur registre, des cases vides, dans lesquelles s'inscrivent les prétendus étudiants, le jour même de leur arrivée. Le lendemain, on leur donne par écrit la réponse aux arguments qu'on doit leur faire, pour la thèse prétendue qu'ils ont à soutenir. Si le

¹⁰⁰ A. D. R., B 30, P. V. des ass. générales des trois ordres de la sénéchaussée de Lyon..., 1789.

¹⁰¹ Cl. FAURE, *op. cit.*, p. 172, 33.

candidat ne sait pas lire ces réponses, le professeur de la thèse s'en charge. On va pendant un quart d'heure dans la salle de l'Université et le sujet est toujours reçu avec éloges¹⁰². » Une telle formation était incapable de soustraire à l'esprit du siècle les jeunes clercs qui s'en contentaient. Les facultés donnèrent à l'Eglise nombre d'abbés qui n'eurent d'ecclésiastique que le petit collet.

Ceux qui ne visaient point de hauts grades fréquentaient les écoles de théologie de Lyon. Elles étaient nombreuses : quatre grands séminaires, deux écoles publiques, huit écoles privées, dont quelques-unes, comme celle des Lazaristes, d'importance considérable. Le séminaire Saint-Irénée, créé au xvii^e siècle, était le plus ancien; le cours des études comprenait deux ans de philosophie et trois de théologie. Les neuf directeurs, toujours sulpiciens et docteurs en Sorbonne, enseignaient la métaphysique, la logique et une encyclopédie associant le calcul différentiel, l'hydrostatique, la dioptrique... Conformément à l'esprit du siècle, ce programme scientifique était vaste, trop peut-être eu égard à ce qui était réservé à la philosophie et à la théologie. Parmi les maîtres, Jacques Emery enseigna la morale de 1764 à 1776 et publia alors *L'esprit de Leibniz* et *L'esprit de sainte Thérèse*. La physique était encore exposée en latin selon les anciennes méthodes : on dissertait sur la nature des corps ou sur la prédétermination physique. Cependant le professeur s'inspira de *l'Astronomie newtonienne*, de l'abbé Pierre Sigorgne, publiée en 1769, et de plus en plus il recourut à l'expérimentation; son cabinet scientifique était bien équipé et, en 1783 et 1784, les séminaristes lancèrent eux aussi des ballons aérostatiques. Jean-Baptiste Poidebard, qui avait étudié au collège de Beaujeu puis à Saint-Irénée, se fit graduer à Valence et revint enseigner la physique au séminaire de 1785 à 1789¹⁰³.

Le séminaire avait grande réputation et recevait en moyenne 150 élèves théologiens et 180 philosophes, la moitié venant du diocèse de Lyon et certains issus des meilleures familles de la ville. Ils ne se destinaient pas tous au sacerdoce et venaient là pour couronner leurs études. Ruivet, l'organisateur des missions dans le département de l'Ain, entra à Saint-Irénée, où il soutint sa thèse sur la grâce, après des études chez les Joséphites de Nantua et les Oratoriens de Lyon¹⁰⁴. Vincent Reyre, qui se disposait à embrasser la carrière ecclésiastique, fréquenta le Séminaire avant de s'initier au monde de la chicane¹⁰⁵. Bochard soutint ses thèses de philosophie, de mathématiques et de physique, Gérando fut son condisciple ainsi que Camille et Augustin Jordan, Pierre Suzanne Deschamps, Pierre Duret, Louis Dervieu¹⁰⁶...

Au terme de leurs études, les séminaristes subissaient autrefois leur examen à l'Université de Valence, à laquelle était agrégée l'Ecole royale de Théologie. Leurs thèses, présentées en latin, s'accompagnaient souvent d'expériences de physique, symptomatique alliance du traditionalisme et de l'esprit nouveau. Sous Louis XVI, les thèses débattues au séminaire

¹⁰² Lettre du procureur Vidaud de la Tour à un avocat du Parlement de Dombes, 1769 (in J. EGRET, *Le Parlement de Dauphiné...*, 1942, I, p. 134).

¹⁰³ A. MAUVIEL et DESLOGES, *Notes hist. sur le séminaire St-Irénée*, 1891, p. 161, 225, 232, 238.

¹⁰⁴ J. THELOZ, *Vie de M. Ruivet*, publ. par l'abbé Cordenod (Paris, Téqui, 1899).

¹⁰⁵ Notice sur V. Reyre (R. D. L., XXVI, 1847, p. 503-509).

¹⁰⁶ A. MAUVIEL et DESLOGES, *op. cit.*, p. 236, 244, 335-337.

Saint-Irénée conféraient le titre de gradué par une fiction administrative qui les considérait comme soutenues à Valence. Quinze jours avant le concours qui précédait l'ouverture des vacances, ces séances solennelles de philosophie, de physique et de logique attiraient un auditoire nombreux et distingué. Tout le haut clergé, les chapitres, les religieux, les nobles, les magistrats, les médecins y assistaient. L'acte durait plusieurs heures, le répondant devait triompher de plusieurs adversaires. Il pouvait alors postuler un bénéfice. Ce droit fut parfois contesté, notamment sous l'épiscopat de Montazet¹⁰⁷.

Les Sulpiciens, protégés par le roi, gardèrent la direction du séminaire Saint-Irénée. L'archevêque encouragea les trois autres. Les Pères de l'Oratoire, établis à Lyon au XVIII^e siècle, sur les pentes de la Croix-Rousse, revinrent en faveur. Les Pères de Saint-Joseph formaient une congrégation diocésaine vouée aux missions de campagne et à la direction des collèges urbains. Une dizaine de prêtres enseignaient la théologie et la philosophie dans l'internat situé près du Grand Collège. Le séminaire Saint-Charles, création essentiellement diocésaine confiée à des séculiers, recevait gratuitement dix-huit clercs qui étudiaient la théologie en se formant aux fonctions d'instituteurs.

L'archevêque témoigna pour les questions d'enseignement un intérêt exceptionnel et un esprit ouvert aux nouveautés. Il présidait en personne le Bureau des Ecoles quand il était à Lyon et, de son abbaye Saint-Victor à Paris où il passait une partie de l'année, il suivait, avec soin, les incidents scolaires lyonnais. Il songea à doter Lyon d'une Université, aida les séminaristes pauvres, interdit dans les établissements diocésains l'usage des cahiers dictés et fit rédiger, en 1784, par l'Oratorien Joseph Valla un cours appelé la *Théologie de Lyon* qui acquit, malgré ses imperfections, une réputation universelle¹⁰⁸. Montazet, disciple de Port-Royal, n'imposa pas aux ecclésiastiques l'acte d'adhésion à la bulle *Unigenitus*, il remit l'enseignement de la théologie aux Dominicains et aux Oratoriens, concéda le titre de séminaire aux écoles privées de Saint-Joseph et de l'Oratoire, espérant concurrencer le séminaire Saint-Irénée. Il exigea des séminaristes une année spéciale après les classes de philosophie et de physique dans une école publique de théologie chez les Oratoriens ou les Jacobins. Pendant cette dernière année les futurs prêtres éprouvaient leur vocation. Le primat se plaignait que les programmes accordassent trop de temps aux études spéculatives et insuffisamment à la prédication et à la discussion des cas de conscience. Il décida que les six derniers mois seraient consacrés à ces exercices qui se feraient, pour plus d'uniformité, chez les Créténistes. A la mort de Montazet son successeur, Marbeuf, rétablit la signature du formulaire. Néanmoins, une tendance rigoriste survécut dans le clergé¹⁰⁹.

Si le séminaire Saint-Pothin, à l'Île-Barbe, fut supprimé en 1782, d'autres foyers d'études s'ouvrirent à la veille de la Révolution. Les

¹⁰⁷ Ex. public de physique expérimentale... au séminaire Saint-Irénée (Lyon, 1781, in-4°).

¹⁰⁸ Observations sur la *Théologie de Lyon* intitulée *Institutiones theologicæ*, auctoritate D.D. archiepiscopi Lugdunensis, ad usum scholarum suæ diocesis editæ. Lugduni, Perisse, 1784 (Lyon, 1785, in-12). — Défense de la *Théologie de Lyon* ou Réponse aux observations d'un anonyme contre cette Théologie (s. l. n. d., in-12).

¹⁰⁹ A. D. R., Registre des délib. du Bureau diocésain. — *Nouv. ecclésiastiques*, 3 juil. 1789. — C. LATREILLE, *La Petite Eglise de Lyon*, 1911, p. 206.

séances publiques de théologie du collège de la Trinité étaient très florissantes. La plupart des maisons religieuses d'hommes fondèrent au XVIII^e siècle des écoles privées pour l'instruction de leurs novices. Les Jacobins en créèrent une dans leur grand couvent; les conditions matérielles étaient excellentes, l'organisation pédagogique satisfaisante. Des examens permettaient un classement mensuel des élèves, les absences des externes étaient pointées avec soin. Malgré tout, la communauté d'étudiants en théologie resta réduite, oscillant de vingt-neuf à quarante. Les prêtres de Saint-Lazare accueillaient en leur pensionnat sept cents élèves. Leurs cinquante professeurs dirigeaient des retraites et jouissaient d'une grande réputation. Les Cordeliers de Saint-Bonaventure, les Capucins du Petit-Foréz, les Tiercelins de Saint-François... annexèrent des écoles à leur noviciat. La plupart des membres de ces ordres se destinaient aux missions, à la prédication, à la direction des confréries. Aussi, l'influence de ces écoles conventuelles fut-elle grande sur l'esprit religieux malgré la faiblesse de leurs effectifs ¹¹⁰.

L'enseignement des sciences était assuré de façon inégale. Les médecins constituaient depuis le XVI^e siècle un Collège. Pour y être reçu, il fallait être docteur d'une Université, avoir exercé pendant quatre ans la médecine et subir deux examens. Le récipiendaire devait prononcer sur-le-champ devant le Consulat, un discours en latin sur un sujet donné. Les agrégés du Collège enseignaient à la Trinité l'anatomie en hiver, la chimie au printemps, la botanique en été. Parmi les maîtres, on compte à cette époque Vitet et Gilibert. Ils initiaient des praticiens de campagne dont les patients n'avaient pas toujours à se louer. En 1789 le Collège englobait trente-cinq membres. Beaucoup de médecins se formaient seuls et déposaient leurs thèses à Montpellier.

Les lettres patentes de 1774 et de 1775 représentèrent la charte de la chirurgie lyonnaise ¹¹¹. Six professeurs se chargèrent de la physiologie, la thérapeutique, l'ostéologie. Désormais, sans avoir d'Université, Lyon eut ses soutenances de thèses. Elles revêtaient le caractère d'exercices scolaires en fin d'études. Les candidats devaient accomplir dix-huit actes probatoires et subir un examen public en présence du Consulat; ils devaient disséquer, exécuter quatre opérations sur un cadavre et soutenir une thèse sur une matière d'anatomie ou de chirurgie ¹¹². Cette formalité ne paraît pas indispensable pour devenir membre du Collège: Pierre George en 1775, Jean Mir en 1784, Joseph Constantin en 1787 achevèrent leur thèse après avoir été admis au Collège. Un arrêt du Parlement tenta, sans succès, de régler la carrière ¹¹³. Vingt thèses furent défendues de 1776 à 1788: elles se présentent sous la même forme que celles de médecine, ce sont de minces opuscules ornés de bandeaux; en moyenne, elles comprennent une quinzaine de pages ¹¹⁴. Elles mar-

¹¹⁰ PETIT, *L'enseignement de la théologie avant la Révol.* (in A. BONNEL, *De l'Instr. publ. à Lyon avant 1789*).

¹¹¹ Lettres patentes du roi en forme de déclaration portant règlement pour le Collège royal de Chirurgie..., 1775 (Paris, Simon, in-4°, 51 p.).

¹¹² Précis pour le Collège de Chirurgie de Lyon... (Paris, Simon, 1786, in-4°, 16 p.).

¹¹³ J. ROUSSET, *Les thèses médicales...*, 1950, p. 15, 23, 27, 31; — *Arrêt de la Cour...* 22 avril 1777 (Lyon, Delaroche, 1777, in-4°, 4 p.).

¹¹⁴ J.-B. LAURENT, *Le caustique peut-il être préféré à l'instrument tranchant pour la cure radicale des tumeurs enkystées, appelées loupes?* (Lyon, Cutty, 1788, in-4°, 7 p.).

quent l'apogée de l'enseignement de la chirurgie à Lyon sous l'Ancien Régime.

Le Collège en éprouva une extrême fierté. En 1777, en présence de Riverieulx, prévôt des marchands, et de Prost de Royer, lieutenant de police, Pierre Grassot prononça le discours de rentrée. Professeur en matière médico-chirurgicale, ce « grand seigneur » mit l'accent sur la nécessité de réunir la médecine et la chirurgie; il cita avec profusion Boerhaave, van Swieten, Frédéric Hoffmann et commenta les travaux de Linné, de Chomel et même de Fontenelle. Ses propos exprimaient un grand espoir dans l'avenir de l'enseignement chirurgical¹¹⁵. En 1787, Collomb, reprenant l'inévitable parallèle entre la médecine et la chirurgie, affirma le même optimisme¹¹⁶.

En réalité, malgré les prix fondés par le Consulat en faveur des meilleurs aspirants, le Collège souffrait de difficultés financières et d'une crise d'autorité. Dès 1784, les agrégés abandonnèrent à la bourse commune leurs droits de présence aux réceptions de candidats; à partir de 1784, ils versèrent une contribution volontaire sans parvenir à équilibrer le budget. L'association ne possédait ni fonds, ni revenus, ni bâtiments pour subvenir aux dépenses que nécessitait l'entretien des écoles chirurgicales. Victime de la manie processive qui sévissait dans les corporations, le Collège supporta aussi d'incessants démêlés judiciaires avec les recteurs de l'Hôtel-Dieu, avec Augustin Figuet, le médecin Fayolle, le chirurgien Joachim Puy¹¹⁷. Trop occupés de mesquines rivalités de titres et de préséances, les membres gâchaient en querelles le plus clair de leur activité et négligeaient l'enseignement. Antoine Louis le regrettait¹¹⁸. Le Collège manquait de local approprié : de 1773 à 1786, il disposa de la salle du Concert, aux Cordeliers, puis d'un amphithéâtre construit par Désarnod. Ne pouvant acquitter son loyer, il dut rechercher un autre emplacement. Le roi lui accorda une pièce, retirée aux pauvres, dans l'hôpital de la Charité. Les recteurs protestèrent et se plainquirent souvent d'être irrégulièrement payés¹¹⁹.

Alors que le mouvement scientifique était actif, l'enseignement chirurgical déclinait par suite des dissensions intestines. Les facteurs avaient paru favorables : ni Montpellier, ni Valence ne pouvaient gêner l'école lyonnaise, la vaste agglomération fournissait de nombreux cas d'étude dans ses hôpitaux, plusieurs de ses chirurgiens avaient obtenu de flatteuses distinctions. La compagnie pâtit d'une sorte de malthusianisme corporatif; elle chercha à limiter, par le jeu des admissions, le nombre de concurrents possibles. Les professeurs bâclaient, écourtaient ou interrompaient leurs cours. Le personnel fut très vite incomplet : en 1788, il manquait quatre professeurs, dont l'un depuis sept ans. La thèse était considérée comme une prouesse scolaire sans grande valeur et les maîtres ès arts préféraient suivre les cours d'une faculté de

¹¹⁵ P. GRASSOT, *Discours publ. pour la rentrée des écoles de chirurgie* (Lyon, 1777, in-4°, 36 p.).

¹¹⁶ B. COLLOMB, *Œuvres médico-chirurgicales* (Lyon, Bernuset, 1796, in-8°, iv-544 p.), p. 213, 252.

¹¹⁷ Mémoire pour le sieur Figuet (Paris, Lambert, 1782, in-4°, 32 p.). — Précis contre le sieur Fayolle (Lyon, 1783, in-4°, 12 p.). — Précis pour le Coll. contre le sieur Puy (Paris, Simon, 1786, in-4°, 16 p.).

¹¹⁸ A. H. L., F 25, n° 132, Lettres du 25 sept. 1782 et du 25 mars 1786.

¹¹⁹ A. M. L., HH 41, pièce n° 315 et HH 70, pièce n° 134, HH 47, Registre, p. 277.

médecine. Le récent enseignement chirurgical se désorganisait au moment de la Révolution ¹²⁰.

La communauté des apothicaires vécut presque toujours en assez mauvaise intelligence avec les médecins et les chirurgiens, qui distribuaient volontiers des remèdes, et avec les épiciers droguistes, qui vendaient des médicaments. Le dernier règlement, de 1738, exigeait du pharmacien un examen en présence du Consulat et du Collège de Médecine ¹²¹. Lyon possédait une école de sages-femmes. Sous la direction du médecin Vitet et sous la protection de Flesselles, six filles y apprenaient pendant trois ans « l'art des accouchements » ; dans une infirmerie spéciale, on soignait gratuitement, pour l'instruction des élèves, les femmes « pauvres, saines et de bonnes mœurs ». Un cours d'accouchement fut ouvert, en 1784, par Jean-Baptiste Laurent, un chirurgien d'origine comtoise, en service à la Charité ¹²². Grâce à cet ensemble d'institutions, Lyon connut une période féconde pour les sciences de la vie.

L'enseignement du droit fut l'objet de la sollicitude du Consulat. En l'absence de faculté, les étudiants suivaient à Dijon les cours de droit civil, de droit canon, de droit français ; ils devaient assister à deux séances chaque jour comprenant exposé, explications de principes, interrogations et discussions ; les cahiers étaient visés par les professeurs et l'assiduité rigoureusement contrôlée. Beaucoup de Lyonnais prenaient leurs grades devant une faculté, mais se préparaient à Lyon. L'Eglise assurait l'enseignement du droit canon. Le Consulat obtint d'un avocat au Parlement, agrégé à l'Université de Valence, qu'il vint « répéter le droit aux jeunes gens qui veulent s'instruire des principes du droit romain et s'appliquer à l'étude des lois » ¹²³. Cette chaire municipale, patronnée par les échevins et le prévôt des marchands, fut occupée successivement par les avocats Jacques Jolyclerc et Pierre-François Rieussec. Le pouvoir central chercha à ruiner cette initiative : Rieussec dut se contenter à partir de 1785 de la rétribution des élèves en guise de traitement. L'enseignement était insuffisant, Jolyclerc traitait des cas propres à l'économie lyonnaise ; le droit local y occupait une large place et les leçons présentaient une valeur plus utilitaire que doctrinale. Il fallait surtout répéter les questions en vue de l'examen pour les grades de Bachelier et de Licencié... Les échevins et la bourgeoisie de robe déploraient cette médiocrité et souhaitaient la création d'une faculté de droit. « Les jeunes gens viendraient à Lyon y apprendre tout à la fois le commerce et les lois ¹²⁴. » Cette bourgeoisie admettait la nécessité des études latines, sorte de formalité indispensable pour devenir « honnête homme », mais les « belles manières » et les connaissances désintéressées ne pouvaient suffire. Un des rêves de la bourgeoisie de boutique était l'accession aux états, charges et offices ou au grand négoce. Le développement des manufactures appelait un enseignement

¹²⁰ J.-E. PÉTREQUIN, *Hist. médico-chirurgicale de l'Hôtel-Dieu de Lyon* (Paris, Baillière, 1845, in-8°, 302 p.).

¹²¹ Statuts et règlements des marchands et maîtres apothicaires... (Lyon, Valfray, 1738, in-4°, 24 p.).

¹²² Instruction pour les élèves du cours gratuit d'accouchement (Lyon, 1786, in-8°, 8 p.).

¹²³ A. M. L., BB 286, 287, 297, 304, 314, 347.

¹²⁴ E. CAILLEMER, *L'enseignement du droit...*, 1900, p. 57.

professionnel. Les tendances de l'encyclopédisme y incitaient. « On devrait donner dans les écoles, recommandait Diderot, une idée de toutes les connaissances nécessaires à un citoyen depuis la législation jusqu'aux arts mécaniques qui ont tant contribué aux avantages et aux agréments de la société ¹²⁵... »

Aucun déterminisme géographique ne destinait Lyon à devenir le premier centre de l'art vétérinaire. L'élevage d'ombrage, l'emploi du bétail en Lyonnais, les besoins de la cavalerie ne justifient pas ce choix. C'est probablement le goût des Lyonnais pour les sciences qui explique l'évolution de « l'Académie du roi pour l'éducation des gentilshommes ». Il s'agissait, au XVIII^e siècle, d'une de ces institutions très répandues où les jeunes gens apprenaient les mathématiques, l'histoire, l'art des fortifications, l'équitation... Sous Louis XV, Claude Bourgelat, avocat au Parlement de Grenoble, devint le chef de cette académie installée près de l'église d'Ainay. Aidé par Pouteau, il étudia l'hippiatrique et, grâce à Bertin, intendant de Lyon, obtint, par un arrêt du Conseil en 1761, la permission d'ouvrir une Ecole vétérinaire à la Guillotière ¹²⁶. Il se proposait de faire connaître le traitement des épizooties qui frappaient les bœufs et les mulets tant utilisés en Beaujolais pour le charroi des vins. Les élèves accoururent de toutes les provinces et même de Prusse, de Suisse, de Sardaigne, de Suède, de Russie. Certains furent envoyés par les généralités qui payaient leurs études à condition qu'ils reviennent dans leur province. Beaucoup étaient fils de maréchaux-ferrants. Ils présentaient de grandes différences d'âge, de 10 à 48 ans, et la discipline n'était pas toujours commode.

Les règlements admettaient la vie en commun dans une « auberge ». Ils interdisaient la mauvaise tenue, « les jurements, les chansons indécentes », mais les rebellions et les bagarres étaient fréquentes. Un billet de confession devait attester que l'élève avait rempli ses devoirs de chrétien. « On congédiera sans acception de personnes et quelles que soient les protections dont les élèves pourraient s'étayer, tous ceux dont les mœurs ne seraient pas irréprochables. » Une sorte d'auto-discipline régnait : les chambrées, groupant les élèves de même province, étaient placées sous l'autorité d'un camarade responsable ¹²⁷. Vers 1770 une chute se produisit dans le recrutement. Elle peut s'expliquer par un début de saturation des débouchés et par la tentative de diverses villes, comme Montpellier, de fonder une école vétérinaire. L'école devait être une annexe de l'Académie d'équitation qui subsistait grâce aux crédits de la ville. Cependant elle avait un budget modique mais indépendant, alimenté par la ferme des fiacres et par un prélèvement sur les droits d'entrée sur les traites d'argent de la Principauté de Dombes ¹²⁸.

Par sa réputation personnelle d'écuyer, par ses relations avec Buffon, Haller, Lord Pembroke..., Bourgelat attira à l'école une renommée exceptionnelle. Trois années étaient prévues pour étudier les ossements et les

¹²⁵ D. DIDEROT, *Plan d'Université pour le gouvernement de Russie* (Paris, Assézat et Tourneux, 1775), III, p. 517.

¹²⁶ THIÉBAUT DE BERNEAUD, Notice sur Bourgelat (*R. D. L.*, 1835, I, p. 133-138).

¹²⁷ M. H. L. Règlements qui seront observés à l'auberge... (1763). — A. M. L., AA 19, Corresp. politique 1772-1788 : Dispositions en faveur d'élèves de l'Ecole vétérinaire.

¹²⁸ H. HOURS, *La lutte contre les épizooties*, 1957, p. 25-35. — A. D. R., C 127, C 129.

muscles, puis la ferrure, les bandages et les appareils, enfin, la physiologie. Les élèves pouvaient poser des questions à la fin du cours. Ils participaient à des travaux pratiques, saignaient les animaux, préparaient les médicaments..., sous la direction des professeurs. Dès 1762, les élèves furent envoyés dans les campagnes pour lutter contre les épizooties. Bien accueillis par les notables, ils le furent moins bien par les paysans. Enthousiastes et confiants en la science, ils contribuèrent à lutter rationnellement contre les maladies et songèrent à l'amélioration des races. Bredin, futur directeur de l'école, fut parmi ces premiers disciples de Bourgelat. Les élèves recevaient une aide intelligente des curés de campagne et, à mesure que leur rôle s'étendait, le culte des saints guérisseurs se disciplinait ¹²⁹.

Le succès de Bourgelat fut tel qu'il voulut transférer son école au château d'Alfort en 1766. Dès 1765 il avait proposé Rozier comme successeur. Le départ de Bourgelat entraîna de graves difficultés : Rozier s'occupait trop de botanique et Bourgelat le fit disgracier par le contrôleur des finances Bertin. De 1768 à 1780, une grave crise de direction nuisit à l'école. Pierre Flandrin, qui introduisit la race mérinos en France, exerça pendant ces moments difficiles. Louis Bredin et son ami Jean-Marie Hénou, nommés l'un directeur et l'autre professeur, en 1780, relevèrent l'établissement. Les élèves étaient rares, les moyens matériels réduits. Bredin sollicita les secours de Flesselles; Hénou, avec patience et talent, forma un cabinet d'anatomie. Bredin dut lutter pour défendre l'existence de son école contre la concurrence d'Alfort et Flesselles dut s'opposer aux empiètements de Bertier de Sauvigny chargé de la haute direction d'Alfort et de Lyon ¹³⁰.

L'Ecole vétérinaire n'était pas un institut de recherches mais avait un but utilitaire : former des artistes vétérinaires. Au concours, les candidats traitaient de la myologie ou de l'hippotechnie... En 1782, ils analysèrent les méninges, le cerveau, la plèvre, le thymus du cheval, du bœuf, du mouton, et l'un d'eux prononça un discours sur l'utilité de l'anatomie. Bien des élèves aspiraient à devenir chirurgiens. Dans le milieu vétérinaire apparaît ainsi une double tendance : les encyclopédistes qui veulent rattacher l'art vétérinaire à la médecine, et les techniciens qui lient cet art à l'économie rurale et domestique. Le premier groupe eut pour chef Louis Vitet qui s'occupait autant de médecine que d'art vétérinaire ¹³¹. Il était soutenu par Petetin, qui était un illuminé, et par Benoît Vial, qui continuait à diriger l'Ecole royale d'équitation dont les buts différaient de ceux de l'Ecole vétérinaire. Ils songeaient à ce groupement autant par intérêt personnel que par conviction philosophique. Cependant Vitet est un rationaliste, un esprit rigoureux. Ses volumes sur la médecine vétérinaire sont sérieux et solides, de même sa *Pharmacopée*. Son mémoire manuscrit proposant de regrouper médecine, chirurgie et art vétérinaire rapproche les sciences en tenant compte de l'unité de la matière vivante, comme le fit le premier plan d'Instruction publique de Talleyrand. Bourgelat cherchait, au contraire à dissocier les deux arts. Bredin et Hénou

¹²⁹ M. de MONTAZET, *Missale Sanctæ Lugdunensis Ecclesiæ* (Lyon, Delaroché, 1771, p. CXLVIII).

¹³⁰ Notice sur M. Hénou (A. H. S. R., VII, 1827, p. 429-434).

¹³¹ Ecole royale vétérinaire de Lyon. Concours des élèves (Lyon, Delaroché, 1782, in-4°, 1 f.). — B. M. L. ms 5533, Séance Soc. Agric. Lyon, 2 juil. 1779.

protestèrent contre les envahissements de Vitet¹³². D'ailleurs, en l'an III, l'école devint école d'économie rurale. La position était prise.

Dans le jardin de l'Ecole vétérinaire, Fleurieu de la Tourette établit, en collaboration avec l'abbé Rozier, un cours de botanique. Ce fut le berceau de l'Ecole d'agriculture. Une Pépinière royale, fondée par le prévôt des marchands, constitua un lieu de recherches agronomiques et accueillit des élèves se destinant à la profession d'horticulteur. Rozier, poursuivant l'œuvre de son ami Poivre, dirigea, en 1786, la Pépinière de la Généralité. L'année suivante, il ouvrit un cours gratuit d'arboriculture et de sylviculture suivi avec empressement. Selon son prospectus, l'agriculture restait dans une routine abusive parce qu'elle n'était pas enseignée rationnellement. La conduite des pépinières exigeait des améliorations pour fournir le bois de chauffage et de construction. Il fallait faire venir des tailleurs de la région parisienne pour soigner les arbres fruitiers, acheter les arbustes nécessaires aux plantations des grandes routes. L'Ecole pratique pour l'éducation d'arbres fruitiers et forestiers fonctionna de la même façon que l'Ecole vétérinaire : chaque province entretenait un ou plusieurs élèves pendant deux ou trois ans. Aucun candidat de moins de dix-huit ans et ne sachant pas lire ne pouvait être admis. Rozier demanda, en vain, à l'Assemblée provinciale, de payer les études de douze cultivateurs de la province. Cependant ses efforts répondaient aux directives du gouvernement qui conseillait d'étudier les problèmes agronomiques : pacage des bêtes à laine, culture des turneps, prairies artificielles¹³³. Les études théoriques comprenaient la physique des arbres et les exercices pratiques des semis, des tailles, des transplantations... A partir de 1788, Rozier adressa aux curés des arbustes avec les instructions pour les planter; ils devaient être confiés aux propriétaires peu aisés, mais désireux de s'initier à l'arboriculture¹³⁴.

A la veille de la Révolution, les sciences de la nature étaient particulièrement en honneur à Lyon. Les unes étaient enseignées par goût désintéressé, d'autres en vue d'un but utilitaire : traits caractéristiques du XVIII^e siècle finissant. Il en est de même de l'école de dessin. L'apprentissage professionnel fut d'abord conçu comme une réaction contre les abstractions de la scolastique, contre la rhétorique de l'humanisme, contre la science livresque. Depuis la Renaissance, les pédagogues, les philosophes, les fondateurs d'utopies demandaient l'incorporation de l'instruction manuelle dans les programmes scolaires. Le mouvement en faveur de l'enseignement technique se développa sous l'action des Oratoriens, de Port-Royal, des frères des Ecoles chrétiennes, des Académies.

Dans son *Essai sur l'entendement humain*, Locke montra que l'expérience détermine presque entièrement le développement mental de l'enfant; le dessin apprend à observer les rapports des objets dans l'espace et les exercices accroissent la dextérité et favorisent la santé. Condillac, Helvétius, Rousseau diffusèrent ces considérations. « L'enfant

¹³² L. VITET, *Manuel de Médecine vétérinaire* (Lyon, Périsset, 1770, 3 vol. in-8°). — A. D. R., C 129, L. VITET, D. PÉTETIN, B. VIAL, *Projet d'Ecole royale de médecine pratique, de chirurgie et d'art vétérinaire*.

¹³³ G. GUIGUE, *P. V. de l'Ass. prov.*, 13 nov. 1787; p. 24; 3 déc. 1787, p. 31.

¹³⁴ Etablissement d'une Ecole pratique pour l'éducation d'arbres fruitiers et forestiers (1786, in-4°, 6 p.).

apprend davantage en une heure de travail manuel qu'il ne retiendra de toute une journée d'enseignement verbal¹³⁵. » Non seulement ces séances ont une valeur éducative, mais aussi une utilité directe : la jeunesse doit se préparer à gagner sa vie en toutes circonstances. La Chalotais dans son *Plan d'éducation nationale*, l'abbé Pluche dans son *Spéctacle de la nature* conseillaient d'orienter l'enseignement vers les sciences expérimentales et appliquées. Une série d'écoles militaires fut créée dans cet esprit à Besançon, Tournon, Grenoble... Privé de noblesse, Lyon n'en connut point. Par contre, il participa au mouvement en faveur des écoles de dessin.

Sous l'influence de Condillac, la crise pédagogique de la fin du règne de Louis XV aboutit à une multiplication de ces organismes sans qu'il soit possible de décerner la palme du novateur. Elle est généralement attribuée au peintre de fleurs Jean-Jacques Bachelier qui, aidé du lieutenant de police Gabriel de Sartine, fonda l'école de Paris. Un admirateur de Voltaire, Rozoy, fit connaître en 1769, dans son *Essai philosophique sur l'établissement des écoles gratuites de dessin pour les arts mécaniques*, l'organisation et le programme de l'établissement parisien. Les Frères des Ecoles chrétiennes avaient, depuis 1753, un enseignement spécial du dessin, Grenoble eut le sien en 1763, Saint-Etienne en 1766... A Lyon, les sociétés savantes et la bourgeoisie, soucieuses de se défendre contre les risques de crise, recueillirent les échos de ces débats psychopédagogiques.

Jusqu'alors, la formation du dessinateur de fabrique était presque livrée au hasard. Le jeune apprenti s'initiait aux premiers principes chez des professeurs privés comme Jacques Grandon ou Daniel Sarrabat. Puis il entrait chez un peintre de fleurs réputé comme Douet. Le plus souvent, il achevait ses études à Paris, à l'Ecole libre des arts industriels ou aux Gobelins; il se plaçait ensuite chez un fabricant. Comme pour la théologie, le droit ou la médecine, Lyon était tributaire d'une autre ville et, dans ce domaine, la sujétion semblait plus pénible. Philippe de Lasalle projeta de rénover la vieille Ecole lyonnaise de dessin, créée sous Louis XIV, sur l'initiative de Coysevox et de Thomas Blanchet. Le vicaire général du diocèse, Antoine Lacroix, s'adressa à cet effet à Vincent de Gournay, de passage à Lyon. Il se heurta à la résistance des fabricants qui protestèrent contre la longueur des études envisagées et l'ambition des programmes; « de tous les dessinateurs qui travaillent actuellement pour le dessin des étoffes, beaucoup n'ont jamais copié ni bosse, ni modèle »; il ne faut pas « introduire trop de jeunes gens dans l'art du dessin, car ils trouveraient à l'étranger des places plus avantageuses et porteraient grand tort à l'industrie de Lyon ». Grâce au marquis de Marigny, Intendant des bâtiments royaux, une société groupant Lacroix, Soubry, du Bureau des Finances, Mogniat de l'Ecluse, de la Cour des Monnaies..., géra, sur ses propres deniers, une école gratuite de dessin pour le progrès des arts et des manufactures.

Ouverte en 1756, subventionnée par le Consulat, elle comptait cinq cours : la peinture enseignée par Frontier, Nonotte, Villione et Cogell, la sculpture par le statuaire Perrache, puis par Clément Jayet, la fleur et l'ornement par Gonichon, la géométrie par Admiral et Villers, les principes élémentaires de dessin par Alexis Grognerd qui laissa peu d'œuvres mais marqua la jeune génération par son enseignement pour-

¹³⁵ J.-J. ROUSSEAU, *Emile*, Livre II.

suivi jusqu'en 1791¹³⁶. Lasalle souhaita en 1765 développer les leçons destinées à la préparation à la Fabrique : fleur naturelle, mise en carte, composition... Les manufacturiers l'appuyèrent mais le Bureau de l'Ecole et l'Académie firent remarquer à leur tour que l'Ecole avait déjà un professeur pour la fleur et qu'elle devait garder son cachet artistique autant que technique. Une émeute saccagea les locaux en 1768, en même temps que le Collège de Médecine. Nonotte parvint à la faire rétablir et les tenaces fondateurs, qui appartenaient aux milieux éclairés plus qu'à la bourgeoisie d'affaires, triomphèrent en 1780 : le gouvernement prit à sa charge l'institution qui trouva asile à l'Hôtel du gouvernement, puis au Grand Collège, enfin à l'Hôtel de Ville¹³⁷.

Dirigée par Etienne Mayevre de Champvieux, un membre de la Cour des Monnaies, célèbre par sa richesse, sa science juridique et ses qualités d'homme de goût, elle connut un malaise à la veille de la Révolution. La crise que subissaient les manufactures et les étoffes façonnées, décourageait les élèves. Lasalle pensait toujours que l'école n'accordait pas assez d'importance à la composition¹³⁸.

Quant au *Salon des Arts*, il devint, grâce à la diligence de Joseph Mathon de la Cour, une sorte d'institut commercial et industriel. Les souscripteurs versaient trois louis et des réductions étaient prévues pour les familles nombreuses. Ils pouvaient venir entendre des cours de langues vivantes — italienne, espagnole, anglaise, allemande —, assister à des séances pratiques de sciences et de technologie, depuis la préparation des soies jusqu'à la tenue des livres commerciaux... Mathon de la Cour expliquait aux jeunes gens que l'éducation doit se poursuivre durant toute une vie : « A votre âge où l'activité est si grande et où toutes les passions sont prêtes à s'enflammer, si on ne se trouve pas engagé à quelque occupation sérieuse, si on ne fait pas quelque bien, on risque souvent de faire beaucoup de mal. » Aux dames il faisait remarquer que l'assistance au *Lycée* valait mieux que les réunions insipides et les jeux ruineux. Cette entreprise permit aux célébrités d'atteindre un public : Bonnefoy, du Collège de chirurgie, connut un réel succès à son cours de physique expérimentale¹³⁹.

Ces cours publics, comme ceux de teinture, se multipliaient, inaugurant un enseignement professionnel. Le Tiers Etat demanda, au printemps 1789, qu'il « soit fondé à Lyon une chaire de chimie dont l'objet particulier soit de perfectionner l'art de la teinture » et sollicita « un enseignement spécial plus immédiatement propre à fournir à chacun des moyens d'exister »¹⁴⁰.



Les éléments constituant l'édifice scolaire à la fin de l'Ancien Régime étaient un peu disparates, mais relativement nombreux. Les notables lyonnais ne se bornèrent pas à esquisser des plans de réforme

¹³⁶ PICARD, Notice sur Jayet (*Bull. de Lyon*, 9 ventôse an XII, 29 fév. 1804, p. 184). — F. RICHARD, A. Grognerd (*R. D. L.*, 1851, II, p. 423-425).

¹³⁷ A. M. L., BB 330, 333, 334, 338, Ecole royale de Dessin (Inv. Chappe, XX, p. 390). — D. NONOTTE, *Sur les progrès des arts à Lyon et sur les écoles de dessin*, 1769 (A. A. L., ms 81).

¹³⁸ A. D. R., II 767.

¹³⁹ *Journal de Lyon*, 11 et 24 janv. 1787.

¹⁴⁰ P. METZGER et J. VAESSEN, Lyon en 1789, p. 29.

pédagogique : ils réalisèrent ce qu'il était urgent d'entreprendre pour leurs manufactures et leur négoce, pour le bien-être d'une agglomération considérable, pour l'intégration des nouvelles sciences dans le cycle d'études. La population scolaire pouvait atteindre neuf mille élèves : 7 000 fréquentaient les diverses écoles élémentaires, près de mille allaient aux deux collèges, quelques centaines recevaient dans les maisons d'éducation une formation proche de l'enseignement secondaire.

Les Lyonnais ne se désintéressèrent ni de l'enseignement populaire, ni de l'humanisme classique, ni de la préparation technique. Les uns acceptaient les études littéraires pour pénétrer dans la bourgeoisie à talents et considéraient la rhétorique latine comme le signe d'une culture aristocratique. D'autres, voulant rester dans la marchandise, méprisaient l'humanisme dévot et l'estimaient dépassé par l'encyclopédisme et surtout inadapté aux exigences de l'économie. De là est né cet enseignement technique qui a supplanté à Lyon la quête des grades universitaires. Dans ce domaine pédagogique, la Révolution lyonnaise a été une accélération plus qu'une innovation.

IV

Témoignages de culture

Le livre, le théâtre, les arts précisent la pensée des créateurs, mais destinés à un public cultivé, ils correspondent à ses désirs. L'écrivain, l'acteur, le peintre expriment les tendances de leur milieu mais, en même temps, ils agissent sur lui. Ainsi, le choix des moyens d'expression, le rythme des publications, le succès des réalisations artistiques attestent une diffusion de la vie intellectuelle. Engagée dans un destin complexe, traitée comme un bien collectif, comme un large thème sur lequel chacun peut travailler, la culture rencontre d'autres flots de vie spirituelle et se confond plus ou moins avec eux.

1. LIVRES ET BIBLIOTHEQUES

Selon l'expression de Bourgelat, inspecteur de la librairie à Lyon, le livre représentait « la source intarissable des lumières qui éclairent l'esprit humain » ¹. Cependant, l'imprimerie traversait une crise. Douze imprimeurs subsistaient et trente seulement de leurs presses travaillaient. Milanois puis Delaroche assumaient l'édition des actes municipaux. Plus actifs, les frères Bruyset, amis de Malesherbes, remplirent, quoique encyclopédistes, la charge d'« imprimeur du roi et du clergé » ². Le doyen Antoine Perisse diffusait des ouvrages pieux. Louis Cutty, Delamollière, Benoît Duplain publiaient les thèses médicales et chirurgicales. La corporation se rajeunissait avec de nouveaux venus comme le Riomois Amable Leroy et le Belleysan Jean-Baptiste Kindelem ³.

Presque tous vendaient leur propre production dans leur librairie. Elle comptait de moins en moins d'ouvrages destinés aux bibliophiles; la bourgeoisie d'affaires mesurait trop l'instabilité de ses ressources pour consacrer de fortes sommes à l'achat d'onéreuses éditions; peut-être aussi n'en appréciait-elle pas toujours la valeur. Des graveurs, comme Claude Séraucourt et Jean-Louis Daudet, réalisèrent selon le

¹ Lettre de M. Bourgelat... à M. de Sartine (24 déc. 1763) (B. N., Coll. Anisson-Duperron, XVIII, ms F. Fr., 22 128, f° 291-302).

² A. D. R., C 151, Mémoire de J.-M. Bruyset, requête de Delaroche, corresp. échangée avec Vergennes, 1784-1785.

³ A. M. L., Imprimeurs (Inv. Chappe, V, p. 195 et VI, p. 541, 545).

goût du public un style sans vigueur, aux vignettes ingénieuses et aux ornements mièvres. L'artisan lyonnais Foy, travaillant le bois par le « bout » et non dans le sens des fibres, créa la taille d'épargne, qui prévalut pendant l'ère romantique : elle permet d'isoler le trait et de cerner les minuscules réserves de tailles croisées.

Même les frères de Tournes renoncèrent à leur valeureuse tradition pour s'adonner à la spéculation : ils introduisaient à Lyon des ouvrages genevois et, de là, les réexportaient dans le monde méditerranéen. En 1789, ils cédèrent à leurs anciens commis Piestre et Delamollière leur librairie « admirable et prospère que complétait la plus belle imprimerie de Lyon ». Le philologue Chardon de la Rochette leur confia en 1792 l'édition d'une traduction d'Apollonios, estimant qu'ils étaient les mieux outillés en France pour une entreprise d'envergure ⁴.

« Le déclin de Louis XVI » atteignait aussi la librairie. Plusieurs membres de la communauté, comme Roch et Rigolet, renoncèrent à leur commerce; d'autres s'associèrent, comme Pierre Deville et Pierre Valfray ⁵. Presque tous revendaient les livres imprimés à Lyon et à Paris. La maison la plus renommée était, là encore, celle des Bruysel, riche en éditions étrangères. Le libraire le plus pittoresque demeurait l'Anversoix Los Rios; après avoir parcouru l'Europe, il se fixa à Lyon en 1766. Dans sa boutique très fréquentée, il rappelait quelque peu Casanova, mais par ailleurs il affectait les manières de Rousseau. Il se spécialisa dans les ventes publiques; il en organisa cent-cinquante dont il dressa les catalogues; parmi les plus célèbres, figurent celles de Perrache, du comte Camille d'Albon, du conseiller au Parlement de Dombes Mathon ⁶...

Tous ces libraires disposaient de la clientèle du Sud-Est, en particulier de celle des régions protestantes du Vivarais. Celle de Lyon achetait surtout des livres de dévotion et de belles-lettres, et l'on murmurait que « le goût des sciences y était beaucoup moins étendu que celui du commerce » ⁷. C'est une des preuves de la vitalité religieuse ou de la persistance de certaines habitudes en une époque réputée mécréante et libertine. C'est le résultat aussi de la forte empreinte scolaire favorable aux classiques ⁸.

Le commerce du livre lyonnais dépendait aussi du système des privilèges dont bénéficiaient les Parisiens. L'éditeur qui lançait une nouveauté jouissait d'un monopole temporaire. Les imprimeurs de la capitale, « étant à la source des grâces, obtenaient des prolongations abusives » ⁹. Les libraires lyonnais, alertant leurs confrères provinciaux, démontrèrent que ce privilège ne se fondait sur aucun droit naturel, qu'il rompait le contrat social qui considère la création litté-

⁴ M. AUDIN, Les Jean de Tournes, imprimeurs lyonn. (R.D.L., 1924, p. 5-43).

⁵ Notes biographiques : P. Deville (F. G., ms 140).

⁶ M. VARILLE, *La vie facétieuse de M. de Los Rios*, 1928.

⁷ B. N., Coll. Anisson, 22 129, f° 260.

⁸ F. de DAINVILLE, D'aujourd'hui à hier. La géographie du livre en France de 1764 à 1945 (*Le courrier graphique*, janv. 1951, p. 43-52, et mars 1951, p. 33-36).

⁹ Au roi et à nos seigneurs de son conseil : requête des libr. et impr. de Lyon contre les continuations et prolongations de privilèges, par FLUSIN, avocat (B. N. Coll. Anisson, 22 073, pièce 141, in-f°, 13 p.).

raire comme un bien commun¹⁰. D'ailleurs, ces exclusivités proviennent souvent d'exactions : Firmin Didot s'est emparé des œuvres d'André Tissot, imprimées à Lausanne. Un tel régime, en supprimant la concurrence, lèse l'écrivain car l'éditeur se considère le propriétaire de l'ouvrage, gêne la clientèle car l'approvisionnement ne répond pas aux besoins, détermine des faillites en province, aboutit à des contrefaçons, aux perquisitions, aux saisies¹¹. Ainsi, en 1773, deux libraires parisiens firent perquisitionner chez Barret, Regnault et Duplain : ils saisirent des volumes dont ils avaient le monopole. La communauté lyonnaise protesta¹². Elle dénonça ses difficultés au moment où, grâce au rayonnement français, Paris devenait « le jardin des délices de la librairie »¹³. Autrefois, les provinciaux échangeaient des ouvrages entre eux : la centralisation ruinait les relations interprovinciales.

La librairie lyonnaise subissait en outre une redoutable concurrence avignonnaise. La ville pontificale contrefaisait les livres français et ravissait tous les marchés, car elle ne payait ni taxe, ni droit d'auteur. Elle déjouait toute surveillance et Bourgelat avait réclamé un contrôle sévère des importations¹⁴. Les Lyonnais préféraient revendiquer la liberté commerciale et, pour diriger la résistance à la concentration, montraient aux corporations de Toulouse, Marseille, Nîmes..., la valeur de l'émulation concurrentielle et la nécessité d'échapper aux prétentions parisiennes¹⁵.

Il faut dire qu'ils vivaient aussi du trafic des livres prohibés imprimés à Genève, à Neuchâtel, en Hollande..., ou confectionnés clandestinement à Lyon. Pour éviter cette sortie de numéraire, pour favoriser l'encyclopédisme, Malesherbes accordait des autorisations orales de publier discrètement. Jacques Anisson-Dupéron, qui appartenait à une dynastie d'éditeurs lyonnais et qui dirigeait l'Imprimerie royale, Bourgelat, collaborateur de Diderot, manifestèrent une complaisance voisine de la complicité, à l'égard de ceux qui imprimaient et vendaient des libelles interdits¹⁶. Ainsi, Réguillat, destitué pour avoir diffusé des « livres contraires à la religion, à l'Etat et aux bonnes mœurs », put poursuivre ses entreprises sous le nom de sa mère et imprimer notamment le *Contrat social*. Ce qui lui valut l'emprisonnement à Pierre-Scize, l'exil, la faillite¹⁷. Rigolet diffusa les rogatons de Voltaire, l'*Encyclopédie* fut contrefaite à Lyon et Bruyset devint le principal

¹⁰ Mémoire à consulter pour les libr. et impr. de Lyon, Rouen, Toulouse, Marseille et Nîmes concernant les privilèges de libr. et continuation d'iceux, 15 oct. 1776, par GAUTHIER (Lyon, Belion, 1776, in-4°, iv-92 26 p.).

¹¹ Mémoire de la contestation qui est entre les libraires de Paris, ceux de Lyon au sujet des privilèges (B. N. Coll. Anisson, 22 071, pièce 177).

¹² J. DUGOUR, *La contrefaçon est-elle un délit ?* (s. l. n. d., in-4°, 8 p.).

¹³ P. RIEUSSEC, *Mémoire à consulter et consultation* (23 oct. 1777) pour le sieur Joseph Duplain, libr. à Lyon, relatifs aux privilèges des impr. et libr. à Paris (in-4°, 8 p., B. N., Coll. Anisson, 22 073, pièce 148).

¹⁴ Remarques sur les dommages que l'impr. d'Avignon cause à la librairie franç., et notamment sur le préjudice qu'elle porte aux villes de Paris et de Lyon, 1758 (B. N., F Fr., n° 22 124, fol. 173 à 208).

¹⁵ Délib. de la communauté des impr. et libr. de Lyon, 17 nov. 1773 (B. N., 22 073, 144).

¹⁶ E. COYECQUE, *Inv. de la coll. Anisson...* (Paris, Leroux, 2 vol., 1899, cvi-479 p., et 1900, 640 p.), p. v.

¹⁷ Arrêt du Conseil d'Etat... (Lyon, Valfray, 1767, in-4°, 3 p.).

imprimeur de la secte; traducteur de Cornélius Nepos, il écrivit plusieurs ouvrages et collabora au *Dictionnaire* de Chaudon et Delandine et au *Journal étranger* de l'abbé Arnaud. Tous bénéficiaient de la bienveillance de Bourgelat¹⁸.

Pour ces bourgeois éclairés, il s'agissait tout à la fois d'affirmer les droits séculaires de l'imprimerie lyonnaise, de réaliser un fructueux profit, de répandre les idéologies nouvelles. Lyon devint ainsi un centre actif de contrebande¹⁹. Grâce à Tabareau et à Vasselier qui dirigeaient la « poste aux lettres », les arrivages de Ferney, de Genève, d'Avignon parvenaient sans contrôle. De Lyon, des colporteurs les répandaient dans toutes les bourgades. Bourgelat estimait que « ces sortes de merciers » concurrençaient de façon déloyale les libraires « avoués et reçus », et débitaient en abondance de la prose libertine. Alors que l'inspecteur préconisait de renforcer le contrôle, Bruyset, le syndic de la librairie, jugeait ces colporteurs « absolument nécessaires »²⁰. En réalité, ils purent poursuivre leur trafic en dépit des ordonnances et des arrêts menaçants²¹.

L'importance que l'on attachait à ces problèmes de production et de diffusion prouve que le livre demeurerait un sérieux moyen de culture, d'information et de délassement. Certes les tirages paraissent faibles. La création de bibliothèques publiques permit de suppléer à cette insuffisance. Un livre placé dans l'une d'elles rayonne plus que le même ouvrage enfoui dans une collection privée. La Bibliothèque publique, disposée au collège de la Trinité dans un splendide vaisseau dessiné par le Père Martellange, comprenait, sous Louis XVI, 55 000 volumes. Les hôtes de marque la visitaient, admirant les incunables et les éditions rares. Sa composition montre la place qu'on accordait aux disciplines nouvelles²². Transférée au Petit Collège, la Bibliothèque dite des avocats servait surtout aux juristes²³. L'Hôtel de Ville recueillit en 1778 l'héritage d'un ancien conseiller du roi, Adamoli : il léguait plus de 5 000 ouvrages d'histoire naturelle, d'architecture, de poésie latine²⁴. Les sociétés savantes et les cercles de lecture offraient leurs collections à leurs membres. Claude Morlet, commis au Bureau des finances, et François Morlet, marchand papetier, fondèrent un cabinet littéraire aux Terreaux : il comprenait près de 1 200 ouvrages, les œuvres complètes de Voltaire, des romans sentimentaux de Mercier, un assez grand nombre de géographies²⁵...

¹⁸ L. MOULÉ, *Corresp. de Bourgelat, fondateur des écoles vétérinaires* (Corbeil, Crété, s. d., 61 p.).

¹⁹ Arrêt du Conseil d'Etat qui exempte de tous droits d'entrée dans le royaume les livres imprimés ou gravés soit en franç., soit en latin venant de l'étranger (Lyon, Valfray, 1775, in-4°, 3 p.).

²⁰ J.-M. BRUYSET, *Mémoire pour les libr. de Lyon* (B. N., F. Fr., 22 128, f° 271-272).

²¹ Jugement et ordonnance de police concernant les libr. et impr., les colporteurs et les afficheurs (26 juin 1779, Lyon, Delaroche, 12 p.). — Ordonnance de police concernant la vente des livres, 1786, in-4°, 4 p.

²² A. D. R., IL 1072, Renseignements transmis par le Bureau des Collèges.

²³ Catalogue des livres de la Biblio. du Collège N.-Dame (F. C., ms 1080, fin du XVIII^e s., in-f°, 159 p.).

²⁴ Catalogue des livres de M. P. Adamoli..., (F. C., ms, 1740-1760, in-4°, 15 cahiers).

²⁵ M. de VOLEINE, *Petite chronique* (R. D. L., 1859, XIX, p. 459-461).

Plusieurs libraires ouvrirent un salon de lecture à leur clientèle. Celui de Claude Ciseron contenait une abondante collection de livres légers comme ceux de Brantôme, une forte proportion d'ouvrages consacrés aux thèmes orientaux et chinois, des œuvres du genre sentimental comme celles de Gessner, des livres récents comme ceux de Beccaria. Pierre Cellier, rassemblait, parmi ses 2 400 volumes, toutes les nouveautés les plus hardies dans le domaine philosophique et du point de vue des mœurs, c'est-à-dire les écrits de Locke, Voltaire, l'abbé Prévost, des histoires orientales, souvent satiriques, des géographies²⁶.

Le clergé disposait de bibliothèques et d'archives bien classées. L'abbé Gouvillier, savant paléographe, inventoria celles du chapitre de Saint-Jean, peu considérables, et celles du chapitre d'Ainay qui paraissaient appartenir à un homme du monde plutôt qu'à un corps religieux²⁷. Au couvent des Capucins, Joseph Fulchiron, officier municipal, confisqua en 1790 six mille volumes; aux Grands Augustins, l'antiquaire, le Père Janin, avait répertorié une belle collection; les Capucins du Petit Forez possédaient 5 000 livres²⁸...

Ces catalogues attestent la variété des fonds et le désir du clergé de ne pas demeurer étranger aux spéculations du siècle. L'*Encyclopédie*, les traités de Buffon, les dictionnaires de Bayle et de Moreri apparaissent souvent²⁹. La gamme des lectures s'affirme aussi étendue au sein des communautés féminines. Le clergé séculier constituait aussi un vivant milieu de culture, et ses bibliothèques sont très éclectiques³⁰. Une des plus belles collections de la ville appartenait à un charmarier de l'église Saint-Paul, l'abbé Perrichon³¹. Ces bibliothèques ecclésiastiques présentent de nombreux traités de théologie, d'histoire religieuse, de morale chrétienne; mais les œuvres de Voltaire, de Raynal, de Rousseau ne sont point écartées et pas davantage les écrivains préromantiques et les récits frivoles. La curiosité scientifique incitait à se procurer des œuvres médicales, des manuels de sciences naturelles, mais aussi des ouvrages d'astrologie et d'alchimie. L'histoire occupe une place de choix, et l'empreinte humaniste explique l'abondance des classiques. Les achats décèlent les tendances du possesseur : un prêtre se passionnait pour Shakespeare, un autre pour l'histoire, Rozier pour la botanique et les récits de voyage³²...

La société lyonnaise s'enorgueillissait de bibliothèques privées remarquables, provenant d'anciens fonds familiaux : Laurent de la Valette détenait la plus riche. Les almanachs citaient celles du président Fleurieu de la Tourette, du comte d'Albon, de François Morel, seigneur d'Epeisses-en-Beaujolais³³. Les titres de philosophie, d'économie et de

²⁶ Extrait du Catalogue des livres qui se trouvent chez Ciseron, Guy et Brenot, libraires, s. d. — Cabinet de lecture de P. Cellier, 1771. .

²⁷ Abbé GOUVILLIER, *Inv. des Arch. d'Ainay*, 1779, 4 vol.

²⁸ A. N. F 17A 1036, dossier I, n° 76, Etat des biblio. de Lyon visitées en 1770 par L.-A. MERCIER.

²⁹ A. D. R., I L 1073, Inv., de la biblio. de la Manécanterie, 7 nov. 1793.

³⁰ A. D. R., I Q 947, Inv. des livres des dames de Ste-Elisabeth, 4 juil. 1795.

³¹ Notice sur les livres rares... qui font partie d'une biblio. de province appartenant à M. L. P. (Lyon Delamolière, 1791, in-8°).

³² Catalogue de la biblio. de feu M. l'abbé Fluchon, ci-devant vicaire de St-Georges (Lyon, Los-Rios, 1785, in-8°).

³³ A. BERNARD, *Notice hist. sur la biblio. de la Valette* (Lyon, Vingtrinier., 1854, 56 p.). — J. BAUDRIER, *Les Claret de la Tourette et de Fleurieu, biblio-*

politique, (Montesquieu, Mably, Bayle...) forment toujours une rubrique assez nourrie; les histoires, les dictionnaires, les descriptions des peuples orientaux abondent aussi³⁴. Le cabinet de Montribloud contenait très peu de livres de théologie, de droit et de belles-lettres, mais, par contre, une quantité d'ouvrages de sciences et d'occultisme. Celui du marquis de Sachetti, d'origine italienne, comptait des œuvres italiennes et espagnoles (Le Tasse, Boccace, Cervantès), mais surtout des productions du XVIII^e siècle (Buffon, Richardson, Helvetius...) ³⁵.

Les bibliothèques de la bourgeoisie accordent moins d'honneur à la bibliophilie et à la culture désintéressée. Les membres des professions libérales s'assuraient avant tout des instruments de travail. Celle d'un avocat au Bureau des finances s'élevait cependant à 1 600 volumes avec une collection assez précieuse de livres latins, de nombreuses histoires et les écrits du siècle³⁶. Celle d'un procureur ne groupait guère, en dehors de l'*Encyclopédie* et du théâtre de Corneille, que des dictionnaires de droit, traités de successions, collections de jurisprudence... Le catalogue de vente dressé par Los Rios, en 1792, de la bibliothèque de Nicolas Gémeau, ancien avocat au Parlement de Dombes, révèle un choix varié en littérature, en histoire, en ouvrages d'art, en contes orientaux de Thomas Gueulette. Le barreau de Villefranche passait pour fort instruit : Jacques Chastellain d'Essertines de Belleroche, dernier procureur général en Beaujolais, possédait une bibliothèque fournie et bien classée. Philibert Dupuy des Claines, petit gentilhomme forézien, avait une abondante réserve où l'histoire, parfois très galante, tenait une large place aux côtés de la mythologie³⁷... Celle du bâtonnier Goy se distinguait principalement par ses traités de droit, de jurisprudence et de science politique (Machiavel, Hobbes, Grotius...); si elle rassemblait un nombre respectable d'histoires, de mémoires et de géographies, elle demeurait pauvre en œuvres contemporaines³⁸. Parmi ces collections judicieusement conçues se placent celles des frères Valesque, tous deux officiers des finances³⁹. Parmi les médecins, Rast de Maupas manifesta une véritable passion pour les livres et le chirurgien Charles Martin réunit une bibliothèque assez importante⁴⁰. Quant à l'imprimeur Claude Fauchaux, il se procurait surtout les ouvrages antiphilosophiques⁴¹.

La bourgeoisie d'affaires montre des goûts divers. Le marchand drapier Tournachon, plusieurs négociants furent des bibliophiles; un

philes (Lyon, 1909, Rey, in-4°, 32 p.). — Los Rios, Catalogue de la biblio. de feu M. le comte d'Albon (Lyon, 1790, in-8°, 34 p.).

³⁴ Catalogue des livres composant la biblio. de M. Morillon... (Lyon, Grabit, 1777, in-8°, 110 p.).

³⁵ Catalogue des livres... qui composent le cabinet de M. de Montribloud (Lyon, Jacquenod, 1782, in-8°).

³⁶ Catalogue des livres de feu Michon... (Lyon, Jacquenod, 1772, in-8°).

³⁷ Catalogue des livres de feu J. Philibert Peysson de Bacot, procureur général de la Cour des Monnaies (Lyon, Jacquenod, 1779, in-8°).

³⁸ Catalogue des livres de la biblio. de feu M. Goy, anc. bâtonnier de l'ordre des avocats (Lyon, 1785, in-8°).

³⁹ A. D. R., I Q 947, 1, 6, 17 fructidor an II, 26 messidor an III, 15 ventôse an III (18, 23 août, 3 sept. 1794, 14 juil. 1795, 5 mars 1795).

⁴⁰ Catalogue des livres de la biblio. de feu M. Rast de Maupas (Lyon, Kindelem, 1821, in-8°).

⁴¹ A. D. R., I Q 947, 11 sept. 1794.

chapelier goûtait la philosophie et la botanique. C'étaient des cas exceptionnels. François Brun, un réformé en relations d'affaires avec les Suisses et les Languedociens, amassait les libelles, les feuilles anticléricales, les nouvelles galantes⁴². Si le soyeux Imbert-Colomès disposait de 10 000 volumes, Dominique de Champvieux légua, parmi un bel héritage, une médiocre bibliothèque, et les lectures d'un horloger suisse installé à Lyon paraissent bien modestes⁴³. La bibliothèque de l'agent de change Claude Antoine Regnault, inventoriée en 1783 par Ciseron, comprend 420 volumes. Ce n'est la bibliothèque ni d'un amateur, ni d'un savant; sans raretés et sans spécialités, elle est faite pour les loisirs d'un homme fortuné. Elle était surtout constituée par les contemporains : Voltaire, Rousseau, Marmontel, Buffon, l'*Encyclopédie*, de nombreux livres d'histoire et de mémoires, des ouvrages de Richardson⁴⁴.

Les goûts dominants semblent s'accorder d'abord sur l'histoire. Non pas l'érudition, mais les hypothèses ambitieuses, les vastes fresques, les biographies et les mémoires. Les encyclopédistes sont largement représentés, ainsi que les romans sentimentaux et la littérature étrangère. Le droit tient enfin une place substantielle⁴⁵. Il ne s'agissait plus d'une culture équilibrée, résultant d'un choix, comme les Jésuites l'avaient préconisé. Le siècle des lumières, optimiste, se montre, comme la Renaissance, « gourmand de livres »⁴⁶. Il ne parvint pas à conjurer par ses achats la crise qui étreignait les métiers du livre, mais il s'efforça d'élargir le cercle des lecteurs et de fournir une gamme étendue de lectures à ceux qui lisaient déjà. Le public s'éloigna des ouvrages solides, conçus pour le loisir, la cure spirituelle et l'évasion hors des réalités quotidiennes. A la veille de la Révolution, le livre circule de main en main, se mêle à la bataille, se résout en formules lapidaires⁴⁷.

2. L'EXPRESSION LITTÉRAIRE

Par sa qualité, un langage révèle l'équilibre d'un milieu social. Il n'a pas seulement des fins pratiques et il n'est pas mis par la nature au service d'une vérité personnelle et intérieure qu'on s'appliquerait à formuler. Il est une institution fondamentale, comparable à la religion ou au droit qui définit une civilisation. La tenue des périodiques, les dominantes de la production littéraire, la structure de la langue reflètent ainsi la culture.

⁴² Catalogue de livres... de M. Souchay (Paris, Debure, 1778). — A. D. R., I Q 898, Inv. de fructidor an II (août-sept. 1794).

⁴³ A. M. L., I², Police, séquestre des biens Imbert, 11 nov. 1793. — P. METZGER, Un héritage noble à Lyon : la succession Mayeuvre de Champvieux (*R. H. L.*, 1913, p. 72-73). — E. MOUTARDE, Journal de B. Cuendet (*R. H. L.*, 1914, p. 107).

⁴⁴ J.-B. VANEL, La biblio. d'un agent de change lyonn. au XVIII^e s. (*Bull. Hist. diocèse Lyon*, Vitte, 1904, p. 141-144).

⁴⁵ J. ROUSSET, Ex-libris médicaux lyonn., 1935-1941.

⁴⁶ Fr. de DAINVILLE, *La naissance de l'humanisme moderne*, 1940, p. 91.

⁴⁷ L. TRÉNARD, *Commerce et culture. Le livre à Lyon au XVIII^e s.* 1953.

En ses débuts, la presse se rattacha surtout à la vie intellectuelle et à l'information locale. Les discussions politiques ne pouvaient figurer dans les colonnes : en 1781, Flesselles donna des consignes pour « qu'il ne soit fait, ni distribué à Lyon aucun imprimé sur ce qui concerne l'ordre public et l'administration de la ville », et Vergennes l'en félicita⁴⁸. La presse subissait à la fois le joug de la censure gouvernementale, l'indifférence du public, même cultivé, la concurrence, qui équivalait à un monopole officieux, de la *Gazette de France* pour les nouvelles, du *Mercure de France* pour les chroniques littéraires et mondaines, du *Journal des Savants* pour les exposés scientifiques. A la veille de la Révolution, se risquèrent plusieurs feuilles lyonnaises. C'était la période héroïque et les tentatives furent éphémères. Le *Portefeuille lyonnais ou Bigarrures provinciales, trouvées par un C., ni cuirassé, ni mitré mais botté*, qui publiait des histoires lestes et des plaisanteries dirigées contre le clergé, parut deux fois en 1779 et en 1780. Le *Glaneur*, à tendance littéraire, fut plus durable⁴⁹. Les périodiques, qui subsistèrent plus longtemps, s'apparentent à nos revues. Le type en est fourni par les *Mémoires pour l'histoire des Sciences et des Beaux-Arts*, appelés *Journal de Trévoux*. Il s'agissait d'un recueil de commentaires érudits sur les ouvrages récents destiné à des lecteurs instruits. Il réunissait une documentation considérable sur tous les sujets à la mode, caractéristiques d'une époque curieuse et cultivée : littérature, sciences, exégèse... Au besoin, il polémiquait à coups d'articles vifs, d'épigrammes rimées, de notules chargées d'arguments⁵⁰.

Les journaux s'adressaient à une clientèle réduite, réservant un temps suffisant à leur lecture. De 1766 à 1787, Perisse annonça les livres nouveaux dans le *Courier littéraire*, véritable catalogue mensuel de librairie, présentant, à la mode anglaise, une faute d'orthographe dans le titre. Le grammairien provençal Domergue, fixé à Lyon, dirigea de 1773 à 1791, *La Feuille littéraire de Lyon*, puis le *Journal de la langue française soit exacte, soit ornée*. Il paraissait chaque quinzaine sous forme d'un cahier de trente-six pages, commentant les nouveautés, les difficultés grammaticales et publiant des articles de critique fine et spirituelle... Deux feuilles plus importantes stimulèrent le mouvement littéraire : les *Affiches de Lyon* et le *Journal de Lyon*. Les *Affiches et avis divers* paraissaient depuis 1748, en in-4°, aux Halles de la Grenette, par les soins d'Aimé Delaroche, un académicien lyonnais. Leur rubrique bibliographique contribua à la diffusion de l'*Encyclopédie*, des œuvres de Voltaire, de Rousseau... Elle fit connaître les romans de Pope et de Richardson, le grand succès du siècle, favorisant ainsi à la fois le philosophisme et le préromantisme. Les *Affiches* se chargeaient de faire le service des revues de Paris; elles procuraient les ouvrages en anglais les plus en vogue de Johnson, Thomson, Swift... Grâce à elles, les milieux lyonnais baignaient dans le climat intellectuel occidental⁵¹.

⁴⁸ A. D. R., C 148, Lettre de Vergennes à Flesselles, 24 nov. 1781.

⁴⁹ *Le Portefeuille lyonnais*... (Minorque, 1779 et 1780). — *Le Glaneur*, feuille de quinzaine dans laquelle on rassemble ce qui se trouve épars dans les journaux (Lyon, Delaroche, 1772-1773, 2 vol., in-8°).

⁵⁰ G. DUMAS, *His. du Journal de Trévoux*... (Paris, Boivin, 1936, in-8°, 210 p.).

⁵¹ *Petites Affiches de Lyon* (Lyon, Delaroche, 1760-1811, in-4°).

Le *Journal de Lyon*, ou *annonces et variétés littéraires concernant la ville de Lyon et les provinces voisines*, imprimé sur les mêmes presses, relaya les *Affiches* de 1784 à 1791. Ces cahiers bi-mensuels, de 16 pages in-12, étaient rédigés par Mathon de La Cour. Ce fils de mathématicien appartient au groupe des demi-célébrités qui confèrent à la société lyonnaise, sous Louis XVI, son relief particulier. Peut-être est-il resté une personnalité de second plan parce qu'il voulut embrasser, en une époque de fermentation générale, presque toutes les connaissances humaines. Dès l'âge de vingt-cinq ans, il commença ses publications sur les sujets les plus divers : il composa une idylle en prose, prononça les éloges de Nicolas Coustou, Poivre, Franklin, travailla aux *Académies de Lyon et de Villefranche*, à la *Société d'Agriculture*, à la *Société Philanthropique*... En bon Lyonnais, il savait qu'une culture reste inutile si elle n'agit pas : il participa aux entreprises humanitaires pendant le rigoureux hiver 1784 et la crise de 1787. Il présida le *Lycée*, qui fut une société de conférences, collabora au *Journal de Musique*, édita chaque mois le *Journal des Dames* et chaque année un *Almanach des Muses*, « que de mauvais plaisants appelaient l'*Almanach des Buses* »⁵².

Plus qu'ils n'ont contribué à le créer, tous ces journaux témoignent de l'esprit du temps. Recueillant les idées courantes, ils sont des témoins plus que des artisans. Le *Journal de Lyon* invita en 1784, en un avertissement adroitement conçu, la deuxième ville du royaume à prendre la tête de l'activité provinciale. Il recruta des collaborateurs distingués, comme l'avocat Lemontey, qui écrivit plusieurs notices biographiques sur Colbert, Morellet, Adrienne Lecouvreur... Grâce à cette équipe, le *Journal* prit une physionomie propre alors que toutes les feuilles provinciales se ressemblaient. Il inséra peu de notes brèves et se consacra aux lettres, aux sciences et à la morale⁵³.

La première page présente généralement une poésie qui joue le rôle d'éditorial. Le feuillet suivant rapporte des faits divers : le dévouement d'un berger, un vol sensationnel, les expériences d'un curé qui prouvent que « le vin gelé gagne de la couleur et de la qualité »... Certains numéros fourmillent d'anecdotes historiques, de charades ou de variétés scientifiques. La chronique judiciaire forme une rubrique chargée mentionnant les plaidoiries, les sentences de la Sénéchaussée, du Présidial, de la Conservation. Le *Journal* relatait les événements locaux, communiquant par exemple des détails sur la visite d'Henri de Frusse et sur les louanges que lui décerna la comtesse de Beauharnais. Mathon analysait les ouvrages de littérature larmoyante, comme *Les délassements de l'homme sensible*, de Baculard d'Arnaud qui pouvaient ébranler la confiance, déjà mal assurée, des milieux lyonnais en l'encyclopédisme⁵⁴.

Pénétrés de l'esprit des gazettes hollandaises, les périodiques littéraires effleuraient volontiers le domaine politique. Mathon glissa parfois des remarques touchant les questions d'actualité qu'il développait dans d'autres opuscules. Il accordait depuis longtemps une place majeure

⁵² A***, Notice sur M. de la Cour (A. H. S. R., 1827, VI, p. 295-312). — *Almanach des Muses* (Paris, Delalain, 1785, in-8°, 333 p.).

⁵³ *Journal de Lyon*, 1^{er}, 8, 21, 24 janv. 1784.

⁵⁴ *Ib.*, 17 mars 1784, p. 95; 28 avril, p. 130-136; 12 mai, p. 153; 18 août, p. 270; 1^{er} janv. 1786...

aux récits de voyages; après la guerre d'Indépendance américaine, il transcrivit les lettres d'un Lyonnais établi en Virginie. Il publia des extraits signés de l'abbé Raynal et célébra l'œuvre de Rousseau. Il ne dissimulait pas ses tendances libérales : en 1784, il rédigea une copieuse notice sur l'abbé de Mably, dont le frère résidait à Lyon; en 1785, il risqua un article bienveillant sur Etienne Dolet, humaniste lyonnais; en 1787, une longue étude sur la Réforme à Lyon, très favorable aux protestants. Quand les idées ont cause gagnée auprès du public, la censure n'essaie même plus d'en empêcher la diffusion.

La presse parisienne ne tenait pas à voir durer une telle concurrence locale et Charles Palissot, qui dirigeait la vente des gazettes étrangères, attaqua Mathon, qui était par surcroît beau-frère de Lemierre, un de ses adversaires⁵⁵. De son côté, le Consulat voulut résilier en 1775 son abonnement à la *Gazette de France*; Choiseul en avait confié la rédaction à Jean-Baptiste Suard et à l'abbé Arnaud; ils furent disgraciés en même temps que le ministre et mal remplacés. Mécontent de ce changement, le Consulat jugeait trop onéreux un abonnement qui, de sept cent cinquante-six livres en 1773, passa à neuf cent quarante en 1786⁵⁶.

Aucun novateur ne prenait cette littérature au sérieux. « Tous ces papiers sont la pâture des ignorants », écrit Diderot dans l'*Encyclopédie*; par eux « les erreurs et les vérités raisonnées gagnent de proche en proche jusqu'aux derniers confins de la cité, où elles s'établissent comme des articles de foi »⁵⁷. Brissot avoue ses hésitations avant d'embrasser cette carrière peu estimée. Cette indifférence à l'égard de la presse était alors un signe de culture. Les philosophes dédaignèrent cette arme nouvelle. Cependant, la génération encyclopédiste affirma maintes fois sa confiance dans les progrès de la raison et dans la diffusion des lumières. Entretenant des vues optimistes sur le développement de la culture et sur l'intérêt d'une saine vulgarisation, elle refusa le truchement du périodique pour accomplir cette besogne. Le public de son côté ne s'intéressait guère à ces hebdomadaires. Quand Malesherbes, consulté par le roi, à la veille de la Révolution, rédigea un mémoire sur la réforme nécessaire de la censure, il insista sur la passion pour les livres nouveaux, mais non pour les journaux.

Bergasse se préoccupa de la liberté de la presse à propos de l'affaire Kornmann. Il réclame, en termes énergiques, le droit d'obéir à sa conscience plutôt qu'à des règlements arbitraires. Il distingue deux sortes de lois : celles qui sont toujours obligatoires parce qu'elles expriment le droit naturel, celles qui n'obligent que dans les circonstances où elles ne contredisent pas ce droit. Pour défendre son client, l'avocat s'est trouvé dans le cas où la législation s'opposait à la publication. « Pour ne pas devenir coupable » devant sa conscience, Bergasse n'a pas observé la loi. « L'homme étant un être moral, dont la nature est de se perfectionner sans cesse, l'homme étant un être sujet à l'erreur, dont le devoir est de chercher sans cesse la vérité, l'homme étant un être social qui, conséquemment, n'a pas reçu pour lui seul, mais pour ses semblables, le don de la pensée, il me semble que vous offensez

⁵⁵ C. PALISSOT, *Mémoires pour servir à l'hist. de notre litt.* (Paris, Moutard, 1775, II, p. 159-160).

⁵⁶ A. D. R., BB 343, f° 181.

⁵⁷ D. DIDEROT, *Paradoxe sur le Comédien*. *Œuvres* (éd. Assézat, VIII, 383).

tous les principes constitutifs de son être chaque fois que vous gênez le développement de son intelligence. » Si Bergasse ne tolère pas la licence, il ne veut pas que, sous prétexte de l'empêcher, on paralyse la réflexion. « Il faut que chacun soit libre de produire sa pensée puisque il tient ce droit de Dieu même, sauf à répondre personnellement du mal qu'il peut faire⁵⁸. »

La noblesse lyonnaise adopta son point de vue. Elle sollicita une liberté indéfinie de la presse « sur toutes les matières qui auront rapport à l'administration, à la politique, aux sciences et aux arts, sauf aux Etats Généraux, à statuer sur les précautions à prendre pour que la religion, les mœurs et les personnes soient respectées dans les écrits imprimés ». Par contre, le clergé, après avoir conseillé la liberté politique et individuelle, se défie de celle de la presse. Si on l'accorde, « ce que l'ordre du clergé ne saurait désirer », il ne faut pas « qu'elle puisse nuire à la religion, aux mœurs et à la réputation des personnes »⁵⁹. Dans les *Cahiers* du Beaujolais, un seul article concerne la presse : le Tiers Etat de Saint-Lager demande que sa liberté soit assurée. L'Assemblée de la sénéchaussée, tenue à Villefranche en mars 1789, vit dans la liberté de la presse « la seule manière d'éclairer le gouvernement, de contenir les ministres, d'établir un frein à la violation des lois et de mettre tous les citoyens, de quelques rangs qu'ils soient, sous la férule de la censure publique. Liberté, néanmoins, à la charge par les imprimeurs et auteurs de répondre des ouvrages »⁶⁰. Cette doléance vise le livre aussi bien que le journal. C'est la liberté d'imprimer que l'on revendique à la fin de l'Ancien Régime. Plusieurs cahiers de l'Auvergne formulent le même désir. Les brochures répandues par la maison du duc d'Orléans, riche propriétaire en Auvergne et en Beaujolais, ont-elles contribué à suggérer cette proposition⁶¹ ?

Ainsi, dans « l'outillage prérévolutionnaire », la presse n'occupe pas une grande place. Ceux qui s'intéressèrent à ce mode de diffusion de la pensée furent soit des imprimeurs-libraires, comme Périsset ou Delarochette, soit des réformateurs comme Mathon de la Cour. Lyon ne connut pas de folliculaire de la trempe de Linguet, de Panckoucke ou de Mallet du Pan. Sans renoncer à la brochure, les journalistes lyonnais utilisèrent les périodiques comme moyen d'information littéraire et doctrinale. Ils redoutaient de voir le rythme de production altérer la qualité et contraindre les auteurs à l'annonce brève, au commentaire schématique, au contenu hétéroclite. Le journal ne se spécialisa point, il resta l'auxiliaire des belles-lettres, et c'est en tant que tel qu'il aborda les problèmes philosophiques, politiques, historiques de l'époque.

Si l'on s'affirme, en cette fin du XVIII^e siècle, très amateur de littérature, la curiosité est devenue trop vaste pour laisser le temps de savourer des œuvres gratuites, sources de purs délassements. L'accès à la culture de nouvelles couches sociales provoque un abâtardissement du goût. La production littéraire connaît une décadence croissante, si l'on se réfère aux critères esthétiques.

⁵⁸ Mémoire par le sieur Bergasse, dans la cause du sieur Kornmann, contre le sieur de Beaumarchais et le prince de Nassau, 1788.

⁵⁹ A. N., B III 76, p. 61, 164.

⁶⁰ J. FAYARD, *Les cahiers des paysans beaujolais...* (R. H. L., 1904, p. 99).

⁶¹ F. MÈGE, *Les cahiers des paroisses d'Auvergne* (Clermont, Bellet, 1899, in-8°, p. 179).

Le genre le plus en honneur demeure celui de la « poésie végétative ». Le « bon Vasselier » en fournit des exemples caractéristiques. Il représente l'esprit de son siècle par son insouciance, son goût de la gauloiserie, sa philosophie narquoise, sa gourmandise éclairée. Obligeant, simple et gai, il comptait beaucoup d'amis avec qui il échangeait sans arrêt des pièces rimées : c'était Claude Dorat, persifleur et manière, Laurencin, bon épicurien, Lasserre et Mongez, professeurs de rhétorique... Elu à l'Académie de Lyon en 1782, contre l'archéologue Geoffroy, il fut très assidu aux séances; il y présenta *Le Mage consulté*, « conte moral respirant l'amour de l'Humanité », *Vers sur la paix*, en 1783, *Réflexions sur les ennuis de la vie...* Pendant seize ans il fut, avec Bollioud, le chevalier de Bory, l'abbé de Castillon, un des chantres attitrés de l'Académie ⁶².

Laid, discrètement bossu, il était spirituel, malicieux mais sensible. Il ignora l'ambition et n'attachait aucune importance à ses vers qu'il distribuait à ses familiers sans en garder toujours une copie. Certains furent reproduits anonymement dans les journaux, confondus parfois avec les épîtres de Voltaire. Ses épithalames, ses contes érotiques, ses chansons bachiques, qui le firent passer pour « l'ami du Dieu de la vengeance », furent rassemblés après sa mort, par ses intimes, sous le Consulat ⁶³.

S'inspirant de la même source, Grimod de la Reynière publia de multiples pièces frivoles : *Vérité à Mlle T... pour le jour de sa fête*, *Félicitation à Mme DLR sur son retour des eaux de Luxeuil*, *Réponse à M. le chevalier Aude*, dans laquelle il loue Boisgelin, l'archevêque d'Aix, un mécène... Ces poésies s'apparentent aux *Odes* d'Ecouchard Lebrun et aux *Fastes* de Lemierre ⁶⁴. Le commandant de Pierre-Scize, Bory, composait aussi des élégies et traduisit Horace; chaque livraison du *Journal de Lyon* comprenait des strophes galantes ou larmoyantes : *L'amour maternel*, romance de Marsollier des Vivetières, *L'aveugle par amour*, de la comtesse de Beauharnais, *Vers à Mlle Eugénie de R... en lui envoyant pour étrenne un moulin de bonbons*, de Philipon de la Madelaine ⁶⁵...

Dans la même feuille, Béranger chantait sur un ton bucolique, la nature et la paix des ermitages, en imitant le roman pastoral de Florian; le secrétaire des commandements du prince de Condé, Philippe Grouvelle, montrait combien Chantilly était préférable à Lutèce, « pays impur de boue et de catins ». Le *Journal* cita, plusieurs années après la mort de l'auteur, une *Ode sur les grandeurs humaines* que le poète grenoblois Gentil-Bernard adressa au prévôt lyonnais Camille Perriçon. Quant à Mayet, s'il se consacra surtout à ce genre léger, il fit connaître par ce même périodique la poésie de Christian de Kleist ⁶⁶. En 1786, Béranger décrivit, avec des accents sensibles et des fleurs de

⁶² E. VIAL, Jean-Joseph Vasselier, 1735-1798 (*R. D. L.*, 1924, p. 353-371).

⁶³ J. VASSELIER, *Poésies* (Paris, Louis, 1800, in-8°, XII-276 p.). — J. VASSELIER, *Contes* (Londres, 1800, in-12, 185 p.).

⁶⁴ G. de LA REYNIÈRE, *Peu de chose*, 1788, p. 27, 36, 58-60.

⁶⁵ *Journal de Lyon*, 18 fév. 1784, p. 49; 31 mars, p. 97, 103; 15 avril, p. 113-114.

⁶⁶ *Journal de Lyon*, 12 et 26 janv. 1785, 18 fév. 1789. — E. MAYET, *Épître à M. de Voltaire* (Genève, 1776, in-8°, 32 p.). — E. MAYET, *Pièces fugitives en vers* (Berlin, 1783, in-8°, 132 p.).

rhétorique dans la manière de Laharpe et de Marmontel, le charme de sa province natale ⁶⁷.

Ce succès des formes post-classiques explique l'accueil que la société lyonnaise réserva au poète Antoine Thomas. Adversaire de Voltaire, il s'était spécialisé dans l'éloge des grands hommes, comme Descartes, et avait publié en 1773 un *Essai sur les éloges*, sorte d'histoire de l'éloquence, traitée en style pompeux. Il avait aussi composé des épîtres, des odes, un opéra, *Amphion*, un *Essai sur le caractère, les mœurs et l'esprit des femmes*. Toutefois, ce laborieux serviteur des modes académiques, cet érudit consciencieux forme la transition entre Fontenelle et Bernardin de Saint-Pierre; il n'a pas perdu le goût de la vie intérieure, il cherche dans les profondeurs de l'âme les voies de l'enthousiasme, il connaît des vagues de mélancolie qui élève au-dessus des contingences attristantes. C'est à la fois « l'honnête homme » et « l'homme sensible » ⁶⁸.

Lié à la minorité éclairée de la ville, il occupa sans relâche l'attention des cercles littéraires. En 1785, il reçut en convalescence à Oullins Jean-François Ducis, le poète qui adapta à la scène française plusieurs drames shakespeariens. Thomas célébra, dans une épître, les doux épanchements de l'amitié; à l'Académie, en une séance retentissante, il lut un chant de son poème sur *Pierre le Grand*; à son tour, Ducis déclama des vers monotones, comparant Montazet à Fénelon. Si Mme Roland railla cette sensiblerie, Béranger salua « un si doux sentiment » : « Comment échapper à l'impression des mouvements de la Nature ?... Les larmes coulèrent de tous les yeux ⁶⁹... »

La bourgeoisie aimait ces pompes : elle fut heureuse de recevoir des académiciens, comme Domergue, et elle se réjouit quand Morellet entra sous la coupole; c'était la première fois que la ville connaissait cet honneur ⁷⁰. Le même sentiment présidait à la fête de Saint-Thomas; la cérémonie, purement civile, se rattachait au particularisme municipal. D'autres villes, comme Dijon, Marseille, Villefranche, organisaient une séance d'apparat lors du renouvellement des magistrats. Aucune ne revêtait l'ampleur de celle de Lyon. La partie essentielle résidait dans l'oraison confiée à un docteur en droit, en médecine ou en théologie, parfois à un jeune licencié jouissant d'une notoriété suffisante. Le discours, qui accompagnait la proclamation des élus, était contrôlé par le procureur général, le gouverneur et le prévôt des marchands. Ni les uns, ni les autres ne semblent avoir usé de leur droit de veto en ce qui concerne le sujet traité; les exigences se maintenaient seulement pour les apostrophes initiales et les adresses terminales; une omission pouvait déclencher un incident ⁷¹ !

Annoncée par le tocsin, précédée d'une procession, la réunion se déroulait à l'Hôtel de Ville. « Heureux de parler dans une enceinte peuplée de citoyens industriels et riches, où le commerce n'exclut point l'étude, où on s'instruit en même temps qu'on fabrique, où on trouve tant d'urbanité et tant de ressources, l'orateur voit un champ vaste

⁶⁷ L. BÉRANGER, *Les soirées provençales*, 1786, 3 vol.

⁶⁸ E. MICARD, *Un écrivain académique*, 1924, p. 13, 25, 246-254.

⁶⁹ SAINTE-BEUVE, *Critiques et portraits*, III, p. 408. — L. BÉRANGER, *C. R. des travaux de l'Acad.*, 1809, p. 55.

⁷⁰ E. LEROUX, *Cahiers d'E. Benoît*, mai 1785 (*R. D. L.*, 1932, p. 80).

⁷¹ G. TRICOU, *Le jour et feste St-Thomas*, 1926, p. 13-17.

s'ouvrir devant lui, écrit Béranger. Il parle dans une ville qui a bien droit à la primatie sur les capitales de nos provinces ⁷². »

L'orateur s'efforçait d'exposer un problème d'actualité en des formes traditionnelles; ainsi, l'avocat au Parlement Dutillieu développa en 1778 une « apologie du siècle présent » ⁷³. Barou du Soleil en souligne les difficultés : « Un mélange monstrueux de passages grecs et latins, pris indifféremment dans les poètes, les historiens, les Pères de l'Eglise détournait sans cesse l'attention de l'auditeur; et l'avocat se montrait bien plus jaloux d'étaler son érudition que de défendre les intérêts de sa cause. » Cet « usage précieux et honorable donnait le droit d'entretenir ses concitoyens de leurs plus grands intérêts, ceux de la chose publique; ... malheureusement, et par suite des changements survenus dans nos mœurs et dans notre régime politique », il avait dégénéré en un vain spectacle ⁷⁴. Domergue accorde quelques mérites à l'avocat Clavier, mais déplore que l'on confie cette charge à des adolescents, « qui bégayaient ordinairement des discours sans génie ». Mathon se montre plus sévère encore et un témoin modeste déclare que « cette cérémonie passait presque inaperçue ⁷⁵ ».

Le public se lassait d'entendre débiter des lieux communs, des abstractions qu'il ne comprenait pas, des citations plus ou moins adaptées au sujet, des louanges d'une administration qui ne le satisfaisait que modérément... Les choix n'étaient cependant pas malheureux. Ceux qui se firent un nom furent distingués dans leur prime jeunesse par le Consulat : Bourgelat en 1729, Gérando en 1761, Rieussec en 1769, Rambaud en 1776 ⁷⁶... Mais cette solennité ne correspondait plus au goût de l'époque. Conventionnelle, empreinte d'une rhétorique désuète, elle s'adressait au groupe restreint des Lyonnais qui cherchaient à maintenir les coutumes et le particularisme de la ville. Elle était devenue une sorte d'exercice scolaire. Elle dévoile, dans certains corps, à la veille de la Révolution, une incompréhension de la réalité vivante, une culture étroitement littéraire, un attachement aux traditions.

La place restait aux poètes honnêtes, mais sans génie, et aux orateurs emphatiques. Or, les classes moyennes fréquentant les cafés et les loges, ne se contentaient pas d'une activité intemporelle. Tout en respectant ces jeux fleuris, elles n'oubliaient jamais les soucis et le temps. Vivre dans le passé ou l'avenir lui semblait un gaspillage. Tout au plus, une diversion qui devait strictement se limiter. Aussi, les littérateurs empruntèrent-ils parfois leurs thèmes à l'actualité. Un ami de Marmontel, collaborateur de l'*Encyclopédie*, l'abbé Antoine de Lasserre, accumula les odes sur les événements contemporains, notamment la prise de Port-Mahon par le duc de Richelieu. En 1774, Béranger salua à l'Académie « le nouveau règne ». François-Joseph Noël, qui composa des manuels de langues grecque et latine, des dictionnaires de français, des livres de morale..., consacra son tribut d'académicien, en 1787, à *La mort du duc Léopold de Brunswick*, qui s'était fait remarquer par sa philanthropie. Ces innombrables pièces mêlent la mythologie à

⁷² *Bull. de Lyon*, 20 déc. 1806.

⁷³ A. M. L., CC 3653, Registre des parties, n° 46, 8 janv. 1788; CC 3580, ch. IV, art. 91.

⁷⁴ BAROU DU SOLEIL, *Eloge de Prost de Royer* (Lyon, 1785, in-8°, 168 p.).

⁷⁵ J. CHARCOT, *Souvenirs d'un nonagénaire* (R. D. L., 1921, p. 421).

⁷⁶ A. M. L., CC 3124, p. 1 et 150; BB 329, f° 164; BB 338, f° 45.

l'actualité, associent les contemporains aux héros de l'Antiquité, chantent des faits modernes en des vers classiques. De là, sans doute, leur vient une certaine gaucherie. Le choix des sujets annonce parfois un renouvellement littéraire; les règles traditionnelles de la versification, la langue même paralysent l'évolution. Ce malaise fait songer à l'œuvre d'André Chénier — qui chantait alors sous le nom de Fanny la fille d'un banquier lyonnais — : donner une expression poétique aux conquêtes de la raison, célébrer l'Amérique ou l'Hermès en des alexandrins d'une plasticité hellénique, n'est-ce pas la même gageure ? Cette usure des formes classiques, cet abus de la rhétorique attestent la puissance de la tradition à la veille de la Révolution ⁷⁷.

La conception cartésienne d'une vérité permanente, raisonnable et définie, imposait comme idéal artistique la clarté et l'ordre oratoire ou logique. Toutefois, la querelle des Anciens et des Modernes avait rompu l'unité classique : le goût de la beauté incitait à imiter le passé, la confiance dans la raison entraînait l'esprit vers l'avenir. La notion de progrès orientait le débat dans un sens favorable aux modernes. En 1784, Camille d'Albon reprit le parallèle imaginé par Claude Perrault : le siècle de Louis XIV l'emporte sur celui d'Auguste. *L'Enéide* ne présente aucune invention et *Les aventures de Télémaque* lui sont supérieures. *Le Lutrin* est, par ses riches images et ses mots propres, « un monument des plus précieux » ; aucune nation n'en offre l'équivalent. Le théâtre de Corneille témoigne une prodigieuse fécondité... Ainsi survit l'idée maîtresse de l'encyclopédisme : la loi de l'esprit humain, c'est le progrès ⁷⁸.

On commençait à en douter dans le domaine de l'art. Un excentrique, Jean-Marie Chassignon, raille cette poésie didactique ⁷⁹. La sociabilité ruine le lyrisme, conduit à une commune manière de penser et de sentir, réglée par les bienséances et la mesure. Négliger les normes admises par l'élite sociale devient d'une grossièreté ridicule. Être un homme cultivé, c'est ne pas dépasser l'ensemble d'une agréable compagnie. Il faut amoindrir son individualité, oublier ses rêves intimes, taire les richesses que tout être porte en soi. Orgueilleux des connaissances de son temps, l'esprit mondain répugne au mystère, étouffe le souvenir du passé personnel, bannit la tristesse. Richardson met à la mode les transports violents, les emportements du cœur, la mélancolie sombre des cloîtres : seuls, les romanciers et les dramaturges osent exalter les passions. La poésie reste un délassement : elle doit dominer le sentiment et non se laisser entraîner par lui, elle manie des idées, disserte ingénieusement sur des sujets d'intérêt général ou sur quelque fait contemporain. Il faut orner de rimes les banalités venues en l'esprit de chacun. Ce qui ne vaut pas la peine d'être dit, on le met en vers. L'emphase redondante masque le vide de la pensée; l'enflure de la phrase, la sonorité du verbe deviennent les principaux éléments du lyrisme. De la langue, dépend la poésie. Elle recherche les synonymes, les hyperboles,

⁷⁷ Cl. PERROUD, A. Chénier après le 10 août 1792 (*Rev. du XVIII^e s.*, juil. 1913, p. 236).

⁷⁸ C. d'ALBON, *Discours sur cette question : Si le siècle d'Auguste doit être préféré à celui de Louis XIV relativement aux lettres et aux sciences* (Paris, Moutard, 1784, in-8°, 66 p.).

⁷⁹ J.-M. CHASSAIGNON, *Les cataractes de l'imagination, déluge de la scribomanie, vomissement littéraire, hémorragie encyclopédique, monstre des monstres, par Epiménide l'inspiré...* (Lyon, 1779, 4 vol., in-8°).

les épithètes unanimement admises. Elle use et abuse de la mythologie; c'est la part de fabuleux, d'invention, d'imagination qui distingue la poésie de la prose⁸⁰.

Ce traditionalisme s'épuisait et, saturée d'esprit, la société commençait à s'ennuyer de l'esprit même. Tout en sacrifiant aux usages, elle éprouvait des besoins nouveaux. Dès le lendemain de la victoire encyclopédique, se discernent des états d'âme et des modes de pensée, d'une richesse diffuse, qui annoncent l'ère romantique. Rousseau exprima et approfondit avec l'autorité du génie ce qui existait partout à l'état informulé; il sublima les traits que l'on perçoit confusément dans les lettres, les discours et les ouvrages. Cette transformation se marque par les empiétements de la sensibilité sur la raison souveraine et sur l'ordre logique qu'elle imposait.

L'histoire apporta de nouvelles valeurs et permit à la rêverie de se déployer dans le temps et dans l'espace. On n'attendit pas Walter Scott et *Les chants de la frontière écossaise*, parus en 1802, pour s'éprendre du Moyen Age. Il n'avait jamais été banni complètement et la résurrection de l'époque gothique, longtemps attribuée aux romantiques, a été partiellement réalisée avant la Révolution. Le public se lassait de la monotonie des œuvres classiques et réclamait des épisodes pittoresques. Les collections de chroniques, plus ou moins arrangées, furent en vogue; on aimait évoquer les aventures des chevaliers, on préparait la naissance du style troubadour, non par souci d'exactitude, mais parce que l'imagination raffolait de coloris anciens. Les chants du pseudo-barde Ossian, publiés dès 1760, représentent la forme extrême de ce réalisme archaïque noyant une couleur locale qu'on croyait authentique, dans des songeries complaisantes⁸¹.

La curiosité éveillée par le comte de Tressan pour la poésie courtoise incita Millot à écrire une *Histoire littéraire des troubadours*. Ces trois volumes constituent plutôt un recueil de pages galantes et de pièces composées contre l'Eglise catholique par les Vaudois et les Albigeois. Dans son discours préliminaire, l'abbé Millot insiste sur l'amour platonique des jongleurs mais aussi sur leur débauche, et les lecteurs ne retinrent que ces considérations romanesques. « Il faut avouer, s'écriait Grimm, que la manière de vivre des troubadours les exposait sans cesse aux tentations les plus séduisantes⁸². » Béranger publia à son tour des essais poétiques sous le titre *Le portefeuille d'un troubadour*, puis, en 1789, il examina les deux sources d'inspiration dans *Anacharsis ou Lettres d'un troubadour sur cet ouvrage*. Le *Voyage du jeune Anacharsis*, de l'abbé Barthélémy, connaissait depuis 1787 un énorme succès: il analysait l'état des mœurs, les usages des peuples, les systèmes de gouvernement de la Grèce à la veille de la conquête macédonienne. Béranger essaya de faire prévaloir sur la réaction antiquisante le goût du Moyen Age⁸³.

Le public accueillit une gamme étendue de travaux historiques. D'abord les recherches locales: le chanoine Perneti fut le spécialiste

⁸⁰ P. CHAPONNIÈRE, *L'esprit mondain et la poésie lyrique au XVIII^e s.* (*Rev. du XVIII^e s.*, janv. 1914, p. 40-55).

⁸¹ R. LANSON, *Le goût du Moyen Age en France au XVIII^e s.* (Paris, Van Oest, 1926, 54 p., XXXII pl.).

⁸² M. GRIMM, *Corresp.*, X, p. 488.

⁸³ L. BÉRANGER, *Poésies* (Londres, 1784, in-18, 2 vol.).

des « Lyonnais dignes de mémoire », le négociant Poullin de Lumina publia un *Abrégé chronologique de l'histoire de Lyon* et une *Histoire de l'Eglise de Lyon*; il s'efforce d'établir à la manière de l'*Abrégé chronologique de l'histoire de France*, du président Hénault, un recueil objectif des faits, sans prétention littéraire, ni oratoire. La biographie séduisait aussi, car elle s'apparentait aux genres traditionnels, hagiographie et historiographie. Le président à la Cour royale Riboud écrivit en 1785 l'*Eloge d'Agnès Sorel*, le commissaire de police Noël se chargea de celui de Louis XII, en 1788, et de Vauban, en 1790⁸⁴. L'érudit Millot, qui enseigna l'histoire à Parme et devint en 1778 précepteur du duc d'Enghien, rédigea à l'aide de manuscrits du duc de Noailles des *Mémoires politiques et militaires pour servir à l'histoire de Louis XIV et de Louis XV*. De façon plus neuve, Delandine étudia les mythes relatifs à la mort dans l'Antiquité : il voit dans les allégories une sorte d'intuition sensible, de synthèse immédiate, de pensée primitive et primordiale sur laquelle travaille ensuite la faculté d'analyse⁸⁵.

Une autre source du renouveau fut l'anglophilie explicite ou sous-entendue. On admira l'esprit anglais pour ruiner le prestige des modèles antiques et surtout français. En 1770, un collégien présenta une traduction d'une *Nuit*, d'Edward Young; en 1784, le *Journal de Lyon* recommanda la lecture d'un récit édifiant d'Addison, *L'heureux échange*, où se succèdent les scènes de reconnaissance, de mariage, de bénédiction paternelle⁸⁶. Mme Roland estimait que l'anglais deviendrait la langue universelle, car c'est la langue du « peuple de l'Europe qui a l'imagination la plus forte, la plus sensible, les romans les plus intéressants et les plus variés et le théâtre, sinon le plus châtié, peut-être le plus attachant ». Elle cite à l'appui de son jugement Milton, « vrai poète épique » aussi grand que le Tasse et l'Arioste, Thomson, « chantre aimable des saisons », Pope « si sage et si brillant » et surtout Shakespeare. Quant au roman, « *Clarisse* est un chef-d'œuvre du genre, le modèle et le désespoir de tout imitateur »⁸⁷.

Si l'on prône la sensibilité, ce n'est pas par amour de l'obscur et de l'irrationnel, par amertume de rien connaître, par consentement mélancolique à une démission de l'intelligence. En ce siècle des lumières, on emprunte à Locke son optimisme facile; on se persuade, en comprenant plus ou moins bien son système, que la sensation fournit à l'esprit la précieuse matière indispensable à la réflexion, qu'elle est source d'un savoir élargi et libéré, qu'elle est une sorte de connaissance intuitive et sympathique greffée sur le courant profond des choses et qui ne veut plus se contenter des signes abstraits d'une représentation rationnelle. Elle s'identifie avec la perception physique du monde extérieur par la conscience et se nourrit des émotions intimes; elle est inséparable de l'effusion, du recueillement, et plus encore de la rêverie qui la multiplie en images et en échos. La jouissance majeure apportée par cette litté-

⁸⁴ T. RIBOUD, *Eloge d'A. Sorel* (Lyon, Faucheux, 1785, in-8°, 39 p.).

⁸⁵ A. DELANDINE, *Hist. mythologique de la Mort* (*Journal de Lyon*, 15 avril 1784, p. 166-120). — A. DELANDINE, *L'enfer des peuples anciens ou Hist. des Dieux infernaux* (1784, 567 p.).

⁸⁶ *Les Cieux, ou La pluralité des mondes*, trad. de la XXI^e Nuit de Young (Lyon, Delaroche, 1770, in-4°, 42 p.). — *Journal de Lyon*, 18 fév. 1784, p. 69-74.

⁸⁷ Mme ROLAND, *Lettre à Varenne de Fenille*, 21 mars 1789 (éd. Perroud, 1903, II, p. 43-49).

rature résida dans l'extension de la personnalité et dans les impressions de vie intense, mobile et complexe qui en résultent. Le classicisme fortifiait et éclairait le sentiment du moi par l'ordre et la discipline des idées claires. La mode nouvelle le dilate à l'infini et le rattache au flot des apparences et à l'emphase ingénue des méditations pathétiques⁸⁸.

Ce lot de virtualités s'éclaire parce que le xix^e siècle l'a explicité. Les indices se disséminent dans de froides poésies ou dans des évocations réalistes. Parfois, des signes précurseurs d'un courant rustique apparaissent dans l'évocation des ermitages⁸⁹. Ainsi, le poète lyonnais Perrachon, sacrifiant au goût idyllique du temps, célèbre les charmes d'un jardin grenoblois : poésie artificielle dans l'ensemble qui fait appel aux « habits noirs » de la Nuit, « semez de diamans sans nombre », mais aussi poésie mélancolique qui chante « les douceurs du frais et de l'ombre »⁹⁰. L'abbé Dessertine goûte la nature avec délicatesse et, « solitaire et rêveur », médite en écoutant le murmure des eaux. Parfois, c'est le sentiment de l'isolement qui revêt une tonalité prérromantique. Grimod de la Reynière, dont l'esthétique reste habituellement classique, écrit dans les *Anciennes amours*, dédiées à Mme B... : « Mon cœur, bouleversé par l'orage des passions, n'a jamais cessé de penser à vous... Avec quel plaisir j'ai revu ces lieux témoins de ma passion; ces arbres, dont plusieurs offrent encore nos chiffres enlacés... Pour moi, triste rebut de la tribune, je suis isolé dans l'univers, pas un être ne s'intéresse à moi⁹¹. » On reconnaît les signes d'exaltation personnelle, le rapport sentimental entre les dispositions intimes et les images du monde, la conscience de la solitude...

Les correspondances, en particulier les lettres de femmes, fournissent d'autres exemples de lyrisme. Marie Phlipon, écrivant à Roland, se livre à de subtiles analyses de sentiments mêlées à des remarques littéraires et à des jugements philosophiques. Quand Roland voyage en Italie, elle évoque les tourments de l'absence. Elle associe la nature à son état d'âme : « La douceur de l'air, la verdure naissante, le beau soleil, l'odeur pénétrante des plantes ont ému mon imagination », avoue-t-elle en 1778. Quand le père voulut séparer les fiancés et enferma sa fille dans un couvent, la souffrance devint le thème des lettres. Et en 1780, quand la réconciliation fut scellée, la langue italienne servit à envelopper les ardeurs de la passion⁹².

D'autres touches jalonnent la transition entre la sensiblerie du xviii^e siècle et certains aspects du prérromantisme. Reprenant une idée de Rousseau, l'Académie de Rouen ouvrit un concours sur l'obligation et les avantages de l'allaitement maternel. C'est une Lyonnaise, la comtesse de Laurencin, qui l'emporta et son mémoire trahit cette exagération sentimentale que l'on retrouve chez Prévost, Diderot, Bernardin de Saint-Pierre. Pour cette génération, le bonheur implique la vertu

⁸⁸ J. TEXTE, *J.-J. Rousseau et les origines du cosmopolitisme litt.* (Paris, Hachette, 1895, in-16, xxiv-466 p.).

⁸⁹ P. LEFEBVRE, Signes précurseurs du courant rustique dans la litt. au xviii^e s. (*Les études classiques*, janv. 1950, Namur, p. 27-41).

⁹⁰ G. CUCUEL, La vie de soc. dans le Dauphiné au xviii^e s. (*Rev. du XVIII^e s.*, juil. 1918, p. 150-180),

⁹¹ G. de la REYNIÈRE, *Peu de chose...*, 1788, p. 27-31.

⁹² Cl. FERROUD, Roland et Marie Phlipon : *Lettres d'amour*, 1909, p. 68, 364, 393.

et celle-ci suppose la naïveté. Il faut s'abandonner aux appels de la nature... Une autre femme illustre cette rénovation. Son existence comporte bien des traits romanesques : c'est Marianne-Agnès Pillement, la sœur du peintre. Comme son frère, elle ne sut se fixer, épousa un agent de change lyonnais, qui fut pendu pour faux, vécut à Londres et à Paris et mourut en 1773. Elle écrivit une *Histoire de la marquise de Pompadour*, qui fut saisie en Hollande. Le plus typique dans sa production se rapporte à l'exotisme littéraire : elle prétendit tirer du grec ou du turc, des nouvelles comme *Abassaï*, et les *Contes du Sérail*...

Un épisode retentissant alimenta la sentimentalité : ce fut, en 1770, le suicide des amants Marie Cortet, fille d'un traiteur lyonnais, et Falconi, maître d'armes italien. On colporta les détails pathétiques sur la chapelle d'Irigny témoin de ces noces tragiques, les détentes des pistolets attachées par un ruban, pour assurer la simultanéité des coups... *L'Esprit des Journaux* et la *Correspondance littéraire* les mentionnent⁹³. Rousseau, séjournant à Lyon, rédigea leur épitaphe et Voltaire, informé par Vasselier, évoqua la mort de Pætus et d'Arria et parla de « l'étonnante tragédie », dans une réédition du *Dictionnaire philosophique*. En 1771, on publia une *Histoire tragique des amours de Thérèse et de Falconi*. En 1776, Pascal de Lagouthe écrivit *Luzzila ou la Force de l'Amour*, un drame qui s'élève au-dessus du simple épisode et rompt la dépendance trop directe dont souffre l'œuvre littéraire rattachée à un événement précis. L'éclat de cette aventure fut tel que le poète élégiaque Nicolas Léonard, alors chargé d'affaires par Chauvelin à Liège, s'en empara et composa, en 1783, un roman sentimental, sous forme de lettres, selon la mode lancée par Richardson et Goethe. Dans ses *Lettres de deux amants*, Léonard introduit un héros, digne de Saint-Preux par sa franchise, de Werther par son amour de la nature; ses paysans sont bons et, dernier trait caractéristique du climat intellectuel, le double trépas n'est pas motivé, comme dans la réalité, par une blessure incurable, mais par l'obstination du père à contraindre sa fille à demeurer dans sa classe, par le mariage⁹⁴.

La littérature donne une impression de vitalité un peu désordonnée, de recherche, d'inquiétude. Elle reste classique, affadie et guindée, dans les petites pièces galantes, mondaines ou officielles... Elle annonce le romantisme par la part accordée au sentiment, à la connaissance intuitive, à la naïveté, par le goût des chroniques et de l'histoire, par quelques évocations discrètes de la nature. Une nouvelle façon d'appréhender la vérité apparaissait, rejetant la confiance en la raison cartésienne.

Ce qui masque ces signes précurseurs, c'est la persistance des formes traditionnelles. Pour s'exprimer, il fallait un instrument nouveau, adapté aux exigences de la sensibilité. Or, la langue littéraire manquait de naturel et le langage courant, de correction. Le français, d'usage universel, comme le répètent de Bayle à Rivarol, les contemporains de Frédéric II, n'a pas pénétré dans toutes les provinces, avec sa pureté. Cet instrument de culture, de la diplomatie, de l'information qu'emploient Casanova, Poniatowski, le prince Galitzine..., est loin d'être respecté dans tous les milieux. On parlait fort mal à Lyon au XVIII^e siè-

⁹³ M. GRIMM, *Corresp.* (éd. Tourneux, XIII, p. 310).

⁹⁴ F. BALDENSBERGER, *Les deux amants de Lyon dans la litt.* (*R. H. L.*, I, 1902, p. 33-50). — D. de BOIS SAINT-JUST, *Paris, Versailles*, 1809, II, 269.

cle : un grammairien prétendait que la cité ternissait, par son style, la brillante réputation que son industrie et son commerce lui avaient acquises. Chaque groupe social s'était fait son jargon à lui, inventant ou exagérant des termes, employant des métaphores sans justesse, conservant des mots surannés et des tournures « gothiques ». Le patois perdait du terrain; les artisans recouraient à un mélange de mots techniques, d'argot et de français. Ce vocabulaire canut, celui d'une majeure partie des habitants de Lyon, apparut aux alentours de la Révolution. La bourgeoisie ne l'employait que par amusement : les Noël's satiriques ou les chansons de Reveroni doivent être considérés, non comme l'expression de thèmes populaires, mais comme des divertissements de salon. Néanmoins, la gent d'affaires, en rapport avec les compagnons, comprenait leurs expressions et au besoin, y faisait quelques emprunts. Même le style des cercles cultivés était émaillé de termes dialectaux, d'archaïsmes, de néologismes et de syllabes déformées par la prononciation traînante⁹⁵.

L'un des principaux grammairiens du temps fit ses débuts à Lyon : Urbain Domergue qui publia en 1778 une *Grammaire française simplifiée*. Son pédantisme et son mauvais caractère lui attirèrent bien des sarcasmes⁹⁶. Un ancien élève des Jésuites, Roussel de Bréville, critiqua ses prétentions dans *La défense des gens de lettres*. La polémique se poursuivit. En 1784, Domergue, qui avait quitté la Congrégation des doctrinaires, lança, avec Brunel d'Arles, un *Journal de la langue française*. Il prit à partie son adversaire Roussel qui venait de faire paraître un *Essai sur les convenances grammaticales de la langue française*, que le *Mercure de France* avait loué. Répliquant en 1785, Roussel reprit les critiques qu'il avait formulées en 1776⁹⁷. Domergue s'établit à Paris en 1789, mais il laissait des disciples, en particulier Etienne Molard à Lyon. Celui-ci, Lyonnais de naissance, appartenait peut-être à une famille genevoise. Par son enseignement et ses publications, il contribua à améliorer la langue parlée et écrite à Lyon⁹⁸.

On est parfois frappé par les succès du rationalisme expérimental. La curiosité se tournait vers les sciences. Un véritable engouement se manifestait pour la « physique », c'est-à-dire l'étude de la nature. Mme Roland se passionnait pour les mathématiques, lisait l'abbé Nollet, le naturaliste Réaumur, l'astronome Clairaut... Mais le goût pour les belles-lettres subsistait : on ne concevait pas un traité scientifique sans parure littéraire, exergue latin, exemples tirés de l'Antique. Les tributs académiques, la correspondance, les œuvres de circonstances sacrifient toujours à la rhétorique traditionnelle et occupent une large place dans l'activité intellectuelle. Ce qui incite à minimiser cette production, c'est que la sève s'épuise, les thèmes s'usent, la langue ne se renouvelle point.

⁹⁵ [E. MOLARD, *Lyonnaisismes ou Recueil d'expressions et de phrases vicieuses usitées à Lyon* (1792, in-8°, 59 p.).

⁹⁶ Hommage à la vertu et aux talents du rédacteur du *Journal de Lyon* (1784, 14 p.).

⁹⁷ M. R. D. B. : *La défense des gens de lettres ou remarques critiques sur le dernier programme de Domergue...* (Lyon, 1776, in-12, 36 p.). — M. R. D. B. : *Réponse à la critique de l'ouvrage des Convenances...* (Lyon, Bruyset 1785, in-12, 32 p.).

⁹⁸ C. LATREILLE et L. VIGNON, *Les grammairiens lyonn. et le franç. parlé à Lyon à la fin du XVIII^e s.* (Paris, Soc. Nouv. Edit., 1904, Mélanges Brunot, 23 p.).

Cependant la vogue de la littérature en prose, du roman et du conte philosophique trahit un phénomène de vulgarisation dû à de nouvelles conditions sociales et un affaiblissement des anciennes disciplines humanistes.

3. LES THEATRES

« Le spectacle est ici le principal et presque seul amusement; c'est le rendez-vous diurne de tous les gens occupés; c'est là qu'ils viennent se délasser l'esprit et lier pour le soir quelques soupers aimables », constatait Grimod de la Reynière⁹⁹. La Rochefoucauld apprécia la Comédie, « Les dimanches et fêtes, le spectacle est très couru; cela fait le plus bel effet par la magnificence qu'on y étale, car il y a beaucoup de luxe à Lyon »¹⁰⁰. Quand le *Journal de Lyon* parut, il énuméra les mérites du théâtre : « Une des troupes les mieux composées qu'il y ait en province, un spectacle tous les jours et qui embrasse tous les genres, depuis le grand opéra jusqu'aux ballets pantomimes, des abonnements modiques, des assemblées nombreuses et brillantes^{101...} »

Ce goût se manifesta par le foisonnement des petits spectacles et des scènes privées. Les marionnettes et les ombres chinoises connurent une grande vogue et Mme Destouches, qui dirigeait le théâtre des Terreaux, en organisa elle-même en 1785; son successeur Rosambert fit de même. Des crèches se fondèrent où l'on mettait en action des scènes de la Nativité; un « spectacle d'optique » retraçait la passion du Sauveur. Aux Broteaux, un tailleur jouait diverses pièces avec le concours de pensionnaires du Grand Théâtre. Un papetier montait des représentations dans une maison particulière; il réunissait des négociants, deux peintres, un dessinateur, un grammairien... Les collègues et les pensionnats interprétaient des œuvres théâtrales... Il faut rattacher à la même curiosité la création du cirque Franconi. Cet écuyer, d'origine vénitienne, avec ses courses de chevaux et ses exhibitions équestres, attirait les foules¹⁰².

Des sociétés de jeunes amateurs répandaient cette passion. L'une d'elles faisait florès à la Croix-Rousse. Dans une violente satire, Fabre d'Eglantine, « alors comédien sans gloire et obscur dramaturge », opposa à la morne exploitation du Grand Théâtre, cette active organisation qui produisait tantôt un ballet, tantôt un drame nouveau orné « de sons mélodieux du luth ou du pipeau ». En 1782, un groupement de ce genre enseignait à Saint-Clair l'art dramatique. « Ce sont, relate la *Petite chronique lyonnaise*, de petits enfants qui jouent à ravir de petits opéras-comiques ». Près de quarante garçons et filles, sous la direction de Frossard, maître de ballets, installés sous le titre de l'*Ambigu-Comique*, firent courir trois fois par semaine toute la ville

⁹⁹ G. de la REYNIÈRE, *Peu de chose*, 1788, p. 54.

¹⁰⁰ F. de la ROCHEFOUCAULD, *Voyage en France, 1781-1783* (R. Q. H., juil. 1932, p. 78-79).

¹⁰¹ *Journal de Lyon*, 8 janv. 1784.

¹⁰² M. de VOLEINE, *Notes relatives au théâtre, 1781, 1784* (*Lyon-Revue*, 1887, XII, p. 44-46).

par la précision qui régnait dans la danse. « Ils n'avaient d'autre inconvénient que d'être trop libres ¹⁰³. » Ce fait fut dénoncé dans un pamphlet, *Observations sur le nouvel établissement de la petite comédie*, dans lequel étaient repris les arguments habituels contre le théâtre. Tolozan signala à Villeroy que les enfants puisaient dans le répertoire de la Foire et des Boulevards, et se livraient à un dérèglement qu'il n'était guère permis de soupçonner. Les « honnêtes gens » applaudirent à l'arrêté qui interdit les représentations ¹⁰⁴.

L'essor du théâtre s'explique par le goût des distractions et le désir d'acquérir sans trop de peine l'apparence d'une culture. En Bresse, la belle société organisait des divertissements dans ses gentilhommières : le comte de Montrevel faisait venir de Paris la Saint-Huberty et jouait lui-même, dans son château, le rôle du *Glorieux* et du *Méchant*. Bourg fit construire en 1776 une « Comédie » de 600 places qu'inaugura la troupe de Saint-Aubin. Le répertoire comprenait *Le Malade Imaginaire*, *Tartufe*, *Le Médecin malgré lui*, pour la comédie; *Mérope*, *Tancrède* pour la tragédie; *Le Barbier de Séville*, le *Mariage de Figaro*, comme pièces d'actualité; *Zémire et Azor*, *Richard Cœur de Lion* comme opéras ¹⁰⁵.

A Lyon, le théâtre fit fureur. Une lettre consulaire, écrite en 1777, indique que l'on donnait deux cent cinquante-deux représentations par saison et que le Grand Théâtre comptait cinq cents abonnés. En 1787, les comptables en enregistraient six cents, dont cent soixante dames. Il faut ajouter les abonnements mensuels, les isolés et la longue liste des privilégiés admis gratuitement. En 1780, le gouverneur dénonça l'abus des billets de faveur et prescrivit que seuls en bénéficieraient les magistrats de la ville, soit cent trente personnes. L'arrêté souleva beaucoup de réclamations. Le lieutenant général affirma ses droits comme chef de la magistrature, avançant que « le délasement est pour ainsi dire un aliment nécessaire pour acquérir de nouvelles forces et reprendre tous les jours les mêmes travaux ». En 1786, le gouverneur dut rapporter son arrêté. La direction du Théâtre redistribua des entrées aux « crocheteurs chargés de retirer tous les effets qui viennent en douane », au dentiste de la Comédie, à l'architecte Loyer, à l'imprimeur Delaroche, « son gendre et son épouse », au violoniste Coignet, « auteur de la musique de *Pygmalion* », aux marchands d'huile et de bougies, au « maître de guitare qui joue dans l'*Amant jaloux* gratis », au peintre Villione dont « le nom est connu à Paris et qui est de l'Académie » ¹⁰⁶.

Certes, le goût du théâtre gratuit est de tous les pays et de tous les temps. Néanmoins, cette âpreté est révélatrice. Dans ces conditions, le bâtiment, dont Soufflot avait dressé les plans en s'inspirant de ses souvenirs de Parme et de Vicence, s'avérait trop limité. « La salle de comédie de Lyon n'a pas des dehors bien imposants, écrivait un voyageur, mais l'intérieur en est fort agréable. Sa forme est ovale, composée de trois rangs de loges. On s'occupe d'en faire un quatrième ¹⁰⁷... » En 1786, le duc de Villeroy l'avait promis, mais la Ville refusa pour des

¹⁰³ M. de VOLEINE, *Petite chronique*, 1783, 1^{er} mai 1784 (R. D. L., 1860, XX, p. 87).

¹⁰⁴ E. LEROUDIER, *Cahiers d'E. Benoît*, 1785 (R. D. L., 1932, p. 81).

¹⁰⁵ P. J. GAUTHIER, *Le théâtre à Bourg (Visages de l'Ain*, janv. 1953, p. 15-16).

¹⁰⁶ L. VALLAS, *Un siècle de musique...*, 1932, p. 435-437.

¹⁰⁷ *Lettres sur un voyage en France en 1788* (R. D. L., 1894, XVIII, p. 413).

raisons d'esthétique et d'acoustique invoquées par Soufflot lui-même¹⁰³. En 1788, le directeur Collot d'Herbois réitéra la demande. L'Assemblée des notables accepta, mais le Consulat rejeta la subvention, alléguant que « le public pourrait voir de mauvais œil que la Ville se livrât à une dépense qui aurait pour objet un établissement de pur agrément, dans un moment aussi critique ». Collot sollicita l'autorisation de construire à ses frais, selon le plan de Morand, le rang jugé indispensable; une ordonnance lui donna satisfaction. L'édifice put contenir alors 2 000 spectateurs¹⁰⁹.

L'affluence nécessitait des mesures de police. Une ordonnance de 1780 interdit d'entrer sans payer, de siffler, de huer, de garder son chapeau... L'année suivante, Fay de Sathonay défendit de « s'assembler et de s'attrouper » dans les cafés proches du théâtre. En 1786, le duc de Villeroy pria les acteurs de ne pas introduire leurs parents dans la salle, rappela que les habilleurs ne devaient pas assister à la représentation et qu'il ne fallait pas y conduire les enfants toujours trop bruyants. Une autre ordonnance prévoyait les lieux de stationnement pour les fiacres. Le guet fournissait dix hommes chaque soir¹¹⁰. Les pauvres ouvriers en soie profitaient de cet engouement : « Lorsque la nuit ne leur permettait plus de passer la navette... ou qu'ils manquaient de travail, on les rencontrait, auprès de la salle de spectacles, la lanterne à la main. Cette ressource leur fut enlevée par l'éclairage des réverbères¹¹¹. »

Les représentations faisaient partie des curiosités réservées aux hôtes de passage. En 1775, la princesse de Piémont entendit un *Dialogue chanté*, que l'auteur dramatique Boutet, dit Monvel, avait composé en son honneur¹¹². Quand le grand duc de Russie Paul Petrovitch séjourna à Lyon en 1782, il put apprécier la grandeur d'une tragédie de Gluck, *Iphigénie en Aulide*, l'agrément de la pastorale de Rousseau, le *Devin du village*, l'esprit du *Barbier de Séville*, la simplicité d'une idylle musicale, la *Rosière de Salency*, la sensibilité des ariettes et la grâce des ballets de *Mirza et Lindor*, de Monsigny. En 1783 le duc de Gloucester, en 1784 Henri de Prusse bénéficièrent de distractions analogues¹¹³. Gustave de Suède assista à la *Fausse Magie*, opéra-comique de Marmontel, et à *Warwick*, inspiré par le Moyen Âge anglais. Pour les ambassadeurs indiens de passage, on avait préparé l'opéra-comique de la *Mélomanie* et un ballet héroïque intitulé *Aëtius et Fulvie*. Ils entendirent Mme Dugazon dans *Rose et Colas* de Monsigny et dans *Annette et Lubin* de Noverre¹¹⁴.

La gestion du théâtre préoccupa toujours le Consulat. Quand les représentations furent suspendues en 1774, en signe de deuil, la vieille actrice Destouches-Lobreau les dirigeait depuis près d'un quart de

¹⁰³ A. N., O¹ 1554. Lettre de Soufflot au comte d'Angiviller, 1776.

¹⁰⁹ A. M. L., BB 366; CC 3653, Registre des parties, n° 46, 26 mai et 31 juil. 1788.

¹¹⁰ Ordonnance du Roi concernant les spectacles (Lyon, 1780, in-4°, 4 p.). — Ordonnance concernant l'arrangement des voitures bourgeoises, 1789 (M. H. L.).

¹¹¹ J. CHARCOT, Souvenirs d'un nonagénaire, Lyon, 1844 (R. D. L., 1921, p. 418-420).

¹¹² Dialogue chanté sur le théâtre de Lyon, en présence de S. A. R. Mme la princesse de Piémont, par le sieur Monvel... (Lyon, Delaroche, 1775, 26 p.).

¹¹³ A. CROZE, Les visiteurs... (R. H. L., 1912, p. 467-470, 1913, p. 391-396).

¹¹⁴ A. M. L., BB 348, f° 160. — *Journal de Lyon*, juil. 1788.

siècle. Espérant augmenter ses revenus, le Consulat lui substitua, avec l'assentiment de Turgot, un groupe de négociants. Il estimait que « la dame Lobreau rançonnait la clientèle et réalisait des gains immenses »¹¹⁵. Elle réagit, se rendit à Versailles, et en revint directrice. Seule, elle était autorisée à représenter la comédie et l'opéra, à donner des concerts. Son nouveau privilège prévoyait même la faculté « d'établir un Vaux-Hall ou Colysée, soit dans les Broteaux, soit ailleurs ». A cette époque, c'était une formule rentable. Fière de ce succès, elle accabla ses adversaires d'un copieux factum¹¹⁶. Elle parvint à équilibrer son budget grâce aux bénéfices réalisés par le Café de la Comédie, aux locations de magasins, remises, greniers à foin... situés dans le bâtiment du théâtre, aux recettes des bals parés et masqués, des « expériences de physique et récréations de mathématiques »¹¹⁷...

Bientôt, l'adroite directrice céda ses droits à des tiers moyennant finances. De 1780 à 1782, la direction fut assurée par Félix Gaillard, pensionnaire du roi à Paris, et par Jean-Baptiste Hus-Malo, l'ancien chorégraphe de Lyon. Ils voulurent majorer les tarifs, une sédition éclata place de la Comédie. Après plusieurs négociations, ils rétrocédèrent la charge à Marie Dunant, dite Destouches, demi-sœur de la Lobreau, qui révéla une évidente incapacité. Son collaborateur, Fabre d'Eglantine, la critiqua sans ménagement¹¹⁸.

En 1785, le caissier ne put payer les cachets des artistes. Le bruit courut que Hus allait reprendre sa place. Les acteurs se montrèrent réticents. Tolozan rappela au duc de Villeroy que Hus n'était qu'un maître de ballet. « La direction doit être confiée, non pas à un danseur, à un comédien, à un musicien, mais à des personnes honnêtes et intelligentes, réunissant les connaissances des différentes parties du théâtre pour ne pas sacrifier l'une à l'autre. » Tolozan décida que la Ville gérerait désormais les deniers du spectacle. Il se heurta à diverses difficultés pour recruter sa troupe et surtout pour maintenir la discipline. Une chanteuse et la nièce de la Destouches montrèrent les esprits contre cette « régie municipale ». Une dispute éclata sur le plateau au cours du ballet final de l'opéra-comique *Blaise et Babet*. Il fallut interrompre le spectacle auquel assistaient deux hôtes de marque. Trois danseurs furent emprisonnés et le maître de ballets réprimandé. Le désordre se généralisait. C'est un grand abus, déclara au Consulat une lettre anonyme en 1786, « que de voir l'orchestre des musiciens rempli de jeunes gens qui font tous les jours un tapage horrible et, faisant rire les actrices qui sont en scène, empêchent d'entendre tous les gens... ». Les instrumentistes eux-mêmes étaient insuffisants et indisciplinés. Le chef d'orchestre avouait que le premier violon ne possédait pas les qualités de son emploi, que le premier hautbois avait « pris sur lui de ne pas se rendre pour l'ouverture », que le violoncelliste ne jouait

¹¹⁵ Précis sur la contestation élevée au sujet des spectacles (Lyon, s. d., in-4°, 6 p.).

¹¹⁶ Arrêt du Conseil du Roi... confirmatif du privilège accordé à la dame Lobreau (Paris, Houry, 1779, in-4°, 12 p. — Mémoire signifié pour Michelle Poncet-Destouches... Directrice des Spectacles de Lyon (Paris, Houry, 1779, in-4°, 56 p.).

¹¹⁷ A. M. L., AA 132, f° 243. Etat budgétaire : Lettre du 7 janv. 1777.

¹¹⁸ FABRE d' EGLANTINE, *L'Amateur chagrin* (Paris, Moutardier, an XI, I, p. 147).

que les opéras et les grands ballets, que les bassons s'absentaient volontiers ¹¹⁹...

Le système, avantageux pour les finances municipales, s'avérait médiocre du point de vue artistique. Le prévôt céda ses pouvoirs à de nouveaux entrepreneurs en 1786. La direction passa à Rosambert, puis à Collot d'Herbois, lui aussi ancien pensionnaire de la Comédie lyonnaise. Il se préoccupa de tous les détails, surmonta les jalousies naissantes entre les actrices, interdit aux acteurs de modifier leurs rôles et d'adresser la parole au public. N'en déplaise à Mme Roland, il fut bien vu de la société lyonnaise et apprécié par Villeroy ¹²⁰. La troupe, constamment remaniée et complétée, compta des éléments de valeur que se disputèrent Bordeaux et Paris. Au total, elle comprenait en 1777 cent vingt-quatre sujets : trente-six acteurs, soit vingt-deux pour le tragique et quatorze pour l'opéra-bouffon, vingt-huit danseurs et danseuses, trente-et-un « accessoiristes ». L'orchestre était réduit : vingt-deux instrumentistes, dont dix violons.

Parmi les acteurs de passage, Jean Mauduit, dit Larive, attira en 1779 une telle foule qu'il en résulta du désordre. « On a battu la garde, forcé les portes, et plus de trois cents personnes sont entrées sans payer. » En 1788, il remplit le rôle d'Osmane dans *Zaïre*, devant un très grand nombre de spectateurs. Dans une *Épître*, Grimod énumère les principaux rôles dans lesquels le rival de Lekain brilla : *Sydney*, « un de nos meilleurs drames qu'on joue peu », Zuma, dans *Pizarre aux Indes*, qui fonda sa réputation, Fayol dans *Gabrielle de Vergy*, « qui a marqué d'une manière éclatante dans les fastes de Melpomène », Clitandre dans *La Coquette corrigée*, une comédie de caractère de Sauvé de la Noue, le comte d'Olban dans la comédie larmoyante de Voltaire *Nanine ou le Préjugé vaincu* ¹²¹...

Antoine Restier, au contraire, appartenait sans interruption à la troupe lyonnaise. Fort applaudi, il jouait dans les pièces représentées après les tragédies et excellait dans les rôles d'Harpagon, de Tartufe, Chrysale. Fabre d'Eglantine lui reprochait de forcer son talent et de trop grimacer ¹²². Le principal élément pour le répertoire dramatique, Collot d'Herbois, débuta en 1782 et plut par sa belle figure, sa grande taille et son bel organe. En dépit de « quelques gestes un peu faux », il savait toucher le public jusqu'aux larmes, surtout quand sa partenaire était l'ainée des demoiselles Sainval. Dans *Gabrielle de Vergy*, la tragédie de Belloy inspirée par la légende médiévale, il atteignit le pathétique ¹²³...

D'après Mathon de la Cour, la troupe féminine était homogène : Mme d'Ocquerre jouait les reines et Adélaïde Feuchère, qui arrivait de Stockholm, les rôles de coquette. L'ainée des Sainval brillait dans Bérénice, Zaïre, Sémiramis ¹²⁴. La Saint-Huberty fut applaudie, en 1783,

¹¹⁹ L. VALLAS, *op. cit.*, 1932, p. 427-432.

¹²⁰ A. GUILLON, *Mémoires pour servir à l'hist. de Lyon*, 1834, II, 332; — *Le Censeur dramatique*, 30 vendémiaire VI, 21 oct. 1797 (Paris, Desenne, I, 338 p.).

¹²¹ G. de la REYNIÈRE, *Peu de Chose...*, 1788, p. 17-18.

¹²² F. d' EGLANTINE, *La Vérité sur les spectacles de Lyon, satire* (1785, in-8°, 16 p.).

¹²³ *Journal de Paris*, 2 août 1782.

¹²⁴ M. de VOLENE, *Petite chronique*, 24 janv., 10 mai 1782 (*R. D. L.*, 1859, XIX, p. 461).

dans plusieurs opéras-comiques. « La vérité de son jeu touchant et passionné, son abandon sublime, la magie de son chant, la sensibilité de son organe, ses accents qui tour à tour déchirent l'âme ou y portent l'émotion la plus délicieuse, ses attitudes animées et pittoresques, ses mouvements toujours nobles, toujours vrais, ont porté l'admiration, les transports, les acclamations des spectateurs à leur comble¹²⁵. » Après avoir donné le *Tableau parlant*, *Zémire et Azor*, la *Rosière*, elle monta l'opéra de Marmontel, *Didon*, mis en musique par Piccini, et deux œuvres de Gluck, *Iphigénie en Tauride* et *Alceste*. Les Lyonnais purent comparer les compositeurs rivaux, l'enthousiasme fut immense. « J'ai été voir hier, écrit Mme Roland, la Saint-Huberty dans son triomphe, jouant *Didon* que je ne lui avais pas vu jouer à Paris, je l'ai trouvée sublime »¹²⁶. En cette occasion, la grande tragédienne fit connaissance du chanteur lyonnais Saint-Aubin. Elle l'entraîna aussitôt à Paris. Revenu à Lyon en 1785, Saint-Aubin fut rappelé avec sa femme par M. de Breteuil à l'Opéra¹²⁷.

Les comptes rendus citent souvent la Verteuil, « actrice à talents pour l'opéra-comique », qui acceptait les rôles de duègne aussi bien que les dugazons. Un des plus grands triomphes de la saison 1786 fut, pour Marie-Jeanne Girardin, dans les deux *Iphigénie* et *Chimène*. Elle interprétait aussi bien l'opéra-comique que le grand opéra et, dans *Nina*, la comédie à ariettes de Marsollier, elle valait à la fois Dugazon et Saint-Huberty¹²⁸.

Rose Lefèvre, dame Dugazon, pensionnaire du roi, avait de la sensibilité et de la verve; elle créa plusieurs opéras-comiques de Grétry et de Dezède. En 1785, dans *Le droit du Seigneur*, de Martini, et *L'ami de la maison*, un opéra larmoyant de Grétry, elle déclenchait les applaudissements, bien dus, disait le *Journal de Lyon*, « à la vérité, la finesse et l'illusion de son jeu ainsi qu'aux charmes de sa figure »; elle fut couverte de fleurs et de poésies dithyrambiques avec un tel succès que le prévôt des marchands prit un arrêté pour interdire de telles manifestations, gênantes pour le spectacle¹²⁹. En 1788, ses quinze représentations se déroulèrent dans la même atmosphère, alors que Marie Thénard, la tragédienne grenobloise qui tenait à la Comédie française les rôles de princesse, attira peu de monde¹³⁰.

Malgré les réformes introduites par Henri Lekain et Mlle Clairon, les acteurs jouaient en costume de ville, sans souci d'anachronisme. Leur jeu, guidé par les réactions du public, se colorait d'italianisme. Un gazetier, célébrant le talent du Napolitain Giacomo Davide, reflète cette faveur : « Ce *tenore* met dans son chant beaucoup d'expression; l'altération de sa voix attendrie et la douce énergie de ses accents passionnés pénètrent et déchirent l'âme. On lui a reproché à Paris de broder trop son chant, de s'écarter trop souvent (en improvisant sans cesse) des intentions et des motifs de l'auteur... Ces reproches peuvent

¹²⁵ *Journal de Lyon*, 8 janv. 1784.

¹²⁶ Mme ROLAND, *Lettre du 19 juin 1785* (éd. Perroud, I, p. 524). — M. de VOLEINE, *Petite chronique*, 3 juil. 1783 (*R. D. L.*, 1851, II, p. 286).

¹²⁷ E. et J. GONCOURT, *La Saint-Huberty, d'ap. sa corresp. et ses papiers de famille* (Paris, Dentu, 1882, in-16, 258 p.), p. 120-122.

¹²⁸ M. de VOLEINE, *Notes relatives au théâtre*, 22 juin 1786 (*Lyon-Revue*, 1887, XII, p. 46).

¹²⁹ A. M. L., BB 347, f° 188. — *Journal de Lyon*, déc. 1786.

¹³⁰ M. de VOLEINE, *Petite chronique* (*R. D. L.*, 1889, VIII, p. 154).

être fondés, mais ils tiennent à une facilité si heureuse, à une richesse d'imagination si rare qu'on ne cesse de les applaudir en Italie » ¹³¹.

La gamme des œuvres retenues indique à son tour les préférences de l'auditoire. Une feuille publiée en 1780, *Suite du portefeuille lyonnais*, déplore l'absence de nouveautés et blâme Hus et Gaillard de se cantonner dans une vingtaine d'opéras et de comédies; les meilleures pièces « perdent de leur prix par la répétition trop fréquente »; le critique en arrivait à souhaiter l'établissement d'une seconde troupe pour provoquer une émulation salutaire. D'autres échos sont plus favorables : « Le spectacle présente un bon ensemble, écrit Grimod de la Reynière. L'opéra-comique a chassé Melpomène et Thalie de presque tous les théâtres de province. Le public, qui fait de la comédie plutôt une récréation qu'une étude, préfère une jolie ariette bien chantée à une belle tirade quelquefois mal rendue... Afin de contenter tous les goûts, il a fallu faire ici marcher de front les trois genres : la déclama-tion, le chant et la chorégraphie. Ces deux dernières parties du spec-tacle laissent peu de chose à désirer ¹³². »

L'actualité alimentait le répertoire. En 1782, le publiciste Pelzin célébra, dans une pièce en vers, la naissance du Dauphin ¹³³. En 1784, le danseur Hus-Malo fils profita de la fureur aéronautique pour dédier une pantomime de circonstance à « MM. les Lyonnais amateurs de l'aérostase »; l'insuccès fut complet : sifflets et huées firent rage durant toute la séance ¹³⁴. Sur le même sujet, François Billémaz, secrétaire de la Sénéchaussée, rédigea un petit opéra « fait pour être exécuté dans les nacelles quand on y donnera des soirées » ¹³⁵. En 1788, le même Billémaz consacra une comédie à la réforme judiciaire : elle raille le désir de lucre de ceux qui avaient accepté les nouvelles fonctions, met en scène deux magistrats se querellant en langage de laquais et, après un discours parodique du président, se termine par un épisode emprunté à la farce ¹³⁶.

D'autres sources inspirèrent les Lyonnais. Dezède brilla dans le genre pastoral avec son opéra-comique *Blaise et Babet*; il figure aussi souvent dans les programmes que Philidor, Monsigny et Grétry, et il a la gloire d'avoir lancé l'air « Je suis Lindor » du *Mariage de Figaro*. Le mythe de Pygmalion, utilisé par Rameau et Rousseau, incita un caissier de la douane Christophe Reinigg, originaire de Memmingen, à composer en 1774 *L'Amante statue*, comédie mêlée d'ariettes ¹³⁷. Du même auteur, *Le fils reconnaissant* fut joué à la maison de campagne du prévôt La Verpillière, qui d'ailleurs avait appelé à Lyon le Bavarois. Lyonnais d'adoption, Marsollier des Vivetières, collaborateur de Dalayrac, écrivit une comédie *Céphise* dont « le succès a passé ses espé-rances » ¹³⁸.

¹³¹ *Journal de Lyon*, 12 avril 1785.

¹³² G. de la REYNIÈRE, *Peu de chose*, 1788, p. 49.

¹³³ A. PELZIN, *La France exaucée, ou l'Heureuse naissance* (Avignon, 1782, in-8°, 31 p.).

¹³⁴ *Le Ballon*, ballet-pantomime en 3 actes (Lyon, Olyer, 1784, in-8°, 16 p.).

¹³⁵ Fr. BILLEMAZ, *Le Départ du Ballon*, petit opéra en 1 acte, sur des airs connus (Lyon, Billémaz, 1787).

¹³⁶ Fr. BILLEMAZ, *Le Grand Bailliage de Lyon*, comédie (Lyon, A l'enseigne de la Vérité, 1788, in-8°, 34 p.).

¹³⁷ B. DESGAGNIERS, *L'Amante statue ou le Nouveau Pygmalion*, comédie en 1 acte, musique de Reinigg (Lyon, Castaud, 1774).

¹³⁸ *Journal de Lyon*, 8 janv. 1784.

La forme la plus prisée restait le ballet. Parfois, un chorégraphe transposait un opéra, tel que le *Déserteur*¹³⁹. Souvent, il s'agissait d'une création : le maître de ballets Favier produisit en 1786 un ballet héroïque *Vénus et Adonis*; son fils retraça dans *Pizarre aux Indes* « les malheurs du peuple de l'Amérique méridionale à l'époque où elle a été découverte »¹⁴⁰. Joubert représenta en 1784 une pantomime *Sophie de Brabant* et un ballet héroïque *La mort d'Hercule*¹⁴¹. Les livrets imprimés à Lyon ressortissent à ce genre : *La belle au Bois dormant*, pantomime, *Le mariage d'Antonio*, divertissement mis en musique par la fille de Grétry¹⁴²...

La majeure partie du répertoire provenait d'auteurs en vogue. Il comprenait des tragédies, des comédies, des drames, trois sortes d'opéra, qu'un engagement de 1786 définit ainsi : le grand opéra « où tout se chante et dont la musique est faite exprès pour les paroles », l'opéra-comique « genre bizarre qui n'est ni comédie, ni opéra, mais un mélange de prose, de vers parodiés et adaptés à des airs de vaudeville », l'opéra-bouffon, « très sérieux et très triste malgré son nom, sorte de comédie à ariettes ». On reprenait volontiers des pantomimes, des comédies-féeries, voire des pièces douteuses, comme *La baignoire* ou *La rose et le bouton*, dont certaines « petites drôleries » choquèrent quelques dévotés et provoquèrent une agitation qui força le gouverneur à intervenir; il ne put empêcher de redonner le même ballet en 1782, « ce qui fit gémir sur la faiblesse des chefs de la ville »¹⁴³.

Dans cette gamme étendue, plusieurs notes reviennent. D'abord, la persistance de la tragédie classique, qui correspond au goût marqué pour l'humanisme dans l'éducation et la lecture. Grimod accorde une place éminente à Corneille. C'est peut-être à ses tragédies « qu'on doit cette révolution qui régénéra les esprits, cette fermentation républicaine qui pensa changer la face de la France à la mort de Louis XIII ». Quant à Racine, il est « un des premiers ornements du plus beau siècle de l'Univers » : il adorait les Anciens, connaissait le cœur humain, excellait à peindre la passion et savait se passer d'action, « l'âme des tragédies ordinaires ». Devançant le parallèle de Stendhal, le critique conclut : « Shakespeare est l'ébauche de la Nature, Racine est la perfection du génie¹⁴⁴. » Du xvii^e siècle, le répertoire gardait la tragi-comédie de Rotrou, *Venceslas*, mais avec le dénouement arrangé par Marmontel; cette forte étude d'un caractère violent placé dans une situation cornélienne plaisait malgré son « air gothique ». Mais ce sont les tragédies du xviii^e siècle qui tenaient le plus l'affiche : *Warwick*, une œuvre estimable mais froide de Laharpe, *Barnevelt* et *Guillaume Tell*, pièces déclamatoires de Lemierre, *Zelmire* de Belloy... Peu de Crébillon, bien que

¹³⁹ J. DAUBERVAL, *Le Déserteur*, ballet-pantomime tragi-comique, mis au théâtre de Lyon par M. Dégueville (Lyon, Castaud, 1788, 15 p.).

¹⁴⁰ FAVIER, *Pizarre aux Indes ou la Conquête du Pérou*, grand ballet pantomime (Lyon, 1788, in-8°, 23 p.).

¹⁴¹ JOUBERT, *Sophie de Brabant* (Paris, Brunet, 1784, in-8°, 16 p.). — JOUBERT, *La mort d'Hercule* (Lyon, Olyer, 1784, in-8°, 8 p.).

¹⁴² *La belle au Bois dormant* (Lyon, Olyer, 1783, in-8°, 16 p.). — BEAUVOIR, *Le mariage d'Antonio* (Lyon, Olyer, 1786).

¹⁴³ P. DURET, *Nouv. générales*, déc. 1772, fasc. 18. f° 19.

¹⁴⁴ G. de la REYNIÈRE, *Peu de chose...*, 1788, p. 10.

Grimod estimât *Rhadamiste* « l'un des plus beaux ouvrages qui honorent la scène française »¹⁴⁵.

Tous étaient éclipsés par Voltaire. Il apparaissait comme le successeur de Corneille et de Racine, en restant moins sublime que Corneille, moins touchant que Racine, moins terrible que Crébillon¹⁴⁶. *Zaire*, *Mérope*, *Œdipe*, revenaient assez souvent; on apprécia la tragédie exotique *L'Orphelin de la Chine*. Ces œuvres offrent des « mots » éloquentes et du « grand style », mais elles présentent des nouveautés que Voltaire emprunte à Shakespeare : les sujets nationaux ou modernes, la complication de l'intrigue qui annonce le mélodrame, le pittoresque du décor avec une machinerie qui, comme celle de *Sémiramis*, convenait aux Lyonnais. Enfin, l'élément philosophique favorisait le drame¹⁴⁷.

Parmi les grands genres, la comédie occupait une place, somme toute limitée. On jouait encore *Les Plaideurs*, les œuvres de Molière, Regnard et Marivaux. Quelques auteurs secondaires étaient parfois retenus : on interpréta sans succès *Le séducteur*, une comédie que le marquis de Bièvre créa en 1783. Les pièces de Sébastien Mercier, telles que *L'habitant de la Guadeloupe*, offraient quelques nouveautés : l'auteur tentait de mettre en application les principes exprimés dans son *Essai sur l'art dramatique* : par cette déclaration de guerre au classicisme, il voulait imposer la représentation de la société moderne, en particulier du peuple¹⁴⁸.

Le fait capital dans cette évolution est l'apparition d'une comédie sentimentale qui élimine le rire et substitue aux scènes gaies des épisodes attendrissants et même pathétiques. Lyon adopta rapidement cette comédie larmoyante : dès le milieu du siècle, Nivelles de la Chaussée et Diderot furent goûtés; bientôt cette vogue parut une manifestation d'esprit philosophique : les dramaturges se piquaient d'apostolat social; ils prênaient l'amour de la nature et de l'humanité; on apprécia vite ces effusions délicieusement amollissantes.

Ainsi, on conserva au répertoire *Eugénie*, le drame bourgeois par lequel Beaumarchais avait débuté au théâtre en 1767; l'action, empruntée en partie au *Diable boiteux*, se passe en Angleterre, premier gage d'intérêt; l'intrigue est solidement charpentée, le dialogue est vif, la sensiblerie est excitée par plusieurs scènes habiles. Si *Le barbier de Séville* ne remporta pas un grand succès, le *Journal de Lyon*, en négligeant la satire politique, vanta les situations comiques, les traits brillants, la vérité du langage du *Mariage de Figaro*¹⁴⁹. Chérubin, Basile, Figaro ne quittèrent plus le plateau. Le hardi brasseur d'affaires choisit même Lyon pour cadre d'une de ses pièces, *Les deux amis ou le négociant de Lyon*. Son succès est significatif. *La Folle Journée*, à l'atmosphère raffinée et sensuelle qui avait effrayé les censeurs, retenait l'attention de tous les esprits curieux, avides de nouveauté et de scandale. L'inoublable valet versait le ridicule sur tout ce qui soutenait l'Ancien

¹⁴⁵ *Journal de Lyon*, 8 janv., p. 11-15; 17 mars 1784, p. 92-94.

¹⁴⁶ G. de la REYNIÈRE, *Moins que rien...*, 1793, p. 29.

¹⁴⁷ J.-J. JUSSEURAND, *Shakespeare en France sous l'Anc. Régime* (Paris, Colin, 1898, in-18, 389 p.).

¹⁴⁸ *Journal de Lyon*, 21 janv. 1784, p. 30.

¹⁴⁹ *Journal de Lyon*, 20 juil. 1785.

Régime; il échauffait les espérances, ramassait les aspirations du public et aiguïsait en mots coupants ce que tout le monde pensait.

Du Tourangeau Destouches, on gardait depuis 1732 son chef-d'œuvre, *Le Glorieux*, une comédie à la fois gaie, touchante et morale, aux tirades bienvenues et au dénouement édifiant. Ces drames, s'éloignant des règles classiques, s'orientaient vers le réalisme. Selon la théorie de Diderot, ils présentaient non plus des « caractères » abstraits et généraux, mais des « conditions », c'est-à-dire des personnages réels, placés dans la société, particularisés par leur profession. Ils se chargeaient d'action intense, pathétique, chaude de vie, susceptible de s'élargir en symbole. Ils ne revêtaient plus l'allure statique et plastique de la tragédie antique ou de l'opéra de Gluck.

L'adjonction de l'opéra en même temps que celle du drame renouvela le répertoire. La bataille des gluckistes et des piccinistes ne semble pas avoir passionné les Lyonnais. Celle des lullistes et des ramistes avait stimulé Louis Bollioud-Mermet; vieilli, il ne participa point à la nouvelle polémique. On relève aussi bien dans les programmes *Orphée* et *Alceste* que *Le Faux Lord* et *Atys*. Y eut-il indifférence ? Une fois de plus, la querelle reposait sur la part de l'italianisme dans la musique française. Les encyclopédistes s'affirmaient favorables à l'*opera buffa* qu'ils estimaient plus naturel que l'opéra de Rameau, trop raisonnable. Lyon, comme le « coin de la Reine », apprécia l'opéra-bouffe, léger et aimable. Les Italiens l'intercalaient comme intermède dans une soirée d'*opera seria*, et il correspondait à un opéra-comique où le récitatif remplaçait le dialogue parlé¹⁵⁰.

Ce triomphe de l'opéra, avec sa musique italienne, constitue en ce siècle de rationalisme une injure adressée à la raison. Tout chanter, depuis le prologue jusqu'au dénouement, depuis les déclarations d'amour jusqu'aux imprécations, quel illogisme ! Surcharger la scène de merveilles en carton, remplacer l'intérêt psychologique par des effets extérieurs de surprise, inventer des machines compliquées et des monstres animés, quel contresens ! Les fervents du vraisemblable protestaient : l'opéra triompha. Ceux qui raisonnaient dans les salons et qui discutaient dans les Académies demandaient au théâtre du merveilleux, du pathétique, du tendre. Leurs âmes ne voulaient plus être convaincues, mais alarmées. L'opéra leur procura cette « fête des sons, des couleurs, des mouvements rythmés, ce plaisir qui tient des magies et des charmes »¹⁵¹. C'était, en un sens, un recul du classicisme et de la logique cartésienne, un triomphe de la sensibilité, excitée par une modulation intarissable et des effets audacieux.

Le théâtre chanté évolua vers la virtuosité de l'art vocal monodique, vers une forme bâtarde de récital de chant, dégagé de tout lien avec l'action dramatique, isolé du livret et de la partition, et développant chez les interprètes et dans le public « un mépris scandaleux de la vraisemblance la plus élémentaire »¹⁵². Gluck voulut freiner l'action ultramontaine et rechercher le naturel. Il l'affirme dans la célèbre épître dédicatoire au Grand Duc de Toscane qui sert de préface à *Alceste*.

¹⁵⁰ P. LASSERRE; *Philosophie du goût musical* (Grétry, Rameau) (Paris, Lévy, 1931, in-16, 242 p.). — N. BOYER, *La Guerre des Bouffons et la musique franç.* (Paris, Nouv. France, 1945, in-16, 286 p.).

¹⁵¹ P. HAZARD, *La crise de la conscience européenne*, 1935, p. 400.

¹⁵² E. VUILLERMOZ, *Hist. de la musique* (Paris, Fayard, 1949, in-8°, p. 143).

Il s'élève contre l'inutile pompe de l'opéra sérieux et prétend revenir à la tradition lulliste en mettant la musique au service de la poésie. Il simplifie le texte, élimine les situations compliquées, les fadeurs romanesques pour retrouver la grandeur antique. Il évite les ritournelles et les cadences et remplace les airs trop ornés par de suaves cantilènes¹⁵³. En dépit de quelques essais, les Lyonnais restèrent fidèles aux grâces italiennes. Quand *Orphée* fut représenté en 1781, la *Petite Chronique* se borna à raconter un incident survenu au cours du ballet. La même œuvre avait provoqué, sur le public parisien, une manière d'envoûtement¹⁵⁴... En revanche, sous l'influence de Rousseau, de Bollioud-Mermet et des encyclopédistes, les amateurs applaudirent les rivaux de Gluck. De l'organiste allemand Martini, ils accueillirent dès sa publication *l'Amoureuse de quinze ans*. Du violoniste napolitain, Antonio Sacchini, ils louèrent les tragédies lyriques; *Chimène ou le Cid*, par exemple, remporta un succès prolongé que justifiaient le charme et la pureté de l'inspiration mélodique. « Nous avons ici de grands opéras qui ne sont pas mal rendus pour la province, écrivait le 7 mars 1789 Mme Roland, et j'ai pleuré comme un novice à *Œdipe à Colonne*. »

Presque chaque soir, les Lyonnais accouraient à l'opéra-comique. Parmi les auteurs, Philidor, le célèbre joueur d'échecs, figurait souvent. *La Rosière de Salency*, d'un ton léger, d'une technique solide, était habituellement choisie¹⁵⁵. Monsigny, « un délicieux amateur, tantôt inspiré, tantôt plat et ennuyeux », triompha avec ses compositions, réalisées sur les livrets de Sedaine comme *La Belle Arsène*, et surtout avec son chef-d'œuvre *Le Déserteur*, pathétique et émouvant, dont le retentissement fut considérable. Nicolas Dalayrac maintenait l'opéra-comique dans une tonalité plus aristocratique, mais toujours aussi sensible avec *La dot*, sur le texte de Desfontaines, *Sargines ou l'Elève de l'Amour*, inspiré par la nouvelle de Baculard d'Arnaud, et surtout *Nina ou la Folle par amour*, qui contient l'air touchant : « Quand le bien-aimé reviendra », dont la vogue fut éclatante et durable¹⁵⁶. On relève dans le répertoire *La Fausse Agnès* de Destouches, avec ses dissonances hardies et suggestives, *La Mélomanie*, une comédie lyrique du Marseillais Stanislas Champein..., Grétry occupe la place d'honneur.

Il plut par son ironie, sa verve, sa sensibilité. De formation italienne, ami de Diderot et de Grimm, il acquit sa renommée dans les milieux séduits par la philosophie nouvelle. Il donna à Lyon *Colinette à la Cour*, *L'Épreuve villageoise*, *La Fausse Magie*, la féerie *Zémire et Azor* dont le livret était l'œuvre de Marmontel; on joua huit fois dans la saison 1787 sa comédie lyrique *Panurge dans l'île des Lanternes*; *Richard Cœur de Lion* remporta tous les suffrages. Grétry proclama la supériorité de la musique dramatique, qui peint les passions et la nature, sur la musique instrumentale. Il retint l'attention par la sincérité et la sensibilité de sa mélodie. Elle correspondait à l'attendrissement pré-romantique de Sedaine, à ce goût du mélodrame vertueux qui évoque

¹⁵³ G. PRODHOMME, *Gluck* (Paris, S. A. E. P., 1949, in-16, 448 p.).

¹⁵⁴ M. de VOLEINE, *Petite chronique*, 12 juil. 1781 (*R. D. L.*, 1851, II, p. 285).

¹⁵⁵ G. E. BONNET, *Philidor et l'évolution de la musique française au XVIII^e s.* (Paris, Delagrave, 1921, in-8°, 148 p.).

¹⁵⁶ B. MONTVEL, *Sargines...*, comédie en 4 actes, en prose, représentée pour la première fois par les Comédiens italiens, le 14 mai 1788. Mise en musique par M. Dal*** (Lyon, Olyer, 1789, in-8°).

l'atmosphère littéraire de la période révolutionnaire dont on devine confusément l'approche. C'est ce qui explique l'enthousiasme instinctif de Méhul qui discernait en Grétry « le Molière de la comédie lyrique ». Son inexpérience à harmoniser des thèmes et à manier des chœurs l'empêcha, malgré sa finesse et sa culture, de se maintenir longtemps à ce premier plan ¹⁵⁷.

Ainsi, s'opérait la revanche du sentiment. Les Lyonnais, délaissant les grands genres, se passionnaient pour les types composites qui semblaient plus proches de la réalité et plus riches de substance humaine : comédies larmoyantes ou opéras bouffes... Dérivé du vaudeville et du drame, l'opéra-comique leur apparaissait tour à tour comme une idylle bourgeoise, une comédie sentimentale, un bref drame pathétique, toujours accompagné de sa mélodie changeante. « En son esprit, en son décor, en son style, en ses sujets, comme en sa musique, l'opéra-comique marque une réaction contre la noblesse et la grandeur de la tragédie musicale ¹⁵⁸. » Etrange engouement pour des formes colorées d'italianisme au moment où s'amorce la réaction antiquisante avec ce qu'elle implique de retour à la simplicité.

L'attrait pour les légendes dramatiques du Moyen Age explique en partie cette évolution. Il se marque profondément dans l'opéra-comique, qui se laissa entraîner vers ces époques lointaines, dont l'obscurité même portait en soi quelque séduction. Elles pouvaient satisfaire la soif de pittoresque qui tourmentait les esprits. Ces récits tragiques, remplis de scènes sanglantes qui aboutissent à de tristes dénouements, se dressaient contre l'optimisme et le libertinage. On reconstitua la société médiévale beaucoup moins par les fabliaux que par les romans empruntés à l'épopée courtoise. La Cour des Valois fournit souvent les costumes. La romance, sentimentale et naïve, s'arrogea une place de choix : les rythmes, qu'utilisent Philidor et Grétry, lui donnent une grâce ancienne. Les librettistes et les compositeurs acheminèrent ainsi vers les audaces romantiques. Le succès de *Richard Cœur de Lion* prépara celui des romans de Walter Scott et les décors de Dalayrac firent mieux goûter les descriptions de *Notre-Dame de Paris* ¹⁵⁹. Les rapports du verbe et de la musique se modifièrent. Les auteurs prétendent alors élever le livret d'opéra à la dignité d'un genre littéraire autonome et n'acceptent plus le rôle subalterne dans lequel Rameau voulait les confiner. Ils se tournent vers des sujets que n'avait consacrés nul chef-d'œuvre (*Didon*) ou vers des mythes (*Orphée*). Ils abandonnent les sources traditionnelles et tentent un opéra historique (*Adèle de Ponthieu*), voire historico-exotique (*Pizarre*). Certes, leurs réalisations sont pauvres; il leur manquait une connaissance sérieuse des civilisations qu'ils évoquaient et une mise en scène adaptée. Tantôt l'opéra glissait au drame et à la déclamation lyrique, tantôt il devenait un mimodrame ou un méloballet ¹⁶⁰.

Les ballets enchantaient. Le choix de Hus, comme directeur, accentua le goût lyonnais pour la chorégraphie. Mais un des artisans de cette

¹⁵⁷R. ROLLAND, *Musiciens d'autrefois...* (Paris, Hachette, 1908, in-16, 306 p.).

¹⁵⁸N. DUFOURQ, *La musique franç.* 1949, p. 200.

¹⁵⁹G. CUCUEL, Le Moyen Age dans les opéras-comiques du XVIII^e s. (*Rev. du XVIII^e s.*, janv. 1914, p. 56-71).

¹⁶⁰R. GUET, *Le livret d'opéra en France de Gluck à la Révol. (1774-1793)* (Smith Collège, Northampton, Mass., 1937, in-8°, 199 p.).

mode fut Jean-Georges Noverre qui monta à Lyon *Apelles et Campaspe* ou *la générosité d'Alexandre*, puis les *Amours d'Enée* ou *Didon abandonnée*¹⁶¹. Cette pantomime, sans respecter l'unité de lieu, comporte des épisodes exotiques, tels que l'hommage d'un roi Maure à Didon et s'achève par l'embrassement de Carthage. Ses cinq actes furent jugés très plats et, d'après la *Petite Chronique*, les décors semblèrent mesquins. En 1782, un divertissement allia « les pleurs de la compassion » aux évocations moyenâgeuses. Le prologue *Les Preux chevaliers* reconstitue la cérémonie de l'adoubement avec les costumes de l'époque. Les trois actes de *Dorothée*, qui font suite, présentent la Trémoille guerroyant dans le Milanais¹⁶².

En 1787, le directeur exalta les performances de Noverre, « qui avait porté le génie de Corneille dans l'art de peindre par les attitudes ». Ce rénovateur, qui séjourna à Lyon et y fut choyé, estimait avoir « fait dans la danse, une révolution aussi frappante et aussi durable que celle de Gluck dans la musique ». Pour faire du ballet un art expressif et vivant, il « brisa des masques hideux, brûla des perruques ridicules, supprima les paniers incommodes, bannit les hanches plus incommodes encore, substitua le goût à la routine, indiqua un costume plus noble, plus vrai et plus pittoresque, exigea de l'action et du mouvement dans les scènes, de l'âme et de l'expression dans la danse »¹⁶³.

Cette orientation provoqua quelques réticences. Grimod défendit les classiques et rappela le rôle moralisateur du théâtre. Molière fut « le plus grand prédicateur du dernier siècle », et ses comédies ont opéré « plus de réformes que les sermons de Bourdaloue »; par contre, « Regnard a fait un grand tort à l'art dramatique en détournant la comédie de son but moral ». Dans les *Stances irrégulières* à Mme Dugazon, il s'éleva contre la confusion des genres : « Nous ne pouvons nous accoutumer à voir pleurer sur le théâtre de l'opéra bouffon, malgré le talent de Marsollier des Vivetières¹⁶⁴. »

4. LES MANIFESTATIONS ARTISTIQUES

À l'avènement de Louis XVI, les sociétés musicales avaient disparu. L'Hôtel du Concert fut affecté à divers usages : il abrita l'Ecole de géométrie; en 1774, les chirurgiens s'y réunissaient; en 1787, les officiers du roi y logeaient. A cette date, la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale demanda au Consulat de le lui attribuer. « Depuis nombre d'années, le Concert a cessé (il y a près de vingt ans); on a tenté plusieurs fois de le rétablir, mais toujours vainement; les amateurs,

¹⁶¹ *Apelles et Campaspe...*, de la composition de M. Noverre... (Lyon, Olyer, 1777, in-8°, 14 p.). — *Les amours d'Enée et de Didon...*, de la composition du célèbre Noverre, maître des ballets du Roi et de l'Opéra... (Lyon, 1781, in-8°, 14 p.).

¹⁶² *Dorothée*, pantomime à spectacle, précédée des *Preux Chevaliers*... (Lyon, Delaroche, 1782, in-8°, 20 p.).

¹⁶³ J.-G. NOVERRE, *Lettres sur la danse et sur les ballets* (Lyon, Delaroche, 1760, in-8°).

¹⁶⁴ G. de la REYNIÈRE, *Peu de chose...*, 1788, p. 26.

devenus plus difficiles, ne sont plus ni assez riches, ni assez nombreux pour en faire les fonds, et le nouveau plan dont s'occupe le Consulat et que le public ignore, échouera toujours contre le double écueil que présentent le changement de goût et l'insuffisance des moyens. Les concerts spirituels, qu'on dit avoir lieu dans la quinzaine de Pâques, sont très rares et presque toujours déserts; les seuls qu'on puisse citer ont été donnés dans la salle ordinaire des spectacles », qui convient mieux aux virtuoses. La requête fut agréée et l'hôtel devint le siège de l'Assemblée et des bureaux¹⁶⁵. Cochard prétend que des soirées eurent lieu dans ce bâtiment jusqu'à la Révolution; les almanachs n'en parlent plus après 1775¹⁶⁶.

Des concerts furent néanmoins organisés. Ainsi, à Noël 1783, plusieurs instrumentistes du Grand Théâtre exécutèrent une symphonie et un quatuor de clarinette. Des ariettes, des motets et un rondeau furent chantés ainsi que le trio de l'*Amant jaloux*, « avec des paroles sur la paix »¹⁶⁷. On tenta de fonder une nouvelle société en 1784. Quelques séances accompagnèrent le carnaval de 1785 : plusieurs artistes jouèrent des concertos; le choix des morceaux fut jugé délicieux, l'exécution parfaite, mais le public regretta l'absence des chants annoncés; « le meilleur concert sans voix pourrait être comparé à un beau paysage sans figures; il inspire plus d'admiration que d'intérêt, l'oreille peut être flattée, mais l'âme est rarement émue »¹⁶⁸. Quelques jours plus tard, on applaudit le violoniste hollandais Joseph Fodor dans un concerto et un organiste dans une sonate pour piano-forte. Pour les Rameaux, un programme réunit un claveciniste, un clarinettiste, des chanteurs qui firent bisser un air de Gossec¹⁶⁹.

L'affluence à une présentation d'amateurs qui interprétèrent l'ouverture de *Atys*, incita le *Journal de Lyon* à conseiller cette formule : ces festivals, « les moins coûteux et les plus intéressants de tous, dans un art lié à l'éducation (et peut-être aux mœurs plus encore que ne le croient les nations modernes) forment plus le goût en deux heures de plaisir que des années entières de leçons insipides ». D'autres réunions eurent lieu, l'une d'elles fut dirigée par un maître de langue italienne, neveu de Rameau; au *Salon des arts*, on entendit en 1786 un violoncelliste et un harpiste; en 1788, deux soirées très brillantes rassemblèrent la basse Henri Larrivée, le grand prêtre de *Castor et Pollux*, le créateur de *Alceste*, de *Armide*, de *Iphigénie en Aulide*, ses filles instrumentistes, la haute-contre Saint-Aubin et la basse Darboville¹⁷⁰.

La mode passait aux pièces de virtuosité. La musique instrumentale, elle aussi, cédait à la vogue de l'italianisme et reculait devant la musique dramatique. Chaque programme mêlait une symphonie, des concertos, des cantatilles très en faveur au XVIII^e siècle. Instrumentistes et chanteurs alternaient pour épargner à l'oreille une tension continue. Parallèlement, le goût de la vedette s'accusa. C'est un phénomène cons-

¹⁶⁵ A. D. R., C 775, p. 12. Lettre de MM. les procureurs syndics, 16 oct. 1787. — M. de VOLEINE, *Petite chronique* (R. D. L., 1860, XX, p. 87).

¹⁶⁶ N. COCHARD, *Guide du voyageur et de l'amateur à Lyon* (Lyon, Pezieux, 1826, p. 479).

¹⁶⁷ *Journal de Lyon*, 8 janv. 1784, p. 15.

¹⁶⁸ E. LEROUX, *Cahiers d'E. Benoît*, 11 fév. 1785 (R. D. L., 1932, p. 79).

¹⁶⁹ *Journal de Lyon*, 31 mars 1785, p. 112.

¹⁷⁰ *Ib.*, 30 mars 1785, 20 août 1788.

tant : le public se lasse progressivement de la musique pure et apprécie de plus en plus la technique. Les recettes fléchissent, le nombre des auditeurs diminue lorsqu'aucune célébrité n'est annoncée. Les organisateurs s'efforcent de découvrir de nouveaux prodiges. Cercle vicieux, leurs frais d'exploitation augmentent¹⁷¹ !

Dans une certaine mesure, l'adoption de nouveaux instruments se rattache à cette curiosité superficielle de l'inédit. Au cours du siècle, apparurent la mandoline, la harpe à pédales, les trombones et surtout le piano-forte qui supplanta le clavecin. Ces progrès conduisirent à un meilleur emploi des principes de l'harmonie. A travers les arpèges, les doubles cordes, les sons harmoniques doublés se dessine une transformation profonde : sous Louis XV, la mélodie affectait une expression discrète et impersonnelle; sous Louis XVI, elle recherche une ligne plus souple. Une mélodie flexible à souhait apparaît au moment où le dessin d'un Watteau et la peinture d'un Fragonard sont abandonnés. La musique, en retard sur les autres arts, prolonge l'esprit de la Régence et le goût des salons de l'époque Pompadour. Elle incline vers un lyrisme subjectif, complexe et nuancé. Le quatuor à cordes, d'une richesse et d'une douceur incomparables, demeura le régal des connaisseurs les plus raffinés. La symphonie, qui s'oriente vers un lyrisme objectif, épique et monumental, convenait mieux au public.

En dépit des difficultés que rencontrèrent les organisateurs de concert, il semble que l'attrait pour la musique existait dans beaucoup de milieux. Rousseau découvrit parmi eux de précieux concours. Le *Journal encyclopédique*, la *Gazette de France*, les *Mémoires* de Bachaumont prétendent que le compositeur lyonnais François Grenet fut le véritable auteur du *Devin du village*; Rousseau repoussa ses insinuations dans ses *Confessions* et ses *Dialogues*. En tout cas, la « scène lyrique » de *Pygmalion* fut préparée en collaboration avec Horace Coignet, dessinateur de fabrique; l'écrivain conçut l'ensemble et, voulant donner une idée de la mélopée grecque, combina le drame parlé et le commentaire orchestral que développa l'amateur lyonnais, dans un style qui se ressent de l'influence de Gluck¹⁷².

La connaissance de la musique entraînait dans la bonne éducation. En famille, entre amis, on aimait la musique de chambre. La bibliothèque musicale fort riche d'Imbert-Colomès comprenait entre autres des sonates de Mozart, signées par l'auteur, et des compositions de Clementi, dédiées à la fille de l'échevin... Le virtuose, considéré comme « le plus fort de l'Europe pour le clavecin », vint à Lyon en 1782; l'éditeur Castaud obtint le privilège de publier ses œuvres. A son retour d'Angleterre en 1784, Clementi s'enfuit en Savoie avec Victoire Imbert-Colomès, son élève¹⁷³.

La place de la musique est attestée par la fréquence des discussions musicales. En 1779, un jeune avocat qui avait voyagé en Italie, Pierre Dutillieu, proclama que seule la musique moderne avait acquis « cette perfection qui consiste à flatter le connaisseur par des modulations savantes, l'homme de goût par une mélodie heureusement dessinée, à exciter dans les âmes une émotion délicieuse par l'expression de tous

¹⁷¹ L. VALLAS, *op. cit.*, 1932, p. 344.

¹⁷² A. SALLES, H. Coignet et le *Pygmalion* de Rousseau (*Rev. music. Lyon*, 24 et 31 déc. 1905, 7 janv. 1906, 22 p.).

¹⁷³ L. VALLAS, *op. cit.*, 1932, p. 414.

les sentiments »¹⁷⁴. On comparait les mérites de Grétry, de Piccini, de Gluck¹⁷⁵. L'Académie comptait des musiciens avertis: Guillaume Olivier, médecin de Stanislas de Pologne, Mathon de la Cour, fondateur du *Journal de musique*, Thorel de Campigneulle qui tenait la rubrique théâtrale au *Mercur de France*. En 1780, Roland fit hommage d'un mémoire « sur l'état actuel des spectacles, de la langue et de la musique en Italie ». L'Académie examina souvent des instruments conçus par des amateurs ingénieux... Mais les exposés sur l'harmonie ou le tempérament n'agitaient plus la compagnie comme au milieu du siècle.

La conception de l'art dramatique, les œuvres théâtrales mêlées d'ariettes, les concerts complétés par des chants rapprochaient la musique savante de la monodie populaire. Le grand air que le public retient traduit l'obscur besoin qu'éprouve le compositeur de compenser ce que le théâtre peut garder de guindé et d'aristocratique. Sous l'influence italienne, les auditeurs applaudissaient avant tout la chanson. Au XVIII^e siècle, elle fut extrêmement répandue. Source de courage et de joie, elle parut la dernière arme de l'opprimé et du vaincu. Elle contribua à modeler un état d'esprit. Peut-être établit-elle d'ailleurs, comme toutes les formes mineures de l'art, un lien entre la foule qui chante le fredon et ceux qui l'ont créé, un point de contact entre les diverses parties de la société, une création commune des milieux cultivés et du public qui choisit, accommode et déforme les couplets¹⁷⁶.

Parmi les chants les plus usuels, à la fin du XVIII^e siècle, les Noël décrivirent, avec plus ou moins de détails pittoresques et d'aimable naïveté, la naissance de Jésus, les adorations, les offrandes à la crèche...; quelques-uns étaient anciens ou se chantaient dans d'autres villes; certains s'appliquent aux Lyonnais et recourent au patois local. L'un d'eux, par exemple, présente avec ironie les visiteurs qui déposent leurs cadeaux : c'est Montazet, Flesselles, Bellescize, le major de la Verpillière. Tous, en échange, exposent leurs requêtes¹⁷⁷... La plupart comptent des traits satiriques et parfois licencieux. L'un d'eux, fort savoureux, imagine la visite du diable : saint Joseph le reçoit à coup de « verlopa » et le bœuf à coup de cornes. Un autre raconte comment un satinaire s'habille, avec sa « cravata de cambria, sa chemise a dintella », pour se rendre à l'église, où le ménage confie à l'Enfant divin ses misères. Un Noël, chanté en 1785, raille la noblesse d'échevinage : « L'insolente indécence n'inspirant qu'un juste mépris », Jésus rabattit l'arrogance de ces anoblis¹⁷⁸.

Un second groupe de chansons se rapporte aux besognes quotidiennes. L'une énumère les produits variés que les marchands ambulants vendaient dans la ville. Une autre convie aux divertissements des Broteaux¹⁷⁹. Les plus nombreuses évoquent la vie des canuts. Ces complaintes sans envolée, composées dans la boutique close, adoptent pour

¹⁷⁴ P. DUTILLIEU, *Apologie du siècle présent* (Genève, 1779, in-8°, 52 p.).

¹⁷⁵ J. VASSELIER, *Épître lue à la séance publ. de l'Acad.* (Lyon, 1787, in-8°, 8 p.).

¹⁷⁶ H. DAVENSON, *Le livre des chansons ou Introd. à la connaissance de la chanson populaire franç.* (Neuchâtel, *Cahiers du Rhône*, 1944, in-8°, 589 p.), p. 15, 72.

¹⁷⁷ B. M. L., F. C. ms 1072, Noël, 1773, in-4°, 4 p.

¹⁷⁸ G. DROUX, *La chanson lyonnaise* (*R. H. L.*, 1907, p. 30-52). — PHILIPON, Noël (*Lyon-Revue*, t. IX).

¹⁷⁹ La ville de Lyon en 1789 (FG., ms 51).

refrain le triste appel des tireuses, désignant sur un ton monotone les éclatantes couleurs des riches étoffes. Elles sont rédigées soit en patois lyonnais, soit en dialecte canut, chargé de termes techniques. Le vers, généralement bref, souvent assonancé, est solidement rythmé. Le schéma est traditionnel : le taffetatif travaille sur sa banquette, puis part faire ses courses et rejoint ses camarades au cabaret. En rentrant, il bat sa femme et, au cours de l'altercation, renverse l'huile de la lampe sur la pièce; il faut aller chez le négociant essayer d'arranger l'affaire¹⁸⁰... Une autre, *le Canut amoureux*, retrace les plaisirs de l'ouvrier. Ces chants de métier représentent le pendant des « chansons de grand vent » de la Bresse ou des couplets du ramoneur, que Dalayrac introduisit dans *les Deux petits savoyards* en 1789.

L'esprit gaulois anime, aussi, les voix de ville, lancées sur un air connu à propos d'un fait d'actualité. Ces monodies narratives constituaient le répertoire historique du peuple, un recueil de petits potins. On chansonna ainsi une jeune Lyonnaise qui se livrait prématurément, et avec un succès légendaire, aux jeux de l'amour¹⁸¹. La voie avait été ouverte au milieu du siècle par le chirurgien Pierre Laurès : ses propos grivois, piqués de termes dialectaux, sur la vendeuse de bugnes ou les demoiselles légères, repris par le public, diffusèrent une littérature d'apparence populaire éclosée dans un milieu bourgeois¹⁸². Plus audacieux, Jean de Combes, un mystificateur, composa une parodie de *Zaïre* et de nombreuses chansons scatologiques¹⁸³.

L'ascension de la « machine aérostatique » fut une inépuisable ressource. Reveroni rédigea douze huitains d'octosyllabes, sur le timbre d'un Noël : d'un ton goguenard, il railla l'oratorien Lefebvre qui, partant avec sa lunette, fut arrêté par le corps de garde, et évoqua le spectacle à la Comédie « où on jouait Phigénie, qu'un gognian voliet buclau »¹⁸⁴. D'autres auteurs vantèrent le courage des aéronautes. Certains leur rappelèrent, comme dans les ritournelles galantes, que la terre offre toutes les douceurs, l'amour, la table, le vin... Ils n'oublièrent pas les mésaventures, comme celle du *Sathonay* qui devait conduire deux audacieux jusqu'à la Méditerranée, mais ne « bougea pas de place »¹⁸⁵.

La politique alimenta cette verve qui devint agressive sous le règne de Louis XVI. Les personnalités étaient plaisantées. En une satire sur le Conseil supérieur, Combes silhouetta ses principaux collègues. On colporta un dialogue où s'inséraient, dans des phrases piquantes, les noms des conseillers. Une chanson accueillit plus tard le rétablissement des Parlements en se gaussant « de tous les conseils supérieurs, vile engeance¹⁸⁶ ! » Au même moment, une farandole glosa, sur l'air de la

¹⁸⁰ B. M. L., ms 757, f° 14-15. — Une chanson de canut (R. H. L., 1910, p. 58-63).

¹⁸¹ B. M. L., ms 1072. Chanson contre une demoiselle du quartier St-Clair.

¹⁸² C. FERRAN, *Le Dr Pierre Laurès, maître chirurgien et écrivain satiriste lyonn. au XVIII^e s.* (Lyon, Imp. réunies, 1948, in-8°, 28 p.).

¹⁸³ M. de VOLEINE, J. de Combes (R. D. L., 1867, III, p. 231). — D. de Bois SAINT-JUST, *Paris, Versailles...*, 1809, II, 248-256.

¹⁸⁴ A. REVERONI, Chanson en patois lyonnais sur Montgolfier (R. D. L., 1838, VII, p. 478-481).

¹⁸⁵ M. de VOLEINE, Lyonnaisiana, de Petrus Violette (R. D. L., 1870, IX). — Chanson sur le Ballon aérostatique (*Revue Lyonnaise*, 1884, VII).

¹⁸⁶ M. de VOLEINE, Petite chronique (R. D. L., 1854, VII, p. 349; 1851, II, p. 283). — Chanson sur le Conseil supérieur de Lyon (F. C., ms, 1774, in-4°, 2 f.).

Petite Poste de Paris, le train de vie du président de la Cour des monnaies¹⁸⁷. A l'occasion des fêtes données par l'intendant au duc de Gloucester, en 1783, l'abbé Mongez composa un hymne qui fut interprété par les enfants à la Comédie. Quand Delandine accueillit La Fayette à la loge le *Patriotisme*, il entonna quelques strophes dans lesquelles Hercule, Eole, Mars célébrèrent à l'envi les exploits du « héros des deux mondes »¹⁸⁸. Le catéchisme de l'archevêque fournit le prétexte d'une chanson dont la source ne pouvait être populaire. Elle discutait l'inspiration janséniste du traité¹⁸⁹...

La grève de 1786 donna naissance à la *Complainte historique sur la révolte des taffetiers et des garçons chapeliers*, que l'on chanta sur l'air des *Pendus*. Cette longue composition narre les principaux épisodes de la révolte et présente de façon satirique les chanoines de Saint-Jean, les échevins et

« *Le nez serrez, rangez en rond,
Les canus oyant le sermon...* »

Peut-être se proposa-t-elle de charger l'archevêque de la responsabilité de l'émeute, en lui assignant comme cause le rétablissement du banvin. Le directeur de la Condition des soies, Reveroni, exprima, en patois, les doléances des Lyonnais sur les misères du temps et fit allusion à Calonne. « le grou monchu de Paris, qui du Roi est le mami »¹⁹⁰.

Ainsi, malgré le marasme économique, on chanta beaucoup sous Louis XVI. L'absence de distractions et l'insuffisance des moyens d'information expliquent cette habitude. Dans les réjouissances publiques, on interprétait des chœurs, des motets, des cantates. Les éléments cultivés léguaient aux masses ces satires, peut-être avec l'arrière-pensée d'utiliser cette démarche naturelle de l'homme pour diffuser quelques thèmes politiques sous une forme lapidaire.

Le chant demeurerait la seule forme d'art pénétrant les couches sociales les plus humbles. Les arts plastiques intéressaient seulement la bourgeoisie, et ils en révèlent les caractères particuliers. « Dans Lyon et le Lyonnais, tout est opposition, écrit Edouard Aynard. Lyon vit sous un ciel ou très sombre ou très radieux; son climat est dans les extrêmes. Assis à la porte du Midi, il est enveloppé de ses brouillards légendaires pendant une partie de l'année; lorsque le soleil brille, c'est avec une ardeur plus intense que dans beaucoup de régions méridionales... Le Lyonnais s'agite dans les contraires... C'est un inachevé¹⁹¹. » Cette influence de l'atmosphère sur le tempérament lyonnais, Taine la note déjà dans ses *Carnets de voyage*. Sans l'exagérer, elle a agi sur le psychisme des artistes, plus sensibles que quiconque à l'ambiance. Elle s'est combinée avec d'autres composantes : l'époque et ses tendances, le goût parisien que le Lyonnais respecte ou réprouve, l'inquiétude qu'attise une brûlante vie sociale... Mais surtout, la plupart des peintres furent des dessinateurs de la Fabrique et leur art se ressent de la

¹⁸⁷ L. NIEPCE, *La magistrature*, 1885, p. 37.

¹⁸⁸ Couplets à M. de la Fayette, à son passage à Lyon, en juin 1785 (F. G., ms 51).

¹⁸⁹ Chansons contre la Critique du Catéchisme de M. l'archev. de Lyon (Bouillon, Rougeane, 1773, in-12, 56 p.).

¹⁹⁰ *Complainte hist...*, août 1786, F. C., ms 1072 (R. D. L., 1840, XII, 210).

¹⁹¹ E. AYNARD, *Lyon en 1889*, p. 10-11.

technique du tissage; pour beaucoup, il n'est que le parachèvement des travaux professionnels¹⁹².

Plusieurs décorateurs n'échappèrent guère à leur métier. Philippe de Lasalle transmet à Lyon l'influence de Boucher, dont il était le disciple; sans en adopter les tonalités conventionnelles, il joua de l'élément floral, avec la constante préoccupation de constituer une harmonie, respectant la nature. Emule de Wouvermann, c'est par le don d'observation, par les nuances et le coloris que se distingua Dechazelle; collectionneur curieux, il fut un des premiers artistes à se passionner pour les vestiges du Moyen Age¹⁹³.

Pillement, Lyonnais de famille et de formation, travailla peu à Lyon avant 1789. Il ne se cantonna pas dans la décoration d'étoffes; son œuvre est composite par la technique et l'inspiration. En tant que dessinateur, il se révéla spécialiste de l'exotisme et créateur d'innombrables et fines chinoiseries. En tant que peintre, il fut un des maîtres du paysage au XVIII^e siècle. Ce genre se maintenait alors à un rang inférieur dans la hiérarchie. La peinture d'histoire représentait la noblesse par excellence. A l'Académie de peinture et de sculpture, elle conférait des privilèges auxquels ne pouvaient prétendre les autres catégories. Les peintres de fêtes galantes ou de natures mortes ne s'élevaient jamais au-dessus du rang de simples académiciens¹⁹⁴. Lyon, échappant à cette emprise, s'intéressa à la nature sous l'influence de la Fabrique qui lui demandait des modèles. Les idées nouvelles en agronomie, le rousseauisme, le développement des sciences de la vie... contribuèrent à cette orientation. Pillement œuvra dans le même sens que Joseph Vernet, le peintre officiel des marines. Comme lui, il se réfère à Claude Lorrain et à Poussin; comme Louthembourg, il est séduit par Ruysdaël et Hobbema. Il aime les ports, la mer, les horizons bleutés qu'il a contemplés à Lisbonne et à Londres. Des pêcheurs et des laveuses illustrent ses premiers plans. Les montagnes l'attirent, même les glaciers alpestres, alors si peu connus. Il peint quelquefois sur place, ce qui est rare à l'époque et, dans ce cas, ses documents pris sur le vif sont d'un naturel et d'une pureté remarquables. S'il a moins d'ampleur et moins de gravité que Vernet, il témoigne plus d'aisance.

Ses toiles orchestrent quelques thèmes préférés : rivière ou cascade, ruine sur un rocher, pont rustique, bergers et troupeaux. Mais l'agencement offre une grande diversité et atteste un sens du pittoresque : il accumule les formes tourmentées, les arbres tordus, les torrents fougueux... Il sait concilier l'accent de la réalité et l'atmosphère de fantaisie; sa ville natale lui fit sentir la richesse de cette alliance. Les horizons deviennent des prétextes à la rêverie, à la méditation mélancolique, à la nostalgie préromantique. Parfois, une certaine couleur locale s'exprime par le rendu des costumes, par l'exactitude d'une chaumière hollandaise ou la netteté d'une barque anglaise. C'est le cas de *l'Entrée du bois*, de *Repos des voyageurs*, de *La Laiterie*... Il cherche à renouveler son art par la variété des techniques. Il touche à ses heures le pastel, cet art aimable, séduisant, essentiellement français dont il se servit non pas pour le portrait, mais pour le paysage; il recourut aussi

¹⁹² R. JULLIAN, *La peinture lyonn.*, 1949, p. 13.

¹⁹³ Domaine de Gr. Blanche, Parcieux (Ain).

¹⁹⁴ J. GUIFFREY, *L'Acad. de peinture et de sculpture au XVIII^e s.* (*Rev. du XVIII^e s.*, janv. 1914, p. 17-23).

à la gouache, pour ses petits sujets, ou même au dessin en camaïeu. Il étudie avec minutie l'éclairage de ses sites. Ainsi, la *Kermesse* rappelle les scènes flamandes avec esprit, finesse et légèreté. Cette œuvre peut être considérée comme une synthèse de son talent vu à travers ses motifs habituels : le ruisseau et la passerelle, la femme sur l'escarpolette, la foule dans un coin du parc... Fier de sa personnalité, il s'imposa comme un des maîtres du XVIII^e siècle¹⁹⁵.

Les portraitistes constituent un second groupe. Le chef en fut Nonotte, peintre de la ville depuis 1762 et organisateur avec Frontier de l'Ecole de dessin. Ses portraits de Catherine Victoire Colomès, de Fleury Zacharie, de Palerne de Savy, de Mme Nonotte montrent une facture caractéristique du siècle : visage régulier sous les cheveux poudrés ou la coiffe de dentelle, plis des vêtements dégageant une poésie familière, atmosphère de calme et d'intimité¹⁹⁶... Le portraitiste le plus original fut Cogell. Pehr Eberhard, devenu Pierre Cogell, était né à Stockholm où il fut l'élève, à l'Académie de dessin, de deux sculpteurs français : Jacques-Philippe Bouchardon, le frère de l'artiste parisien, et Pierre-Hubert Larchevêque. Il profita du rayonnement de l'art français dans l'Europe du Nord, de la pénétration de la civilisation française en Scandinavie, des cordiales relations entre les cours de France et de Suède. A la suite du roi Gustave III, qu'avait instruit le comte de Tessin, nombreux furent les nobles suédois qui vinrent dans les villes de France parfaire leur culture¹⁹⁷.

Comme Pillement, Cogell voyagea beaucoup : il acheva ses études à l'Académie de Copenhague, participa aux troubles qui agitérent le royaume des Vasa, en revint boiteux ; il s'installa à Munich, puis à Paris, enfin à Lyon où il bénéficia de solides appuis. Par ordre de Marie-Antoinette, peut-être grâce au séduisant Fersen, le Consulat dut nommer le nouvel arrivé, en 1779, peintre de la Ville, et pour cela révoquer Alexis Grognard ! Cogell recueillit aussi la succession de Villione à l'Ecole de dessin¹⁹⁸.

Cogell dut surtout son talent au pastelliste suédois Gustave Lundberg et à son compatriote Alexandre Roslin ; il subit aussi l'emprise de Joseph Vien qui exerça sur son temps une influence comparable à celle d'un chef d'école, moins par son œuvre que par son enseignement. Cogell ne doit rien à l'art du dessinandier, ce qui le distingue de ses confrères lyonnais. Il s'orienta vers le portrait, genre considéré jusqu'alors comme secondaire mais qui s'élevait en dignité grâce à une pléiade d'artistes notoires. Ils créèrent sous Louis XV le portrait mythologique : d'ingénieux arrangements de costumes métamorphosaient le modèle en figure allégorique. Sous Louis XVI, les portraitistes lyonnais renoncèrent à cet académisme et lui substituèrent la franchise et la hardiesse du sentiment. Incisifs comme La Tour et Perronneau, ils traduisirent la réalité visible d'une existence et arrachèrent son intimité à un être qui cherchait à se dissimuler dans une classe sociale¹⁹⁹.

¹⁹⁵ Pont rustique (M. B. A. L.), Bergers dans les montagnes (Coll. Cailleux, Paris).

¹⁹⁶ Portraits de Mme Nonotte, 1758 (M. B. A., Besançon), de Mme I. Colomés (Château de Chambost, Longessaigne, Rhône).

¹⁹⁷ P. LESPINASSE, *Les artistes franç. en Scandinavie* (Paris, Renaissance du Livre, 1929, in-16, 193 p.).

¹⁹⁸ A. M. L., R², Ecole des B.-Arts : personnel.

¹⁹⁹ A. BLUM, La mode des portraits mythologiques en France sous Louis XV (*Rev. du XVIII^e s.*, juil. 1913, p. 302-309).

PLANCHE II.



[Pont rustique appuyé sur des rochers, par Jean Pillement.

(Musée des Beaux-Arts, Lyon).

Les portraits de Cogell se distinguent par l'exécution ferme, le dessin précis, la psychologie pénétrante. Comme Louis Tocqué, il excella dans le rendu des dentelles, des satins et des velours. Parmi ses toiles célèbres, figurent les portraits du lieutenant de vaisseau François-Xavier de Ruolz, du recteur de la Charité Jean-Antoine Lepescheux, de Pierre Adamoli, bienfaiteur de l'Académie²⁰⁰... En 1789, il représenta le visage d'une femme âgée : un sourire erre sur les lèvres, de beaux cheveux blancs, largement ondulés, retombent en boucles harmonieuses, un fichon de dentelles les enveloppe; un joli nœud ferme la robe à la mode négligée de Marie-Antoinette; la tonalité générale est douce, le modelé des chairs précis et d'un grain fin²⁰¹.

Son compatriote Adolphe Uric Wertmuller fut son émule direct et peignit le chirurgien Grassot, le dessinateur Defarges, le maître de danse Jean-Baptiste Hus... Ainsi, les Lyonnais marquèrent une prédilection pour le paysage et le portrait. Parmi les survivants de tendances classiques, Laurent Pécheux fut conquis par l'Italie. Il professa à Parme et à Bologne, puis à Turin où, premier peintre de Victor-Amédée III, il dirigea l'Académie. Il peignit lui aussi des portraits, comme celui du sculpteur dolois Claude Attiret, en un style libre qui étonne à cette époque; mais il se spécialisa dans les sujets mythologiques qui rappellent, dans un cadre agreste, l'esthétique des fêtes galantes²⁰². De son côté, Nonotte laissa des tableaux religieux et des scènes historiques.

Cette cité réceptive, à la fois centre d'attraction et de diffusion, ne compta pas en définitive d'artistes strictement lyonnais. Nés à Lyon, comme Gabrielle Capet, ils allaient jouer ailleurs un rôle essentiel, tandis que dans leur ville natale des étrangers venaient stimuler l'activité artistique. Ils parvenaient à résister à l'emprise parisienne sans toutefois former véritablement une « école lyonnaise »²⁰³.

La même indépendance se retrouve chez les graveurs. L'illustration des éditions de luxe exigeait leur concours et l'habitude de la technique minutieuse du dessinandier développait le goût du dessin à la plume et de la taille douce. Ainsi se perpétua la dynastie des Drevet, dont la notoriété remonte au Grand Siècle. De son burin large et expressif, lumineux et délicat, Laurent Cars traduisit Watteau, Boucher, Lemoine. Le Chalonnais Vivant Denon mania la pointe avec habileté. Charles Boily, d'une famille de graveurs, évoqua les scènes quotidiennes et les personnages connus de la ville, comme le lieutenant de police Antoine Rey²⁰⁴...

Le talent de Jean-Jacques de Boissieu les éclipsa tous. Cet amateur travailla dans l'atelier du peintre d'histoire Jean Frontier, puis entra en relations avec Vernet et Greuze qui, né à Tournus, avait été formé à Lyon. Certains visages de Boissieu rappellent les expressions du « peintre sensible » par excellence, dont raffolait Mme Roland. Il copia

²⁰⁰ A. BONAMEN, *P. Cogell*, 1910, p. 219-222.

²⁰¹ Portrait de femme, 1789 (M. B. A. L.).

²⁰² Portrait du sculpteur C. Attiret (M. B. A., Dijon); *Vénus et Adonis*, 1766 (M. B. A. L.).

²⁰³ R. JULLIAN, *Visages du Lyonnais* (Paris, *Horizons de France*, 1952, p. 172).

²⁰⁴ E. DACIER, *La gravure en France au XVIII^e s., La gravure de genre et de mœurs* (Paris, Van Oest, 1925, in-f°, iv-127 p.), p. 83-95.

les maîtres flamands et hollandais : alors que Dechazelle s'inspira de Wouvermann, Boissieu étudia Berghem, les paysagistes et les intimistes. Il devint un des représentants du courant hollandisant à Lyon.

La seconde influence fut celle de l'Italie. Comme la plupart des artistes, des lettrés, des historiens de son temps. Boissieu se rendit à Florence, à Pise, à Rome. Les encyclopédistes avaient raillé cette terre de la superstition; or Boissieu partait accompagné d'Alexandre de la Rochefoucauld et du frère de Morellet; au passage, la caravane salua Voltaire et le médecin Tronchin. La réhabilitation de l'Italie commençait : elle semblait, après les découvertes d'Herculanum et de Pompéi, le foyer de l'archéologie, dernière palpitation du classicisme; elle incitait à se pencher vers les civilisations disparues, comme celle des Etrusques. A la suite de Soufflot et d'Alexandre Brongniart, Boissieu admira, en compagnie de Winckelmann, les œuvres d'art qu'on exhumaient. Il allait, sur les traces de Claude Gellée, rendre la majesté et la mélancolie des ruines. Piranèse appelait les graveurs et les peintres; les dessins, les estampes, les guides, comme *Le voyage d'un Français en Italie*, de Lalande, insistaient sur tous ces trésors et sur la majesté des montagnes, dont est si riche le paysage italien ²⁰⁵.

Boissieu compléta sa culture : il ne comprit pas l'art primitif dédaigneux de la forme et s'adressant à l'âme, n'apprécia pas les précurseurs du *Quattrocento* et critiqua le Pérugin et même Michel-Ange. Par contre, il admira Raphaël, le Dominiquin, le Guerchin..., parcourut la campagne, Frascati et Tivoli, et jouit de cette prodigieuse luminosité accusant la ligne des moindres reliefs ²⁰⁶.

De retour à Lyon, il acheta une charge de trésorier et vécut désormais l'hiver à la ville, l'été dans son manoir près de Givors ou chez son frère, en Bugey. Il produisit beaucoup de 1770 à 1774. En ces années de création intensive, les pochades ramenées d'Italie lui fournirent ses sujets. Il dédia à son protecteur la *Vue du Pont Lucano*, puis la *Vue du Temple du Soleil*, où les architectures romaines, avec leurs broussailles envahissantes, occupent une grande place, sans exclure les détails anecdotiques. Le même culte pour l'archéologie, caractéristique de l'époque, se manifeste dans la *Vue du Temple de Vesta* et dans la *Veduta del Sepolcro di Cecilia Metella*. Il garda le goût des ruines, des colonnades, des pilastres qui introduisent une note structurale dans la composition.

L'influence italienne et la réaction néoclassique n'orientèrent pas définitivement ses conceptions. Il abandonna sa pointe de 1774 à 1780 et fit quelques tableaux à l'huile et surtout des lavis rehaussés de couleur, de plume ou d'aquarelle. Il dessina aussi à la sanguine, à la mine de plomb, à la pierre noire. Il exécuta les portraits de son frère, de Lasalle, de Mme de Boissieu installée au clavecin. Une toile, empreinte de finesse et de grâce, la montre se détachant sur un fond sombre, jouant de la mandoline ²⁰⁷. Son tableau *Le Cellier* juxtapose quatre groupes : un vieillard parle à une enfant, une fileuse tient sa

²⁰⁵ L. HAUTECŒUR, *Rome et la Renaissance de l'Antiquité à la fin du XVIII^e s.* (Paris, Fontemoing, 1912, in-8°, viii-319 p.).

²⁰⁶ T. DECHAZELLE, *Hommage rendu à la mémoire de J.-J. de Boissieu*, 1810, 28 p.

²⁰⁷ Portraits de J.-B. de Boissieu et de Mme de Boissieu (M. B. A. L.); Portrait de Ph. de Lasalle, 1784 (Musée des Tissus).

quenouille, un âne bête mange et à l'arrière-plan, un garçonnet conduit une paysanne près des tonneaux. L'artiste s'est attaché au jeu de l'ombre et de la lumière : l'éclairage latéral au premier plan et le jour faible filtrant par la lucarne donnent une exacte perspective en profondeur, un relief saisissant aux volumes ²⁰⁸.

Il tenta, tour à tour, les différents crayons et acquit une remarquable technique. Travaillant près de son imprimeur, il rectifiait volontiers ses épreuves. Il entra en rapports avec un amateur turinois, avec un graveur bâlois, avec des marchands d'estampes de Nuremberg, pour parfaire sa méthode. Il gravait sur cuivre à l'eau-forte, puis retouchait, à la pointe sèche. Il chercha d'abord à obtenir par le pointillé la vigueur des noirs et la vivacité dans le contraste des ombres et des lumières. Peu à peu, il abandonna ce procédé et, par la roulette, parvint à réaliser des clair-obscur dont seul Rembrandt a pu dépasser la puissance. Les grands peintres l'inspirèrent : Jacques Ruysdaël lui transmit *Le Moulin à eau*, le paysagiste Nicolas Berghem l'incita à évoquer des paysans faisant traverser un gué à leurs troupeaux ; à Van Dyck et Teniers, il emprunta des portraits ; à Poussin et à Claude Lorrain des paysages... Karl du Jardin lui suggéra les épisodes plaisants des *Grands Charlatans*. Parmi les Lyonnais, il apprécia Bidauld. Mais il dut aux compositions de Pillement ses attributs habituels : l'eau, les cascades, les gués avec tous les reflets pleins de fantaisie, les arbres parfois décharnés, souvent chargés de feuillage, les collines couronnées de moulin ²⁰⁹.

Son tempérament apparaît davantage dans la représentation des animaux et des personnages. Il place presque toujours des silhouettes dans le lointain et des groupes humains dans les premiers plans. Il renonce à toute allusion mythologique, aux bergers conventionnels et aux amours joufflus. Il ne choisit pas ses types dans les milieux bourgeois qu'il fréquentait, ni dans la grande ville où il résidait. Il dessine des paysans, du bétail, des scènes agrestes. Rousseau et Greuze ont pu l'orienter vers ces réalités : ses visages sont ridés, les attitudes cassées, les habits frustes. Aussi a-t-on vu en lui, avec quelque excès d'ailleurs, le précurseur du réalisme. Ce penchant pour la vie rustique prouve un désir d'évasion. L'art pour Boissieu était un moyen de rompre avec l'existence quotidienne et de connaître des sociétés souvent ignorées. Il fait, en effet, toujours preuve d'une grande puissance de pénétration psychologique. Il scrute le regard, les expressions de physionomie, la chevelure avec une impitoyable acuité. Il parvient ainsi à une extrême densité dans le mince réseau des lignes élégantes, dans l'étroite gamme du noir, du bistre ou de la sanguine ²¹⁰. Entrant à l'Académie, en 1780, il exposa ses vues : « L'art d'imiter la nature offre un champ immense et les routes qui y conduisent sont presque aussi variées que la nature elle-même... Rien ne peut suppléer aux charmes de la vérité... Ce qu'on appelle beau idéal dans les grands maîtres n'est qu'un choix judicieux qu'ils savent faire dans la belle nature. » L'observation est indis-

²⁰⁸ Le Cellier, huile sur toile (M. B. A. L.) ; Les petits tonneliers (Musée Hospices Lyon) ; Les grands tonneliers (B. M. L.).

²⁰⁹ L. TRÉNARD, L'œuvre de J.-J. de Boissieu (*Bull. Musées lyonnais*, 1954, n° 2, p. 33-38).

²¹⁰ Catalogue des morceaux qui composent l'œuvre à l'eau-forte de J.-J. de BOISSIEU (Lyon, Maillat, 1801, 16 p.).

pensable, mais ni les règles, ni l'exemple des maîtres ne doivent asservir la personnalité ²¹¹.

L'élite prisait ces richesses. L'abbé Lacroix aimait la sculpture : en 1781, son héritier légua à l'Académie les têtes en marbre d'Homère et de Caton, conçues par Pierre Puget, ainsi que deux bustes — Chrysès, prêtre d'Apollon, et Iphigénie, prêtresse de Diane — taillés par Slodtz, surnommé Michel-Ange, qui travailla à la cathédrale de Vienne-en-Dauphiné. Imbert-Colomès possédait des tableaux de Watteau et de son disciple Lancret, de Chardin, de Charles Parrocel; la part du XVIII^e siècle, fort importante, atteste un modernisme dans le goût. Les Lyonnais sont représentés par Boissieu et par *La fontaine de Jouvence*, de Pécheux. L'échevin se procura les toiles de David Téniers et de Van Ostade, les estampes d'Audran, de Callot et surtout de Girard. Il avait aussi quelques bustes de François Poncet. Ce Lyonnais domicilié à Rome encouragea une renaissance néo-classique pour réagir contre la manière italienne qui ne convenait pas au tempérament français; il puisa ses thèmes, comme *L'évanouissement d'Artémise*, chez Poussin, « l'Apelle français » qui, à cette date, incarnait l'Antiquité ²¹².

Les confiscations de biens en 1794 montrèrent que presque tous les notables recherchaient les œuvres d'art : la valeur des soixante tableaux de l'architecte Roux dépasse celle de sa bibliothèque; Vouty, à la Belle Allemande, détenait quinze toiles. Mogniat de l'Ecluse, des porcelaines. L'un a des bustes de Rousseau, de Voltaire et des groupes de Vénus; un autre des portraits et des gravures ou les *Batailles d'Alexandre* gravées par Gérard Audran, d'une grande dynastie lyonnaise... Les collectivités religieuses manifestaient les mêmes goûts : les Sœurs de la Marmite vénéraient de pieux tableaux, les révolutionnaires en découvrirent également à l'Oratoire et à l'église des Dames de Sainte-Elisabeth ²¹³...

En 1786, le secrétaire de l'Académie André de Bory proposa d'offrir « à tous les sexes, à tous les âges, les amusements variés de l'esprit et de tout ce que les arts ont de plus enchanteur » en organisant une exposition. Annoncée par les gazettes, elle fut ouverte dans l'été 1786. En sculpture, on présenta trois reproductions d'œuvres antiques et quatre figures en terre cuite symbolisant les *Saisons*, réalisées par Chinard; trois bustes, dont celui d'Antoine de Lacroix par Jayet, une *Assomption de la Vierge*, par le statuaire Marc Chabry. Le modelleur Curtius, dont les cabinets du Palais-Royal et du boulevard du Temple connaissaient un grand succès, exposa une poupée historique en cire ²¹⁴.

La peinture occupe trente-neuf numéros sur cent-dix du catalogue, dressé par Mathon de la Cour. On avait rassemblé des œuvres du Cinquecento : le Titien, le Corrège, le Caravage; des toiles de la Régence: Watteau, Boucher, Charles Eisen, l'illustrateur des *Contes de La Fontaine*. Parmi les Lyonnais, on remarque une tête de caractère par Nonotte, un tableau de Boissieu et sept toiles dans la tradition académique de Jean Bidault. Les mêmes noms se retrouvent en dessin : Boissieu fournit sept œuvres, dont son fameux *Départ de Montgolfière*,

²¹¹ L. TRÉNARD, Jean-Jacques de Boissieu (*Visages de l'Ain*, 1956, 6-11).

²¹² R. POIDEBAUD, *La vie agitée d'I. Colomès*, 1942, p. 27.

²¹³ A. D. R., 1 Q 947, Inv. des 14 floréal an II (3 mai 1794), 11 prairial (30 mai), 7 et 8 messidor (25 et 26 juin), 11 et 12 vendémiaire (2 et 3 oct.).

²¹⁴ *Journal de Lyon*, 24 mai, 19 juil. 1786.

Greuze trois têtes d'études; de Hyacinthe Rigaud, qui avait passé quatre ans à Lyon, on avait conservé un portrait... La gravure atteint vingt-cinq numéros : les planches franches et lumineuses à la manière de Gérard Audran tendent à céder la place à « la gravure en petit », « comme si le vrai mérite consiste à avoir la vue bonne et beaucoup de patience ». Augustin de Saint-Aubin, qui fut le mémorialiste de son temps, avait gravé le portrait de Necker, d'après la peinture de Joseph Duplessis, le « Van Dyck de l'Ecole française »; Boily présenta ses portraits de Tolozan, de Prost de Royer, de la comtesse de Beauharnais; Boissieu exposa *Le marchand de moutons* et *Les grands charlatans*. C'était un appréciable raccourci de la gravure depuis la technique magistrale d'Audran jusqu'à l'œuvre annonciatrice de Boissieu ²¹⁵.

« Notre ville est certainement une de celles qui encourage le plus les arts », écrivait dans son livre de raison, en 1785, le dessinateur Etienne Benoît; elle rétribue un peintre qui fait chaque année le portrait des notabilités et un graveur qui burine les jetons offerts aux échevins ²¹⁶. Il est exact que les moyens artistiques d'expression n'étaient point dédaignés en cette capitale des somptueuses soieries.

**

A la veille de la Révolution, le sentimentalisme se répandait, stimulé par le sensualisme et le mysticisme. Greuze, Diderot, Bernardin de Saint-Pierre apportaient aux âmes ce qu'elles recherchaient dans les romans anglais et les idylles de Gessner. Ils célébraient les mères allaitant leurs enfants, réclamaient une justice rigoureuse, recommandaient la charité comme une volupté. Les actes de courage contemporains se substituaient aux pages de Plutarque, les romans se faisaient pathétiques, le théâtre terrifiant; les personnages déclamaient, brandissaient des poignards, évoquaient les tombeaux, les orages et les ciels tourmentés...

Plus encore que les écrivains, les autres artistes renouvelaient l'esthétique. Les véritables créations lyonnaises furent des éditions, des ballets, des toiles; l'expression artistique l'emportait sur la pure littérature. C'est l'indice d'un tempérament plus tourné vers le visuel et l'auditif que vers la lecture; c'est aussi l'indication que la langue ne correspondait plus à la sensibilité; c'est enfin le signe que la presse, l'opéra, le portrait s'adressaient à une clientèle essentiellement bourgeoise, appréciant l'effet ou l'utile.

²¹⁵ Catalogue des ouvrages de peinture, sculpture, dessin et gravure exposés à Lyon, au Salon des Arts (Lyon, Imp. de la Ville, 1786, in-8°, 16 p.). — E. LEROUDIER, *Le premier salon lyonn. des B.-Arts* (R. D. L., 1921, p. 565-567).

²¹⁶ E. LEROUDIER, *Les cahiers d'E. Benoît*, 6 fév. 1785 (R. D. L., 1932, p. 79).

Les grands courants de pensée

Après avoir accédé au bien-être la bourgeoisie cherchait à se rapprocher de l'aristocratie par son genre de vie, de la noblesse d'offices par sa culture. Ses rapports d'affaires avec les négociants de l'Europe centrale et méditerranéenne favorisaient ses relations avec les élites étrangères. Néanmoins, les forces de résistance demeuraient vivaces et la masse restait traditionaliste.

1. MYSTICISME ET ILLUMINISME

Le succès du philosophisme ne ruina pas les puissances émotives. Dans ce siècle de la raison, on ne cessa jamais d'être superstitieux avec délices. L'excès de rationalisme expérimental conduisit au sentimentalisme. Après avoir condamné le christianisme et rejeté les rites catholiques, la société se passionna pour les lois mystérieuses de la vie, accourut dans les loges se livrer à la magie, s'affirma voluptueusement curieuse d'arcanes. Distraction pour les uns, revanche des sentiments pour les autres, nourriture spirituelle pour tous, ce mysticisme annonce le romantisme.

Selon une sorte de loi d'alternance, on rechercha désormais dans les élans du cœur la solution des problèmes qui décourageaient la raison. Contre Paris, centre encyclopédiste, Lyon se fit la capitale des activités ésotériques; tous les adeptes marquants, comme le comte de Saint-Germain ou le prince de Hesse, séjournèrent à Lyon et correspondirent assidûment avec les Lyonnais. Lyon devint un des foyers mystiques les plus actifs de toute l'Europe. Les prosélytes venaient d'horizons divers : des chrétiens, comme Joseph de Maistre, conçurent l'illuminisme comme un moyen d'exalter leur foi; des incrédules cherchaient une vérité révélée en dehors des églises établies; des mondains virent dans la théosophie un jeu satisfaisant leur penchant pour le merveilleux.

Tous croyaient que l'homme possède les secrets du monde supérieur : il suffit de saisir cette « étincelle divine ». Pour les communautés contemplatives, c'est la prière qui permet de communiquer avec l'au-delà; pour les sectes de magiciens, des procédés physico-mécaniques peuvent capter les émanations surnaturelles. Beaucoup de ces confréries revêtirent les formes maçonniques, estimant que l'initiation développe les pouvoirs du Dieu en puissance qui subsiste en chaque homme.

Le mouvement maçonnique reflète ainsi l'inquiétude spirituelle. De la multiplication des loges, des grades et des rites, se dégage une impression de tumulte et de déception. La bourgeoisie avait apprécié cette forme de groupement; le symbolisme, apparenté à celui des compagnonnages, faisait oublier les préjugés de la vie courante; grâce à ce simulacre d'évasion, les initiés, quels que fussent leur titre, leur talent ou leur richesse, se sentaient égaux. Ils adoptèrent les termes usuels et les devises traditionnelles; « Union, Force et Salut » est la plus fréquente; ils usèrent des symboles habituels : sur le sceau du *Parfait Silence*, des rameaux d'acacia entourent le dieu grec du silence, les convocations de la *Parfaite Union* montrent l'Enfant Jésus et un pélican nourrissant ses petits ¹.

Les principes initiatiques se proposent avant tout de répandre les vertus et de forger un âge d'or. C'est la légende d'Hiram que revit presque toujours le récipiendaire : il doit venger l'assassinat du Grand Architecte qui élevait le Temple de Salomon et poursuivre, dans les ténèbres, l'épée à la main, les prétendus assassins. Il opère au sens étymologique du terme une « réflexion », c'est-à-dire un renversement sur lui-même; invité à la connaissance de sa propre nature, il se dépouille de ses « métaux », qui matérialisent la civilisation avec ce qu'elle comporte de factice, et se retrouve dans l'état de nature. Il marche, fait des génuflexions pour manifester sa soumission, car « la présomption est l'apanage des faibles ». Le maître des cérémonies lui applique sur l'estomac le glaive qui représente la purification et sur le cœur le compas, signe du relatif. Tout est allégorie : les sept coups correspondent aux années de la construction du temple, les douze lumières aux tribus d'Israël, la balance indique que le frère doit être équitable ²...

Le catéchisme précise l'éthique maçonnique : l'attouchement signifie « amour pour Dieu, fidélité au Roy, charité pour les frères »; les trois coups d'épée frappés sur la tête confèrent « la foi, la charité, l'amour pour les frères; le chapitre des Chevaliers s'ouvre à minuit, parce que le jour est employé à combattre les infidèles » et à se livrer à l'hospitalité. L'arche d'alliance, le chandelier à sept branches, les lettres I.H.S. attestent les emprunts à l'Ancien et au Nouveau Testament. Selon les rituels, la perfection des mœurs et la pratique des vertus constituent « le véritable et unique but de l'établissement de la franc-maçonnerie » ³. Les considérations disciplinaires réapparaissent périodiquement, preuve de rigorisme ou indices de la transgression des consignes ? A la *Régularité*, un frère ayant introduit dans les salles basses de la loge des femmes suspectes, on décida que cette faute serait à l'avenir sanctionnée. Des frères ayant déposé leur bilan furent exclus. En 1788, on condamna les jeux de hasard.

Dans certains ateliers, on atténua peu à peu l'austérité des statuts. Les frères décorèrent leur temple avec un luxe tapageur et organisèrent de somptueuses cérémonies. Les membres de la *Régularité* discutèrent pendant plusieurs séances, en 1783 et 1784, l'aménagement du porche,

¹ A. D. R., F. G., A 48, Certificats de grades.

² M. H. L., Dossier 1218, ms I, Projet d'instruc. pour la réception d'apprenti.

³ M. H. L., 1208, ms I : Ouverture du Chapitre des Chevaliers élus et leurs perfections, 4^e grade.

l'emplacement des clous dorés sur les banquettes, le choix des guirlandes avec franges d'or⁴... Le souci du confort s'y reconnaît, mais aussi le désir de rompre avec le cadre habituel, d'oublier pour une soirée les boutiques sombres et les bureaux étroits. « Séjour du calme et de la paix », les tenues prenaient le rythme d'agréables réunions, très distinguées, parfois précieuses de ton. On causait, on plaisantait, on banquetait. Dans une loge d'adoption, Mathon de la Cour, accueillant « le sexe enchanteur », rappela que « des citoyens de tous les ordres et de tous les états » se rassemblaient pour assurer le bonheur de tous, jouir des « voluptés immortelles du sentiment », s'élever « au-dessus du vulgaire des humains » et se rapprocher « du Grand Architecte de l'Univers »⁵.

Il déçut très tôt de nombreux frères : les gloses ingénieuses sur l'aventure d'Hiram et le symbolisme cérémoniel ne parurent pas nécessaires pour prôner les vertus humanitaires. « Je voudrais une Maçonnerie qui eût une fin réelle, un but utile », écrivait en 1767 le médecin Willermoz. Son frère, le commissionnaire en soieries, Jean-Baptiste, éprouva, comme Joseph de Maistre, les mêmes désillusions après son initiation⁶.

La Franc-Maçonnerie lyonnaise traversa une crise grave. Les initiés créèrent d'autres grades et adoptèrent des rites étranges. Les anciennes obédiences redoutaient la concurrence des nouveaux ateliers : la *Parfaite Harmonie* rivalisa avec le *Parfait Silence*. La concorde ne régnait plus : Savaron, Vénéralable de la *Bienfaisance*, se vit refuser l'entrée de la loge la *Régularité* en 1785. Des incidents surgirent entre les membres d'un même cénacle⁷.

Les premières réformes portèrent sur la hiérarchie. Elles se proposèrent d'établir une sélection progressive des élus. Pierre Willermoz suggéra le retour à la doctrine rosicrucienne. D'origine obscure, elle associait les vestiges de traditions plus ou moins secrètes, développait les thèmes classiques de l'ésotérisme et empruntait son symbolisme à l'iconographie chrétienne. Le rosicrucianisme exerça désormais une influence capitale et le Chapitre de l'Aigle noir Rose-Croix discuta les notions hébraïques de cabalistique et d'arithmosophie⁸.

L'autre source de renouvellement fut fournie par le chevalier Michel de Ramsay. Il rattacha la Franc-Maçonnerie aux Croisades et à la légende de Jacques de Molay : l'ordre doit venger les Templiers. Il l'orienta vers la profusion de hauts grades et lui ôta sa terminologie professionnelle. Cette hiérarchie apporta aux bourgeois des satisfactions d'amour-propre ; par une sorte de revanche prise sur la vie quotidienne, ils se montrèrent fiers de ces appellations. Quand les fondateurs avaient franchi les premiers échelons, ils s'octroyaient, pour se distinguer des nouveaux venus, le titre d'Eccossais, puis quand il fut trop répandu, celui de Chevalier d'Orient⁹.

⁴ A. D. R., F. G., ms 40 : P. V. de la Régularité, 16 oct. 1783, 18 août 1784, 1^{er} juil., 1^{er} avril 1785.

⁵ M. de la COUR, *Discours prononcé dans la loge d'adoption du patriotisme* (Lyon, 1785, 4 p.) ; — *Journal de Lyon*, 21 mars 1787 : Stances adressées aux Fr.-Maçons.

⁶ A. JOLY, P.-J. Willermoz, 1938, p. 10.

⁷ A. D. R., F. G., ms 40, P. V. de la Régularité, 7 déc. 1783, 17 juil. 1785.

⁸ J. CHARPIN, *Les Rose-Croix (Rev. Maçonn. de Lyon, 1839, II, p. 201-210)*.

⁹ Acte de foi d'un Maçon (*ib.*, juin 1853, p. 122).

La Grande Loge de France, en présence de ce débordement de tendances, ne voulut en reconnaître aucune et s'efforça de rallier les loges provinciales. Par les soins de Philippe d'Orléans, le Grand-Orient devint le centre de l'activité maçonnique régulière; des traités se négocièrent : le Grand-Orient admit les Rose-Croix et signa une convention avec les trois directoires de Lyon, Strasbourg et Bordeaux, en 1776. L'astronome Le Français de Lalande, l'abbé Rozier, Suchet furent les artisans de cette unification ¹⁰.

Elle proposait « la construction d'une société conforme aux principes rationnels, de manière à assurer à l'humanité son parfait développement ». A Lyon, « fermement attachée aux principes religieux catholiques », la Franc-Maçonnerie « se renferma seulement dans l'exercice de la bienfaisance et dans les travaux purement moraux et littéraires ». Elle favorisa la sociabilité : l'affiliation facilitait les relations d'affaires, le certificat de grade permettait de se recevoir d'un Orient à l'autre. Chaque loge nouvelle cherchait à se faire connaître et organisait de fréquentes réunions, souvent hebdomadaires. Elle entraînait en correspondance avec d'autres ateliers, recevait leurs tableaux et accueillait leurs membres ¹¹. Toutes recommandaient les gestes de prévoyance et de charité : la bienfaisance était déclarée vertu essentielle : « Le maçon doit être disposé à soulager l'humanité souffrante. » Lors de l'installation du *Parfait Silence*, le vénérable, un abbé, défendit le rôle civilisateur de la société, où « l'instinct de l'homme de nature devient raison ». Un « sage, ne pouvant trouver dans les sociétés corrompues la satisfaction de la raison et du sens moral, se plaignit envers la société... Il crut connaître les hommes alors qu'il ne connut pas les maçons ». Rousseau pécha par manque d'expérience, mais son cœur était « celui d'un vrai maçon » ¹².

Ces conceptions n'éloignaient pas des formes politiques traditionnelles. Les statuts de la Grande Loge exigeaient le respect dû aux souverains, images de Dieu sur terre. En 1781, l'orateur de la *Parfaite Harmonie* prononça l'éloge du duc de Chartres, et *Saint-Jean de Jérusalem* célébra la naissance du dauphin. La Franc-Maçonnerie participa à l'enthousiasme que déclencha la résistance américaine. Le Sud-Est fournit près du tiers des volontaires engagés aux côtés des Insurgents. Des régiments portaient les noms de Forez, Lyonnais, Beaujolais. En 1785, la loge le *Patriotisme* reçut triomphalement La Fayette. Venant de ses terres d'Auvergne, il se rendait à Berlin. Il dîna chez l'archevêque, admira l'hôpital et la bibliothèque du Collège, visita les travaux Perrache et les manufactures, s'intéressant au commerce de Lyon avec l'Amérique. Mathon de la Cour et Delandine le saluèrent, l'Académie et le *Journal de Lyon* célébrèrent les vertus des « fils de la Liberté » ¹³. Leur cause rassemblait un goût littéraire pour la simplicité patriarcale, un sentiment d'anglophobie reposant sur la concurrence commerciale, l'adhésion aux principes libéraux proclamés par le Congrès de 1776. Cette participation

¹⁰ LEBLANC de MARCONNAY, Du Gr. Collège des Rites (*ib.*, déc. 1851, p. 341-353).

¹¹ H. VIVIER, Nécessité de l'Unité en maçonnerie (*Rev. maçonnique*, 1845, p. 299-305).

¹² M. H. L., 1242, n° 17, Fête maçonnique du 7 déc. 1862. Anniversaire séculaire de fondation du Parfait Silence (Lyon, Nigon, 1863).

¹³ *Journal de Lyon*, 6 juil. 1785, p. 218-222. Passage à Lyon de M. le marquis de La Fayette.

de la Franc-Maçonnerie à ce mouvement politique, en pleine monarchie absolue, accrut inconsciemment les forces révolutionnaires.

Il en fut de même du point de vue religieux. La Franc-Maçonnerie resta attachée au christianisme, conformément aux Constitutions. Le Code, établi au Convent de 1778, prescrivit « d'observer fidèlement ses devoirs envers Dieu, le Roi, la Patrie »¹⁴. Cet article fut respecté; la *Régularité* acheta la robe d'une communiant pauvre, versa un secours à une femme recommandée par son curé, mentionnait, au moment de leur admission, que les profanes pratiquaient la « religion catholique, apostolique et romaine »¹⁵. Charles de Hesse découvrit en Willermoz « les sentiments fondamentaux d'un chrétien » et Joseph de Maistre, qui appartenait à la fois à la *Stricte Observance*, à la Congrégation de N.-D. de l'Assomption et à la Confrérie des pénitents noirs, affirmait que la Franc-Maçonnerie pouvait ruiner le scepticisme philosophique, fonder une forme supérieure du christianisme et réparer les déchirures de la tunique sans couture du Christ. Ce magistrat avait lu ses classiques, puis avait subi l'influence du *Contrat social* et de l'*Histoire des Indes*. Il consulta beaucoup d'ouvrages d'alchimie et de théosophie, espérant découvrir dans les loges la clé du véritable catholicisme. Il garda toujours des relations avec les initiés et se rendit à Lyon pour connaître Saint-Martin et étudier ses traités¹⁶. Les protestants, lassés par l'épuisement spirituel, s'affiliaient à la maçonnerie¹⁷. Elle s'apparentait à une église. « Nombre de ses adeptes n'en auraient peut-être pas accepté les dogmes s'ils n'eussent été accompagnés d'un culte ». Il entraînait une grande part de foi religieuse dans la croyance en la bonté et la perfectibilité humaines, dans le concept de progrès par la culture, qui fut le thème de la philosophie entre 1740 et 1790. « Loin d'être anti-religieuse, la Franc-Maçonnerie du XVIII^e siècle est crypto-religieuse... Elle prépare le terrain pour le renouveau de la foi. Loin d'être liée au rationalisme classique, elle annonce le romantisme qui en est l'enivrant négation¹⁸. » Mais, sans s'attaquer au catholicisme, l'influence maçonnique s'exerça au profit de la tolérance et même d'une religion naturelle, dépassant les autres croyances. Par là, elle contribua à répandre la « philosophie des lumières ».

Cette idéologie ne contenta pas tous les frères. Le greffier Billémoz fréquenta plusieurs loges et regrettait de n'avoir pas rencontré plus de frères éclairés. « Une partie des francs-maçons ne voit dans la maçonnerie qu'un objet de récréation, d'autres soupçonnent quelque chose au-delà. » Il souligne combien les épreuves peuvent sembler ineptes à certains : « On a surchargé à tort la maçonnerie de branches parasites qui en altèrent la substance. » Cependant il reste persuadé que si les épreuves sont des plaisanteries, les mystères de la Franc-Maçonnerie sont « une suite de... ceux jadis si célèbres dans la Grèce, dans l'Égypte et anciennement dans l'Inde ». Il rappelle combien les loges donnent une idée sublime de l'Être suprême¹⁹. Les divergences portaient sur des

¹⁴ Code maçonnique... 1778 (*Rev. maçonnique*, 1848, p. 244-254).

¹⁵ A. D. R., ms 40, P. V. de la *Régularité*, 1^{er} avril 1785, 7 mai 1786, 4 mars 1787, 16 juil, 2 sept. 1787.

¹⁶ J. de MAISTRE, *Soirées de St-Pétersbourg* (Paris, Nicole, 1821, 11^e entretien).

¹⁷ E. G. LÉONARD, *Hist. du protestantisme* (Paris, P. U. F., 1950, p. 100).

¹⁸ R. PRIOURET, *La Fr.-Maçonnerie sous les lys*, 1953, p. 257.

¹⁹ F. BILLEMAZ, *Les plaideurs francs-maçons* (Genève, 1786, in-8°, xxviii-246 p.), p. IV-XII.

considérations spéculatives, les ateliers avaient pris l'allure de sociétés de pensée où tous les systèmes s'affrontaient.

Les Lyonnais subirent d'abord l'influence de Don Martinès de Pasqually qui introduisit dans les loges un écho de la vie mystique des communautés juives. Grâce à l'abbé Fournié, un Lyonnais, secrétaire du fondateur, et à ses deux principaux disciples Willermoz et Claude de Saint-Martin, le martinésisme se répandit à Lyon. En 1778, les Chevaliers bienfaisants proposèrent de faire prévaloir ce rite sur celui des Templiers²⁰. Le *Traité de la Réintégration des Êtres* resta l'Evangile des Elus-Coëns et des Réaux-Croix. Il se présente comme un commentaire diffus de la Bible, mais prévoit la réconciliation avec Dieu par l'intercession d'êtres supérieurs. D'étranges cérémonies équinoxiales permettaient de rétablir les qualités de l'Adam primitif. Il possédait une intelligence sans nuages et une volonté sans faiblesse et voyait, derrière le voile des apparences, le monde réel avec ses légions d'anges et de démons engagés dans une lutte qui ne finira que par le triomphe du bien sur le mal. Les Elus, ici-bas, devaient discerner des signes divins. A leur tour, les *Philalèthes* combinèrent les doctrines martinésistes et swedenborgiennes; les Elus-Coëns, les Grands Profès, les Réaux-Croix se livrèrent à l'hermétisme; les Illuminés d'Avignon recherchèrent, par des techniques occultistes, la pierre philosophale. Le médecin Willermoz, au gré de sa vie errante à Paris, Montpellier et Avignon, favorisa ces croyances théurgiques. Les opérations évocatoires rituelles qu'il répéta ne remportèrent aucun succès. Les initiés, malgré leur application, ne purent percevoir ni lueurs colorées, ni passes consolatrices et s'en plaignirent souvent à Martinès dont le départ pour Saint-Domingue, en 1772, ruina le crédit²¹.

Au contraire, l'adoption de la théosophie martiniste traduisit, de la part des loges, le désir d'atteindre Dieu par la purification. Elles s'engagèrent dans un mysticisme paisible. Installé à Lyon, Saint-Martin, « l'élégant philosophe », plut à la société polie. Du langage maçonnique obscur, il ne garda qu'une pointe pour stimuler la curiosité sans la fatiguer. Il rédigea alors son premier livre *Des Erreurs et de la Vérité*, publié sous le pseudonyme de « Philosophe inconnu », en 1775, chez l'imprimeur Perisse, un coën lyonnais. Il ravive, par un effluve de sentiment chrétien, le mysticisme hébraïque et platonicien. Contre les encyclopédistes, Saint-Martin défend la Providence. L'erreur réside dans le matérialisme, la vérité dans le spiritualisme qui explique les choses sensibles par le Verbe dont l'homme a en lui la connaissance intime²².

Sa doctrine, issue à la fois de Jacob Boehme, de Martinès, et de ses propres réflexions, fut reprise dans le *Tableau naturel des rapports qui existent entre Dieu, l'homme et l'univers*, publié en 1782. Ce n'était encore qu'une ébauche. Elle rejetait les formes traditionnelles de la chiromancie, l'attrait malsain du merveilleux et le cérémonial des loges. « Je ferai même le sacrifice de l'initiation, écrit-il en 1784, attendu que tout le régime maçonnique devient pour moi chaque jour plus

²⁰ E. VACHERON, *Ephémérides...*, 1875, p. 63.

²¹ G. VAN RIJNBERK, *Un thaumaturge au XVIII^e s. Martinès de Pasqually*, 1938, II, p. 22-24, p. 90-93, p. 114-117. Lettres de 1768 à 1774.

²² Le philosophe inconnu : *Des erreurs et de la Vérité* ou *Des hommes rappelés au principe universel de la science* (Edimbourg, 1775).

incompatible avec ma manière d'être et la simplicité de ma marche ²³. » Il s'élevait également contre les philosophes qui ravageaient les cœurs en enlevant la foi, contre Voltaire qui tournait en dérision l'œuvre de Pascal, contre Condillac qui voyait dans les langues une création humaine. Pour Saint-Martin, la parole est « une expression secrète et intérieure », la pensée, une suggestion d'esprits bons ou mauvais. « Au lieu d'apprendre, nous ne faisons que nous rappeler, pour ainsi dire, ce que nous savions déjà. » Il s'affirme hostile à la science puisque l'homme ne peut rien inventer, mais seulement se ressouvenir. L'intuition prime la dialectique. Il convient de hâter l'avènement d'un nouveau règne du Christ par la méditation et d'appréhender la Vérité par la communication directe avec Dieu. Le « Philosophe inconnu » y invite en empruntant des formules à Rousseau et à la Bible.

Le martinisme s'opposait à l'encyclopédisme. Voltaire ne se trompa point. « Je ne crois pas, écrivit-il à d'Alembert, qu'on ait jamais rien imprimé de plus absurde, de plus obscur, de plus fou et de plus sot ²⁴. » Saint-Martin amorce la réaction spiritualiste, combat les théories sociales d'Helvétius, et conçoit les facultés de l'âme, la destinée de l'homme, ses rapports avec Dieu... d'une façon qui annonce celle de Bonald et de Royer-Collard. Il condamne Condorcet et découvre, dans l'observation de nos souffrances, la preuve de la déchéance humaine. L'homme aspire à remonter à un point d'où il est descendu. Déchu, il éprouve les mêmes sentiments que les illustres disgraciés : ils sont plus sensibles au souvenir de leur grandeur éclipsée qu'au sentiment de leurs besoins présents. Le père du genre humain a, lui aussi, transmis l'image de la gloire originelle et les puissantes espérances de retour qu'il avait nourries ²⁵.

Saint-Martin, parti du martinésisme, en donnait une interprétation subjective et se flattait d'avoir rompu avec les livres pour se borner à l'introspection. L'élaboration du traité *Des Erreurs et de la Vérité* se fit, en grande partie, au sein des groupes séduits par les principes maçonniques, rosicruciens, martinésistes. Saint-Martin séjourna chez Willermoz de 1773 à 1776 et de 1785 à 1786. Dans ces conditions, l'idéal martiniste se répandit dans la société lyonnaise. Beaucoup s'enthousiasmèrent pour ces recherches. Dechazelle, qui fréquentait à la loge des Broteaux Thomas, Coudere, Barou du Soleil ²⁶..., dévora les ouvrages de Saint-Martin, puis ceux de Swedenborg, enfin le *Diable amoureux*, de Cazotte.

Le martinisme ne prévalut point, dans sa pureté, au sein des cercles lyonnais. Willermoz ne s'en fit pas l'agent passif. Entre lui et le philosophe inconnu, les différences de tempérament paraissent considérables. Le Tourangeau n'a pas la vigueur physique de son associé. C'est une âme féminine dans un corps débile, avec un esprit d'une rare pénétration psychologique. Derrière cette faiblesse apparente réside une force puisée dans la prière. Tous deux ont senti que la pensée encyclopédiste ébranlait leur foi traditionnelle. Ils veulent continuer à pratiquer et à croire,

²³ Lettre de Saint-Martin à J.-B. Willermoz, 3 fév. 1784 (in Viatte, *Les sources occultes du romantisme...*, I, p. 272).

²⁴ Lettre du 22 oct. 1776 (éd. Moland, XVIII, p. 110).

²⁵ L. MOREAU, *Examen des doctrines du philosophe inconnu* : L. Cl. de Saint-Martin (Correspondant, XIV, 25 mai 1846, p. 495-512).

²⁶ N. LE MIRE, P. T. Dechazelle (R. D. L., 1878, p. 359-370), p. 364.

mais à condition que le voile se lève, dès cette vie, entre le monde où ils sont et celui auquel ils aspirent. Les deux amis se séparent sur les moyens de parvenir à cette révélation. Willermoz a été séduit par la magie cérémonielle de Martinès; Saint-Martin s'est attaché à l'esprit et tient la douleur pour condition de tout progrès. Le négociant exige des rituels, veut déplacer telle incantation pour ne pas gêner les réjouissances du carnaval, songe à se créer des adeptes et, pour promouvoir l'illuminisme, noue dans toute l'Europe une extraordinaire correspondance avec les ducs, les princesses, les altesses régnautes²⁷. Saint-Martin considère, non sans un peu d'effroi, ce « héros balzacien », cet intrépide, passionné et méthodique réalisateur qu'aucun obstacle n'arrête. Willermoz veut procéder rapidement en profitant de l'armature maçonnique, Saint-Martin croit que l'initiation doit être lente et individuelle. Il s'inquiète de voir Willermoz assurer une publicité tapageuse à son livre *Des Erreurs et de la Vérité* et lui recommande, en 1780, la discrétion. Le signe patent de leurs divergences fut leur attitude à l'égard de la Franc-Maçonnerie. Saint-Martin appartient à l'ordre des Maçons rectifiés de la province d'Auvergne et à la *Bienfaisance*²⁸. Mais il nourrissait des préjugés à l'égard de la maçonnerie et ne participa point au Convent des Philalèthes en 1785. Willermoz confie à Achard en 1804 : « Saint-Martin avait été reçu, dans sa jeunesse, franc-maçon dans le Régime français, mais n'y trouvant que de mystérieuses futilités, il s'en était retiré promptement²⁹. »

Au contraire, Willermoz demeura dans la voie maçonnique. En dépit de tous ses échecs successifs, il espérait pénétrer un jour le mystère de la Vie. Il continuait, avec son groupe d'amis, à collectionner les grades et à recommencer les expériences propitiatoires. Il voyageait souvent en Angleterre et en Allemagne et ses avatars maçonniques durent beaucoup à ces contacts répétés. Moins érudit que Saint-Martin, Willermoz manifestait « plus d'onction, d'aménité et de franchise, au moins apparente. Il parlait au cœur beaucoup plus qu'à l'esprit. Il était estimé de tout le monde pour ses qualités et adoré de ses disciples »³⁰. Il acquit les « connaissances précieuses et secrètes qui découlent de la religion primitive et sont la base même du christianisme »³¹. Selon son panégyriste, « ce qui le caractérisait particulièrement, c'était cette foi vive, cette conviction profonde des vérités de la religion, qu'il cherchait sans cesse à faire pénétrer dans le cœur de ceux qui l'entouraient »³².

Willermoz voulut « réveiller les maçons de leur fatal assoupissement, les ramener à l'étude de leur propre nature, les préparer à vouloir devenir des hommes ». Il craignait, en fondant des loges, « de fournir des aliments à une frivole curiosité ou de trop exalter certaines imaginations ». Comme Maistre, il crut réaliser une sorte de syncrétisme entre les principes chrétiens, le platonisme, la philosophie hermétique. Il combattit l'indifférence religieuse et tenta de réunir les chrétiens les

²⁷ P. VULLIAUD, *Les Rose-Croix lyonn.*, 1929, p. 138-139.

²⁸ Tableau de l'ordre des maçons rectifiés... (B. M. L., ms 5546, p. 5). — Tableau des frères composant la Bienfaisance, 1790 (*ib.*, ms 5479, p. 16).

²⁹ Lettre de Willermoz à Achard, 22 prairial an XII, 11 juin 1804 (B. M. L., ms 5526, p. 29).

³⁰ Ch. de GLEICHEN, *Souvenirs* (Paris, Techener, in-18, XLVIII-227 p.), p. 159.

³¹ J.-B. WILLERMOZ, *Réponse aux assertions du F. à Fascia*, 1784, p. 45.

³² J.-F. TERME, *Notice sur J.-B. Willermoz*, 1824, p. 14.

plus éclairés pour étendre « le règne de l'Eglise de Jésus-Christ » et « voir tous ses enfants rassemblés dans son sein et unis par les liens d'une charité fraternelle et toute divine ». Sur les relations avec Dieu, le négociant lyonnais s'accorde encore avec le théoricien savoyard. Willermoz conseille de rechercher en soi la vérité. « Dès que vous admettrez du fond du cœur les dogmes de l'existence de Dieu, de la spiritualité et de l'immortalité de l'âme, vos doutes sur les autres points s'effaceront peu à peu d'eux-mêmes... Le feu qui doit vous éclairer, vous échauffer, est en vous ³³. » Maistre pensait aussi qu'il était « possible de se mettre en communication avec le monde spirituel, d'avoir un commerce avec les esprits et de découvrir ainsi les plus rares mystères » ³⁴.

Le mysticisme willermoziste évolua sous l'influence allemande. La *Candeur* de Strasbourg fit connaître la *Stricte Observance templière* que dirigeait le duc de Brunswick. Il se proposait de reconstituer l'ancien temple, et son rituel rappelait par les noms, les blasons, les costumes, l'époque des Croisades. La métaphysique se présentait comme un spiritualisme intégral découvrant dans tout le réel, planètes, animaux, minéraux, une substance immatérielle venue de Dieu. L'ordre prétendait guider les disciples dans la recherche d'une communication avec le divin, et chaque grade consacrait un degré nouveau de purification. Le baron Weiler vint à Lyon en 1774 rectifier une vingtaine de frères qui constituaient la *Bienfaisance*. Cette affiliation provoqua des difficultés avec le Grand-Orient. Malgré les démarches de Bacon de la Chevalerie, de Rozier, de Saint-Martin, le groupe lyonnais s'éloignait de l'obédience française. Dans sa tournée de 1776, le duc de Chartres évita Lyon et, en 1778, le Grand-Orient raya la Grande Loge de Lyon de sa correspondance. En revanche, l'adoption du rite templier rapprocha la *Bienfaisance* des loges germaniques et suédoises ³⁵.

Selon les divisions inspirées de l'Ordre de Malte, Lyon devint le centre de la province d'Auvergne. Willermoz se montra ravi d'assurer sa direction. Il aimait l'activité ordonnatrice et même la discipline autoritaire sous des dehors d'humilité. Peu à peu s'ébauchait, en l'esprit du négociant de Saint-Nizier, le projet d'une réforme personnelle de la maçonnerie qui ferait de lui le souverain d'un rite nouveau.

Malgré l'abstention de cercles concurrents, comme celui des Philèthes, malgré la décadence de l'Ordre Coën, Willermoz put réunir un Convent à Lyon en 1778. Il s'inspira de la *Stricte Observance* dans son organisation : les Chevaliers bienfaisants de la Cité sainte se répartissaient en neuf provinces européennes, divisées en prieurés. Celui d'Auvergne s'étendait sur toute la France du Centre et de l'Est. La préfecture de Lyon comprenait les régions gravitant autour de la ville. L'assemblée définit la hiérarchie et créa la classe des Chevaliers profès et des Grands Profès. Le willermozisme affirma ses ambitions morales. Une enquête sur la moralité et un noviciat devaient prouver « la noblesse de cœur et la pureté de mœurs ». De tous les membres, on exige la promesse de devenir meilleur, de faire régner la concorde, d'observer

³³ Lettre de J.-B. Willermoz à J. de Maistre, 9 juil. 1779, citée par A. VIATTE, *Les sources occultes...*, I, p. 141.

³⁴ J. de MAISTRE, *Soirées*, XI (*Œuvres*, V, p. 248).

³⁵ MANNEVIEUX, *Relation de l'interdiction portée par le Gr. Maître des loges des Fr.-Maçons de France sur celles de Lyon* (Genève, 1777, in-8°).

une conduite régulière, « fondée sur l'amour de la religion ». « Les magistrats doivent jurer de défendre les opprimés, les médecins d'assister gratuitement les pauvres, les gens de lettres de se vouer à la recherche de la vérité. Ainsi, les loges seront des écoles de bienfaisance ³⁶. »

Le Convent protesta « contre l'avalissement de certains adeptes qui se parent du titre de Franc-Maçon » et dénonça le gaspillage; les banquets somptueux sont contraires à l'esprit maçonnique, et les séances doivent garder un caractère de gravité. « Toute accusation frivole, équivoque ou indécente, tout propos libre, toute médisance et plaisanterie piquante sont pros crits. » Willermoz fit admettre sa doctrine spiritualiste, basée sur le *Traité de la Réintégration* et sur le martinisme. La Stricte Observance devint une école préparatoire au willermozisme. Celui-ci représentait une théosophie d'un étonnant éclectisme : il réserve une place resplendissante au Christ dans la liste des réconciliateurs de l'homme et de Dieu, il conçoit les symboles comme « l'écorce des vérités précieuses et éternelles », il achemine au salut par les sentiers arides du sacrifice et de la mortification ³⁷.

Cette déviation fut attaquée en France par le Grand-Orient et en Allemagne par les Illuminés de Bavière. Un Convent réuni à Wilhelmsbad, dans le Grand Duché de Hesse, en 1784, essaya de concilier les formes maçonniques et le christianisme de Swedenborg, de Saint-Martin, de Lavater... Willermoz présenta la Franc-Maçonnerie comme une grâce divine envoyée aux mortels pour les guider dans leur pénible voyage terrestre et le Convent approuva le système des Chevaliers bienfaisants comme le modèle de toute véritable maçonnerie. En rapports répétés avec le baron de Turckheim, Ferdinand de Brunswick, Charles de Hesse, Willermoz paracheva en Allemagne son érudition dans les sciences occultes. Tous considéraient la nature de l'homme et celle du monde comme un imbroglio d'arcanes qu'il fallait déchiffrer. A son retour, il s'éloigna des doctrines de Saint-Martin et de Maistre, pour recourir aux procédés d'incantation. « Le plus beau temps de l'incrédulité philosophique est devenu l'époque de la crédulité la plus aveugle pour les évocations, les divinations et autres jongleries des plus effrontés charlatans ³⁸. »

Un aventurier, le comte de Phœnix, pensa en 1780 circonvenir sans peine Willermoz. Il lui proposa de faire de la Bienfaisance la loge-mère du rite égyptien en cette florissante capitale de l'occultisme. Trop entreprenant, Joseph Balsamo déplut. Willermoz, que tant d'expériences avaient tenté, redouta ce mentor. Cagliostro s'adressa, faute de mieux, à la loge rivale *La Sagesse*. Elle ne conservait qu'une activité gastronomique; il la régénéra et l'installa luxueusement. Avec sa pupille, le Grand Cophite se livra à diverses opérations; à la cérémonie inaugurale, il fit apparaître l'ombre de Prost de Royer, récemment décédé. Il affirma que l'homme commanda à l'univers tant qu'il conserva son originelle pureté; son initiation amène l'homme déchu à reconquérir sa dignité perdue ³⁹.

³⁶ Code général des règlements de l'Ordre des Chevaliers bienfaisants de la Cité sainte, 1778 (*Rev. maçonn.*, 1848, p. 52-58).

³⁷ Code maçonn. des loges réunies et rectifiées de France, approuvé au Convent nat. de Lyon, 1778 (*ib.*, 1848, p. 244-254).

³⁸ M. COURCHAMPS, *Souvenirs de Mme de Créqui* (Paris, Fournier, 1834, III, p. 221).

³⁹ A. PÉRICAUD, *Séjour de Cagliostro à Lyon* (N. A. H. R., 1832, I, p. 300-309).

Malgré les défiances de l'orthodoxie maçonnique et de l'écossisme, Cagliostro connut le succès : l'archevêque le reçut, ses fidèles comblèrent sa femme de riches soieries, le banquier Sain-Costard entra à *La Sagesse triomphante*... Cagliostro accordait ses audiences trois jours par semaine, le « samedi pour les pauvres, les artisans, les gens de la campagne ». En 1789, cette forme particulière d'illuminisme restait fort active ⁴⁰.

A cette date, autour d'un baquet se pressaient l'espérance des malades, la curiosité des badauds, le prosélytisme des chirurgiens. L'influence d'Antoine Mesmer s'ajoutait à celle de Martinès de Pasqually, de Saint-Martin, de Willermoz. Ce médecin avait décelé un fluide unissant les planètes aux organismes vivants dont dépendait l'état de santé. Mesmer savait capter cet influx, le diriger et guérir. Louis XVI ayant fait contrôler ses expériences à Passy, chez Franklin, la *Société de Médecine* condamna la théorie; seul, le Lyonnais Laurent de Jussieu déclara que le fluide pouvait exister ⁴¹.

Bergasse défendit le mesmérisme en l'interprétant et le majorant. « Sans nommer le docteur Mesmer, j'ai renversé toutes les bases de son système et j'ai élevé, sur les ruines de son système, un édifice, je crois, beaucoup plus vaste et solidement construit ⁴². » Mesmer avait découvert dans l'univers physique, une énergie vitale capable de se transmettre, réparatrice des dommages, créatrice de stabilité partout où elle se trouve. Bergasse transpose ces lois dans le monde moral. L'intelligence, le pouvoir, la richesse sont, comme la santé, inégalement répartis. De là, naît la souffrance. Il faut rétablir l'équilibre par la loi d'assistance. La solidarité des corps et des êtres apparaît comme la condition de l'harmonie. En des formules qui annoncent celles de Comte et de Taine, Bergasse souligne le parallélisme entre les phénomènes matériels et spirituels. De même que les mouvements physiques sont salutaires, s'ils concordent avec l'attraction universelle, nos tendances morales doivent s'accorder avec les principes religieux. « Nos devoirs sont les besoins de notre conscience, comme nos appétits à satisfaire sont les besoins de nos autres organes... Tout ce qui tend à troubler dans l'homme son équilibre moral trouble également son équilibre physique et nuit à sa santé... Il faut être bon pour être absolument sain ⁴³. » En ces *Considérations*, bien des traits caractérisent la mentalité lyonnaise : le souci de la santé sociale, la ferme spiritualité, le sens de la sociologie, qui peut provenir de Vico.

Les médecins examinèrent la thèse de leur confrère. Dans un opuscule dédié à Prost de Royer, Gilibert expliqua sa conversion. Elle repose sur « des expériences fines, raisonnées et suivies... », puisque c'est là « la vraie méthode pour étendre le domaine de nos connaissances ». L'existence du fluide, niée par Boërhaave et Hoffmann, ne pouvait s'admettre dans une conception mécanicienne de la vie. Mais la doctrine de Van Helmont, l'animisme stahlien, le vitalisme barthézien expliquent les phénomènes d'hypnose. Certains succès prouvent leur valeur curative. Gilibert analyse les différents types de magnétisme. Celui par effluvia utilise la limaille de fer n'ayant pas perdu son phlogistique — le fluide

⁴⁰ Notice biogr. : J. Balsamo de Cagliostro (*Rev. maçonn.* 1849, p. 90-95).

⁴¹ *Journal de Lyon*, 1^{er} sept. 1784. — *Moniteur*, 12 août 1837, p. 1050. Acad. de médecine, *Rapport sur le magnétisme animal*, par DUBOIS.

⁴² N. BERGASSE, *Théorie de la nature*, 1785, p. 54.

⁴³ N. BERGASSE, *Considérations sur le magnétisme*, 1784.

insaisissable qu'avait décelé Stahl. En frottant l'épigastre avec de l'eau contenant de la limaille aimantée, on provoque une accélération du pouls et des picotements. Au contraire, le magnétisme spontané recourt aux seuls attouchements ⁴⁴. Bergasse avait exposé l'intérêt sociologique du mesmérisme. Gilibert en défendait les qualités médicales.

Une rapide diffusion fut assurée par la loge la *Bienfaisance* et la société magnétisante la *Concorde*. Elles accueillèrent la majeure partie de l'élite lyonnaise : le capitaine Barberin, dignitaire de la Régence écossaise, le chevalier de Rachais, les chirurgiens Jean Dutreih et Grandchamp, Pierre de Monspey, commandeur de l'ordre de Malte, Jean-Joseph Milanois, premier avocat au Présidial... La plupart des francs-maçons, des coëns, des templiers se rallièrent à cette conception que chacun pouvait interpréter à sa guise. « Cette doctrine des atmosphères est fort plaisante... Cela a l'air diabolique », avouait Mme Roland ⁴⁵.

Les milieux scientifiques se divisèrent. Mécanistes et vitalistes s'affrontèrent. Michel O'Ryan, gendre du fameux moireur Badger, protesta contre les extravagances commises autour du baquet. Dans son *Discours sur le magnétisme animal*, publié en 1784, il proposa que le Collège enjoignît, par écrit et par le bedeau, à tous ses membres de s'abstenir de cette pratique. François Doppet lança la *Mesmeriade, traité théorique et pratique du magnétisme*. Cette même année quatre médecins, en service à l'Hôtel-Dieu, démissionnèrent parce que le recteur approuvait le mesmérisme. Sans leur résistance, disaient-ils, « cette méthode absurde existerait dans cet hôpital à la honte des médecins et de l'administration » ⁴⁶.

Pour trancher le différend, qui comportait des répercussions sociales puisqu'il touchait à la santé publique et à la psychologie collective, Gilibert proposa d'en référer, comme à Paris, à l'autorité académique. Delandine et Bory envisagèrent les possibilités de contrôle. Trois expériences furent organisées à l'Ecole vétérinaire où le personnel était en relations avec les magnétiseurs. Dutreih et Milanois opérèrent sur un cheval et un mulet. L'autopsie confirma leurs affirmations ⁴⁷.

La séance aviva la polémique. Servan adressa, la même année, ses *Doutes d'un provincial à MM. les médecins chargés de par le Roi de l'examen du magnétisme animal*. Delandine publia, en 1785, *La philosophie corpusculaire ou les connaissances des procédés magnétiques chez les divers peuples*. Un élève en chirurgie, Jean-Vincent Rey, fit allusion au débat dans son discours inaugural en 1787. Un pamphlet riposta en raillant les adversaires de Mesmer.

Les « pressavinades » et les « petetinades » n'arrêtèrent point l'essor du mesmérisme. A Lyon, le chirurgien Bonnefoy, qui s'intéressait aux recherches sur le vitalisme, et aux rapports de l'âme et du corps, se fit l'auxiliaire dévoué de Mesmer. Il organisa un cours sur le magnétisme

⁴⁴ J.-E. GILIBERT, *Aperçu sur le magnétisme animal*, 1784.

⁴⁵ M. de VOLEINE, *Petite chronique...* 1784 (R. D. L., 1869).

⁴⁶ J. DRIVON, *Miscellanées médicales...* (5^e série, 1912, 64 p.). p. 37-47.

⁴⁷ J.B. BONNEFOY, *Analyse raisonnée des rapports des commissaires chargés par le roi de l'examen du magnétisme animal* (s. l., 1784, in-8°, 89 p.). — J.-B. BONNEFOY, *Examen du compte rendu par M. Thouret... relativement au magnétisme animal* (s. l., 1785, in-8°, 59 p.).

qu'il défendit dans deux mémoires. Ce qui lui valut un immense succès dans le public ⁴⁸.

Bientôt, selon le conseil de Saint-Martin, les Lyonnais s'élevèrent des contingences médicales aux pures notions spirituelles. Accueillant la découverte du marquis de Puységur, remisant leurs baquets, ils interrogèrent les crisiaques communiquant avec l'au-delà. Quelques-uns s'abstinrent. Le médecin Willermoz ne céda point à l'attrait du somnambulisme. On l'invita à plusieurs expériences, on l'adjura d'abandonner son scepticisme, l'inspiratrice lui dédia un message. Rien n'y fit : on l'accusa d'avoir « perverti en lui les dons de la grâce » ⁴⁹. En fait, la *Concorde* attira, autour de ses médiums, la clientèle qui fréquentait la *Bienfaisance* : Claude de Rachais, grand profès, l'avocat Milanois, Monspey de Vallières, agronome de Saint-Georges-de-Reneins, Jean-Baptiste Willermoz... Tous estimaient que le magnétisme avait été « envoyé réellement par Dieu pour nous faire voir que nous avons une âme distincte et indépendante de notre corps... ». Grâce à cette révélation, « des milliers d'incrédules et de matérialistes... se sont convertis à Dieu ». L'hypnotisme ramenait aux préoccupations métaphysiques, le sommeil provoqué devenait un moyen d'investigation de l'inconnu ; on tenait la clé de l'énigme universelle.

Le doyen du chapitre, Jean de Castellas, endormait Gilberte Rochette qui répondait aux questions des assistants, décrivait les flammes du purgatoire et les appartements confortables du Paradis... Le sommeil magnétique lui permettait de retrouver les qualités originelles de l'homme et de s'entretenir avec Dieu ⁵⁰. En 1785, la *Société des Initiés*, toujours recrutée parmi les frères de la *Bienfaisance*, déchiffra le langage étrange d'un Agent inconnu. La chanoinesse de Vallières, plus compétente, exposait un syncrétisme des doctrines relatives aux problèmes du mal, du péché originel, de la chute des anges... Elle recourait à l'écriture médiumnique couvrant des pages de zébrures et de hiéroglyphes.

Les mystiques recevaient « des instructions lumineuses sur tout ce qui existe de vrai et d'essentiel à l'homme dans la nature ». Willermoz en remercie Jésus-Christ, la Vierge Marie et les Anges gardiens, puis glorifie la « superbe destinée de Socrate, de Pythagore et d'autres grands hommes ». Les dossiers comprennent plusieurs cahiers sur la prévarication de Lucifer, sur la sédition de l'homme, l'origine des corps matériels... Le point capital se rapporte au salut : « Les prières des vivants soulagent beaucoup les êtres qui sont dans l'état d'expiation, elles peuvent les faire monter plus promptement les degrés intermédiaires de chaque lieu... La messe est le plus grand moyen de soulagement... Il y a des fautes qui ne peuvent se laver qu'en donnant des aumônes ⁵¹... »

Partout s'organisaient de semblables séances où s'alliaient le souci de chasser des malaises et le désir de sonder l'inconnu. Une médium fut guérie, par le magnétisme, de maux d'estomac, d'une humeur cérébrale et d'une aménorrhée. Endormie chaque soir, au printemps 1788, elle indiqua elle-même le traitement qu'elle devait suivre. Les questions

⁴⁸ M. de VOLEINE, *Petite chronique...* (R. D. L., XX, 1860, p. 90).

⁴⁹ A. JOLY, *P.-J. Willermoz...*, 1938, p. 16.

⁵⁰ M. H. L., ms 5478, Interrogatoires de G. Rochette.

⁵¹ Lettre de Willermoz au duc de Brunswick, déc. 1785, in G. van RIJNBEEK, *Episodes de la vie ésotérique* (ch. IV : Écriture médiumnique ; Ch. V : Révélations sur l'au-delà).

dévièrent bientôt sur les problèmes métaphysiques et scientifiques. Le magnétiseur lui demanda de réfléchir sur la nature de l'Être Suprême et la connaissance de l'âme. Elle expliqua, avec d'innombrables précautions, que l'âme du juste se réunit à Dieu tandis que celle du scélérat expie. Quant à l'origine du mal, elle répondit que Dieu a laissé la liberté aux hommes. Exposant ses conceptions relatives à la fécondation, elle résuma la théorie de l'apport biparental : selon Buffon, disait-elle, « dans l'acte amoureux, il se détache de toutes les parties du corps des molécules organiques qui portent la semence ». Elle réfuta cette hypothèse en alléguant qu'un manchot et un bossu engendrent des enfants normaux. Mais rien de positif n'est exprimé par la crisiaque qui se contente de louer Mesmer et de dire « malheur à l'athée »⁵². En un autre journal, le magnétiseur, sans obtenir d'éclaircissements satisfaisants, interroge : « Croyez-vous que les peuples doivent la soumission et la fidélité à leurs souverains ? Dans la querelle qui existe dans ce moment entre le roi et les parlements, de quel côté pensez-vous qu'est la raison »⁵³ ? »

La soif du mystère aboutit aux « scandaleuses étrangetés » de Fareins, près de Trévoux. Le curé, Claude Bonjour, ancien élève des Oratoriens lyonnais, avait gagné une réputation de sainteté. Le bruit se répandit qu'il accomplissait des miracles. Son frère cadet et son vicaire bénéficièrent de la même notoriété. Se répétèrent les guérisons de Saint-Médard et de l'église des Macchabées. Une secte se constitua : ces flagellants vivaient comme les premiers chrétiens, pratiquaient la communauté des biens, se soumettaient à des supplices, voire à la crucifixion. Ils se mariaient entre eux, enterraient leurs morts sans le secours du prêtre et affectionnaient l'Ancien Testament. Leur but était d'arriver à un état d'impeccabilité, qui procure une force irrésistible et innocente les liaisons les plus impures. L'archevêque et les magistrats de Dombes intervinrent, les fareinistes gagnèrent Port-Royal⁵⁴.

La mentalité magique ne s'évanouissait pas et se moquait parfois de la raison logique et de la vérité expérimentale. Alors que dans certaines provinces comme l'Alsace, la maçonnerie mystique atteignit surtout les milieux industriels, protestants et martinistes, à Lyon, elle se développa surtout dans le monde médical et subit de nombreuses influences. Ces relations entre illuminisme et médecine ne doivent point surprendre. L'étude de la biologie conduit à préserver, à conserver, à prolonger notre être; elle tend à établir le pont entre la matière et l'esprit. Le condillacisme incitait à méditer sur les liens qui unissent la sensation et l'idée. Jusqu'alors la nature avait été conçue comme un ordre géométrique et mécanique, comme une immense abstraction intelligible. Loin d'en subir une pression écrasante, l'homme jouissait du sentiment de l'Harmonie universelle.

Depuis les travaux de Linné, Stahl, Barthez, diffusés par Rozier, Gilbert, Bonnefoy, les sciences naturelles apparaissaient comme une explication de l'univers. Dans les discussions maçonniques, on commentait les métamorphoses créatrices de la matière. Lorsque les expérimentations de Bichat, d'Haller, de Spallanzani, n'apaisaient pas les inquiétudes, on

⁵² CATELIN, *Journal de somnambulisme de Mme N...*, 1789, p. 44.

⁵³ CATELIN, *Journal de somnambulisme de Mlle D...*, 1789.

⁵⁴ A. DUBREUIL, *Etudes hist. et critique sur les Fareinistes...* (Lyon, Rêy, 1908, in-8°, 362 p.). — C. LATREILLE, *Les illuminés de Fareins* (*Mercure de France*, oct. 1909, p. 561-582).

recourait aux pratiques occultes. La science se tournait en impatiente philosophie. Abordant une discipline nouvelle, l'homme veut aller d'emblée aux plus audacieuses divinations. Ce qu'on demandait à l'histoire naturelle, c'était l'enivrement des grandes hypothèses et même, toutes bornes franchies, de grandes certitudes. Dans cette physiologie, il entraît une part de magie, donc de recours aux éléments invisibles soustraits à toute mesure mécanique.

Le rationalisme décevait et l'Eglise ne satisfaisait plus ce besoin de croyances, inhérent à la nature humaine. Elle lassait par ses querelles, sans cesse renaissantes à propos du jansénisme, des droits du Chapitre, de la liturgie. Aucun ordre ne s'était fondé pour revivifier le christianisme. Un grand nombre d'âmes se sentaient déchirées en leur for intérieur par le conflit entre le rationalisme et la vieille foi consolante. Déçues, elles s'orientaient vers les mirages métareligieux, les doctrines occultistes, les révélations mystiques. L'anxiété gagnait la plupart des esprits à la veille de la Révolution.

2. LES SCIENCES DE LA VIE

Les sciences naturelles ont toujours tenu une grande place dans les préoccupations des hommes, puisqu'elles portent sur ce qui est à la fois le plus commun et le plus mystérieux, sur ce phénomène qu'on appelle la vie. Mais, depuis « la crise de la conscience européenne », elles susciterent un engouement universel dont la manifestation la plus apparente consista en la vogue des collections.

Riboud, parcourant le Bugey, s'écriait : « Ces montagnes offrent une grande quantité de simples rares et précieuses; on y rencontre aussi beaucoup de pétrifications et de fossiles... La grotte de la Balme est un des morceaux les plus intéressants du grand cabinet de la nature ⁵⁵. » Lalande et Varenne de Fenille... recherchaient les échantillons de minéralogie, de botanique, de zoologie... Marc-Antoine Claret de la Tourette, qui abandonna la magistrature pour s'adonner à l'histoire naturelle, collecta les insectes, les plantes, les roches du Lyonnais, du Dauphiné, de l'Auvergne. Il acclimata, en son parc de l'Arbresle, des arbres et des arbustes. Il herborisa en Italie, en Sicile, en Chartreuse avec Rousseau. Il correspondit avec tous les naturalistes célèbres d'Europe : Linné, Haller, Adanson ⁵⁶. Imbert-Colomès possédait des minéraux, un riche herbier, cent dix-huit cages d'oiseaux, une momie ⁵⁷. Les séquestres des émigrés, des rebelles, des ecclésiastiques attestent que la plupart des clercs, des bourgeois... conservaient des polypiers, des pétrifications, des congellations...

Ce goût pour les sciences de la nature ne se traduisit pas seulement par la manie de la collection, mais aussi par la multiplicité des discus-

⁵⁵ Th. RIBOUD, *Mémoire sur la topographie du départ. de l'Ain*, s. l. n. d., in-8°, 39 p.

⁵⁶ A. MAGNIN, *Claret de la Tourette. Sa vie, ses travaux* (Paris, Baillière, 1885, in-4°, in-238 p.).

⁵⁷ A. M. L., I², Police. Séquestre des biens d'Imbert-Colomès, 11 nov. 1793.

sions et des productions scientifiques. Adamoli avait légué à l'Académie des médailles d'or destinées à encourager les travaux de lithologie, de conchyliologie, d'ornithologie... « Le sein précieux de la divine nature, disait-il, s'ouvre à nous de toute part; c'est par l'étude appliquée que l'on développe ces trésors enfouis et cachés dans son sein inépuisable ⁵⁸. » Sa fondation permit de récompenser des mémoires consacrés aux plantes indigènes, à l'influence des étangs, au rôle des haies, aux lichens utiles dans les arts ⁵⁹. Les sciences prétendaient être un effort de compréhension et d'explication du monde, sans esprit de système. *L'Encyclopédie* incitait à procéder à cette enquête. Elle remplaçait les mots Créateur, Etre suprême « par un appel à la Nature, terme vague derrière lequel chacun pouvait mettre soit l'ensemble des forces purement aveugles d'un univers matérialiste, soit les propriétés d'un monde de la vie, pouvant ne pas être dénué de finalité, voire d'intelligence » ⁶⁰. Cette investigation fut l'œuvre d'une minorité non spécialisée. Les savants, en cette fin d'Ancien Régime, restaient encore des polygraphes.

Un des plus célèbres fut Gilibert. Il prouva ses talents d'observateur en Pologne où il participa, comme Condillac et Dupont de Nemours, à la réorganisation de l'Etat. Directeur de l'Ecole royale de médecine, il soigna les Lituanais et consigna ses remarques pathologiques. Il put, dans son *Tableau de l'économie rurale en Lituanie*, dépeindre les paysans, leur genre de vie, l'économie autarcique de la province ⁶¹. Dès la première année, il parcourut la région pour déterminer les productions naturelles. Ses « collectes furent assez considérables pour surprendre les connaisseurs ». Il prouva que la Lituanie pouvait s'enrichir en végétaux utiles pour les fabriques, la teinture et la médecine. En 1780, le jardin botanique qu'il avait fondé à Wilno contenait deux mille espèces étrangères. Le roi, « très savant en physique et surtout en histoire naturelle, comme Gilibert l'écrivait à Vitet, réclama des semences auprès du naturaliste suédois Daniel Solander, élève de Linné, qui accompagna Cook dans son périple. Il approuva le projet du botaniste lyonnais : montrer, dans une *Flora lituanica*, que la vie des plantes est comparable à celle des animaux. « Les végétaux se meuvent, choisissent ce qui leur convient » ⁶².

Sans relâche, il mit sous presse les fascicules de la *Flora* qui « présente l'histoire des plantes d'un pays aussi vierge que le Canada, suivant l'expression de Haller ». En 1782, il publia dans ses *Indagatores* des observations sur l'ours, le blaireau, le loup-cervier... que Buffon et Daubenton connaissaient mal. Il décrit des fossiles madrépores, des fruits pétrifiés, l'ambre jaune. Il découvrit du mercure et se proposa de faire creuser une galerie au sud de Wilno, au pied des hautes montagnes, où il soupçonnait la présence de mines de fer. Chaque fois, il affirme dans ses lettres que ses observations sont neuves et qu'elles ont été

⁵⁸ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, 1839, I, p. 125-130.

⁵⁹ A. D. R., 1 L 1077, C.-R. de fondation des prix Adamoli, 1770-1792.

⁶⁰ E. GUYENOT, *Les sciences de la vie...*, 1941, p. 381.

⁶¹ A. JOBERT, *La Commission d'Education nationale en Pologne*, 1941, p. 47-50.

⁶² Bibl. Popiel (Cracovie) 180. Lettre de Gilibert à Stanislas, 26 mars 1781, f° 378-379; Lettre de Stanislas à Gilibert, 1^{er} août 1781, f° 397; Lettre de Gilibert à Stanislas, 10 fév. 1782, f° 404-405.

vérifiées par l'expérience⁶³. Quand il revint à Lyon enseigner au Collège de Médecine, il entra en relations avec tous ceux qui se passionnaient pour la botanique, comme le syndic du bailliage de Beaujolais, Benoît Vaivolet, à qui il offrit son *Histoire des plantes d'Europe*, que son ami fit interfolier : ce fut une véritable flore beaujolaise⁶⁴.

Le chanoine Barthélémy Prost de Grange-Blanche, jouissant d'une prébende canoniale, consacra aussi ses loisirs à l'herborisation et à l'agronomie⁶⁵. Le Mâconnais Joseph Dombey chargé, en 1777, d'une mission scientifique en Amérique du Sud, en avait rapporté une prodigieuse quantité d'objets d'histoire naturelle. Il resta à Lyon jusqu'au siège de 1793. L'amitié de Mme Roland retint à Villefranche Louis Bosc d'Antic, fils du médecin de Louis XV. C'était un excellent naturaliste qui professa au Jardin des Plantes et publia un *Dictionnaire d'histoire naturelle*.

Leur domaine le plus cher fut, sans conteste, la botanique. Prudents, préoccupés d'exactitude, amoureux de l'ordre jusque dans les sciences, ils s'intéressèrent plus à la description qu'aux généralisations. Ils classèrent non d'après un organe unique et secondaire, mais d'après un élément essentiel ou l'ensemble des principaux organes. Leurs critères devinrent synthétiques. L'influence de Tournefort se retrouve parmi les botanistes du XVIII^e siècle. Cet Aixois, professeur au Jardin du Roi, avait eu le mérite d'insister sur la nécessité de considérer les genres et d'en donner des définitions précises. Son système, facile à comprendre et à pratiquer, plut aux Lyonnais et Bernard de Jussieu le suivit. Mais il restait artificiel : ses classes ne correspondaient pas toujours à des groupes naturels.

Aussi lui préféra-t-on peu à peu Linné. L'abbé Rozier se passionna pour lui. Il entreprit la nomenclature des ceps beaujolais et la liste des végétaux de cette région selon ses prescriptions. Dans ses *Démonstrations élémentaires de botanique*, rédigées en collaboration avec La Tourette, il combina les principes de Tournefort et Linné⁶⁶. Mais ce fut surtout Gilibert qui vulgarisa les travaux du Suédois. Son *Calendrier de Flore pour l'année 1778 autour de Grodno* et son *Histoire des plantes d'Europe* furent conçus suivant les leçons de Linné. En 1802 encore, il publia un *Abrégé du Système de la nature de Linné*. Bernard de Jussieu, qui avait herborisé avec Charles de Linné dans la forêt de Fontainebleau, fit également connaître les *Fundamenta botanica* et le *Classes plantarum*. On le considéra comme un grand réformateur des sciences descriptives. L'importance qu'il prit aux yeux de ses contemporains est due à l'habileté avec laquelle il réunit les œuvres de ses prédécesseurs. Il fonda la caractéristique des genres sur les parties de la fructification et se révéla surtout un classificateur. « Pour lui, le but ultime de la botanique était d'apprendre à classer et à déterminer les plantes. Ce législateur de la nomenclature représente l'apogée de l'ère périmée des

⁶³ *Ib.*, 180, Lettres de Gilibert à Stanislas, 4 mars 1782, f° 409-410; 7 mai, f° 391-392; 3 juin, f° 414-415; 24 juin 1782, f° 417-418.

⁶⁴ J.-E. GILBERT, *Hist. des plantes...* (Lyon, Leroy, an VI, in-8°, xxxii-192 p.).

⁶⁵ Cl. ROUX, L'abbé Prost de Grange-Blanche, agronome et botaniste lyonn. du XVIII^e s. (*Ann. Soc. botanique Lyon*, XXXVII, 1912, p. 199-203).

⁶⁶ CLARET de la TOURETTE et F. ROZIER, *Démonstrations élémentaires...* (3^e éd., par Gilibert, Lyon, 1789, 3 vol., in-8°). — BRISSON, *Mémoires... sur le Beaujolais*, 1770, p. xi, 105, 154.

méthodistes ⁶⁷. » Son influence prévalut à Lyon jusqu'à la Révolution. Conservatisme dû au décalage provoqué par la diffusion ? Amour des Lyonnais pour la simplicité ? Par contre, l'œuvre de Michel Adanson — encore un Aixois — sombra dans l'indifférence. Ce voyageur, disciple de Bernard de Jussieu, n'obtint pas de charge officielle qui lui aurait permis de former des élèves et mena une existence isolée.

Les milieux lyonnais admirent plus volontiers les prétentions d'Antoine-Laurent de Jussieu, qui s'acharna à démontrer qu'Adanson n'avait pas créé la « méthode naturelle ». Ils avaient pour excuse de suivre un des leurs : l'illustre famille était originaire des monts du Lyonnais. Un Jussieu apothicaire, établi à Lyon en 1680, fut le père de trois naturalistes éminents : Antoine compléta les recherches de Tournefort, Bernard professa au Jardin du Roi, Joseph accompagna La Coudamine dans son voyage de circumnavigation pour contrôler les connaissances relatives à la forme du globe, et séjourna longtemps dans le Nouveau-Monde, étudiant la flore des Andes et les langues indigènes ⁶⁸. Le génie de la botanique se perpétua dans cette famille, comme celui des mathématiques dans celle des Bernoulli. Leur neveu Antoine-Laurent, après avoir achevé ses études à Paris, combina, dès 1774, les travaux de Tournefort, de Bernard de Jussieu et de Linné. Devenu professeur au Jardin des Plantes, ce Lyonnais fut happé par Paris ⁶⁹.

En 1778, il publia son livre capital, *Genera plantarum secundum ordines naturales disposita*. Sa valeur est discutée. « Tant par les idées directrices que par le résultat, l'ouvrage marque plutôt un recul sur l'œuvre fondamentale d'Adanson », estime Emile Guyénot ⁷⁰. Les contemporains — même Cuvier — considérèrent qu'il avait orienté la science sur son objet propre : l'étude des êtres et de leurs caractères plutôt que la classification et la nomenclature. Mais, en 1789, les recherches de Jussieu demeuraient une nouveauté qui n'avait pas ébranlé la royauté de Linné dans le domaine botanique ⁷¹. D'ailleurs, beaucoup de Lyonnais, amis de Rousseau, concevaient la botanique comme une distraction saine et agréable, sans l'accompagner de discussions savantes. S'occuper d'hypothèse était, aux yeux du Genevois, une « matière éternelle de dispute qui ne fait pas connaître une plante de plus et ne jette aucune véritable lumière sur l'histoire naturelle ». Pour lui, un herbier était « un journal » qui permettait de se remémorer la promenade ⁷².

Lyon, qui vit naître les écoles vétérinaires, se passionna moins pour la zoologie. Les systèmes furent ici moins nombreux et le travail d'observation beaucoup moins avancé. La classification de Linné fut admise pour les vertébrés jusqu'à la fin du siècle. Ses études morphologiques n'étaient pas assez poussées pour les autres groupes. Mais il édicta des règles précises de désignation, supprima les termes qui faisaient double emploi, rechercha des noms spécifiques, réduisit le nombre des genres. Comme réformateur de la systématique et de la nomenclature, il s'imposa.

⁶⁷ E. GUYENOT, *Les sciences de la vie*, 1941, p. 27.

⁶⁸ A. VINGTRINIER, *La famille des Jussieu* (St-Denis, Bouillant, s. d., 16 p.).

⁶⁹ *Le Constitutionnel*, 19 août, 1838 : Eloge d'Antoine-Laurent de Jussieu, par Flourens, à l'Acad. des Sciences, séance du 13 août 1838.

⁷⁰ E. GUYENOT, *op. cit.*, p. 38.

⁷¹ *Moniteur*, 16 mai 1837, p. 1203.

⁷² J.-J. ROUSSEAU, *Réveries du promeneur solitaire* (7^e promenade), 1778.

L'autre biologiste très étudié fut Buffon. Il publia en 1778 la plus forte synthèse des sciences de la vie : *Epoques de la nature*, sorte d'histoire de la terre. Par sa théorie de l'adaptation au milieu, fondée sur l'expérience, il créa la géographie zoologique et même prépara l'évolutionnisme. Son *Histoire naturelle*, très répandue, contribua à développer le goût des sciences. Monge s'en inspira pour étudier les cygnes qui chantent⁷³. Il est difficile de savoir dans quelle mesure les Lyonnais, fidèles à Linné, acceptèrent les virulentes critiques de Buffon à l'égard des catégories établies par le naturaliste suédois. En discutait-on à l'Académie ou en réunions privées ? Nulle œuvre ne permet de délimiter les influences réciproques des deux savants. L'affaire importe. Il ne s'agit pas seulement d'étiquettes, mais d'interprétation. Pour Linné, les espèces demeuraient des entités réelles, distinguées par des différences tranchées constantes. Chacune correspondait à un acte du Créateur qui l'avait douée de tous les attributs nécessaires. Linné fut le théoricien du fixisme. Au contraire, Buffon en dénonça le caractère artificiel et, avec Adanson, il peut être considéré non seulement comme un précurseur, mais comme un fondateur de la théorie de l'Evolution. Il ne semble pas qu'en 1789 ces premiers indices aient provoqué des réactions, et l'attachement à Linné atteste la lenteur de diffusion des nouvelles conceptions.

La Tourette, Rozier et surtout Gilibert se référaient aussi à Albert von Haller. Il s'était fait connaître par ses livres (*Bibliotheca botanica*, *Bibliotheca anatomica*, *Bibliotheca chirurgica*...) et par ses travaux sur le système nerveux et l'irritabilité du poulet... Il ne se préoccupait plus de description et de nomenclature, mais cherchait à pénétrer les secrets des organismes. Avec ses compatriotes Charles Bonnet, Abraham Tremblay, François Huber, il suivit le développement des embryons, la parthénogénèse des pucerons, la régénération des hydres... Il illustre les relations de voisinage scientifique qui existaient entre la Suisse et Lyon. Des médecins lyonnais comme Sarasin se fixaient à Genève, des Genevois comme Philippe Sarasin, petit-fils du Lyonnais, faisaient imprimer leurs thèses à Lyon. Les expériences de Montgolfier déterminèrent le peintre Jean Huber, père du biologiste, à étudier comparativement le vol des oiseaux et la direction des aérostats. Lyon vivait ainsi en marge de la culture genevoise⁷⁴.

Le débat qui agitant alors la Suisse romande se rapportait à la génération spontanée et aux conditions de reproduction. Résolu vers 1750 par la négative, il avait été soulevé à nouveau à la suite d'observations microscopiques mal interprétées. Buffon remit en honneur la théorie de la génération spontanée, commode pour son hypothèse évolutionniste. Contre Buffon et son collaborateur Needham, s'élevèrent Spallanzani et Haller.

Cette polémique ne paraît pas avoir troublé les Lyonnais. Les plus avisés, comme Imbert-Colomès, lisaient à la fois Buffon et Haller. Mais ils n'analysèrent pas les données du problème, soit en une réunion académique, soit en un mémoire destiné à la publication. Attachés à la systématique, ils délaissèrent les grandes hypothèses. Le nom de Daubenton, le compatriote et l'auxiliaire de Buffon, celui de Vicq d'Azyr,

⁷³ *Journal de Lyon*, 17 mars 1784, p. 82-89.

⁷⁴ L., TRÉNARD, Les idées médicales de Barthéz à Récamier (*Rev. Lyonn. Médecine*, 1957).

un des promoteurs de l'anatomie comparée, celui de Réaumur, dont la renommée fut considérable, apparaissent peu dans les communications lyonnaises. Les travaux de l'Italien Lazzaro Spallanzani sur les protozoaires, de l'Anglais Priestley sur les échanges gazeux, du prêtre Needham sur « l'âme végétative » éveillèrent peu d'échos avant 1789. On ne trouve pas trace de l'interminable querelle entre les ovistes et les animalculistes. Aucun ouvrage lyonnais ne vulgarisa les discussions sur la sexualité des plantes, la préformation et la fécondation chez les végétaux, auxquelles participaient Buffon, Bonnet, Haller... Aucun Lyonnais ne prit position à l'égard d'une conception naissante qui se précisait : la transmutation et la variabilité des espèces...

Ainsi, la diffusion des travaux de biologie fut lente. En 1789, précisées dans les *Epoques de la Nature*, le *Traité de Chimie*, l'*Essai de Cristallographie*..., les idées de progrès, de changements imperceptibles mais continus, de transformations graduelles des espèces vivantes ont acquis droit de cité dans les cercles savants. Cependant, les forces traditionalistes sont tenaces : systématique de Linné, croyance en la génération spontanée défendue par Buffon, ignorance des travaux d'Adanson... C'est Haller et Barthez qui initièrent les novateurs et, plus que les naturalistes, ce furent les médecins qui se passionnèrent pour la physiologie spéculative.

La plupart se formaient à la faculté de Montpellier. Or, celle-ci rénova, à cette époque, les études médicales. Elucider la nature de la vie restait le problème crucial de la biologie. Pour les uns, elle se réduisait à un complexe de phénomènes physiques et chimiques; elle était mécanisme pur et complète matérialité. En 1752, le chirurgien major de la Charité, Claude Flurant, résuma les idées courantes des Lyonnais en physiologie. La circulation sanguine apparaît comme une sorte de mouvement perpétuel dû à l'action des liquides contre les solides. Le but de la respiration est de battre, d'agiter le sang et de transformer le chyle en sang par « cette trituration des liquides ». Le suc ou fluide nerveux est constitué, comme tout le monde l'admettait alors, par des esprits animaux. Leur émission se fait dans le cerveau par le moyen des « vaisseaux infiniment ténus et blancs dans lesquels le sang, ni les injections ne peuvent pénétrer ». Selon cette iatomécanique, les maladies s'expliquent par les lois de la physique ⁷⁵.

Pour d'autres, l'observation de la réalité prouvait l'évidence d'une fin; la vie leur semblait échapper aux lois qui régissent le monde inanimé. L'un des pionniers de cet animisme avait été Georges Stahl. Pour lui, l'existence de l'âme protège l'organisme. La maladie n'est pas une altération des organes, due à un accident ou à la fatigue, mais un bouleversement provoqué par l'âme, une sorte de traumatisme intime. Le fondateur de la théorie organiciiste, Frédéric Hoffmann, lui, considère l'organisme humain comme entièrement formé de fibres présentant un tonus spécial. C'est l'affaiblissement du tonus qui engendre la maladie.

A l'époque de Lavoisier, les progrès de la physico-chimie ravivèrent le débat. Théophile de Bordeu affirma que, non seulement les parties solides du système nerveux, mais encore les ganglions lymphatiques, avaient une activité propre. En 1778, Paul Barthez développa sa théorie

⁷⁵ Cl. FLURANT, *Splanchnologie raisonnée* (Paris, Delaguet, 1752, 2 vol., in-12).

vitaliste. Il établit que les propriétés, invoquées par Van Helmont et Bordeu, étaient les modes divers d'un principe distinct des forces matérielles et de l'âme pensante. Ces savants avaient libéré la physiologie du mécanisme.

De nombreux Lyonnais furent mis au courant de ces théories à Montpellier, mais ce fut Gilibert qui attira l'attention sur ces hypothèses. Il avait préparé sa thèse en 1762, dans cette faculté où il avait suivi l'enseignement de Boissier de Sauvages qui chercha à ruiner les doctrines mécanistes pour y substituer le système de Stahl. Dans une longue lettre, il révèle l'origine de son essai intitulé *l'Anarchie médicale ou la Médecine considérée comme nuisible à la Société*, dédicacé à Haller. « J'osai faire parler la vérité avec force, saper tous les abus. Cet ouvrage, reçu avec avidité, ne produisit d'abord que murmures de la part de ceux qui avaient intérêt à étouffer la vérité, mais les gens vertueux m'applaudirent. Il occasionna une révolution salutaire dans l'administration médicale ⁷⁶. »

Gilibert impose au médecin une grande tâche. Il critique « la constitution des Universités » et « leurs professeurs, causes de l'ignorance des médecins ». Il s'élève contre les empiétements des chirurgiens dans le domaine médical : ils ordonnent presque tous les remèdes. Quoique les apothicaires aient gagné procès sur procès, les chirurgiens ont le secret d'éluider toutes les lois. Ils préparent les potions qu'ils prescrivent, et ils sont parvenus à s'emparer des ordonnances des médecins; sans prendre aucun honoraire pour leurs visites, « ils vivent dans l'opulence », car ils vendent « les drogues au centuple de ce qu'elles leur coûtent ».

Le médecin doit connaître Stahl, Van Helmont, La Case; « comment jugera-t-il les systèmes de ces novateurs, s'il ignore les attributs de l'âme ? » Non seulement le médecin est obligé de porter le flambeau de la métaphysique dans les recherches médicales, mais encore réciproquement il doit dégager des remarques psychologiques de ses observations. Quelle foule d'idées neuves, les maladies du cerveau, étayées par les ouvertures des cadavres, ne lui fourniront-elles pas pour développer un système rationnel sur le siège de l'âme, sur ses attributs, ses rapports avec la partie matérielle de notre être ? C'est là qu'il apprendra à juger entre Descartes et Locke. Le médecin « seul saura déterminer jusqu'où s'étend l'influence des causes physiques sur nos actions morales, lui seul pourra donner une histoire raisonnée des passions » ⁷⁷.

Gilibert parvint à faire rétablir l'Ecole de Médecine à Lyon où il préconisa le traitement par des simples. Son enseignement agressif provoqua une émeute, les étudiants incendièrent l'école. Il en obtint la réouverture. « J'étais dans un âge où l'imagination brûlante cherche toujours de nouveaux aliments. » Devant l'hostilité de Terray, il dut financer lui-même une partie de ses projets et c'est ce qui l'incita à partir pour Grodno où il espérait s'assurer un honorable revenu et rédiger un nouvel ouvrage pour changer l'orientation médicale. Dans ses *Adversaria medico-practica prima, seu Annotationes clinicæ*, il démontre que la nature guérit seule les deux tiers des maladies, que les autres

⁷⁶ Museum Czartoryskich w Krakowie : Lettre de Gilibert à Stanislas, nov. 1779, p. 222-223.

⁷⁷ J.-E. GILIBERT, *L'Anarchie médicale* (Neuchâtel, 1772, 3 vol., in-12), I, p. 309, 312, 357.

cèdent aussi bien aux remèdes simples et au régime qu'aux prescriptions compliquées. « Cet ouvrage excitera une grande rumeur, écrivait-il. Les hommes peu à peu reconnaîtront la vérité de mes assertions et, secouant le frein du despotisme médical, apprendront à guérir sans être ruinés ou abreuvés par une foule de drogues amères ⁷⁸. »

Gilibert resta fidèle à la méthode hippocratique. A l'Académie de Lyon, en 1784, et dans ses mémoires sur *l'Autocratie de la Nature*, il soutint, comme Rousseau, la force curative de la nature et la tendance spontanée de la vie à guérir. « J'opposai les sectateurs de Van Helmont aux sectateurs d'Hippocrate; ceux qui prescrivaient des médicaments échauffants à ceux qui n'ordonnaient que des rafraîchissants, ceux qui saignaient à ceux qui abhorraient le sang, ceux qui purgeaient à ceux qui omettaient toujours les évacuans... Je dus conclure qu'un troisième agent avait procuré la guérison; j'appelai cet agent, la nature, le principe vital... » Dans tous les cas, il « avait eu assez d'énergie pour guérir la maladie et pour surmonter les mauvais effets des remèdes mal administrés... ». Cette vérité est peu répandue parce qu'elle ruine le prestige de la raison. Il expose comment il avait organisé son hôpital de Grodno avec ses équipes d'internes, les lits individuels... Appelé au Grand Hôtel-Dieu, il se fit remarquer par l'exactitude de ses pronostics, par son scepticisme, par la simplicité de sa thérapeutique. Il connaissait les vertus des plantes et accordait une large place à l'hygiène ⁷⁹.

Son contemporain, le chirurgien Honoré Pointe, s'inspira des mêmes vues. Son fils résume ainsi ses conceptions : « L'étude des auteurs anciens remplissait une bonne partie de son temps. Hippocrate était celui dont il s'était le plus profondément pénétré et qu'il a cité le plus fréquemment dans ses écrits. Stahl était encore un de ses auteurs de prédilection; il traduisit sa physiologie et des fragments de sa pathologie. Ses commentaires personnels prouvent combien la doctrine de Stahl lui était familière. Ses idées appartenaient donc au vitalisme, à cette doctrine vers laquelle aujourd'hui tous les bons esprits ont une tendance marquée ⁸⁰... »

Dans cette perspective, les relations entre le physique et le moral suscitèrent de nombreux travaux : Desgranges, docteur de l'Université de Valence en 1788, présenta un mémoire sur *Les effets remarquables d'une forte affection de l'Ame concentrée toute entière sur un objet et les maladies extérieures qui en dépendent* ⁸¹. Bonnefoy remporta, en 1782, le prix proposé par l'Académie de Paris sur *L'influence des passions de l'âme dans les maladies chirurgicales*. Son exposé, inspiré par les principes vitalistes, se présente comme un mélange curieux d'observations cliniques, de citations empruntées aux sommités médicales, de rappels d'ordre historique. Pour démontrer que « l'amour satisfait a ressuscité des squelettes végétant et presque dans la tombe », Bonnefoy cite le cas de Stratonice. Puis, défilent les exemples du fils de Crésus

⁷⁸ Biblio. des princes Czartoryski à Cracovie, t. 721; Lettre de Gilibert à Stanislas, 12 juin 1780, p. 899-905.

⁷⁹ J.-E. GILBERT, *L'Autocratie de la nature, ou premier Mémoire sur l'énergie du principe vital pour la guérison des maladies chirurgicales* (s. l. 1785, 8°, 108 p.).

⁸⁰ J.-P. POINTE, *Eloge de H.-J. Pointe* (in *Loisirs médicaux*, 1844, p. 174-203).

⁸¹ J.-B. PRIOU, Notice hist. et biographique sur le Dr J.-B. Desgranges (Ann. Soc. Acad. Nantes, 1831, p. 286-303).

retrouvant la parole, d'Erasmus, dont le rire arrêta un vomissement, de Léon X qui mourut de joie... Parmi les auteurs invoqués, reparaissent le plus souvent Bacon, Van Helmont, Haller et les stahliens ⁸².

La confiance dans la vertu des eaux minérales s'explique par cette même doctrine. En 1777, le chirurgien Maurice Bubaton analysa les eaux ferrugineuses d'Orliénas et les prescrivit comme traitement. En 1780, Jean-Baptiste Lanoix en précisa la composition. Il expliquait les réactions chimiques par la présence du phlogistique contenu dans le fer ⁸³. On assura une publicité analogue à la source de Charbonnières. Le curé de la paroisse avait remarqué, en 1744, que le bétail du moulin avait échappé à l'épizootie. Il étudia les eaux selon les principes du traité de Joseph Raulin et estima qu'elles renfermaient de la sélénite et du gaz méphitique. Claude-Marie Richard, Divoiry, Collomb les conseillèrent à leurs malades. Elles guérissent Théodore Tronchin, le médecin du duc d'Orléans ⁸⁴. A la même époque, Joseph Récamier et Guyton de Morveau découvraient, près de Belley, des eaux « riches en gaz acide », supérieures à celles de Spa ⁸⁵.

Cette physiologie spéculative ne convainquit pas tous les médecins. Pour la plupart, de formation traditionaliste, ils se préoccupaient avant tout de thérapeutique. Ils publiaient des traités de portée pratique et d'inspiration conservatrice, presque routinière. Vitet, dans sa *Matière médicale réformée ou Pharmacopée médico-chirurgicale*, en 1770, et dans sa *Médecine vétérinaire*, en 1771, cite encore des recettes empiriques ⁸⁶.

Un praticien comme Pierre Willermoz s'orienta vers une médecine préventive. C'est à l'Académie qu'il présenta ses études « sur l'air que nous respirons » en 1778, « sur les huiles de Palma Christi ou de Ricin » en 1779, sur la petite vérole d'après les sectateurs des auteurs arabes ⁸⁷... En 1782, il signa, avec ses confrères Rast, Lanoix et Gavinet, un rapport sur le tabac. Sceptique à l'égard de son art, il manifesta peu d'empressement à se faire traiter quand il souffrit de la pierre et recourut aux procédés magiques du comte de Saint-Germain avant de se faire opérer. Certains médecins, comme Tissot, publièrent des livres d'hygiène, et des profanes se crurent habilités à faire de même. Dans son opuscule *Théorie sommaire du régime le plus convenable à l'homme physique*, Laurencin condamne « l'alkali volatil » qui détruit dans le corps humain « l'acide animal » et détermine la corruption et la mort. Cette substance est contenue dans toutes les viandes et il convient de se nourrir exclusivement de végétaux, en évitant les crucifères et les plantes à odeur forte ⁸⁸.

Beaucoup de progrès accomplis en médecine le furent par des chirurgiens plus habitués à observer et à expérimenter. Les anciens

⁸² J.-B. BONNEFOY, *De l'influence des passions de l'âme dans les maladies chirurgicales* (1786, in-8°, 88 p.).

⁸³ J.-B. LANOIX, *Analyse des eaux minérales d'Orliénas* (Lyon, Delaroche, 1780, 71 p.).

⁸⁴ MARSONNAT, *Analyse des eaux minérales de Charbonnières* (Lyon, Périsse, 1784, 28 p.); — *Supplément*, 1785, 22 p.

⁸⁵ A. CUVROT, *Tableau des propriétés des eaux minérales de la côte de Châtillon* (Bourg, Bottier, 1818, in-8°, 23 p.).

⁸⁶ L. VITET, *Pharmacopée de Lyon ou Exposition méthodique des médicaments simples et composés...* (Lyon, Périsse, 1776, in-4°).

⁸⁷ BREGHOT du LUT, P.-J. Willermoz (A. H. S. R., VII, 1827, p. 272-275).

⁸⁸ A. A. L., ms 229, f° 179 sq.

barbiers, bénéficiant de la campagne encyclopédiste en faveur des « arts », virent leur situation sociale s'améliorer pendant l'ère des lumières. Leur émancipation donna un certain poids à leurs travaux orientés vers la thérapeutique.

Leurs considérations se rapportent plus aux traitements qu'à la description des accidents. Pour lutter contre les hémorragies, l'un prescrivit les moyens mécaniques et physiques⁸⁹... Pitiot, observant un cas voisin, défend les mêmes conceptions⁹⁰. D'autres chirurgiens étudièrent dans le même esprit méthodique les fistules, la castration, l'hydropisie... Certains thèmes, repris plusieurs fois, peuvent correspondre à des problèmes majeurs de la chirurgie : trois thèses se rapportent aux tumeurs⁹¹. Parmi les sujets qui réapparaissent souvent figure le traitement de la gravelle. Pierre Bouchet choisit comme « programme » « le calcul existant dans la vessie; l'opération par l'appareil latéral est-elle préférable aux autres méthodes ? »⁹². Dussaussoy, membre du Collège de chirurgie, publia ses observations sur l'hydrocèle en 1785 et en 1787. Il se spécialisa en lithotomie : il rechercha les causes de la fréquence de cet accident qui valait à Lyon un corps de lithotomistes distingués. Il crut les découvrir dans l'influence du milieu géographique : le plus grand nombre des patients habitent la Bresse, le Forez, le Dauphiné, « pays dont on connaît partout l'insalubrité et la mauvaise qualité de l'eau »⁹³.

L'oculistique passionna enfin médecins et chirurgiens au point de dégénérer en polémique. Jean Rey s'occupa des mœurs des abeilles, d'obstétrique, mais aussi de la vision. Jean Guérin publia deux traités sur les maladies des yeux⁹⁴. Figuet lança trois pamphlets contre ces ouvrages; le titre de l'un d'eux, *Lettre écrite de la région des vivans pour faire pendant à celle écrite de la région des morts*, contient une allusion à une publication de Janin de Combe-Blanche, autre oculiste, intitulée *Lettres écrites de la région des morts*⁹⁵.

Ainsi, les chirurgiens complétaient l'œuvre de Pouteau, le doyen du Collège, et d'Antoine Louis, le chirurgien messin. Leurs dissertations inaugurales contribuèrent à faire connaître l'anatomie, elles n'orientèrent pas vers les grandes hypothèses, mais gardèrent un cachet de

⁸⁹ P. GEORGE, *Des moyens propres à arrêter les hémorragies* (Lyon, Barret, 1776, in-4°, 8 p.). Proposition XX.

⁹⁰ M. PITIOT, *Déterminer les moyens tant généraux que particuliers qui conviennent pour arrêter les pertes de sang...* (Lyon, Impr. de la Ville, 1784, in-4°, 15 p.).

⁹¹ J. CONSTANTIN, *Le séton noué est un moyen curatif dans les dépôts... du tissu cellulaire* (Lyon, s. n., 1787, in-4°, 11 p.).

⁹² A. M. L., HH 47, *Registre pour les actes et réception des aspirants* (28 déc. 1784, p. 273).

⁹³ A. DUSSAUSSOY, *Dissertation et observations sur les gangrènes* (Genève, 1787, in-8°, 93 p.). — A. DUSSAUSSOY, *Thèse anatomico-chirurgicale sur la lithotomie* (Genève, 1788, in-4°, 32 p.).

⁹⁴ J. GUÉRIN, *Traité sur les maladies des yeux* (Lyon, Réguillat, 1769, in-12, 445 p.). — J. GUÉRIN, *Observations de chirurgie* (Lyon, Delaroche, 1777, in-12, 23 p.).

⁹⁵ A. FIGUET, *Lettre à M. Guérin* (Genève, 1780, in-12, 34 p.). — A. FIGUET, *Seconde lettre* (Genève, 1780, in-12, 19 p.). — A***, *Lettre écrite...* (Berne, 1780, in-12, 24 p.).

prudence méthodique. Jean-Baptiste Champeaux retint comme épigraphe de sa thèse cette citation de Louis : « L'expérience est le grand maître dans les sciences pratiques; c'est par elle que la chirurgie, occupée d'objets sensibles, a dans ses effets une certitude qu'on trouverait avec peine dans les autres branches de la Physique ⁹⁶. »

3. SCIENCES ET TECHNIQUES

La fascination exercée par la matière vivante trahit une adhésion plus ou moins prononcée à un panthéisme que la discipline chrétienne avait contenu ou relégué dans les rangs inférieurs de la hiérarchie intellectuelle. De là l'intérêt porté à la connaissance du cadre naturel. Pierre Willermoz analysa les eaux de la région : celles du Rhône, filtrées par le sable, sont chargées d'air fixe et d'air atmosphérique, car le courant empêche la putréfaction des plantes ⁹⁷. Pétetin étudia comment l'air véhiculait les miasmes meurtriers; il en donne des explications mécanistes et conseille la plantation de peupliers d'Italie dans la banlieue ⁹⁸.

Les curés notaient sur les registres paroissiaux leurs observations; en 1783, celui d'Azolette mentionne l'inquiétude provoquée par « un bruit semblable à celui que ferait un char roulant », il énumère les rencontres de loups, de blaireaux, de loutres ⁹⁹... Les ruraux se plaignent des intempéries : les gelées de printemps et la grêle d'été causent des dommages chaque année; en 1780, la sécheresse sévit et il faut vendre les bestiaux; en 1781, les orages entraînent la terre des vignes; en 1785, un cyclone, venu d'Auvergne, dévaste le Forez; en 1789, le vin gèle dans les caves et dans les burettes des églises ¹⁰⁰. Le *Journal de Lyon* accueillait des articles de géographie : le marquis de la Poype décrit les grottes de la Balme et un bourgeois signala les inconvénients du blé de Sibérie ¹⁰¹. La *Société d'Emulation* de Bourg, à l'instigation du comte de Montrevel, proposa d'étudier les moyens de curer la Reyssouze et d'utiliser la vase comme engrais; l'abbé Rozier fit le procès des étangs dombistes, et ses arguments se retrouvent dans la motion prise par le curé de Joyeux en 1790 contre le droit d'évolage appartenant aux privilégiés ¹⁰². Dans le bas Dauphiné, les travaux de Déodat de Dolomieu,

⁹⁶ J.-B. CHAMPEAUX, *Quels sont les moyens que la chirurgie emploie pour guérir la fistule à l'anus ?* (Lyon, s. n., 1780, in-4°, 19 p.).

⁹⁷ *Journal de Lyon*, 12 mai 1784, p. 149-153.

⁹⁸ D. PÉTETIN, *Observations sur l'établissement d'un cimetière* (Lyon, Delaroché, 1776, 18 p.).

⁹⁹ J. de FREMINVILLE, *Notice et doc. sur les événements météorologiques du Forez aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e s., d'ap. les registres paroissiaux* (Diana, 1898, p. 106-107).

¹⁰⁰ A. D. R., C 46, Rapports de l'intendant, 13 sept. 1781, 18 oct. 1783, 13 nov. 1784, juil. 1785.

¹⁰¹ *Journal de Lyon*, 21 janv. 1784, p. 23, 18 fév., p. 56, 17 mars, p. 92...

¹⁰² P. CHARVERIAT, *De la condition juridique des étangs de Bresse* (Lyon, Jevain, 1896, in-8°, XVI-283 p., p. 178).

rédigés en un style élégant, émaillés de citations de Strabon, éveillèrent l'attention sur les phénomènes géologiques ¹⁰³.

Malgré le prix Christin, attribué par l'Académie, les mathématiques et l'astronomie ne bénéficièrent pas de travaux originaux; le fondateur de la géométrie descriptive, Monge, ancien élève des collèges lyonnais, travailla à Mézières; l'astronome Joseph Lalande ne garda pas de rapports suivis avec Bourg. Les efforts portèrent sur la diffusion des nouvelles hypothèses, en particulier celles de Newton : *Le Newtonianisme des dames* prit place dans les bibliothèques et la *Philosophie de Tulle* essaya de concilier les exigences de la scolastique avec la gravitation universelle ¹⁰⁴. Expliquant le passage de la comète en 1769, l'*Almanach* fait appel « à la raison saine et éclairée », se réfère aux écrits d'Alexis Clairaut, d'Edmond Halley, de Lalande et conclut : « La théorie des comètes est sans contredit le chef-d'œuvre de l'astronomie physique de Newton ¹⁰⁵. »

L'épisode le plus curieux fut l'intervention de Marat à l'Académie de Lyon. Selon Lalande, il suggéra l'ouverture d'un débat sur Newton et versa une somme pour faire couronner ses propres travaux. Selon Arago, il profita de sa faveur auprès du gouverneur pour faire mettre au concours des questions d'optique, comme il l'avait fait à Rouen, avec la complicité d'un moine picard, Dom Gourdin. En 1784, l'Académie reçut une lettre de Gabriel Villeroy signalant l'actualité des controverses sur les idées newtoniennes et demandant la création d'un prix de physique sur la réfrangibilité des rayons lumineux. Marat fut peut-être l'instigateur de cette proposition, comme il s'en glorifia ¹⁰⁶. La Tourette répondit que le sujet de prix était choisi. Villeroy insista et l'Académie n'osa résister une seconde fois à son protecteur : elle nomma une Commission comprenant Tissier, Villers et Le Camus pour refaire les expériences d'optique ¹⁰⁷.

La question était loin d'être claire. Newton lui-même avait longtemps hésité entre la théorie cartésienne de l'ondulation et celle de l'émission corpusculaire. Le médecin hollandais Hermann Boerhaave avait, à son tour, admis que la lumière était constituée par la projection de molécules. Voltaire, publiant en 1738 ses *Eléments de la philosophie de Newton*, assura le triomphe de la doctrine, selon laquelle la lumière se compose d'une infinité de variations inégalement réfrangibles. Les fidèles de l'esprit géométrique résistèrent : après Fontenelle et Bernoulli, le Suisse Léonard Euler continua d'expliquer les nuances des couleurs par les différences de durée dans les vibrations. Marat le suivit ¹⁰⁸.

En 1786, le secrétaire perpétuel reçut une lettre de Dom Gourdin; l'ami de Marat expliquait que les théories newtoniennes risquaient

¹⁰³ J. CHETAIL, Un voyage de D. de Dolomieu (*Actes Congrès Soc. savantes*, Grenoble, P. U. F., 1953., in-8°, xxi-198 p.), p. 37-42.

¹⁰⁴ CAMIER et GIGOT, *Institutiones philosophicæ ad usum seminarium* (Tulle, Carez, 1781, 4 vol., in-8°).

¹⁰⁵ *Almanach de Lyon* (Lyon, Delaroche, 1770, in-8°, xxxvi-228 p.), p. xxx.

¹⁰⁶ J.-P. MARAT, *Mémoires académiques ou Nouv. découvertes sur la lumière*, 1788, in-8°, 338 p. (Intr., p. v).

¹⁰⁷ A. A. L., P. V. de la séance, 1^{er} mars 1785.

¹⁰⁸ J.-J. MARAT, *Détail des découvertes sur l'électricité et sur la décomposition de la lumière* (in F. Rozier et A. Mongez, *Observations sur la physique*, 1781, p. 317-320, 459-465; 1783, p. 349-374).

d'être abandonnées par les plus célèbres physiciens; le spécialiste de la cristallographie, Romé de Lisle, écrivit aussi à La Tourette pour lui rappeler les erreurs que le Père Louis Castel avait relevées. « Newton a pour lui, j'en conviens, les astronomes, les géomètres et les calculateurs. Mais quel physicien voudrait aujourd'hui prendre la défense du philosophe anglais ¹⁰⁹ ? » Marat, lui-même, s'efforça de circonvenir le seul physicien de la Commission, Villers, en lui faisant parvenir, en 1785, une critique de l'*Optique* de Newton.

Huit mémoires se partagèrent exactement pour ou contre la théorie de Newton. Dans ses deux dissertations, Marat prétend, comme dans ses *Notions élémentaires d'optique*, que la lumière est formée d'une infinité de particules globuleuses, éloignées les unes des autres. Le rayon lumineux ne se décompose pas : il se réfracte et le spectre comprend trois couleurs primitives également réfrangibles et non pas sept présentant chacune une réfrangibilité spécifique. Villers répéta les expériences invoquées et, après mûre réflexion, l'Académie s'avoua newtonienne. Elle accorda les prix à un professeur de philosophie de Groningue et à un astronome de Viviers, Honoré Flaugergues, celui qui devait découvrir la fameuse comète en 1811 ¹¹⁰. De son côté, Bertholon critiqua Marat dans plusieurs de ses œuvres ¹¹¹. Marat, dépité, tenta une troisième défense de ses idées à Montpellier où il éprouva un nouvel échec qui explique peut-être son pamphlet, *Les Charlatans modernes*, dirigé contre les Académies en 1791 et sa proposition de condamner ces groupements ¹¹².

Les découvertes de Newton furent admises et, avec elles, l'attention portée aux faits, la soumission aux résultats de l'observation, la méfiance à l'égard des systèmes.

Plus spectaculaires furent les expériences sur l'électricité statique. Jean Nollet, Thomas Dalibard, un ami de Buffon, Jacques de Romas firent connaître les travaux de Franklin sur l'électricité atmosphérique. L'Académie de Lyon céda au goût de l'époque et provoqua plusieurs recherches dans ce domaine. En 1776, elle mit au concours la question suivante : « L'électricité de l'atmosphère a-t-elle une influence sur le corps humain ? Quels sont les effets de cette influence ? » Un oratorien obtint le prix. En 1778, le sujet fut semblable : « Quelles sont les maladies qui procèdent de la plus ou moins grande quantité de fluide électrique dans le corps humain ? » Un médecin piémontais et Bertholon, dont le mémoire fut imprimé en 1780, l'emportèrent. Un des mérites de Bertholon réside dans le fait qu'il a dénommé « l'électricité animale » et préparé les travaux de Galvani. Dans ses ouvrages, il analyse les expériences réalisées à Marly, à Saint-Germain-en-Laye, à La Haye, sur la puissance de l'électricité atmosphérique, divise les maladies en « électriques » et en « non-électriques » et préconise l'électrothérapie ¹¹³.

¹⁰⁹ L. CASTEL, *Le vrai système de physique générale de Newton* (Paris, Simon, 1743, in-4°, 520 p.).

¹¹⁰ Cl. ROUX, Marat et l'Acad. de Lyon (*R. D. L.*, 1923, p. 389-419).

¹¹¹ P. BERTHOLON, *De l'électricité des météores* (Lyon, Bernuset, 1787, 2 vol.).

¹¹² J.-P. MARAT, *Les Charlatans modernes*, 1791, p. 19-22.

¹¹³ A. A. L., ms 212, Rapport Rast, Willermoz et Le Camus, sur deux concours de l'Acad., l'un sur les maladies procédant du fluide électrique, l'autre sur l'influence de l'électricité sur les végétaux, 1782. — P. BERTHOLON, *De l'électricité du corps humain en état de santé et de maladie* (Lyon, Bernuset, 1780, in-8°, xi-541 p.).

Marat, qui ne négligeait point l'activité lyonnaise, critiqua l'œuvre couronnée.

Le problème, qui intriguait médecins et physiciens, suscita de nombreux livres et de vives discussions. Bonnefoy examina à son tour les possibilités de l'électrothérapie. Selon sa thèse, le fluide électrique est le principe constitutif de notre être. Il existe dans le sperme, « donne à l'humeur séminale son énergie et son activité et transforme une lymphe visqueuse en une matière vivante et organisée ». L'électricité est un diurétique, un emménagogue, un hypnotique, un stomachique ! Elle augmente l'irritabilité des solides et accélère le cours des fluides, elle stimule le malade puisque le courant offre les plus grandes analogies avec le flux vital. Elle soulage les maladies provoquées par défaut d'irritabilité, c'est-à-dire les paralysies et les asphyxies; par excès d'irritabilité, c'est-à-dire les inflammations, les fièvres, les spasmes; par stase des humeurs, c'est-à-dire les tumeurs ¹¹⁴.

Bertholon étudia longuement cette question et songea aux applications pratiques de cette découverte. Dans sa publication, *De l'électricité des végétaux*, il présenta les avantages d'un électro-végétomètre qui répandait dans les plantes le fluide électrique leur assurant la vigueur. Chaptal loua cet ouvrage ¹¹⁵. Très tôt, Bertholon plaça le premier paratonnerre lyonnais sur l'église de Saint-Just. Le clocher de l'ancienne basilique des Macchabées avait attiré plusieurs fois l'orage. Ayant précisé les détails de construction dans son *Mémoire sur un nouveau moyen de se préserver de la foudre*, en 1776, il exécuta son projet lui-même avec beaucoup de minutie, fixant son « grand mât », portant les verticilles métalliques à la charpente de l'édifice ¹¹⁶. Il fit de même sur le dôme de l'hôpital, sur une tour près des Cordeliers, sur le château de la Ferrandière appartenant à l'ancien prévôt Riverieulx ¹¹⁷. En 1780, un « coup de foudre » prouva la valeur de son œuvre : « Le Physicien, plus puissant que le Jupiter de la Fable, n'a besoin ni de Vulcain, ni de Cyclopes, ni des autres infernaux de l'Etna, pour forger les foudres et les carreaux qu'il lance... » Après avoir rendu hommage au « Chapitre des barons de Saint-Just, qui s'est toujours distingué par ses vertus et ses lumières, à M. de la Croix de Laval, grand Obéancier dont les connaissances dans la physique et dans les autres sciences sont très étendues, à M. l'abbé Deschamps de la Magdeleine, d'un zèle et d'une intelligence rares... », Bertholon décrit « cette foudre si ardemment désirée et si longuement attendue, qui vint enfin dans le temps où l'on perdait espérance ¹¹⁸... »

Ce succès lui valut l'honneur de faire installer à Paris les deux premiers paratonnerres. Il s'en réjouit. « Il suffit qu'il y en ait enfin dans la Capitale, toujours si tardive à adopter les découvertes utiles et

¹¹⁴ J.-B. BONNEFOY, *De l'application de l'électricité à l'art de guérir*, 1782, p. 67, 72-73, 149.

¹¹⁵ P. BERTHOLON, *De l'électricité des végétaux* (Paris, Didot, 1783, in-8°, xvi-468 p.).

¹¹⁶ N.-F. COCHARD, *Notice hist. sur le bourg de Saint-Just-lès-Lyon* (s. l., 1830, 22 p.).

¹¹⁷ A. A. L., *Description des paratonnerres de Lyon par l'abbé Bertholon, de Saint-Lazare*.

¹¹⁸ P. BERTHOLON, *Nouv. preuves de l'efficacité des paratonnerres* (Montpellier, Martel, 1783, in-4°, 28 p.).

si empressée pour les nouveautés futiles. » Des théologiens protestaient contre leur emploi : il leur paraissait impie de s'opposer aux éclairs qui témoignent de la colère divine. Ces engins effrayaient la foule à tel point qu'on intenta un procès à un gentilhomme de Saint-Omer qui avait érigé cette « machine » sur sa maison. Le Conseil d'Artois consulta Bertholon qui entra ainsi en relations avec Robespierre¹¹⁹. Bertholon suggéra même un moyen de prévenir les séismes. Il suffisait, selon lui, d'enfoncer dans le sol de longues barres de fer garnies de couronnes de pointes pour offrir au fluide électrique des conducteurs multipliés¹²⁰. Les inventions provenaient ainsi, le plus souvent, d'amateurs excités par les besoins sociaux, le déséquilibre économique, les crises de différentes natures.

Les moyens techniques demeuraient rudimentaires. Descendant en 1785 la vallée du Rhône, une voyageuse écrit à son ami, le margrave d'Anspach : « Mon bateau est composé de quelques planches clouées ensemble qui ont servi à amener du bois de la Savoie, espèce de radeau qui paraît tout juste assez fort pour me porter, moi et ma petite suite¹²¹. » Cependant, le marquis Jouffroy d'Abbans se livrait à ses expériences. Après avoir vu la « pompe à feu » de Périet à Chaillot, Jouffroy eut l'idée d'appliquer aux bateaux la machine de James Watt. Il entreprit une première tentative sur le Doubs, puis imagina la roue à aubes et, en 1783, son *Pyroscaphe* remonta la Saône, « sans le secours d'aucune force animale », devant dix mille spectateurs; huit témoins qualifiés signèrent le procès-verbal¹²².

Plus passionnantes encore furent les expériences d'aérostation réalisées à la même époque. L'une avait été faite à Annonay par les inventeurs Montgolfier et plusieurs autres à Paris sous la direction du physicien Jacques Charles. L'intendant ouvrit une souscription pour procéder à de nouveaux essais aux Broteaux. Les trois premiers, pendant l'hiver 1783, échouèrent; le dernier faillit se terminer par une catastrophe, le « globe » s'étant enflammé. Enfin, le *Flesselles* s'éleva emportant Montgolfier l'aîné, le prince de Ligne, Laurencin et Pilâtre de Rozier, populaire par l'ascension qu'il avait réussie à Paris¹²³. En 1784, en présence du roi de Suède, le ballon *Gustave* attira une foule de spectateurs; tous portaient, noué au bras, un mouchoir blanc rappelant la fameuse révolution en faveur du neveu de Frédéric II que les subsides du comte de Vergennes avaient facilitée¹²⁴.

A Paris et à Versailles, les ascensions produisirent un enthousiasme inouï chez les esprits cultivés, une terreur superstitieuse chez les igno-

¹¹⁹ *Almanach d'Artois*, 1788, p. 54. — G. WALTER, *Robespierre*, 1946, p. 34-37.

¹²⁰ C. ROUX, Les premiers paratonnerres lyonn. (*R. D. L.*, 1924, p. 310-319).

¹²¹ *Voyage de Milady Craven*, 1789, p. 25.

¹²² J.-B. DUMAS, Premiers essais des bateaux à vapeur (*R. D. L.*, 1844, XIX, p. 257-265). — V. SMITH, J. d'Abbans (*R. D. L.*, 1851, I, p. 454). — BAUSSET-ROQUEFORT, L'invention de la navigation par la vapeur (*Mém. Soc. litt. Lyon*, 1863, p. 267-288).

¹²³ A. TOURNON, Premiers essais d'aérostation : Pilâtre de Rozier à Lyon (*R. D. L.*, 1844, XIX, p. 134-137). — A. TOURNON, *La vie et les mémoires de P. Rozier* (Paris, 1786, p. 38-45). — L. ROSTAING, *La famille de Montgolfier* (Lyon, Rey, 1910, in-8°, vi-582 p.).

¹²⁴ R. de CAZENOVE, La troisième ascension (*Rev. Lyonn.*, 1884, VII, p. 27).

rants. A Lyon, il y eut quelques pessimistes, comme le curé Roux qui, s'étonnant de voir quatre-vingt mille personnes accourir pour assister à l'incendie de la nacelle, déclarait : « Il ne sera jamais possible de voyager dans les airs comme sur l'eau ¹²⁵. » Dans l'ensemble, on enregistre une émotion et une joie indicibles; c'est l'événement sensationnel du jour. Couderc, écrivant à son oncle, décrit minutieusement les montgolfières; « un ballon, deux fois gros comme le dôme de l'hôpital », note Cuendet, est monté « trois fois haut comme Fourvière » ¹²⁶. Les aéronautes furent fêtés et le prévôt des marchands suggéra de faire élever une pyramide pour rappeler cet exploit. Le *Journal de Lyon* publia un quatrain de Vasselier, un récit du voyage, les vers de Laurencin à Pilatre de Rozier ¹²⁷... Une ode, évoquant les Argonautes, célébra la puissance de « l'homme sur la nature entière » ¹²⁸. En juin 1784, ils furent ramenés « en triomphe et portés à bras tendus » par la foule extrêmement dense. Des Dijonnais étaient venus aux Broteaux et les chanoines de Vienne avaient fait le voyage « à pied et la nuit, faute de voiture ». Les audacieux furent reçus à l'archevêché où le dîner fut « splendide, copieux, mais détestable quant à la qualité des plats » ¹²⁹. Des estampes popularisèrent ces expériences ¹³⁰.

Un des plus vieux rêves de l'humanité se réalisait. Les admirateurs des aéronautes se montrèrent si empressés de les imiter qu'il fallut interdire le lancer des ballons ¹³¹. Bertholon se préoccupa de la portée de la découverte : Etienne et Joseph Montgolfier pensaient que leur succès s'expliquait par l'électricité; c'est pourquoi ils mélangeaient une vapeur ayant des propriétés alcalines et un gaz qui en était dépourvu, faisant brûler de la laine et de la paille humide. Horace de Saussure prouva, sans convaincre les Montgolfier, que l'ascension était due à la différence de densité entre deux volumes d'air égaux de température différente ¹³².

Moins connues furent les recherches d'un visionnaire François-Joseph l'Ange. Au moment des essais de Montgolfier, l'Académie de Lyon mit au concours en 1783 un prix pour récompenser l'inventeur qui découvrirait le moyen le plus sûr, le moins dispendieux, le plus efficace de diriger les aérostats. Elle reçut une centaine de projets mais réserva son prix. L'un d'eux, dans sa lettre d'envoi, conseille l'utilisation militaire des aérostats et fait observer que Soubise n'aurait pas perdu la bataille de Rossbach s'il en avait possédé un. Parmi ces mémoires, actuellement

¹²⁵ J. ROUX, *Journal d'un curé* (R. H. L., 1911, p. 302).

¹²⁶ Lettres de G. Couderc, 10 janv. 1784 (R. H. L., 1906, p. 405). — E. MOUTARDE, *Journal de B. Cuendet* (R. H. L., 1914, p. 100).

¹²⁷ *Journal de Lyon*, 8 et 21 janv. 1784, p. 7 et 29; 5 fév., p. 33, 39, 40-48; 15 fév., p. 58-60; 3 mars, p. 65, 68-69; 17 mars, p. 96...

¹²⁸ Ode sur le globe aérostatique (Lyon, Barret, 1804, p. 31).

¹²⁹ M. de VOLEINE, *Petite chronique* (R. D. L., 1859, XIX, p. 89-92; 1860, XX, p. 87).

¹³⁰ C. BOILY, *Le ballon de Lyon, nommé le De Flesselles, 1784; Montgolfière* La Gustave, 1784. — P. COGELL, *Première expérience de la machine aréostatique, 1784* (F. C., 791-793).

¹³¹ Ordonnance de police qui fait défense de lancer des ballons (Lyon, Delaroche, 1784, in-4°, 3 p.).

¹³² P. BERTHOLON, Des avantages que la physique et les arts qui en dépendent peuvent retirer des globes aérostatiques (Montpellier, Martel, 1784, in-8°, vi-82 p.).

PLANCHE III.



Départ de la première Montgolfière, par J.-J. de Boissieu, 1786.

(Musée Historique, Lyon).

égarés, se trouvait celui de l'Ange. Alors que ses concurrents envisageaient l'emploi d'une aile battante, d'une hélice à bras ou d'une voile éolienne, il proposa « d'opérer un vide autour de l'aérostat dans le plan de direction » ; élargissant le problème, il démontra la nécessité d'une flotte aérienne ; douze mille hommes, appelés « pyronautes », suffiraient pour défendre la patrie avec mille ballons et permettraient à la France d'être « le maître du monde et le sauveur de tous les peuples ». Malgré l'avis de ses juges, ce rêveur publia ses plans en 1786. Cette œuvre a aussi disparu, mais elle est résumée succinctement dans son manifeste de 1793 ¹³³.

L'esprit scientifique s'unissait au désir d'être utile pour inciter les « curieux » à rechercher, à découvrir, à améliorer. Dans le domaine des « arts mécaniques », les progrès furent incessants. L'ingénieur Jars, protégé de Trudaine, parcourut les grands centres métallurgiques d'Angleterre et d'Ecosse pour étudier les procédés de fonte au coke ; très bien reçu, il décrivit les méthodes nouvelles dans une série de mémoires et s'efforça de les répandre en Lorraine aussi bien qu'en Lyonnais ¹³⁴.

Joseph Desarnod, l'architecte du bel hôtel Rigod de Terrebasse, perfectionna, entre 1783 et 1787, la cheminée « à la pensylvanienne », créée par Franklin. La Révolution fit avorter son projet de manufacture d'appareils de chauffage ; néanmoins, la Convention en fit placer dans sa salle de réunion et Desarnod obtint des récompenses aux expositions de l'an VI et de l'an IX ¹³⁵.

Ainsi coexistent, en ce siècle de l'*Encyclopédie*, l'artisan inventeur pour qui la science est faite d'améliorations pratiques, de procédés empiriques et le savant inventeur raisonnant sur des principes abstraits et associant les grandes hypothèses aux détails de fabrication. Les professions mécaniques, face aux arts libéraux, cessent d'être considérées comme viles et « ignobles », et des savants estiment désormais que les applications assurant le bien-être, les « commodités », le luxe, relèvent de leur mission.

4. LES TENDANCES PHILOSOPHIQUES

Les courants intellectuels dépendent beaucoup des personnalités. Le lecteur s'attache à l'auteur autant qu'à ses œuvres, et celles-ci sont souvent appréciées dans la mesure où un disciple se charge de les commenter et de les réduire en formules assimilables. Vers 1774, le voltairianisme s'affaiblissait. Il avait fait connaître la philosophie

¹³³ F.-J. L'ANGE, *Remède à tout, ou Constitution invulnérable de félicité publique...* (Lyon, Cutty, 1793, in-8°, 38 p.). — F. DUHEM, L'Ange bombardier, (*Rev. Armée Air*, août 1948, n° 23, 21 p.).

¹³⁴ A. N., F¹¹² 1300, *Journal de voyage de G. Jars, 1769*. — G. JARS, *Voyages métallurgiques ou recherches et observations sur les mines et forges de fer, la fabrication de l'acier* (Lyon, 1774, 3 vol.).

¹³⁵ *Mémoire sur les foyers économiques et salubres de M. le Dr Franklin et de sieur Désarnod, architecte de Lyon* (Lyon, Desenne, 1788, in-8°, 58 p.). — *Moniteur*, 3 vendémiaire an X (25 sept. 1801).

empiriste de Locke et la méthode expérimentale de Newton. Il avait contribué à ruiner le cartésianisme au moment où, dans les collèges, celui-ci supplantait le thomisme. Il avait caricaturé l'optimisme providentiel de Leibniz et favorisé l'anglophilie. C'était l'époque des articles dialogués du *Dictionnaire philosophique*, des libelles, de l'énorme correspondance... Pour répandre ses pamphlets ironiques et cinglants, il utilisait ses fidèles lyonnais.

L'un d'eux fut le premier commis à la direction des postes Jean-Joseph Vasselier. Dès 1772, Voltaire lui parle familièrement littérature ou politique et met sans cesse son obligeance à contribution. Il lui demande d'aller visiter au Collège un jeune rhétoricien qui avait écrit au « patriarche ». Vasselier répond en épîtres rimées, envoie des fruits de son jardin, se rend chaque année à Ferney où Voltaire aurait aimé le retenir définitivement. Tabareau contribua lui aussi, pendant une dizaine d'années, à favoriser l'entrée en France des « rogatons » et à éviter bien des indiscretions. Borde accepta des paternités douteuses, comme celle de la *Lettre au docteur Pansophe*¹³⁶. Laurencin, qui jouait les tragédies de Voltaire plus émouvantes que celles de Racine, Gaspard de Quinson, président du Bureau des finances, colportèrent les plaisanteries voltairiennes. L'abbé Joseph Audra correspondit avec Voltaire pour faire triompher l'innocence de Sirven¹³⁷. A l'Académie, Jacquet présenta en 1779 un vif réquisitoire contre la guerre à la manière de Voltaire; il montra combien la philosophie avait inspiré l'horreur du fanatisme et « fit l'éloge des arts utiles »¹³⁸. A la *Société littéraire*, Geoffroy attaqua l'Inquisition, lança des facéties contre le clergé, loua le roi Frédéric¹³⁹...

Entre les conceptions de Voltaire et celles de la bourgeoisie lyonnaise, il existait des points communs, en particulier la croyance en la vertu du progrès matériel qui encourage toute activité humaine. Mais la perpétuelle critique, l'inlassable ricanement, l'aristocratisme voltairien ne convenaient pas à l'esprit lyonnais. Si Voltaire fut choyé à l'Académie de Lyon, ce fut avant tout comme poète : ses petites pièces versifiées circulèrent plus que ses œuvres philosophiques.

De l'encyclopédisme, on ne rencontre que des manifestations isolées. L'abbé Millot vante la philosophie anglaise qui a « dissipé les ténèbres et les extravagances du péripatétisme » et « établi la physique expérimentale »; il traduisit l'*Essai sur l'homme*, de Pope, et prononça l'éloge de Montesquieu qui fut couronné par l'Académie de Dijon. Il dut quitter son ordre et l'archevêque de Montazet le choisit comme grand vicaire ! Gattel traduisit les *Mémoires* du marquis de Pombal, qu'il publia à Lyon en 1783; on s'intéressait alors aux expériences de despotisme éclairé, comme celle qu'avait connue le Portugal¹⁴⁰. D'Alembert, Diderot, Raynal correspondaient avec des bourgeois éclairés... Dans l'ensemble, les forces de résistance furent plus puissantes : l'enseigne-

¹³⁶ Lettre de Voltaire à Borde, 15 déc. 1766 (éd. Moland, XII, p. 536).

¹³⁷ L. LEVY-SCHNEIDER, Un Lyonnais oublié, l'abbé Audra (R. H. L., 1908, p. 321-347).

¹³⁸ L. JACQUET, *Influence de la philo. sur les mœurs*, 1779 et 1780 (A. A. L., ms 142, f° 70-78 et ms 266).

¹³⁹ GEOFFROY, *Journal de la mode* (A. A. L., ms 287, P. V. de la Soc. litt., 1778-1782).

¹⁴⁰ J.-M. BRUYSET, *Notice hist. sur C. M. Gattel*, s. d., 8 p.

ment, l'Eglise, la religiosité affaiblirent l'emprise du rationalisme. Les milieux d'affaires, comptant des parvenus, redoutaient la critique, craignaient tout dérèglement, cherchaient à sauvegarder les fondements sociaux.

Le succès des philosophes fut également compromis par l'engouement pour Rousseau. Quelques Lyonnais vulgarisèrent sa doctrine : Béranger en commenta les principes dans plusieurs traités qui connurent un grand nombre d'éditions¹⁴¹. Celui qui obligea Rousseau à prendre plus nettement conscience de tout le système, dont son premier discours n'était qu'une expression confuse, fut Borde. Littérateur cultivé, ami de Mably, de Condillac, de Bernis, il provoqua une polémique retentissante avec le Genevois. Borde est un excellent exemple de bourgeoisie provinciale, amie des lumières. Formé par les Jésuites, il s'éleva contre la dialectique péripatéticienne, « dont on obscurcissait la raison des jeunes gens », et il arbora « hardiment devant ses maîtres cartésiens l'étendard du newtonianisme ». Il voyagea en Italie, en Hollande, en Angleterre, puis « crut devoir, écrit l'abbé Guillon de Montléon, combattre les opinions singulières de cet écrivain inimitable, dont l'éloquence mâle, enchanteresse, commande l'admiration, inspire l'enthousiasme »¹⁴².

Fidèle à Voltaire, Borde défendit le rôle de la culture, de l'esprit positif, du luxe dans la vie moderne. Pour lui, la société ne doit pas tendre à un idéal sublime, mais faire régner l'ordre matériel et le bien-être. « La vertu, dans son acception la plus élevée, serait la force de l'âme qui dirigerait toutes nos actions vers le plus grand bien du genre humain. » Borde exalte le juste milieu, fait l'apologie de la tolérance et condamne l'ascétisme. La vertu consiste en un état d'équilibre naturel et spontané; moins elle « a besoin d'efforts et de sacrifices, plus elle suppose des mœurs perfectionnées ». Eclairé par la raison et l'expérience, l'affinement du sens moral correspond à celui du goût et des manières. La vertu est le fruit de la culture et de l'éducation.

La corruption, en introduisant les vices dans les mœurs, nous prive de biens, tels que la liberté, la propriété, la paix... La loi doit par conséquent veiller au maintien de la moralité. « Les vices secrets sont menacés par la religion, les vices publics réprimés par le gouvernement. » Les lois devraient châtier l'excès des richesses, contrôler les plaisirs, réprimer les abus des spectacles et de l'imprimerie, forcer l'oisif au travail et le célibataire au mariage. La société doit protéger, coûte que coûte, le droit de propriété. Quant à l'inégalité, elle est nécessaire. Un idéal politique se dégage de ces théories sociales : la monarchie est le meilleur gouvernement car le régime aristocratique recouvre trop d'ambition et la démocratie déchaîne une multitude mal éduquée.

Jusqu'à sa mort, survenue en 1785, cet admirateur de Montesquieu, ce correspondant de Voltaire combattit les doctrines de Rousseau. Mais il s'en tint aux trois discours et n'analysa pas avec autant de minutie *La lettre à d'Alembert* et *Le contrat social*. La forme brève et l'effet sensationnel des discours l'avaient attiré, mais il ne jugea pas indispensable de suivre le développement de ce que Rousseau avait conçu dans

¹⁴¹ L. BÉRANGER, *Le mentor vertueux, moraliste et bienfaisant* (Paris, Nyon, 1788, in-12, 540 p.).

¹⁴² G. de MONTLÉON, *Tribut de l'amitié à la mémoire de M. Borde* (Lyon, Faucheux, 1785, 31 p.).

un accès éblouissant de fièvre intellectuelle. De plus, Borde, né en 1711, vécut toujours sur le legs de la génération encyclopédiste, voire de la Régence et, quand il oppose à la thèse de Rousseau la formule « obéissance et protection », il s'inspire toujours du *Léviathan*. Il ne discute pas les notions de liberté, de souveraineté, d'autorité et ne conteste pas la place que Rousseau réserve à la philosophie du sentiment. Disciple des rationalistes, il n'a pas cherché à pénétrer ce que l'on appelait les paradoxes de la *Profession de foi*. Il avait rompu avec le Genevois comme les philosophes l'avaient fait, avait opposé des arguments logiques aux discours mais ne comprenait pas cette religion naturelle, ces élans du cœur, ces « délices du sentiment ». Pour croiser le fer, il faut être sur le même terrain.

Borde représente la fraction voltairienne de la pensée lyonnaise. Cependant Rousseau, nourri de Port-Royal et de Pascal, avec son « âme à demi-germanique » trouva une large audience dans la bourgeoisie teintée de jansénisme¹⁴³. A l'Académie, Jacquet évoqua en 1770 l'état de nature en un style emphatique et développa un réquisitoire contre le labeur ingrat et les parasites sociaux : « C'est la raison séduite et en délire qui a enfanté ces manufactures et ces arts qui promettaient tant de douceur et qui ont répandu tant d'amertumes sur nos jours¹⁴⁴. » Après s'être défendu contre Borde en 1774, Jacquet exprime à nouveau, en 1774, sa haine du luxe, créateur continu de besoins nouveaux qui rendent l'homme malheureux¹⁴⁵.

Les spéculations lyonnaises oscillaient entre ces deux pôles : l'*Encyclopédie* et Rousseau. En 1774, le comte d'Albon imagina, à la manière de Fontenelle, un *Dialogue entre Alexandre et Titus*, dans les Champs Élysées. Le Latin blâme le conquérant, s'élève contre la guerre et l'esclavage et rappelle que même les chefs doivent se soumettre aux lois. « Nous ne sommes jamais supérieurs aux autres hommes que quand nous en faisons le bonheur. » La gloire militaire est éphémère alors que « le plaisir pur de faire du bien est au-dessus de tous les autres ». Le Macédonien justifie maladroitement ses triomphes. Ça et là, on reconnaît des formules relatives à la philanthropie qu'avaient lancées les philosophes¹⁴⁶. A la *Société littéraire*, Béraud, recherchant « l'influence des sciences et des arts sur les mœurs et le bonheur des hommes », prononça de violentes paroles contre « les abus du sacerdoce, le fanatisme dégouttant de sang », l'ignorance qui asservit les âmes. Exalter la valeur moralisatrice de la culture servait de prétexte à la déclamation contre la religion¹⁴⁷.

Servan célébra en 1781, avant Condorcet, « le progrès des connaissances humaines » et leur diffusion dans les provinces. « Le préjugé général est que, hors de Paris, on ne peut rien voir... Paris n'est pas le plus juste point de vue pour juger du progrès du bien et du mal en

¹⁴³ V. GIRAUD, Les étapes du XVIII^e s. (R. D. M., 15 nov. 1924, p. 393-426), p. 413.

¹⁴⁴ L. JACQUET, *Essai sur l'état de nature*, 1770 (A. A. L., ms 142, f° 96-106).

¹⁴⁵ L. JACQUET, *Observations sur les critiques de l'état de nature*, 1774; *Essai sur les mœurs*, 1777 (A. A. L., ms 142, f° 42-68).

¹⁴⁶ Œuvres diverses de M. le comte d'Albon (Lyon, Jacquenod, 1774, 34 p.), p. 11-30.

¹⁴⁷ A. A. L., P. V. de la Soc. litt., 1778-1782, ms 287.

France... Paris est incontestablement le seul atelier de l'imagination; mais je doute fort qu'il soit le meilleur observatoire de la raison. » L'esprit connaît, en effet, comme les empires, ses révolutions et ses époques. Au règne des beaux-arts, a succédé celui de la méthode et de l'observation. « Ce qui caractérise le plus ce siècle, c'est l'amour de l'utile et le dégoût de ce qui n'est que curieux. » Parmi les facteurs favorables au progrès, figure l'imprimerie, « une loi d'accélération de l'esprit humain ». « Les hommes ne s'instruisent guère en se parlant; il est rare, au contraire, qu'ils ne s'éclaircissent en méditant sur ce qu'ils lisent. L'oreille est l'organe de la passion. » Enfin, Servan passe en revue les lettres et les sciences, loue Buffon, Vaucanson, Newton, Pouteau ¹⁴⁸...

Sur un ton moins optimiste, Roland défendit, en 1785, « l'influence des lettres dans les provinces ». Tandis que les distractions abondent dans les capitales, « les provinces languissent dans le petit nombre de ressources que le commerce s'efforce de multiplier ». Les lettres sont nécessaires. Dans l'âge d'or, dans l'état de nature, l'homme pouvait rester ignorant. Aujourd'hui, l'étude garantit la vie morale. Dans une agglomération, l'ambition s'exalte parce que « la fortune est en perspective dans tous les états ». Mais dans les campagnes, « l'oisiveté, ce fléau destructeur de tout ce qu'il y a de bon, d'honnête et d'aimable parmi les hommes, répand son souffle empesté... L'esprit s'engourdit, les facultés s'empâtent ». La lecture ranime le provincial et le console de l'injustice humaine. « L'étude de la nature élève l'âme par les vérités qu'on découvre en la contemplant. » C'est le seul moyen d'échapper à la corruption et d'apaiser ses douleurs. Selon les vues de Franklin, philosophe républicain, « penser juste et bien agir » sont les deux règles de la morale. « Connaître et aimer sont les deux sources de nos plaisirs... L'ignorance est à l'esprit ce que l'aveuglement est au corps. Elle nous retient dans les ténèbres et nous met hors d'état d'agir. » Il est nécessaire de se divertir : le jeu est le morne tyran des cercles, alors que la culture fournit des agréments de bon aloi. Elle doit même gagner les femmes, car c'est par elles qu'il faut juger de la valeur d'une société. « Partout où les femmes reléguées dans des sérails traînent, accablées de fers, leur fugitive existence, la rouille de la barbarie couvre leurs maîtres orgueilleux et les flétrit ensemble. » Roland multiplie les apostrophes à Sapho, à Théano, à Athénaïs... et, sentencieux, conclut : « Nous ne sommes plus au temps où l'on imaginait que l'ignorance des femmes était le gardien de leur vertu, le garant de leur sagesse ¹⁴⁹. »

De son côté, Bergasse condamna le système politique du *Contrat*; pour ce catholique convaincu, la souveraineté n'est pas une délégation du peuple, elle émane de Dieu. La religion ne reste pas une affaire individuelle, elle tient sa place dans la société... Néanmoins, le primitivisme transparaît dans les lettres de Bergasse : il goûte les montagnes suisses; de retour dans la capitale, il déplore « cet abîme de corruption et d'immoralité qu'on appelle le monde »; à propos de son intervention dans l'affaire Kornmann, il constate : « Le public de Paris est trop bête

¹⁴⁸ SERVAN, *Discours sur le progrès des connaissances humaines en général, de la morale et de la législation en particulier* (Lyon, s. l., 1781, in-8°, VIII-159 p.).

¹⁴⁹ R. de la PLATIERE, *De l'influence des lettres dans les provinces comparée à leur influence dans les capitales* (Lyon, 1785, 43 p.).

et trop dépravé pour deviner ce que cette conduite a de noble¹⁵⁰. La société lyonnaise s'attachait ainsi à des aspects différents de l'œuvre de Rousseau. Une minorité avait lu et discuté les *Discours* beaucoup plus que le *Contrat*, la majorité connaissait, plus ou moins superficiellement, à travers l'*Emile*, sa pédagogie libérale, ses conceptions sur l'homme et sa morale du sentiment affirmant le primat de l'émotion sur l'idée. On aimait, dans Rousseau, avant tout les effluves préromantiques.

Condillac ne franchit pas les limites des groupes cultivés, en dépit des relations personnelles qu'il entretenait dans la grande cité. Ses œuvres s'échelonnèrent de 1746 à 1776; la principale, le *Traité des Sensations*, « le chef-d'œuvre du XVIII^e siècle français », parut en 1754. Mais il fallut attendre 1789 pour que Béranger exposât l'*Esprit de Mably et de Condillac*¹⁵¹. De son œuvre, les Lyonnais retinrent quelques grands principes : l'importance de l'éducation puisque l'innéité est contestée et que toutes nos connaissances viennent de l'expérience; la valeur de l'observation, puisque « analyser n'est pas autre chose qu'observer dans un ordre successif les qualités d'un objet », le rôle du langage puisque « on ne peut parler sans décomposer la pensée en ses divers éléments pour les exprimer tour à tour », la nécessité d'affiner nos sens, « puisque le jugement, la réflexion, les désirs, les passions, etc... ne sont que la sensation même qui se transforme différemment »¹⁵². Toutes les facultés de l'âme s'élèvent d'un élément unique, la sensation. Envisagée comme représentative, elle donne naissance à l'attention, à la comparaison, à la mémoire, qui forment l'entendement. Envisagée comme affective, elle engendre la passion, la crainte, l'espérance..., qui constituent la volonté. Toutes les idées proviennent ainsi de l'expérience, d'après Locke, de la sensation, d'après Condillac¹⁵³.

Le condillacisme répudia les formules scolastiques, proclama l'analyse comme la méthode par excellence et se complut dans la description du mécanisme et des artifices du raisonnement. La science devenait une expérience bien conduite et une langue bien faite. On admira le *Traité des animaux*, qui conteste les théories de l'*Histoire naturelle*, et le *Traité des systèmes* qui est un traité contre les systèmes. L'action de Condillac répondait aux préférences lyonnaises pour la classification prudente, aux articles du *Journal de Trévoux* dirigés contre la systématisation, aux travaux de l'abbé Claude Nonotte, frère du peintre fixé à Lyon¹⁵⁴. Dans son attitude devant les problèmes métaphysiques, les Lyonnais reconnurent le dualisme cartésien. Condillac rejetait le matérialisme de Diderot aussi bien que l'idéalisme de Berkeley et admettait un dualisme de la pensée et de l'étendue aussi tranché que Descartes. Avec son goût des axiomes clairs et de l'explication rationnelle allant du simple au complexe, il complétait l'enseignement donné dans les collèges où régnait le cartésianisme. Les Lyonnais, qui avaient affirmé leur adhésion à la physique de Newton, en condamnant Marat, retrouvaient dans les livres de Condillac un reflet de la science newtonienne. « Newton, écrit-il dans le *Traité des systèmes*, chercha si, parmi les

¹⁵⁰ A***, N. Bergasse..., 1910, p. 63, 78.

¹⁵¹ L. BÉRANGER, *L'esprit de Mably et de Condillac* (Grenoble, Le Jay, 1789, 2 vol., in-8°).

¹⁵² CONDILLAC, *Traité des Sensations* (éd. G. Le Roy, 1947, I, p. 221-223).

¹⁵³ *Moniteur*, 16 oct. 1847, p. 2703.

¹⁵⁴ Cl. NONOTTE, *Dict. philosophique de la religion* (1774, 4 vol., in-12).

phénomènes, il y en avait un qu'on pût considérer comme un principe, c'est-à-dire comme un premier phénomène propre à en expliquer d'autres. » La réduction à une proposition unique, telle était l'idée que Condillac empruntait à Newton et qu'il fallait s'efforcer de transporter dans le domaine psychologique. La sensation fut l'agent fondamental de son interprétation, comme l'attraction universelle formait le pivot du newtonisme ¹⁵⁵.

Cette philosophie ne provoqua à Lyon aucun débat important avant la Révolution. Il fallut beaucoup de temps pour que ses thèses fussent connues : on adopta la pédagogie active, la critique des systèmes, les reflets de Descartes, de Locke, de Newton... La diffusion aboutissait à une sorte de syncrétisme. Plus qu'un « esprit nouveau, c'est une mentalité moderne » qui se dégage de ce mouvement philosophique. Jusqu'alors, « la structure sociale et politique, autoritaire et intolérante, aristocratique et hiérarchique » avait entretenu chez les sujets un complexe d'infériorité, un respect et une résignation « imposés par la contrainte et commandés par la religion » ¹⁵⁶. Les crises du XVIII^e siècle libérèrent de cette sujétion : l'enrichissement de la bourgeoisie stimula l'individualisme, l'existence urbaine affaiblit les pressions sociales, la mobilité des personnes permit un élargissement de l'esprit, l'essor du capitalisme incita à l'optimisme... La société manifesta une extrême réceptivité, souscrivant à l'*Encyclopédie*, lisant Voltaire, discutant Rousseau... Le temps de l'équilibre et même de la synthèse était passé. L'atmosphère intellectuelle se caractérisait par l'instabilité.

La conséquence la plus apparente de cette audace fut la dislocation partielle de l'armature religieuse. Elle est difficile à apprécier : les gestes symboliques ont été plus souvent retenus que les faits courants. L'avocat Seguin enregistre cette incrédulité : « La catholicité est dégénérée en un déisme presque universel; la foi est éteinte; de sorte que je crois que la fin du monde approche. » A Juilly, tant fréquenté par les jeunes Lyonnais, la confession devenait « une récréation, une occasion de polissonner » ¹⁵⁷. En 1777, un curé avoue : « La religion ne tient pour ainsi dire à rien. Il n'y en a point parmi les grands; parmi les petits, très peu ¹⁵⁸. »

Au Grand Collège, le Supérieur, le Père Baillot, constatait le jour de la Trinité de 1778 devant le Consulat que « jamais l'éducation de la jeunesse n'avait demandé plus de soins et de sollicitude que dans un temps où tout était danger pour elle, où la licence des opinions transvertissait les vices en vertus, élevait sur les débris de la religion et de la raison un trône à cette absurde philosophie qui, par des principes faux et ridicules, dégrade l'homme, avilit son âme, borne ses espérances et réduit son bonheur à l'esclavage de ses passions » ¹⁵⁹.

Défendant le négoce, Prost de Royer s'en prend au clergé parce qu'il vit aux dépens de ceux qui travaillent. « Vous enfin que la misère publique n'atteint jamais, qui tenez tout de la société et ne lui rendez que des paroles, qui gagnez en dormant et n'avez ici-bas qu'à recevoir et à jouir, vous en parlez fort à votre aise. » Prost de Royer préfère une

¹⁵⁵ R. LEFÈVRE, *Hommage à Condillac (Cahiers d'Hist., 1956, IV, p. 349-364).*

¹⁵⁶ G. LEFÈVRE, *La Révol. franc.*, 1951, p. 62.

¹⁵⁷ D. MORNET, *La pensée franc.*, 1929, p. 198.

¹⁵⁸ J. ROUX, *Journal d'un curé (R. H. L., 1911, X, p. 293).*

¹⁵⁹ A. M. L., BB 345.

religion qui conduise à la félicité éternelle, mais après avoir assuré le bonheur en ce monde ¹⁶⁰.

Le même esprit régnait à Villefranche. En 1773, à l'Académie, un abbé démontra que la croyance rétrécissait l'intelligence; « cette soumission aveugle à des systèmes incompréhensibles dont elle nous fait une loi si étroite, cette simplicité de petits enfants où elle s'efforce de réduire ses humbles disciples, à un joug en un mot qu'elle nous impose pour captiver notre entendement, comme parle saint Paul, tout cela ne semble pas fait pour agrandir l'esprit ». Quelques années plus tard, son confrère l'abbé Dessertine plaisantait dans ses poésies les chanoines, « ces pieux fainéants », qui « lisent peu la Bible et prennent du bon temps »; il déplora la perte irréparable des « trois hommes de génie : Voltaire, Rousseau de Genève et Piron » ¹⁶¹.

Le mouvement de la pensée tendait à laïciser et à humaniser les disciplines intellectuelles. La philosophie quittait elle-même le domaine de l'abstraction et de la spéculation pure où elle pouvait, voisinant avec la théologie, entretenir des tendances religieuses. Elle ne gardait, des métaphysiques, que des éléments pratiques ou méthodologiques : le sensualisme dérivait en logique. On s'adonnait à l'étude de la société, de la législation, de la morale, et cette orientation transformait la conception usuelle de la vie. Les anciens postulats catholiques du péché originel et de la dégradation humaine cédaient la place à la confiance en la puissance de la raison, la croyance en un progrès et la perfectibilité indéfinie de l'humanité.

Dès 1770, Mathon donna l'alarme. « Jamais dans aucun pays, ni dans aucun siècle, la religion dominante n'a été exposée à un déchaînement plus universel. » Les livres contre la religion sont funestes et « de toutes les conséquences, de toutes les contradictions humaines, la plus frappante est peut-être l'extrême intolérance de ceux qui exhortent le plus à être tolérant ». Tous les systèmes connaissent leurs fanatiques; même les discussions musicales en ont révélés; les encyclopédistes attaquent avec violence Fénelon, les chrétiens, le gouvernement et, semant le doute, ruinent tout espoir consolateur; « l'irréligion empoisonne toutes les sources du bonheur ». L'incrédule perd un soutien devant la mort; il renonce à la joie d'adorer Dieu en des solennités majestueuses que les jouissances humaines ne peuvent égaler. Le christianisme est source d'amour et de bienfaisance. Au contraire, la philosophie aboutit à la débauche, au célibat, à l'adultère; elle ruine l'autorité au sein des familles, or « ce sont les vertus domestiques qui préparent aux vertus sociales ». La religion rapproche les conditions, apprend à se détacher des biens terrestres, incite le riche à la compassion et le pauvre à la résignation ¹⁶².

L'archevêque s'inquiéta aussi et consacra une instruction pastorale à l'incrédulité. Il s'inspira souvent du *Traité des principes de la foi chrétienne*, qu'avait publié le Forézien Du Guet, un oratorien de tendance janséniste. Deux sources lui paraissent être à l'origine de la généralisation de l'incrédulité : les passions et l'orgueil. « L'esprit de l'homme est, pour ainsi dire, aux ordres de son cœur », et les incrédules

¹⁶⁰ PROST de ROYER, *Lettre à M. l'archevêque de Lyon*, 1763, p. 41, 45.

¹⁶¹ Registre de l'Acad. de Villefr., 22 avril 1773, 25 août 1780.

¹⁶² M. de la COUR, Discours sur le danger de la lecture des livres contre la religion (Paris, Le Jay, 1770; in-8°, 46 p.).

se laissent entraîner par tout ce qui flatte leurs sens. Ses progrès sont liés à l'abus des lettres, au désir de tout comprendre et de tout expliquer. La Réforme a accordé à chaque fidèle le droit de commenter les livres saints, et chacun a voulu passer pour un esprit supérieur en secouant le joug des préjugés. Une élite pouvait se le permettre et imposer silence à ses instincts; la « multitude grossière et effrénée » a oublié les bonnes mœurs; elle recherche le luxe sous prétexte qu'il répand un « éclat trompeur sur les Empires », qu'il fait circuler les richesses et conduit les arts à leur perfection ¹⁶³.

Cette attitude restait, en réalité, superficielle, et seule une minorité éclairée l'affectait; la petite et moyenne bourgeoisie conservaient leurs croyances, les traditions familiales, l'austérité morale même. La masse populaire témoignait parfois d'une crédulité qui surprend en cette ère des lumières ¹⁶⁴.

Les événements politiques contribuèrent eux aussi à stimuler la vie intellectuelle. Deux phases d'intensité se reconnaissent : à l'avènement de Louis XVI et à la veille de la convocation des Etats généraux. Le nouveau prince fut bien accueilli : un Lyonnais se trouvant à Versailles évoque dans une lettre sa conduite à l'égard de Mme du Barry; oubliant le tort que cette résolution peut causer à l'économie lyonnaise, il loue la simplicité du roi qui se propose de vivre bourgeoisement, « comme à la Cour de Turin et de Vienne » ¹⁶⁵. Un disciple de l'« Ami des hommes », hostile à la suppression des impôts de consommation et à l'établissement d'un impôt territorial unique, se permet de signaler au monarque, « avec un peu de vivacité, les abus et les désordres qui existaient » ¹⁶⁶.

La disparition du Conseil supérieur parut d'heureux augure. Depuis l'Edit de Maupeou, l'esprit de rébellion agitait tous les corps judiciaires. Des parlementaires avaient été exilés en haut Beaujolais : Lamoignon s'installa à Thizy dans la famille du manufacturier Mulsant. Ils entretenaient une fermentation dirigée contre le régime. La réforme suscita des rancunes et des jalousies : le Présidial de Mâcon et le Bailliage du Beaujolais protestèrent contre la création du Conseil à Lyon; celui de Villefranche envoya une délégation auprès du duc d'Orléans. Une vie publique se développa dans le Beaujolais : la naissance du duc de Normandie y fut fêtée; à la mort de Philippe d'Orléans, Delandine et Chatelain Dessertine célébrèrent les mérites du disparu; la milice bourgeoise et le jeu de l'Arc tenaient de fréquentes réunions dont les procès-verbaux sont garnis de signatures maçonniques ¹⁶⁷.

Lyon appréciait ses anciennes juridictions locales : la Conservation des foires, un des tribunaux commerciaux les plus considérables d'Europe, avait conquis des privilèges dont les Lyonnais s'enorgueillis-

¹⁶³ M. de MONTAZET, *Instr. pastorale sur les sources de l'incrédulité* (Lyon, Delaroche, 1776, in-12, 476 p.). — J. COURBON, *Plagiats de l'écrivain de M. l'archevêque de Lyon* (s. l., 1776, in-8°).

¹⁶⁴ Lyon vu par Ch. de Montalembert (N. A. H. R., 1832, I, p. 250-255).

¹⁶⁵ M. H. L., *Fragment d'une relation de ce qui s'est passé à Versailles, dont j'ai été témoin à la mort du roi Louis XV* (par J.-B. Willermoz ?).

¹⁶⁶ Observations d'un citoyen sur le nouv. plan d'imposition (Amsterdam, 1774, in-8°, 44 p.).

¹⁶⁷ A. DELANDINE, *Eloge de Ph. duc d'Orléans, régent du royaume* (Lyon, Cellier, 1778, in-8°, 61 p.). — A. M. Villefranche, BB 12, 27 avril, 2 juin, 20 nov. 1785, 6 juin 1786...

saient. Ils virent avec satisfaction le rétablissement des Parlements, qui paraissaient susceptibles de résister au despotisme ministériel. Dans son *Discours sur l'honneur de la magistrature*, Bergasse rappela en 1772 que, « selon Voltaire, premier génie de l'Europe, et Rousseau, le plus intéressant des hommes », les parlementaires avaient le devoir de fixer un terme à l'obéissance due aux princes. Malgré le cérémonial traditionneliste que comportait la fête patronale de l'échevinat, il fit allusion en 1773 aux retentissantes iniquités de l'époque, comme les affaires Calas et Sirven, et rédigea une éloquente prosopopée du pauvre¹⁶⁸. L'avocat dauphinois Servan félicita son confrère. L'année suivante, Bergasse salua, dans son oraison doctorale, l'arrivée de Turgot au pouvoir comme l'annonce d'un temps qui verrait « le colosse de l'erreur brisé et le préjugé de l'autorité despotique vaincu ». Dans son tableau de l'agriculture naissante, on reconnaît une influence physiocratique, mais on retrouve aussi des phrases du baron d'Holbach et du *Discours sur l'inégalité* d'Helvétius¹⁶⁹.

Lors de sa réception au barreau de Paris, il célébra « le monarque bienfaisant et les ministres éclairés » qui s'efforçaient de « rétablir sur des fondements durables l'édifice imparfait de notre constitution ». Dans son *Discours ou réflexions sur les préjugés*, publié dans la *Gazette de France* en 1775, il discute de sociologie. Pour lui, les opinions qui jaillissent du cœur ont plus de force que celles qui viennent de la raison. Il examine la notion de liberté qu'il considère comme inaliénable : « Une nation n'a pas plus de droit sur ma liberté qu'un monarque. » Dans le mémoire élaboré pour la défense du banquier Kornmann en 1787, il propose de confier l'administration aux assemblées municipales et provinciales, « institutions vraiment paternelles destinées à faire revivre parmi nous l'esprit de famille et les vertus privées ». Il critique la monarchie absolue dont les décisions « contraignent mais ne peuvent convaincre ». Les sujets les respectent parce qu'il leur est interdit de les juger. Dans un état libre, les lois « sont garanties par l'évidence, c'est-à-dire par la certitude où l'on est qu'elles sont l'expression de la volonté de tous. La constitution la plus libérale est aussi celle qui s'accorde le mieux avec les lois de la morale et de l'humanité »¹⁷⁰.

Il conseille la décentralisation. A Paris, on ne s'occupe que des sciences qui exigent de la mémoire : on ne réfléchit pas. « On force ici la nature dans tous les genres. » Il suffit de savoir doser de la métaphysique, un scrupule d'histoire, quelque soupçon de poésie pour être à la mode. « Le rendez-vous des hommes de génie est la capitale, mais ce n'est pas là qu'ils font leurs ouvrages; tous ou presque tous ont vécu longtemps et vivent encore dans la retraite; ils se montrent à Paris, mais ne s'y forment pas. N'imitiez donc pas nos bonnes gens de province qui s'imaginent qu'un homme fait à Paris est une merveille. Nous avons autant d'esprit que ces merveilles-là; mais nous n'avons pas leur heureuse impudence¹⁷¹. » Le sentiment d'être un déclassé social fut à l'origine des actes révolutionnaires et des attitudes romantiques.

¹⁶⁸ N. BERGASSE, *L'humanité des juges dans l'administration criminelle* (Lyon, s. d., in-8°).

¹⁶⁹ N. BERGASSE, *Discours sur les causes générales de l'industrie et du commerce* (Lyon, 1775, in-8°).

¹⁷⁰ A***, N. Bergasse, 1910, p. ix, 14, 24, 50.

¹⁷¹ Lettre à Rambaud de Vallières, 11 juil. 1775 (in A***, *op. cit.*, 1910, p. 22).

La résistance devint chronique. Un conflit mit aux prises le pouvoir royal et les recteurs de la Charité en 1786; l'intendant Terray voulut établir à Bellecour son hôtel des Fermes à l'emplacement du Bicêtre abritant les pauvres. De longues négociations s'ouvrirent entre les secrétaires d'Etat et l'administration locale; les Lyonnais s'entêtèrent au point que Vergennes et Calonne firent remarquer à un délégué, le comte de Cordon, « qu'il n'appartenait pas à une administration précaire de singer les Parlements »¹⁷². Les initiatives parisiennes rencontrèrent désormais une double opposition: les uns défendaient l'autonomie de la ville, les autres luttèrent contre l'arbitraire gouvernemental. La pensée lyonnaise croissait en audace. Quand se réunit l'Assemblée provinciale, l'archevêque Montazet reconnut que « les villes et les campagnes succombaient sous le poids des impositions ». Toute l'élite présente, grands seigneurs, doyens des chapitres, avocats, négociants, paraissait s'associer à ce désir de réformes¹⁷³.

A la même époque, la création du Grand Bailliage accapara les esprits. A nouveau, les Lyonnais ne se montrèrent pas ravis de voir leur ville promue chef-lieu de ressort. La magistrature se divisa. Le procureur Barou du Soleil, qui avait appartenu à la Sénéchaussée, au Présidial, à la Cour des Monnaies, protesta et fut déporté. Libéré en 1788, il prononça des paroles retentissantes: « C'est dans le cœur de l'homme que la nature a tracé, en caractères ineffaçables, la grande charte de la liberté civile... N'oublions jamais que c'est à la noble résistance des Cours que nous devons le rétablissement du premier et du plus beau de nos droits constitutionnels »¹⁷⁴. Vasselier célébra en vers la gloire de son ami dans le *Journal de Lyon*, tout en lui conseillant la prudence¹⁷⁵. La « mystique parlementaire », existait aussi à Villefranche: la municipalité se réjouit du retour des Parlements qui préludait « la restauration de la liberté »¹⁷⁶.

Cette fronde de robins et de seigneurs conduisit à la discussion des principaux thèmes politiques. Un des plus fréquents consistait à examiner les rapports de l'économie et de la société. Sous l'influence de Franklin, on redoutait, surtout dans « le tourbillon de la capitale », la soif des richesses et les « jouissances émoussées de la vanité qui éloignent des plaisirs purs de la nature et des voluptés immortelles du génie ». Pour devenir « l'émule des Gluck, des Anfossi, des Sacchini », il faut renoncer à la fortune qui paralyse les talents¹⁷⁷. Dans son *Parallèle des Romains et des Français*, l'abbé de Mably prétend qu'une république vertueuse assure le bonheur par la simplicité et la soumission au bien commun. Clavier, dans son oraison pour la Saint-Thomas, aborda ce débat. « Le commerce dissout les républiques parce qu'en

¹⁷² Lettre du comte de Cordon, 27 mai 1786, in A. Croze: Les origines de l'hôpital Desgenettes (*R. D. L.*, 1923, p. 343).

¹⁷³ Discours prononcé par M. A. de Malvin de Montazet, Président de l'Ass. prov. de la Généralité de Lyon, à l'ouverture de ses séances (Lyon, 1787, 7 p.).

¹⁷⁴ Discours de rentrée au Présidial, 3 oct. 1788 (*A. H. S. R.*, 1830, XII, p. 249).

¹⁷⁵ Réflexions sur l'établissement du Gr. Bailliage à Lyon et sur les avantages qui en résultent (Genève, 1788, 7 p.).

¹⁷⁶ A. M. Villefranche, BB 12, Dél. 1^{er} oct. 1788, p. 38.

¹⁷⁷ Sur le désintéressement convenable aux gr. artistes (*Journal de Lyon*, 12 janv. 1785, p. 7-10).

détruisant la pauvreté, il donne des forces à la désobéissance et rompt l'équilibre et l'égalité des fortunes, qui sont la base de leur constitution. Il affermit les monarchies, parce qu'en répandant des richesses dans le peuple, il lui donne assez de consistance pour n'être pas opprimé par les grands. » Il occupe les inquiets, ménage des contacts entre les nations et prévient les guerres ¹⁷⁸.

Une survivance janséniste incitait peut-être à justifier l'activité économique, l'attrait des profits, voire les agréments du luxe. Mathon de la Cour s'en préoccupa dans plusieurs de ses écrits. Envisageant « les meilleurs moyens de faire naître et d'encourager le patriotisme dans une monarchie », il ne conseille pas la forme républicaine, quoiqu'il admire les cités antiques. L'Être suprême a placé en l'homme l'amour de soi et l'amour d'autrui. « Si l'immortel Newton a découvert la grande loi de l'attraction des corps », Mathon démontre que les âmes s'attirent. L'amour de la patrie se fonde sur les liens de parenté, sur le respect des propriétés et des lieux qui ont vu naître les ancêtres. Le patriotisme, plus rare, plus désintéressé, est le désir de servir ses compatriotes et de contribuer à leur bien-être. C'est une vertu et non un penchant naturel. Dans l'amitié ou l'amour, la réciprocité de sentiments est assurée. Dans le patriotisme, aucune récompense n'est prévue. Il témoigne, comme Mably l'a dit, de sentiments valeureux. « Qui ne sait être ni mari, ni père, ni ami, ni voisin, ne saura pas être citoyen. » Le patriotisme se développe mieux dans les monarchies : Bayard, Crillon, Turenne valent bien des Spartiates. Il est vif surtout dans les petits états. Les progrès de la civilisation interrompent les guerres; la religion et la philosophie atténuent les haines nationales : le patriotisme s'affaiblit.

Mathon examine les remèdes pour le revigorer. Pour aimer sa patrie, il faut s'y trouver heureux. Il faut donc assurer le bonheur des peuples. « Le grand art, l'art si difficile de régner se réduirait-il à savoir lever des impôts et récompenser quelques favoris ? Dans l'état actuel de l'Europe, les forces militaires des Etats absorbent une grande partie des revenus publics. » La paix doit permettre d'éteindre la mendicité, de faire fleurir le commerce, de ranimer l'agriculture, « cette source intarissable de richesses réelles et toujours honorables, de jouissances délicieuses et toujours pures ». Stanislas en Lorraine, Frédéric en Prusse donnent à cet égard d'excellents exemples. Montesquieu montre que le patriotisme implique de bonnes mœurs. Les deux ennemis sont l'extrême inégalité des richesses et le luxe. Le premier mal est inévitable, mais le gouvernement doit faire supporter principalement aux riches le fardeau des impôts et réserver ses exemptions « pour la classe du peuple la plus indigente ». Quant au luxe, Mathon ne veut pas le condamner. Dans les *Lettres persanes*, Montesquieu signale qu'il enrichit en activant la circulation monétaire et les Lyonnais admettaient volontiers ce point de vue. Aussi, Mathon distingue-t-il le luxe personnel qui dégrade et le luxe public qui stimule les générosités. « Ce n'est point par elles-mêmes, mais par l'abus qu'on en fait, que les richesses deviennent funestes aux mœurs et contribuent à relâcher et à dissoudre les liens du patriotisme. » Le souverain doit encourager l'échange des denrées, favoriser

¹⁷⁸ E. CLAVIER, L'influence du commerce sur les gouvernements (*Journal de Lyon*, 12 janv. 1785, p. 14).

les constructions d'utilité publique, protéger les innovations. Il ne peut tout faire et l'administration doit être confiée aux autorités locales, ainsi que le proclame le marquis d'Argenson dans ses *Considérations sur le gouvernement de la France*. Les rois se sont privés, « par la vénalité des charges, de l'un des plus beaux droits de leur couronne, celui de faire le choix des magistrats les plus éclairés ». Il faut diriger l'éducation, mais aussi « laisser agir la nature, sans l'étouffer jamais ». Dans ces conditions, le calme régnera dans l'Etat. « Jamais le peuple n'est mieux soumis que lorsqu'il jouit d'une juste liberté, réglée et protégée par son souverain. Il n'est à craindre que lorsqu'il est opprimé. » Il faut récompenser les actions vertueuses, couronner les rosières, prévoir des fêtes avec « des larmes d'attendrissement ». Il faut freiner le déracinement et l'afflux dans la capitale : « Ce vampire monstrueux dessèche et dévore tout le reste de l'Etat. » Il faut fixer les savants dans leur province, et c'est au roi à s'y rendre. Ainsi se développera le véritable patriotisme¹⁷⁹. Propos caractéristiques qui reflètent les aspirations d'une classe éclairée, avec sa sagesse et sa sensiblerie.

Un déluge de publications survint en 1788. Mathon de la Cour, au courant des questions financières et législatives, présenta encore un *Essai sur la nécessité et les moyens de perfectionner les Etats généraux*. Il contenait des idées neuves : liberté absolue des élections, représentation complète de la nation, proportion à établir entre le nombre des députés et les trois ordres. Delandine écrivit une *Histoire des Assemblées nationales en France*, Béranger recueillit des « pièces pour servir à l'histoire des Etats généraux », Lemontey discuta « la question de savoir si les protestants pouvaient être électeurs ou éligibles¹⁸⁰... Au moment de procéder aux élections, la Commission intermédiaire, la magistrature, le Consulat précisèrent les modalités de représentation. A l'instigation de son vicaire général, Marbeuf publia un mandement déclamatoire : « Déjà des éclairs, échappés de la nue, éblouissent nos yeux et glacent nos cœurs. Le tonnerre gronde de loin, la foudre va bientôt éclater; une inquiétude universelle s'est répandue subitement dans la nation; un esprit de vertige s'est emparé de toutes les têtes; des idées nouvelles, substituées brusquement aux anciennes maximes, ont semé la discorde et la défiance... » Une mascarade, vêtue d'ornements sacerdotaux, alla à Mardi-Gras lire sous les fenêtres de l'archevêque une sentence mi-sérieuse, mi-burlesque et brûler le mandement. Une lettre fit savoir à l'archevêque qu'il n'était pas un publiciste et ne devait pas s'immiscer dans les affaires civiles¹⁸¹.

Les assemblées préparatoires du clergé furent agitées. Charrier de la Roche, ancien grand vicaire, y développa des thèses richéristes. D'une noble famille auvergnate, il avait été prévôt du Chapitre d'Ainay, prieur de Salles-en-Beaujolais puis official métropolitain. Jouissant de grands revenus, il se montra très charitable, prodiguant des secours

¹⁷⁹ M. de la Cour, *Discours sur les meilleurs moyens de faire naître et d'encourager le patriotisme dans une monarchie* (Paris, Cuchet, 1788, in-8°, 56 p.).

¹⁸⁰ P. LEMONTEY, *Du droit des non-catholiques aux Etats généraux*, 1789, in-8°, 23 p.

¹⁸¹ Mandement de Mgr l'archevêque et comte de Lyon (Lyon, Delaroche, 28 janv. 1789). — Lettre à M. de Marbeuf..., au sujet de son mandement (Lyon, 4 mars 1789, in-8°, 20 p.).

aux détenus. Disgracié par Marbeuf, il embrassa le parti des novateurs. Il fut soutenu par les curés de campagne qui menèrent rudement la bataille contre les gros bénéficiaires. Des clameurs et des « propos peu mesurés » accueillirent les représentants du prélat, le vicaire général de Marbeuf répliqua « tant qu'il eut de la voix » : les chapitres furent écrasés ¹⁸².

Au sein du tiers état, des tiraillements surgirent aussi. Le lieutenant général Basset remercia le roi du doublement. « Sa Majesté sait que dans le commerce et dans les arts, depuis la main qui féconde ou qui fouille dans le sein de la terre, jusqu'à celle qui en métamorphose les productions en œuvres de génie, tout est notre ouvrage. » Les ruraux craignaient d'être absorbés par la ville et la bourgeoisie. « Le doux et bienveillant Couderc », comme dit Reichardt, ne pensait pas être élu, « parce que, malgré les progrès des lumières », il discernait « quelque levain d'éloignement contre les protestants, fomenté par la jalousie secrète contre la fortune de quelques-uns d'entre eux » ¹⁸³. Cependant, les cahiers de la noblesse et du tiers état offrent de frappantes similitudes. Mêmes revendications politiques : liberté individuelle, liberté de la presse, réforme de la justice criminelle, égalité de tous devant l'impôt. « Faire participer à l'impôt le capitaliste dont la fortune cachée dans un portefeuille échappe toujours aux contributions », déclare le tiers qui énumère les libertés naturelles ¹⁸⁴.

Aussi significatives sont les doléances des paroisses voisines. Dans les bourgades, c'est le haut tiers état qui donna le ton; rédigés par des juges, les articles attestent un souci de recherche littéraire, le goût des transitions, les préférences pour les solutions moyennes. Le cahier de Belleville est un chef-d'œuvre d'éloquence judiciaire. Les longues périodes sont savamment rythmées et les images heureusement placées. « Chaque partie de l'Etat est devenue un de ses membres, où la nourriture et le bien-être doivent circuler avec toute l'égalité possible pour entretenir le corps dans la meilleure santé. » Des références appuient les arguments, les chiffres sont tirés de l'*Administration des finances*, publié en 1784, « par le ministre immortel à qui la France devra sa restauration » ¹⁸⁵. A Beaujeu, l'inspiration vint de la magistrature, mais aussi du négoce local. Le juge Antoine Pressavin dirigea la rédaction des cahiers des Etoux, de Lantignié, de Monsols, de Quincié, et peut-être d'Avenas. Le long exposé de Saint-Lager paraît l'œuvre d'un homme épris de culture générale; la langue est savante et l'influence de Montesquieu s'y reconnaît : « Que la noblesse soit chérie et respectée. Si elle est un corps intermédiaire fondamental dans une monarchie bien réglée, qu'on daigne considérer qu'une trop facile concession de la noblesse et sa trop grande multiplication énervent un Etat. » Celui de Villié-Morgon, très systématique, insère de nombreuses considérations chiffrées : effectif des Etats provinciaux et de la Commission intermédiaire, répartition des curés et vicaires, d'après le nombre des communiants... Le style net et précis des cahiers de Fleurie et de Lancié décèle

¹⁸² C. MONTERNOT, Y. A. de Marbeuf, 1911, p. 40, 59, 63. — *Bull. hist. diocèse Lyon*, 1925, p. 78; 1926, p. 138-140.

¹⁸³ Lettres de G.-B. Couderc..., 1^{er} fév. 1789 (*R. H. L.*, 1906, p. 415). — A. N., B III 76, p. 70.

¹⁸⁴ *Cahiers du Tiers Etat de la Sénéchaussée de Lyon*, 1789, p. 25, 29, 34.

¹⁸⁵ Cl. FAURE, *Cahiers de doléances...*, 1939, p. 29-44.

une influence bourgeoise. Celui de Saint-Bonnet-le-Troncy se présente comme une monographie avec une introduction géographique. Celui de Vauxrenard s'exprime avec audace : « Faut-il qu'au XVIII^e siècle, sous le meilleur des rois, il reste encore des traces et un tableau toujours renaissant de ces temps de barbarie où l'homme avili pouvait à peine élever la voix ¹⁸⁶ ? »

La bourgeoisie citadine paraissait maîtresse d'une partie du vignoble. Les avocats du barreau de Villefranche, comme Chasset, les amis de Roland, répandirent brochures et suggestions. Le Beaujolais entretenait des relations avec la région parisienne, comme l'explique le rédacteur de Saint-Lager. Propriétaires, courtiers, tonneliers accompagnaient souvent leurs convois de vins dans la capitale où ils recueillaient les théories nouvelles. Le loyalisme des populations en Beaujolais et en Lyonnais ne semble pas douteux. Dans la plupart des paroisses, on loue Necker et on réclame les réformes de Turgot : répartition équitable des charges, suppression de la corvée, subvention territoriale... Quelquefois, on prononce un réquisitoire contre la haute Eglise en recourant au vocabulaire des philosophes. Belleville veut imposer la résidence aux prélats parce que « le séjour des bénéficiaires dans la capitale dépouille d'or et d'argent » les provinces. Une paroisse dauphinoise proteste contre la délibération des Etats de Romans tendant à assurer une indemnité aux propriétaires de terres nobles pour compenser la perte de leurs privilèges ¹⁸⁷.

La campagne manifesta parfois une hostilité à peine contenue à l'égard de Lyon. Assemblé aux Grands Carmes des Terreaux, en janvier 1789, le tiers état proclama : « La patrie n'est plus, comme autrefois, circonscrite dans l'enceinte des murs qui nous ont vu naître. L'esprit d'égoïsme a disparu et la patrie du Lyonnais, comme du Dauphinois, c'est la France entière ¹⁸⁸ ». En réalité, le Beaujolais désirait conserver son autonomie : il appartenait au premier Prince du sang et en tirait une certaine fierté. Quand Louis XVI créa les Assemblées provinciales, la municipalité caladoise transmit un placet à son suzerain pour ne pas relever de celle de Lyon et obtenir une assemblée beaujolaise. Elle sollicita ensuite la création d'Etats particuliers à l'instar du Dauphiné et Roanne fit de même pour le Forez ¹⁸⁹.

Dix-neuf cahiers sur quarante-trois souhaitent que le Beaujolais soit distrait du Lyonnais, car les intérêts divergent. « Les objets du commerce du Beaujolais, ses vignobles et leur culture, ses vins et leur débouché unique pour Paris n'ont pas le moindre rapport avec le commerce, l'agriculture, les productions et les richesses du Lyonnais et du Forez. » On redoute de participer au paiement de « la dette énorme de la Ville de Lyon ». Lancié ne veut pas acquitter les dépenses d'urbanisme. Les meilleurs terrains appartenaient souvent aux Lyonnais et aux Caladois ; leurs biens ne payaient pas de taille et, de ce fait, les investissements

¹⁸⁶ Cl. FAURE, *op. cit.*, p. 137, 152, 72, 86, 112, 149, 60.

¹⁸⁷ Délib. de la communauté de Bressieux, 27 mars 1789 (*R. H. L.*, 1908, p. 68-75). — H. JACQUET, Cahiers de doléances d'un village du Lyonnais (*R. D. L.*, 1880, IX, p. 472-474).

¹⁸⁸ P. V. de l'Ass. des citoyens du Tiers Etat de Lyon, 12 janv. 1789, in-4°, 22 p.

¹⁸⁹ A. M. Villefranche, BB 12, Délib. des 4 mai 1785, 2 et 7 juin 1787, 10 janv. 1789.

fonciers des citoyens accroissaient les charges paysannes; c'était le cas à Lamure et à Saint-Nizier. Régnier condamne cette immunité et veut « faire contribuer les capitalistes aux charges de l'Etat »¹⁹⁰. Il existe là un danger d'opposition entre Lyon et son proche environnement. Question d'intérêts, mais aussi de mentalité et de conception générale de l'existence.



Ces manifestations de la vie intellectuelle ne donnent pas toujours une impression de qualité. Les œuvres des peintres comme Cogell et Pillement, des savants comme Rozier, La Tourette, Gilibert, des avocats comme Bergasse et Delandine, des bourgeois éclairés comme Roland et Mathon n'ont pas résisté au temps. Elles frappent par leur nombre. C'est une sorte de chaos, toutes les questions sont abordées, le même Lyonnais essaie plusieurs genres. Les disciplines ne sont point encore séparées. L'encyclopédisme devient un trait d'esprit. L'image du dynamisme audacieux de la Renaissance réapparaît dans ce XVIII^e siècle.

Ce foisonnement trahit un caractère superficiel. Les courants de pensée se croisent, se gênent, se doublent. Certains sont concomitants, d'autres contradictoires. Le défaut de cette culture n'est pas, comme le pensait Taine, de demeurer abstraite. A Lyon, le sens du concret a toujours contre-balancé ce que le classicisme comportait de dogmatique. Le danger réside plutôt dans son instabilité et dans son déséquilibre. La diffusion de la culture a valu au mouvement intellectuel une nouvelle ardeur et une frémissante jeunesse. Elle a introduit aussi une certaine démesure, un rythme enfiévré, un goût moins rigide, une préférence pour la technicité et la rentabilité.

¹⁹⁰ Cf. FAURE, *op. cit.*, p. 133, 88, 83, 143, 110.

VI

La pensée militante

De 1789 à 1792, les tendances du siècle des lumières paraissent s'épanouir. Les débats de la génération encyclopédiste ont préparé les solutions des problèmes économiques, sociaux et politiques qui désormais occupent une place majeure dans la pensée. Tandis que travaillent les assemblées constituante et législative, la bourgeoisie s'efforce de réaliser les réformes qui vont consacrer son avènement. Sur un rythme plus rapide, dans un climat parfois d'unanimité, les clubs, les journaux, le théâtre, les cérémonies s'orientent vers une vie civique nouvelle.

1. L'ESPRIT PUBLIC

L'enthousiasme pour la culture et l'intense bouillonnement d'idées caractérisent la phase prérévolutionnaire. Les progrès du rationalisme expérimental semblaient devoir conduire à un meilleur état politique et social, sans aucune perturbation. L'année 1789 s'ouvrit dans une atmosphère d'euphorie. Partout les convictions royalistes s'affermirent. Lyon avait toujours reçu le roi comme une république aristocratique accueille un étranger de distinction. L'abandon de l'absolutisme convenait à la tradition libérale qui s'était, au cours des âges, glissée dans l'âme lyonnaise et lui avait composé peu à peu son inconscient. En avril 1790, la première municipalité s'installa. Le maire, l'avocat Savy, dans son allocution, célébra l'auguste monarque et la « seconde capitale de l'Empire français ». Au Conseil général, le procureur de la commune proposa d'élever une statue à Louis XVI « restaurateur de la liberté française », et de graver sur le piédestal la Déclaration des Droits¹. Les régions environnantes manifestèrent le même attachement².

La confiance régnait. La joie atteignit son point culminant en juillet 1789. Un curé dauphinois consigne ses espoirs dans son journal : « On touchait à une guerre civile... Le tiers n'a jamais été plus instruit qu'il l'est. Les curés... se sont joints au tiers état et ont eu très raison, attendu que le haut clergé a toujours cherché à nous écraser et à nous tenir en

¹ Installation de la 1^{re} munic. (R. D. L., XXIII, 1846, p. 253-263). — Délib. du Conseil général de la commune de Lyon, 13 avril 1790 (Lyon, Delaroché, 1790, 10 p.).

² A. D. Ain, L 289, 11 juin 1790.

servitude³. » Une sorte d'union sacrée s'établit autour du Consulat. Après un *Te Deum*, le chanoine de Gain la vanta dans un sermon et le prévôt des marchands se réjouit « d'un spectacle aussi intéressant, de cette fête imposante et fraternelle »⁴. Même la prise de Pierre-Scize ne revêtit aucun caractère de violence. « Le despotisme conservait encore, sur les bords de la Saône, un monument terrible, funeste fléau de l'innocence opprimée. » Quand une phalange citoyenne voulut dégager les prisonniers, le gouverneur les avait déjà libérés ! Le récit se termine par un apologue adressé aux bourgeois. « Quand vous aurez amassé des richesses, partagez-les avec vos égaux et vous jouirez du vrai bonheur. Laissez les soi-disant Grands vivre entre eux, trop heureux d'abaisser leurs grandeurs devant votre sage et honnête industrie⁵. »

Cet état d'esprit présida à l'organisation de la Fête de la Fédération et à la célébration du 14 juillet 1790. Palerne de Savy invita ses concitoyens à « concourir aux démonstrations de joie publique » en illuminant et en fermant leurs magasins. Des témoignages de ferveur à l'égard de Louis XVI revêtaient une note sensible. « La seule expression de votre union intime avec les représentants de la Nation, disait la municipalité, a fait verser des larmes d'attendrissement et de reconnaissance. » Des électeurs ajoutaient : « Votre nom durera autant que la gloire du peuple que vous venez de régénérer. Nous transmettrons jusqu'aux âges les plus reculés le souvenir des sacrifices généreux que vous avez faits à son bonheur⁶. »

La même candeur réapparut en 1791, lors de la mort de Mirabeau. Dans l'église des Cordeliers, devant le catafalque, Nicolas Jolyclerc prononça l'oraison funèbre et divers éloges furent composés en la mémoire du tribun⁷. Quand l'Assemblée nationale acheva sa tâche, les corps administratifs de Rhône-et-Loire assurèrent le souverain de leur affection. Ils étaient persuadés que la constitution, « fondée sur les principes sacrés et inviolables de la nature et de la morale », serait « éternelle et immuable comme eux ». Ainsi s'exprima Rieussec, président du district de la campagne. Il restait à consolider, « par la prudence et la fermeté... la paix, l'union, la liberté générale, la liberté individuelle, les droits de tous les hommes, en un seul mot, l'empire et la loi »⁸.

Imbert-Colomès, chef du dernier échevinat, et Bergasse, député aux Etats généraux, incarnent ce premier idéal monarchien. Administrateur dévoué, Imbert s'efforça d'être un tribun conciliateur pendant l'année 1789. Il approuva les réformes libérales, siégea avec les représentants du tiers état, préconisa, en juillet, la réunion des trois ordres à l'Hôtel de Ville. Imbu de droit écrit, il voulait assurer la monarchie par l'élaboration d'une constitution. Il ne négligea pas les problèmes de subsistances,

³ J. Roux, *Journal d'un curé de campagne* (R. H. L., X, 1911, p. 307).

⁴ A. M. L., I², Evénements et troubles polit., 1789-1792, Lettre du 22 juillet 1789.

⁵ Résurrection de M. le marquis de Brunoy, retrouvé à Pierre-Encise. Extrait d'une lettre de Lyon (s. l. n. d., 8 p.).

⁶ A. N., F¹ C III, Rhône 6, Adresse de la Munic. au Roi, 14 avril 1790; Adresse au Roi, des électeurs du département de Rhône-et-Loire, 25 juin 1790.

⁷ Mort de Mirabeau. Obsèques qu'on se propose de lui faire. Lettre de M. Lamourette à ses concitoyens... (1791, in-8°, 8 p.).

⁸ A. D. R., I L 1030, 24 oct. 1791.

ni les questions sociales, mais se montra toujours décidé à maintenir l'ordre, au besoin par la force. On lui attribua une lettre qu'un citadin est censé adresser à un campagnard, dans laquelle il se montre favorable aux concessions, se pose en « protecteur des malheureux ouvriers » et proclame sa sympathie pour cette « classe précieuse »⁹.

A la demande de ses électeurs du Forez, Bergasse exposa son programme. Il souhaite l'extension des libertés provinciales et municipales; il s'élève contre les préjugés de la naissance et contre l'esprit de corps. Mais, disciple de Montesquieu, il reste modéré. Il se rallia au groupe des impartiaux qui « estimaient qu'un système de monarchie et de liberté pouvaient se concilier »¹⁰. A l'Assemblée nationale, il explicita et coordonna ses idées. Son système politique se base sur la propriété foncière : la religion et les liens moraux sont déclarés indispensables, les assemblées provinciales et les corporations subsistent, les innovations doivent être rares et ne jamais compromettre la stabilité sociale. Les contraintes religieuses ne lui paraissent pas suffisantes. « Il faut des fers aux nations corrompues, parce que là où les liens moraux n'existent plus, ce n'est qu'en comprimant les hommes et leurs inclinations perverses qu'on les contraint au repos. » Ses frères répandirent les mêmes thèses¹¹. Delaroché défendit la prérogative royale. Sans exclure le concours de la nation, elle résiste à l'abus du pouvoir ministériel et garantit l'ordre social. « C'est une erreur, avancée par les aristocrates qui ont mis le royaume si près de sa perte, accréditée par les partisans de ce système atroce, que la nation est au-dessus du roi. » L'histoire des Mérovingiens infirme l'idée du contrat : le monarque « s'est créé lui-même en assemblant une troupe à ses ordres ». Il doit donc promulguer les lois et présider l'Assemblée nationale¹².

La bourgeoisie échevinale fournit les premiers cadres politiques. Cette oligarchie restreinte, souvent héréditaire, jalouse de son ascendant, s'adjoignit des négociants, des fabricants, des détaillants... La première municipalité comprit les commerçants Fulchiron et Goudard, le banquier Finguerlin, le pelletier Vingtrinier, les chirurgiens Pressavin et Carret¹³... Les administrations de district comptèrent aussi des monarchistes et des « constitutionnels », et Mme Roland, qui avait rêvé pour son « vieil ami » une place de premier plan, pesta contre « l'aristocratie ». Il s'agissait, en réalité, de la bourgeoisie en plein essor, sélectionnée par le régime censitaire¹⁴.

La réforme des institutions exigeait une exacte compréhension des intérêts généraux et une formation civique. Or, l'ignorance restait étendue. L'indifférence aggrava le mal. Peu après la réunion de l'Assemblée législative, la municipalité fut renouvelée; le parti patriote entra

⁹ Lettre de la petite poste de Lyon, 24 fév. 1789. Examen de la conduite de M. Imbert-Colomès (in-8°, 13 p.).

¹⁰ N. BERGASSE, *Lettre sur les Etats généraux* (Lyon, 1789, in-8°, 43 p.).

¹¹ BERGASSE Aîné, *Courte démonstration de la nécessité de la sanction royale pour maintenir la liberté du peuple*, par un négociant de Lyon (Lyon, s. d., in-8°, 8 p.).

¹² A. DELAROCHE, *Lettre à M. Allier*, en réponse à son Essai sur cette question de droit public : Les lois émanées du Corps Législatif peuvent-elles avoir besoin d'une sanction quelconque ? (Lyon, Delaroché, sept. 1789, 8 p.).

¹³ Corps munic. de Lyon, 12 avril 1790 (II, 1901, p. 1-2).

¹⁴ Mme ROLAND, *Lettres*, éd. Perroud, 1900, II, p. 98.

seul en ligne; les autres se désintéressèrent de l'élection, un cinquième des citoyens usa de ses droits politiques ¹⁵.

Une rivalité éclata entre les autorités départementales et la municipalité. Ayant hérité inconsciemment des traditions de l'ancien Consulat, elle percevait l'étendue de ses responsabilités, n'acceptait pas d'être traitée en subordonnée et craignait de voir le Directoire départemental encourager les modérés. Ce conflit traduisit en partie un antagonisme entre la capitale et le plat-pays. Deux provinces revendiquèrent même leur indépendance : le Forez et le Beaujolais; Delandine protesta contre la création d'un département unique et renouvela sans succès ses instances pour que le Forez fût séparé du Lyonnais ¹⁶. Les velléités d'autonomie du Beaujolais menaçaient davantage Lyon. Mais le Comité de division arrêta que les trois provinces « resteraient unies comme elles l'avaient toujours été en Généralité ». Cette décision négligeait les jalousies locales qui réapparaurent au moment dramatique...

Ainsi, à côté du courant favorable à une révolution pacifique qui eût consacré l'essor de la bourgeoisie, détentrice des richesses et des talents, se développèrent deux poussées : l'une résistant à ce mouvement et cherchant à sauvegarder les traditions, l'autre s'efforçant d'accuser les tendances libératrices et bientôt égalitaires. La lutte engagée apparaissait non seulement comme un conflit d'idées mais comme un choc d'intérêts, envenimé par les vieilles rancunes, les convoitises des biens nationaux, les dissentiments religieux...

Dès juillet 1789, la psychose révolutionnaire se manifesta. Lyon fut considéré comme un foyer de privilégiés où on ne rencontrait que « petits conseillers, petits prestolets, petits financiers, surtout des anoblis qui, furieux de se voir rapprochés de leurs pères, crient anathème à la Révolution » ¹⁷. Irrité par la disette, le peuple exigeait l'abolition immédiate des droits féodaux. A Theizé, Mme Roland parle de « brigans soutenus et soldés » par la reine et le comte d'Artois pour intercepter les convois de blé méditerranéen ¹⁸. La Grande Peur gagna le bas Dauphiné : « La populace poussée, dit-on, par quelques princes », s'en prit à la résidence des présidents de Vaux et d'Ornacieux, du conseiller de Meyrieu ¹⁹... Les paysans dauphinois fournirent ainsi un relais à la panique qui se répandit en Beaujolais et Mâconnais. Là des émissaires du duc d'Orléans auraient montré de fausses patentes, enjoignant de s'affranchir des droits féodaux et de détruire les chartriers ²⁰. Gilibert laissait percer son inquiétude : « La fermentation dans nos provinces est effrayante. Si nous avons rompu nos chaînes, les secousses que nous avons essuyées nous laissent de cuisantes meurtrissures ²¹. »

¹⁵ Avis aux électeurs ou lettre d'un vrai patriote en réponse à celle d'un électeur qui lui offrait plusieurs voix pour le nommer à la prochaine législature (s. n., 1791, in-8°, 13 p.).

¹⁶ A. DELANDINE, *De la séparation nécessaire de l'administration des gr. cités et de celles des pays agraires qui les avoisinent* (1789, in-8°, 16 p.).

¹⁷ Lettre à M. Brissot de Warville, éditeur du journal *Le Patriote franc.*, au sujet des administrateurs lyonn. (s. n., 1790, in-8°, 4 p.).

¹⁸ Mme ROLAND, *Lettres*, éd. Perroud, II, p. 54 (Lettre à Bosc, 29 juil. 1789).

¹⁹ M. RIOLLET, Notes relevées sur des registres paroissiaux du départ. de l'Isère (*R. H. L.*, 1913, p. 232-235).

²⁰ P. DURET, *Nouvelles générales*, III, f° 77, f° 207 (B. M. L., ms 806).

²¹ Collection Popiel à Cracovie 185, Lettre de Gilibert à Stanislas, 3 sept. 1789.

Epris de liberté, les Lyonnais ne l'étaient pas moins de sécurité. Une sorte de xénophobie fit accuser les étrangers de tous les méfaits : quand des incidents survinrent au théâtre, pendant la représentation du *Club des Bonnes gens*, la municipalité rappela que Lyon abritait beaucoup d'inconnus suspects²². Aussi Imbert-Colomès organisa-t-il des groupes de volontaires comprenant « des étudiants en droit, des facteurs marchands et une infinité d'autres jeunes gens de tout état ». Les patriotes conçurent de l'animosité pour ces muscadins, la milice bourgeoise éprouva de la jalousie. A la mairie, Périsset-Duluc, soutenu par les éléments populaires, résista à Imbert-Colomès; le commandant de la Garde nationale, Barthélémy Dervieu du Villars, démissionna; une émeute survenue en février 1790 marqua la faillite de la politique du premier échevin.

L'ère des bons sentiments s'achevait. Adversaire du pillage tant qu'elle avait craint d'en être la victime, la masse rurale commençait à en accepter l'éventualité, pensant qu'elle en bénéficierait. La contagion risquait de gagner la cité, « remplie de malfaiteurs, de vagabonds et de gens sans aveu. La misère des ouvriers, leur oisiveté, le besoin, les excitent chaque jour au crime »²³. En juin 1791, une nouvelle insurrection se déclencha contre les châteaux du Beaujolais et une sanglante tragédie se déroula à Poleymieux : le châtelain Aimé Guillin du Montet fut assommé, dépecé et brûlé. De petite noblesse de robe, il avait mené la vie de marin aux Antilles. A son retour, il affirma avec brusquerie les droits que ses prédécesseurs avaient laissé tomber en désuétude. Il entra dans le Comité royaliste. Mais alors que la majorité des gens du négoce et de l'industrie, voués au groupe monarchien, souhaitait la venue du souverain à Lyon qui sanctionnerait l'institution d'une royauté constitutionnelle qu'ils opposeraient à l'absolutisme des émigrés, l'aristocratie espérait la restauration de ses privilèges. Guillin fut de ceux-là. Il symbolisait, aux yeux des ruraux du Mont-d'Or, la contre-révolution²⁴.

L'enthousiasme de 1789 n'avait donc pas duré. La quiétude ne régnait plus. Les scissions et les violences se multipliaient. Les progrès de la Révolution parisienne effrayèrent la bourgeoisie provinciale et contribuèrent à raidir ses positions. La fuite du roi aviva ces sentiments. Le Directoire du département apprit « avec la plus vive douleur que la nouvelle de l'enlèvement du roi et de la famille royale avait été, dans quelques endroits, le prétexte des excès les plus graves ». Des citoyens avaient été arrêtés et des propriétés dévastées²⁵... Le Directoire du district espérait encore, dans l'été 1791, que « la plus nombreuse et la moins riche portion » des Lyonnais, dont on se méfiait et que l'on tentait de séduire, ne s'éloignerait plus de ses devoirs parce qu'elle s'instruisait. Mais « dans une grande ville très peuplée, en majorité de manufacturiers, exposée à receler presque toujours dans son sein un nombre considérable de gens sans aveu, prêts à saisir l'occasion du moindre mouvement pour fomenter le désordre », la troupe semblait

²² Ordonnance de police concernant les étrangers arrivant à Lyon, 23 oct. 1789, in-4°, 4 p.

²³ M. MARION, *Le brigandage dans les débuts de la Révol.* (R. Q. H., sept. 1933, p. 138-150), p. 146.

²⁴ A. AUDIN, *La vie agitée de Guillin du Montet*, 1944, p. 74, 82, 162.

²⁵ A. D. R., 1L 106, Arrêté du Directoire du départ., 25 juin 1791.

« la seule ressource des propriétaires et des négociants pour dormir avec sécurité »²⁶.

La journée du 20 juin provoqua un renouveau des gestes de fidélité. Le Directoire exprima son angoisse. Les « Constitutionnels » se montrèrent « affligés des excès commis dans l'habitation du représentant héréditaire de la nation », et ils protestèrent : « Oublier le respect dû au chef d'un peuple libre, c'est outrager ce peuple dans la dignité qui lui imprima la liberté²⁷. » Rédigée en termes violents, une pétition recueillit dix-neuf pages de signatures; parmi elles, figurent les noms des notables, des négociants, des professeurs. Elle exprime l'horreur que le récit de « cette journée à jamais exécration » a fait éprouver; tous promettent de sacrifier leurs fortunes, leur vie « pour mériter le titre glorieux de fidèles sujets de Sa Majesté »²⁸.

Ces dispositions favorisèrent les manœuvres politiques. La misère ouvrière créait un important groupe d'aigris que l'on pouvait tourner contre le nouveau régime. L'idéal révolutionnaire perdait du terrain. Inquiets des émeutes paysannes, les nobles et les bourgeois entrèrent en relations avec les gentilshommes d'Auvergne, les royalistes du Midi, les manufacturiers de Saint-Etienne, la cour de Turin, centre de la première émigration. La grande cité devint un foyer de contre-révolution; l'hôtel du baron de Chamousset regroupa les anciens élèves de Juilly.

Une conspiration royaliste fut montée par le cercle aristocratique *Le Salon français*. Une première affaire éclata en octobre 1790 au château de Villié-en-Beaujolais, où Antoine Mignot, comte de Bussy, recevait des conspirateurs venus du Piémont ou du Midi. Puis un complot d'envergure fut élaboré au cours de l'automne avec les gentilshommes réfugiés dans la ville, des chanoines, des officiers, des ouvriers. De solides relations furent établies avec l'Auvergne, le Velay, le Vivarais... A Chambéry, les émigrés annonçaient tout haut leur espoir de rentrée triomphale, et les agents de Turin circulaient en Bugey et en Dauphiné²⁹.

Les affidés chargèrent leurs auxiliaires de se répandre dans les cabarets pour parler de la vie chère et montrer le bénéfice que l'économie retirerait de la présence de la Cour à Lyon; ils s'introduisirent dans les sociétés populaires et distribuèrent des libelles. Dans l'un d'eux, Mathon de la Cour essaie de réveiller le vieil esprit local; ancienne capitale de la Gaule, Lyon devrait attirer « toutes les familles opulentes que Paris a mises en fuite » et se hâter « de prendre une place que toutes les autres villes lui laissent et que Paris ne veut ou ne mérite plus »³⁰.

On laissait espérer que la venue des princes ranimerait les affaires. « Paris serait un désert tandis que Lyon, capitale de la France, serait très florissant »; on installerait des ateliers, on bâtirait des palais aux Brotteaux, « une pluie d'or s'abattrait sur Lyon en récompense de sa fidélité ». Centre d'une réaction provinciale et asile du royalisme, Lyon

²⁶ A. N., F⁷ 3255, Lettre anonyme du 28 sept. 1791.

²⁷ *Ib.*, F 1C III, Rhône 6, Adresses du Direct. du départ. de Rh.-et-Loire, 26 juin 1792, et du Direct. du district de Lyon, 29 juin 1792.

²⁸ *Ib.*, F 1C III, Rhône 6, Adresse de protestation des Lyonnais à propos du 20 juin 1792.

²⁹ E. VINGTRINIER, *La Contre-Révol.*, 1924, I, p. 331-333.

³⁰ A. N., D XXIX b 27, n° 275, pièce 13 : Lettre écrite à l'auteur d'un journal très connu.

se dresserait contre le foyer de la Révolution. Misant sur le découragement des éléments populaires, les conspirateurs fixèrent la date d'exécution à l'hiver 1790 pour profiter « des besoins de la saison ». *Le Salon français* rencontra « dans le haut commerce et les gens de loi, comme dans la noblesse et le clergé, une grande unanimité de vœux et d'espérance sur l'arrivée du roi ». Le chanoine Pingon pressentit l'ouvrier Monnet et « le combla de caresses et de compliments... Il lui vanta d'une part les services que les comtes avaient rendus au peuple, les bienfaits qu'ils avaient répandus sur eux dans les temps malheureux, lui fit valoir ceux qu'ils pouvaient encore espérer, si lesdits ouvriers voulaient se prêter à leurs vues dans un moment où la Révolution anéantissait le commerce ». Les personnages de marque engagés dans l'affaire répétaient que « les princes répandraient beaucoup d'argent, que le commerce fleurirait, que les ouvriers travailleraient, que le roi retenu prisonnier par les Parisiens trouverait moyen de s'échapper pour venir à Lyon, que Lyon deviendrait la capitale du royaume... » ³¹. Ainsi, on ne séparait point les questions sociales, l'esprit provincial, les problèmes politiques et on entretenait dans la ville une mentalité d'orgueilleuse défiance.

Le complot échoua. Dans ces milieux, la prudence et la discrétion n'étaient point vertus cardinales. En outre les bourgeois, monarchistes modérés, soucieux d'ordre et de sécurité, avaient consenti à s'associer à un mouvement d'apparence légale, dirigé par le roi, ayant le caractère d'une réaction contre l'omnipotence de Paris plutôt que d'une véritable contre-révolution. Ils ne tenaient pas à se mettre au service de monarchistes qui ne cachaient point leur désir de restaurer l'Ancien Régime avec ses privilèges ³².

Les royalistes ne désarmèrent pas. Reichardt note que, pendant l'hiver 1792, il ne rencontra pas un Lyonnais sur dix arborant les insignes patriotiques ³³. Au printemps, transmettant à Coblenz des instructions relatives à la situation de Lyon, Imbert-Colomès affirme que dans les provinces méridionales, dans le Gévaudan, le Vivarais, le Velay, « la religion est le seul et grand moyen dont il faut se servir »; Lyon offre des possibilités aux princes; « là, le parti du roi est immense, mais cette ville n'attachera jamais le grelot : offrez-lui un point d'appui, un point de réunion, elle se ralliera dans l'instant » ³⁴.

Une nouvelle tentative contre-révolutionnaire surgit en mai 1792, lors des élections à la Garde nationale. Le régiment de La Marck, de passage à Lyon, se mutina au moment où se produisit une violente démonstration contre le Club central. Hidins, le futur lieutenant de Châlier, exposa les alarmes des patriotes : « Tout engage à faire de Lyon le siège de l'aristocratie intérieure »; les nobles d'Auvergne et de Dauphiné affluent, les négociants les écoutent, les ouvriers chôment... « Le peuple maudit une liberté qui le mine et le détruit. Déjà, il tend les bras vers ses anciens maîtres » ³⁵.

A la fin de la Législative, la génération des « constituants » se trouvait dépassée par les événements. Delandine, par exemple, qui avait joué

³¹ *Ib.*, D XXIX b 27, n° 274, pièce 24; 38, n° 277, pièce 16.

³² G. de MONTLÉON, *Mémoires*, 1824, p. 74.

³³ J. F. REICHARDT, *Un Prussien en France*, lettre du 13 fév. 1792, p. 135.

³⁴ A. N., O3 2651, Instruc. d'I.-Colomès à un agent royaliste, avril 1792.

³⁵ A. N., F IC III, Lettre du 27 mai 1792.

un rôle actif en 1789, se sépara des rolandins dans les débats consacrés à la Déclaration des droits, au veto suspensif, à l'émission des assignats³⁶. Depuis les journées d'octobre 1789, Bergasse de son côté désertait l'Assemblée; il se sentait trop en désaccord avec la Constituante pour obtenir l'audience à la tribune. Les constitutionnels du Directoire du département, frappés par l'agitation perpétuelle des patriotes, ménaageaient les contre-révolutionnaires, estimant que la Législative avait moins à redouter de ses adversaires déclarés, comme les aristocrates ou les prêtres réfractaires, que de ses défenseurs intempérants, comme les démocrates exaltés ou les jacobins à tendance républicaine³⁷.

Depuis les élections de décembre 1790, la municipalité incarnait le nouvel idéal. Elle était formée d'hommes ardents que le zèle patriotique portait aux excès comme aux sacrifices. Connaissant les intrigues réactionnaires et le manque de clairvoyance des constitutionnels, ils poussaient à l'extrême l'esprit de suspicion. Alors que le respect de la légalité, qu'affichaient les autorités départementales, dégénérait parfois en formalisme pédantesque, la municipalité fit bon marché, au nom du salut public, des formes juridiques et des libertés individuelles. Ainsi, le personnel politique n'adoptait plus la même position en face des grands problèmes. Les nobles, les anciens échevins, les officiers espéraient sauver la tradition. Les notables, les négociants, les propriétaires, qui avaient soutenu Palerne de Savy, restaient « constitutionnels ». Le nouveau groupe suivait l'évolution générale et recevait son impulsion de Roland³⁸.

Le maire, Louis Vitet, était leur ami personnel. On l'appréciait comme médecin et comme philanthrope. Epris de rêves mystiques dans sa jeunesse, il avait conquis ses grades à Montpellier, dirigé un cours public qui dépendait du Collège de la Trinité et organisé l'école de sages-femmes. Comme Roland, il avait acquis la réputation d'un sage. La renommée de ses études scientifiques avait dépassé le cadre régional : Haller avait loué ses ouvrages. Il se jeta dans la Révolution, avec une ardeur généreuse, et fut bientôt très populaire. Sa personne, malgré sa laideur, s'imposait aux foules. Descendant de petite bourgeoisie et serviteur passionné du peuple, lecteur de Montesquieu et fidèle voltairien, il incarne l'esprit rolandin³⁹.

Les quinze représentants de Rhône-et-Loire à l'Assemblée législative défendaient les mêmes thèses. C'était avant tout des bourgeois à talents : Chasset était avocat; Pierre Dubouchet, médecin; Pressavin, originaire du Beaujolais, avait publié de nombreux mémoires sur l'art de prolonger la vie, sur les maladies vénériennes et nerveuses... Lanthenas, fils d'un marchand vellave, avait parcouru l'Europe, étudié la médecine, et consacré sa thèse, en 1784, à l'*Education, cause éloignée et souvent même*

³⁶ A. DELANDINE, *De quelques changements polit. opérés ou projetés en France pendant les années 1789, 1790 et 1791* (Paris, Laurent, 1791, in-8°, 324 p.).

³⁷ Considérations sur la nature de la Révol. et sur les causes qui en prolongent la durée (s. l., n. n., in-8°, 80 p.).

³⁸ Le trébuchet des aristocrates, ou le piège tendu au peuple (Lyon, Barret, 1790, in-8°, 4 p.). — Maladie des aristocrates. Pamphlet en style de médecin contre les aristocrates (Lyon, 1791, in-8°, 15 p.).

³⁹ *Courier de Lyon*, 23 déc. 1790. — P. V. de la proclamation et installation des nouv. maire, offic. munic. ..., de Lyon, 23 déc. 1790 (Lyon, Delaroche, 1790, in-4°, 12 p.).

cause prochaine de toutes les maladies. Les électeurs, réunis à Saint-Etienne, choisirent l'Anglais Joseph Priestley, qui s'était penché sur la science et la théologie ⁴⁰.

Bien entendu, c'est le ménage Roland qui caractérise le mieux la seconde vague révolutionnaire, sous la Législative. Largement instruit, curieux de science, Jean-Marie Roland exerça une influence notable sur le groupe girondin; en réalité, « Roland n'est qu'un frère coupe-choux, que sa femme mène par l'oreille », disait Marat. Au seuil de la Révolution, Mme Roland donne l'impression d'une femme qui éprouve le sentiment romantique d'une existence manquée. Aucune de ses espérances intimes n'a pu se réaliser. Aucun des événements dramatiques qu'elle attendait n'est survenu. Aigrie, elle se lança dans la propagande révolutionnaire, collabora au *Patriote* et partagea d'abord l'espoir général. « La Révolution, tout imparfaite qu'elle soit, a changé la face de la France », écrit-elle à Brissot en 1790. Mais elle éprouve des inquiétudes. Elle n'aime pas Necker : ce doctrinaire prudent ne pouvait convenir à une Girondine ardente, ouverte à la sympathie populaire, prompte à s'irriter contre « la marche couverte ». Elle accable La Fayette et condamne les monarchiens qui « flattent les passions des mécontents, séduisent les hommes légers et ébranlent les esprits faibles ». Les événements lyonnais la décurent. En juin 1790, elle prétendit que le département ne présentait pas un seul homme véritable, c'est-à-dire « un être qui, à la connaissance des droits de l'homme et des devoirs d'administrateur, joigne le caractère et le talent nécessaires pour défendre les uns et suffire aux autres » ⁴¹.

A la fin de la Constituante, elle avoue à Robespierre son amertume. Sa « lettre datée du fond du désert », c'est-à-dire du Beaujolais, reprend les thèmes développés par Rousseau : les nations sont corrompues, « la masse est bonne », « les travaux rustiques portent avec eux la paix et la gaieté »... Elle dénonce la tiédeur de ses compatriotes. A Villefranche, même les patriotes « se hérissent au nom de République, et un roi leur paraît fort essentiel à leur existence ». Lyon est dévoué à l'aristocratie et les élections sont détestables. « Les députés ne sont que des ennemis de la liberté, des agioteurs, des gens nuls ou mal famés. Il n'y a pas un talent, même médiocre... La masse du peuple ne se trompe pas longtemps grossièrement, mais on achète les électeurs ⁴²... » Ainsi, l'Egérie de la Gironde gardait ses sentiments amers, au moment où son parti semblait devoir l'emporter à Lyon ! Rancune d'intellectuelle imaginative ? Désadaptation d'âme sensible fascinée tour à tour par la grandeur « romaine » de Rousseau et par le mirage américain ? En 1792, Lemontey, siégeant à l'Assemblée législative, revit les Roland dans le somptueux décor du Contrôle général où le ministère de l'Intérieur était installé. Ils lui parurent « des habitants de Pensylvanie transplantés dans le salon de M. de Calonne » ⁴³. Ces idéalistes jugeaient insupportable

⁴⁰ Résultat des séances de l'Ass. électorale du départ. de Rh.-et-Loire (s. n., oct. 1791, in-8°, 24 p.).

⁴¹ Mme ROLAND, *Lettres...*, 22 juin 1790, II, p. 80, 97-99.

⁴² L. JACOB, *Robespierre vu par ses contemporains*; Lettre du 27 sept. 1791 (Paris, Colin, 1938, in-8°, 228 p.), p. 64-67.

⁴³ C. DAUBAN, *Mme Roland et son temps* (Paris, Plon, 1864, in-8°, CCLXXI-76 p.), p. CXXXV.

table d'orienter les esprits sans participer au gouvernement. Mais ils n'étaient pas préparés à cette tâche. Ils condamnèrent, au nom d'une théorie, un ensemble d'institutions établies par transactions et transitions. Ils virent, dans les vœux populaires, une infaillibilité doctrinale et, habitués à penser en cartésiens et en logiciens, ils ne réalisèrent pas que les majorités sont passives et que les initiatives et les énergies sont le privilège des minorités.

Ils méconnurent aussi les forces religieuses. Nourris de voltairianisme, de rationalisme expérimental, ils s'éloignaient du culte traditionnel. Ainsi, Roland, qui appartenait cependant à une pieuse famille, comptant quatre ministres de la religion catholique, accepta un credo déiste et connut des « sortes d'extases » et des élans d'affection langoureuse « pour l'Etre des Etres » ⁴⁴. Quant à Manon, son scepticisme dérivait de ses lectures : sa connaissance de Pope et du baron d'Holbach l'acheminèrent vers un doute calme, raisonné et très étendu. Si l'athéisme lui paraissait « le comble de l'absurdité et la source de maux », sa foi pragmatiste s'attachait plus au bienfaisant qu'au vrai en soi. La Providence est nécessairement bonne et l'harmonie de l'univers prouve l'existence de Dieu. « Au milieu de la campagne et dans la contemplation de la nature, mon cœur ému, s'élève au principe vivifiant qui les anime, à l'intelligence qui les ordonne, à la bonté qui m'y fait trouver tant de charmes ⁴⁵. » Cette indifférence dogmatique et ces rêves déistes, caractéristiques de la religiosité girondine, conduiront au romantisme chrétien dans lequel prédomine le sentiment des merveilles de la nature.

Toutefois, l'audace intellectuelle n'implique aucune hardiesse dans la conduite. Mme Roland, comme Brissot, pratiqua longtemps. « Quand on doute, il faut vivre comme si l'on croyait » et il faut se conduire « comme une mère de famille qui doit édifier tout le monde » ⁴⁶. Peu à peu, elle se détacha des usages extérieurs du culte. « La religion de nos pères n'offrait que des objets de craintes puériles et de misérables pratiques, pour suppléer aux bonnes actions. Elle consacrait d'ailleurs toutes les maximes du despotisme. » Cependant, elle semblait la meilleure discipline morale pour le peuple qui ne doit pas être « éclairé et savant » ⁴⁷.

Celui-ci tenait à ses croyances. Aussi, l'Eglise resta-t-elle le siège de la vie municipale. Les cantiques saluaient chaque événement : la nouvelle de la réunion des trois ordres fut accueillie par un *Te Deum* solennel et un *Exaudiat* à la primatiale. L'archevêque Marbeuf ordonna des prières publiques pour l'heureux succès des États généraux ⁴⁸. En août 1789, la milice bourgeoise de Cuire-la Croix-Rousse, ayant nommé ses officiers, se rendit à l'église des Augustins, où une messe fut célébrée par le prieur, le Père Labat, qui prononça une allocution patriotique. Le

⁴⁴ J.-M. ROLAND, *Lettres écrites de Suisse, d'Italie, de Sicile* (Amsterdam, 1780, 6 vol. in-8°), I, p. 209; IV, p. 13-14; V, p. 127.

⁴⁵ Mme ROLAND, *Mémoires*, II, p. 108.

⁴⁶ Mme ROLAND, *Lettres* I, p. 494, p. 507.

⁴⁷ Mme ROLAND, *Mémoires*, I, p. 233-234; *Lettres*, Nouv. série, II, p. 154-155, p. 271-272.

⁴⁸ Mandement de Mgr l'archevêque de Lyon qui ordonne le *Te Deum* et les prières publ. pour les E.-Généraux..., 20 juil. 1789 (Lyon, Delaroche, 1789, in-4°, 4 p.).

capitaine, après bénédiction du drapeau, reçut le serment des miliciens ⁴⁹. A la Guillotière, le colonel Janin de Combe-blanche organisa une cérémonie analogue comprenant, en outre, le mariage de deux personnes vertueuses ⁵⁰. La reconnaissance envers le roi s'alliait à la ferveur envers Dieu. Au 14 juillet 1790, le procureur de la commune de Cuire recommanda, après la messe : « Que, dans vos moments d'allégresse, vos premiers hommages s'adressent à l'auteur de l'Univers. Que sa toute puissance soit l'objet de nos louanges... Il nous a délivrés de l'humiliante oppression sous laquelle nous avons gémi... Roi des Rois, que ton nom soit loué à jamais ⁵¹. » Le tiers ordre de Saint-François, à la Guillotière, assura l'Assemblée de son loyalisme et se plaignit des décisions prises par la Sorbonne, « vieille édentée », à l'égard des religieux abandonnant leurs cloîtres. Les Oratoriens du Collège de la Trinité déclarèrent qu'ils « opposeraient toujours une résistance invincible à toutes les manœuvres des ennemis de la Révolution » ⁵². Ainsi, même en accordant une large part à l'influence du milieu, à la peur de se singulariser, il semble que le clergé inférieur ne se soit pas détaché de l'idéal révolutionnaire avant la Législative.

L'application de la Constitution civile provoqua un renouveau de manifestations idylliques. A la suite du curé Bottin, de Saint-Just, de nombreux prêtres célébrèrent « l'alliance de la religion avec l'amour de la patrie », et le chant du *Ça ira* succédait au *Domine salvam fac gentem...* Pendant l'année 1791, l'Eglise continua à participer à la vie civique et les prêtres s'efforçaient de démontrer « l'accord de la religion et de la liberté ».

En réalité, comme dans le domaine politique, l'ère des illusions fut brève. Tourmentée par le jansénisme et le richérisme, attaquée par la philosophie des lumières, l'Eglise lyonnaise connut des déchirements. Les chanoines, qui se laissaient entraîner par les théories nouvelles, furent critiqués : « Vous voulez absolument hurler avec les loups », écrivait Chassaignon au comte de Gain, qui s'était rendu à la Fête de la Fédération portant sa croix pectorale ⁵³. Le Chapitre de Saint-Jean prit en octobre 1790 l'initiative de la lutte contre la Constitution civile qu'il déclara nulle et non avenue; il refusa de se séparer. De violents pamphlets réfutèrent les prétentions des ci-devant comtes de Lyon, et « le fils aîné du Père Duchêne » menaça de « leur casser la pipe entre les dents » ⁵⁴.

Un autre sujet de discorde fut l'élection de l'archevêque. Marbeuf fulmina par avance l'excommunication contre celui qui oserait se prévaloir d'une juridiction illusoire pour s'emparer de son trône épiscopal.

⁴⁹ P.-V. de la prestation du serment et de la bénédiction du drapeau de la milice bourgeoise de la communauté de Cuire-la Cr.-Rousse, 14 août 1789 (Lyon, Imp. Comité, 1789, in-4°, 4 p.).

⁵⁰ Bénédiction des drapeaux de la milice de la Guillotière..., 29 sept. 1789 (Lyon, 1789, in-8°, 8 p.).

⁵¹ Discours... pour le serment civique et patriotique du 14 juil. (s. n., 1790, in-8°, 8 p.).

⁵² *Courier de Lyon*, 14 juin 1790, 17 et 18 nov. 1790.

⁵³ Lettre écrite le 5 juin 1790, à M. le comte de Gain, 1790, in-8°, 13 p.

⁵⁴ Chapitre extraordinaire de l'Egl. cathédrale, 10 oct. 1790, in-4°, 9 p. — Arrêt bougrement sensé rendu par le Père Duchêne et le compère Mathevon, 1790, in-8°, 7 p.

On pressentit Charrier de la Roche qui pouvait rassurer les consciences catholiques tout en donnant satisfaction aux partisans de la Révolution. Il déclina cette offre et Mirabeau suggéra la candidature d'Adrien Lamourette, un ancien Lazariste d'origine boulonnaise, littérateur orné plutôt que théologien profond.

Une guerre de lettres pastorales s'engagea. Marbeuf traita son successeur d'intrus; l'abbé Linsolas, Camille Jordan, Joseph de Gérando chargèrent Lamourette de tous les méfaits. Il fut impitoyablement chansonné. Au moment du baiser Lamourette, le *Journal de Lyon* évoqua, en termes malveillants, cette « farce autrichio-comique ... tombée à plat », compara la séance à la Journée des dupes et qualifia le prélat de « poupée parlante »⁵⁵.

Ce n'était pas seulement une question de personne. Il s'agissait de la légitimité des mesures prises par l'Assemblée. Les uns, comme Charrier de la Roche et les frères Jolyclerc, admettaient que les représentants du peuple s'occupent d'une réforme ecclésiastique⁵⁶. Au contraire, un petit groupe d'insertementés se rassembla autour du bénédictin convulsionnaire Bernard Lambert, de l'oratorien Debon, et des Bergasse... Le Père Debon, qui avait naguère montré les dangers de l'incroyance, parut « un sage rempli de l'esprit de Dieu ». Un des foyers de propagande anticonstitutionnelle fut le séminaire Saint-Irénée. Après avoir prêté le serment imposé par la Constitution civile, les professeurs voulurent continuer leur enseignement, mais les élèves refusèrent d'écouter les schismatiques. Ils fabriquèrent un mannequin représentant le Supérieur auquel ils demandaient des permissions exceptionnelles qu'ils considéraient accordées par l'absence de refus exprimé ! Ils retournèrent dans leurs familles ou se réunirent à leurs camarades du séminaire Saint-Charles⁵⁷.

Une multitude d'écrits commentèrent les idées nouvelles. On répandit *L'Exposition des principes sur la Constitution civile du clergé*, signée par les évêques de France. Un curé de l'Ain publia, en 1792, *Le Catéchisme de la véritable Eglise* qui rappelle que les ecclésiastiques doivent employer leur superflu à nourrir les indigents; il tirait ses arguments des décrets des Conciles de Bâle et de Trente, des écrits de saint Cyprien et de saint Augustin⁵⁸. Un médecin trévoltien reprocha, en juin 1791, à Marbeuf de ne pas résider et de n'avoir plus droit à son siège, selon les « actes des Conciles de Constantinople et de Constance »⁵⁹. Des perquisitions opérées à Saint-Charles révélèrent le recel de brochures telles que : *Préservatif contre le schisme; Aux Français catholiques; Apologie du clergé de France; Discours improvisé par MM. Burke et Fox*⁶⁰. Quelques fidèles aidaient le clergé. On attribua à Jordan la rédaction d'un pamphlet passionné qui blâmait les brutalités populaires, prenait à partie la municipalité et l'accusait de faire cause commune

⁵⁵ *Journal de Lyon*, 13 juil. 1792.

⁵⁶ Ch. de la ROCHE, *Examen des principes sur les droits de la religion, la juridiction et le régime de l'Egl. catholique* (Paris, 1790). — MM. JOLYCLERC, *Sentiments de deux ecclésiastiques sur les affaires présentes* (Lyon, Faucheux, 1790-1791, in-8°, 6 cahiers).

⁵⁷ *Journal de la société popul.*, 20 janv. 1791.

⁵⁸ E. DUBOIS, *La Constitution civile*, 1935, ch. VI.

⁵⁹ Gros-Jean qui remonte son curé (s. n., 1791, in-8°, 15 p.).

⁶⁰ A. D. R., IL 1095, P.-V. de la visite., 21 juil. 1791.

avec les agresseurs ⁶¹. En juillet 1791, on découvrit chez un imprimeur soixante-douze exemplaires d'une *Dénonciation aux Français catholiques des moyens employés par l'Assemblée nationale pour détruire en France la religion catholique* ⁶².

Les dissensions aboutirent à des violences. En mai 1791, l'abbé Linsolas déclencha un tumulte en l'église Saint-Nizier et fut arrêté. A l'Hôtel-Dieu, les sœurs se plaignirent du « despotisme outré » de leur jureur; le député Perisse-Duluc tenta d'aplanir le différend et le Directoire départemental fit appel à l'esprit de conciliation ⁶³. Un arrêté du Conseil général de Rhône-et-Loire signale que les prêtres non-conformistes provoquent des désordres dans les campagnes et enjoint aux municipalités de protéger l'installation des ecclésiastiques élus. Une lettre d'expression naïve, d'orthographe suspecte, émanant du maire de Ville-sur-Jarnioux, rapporte que le curé, « fonctionnaire public, qui a prêté son serment pur et simple, se refuse à lire les lettres pastorales de l'évêque du département et ne craint pas de manquer, ainsi que son vicaire, au devoir si essentiel de la résidence ». Des personnes sont mortes sans avoir été administrées. « Une paroisse, conclut la municipalité, est dans l'esclavage quand il n'y a point de pasteur ⁶⁴. »

En Beaujolais, les constitutionnels déploraient le fanatisme de leurs fidèles qui lançaient des pierres contre les portes pendant les offices et troublaient les cérémonies. A Saint-Bonnet-le-Troncy, la municipalité ramena le curé réfractaire au son du tambour. On se confessait aux insermentés « dans un grenier, dans une cave », on apportait le viatique aux malades « dans sa poche » ⁶⁵. Les rétractations se multipliaient. Le curé de Charly, adressant au procureur de la commune sa renonciation, déclarait avoir été séduit et trompé par le faux évêque de Lyon, considérait son ordination comme sacrilège et traitait « le sieur Lamourette » d'intrus et de schismatique ⁶⁶.

Un rapport du Directoire de Rhône-et-Loire constate l'extension du schisme ⁶⁷. Les agents de Marbeuf, enhardis par le bref pontifical, utilisaient la confession pour orienter les esprits : « Les femmes n'écoutent plus la voix de la raison. Elles abandonnent leurs ménages, abhorrent leurs maris et détestent leurs enfants ⁶⁸. » Les autorités s'inquiétaient parce que la question religieuse se mêlait aux intrigues politiques. Les insermentés étaient considérés comme ennemis du bien public, partisans

⁶¹ La Loi et la Religion vengées des violences commises aux portes des églises catholiques de Lyon, par le citoyen Simon (s. n., 1792, in-8°, 15 p.).

⁶² Délib. du Bureau munic., du 24 juil. 1791, portant qu'un écrit intitulé *Instruction à l'usage des catholiques* sera incessamment dénoncé à M. l'accusateur public... (Lyon, Delaroche, 1791, in-4°, 4 p.).

⁶³ A. N., F 19 466, Lettre de Linsolas... au président de l'Ass. nat., 5 mai 1791; corresp. des Sœurs hospitalières, juil., août 1791; délib. du Directoire, 22 déc. 1791.

⁶⁴ A. D. R., 1L, 1099, Police des cultes. Arrêté du Conseil général, 13 juil. 1791; Lettre du maire de Ville-sur-Jarnioux, 16 août 1791.

⁶⁵ Lettres de Mme Delandine à son mari, publ. par Ph. Petit (*Bull. Hist. diocèse Lyon*, 1925, p. 25).

⁶⁶ A. D. R., 1L 460, Lettre de Dugueyt à M. le procureur de la commune de Charly-en-Lyonnais, 16 mars 1792, 4 p.

⁶⁷ Arrêté du Directoire du départ. concernant les ecclésiastiques non assermentés, 13 août 1791 (Lyon, Delaroche, 1791, in-4°, 4 p.).

⁶⁸ Conseil général de la commune, 15 fév. 1792. Adresse au roi.

de l'Ancien Régime et de l'intolérance. « Vous avez bien raison, écrit Mme Roland à Champagnieux, de mener grand train contre les calotins réfractaires. Il ne tiendra pas à eux que la scène ne soit ensanglantée ⁶⁹. » Roland lui-même signala au Directoire du département les dangers de cette collusion : « Les troubles actuels... semblent prendre leur source dans la diversité des opinions religieuses. » L'ignorance lui paraissait justifier ces dissensions. Le seul remède réside dans l'instruction qui peut dissiper les préjugés ⁷⁰. A Odenas, par exemple, le curé constitutionnel fut en butte aux « factions les plus formidables » ⁷¹. Une pétition dénonça le curé de Lacenas : il affichait son incivisme et la municipalité, craignant d'être taxée de complicité, sollicita sa destitution ⁷². L'effervescence fut surtout redoutable dans le district de Montbrison. Le clergé insermenté provoqua des rassemblements dans le château appartenant aux héritiers du seigneur d'Apinac. La municipalité de Saint-Bonnet-le-Château fut avisée de la fréquence de ces « attroupements monstrueux », en avril 1792. « Les factieux sont armés et retranchés dans la forteresse de Leynieq. Les prêtres réfractaires font tous leurs efforts pour renverser la Constitution et provoquer une guerre civile qui serait d'autant plus funeste que la religion en serait le prétexte. » On redoutait la « contagion » et on parlait de cinq mille hommes rassemblés. L'administrateur Claude Javogues fit enquêter. On découvrit des « écrits incendiaires, notamment le livre *Le Schisme* » que l'on colportait, on se plaignit de l'enseignement des sœurs de Saint-Joseph et de la conduite incivique des municipalités, « jointe à l'égarement de la majeure partie des habitants des campagnes séduits par les prêtres insermentés ». Dans un long rapport, en style grandiloquent, le Directoire du département répétait « qu'il est absurde de troubler la terre pour les intérêts du ciel » ⁷³.

La liberté des cultes devenait une chimère. L'agitation religieuse consacrait la faillite de l'idéal du xviii^e siècle. Les sentiments de tolérance, l'indifférentisme étaient restés le propre d'une minorité. Les croyances demeuraient vivaces, commandaient les actes, éloignaient de la culture encyclopédiste.

2. LES EXIGENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Les réformes politiques et les discussions religieuses accaparaient les esprits. La crise économique, avec ses impératifs quotidiens et ses aspects sociaux, constituait un autre pôle de la pensée militante. Pour beaucoup, chercher des remèdes à ce malaise représentait l'unique thème de réflexion.

⁶⁹ Mme ROLAND, *Lettres*, éd. Perroud, II, p. 251.

⁷⁰ A. N., F¹ CIII 8, Lettre de Roland au Directoire de Rhône-et-Loire, 18 avril 1792.

⁷¹ A. N., F19 466, Lettres des 27 mars et 23 avril 1792.

⁷² A. D. R., 1L 1099, Pétition de Lacenas, 5 juin 1792.

⁷³ A. N., F19 466, Lettres des 2, 9, 11, 13, 14 avril 1792; Enquête du 16 avril; Rapport du Directoire, 24 avril 1792.

Lyon souffrait, au moment de la réunion des Etats généraux, de la cherté et de la rareté des subsistances. L'hiver avait été très rude. Le curé de Vaise affirme, dans ses notes consignées sur son registre de catholicité, que la Saône resta gelée pendant cinquante jours et le Rhône pendant plus de trois semaines. Les glaces brisèrent le pont de Serin ⁷⁴. Les notables, les officiers municipaux, le prévôt consacrèrent leurs instants à faire réparer ces dégâts. Tous invoquent, dans leurs propos, « l'inclémence des saisons, l'horreur d'un hiver cruel, des désastres publics et extraordinaires ⁷⁵... » Rey, le lieutenant général de police, fit distribuer du charbon, transporté par charrettes de Rive-de-Gier. « Il vint à bout de faire aller quatre moulins sur le Rhône en entretenant, nuit et jour, un nombre suffisant d'hommes pour casser les glaces autour des dits moulins, et on peut dire que, sans sa vigilance, nous aurions manqué de tout, ou nous n'aurions pu nous le procurer qu'à grands frais ⁷⁶. » Les froids du printemps compromirent la récolte. Dans toute la région, la disette de blé menaça, on interdit tout accaparement et on empêcha la vente à l'étranger. A cette époque, la moisson était tardive, le battage au fléau se poursuivait jusqu'à la fin des semailles d'automne et les paysans tendaient à conserver les grains sans les porter au marché.

Le Consulat, aux abois, députa le prévôt des marchands à Versailles pour rendre compte de la situation aux ministres et solliciter des instructions en vue du ravitaillement de la ville. Tolozan proposa d'allouer aux boulangers une indemnité pour éviter la hausse sur le pain bis. Le remède s'avéra inefficace ⁷⁷. La municipalité décida de revenir aux prohibitions traditionnelles, défendit de laisser sortir des chargements de grains, ravitailla les boulangers. Fulchiron, officier municipal, acheta du blé à Marseille, dans des conditions onéreuses, et imposa la fabrication d'une seule qualité de pain à un prix déterminé ⁷⁸. La mesure mécontenta tout le monde : une adresse ironique suggéra d'établir une catégorie unique de vin ⁷⁹. Consommateurs et boulangers s'agitèrent. Le *Courier de Lyon* justifia le contrôle et rappela qu'auparavant le pain comprenait du son, des farines de fèves, de vesces, des pommes de terre, « et mille autres ingrédients. Nous demandons aux délicats, qui regrettent l'Ancien Régime, quel ravage ne devait pas produire l'horrible pain de dernière qualité... C'était le cordonnier, l'ouvrier en soie qui succombait; ces gens valaient-ils un de nos inutiles, une de nos petites-maîtresses dont l'honorable bouche se refuse au pain national ⁸⁰ ? »

A l'automne 1789, l'opposition reparut entre les spéculateurs qui souhaitaient l'exécution des décrets relatifs à la libre circulation des grains et les autorités lyonnaises qui redoutaient les abus. A l'exception du Dauphiné, les provinces voisines hésitaient à fournir du blé. Les

⁷⁴ Détails des désastres occasionnés par les débâcles des glaces sur la Loire, le Rhône et la Saône (Lyon, 1789, in-8°, 8 p.).

⁷⁵ A. M. L., BB 366, Registre des délib. de l'Ass. des notables, 22 janv. 1789.

⁷⁶ E. SALOMON, *Notes pour servir de supplément à l'armorial des bibliophiles*..., 3^e fasc., p. 12.

⁷⁷ Actes consulaires, séances des 5 et 7 avril, 7 et 12 mai 1789.

⁷⁸ Délib. du Corps munic., 21 mai, du Conseil gén., 1^{er} et 8 juin 1789.

⁷⁹ Adresse de remerciements à MM. Berthelet, Roland, Blot, Vitet (Lyon, 1789, in-8°, 6 p.).

⁸⁰ *Courier de Lyon*, 3 juil. 1789.

battages auvergnats n'étaient pas achevés et les ports bourguignons ne s'ouvraient point. En Bresse, « malgré l'abondante récolte de cette année, il se formait des accaparements et des monopoles ». Par contre, le Bugey et le Pays de Gex ne contrôlaient pas suffisamment leurs frontières et des sacs passaient en Savoie et en Suisse. Les ruraux des plaines de la Saône déléguèrent des députés à Lyon. Ils souhaitaient une organisation officielle du ravitaillement. Jusqu'alors les marchands avaient drainé le blé du Bourbonnais, de l'Auvergne, du Dauphiné. « Leur concurrence y avait toujours procuré l'abondance. » Il faudrait désormais préciser les quantités nécessaires, fixer les cours, désigner les préposés à l'achat, leur remettre des licences d'importation. « Ces précautions sont nécessaires pour persuader aux habitants des provinces fertiles que la Ville de Lyon n'a d'autres vues que celles d'alimenter ses habitants, et elles cesseront aussitôt que le terme des inquiétudes permettra de rendre ce commerce libre ⁸¹. » « La concurrence des acheteurs produit nécessairement une hausse dans les prix, comme la concurrence des vendeurs amène toujours une diminution infaillible », reconnut l'ordonnance de police du 20 octobre 1789. Mais il faut prévenir les manœuvres des fariniers et empêcher toute livraison à l'étranger. Sur la proposition d'Imbert-Colomès, la municipalité entreprit des démarches en Mâconnais, Bresse, Bourgogne pour faire lever les entraves mises à l'approvisionnement lyonnais. Les représentants des principaux marchés de la région se réunirent à Bourg. Ils craignaient de confondre les fournisseurs reconnus de Lyon avec les monopoleurs qui spéculaient, faisaient monter les prix et exportaient. Des commissaires, dont le procureur Riboud, furent envoyés aux frontières ⁸².

Ces discussions attestent l'angoisse de la disette chez les citadins et la méfiance des intermédiaires chez les ruraux. Le Consulat préféra, en période de crise, centraliser le trafic, faire escorter militairement les convois et imposer les points de débarquement. Cette solution entraîna un conflit entre l'actif et ambitieux Imbert et les frères Sériziat; ils accusèrent l'échevin d'avoir abusé de ses pouvoirs pour les exclure de l'approvisionnement, d'avoir interdit de décharger les grains dans leurs moulins de Collonges, d'avoir « enchaîné l'industrie en obligeant de traiter de municipalité à municipalité ». Arrêté, Charles Sériziat saisit l'Assemblée du différend ⁸³. Imbert justifia sa conduite ⁸⁴.

En 1790, la récolte fut meilleure, mais les prix baissèrent peu. L'obsédante psychose de peur survécut. Le Directoire de Belley recommanda aux maires bugistes de « faire surveiller, avec toute l'exactitude possible, les démarches des personnes qui se mêlent de ce commerce, afin de prévenir ou de faire punir jusqu'à la tentative des exportations » ⁸⁵. Prudhomme, qui publiait le *Journal de Lyon*, accusa Fulchiron d'exploiter la détresse publique pour réaliser de gros profits. Le

⁸¹ Délib. consulaire de Lyon, 8 sept. 1789.

⁸² Avis aux citoyens sur l'arrivée des grains, par I.-Colomès, 20 oct. 1789 (Lyon, 1789, in-4°).

⁸³ Requête présentée à Mgr le Garde des sceaux, le 31 déc. 1789, et dénonciation à l'Ass. nat., par les sieurs Sériziat, négociants à Lyon, contre le sieur Imbert... (Lyon, 1790, in-4°, 16 p.).

⁸⁴ IMBERT-COLOMES, *Mémoire en réponse à l'exposé présenté à l'Ass. nat. par Ch. Sériziat...* (Lyon, 1790, Delaroche, in-8°, 35 p.).

⁸⁵ Arch. Dép. Ain, L 295, Lettre du 15 août 1790 aux municipalités.

Club de Porte-Froc dénonça les amidonniers, qui fabriquaient leur poudre avec du blé. Le district de la Juiverie proposa d'analyser les arrivages : « Les gens de campagne nous rançonnent à leur aise » ; avec « le moulin à la mécanique », inventé par Bertholon, adopté par Sériziat, il est possible d'adjoindre au froment des vesces, des fèves, des pesettes ⁸⁶... Le médecin David approuvait la réglementation municipale. Le corps de fariniers lui paraissait « le plus funeste et le plus exécrable que la cupidité la plus inique ait pu imaginer ». Ils ne craignent pas de mêler de la chaux et du sable, dans des proportions considérables, à leur farine. Ces « mangoniseurs » achètent des grains, en font remonter de Sicile, « très chers et très difficiles à manier en pâte », pour les stocker... Il faut dévoiler leur trafic ⁸⁷. Or, cette ingérence mécontentait les boulangers, dont on entravait le commerce, et les consommateurs qui déploraient la qualité du pain. Champagneux démontra que la concurrence serait une sauvegarde meilleure que les règlements versatiles plus ou moins observés. Le Conseil suggéra à l'Assemblée de supprimer les jurandes de « toutes les professions relatives à la vente des denrées de première nécessité... », convaincu que l'abondance, la qualité, le bon marché des denrées ne peuvent être produits que par la plus entière liberté et par la concurrence » ⁸⁸.

Les mêmes réflexes psychologiques et les mêmes discussions repaurent en 1791, après un été particulièrement sec qui avait détruit ou diminué la récolte de menus grains. On se plaignit, en août, que le pain taxé fût détestable et que le pain de fantaisie, dont la vente restait libre, fût d'un coût élevé. La réglementation déplaisait aux bourgeois qui préféraient le pain cher mais bon, et aux boulangers qui voyaient tarir la principale source de leurs bénéfices. A Saint-Marcellin, en Forez, les habitants procédèrent « à des recherches de grains à main armée et, après s'en être emparé », les distribuèrent selon une taxation arbitraire ⁸⁹.

La situation s'aggrava au printemps 1792 par suite de la dépréciation croissante de l'assignat et de la levée d'une grande partie des hommes valides. L'achat et le transport des denrées, destinées aux armées, firent renaître les traditionnels soupçons d'accaparement. Les prix montèrent. Le Conseil général de Rhône-et-Loire avait beau rappeler que « la libre circulation des grains est le seul moyen d'en diminuer le prix et d'en procurer l'abondance », le marché de la Grenette restait désert. Les ruraux spéculaient : « Ils refusent de battre leurs blés, disaient les autorités de Saint-Chamond, dans l'espérance d'une hausse ⁹⁰. » Les municipalités de la vallée de la Saône interceptaient les convois de grains. La population ouvrière demandait que les marchandises de première nécessité fussent taxées ⁹¹. Dodieu promit de perquisitionner et de vendre les grains et les farines « au prix parisien » et de taxer le pain « dans une juste proportion » ⁹². En septembre, les arrivages de blé

⁸⁶ P. V. des citoyens du district de la Juiverie..., 13 juin 1790, 14 p. (coll. Godart).

⁸⁷ J.-F. DAVID, *Réclamation contre divers abus...*, 1790, p. 56-65.

⁸⁸ Délib. du Conseil munic., 23 août 1790.

⁸⁹ A. N., F 19 466, Lettre de Monbrison, 3 avril 1792.

⁹⁰ G. GUIGUE, *P. V. des séances du Cons. gén.*, 17, 25 et 28 août 1792.

⁹¹ *Journal de Lyon* 18 sept. 1792.

⁹² J. GUERRE, *Hist. de la Révol.*, éd. Guigue, 1793, p. 343, 381-383.

étant toujours suspendus, « quelques femmes de la lie des coquines » se déclarèrent lasses de subir « la tyrannie des aristocrates monopoleurs » ; elles imposèrent la taxation des comestibles, avertissant qu'elles ne respecteraient la propriété, les champs et les boutiques que de ceux qui se conformeraient à leurs directives⁹³. Les autorités recouraient toujours, sans plus de succès, aux moyens habituels : objurgations aux paysans, achat de blé au compte de la commune, attribution d'indemnité compensatrice aux boulangers⁹⁴.

Depuis longtemps, des Lyonnais dénonçaient les octrois comme la cause principale du renchérissement des aliments. Leur haine contre ces taxes s'explique : elles avaient été établies, non pour subvenir aux charges communes, mais pour acquitter le loyer des emprunts contractés par l'oligarchie, qui cherchait à éviter une imposition sur ses propriétés. La rançon des privilèges, dont se targuait la bourgeoisie, atteignait l'industrie, tarissait la source des revenus et compliquait l'acheminement des denrées courantes. Leur perception, donnée à ferme, entraînait des exactions, et l'on savait que cette principale ressource municipale était gaspillée en pensions et en réceptions⁹⁵.

Pendant les préliminaires des élections, à l'Assemblée des Carmes, un commissaire reprocha à Tolozan de n'avoir pas diminué « ces octrois qui ruinent les citoyens, détruisent le commerce et les manufactures ». Les cahiers de doléances du tiers état proposèrent aux députés d'exposer à l'Assemblée nationale « l'excessivité des droits, qui renchérissement à Lyon les subsistances, et la misère extrême des ouvriers ». De nombreuses brochures répandirent l'explication simpliste : tout le mal provient des octrois⁹⁶. Le *Cercle des Terreaux*, où se réunissait la bourgeoisie libérale, diffusa des lettres et entretint un climat d'action. Quand elle apprit la réunion des trois ordres, elle incita les citoyens à illuminer. Très vite, les manifestations populaires devinrent menaçantes. Comme en 1786, on se porta devant l'hôtel Tolozan en réclamant l'abolition des droits d'entrée. La foule saccagea les bureaux des octrois à la barrière Saint-Clair, puis à la Guillotière et dans les autres faubourgs⁹⁷. L'intendant Terray expliqua que l'émeute avait été fomentée par des malfaiteurs étrangers qui firent croire au peuple à la suppression des douanes. Les entrepositaires s'empressèrent de s'approvisionner, et parfois les ouvrières aidèrent les paysans à convoier les denrées⁹⁸. Le Consulat se hâta de rétablir les offices de perception.

Le problème parut si cher aux Lyonnais que l'Assemblée confia l'élaboration d'un tarif de traites intérieures à Pierre Goudard, député de Lyon, Magnien, directeur des douanes, et Tournachon, un mercier devenu, par l'achat d'une charge noble, conseiller du roi. « Ainsi trois Lyonnais, pressés par le temps, rédigèrent en trois mois, à la fin de 1789, cet important premier tarif des douanes, si clair, si sage, si pro-

⁹³ A. N., F7 3255, Laussel à Roland, 22 sept. 1792.

⁹⁴ *Journal de Lyon*, 25 et 26 sept. 1792.

⁹⁵ Rapport de Champagneux au Conseil gén. de la commune, 31 mai 1791 (in Metzger et Vaesen, Lyon en 1791, p. 99-157).

⁹⁶ Réponse au discours prononcé par le prévôt des marchands (Lyon, 1789, in-8°, 15 p.).

⁹⁷ A. N., B III, p. 672-691, Journal de ce qui s'est passé à Lyon, jour par jour, depuis le 29 juin 1789 jusqu'au 2 juil.

⁹⁸ A. N., BB 30 87, Lettres des 4, 5, 10 juil. 1789 à M. de Villedenil.

tecteur de l'agriculture et de l'industrie françaises, nullement prohibitif, ni fiscal. » Il ne satisfît point et l'affaire rebondit en juillet 1790. Une double pétition, présentée au corps municipal, demanda le remplacement immédiat de l'octroi par une taxe locale. Un opuscule prouva que les droits grevaient les étoffes de quatre pour cent⁹⁹. Un autre dénonça les impôts écrasants, nuisibles au commerce et aux manufactures, et blâma « la cupidité des iniques percepteurs ». Il propose d'imposer chacun, selon ses facultés, en se basant sur le montant des locations¹⁰⁰. Un soldat de la garde nationale réclama en style emphatique la disparition des barrières. Lui aussi expose, avec chiffres à l'appui, son projet de répartition de l'impôt, sans aucun privilège. Il regrette surtout que les aides renchérissent le prix du vin et montre combien ces impositions indirectes frappent les familles nombreuses¹⁰¹. Cette âpreté revendicatrice se retrouve même dans les formules de serment civique : « Nous ne verrons plus un petit nombre de bas protégés et de vils intrigants envahir les fruits de nos sueurs et de nos peines. Nous ne verrons plus de simples préposés à la perception de l'impôt s'engraisser de notre substance. Nous ne verrons plus les premières places accordées au hasard de la naissance ou vendues au riche corrompu¹⁰². » Déjà, Goudard prévoyait le réemploi à la régie des douanes extérieures des commis libérés par la suppression de certains impôts¹⁰³.

Cette campagne déclencha une nouvelle émeute. Le Conseil général céda. « Dans une ville de manufactures, dit son arrêté, la taxe qui porte sur les choses de première nécessité est le plus dangereux des impôts... C'est attaquer le principe de l'existence de l'ouvrier que de lui ravir, par une semblable taxe, les moyens de subsister¹⁰⁴. » Des brochures, peut-être de source royaliste, s'emparèrent de ce thème pour attiser la surexcitation. Avec les frais d'octroi, « il est impossible que les Lyonnais puissent soutenir la concurrence des étrangers », écrit un agent contre-révolutionnaire¹⁰⁵. La Constituante rejeta la décision du Conseil général et rétablit, une fois de plus, les octrois.

Les canuts s'inclinèrent, mais les corporations de maçons, de chapeliers, de cordonniers se soulevèrent. Les maîtres-ouvriers en soie, plus réfléchis, éprouvaient pour la Révolution un enthousiasme raisonné et

⁹⁹ Observations sur les octrois et le commerce de Lyon (s. n., 1790, in-8°, 31 p.).

¹⁰⁰ Exposition d'un modèle de contribution directe pour servir de remplacement aux impôts d'aides, gabelles, octrois, 1790 (coll. Godart).

¹⁰¹ Digne représentation faite à tous les citoyens de Lyon concernant la liberté de barrières, par un soldat du district de St-Vincent (Lyon, s. d., 7 p.) (coll. Godart).

¹⁰² Discours prononcé en présence des citoyens du bourg de Cuire-la-Gr.-Rousse, rassemblés pour le serment civique et patriotique du 14 juil. (s. n., 1790, in-8°, 8 p.).

¹⁰³ P. GOUDARD, Rapport sur les moyens de faire l'emploi le plus utile des sacrifices que l'Ass. nat. a faits par son décret du 21 juil. dernier en faveur de la plupart des employés supprimés (Imp. nat., s. d., 8 p.).

¹⁰⁴ J. MORIN, *Hist. de Lyon*, 1845, I, p. 183 et 210.

¹⁰⁵ Avis aux citoyens de la ville de Lyon sur les octrois, par Pressavin, notable (Lyon, s. n., 1790, in-8°, 16 p.). — Rapport fait par M. Nolhac au Conseil gén... de Lyon, sur les octrois... (Lyon, s. n., 1790, in-8°, 59 p.). — Lettre de M. Brac, anc. échevin de Lyon, à M. Nolhac, off. munic., concernant les octrois (Lyon, s. n., 1790, in-8°, 19 p.).

repoussaient l'idée d'une rébellion contre l'Assemblée nationale. Ce sens politique ne se rencontrait pas au même degré dans les autres métiers, qui comptaient beaucoup plus de nomades, que l'ignorance et la misère livraient aux suggestions des meneurs. Les ouvriers de Pierre-Scize arborèrent le drapeau noir avec la devise « vaincre ou mourir ». Les bourgades voisines, Nantua, Valence, Montbrison... envoyèrent des détachements pour lutter contre les émeutiers, manifestant ainsi un souci du bon ordre, une adhésion aux décisions de la Constituante, une secrète jalousie contre les citadins ¹⁰⁶...

Suivant le réflexe habituel, on rejeta la responsabilité sur les étrangers. On incrimina aussi les aristocrates qui songeaient à favoriser la Contre-Révolution. Mme Roland cite expressément le maire Palerne de Savy, « traître fieffé, plein de préjugés du vieux régime, de la morgue des robins, de l'insolence des gens du roi » ¹⁰⁷. Version tendancieuse. Vitet et Roland lui-même avaient dressé les Lyonnais contre l'octroi et prêché le libéralisme. En réalité, « les boutefeux, les vrais moteurs de l'insurrection étaient parmi les notables » ¹⁰⁸.

Cette pénurie chronique de subsistances contribua à aigrier les esprits, à provoquer un état d'agitation dans la ville et à déterminer sa rupture avec le plat pays. Celui-ci souffrait de la crise. Des vigneron, en 1790, végétaient comme affaneurs en Bresse, en Dauphiné, à Lyon... Il fallait réparer les ponts, redresser les routes, assécher les étangs insalubres du Forez. La solution des industries complémentaires ne suffisait plus. La tannerie de Saint-Galmier, les moulins de Saint-Chamond, la rubannerie et la clincaillerie de Saint-Etienne, les cotonnades de la haute Azergues étaient ruinés ¹⁰⁹.

À Lyon, trente mille ouvriers chômaient. « Les affaires sont, pour tout, dans une stagnation fort triste... L'embarras des finances publiques affecte nécessairement, plus ou moins, le crédit des particuliers, tandis que l'état de crise, où se trouve momentanément le pays, suspend les travaux et les armements dans les ports et diminue le travail des fabriques en diminuant les consommations et les jouissances de luxe ¹¹⁰. » Young, reçu chez un négociant, s'enquit de l'état des manufactures. « C'est selon ou c'est suivant », lui fut-il d'abord répondu. Mais il apprit bientôt que « vingt mille personnes étaient nourries par charité, et par conséquent très mal nourries, que la misère sous toutes ses formes, qui sévissait sur les classes populaires, était plus grande qu'on ne l'avait jamais vue ou qu'il était possible de l'imaginer. La cause principale du mal que l'on éprouve ici, lui expliqua-t-on, c'est la stagnation du commerce, occasionnée par l'émigration des riches et le manque de confiance générale chez les marchands et les manufacturiers » ¹¹¹.

Les cadres, mais aussi les petits fabricants, voire les maîtres-ouvriers, songeaient avant tout à remettre en activité la Grande Fabrique. Solidaires, ils cherchaient à conjurer le péril. Comme à l'ordinaire, ils

¹⁰⁶ *Counier de Lyon*, 30 juil., 10 août 1790.

¹⁰⁷ Mme ROLAND, *Lettres*, éd. Perroud, II, p. 132; Mme Roland à Bancal, 3, 20 août 1790.

¹⁰⁸ A. N., F7 3254 : Lettre écrite de Lyon, 27 juil. 1790.

¹⁰⁹ G. GUIGUE, *P.-V. du Conseil gén.*, I, 15 et 18 déc. 1790, p. 164 et 187; 13 déc. 1791, p. 327; II, 6 déc. 1790, p. 196.

¹¹⁰ Lettres de G.-B. COUDERC, 28 déc. 1789 (*R. H. L.*, 1906, p. 422).

¹¹¹ A. YOUNG, *Voyages en France*, 29 déc. 1789, I, p. 455.

supplèrent le roi, montrant combien le retour à la mode des brochés pouvait enrichir le pays. En vendant des étoffes unies, Lyon gagne sur la matière; en exportant des lampas, il gagne surtout sur le travail; or, « le plus grand avantage des manufactures est de donner à l'étranger, en échange de son argent, le plus d'industrie possible, avec le moins de valeur intrinsèque » ¹¹². C'est la reprise d'un thème colbertiste. Comme par le passé, ils suggérèrent le remède : « Si la famille royale voulait se vêtir de ces étoffes et ramener l'étiquette de la Cour relativement aux habits au point où elle était quand, pour le bonheur de la France, Louis XVI fut appelé au trône, qui doute que l'usage en devint bientôt général ? » Pour ranimer la broderie tombée dans un état de langueur alarmante, alors qu'elle peut « faire rentrer dans le royaume une partie du numéraire que les émigrations ont porté chez les étrangers », une « société de demoiselles » ouvrit une souscription afin de broder une robe et un habit destinés au couple royal ¹¹³. Un mémoire proposa d'organiser à la Cour des fêtes saisonnières, « où les seigneurs français, réunis sous les yeux de leurs Majestés, disputeraient entre eux de magnificence et de goût » ¹¹⁴.

Cette idée de cérémonies périodiques, consommatrices de tissus luxueux, fut reprise par les révolutionnaires. Une citoyenne déposa à la barre de la Constituante une motion invitant les Françaises à renoncer aux vêtements blancs et à reprendre les robes de couleur. Le *Courier de Lyon* recommanda « cette révolution de la parure ». « Qu'il serait donc beau de voir ces dames bannir les batistes, les linons et n'admettre que les habillements de soie ¹¹⁵. » Le même journal signalait, quelques mois plus tard, que les ouvriers britanniques menaient une campagne en faveur des soieries. « O mes chers compatriotes, imitez les Anglais. Vos manufactures de soie, qui ont rendu la ville si florissante, périssent à vue d'œil et vous restez dans une stupide indifférence. » En mai 1790, le rédacteur conseille « aux citoyens zélés pour le salut des manufactures de se rendre au camp, le jour de la Fédération, en habits de soie avec l'épée et la ceinture aux trois couleurs de la nation » ¹¹⁶.

Peu à peu se répandit l'idée simpliste : la monarchie de Louis XV fut le temps des splendeurs, l'ère révolutionnaire, celui de l'indigence. Les agitateurs politiques exploitèrent cette situation. « L'extrême misère des villes, disaient-ils, provient de l'absence de tous les riches propriétaires que des atrocités impunies ont forcés à fuir la France. Il faut donc les déterminer à rentrer dans leur patrie... Lyon seul peut offrir un asile sûr et tranquille, au milieu d'un peuple industriel, doux et ami de l'ordre. » Le retour des princes attirera les cadres émigrés, rendra au négoce son activité, rétablira la circulation du numéraire ¹¹⁷.

En réalité, les manufacturiers ne s'accordaient pas sur les remèdes. A l'égard de la structure économique, les variantes paraissent l'emporter. Tous reconnaissaient le marasme; de belles fortunes subsistaient,

¹¹² Observations sur les manuf. d'étoffes d'or, d'argent et de soie de Lyon (s. l. n. d., in-8°, 47 p.).

¹¹³ Projet de souscription adressée à toutes les personnes intéressées dans le commerce de la broderie... (Lyon, s. d., 7 p.).

¹¹⁴ J. GODART, *L'ouvrier en soie*, 1888, p. 211.

¹¹⁵ *Courier de Lyon*, 13 sept. 1789.

¹¹⁶ *Ib.*, 4 déc. 1789, 29 mai 1790.

¹¹⁷ L. BACHAUMONT, *Mémoires*, XXXV, p. 495.

des capitaux s'investissaient encore dans le bâtiment, mais la crise textile s'aggravait. Beaucoup demandaient la suppression des derniers règlements de fabrication et la disparition des droits de visite. Contre l'avis de la Chambre de Commerce, Goudard fit voter par la Constituante, en décembre 1791, le décret condamnant ces organismes de contrôle¹¹⁸. L'inflation favorisa, comme toujours, la reprise de cette industrie d'exportation. « Le mouvement désordonné » que le papier-monnaie « imprima au commerce sembla donner quelque activité à notre industrie »¹¹⁹. Les perspectives de vente incitèrent à fabriquer. La guerre, survenant au printemps 1792, interdit les exportations et bloqua les stocks.

La gravité de la situation orienta à nouveau les esprits vers les rivalités sociales. On n'ignorait point l'aisance des négociants. Quand l'Assemblée nationale eut fixé au quart du revenu net la contribution patriotique, la bourgeoisie d'affaires avoua des réserves considérables, distançant celles des professions libérales¹²⁰. Les ressentiments se répandaient contre cette oligarchie. Un opuscule anonyme incrimine encore en 1789 le traité de commerce franco-anglais; il ajoute toutefois : les Juifs et les usuriers sont « des espèces de vampires qui désolent le commerce en abusant des besoins du marchand ou du commissionnaire.... ». Ils réclamaient vingt à trente pour cent d'intérêt et de trente à quarante pour cent de rabais sur la marchandise¹²¹. Mais, avec une audace croissante, on adressa les griefs aux manufacturiers. Une pétition de 1790 évoque l'indigence des canuts, souvent réduits à la mendicité, et l'égoïsme des possédants. « Le propriétaire songe plus à conserver qu'à acquérir. Le capitaliste retire ses fonds et les enterre. Le négociant n'ose plus faire de spéculations. La noblesse n'a plus les moyens de solder le travail. Le génie n'invente plus. Le goût ne s'attache plus à rien perfectionner¹²². »

Inversement, les propriétaires redoutaient « la canaille ». Cette suspicion réciproque aggravait la stagnation économique. Les deuils de Suède, de Russie, du Portugal, d'Angleterre se conjuguèrent pour paralyser les manufactures. « Nos ouvriers cessent en grande partie de travailler, et la chute de la soie n'engage pas à les occuper¹²³. » Le Conseil de la commune ouvrit une souscription pour venir en aide aux chômeurs et menaça les indifférents : « Aucun citoyen aisé ne pourra se soustraire sans s'exposer à s'y voir taxé en raison de ses impositions mobilières¹²⁴. » Au cours de l'hiver, le député Vitet signala ses inquiétudes à son ami Roland. « Ne comptez plus sur le rétablissement de l'ordre, surtout dans un moment où les ouvriers n'ont ni travail, ni pain, où l'oisiveté de ces hommes favorise si bien les projets des agitateurs. »

¹¹⁸ P. GOUDARD, Rapport du Comité d'agric. et de commerce (Paris, Imp. nat., 1791, in-8°, 4 p.).

¹¹⁹ TERRET, *Précis hist. sur la manuf. d'étoffes...*, 1806, p. 15.

¹²⁰ Tableau des déclarations pour la contribution patriotique (Lyon, Delarochette, 1790, in-8°, 91 p.).

¹²¹ *Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers en soie de Lyon* (Lyon, 1789, in-8°, 15 p.).

¹²² A. N., D XXIXb 28, n° 279, Pétition à présenter à la municipalité, déc. 1790.

¹²³ *Ib.*, F⁷ 3255, Lettre anonyme du 28 sept. 1791; FIC III 8, Lettre de Hidins à Roland, 27 mai 1792.

¹²⁴ P.-V. des séances des corps munic., 12 sept. 1792.

Ils sont prêts à s'insurger, capables de tout parce que la faim les tenaille. Vitet propose d'acheter dès maintenant les étoffes à vendre au printemps, de lancer une soierie d'un type nouveau, d'imposer « un costume pour tous les corps administratifs, pour les hommes, les femmes et les enfants. Nous ne tarderions pas à être imités par les autres nations, qui se sont toujours fait un mérite de singer les Français ». Mais Vitet ne s'illusionne guère : les canuts ne renonceront pas à leur métier. « Ils ne voudraient même pas faire des toiles de fil ou de coton, ou des étoffes en laine quoique ce genre de travail se rapproche beaucoup du leur, et qu'un jour ils seront obligés d'y venir. » D'autre part, les négociants ne manifestent aucune bonne volonté : « Ils aiment mieux mourir que de perdre leur cher argent. Ils aiment mieux être esclaves que de ne pas gagner la même quantité d'argent. Ils aiment mieux voir périr leurs femmes et leurs enfants que d'en perdre la plus petite portion... Nous ne les convertirons pas, car ils sont dans l'impossibilité d'être éclairés ¹²⁵. »

Les éléments les plus réfléchis discutèrent la valeur du libéralisme. La disparition des contraintes économiques répondait à l'idéal individualiste. Les jurandes et les corporations vivaient au ralenti depuis l'expérience Turgot, subissant de vives attaques. « L'esprit qui les anime, émané du despotisme et du gouvernement féodal, a été de dominer, de résister aux puissants, de subjuguier et d'asservir les faibles... Ces corps sont devenus l'écueil de toutes les qualités sociales et de toutes les vertus. Leurs membres sont devenus arrogants, injustes, ingrats, durs, tyranniques, égoïstes, fourbes ¹²⁶. » La loi Le Chapelier sanctionna cette critique.

On en revint à la question du tarif. Les ouvriers se sentaient toujours désarmés devant les exigences des fabricants. La liberté, disaient-ils, peut-elle exister « entre vingt mille ouvriers dénués de tout secours et cinq cents marchands qui sont les seuls dont ils puissent espérer de l'ouvrage ?... Le marchand tient dans sa dépendance absolue l'ouvrier, d'abord par la crainte et la subordination naturelle où il se trouve placé, ensuite par le besoin impérieux de pourvoir à sa subsistance et à celle de sa femme et de ses enfants, et enfin par l'impossibilité où il est de se livrer à d'autres occupations, n'ayant qu'une existence frêle et débile qui le rend incapable de tous autres travaux ». Certains marchands, « sans charité », versent un maigre salaire pour la façon des pièces. Il faut les empêcher « de s'abreuver et de s'engraisser du sang et des sueurs de l'ouvrier ». Ils prétendent avoir le droit de discuter de gré à gré et présentent « ces traités scandaleux » comme des « transactions licites ». En fait, ils faussent le jeu de la concurrence en abaissant leur prix de revient. Il faut, dans l'intérêt de tous, prescrire un taux minimum ¹²⁷.

Tous les mémoires émanant des ouvriers reprennent l'argumentation exposée en 1786. Ils soulignent la gravité de la situation dans une ville où la Fabrique procura naguère la subsistance à vingt mille canuts. Leur tâche qui se prolonge dix-huit heures chaque jour ne leur procure qu'une ressource insuffisante. Les marchands font travailler à prix réduit sous

¹²⁵ Lettres de Vitet à Roland, 10, 12, 15 nov. 1792 (*R. H. L.*, 1905, p. 311-316).

¹²⁶ J. DAVID, *Réclamation contre divers abus...*, 1790, p. 40.

¹²⁷ *Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers en soie* (Lyon, 1789, in-8°, 15 p.).

prétexte que leurs stocks ne trouveraient pas de débouchés si le coût de revient était trop élevé; or, le montant des façons se répercute peu sur ce prix; ce qui compte davantage, pour la vente, c'est la qualité de la fabrication. En réalité, les marchands agissent par égoïsme : en employant des femmes moins rétribuées, en restreignant les salaires, ils peuvent triompher de leurs concurrents. Lors de la crise de 1788, ils ont versé à la souscription moins que toute autre classe, et ceux qui ont donné l'ont parfois retenu sur les salaires. Dans cette situation, l'ouvrier ne peut ni économiser, ni se défendre; il ne peut acquérir la sécurité que de l'autorité publique. Il faut révoquer l'arrêt de 1786 établissant la liberté pour prévenir tout mouvement dangereux ¹²⁸.

Grâce aux démarches de Monnet, un arrêt du 8 août 1789 leur accorda satisfaction et demanda de constituer des Commissions mixtes pour élaborer un tarif. Les marchands refusant de désigner leurs commissaires, les ouvriers déterminèrent seuls le prix des étoffes. Les fabricants supplièrent le roi de maintenir le régime de liberté, mais Louis XVI, sur l'avis du Bureau du Commerce, homologua la convention tarifant le travail ¹²⁹. Elle ne fut guère observée et, au printemps 1790, lors des élections municipales, il se forma « des assemblées tumultueuses et orageuses dans l'église des Dominiquains ». A la cathédrale, trois mille cinq cents ouvriers « laborieux, pauvres avec résignation, tranquilles sous la loi qui fait leur espérance », sollicitèrent le droit de former une communauté distincte. Monnet proclama, une fois de plus, la nécessité d'un contrat. La commune accepta et déclara que toutes décisions contraires au tarif seraient nulles, car « l'ouvrier est véritablement dans la dépendance du marchand, et il a lieu de craindre d'être privé d'ouvrage... s'il demande à être payé conformément au tarif » ¹³⁰. Le libéralisme des théoriciens se heurtait à la constatation des dures réalités. « Il faut laisser dans les opérations ordinaires du commerce la plus grande liberté... Mais ici, où la misère lutte presque toujours contre la richesse, il faut nécessairement que la loi se prononce ¹³¹. »

Les fabricants alléguaient la nécessité d'entretenir les ateliers en activité. Au nom de la justice sociale, il ne fallait point paralyser l'économie. Certains ouvriers offraient eux-mêmes de travailler au rabais. Le salut ne proviendra pas de l'application d'un tarif, mais de la lutte contre les caprices de la mode et contre la concurrence étrangère ¹³². Goudard, ardent défenseur du protectionnisme, recommandait de prohiber tout ce qui pouvait rivaliser avec les productions nationales. Ainsi, Tarare, qui occupait trois mille ouvriers en sa manufacture de mousses-

¹²⁸ Mémoire des électeurs fabricants d'étoffes en soie, 1789, in-8°, 31 p. — L. TRÉNARD, La fabrique lyonn. en 1789 (*Tech., Art, Science*, mars 1956, p. 19-23).

¹²⁹ Recueil de mémoires et tarifs dressés en exécution de l'arrêt du 8 août 1789, obtenu par MM. les députés de la ville et sénéchaussée de Lyon (Lyon, 1790, in-8°, 32 p.).

¹³⁰ Délib. des maîtres-ouvriers fabricants en étoffes de soie, 5 mai 1790 (Lyon, Delamollière, 1790, in-8°, 15 p.).

¹³¹ *Courier de Lyon*, 6 mai 1790. — Ordonnance consulaire portant que les maîtres-ouvriers fabricants d'étoffes et leurs compagnons seront admis à demander le paiement de leurs façons conformément aux prix déterminés par le tarif, 1^{er} mai 1790, in-4°, 7 p.

¹³² Lettre d'un maître-taffetier, à M. R..., auteur des *Réflexions d'un Citoyen patriote pour les ouvriers en soie de Lyon* (Lyon, 1789, coll. Godart).

line, ne payait pas de droits d'entrée sur les fils étrangers. L'intérêt des filateurs était sacrifié à celui des tisseurs ¹³³.

A la fin de 1792, les clubs réclamèrent une révision du tarif. Roland s'y opposa. En janvier 1793, le club du Change présenta une pétition, signée de quatre mille noms, démontrant que le contrat est seul équitable. Cependant la municipalité, qui admonestait volontiers les riches et leur recommandait la charité, n'envisageait aucune réforme profonde.

La gravité de la situation sociale fit naître un groupement qui alliait l'idéal philanthropique, le sens de la charité chrétienne, la recherche des possibilités de rénovation économique. En octobre 1789, fut organisée la *Société philanthropique*, avec un bureau central et des commissaires dans chaque quartier ¹³⁴. Alimentée par des dons, elle devait assister vingt-cinq mille indigents. Mais elle espérait aussi « répandre dans le peuple l'instruction et le goût du travail, seuls gages de la paix et du bonheur commun dans un Etat où le peuple doit reprendre de l'influence ». Dans ce but, la société voulait établir des ateliers « où les enfants des pauvres seraient élevés dans l'habitude de la subordination, formés à des travaux faciles..., éclairés enfin par les principes de religion, de justice et d'ordre ». Elle soutint une filature de coton, essaya d'en monter une travaillant la bourre de soie, institua des écoles pour les malheureux ¹³⁵...

Elle exposa, en janvier 1790, au président de l'Assemblée nationale, combien les deuils princiers provoquaient de « suspensions calamiteuses » dans la soierie. Les commissions se raréfient, les expéditions sont suspendues, les ouvriers renvoyés... « La mémoire des grands de la terre peut-elle être honorée des souffrances du peuple ? Serait-ce par les soupirs de l'indigence et les cris du besoin qu'on devrait rappeler leur existence ou manifester les regrets qu'ils ont pu mériter ? » La *Société*, héritant de la confiance que la Fabrique gardait en l'autorité royale, proposa de réduire la durée officielle des deuils ¹³⁶. Pour célébrer la fête de la Fédération, chaque quartier organisa une collecte dont l'excédent fut affecté à la manufacture de fil occupant les enfants des ouvriers pauvres. « C'est l'oisiveté... qui peuple les villes de filous et de brigands. Une occupation de cette nature en diminuerait le nombre dans les temps fâcheux où les ouvriers en soie sont sans travail ¹³⁷. » Au Conseil général du district, le procureur invita ses collègues à s'occuper des établissements secourables. « La cessation du travail, ce fléau moral, nous assiège trop souvent pour que votre humanité, vos lumières ne trouvent pas bientôt un moyen d'en diminuer la rigueur ¹³⁸. »

¹³³ P. GOUDARD, *Projet sur quelques faveurs à accorder à la main-d'œuvre nationale présenté au nom du Comité d'Agric. et du Commerce* (Impr. nat., 1791, 7 p., coll. Godart).

¹³⁴ Résultats de la 1^{re} séance de l'Ass. gén. et fondamentale de la *Soc. Philanthropique* établie pour le soulagement des pauvres..., 27 oct. 1789 (Lyon, in-4°, 16 p.).

¹³⁵ *Soc. Philanthropique*, Tableau de la recette en souscriptions et dons, présentée à l'Assemblée du mois, 7 janv. 1790 (Lyon, Delaroche, 1790, in-4°, 4 p.).

¹³⁶ J. GODART, *L'ouvrier en soie*, p. 216.

¹³⁷ C.-R. des commissaires du camp de la Fédération, à leurs commettants (Lyon, Faucheux, 1790, in-4°, 15 p.).

¹³⁸ M. WAHL, *Les 1^{res} années de la Révol.*, p. 172.

Le roi ayant conseillé l'organisation d'ateliers de charité, le Directoire départemental confia cette mission à la *Société philanthropique*. Puisque « le travail conserve à l'homme sa dignité », il faut recommander aux indigents « de respecter la tranquillité publique, de ne former aucune assemblée tumultueuse et de mériter, par leur bonne conduite, les secours qui pourraient leur être donnés »¹³⁹. La *Société* proposa, pour employer les nécessiteux, l'ouverture de grands chemins et de glacis sur les rives du Rhône. Le Directoire remarqua que « ces travaux seraient au-dessus des forces physiques de la plupart des ouvriers de nos manufactures, à qui l'habitude d'un travail uniforme et peu pénible n'a pu procurer qu'une faible conformation ». Il vaudrait mieux « faire fabriquer des rubans de fil, des toiles de coton, futaines et autres articles de bas prix »¹⁴⁰. Les commissaires de la *Société*, Paganucci, Mathon-Lacour, le curé Courbon, recueillirent des dons de provenance diverse : un concert, une représentation à la Comédie, un spectacle au cirque Franconi furent prévus pour alimenter les recettes. Elle distribua du pain et du charbon surtout dans les quartiers populeux de Saint-Georges, du Gourguillon, de Saint-Vincent, de la Grand-Côte... Elle avança des fonds aux filatures de coton, de laine, de chanvre¹⁴¹. Elle surveillait ses trois ateliers de Saint-Irénée, Sainte-Croix, Saint-Paul. Garçons et filles, sous la direction des maîtres de Saint-Charles, apprenaient à lire, écrire puis filer le coton, le chanvre et la bourre de soie¹⁴².

La *Société philanthropique* ne fut pas seule à se préoccuper du paupérisme. L'*Institut de bienfaisance* secourait toujours les mères nourrices. La presse continuait d'expliquer, en vers et en prose, que la présence de l'enfant au foyer empêche le père de courir au cabaret, « dévorer la moindre gazette » et « de l'Etat supputer la dette »¹⁴³. Divers Lyonnais cherchèrent d'autres remèdes. Un plan fut conçu pour occuper deux mille ouvriers en soie. Son auteur rappelait que « Dieu a posé le travail pour sentinelle à la vertu ». La charité dégrade : « Celui qui reçoit l'aumône lorsqu'il peut gagner son pain vole l'indigent. Bientôt, il peut être entraîné à assassiner le riche. » Comme le numéraire manque, il faut lancer des actions pour créer une fabrique de soierie. « Dans une ville où beaucoup de négociants et de capitalistes jouissent des agréments de l'aisance, où tant de malheureux ouvriers gémissent dans la misère », il faut que chacun sacrifie une partie de son avoir pour la tranquillité de tous¹⁴⁴. Un mémoire proposa d'établir un Mont-de-Piété, un autre prévoyait une Caisse d'épargne pour inciter la classe indigente à économiser, et faire concourir le parvenu à la prospérité du pauvre¹⁴⁵. Ces solutions n'apportaient rien de franchement nouveau.

Les bourgeois manifestèrent la même prudence à propos des assignats. Ils exprimèrent plusieurs fois leur méfiance obstinée, en parti-

¹³⁹ A. D. R., 1L 1170, Lettres patentes du roi..., 31 août 1790. — Délib. du Direct. de Rh.-et-Loire, 19 oct. 1790.

¹⁴⁰ Délib. du Directoire du district, 29 janv. 1791.

¹⁴¹ A. D. R., 1L 1171, Compte général de la Recette et Dépense de la *Soc. Philanthropique*, 1789-1790 (20 fév. 1791).

¹⁴² A. D. R., 1L 1170, Rapports du 13 juil. 1791.

¹⁴³ *Journal de Lyon*, 7 janv., p. 15; 10 fév. 1790.

¹⁴⁴ A. D. R., 1L 1171, Plan d'établissement pour occuper dans Lyon 2 000 ouvriers en soie..., par Coirard, 20 sept. 1790.

¹⁴⁵ *Ib.*, 1L 1171, Mémoire de Vve Desbourgets, 26 mars 1790.

culier dans un long exposé transmis à l'Assemblée au nom de la Chambre de Commerce. Ils admettaient volontiers la simplification des titres de crédit et remerciaient les constituants d'avoir placé « les créanciers de l'Etat sous la sauvegarde de l'honneur et de la loyauté française ». Mais l'assignat ne leur semblait pas une monnaie à garantie suffisante; la « masse d'immeubles, de terres éloignées dispersées », se dépréciera par l'aliénation forcée, « qui ne se réalisera qu'avec lenteur ». Ce manque de confiance risque de paralyser l'organisation commerciale alimentée par les « fonds capitalistes ». En dépit d'un intérêt sans exemple, les manufacturiers découvrent difficilement les espèces destinées aux salaires ouvriers. La première émission avait été accueillie « avec empressement... », comme un moyen de revivifier le commerce et d'accélérer le paiement des créances arriérées ». Mais faire d'une reconnaissance de dette un billet de banque semble dangereux. « Jamais le papier-monnaie ne peut remplir les fonctions du numéraire effectif. » Les agioteurs profiteront de cette inflation. Elle entraînera une hausse du coût de la vie, le prix des denrées étant proportionnel à la quantité de numéraire en circulation. Il faudra relever les salaires et la concurrence avec l'étranger deviendra impossible. Les manufactures chômeront. Les commerçants émigreront. « Notre misère va naître de l'excès de notre opulence factice...; le numéraire fictif, répandu dans toutes les classes de la société, portera partout le désespoir ¹⁴⁶. »

Ce mémoire, établi par les négociants et les agents de change, Schérer, Fulchiron, Sain-Costard..., servit à la rédaction d'une adresse envoyée à l'Assemblée. Elle condamne encore plus catégoriquement l'assignat. Il ruine le crédit; les Génois, les Piémontais, les Hollandais renoncent au commerce avec Lyon. Il chasse la saine monnaie : l'argent se cache, quel que soit l'intérêt proposé. Toutes les villes manufacturières, Saint-Etienne, Saint-Chamond aussi bien que Lyon, souffrent de cette disette de numéraire réel. Les paysans refusent de livrer leur blé contre la monnaie-papier. Une nouvelle émission serait désastreuse. « Que deviendraient les manufacturiers du Beaujolais qui, déjà, ne nous apportent plus leurs toiles parce que nous n'avons plus d'écus à leur donner en paiement ¹⁴⁷ ? » En février 1790, la Chambre de Commerce s'était opposée à la création d'une Caisse d'escompte, car elle avait vu là un moyen de détourner les capitaux de sa place. « Il est bien reconnu, dit le Mémoire, que Lyon fait crédit à tout l'univers et n'en reçoit nulle part. Ce commerce exige des fonds immenses, et ceux des négociants seraient insuffisants sans le concours des capitaux que les gens opulents et la bourgeoisie placent chez les négociants ¹⁴⁸. »

Bergasse estimait que la création des assignats, motivée par la « haine philosophique contre le clergé », facilitait l'agiotage et paralysait le commerce. Dans une lettre à ses commettants, il annonce la disette de numéraire, la hausse de la main-d'œuvre, la ruine de l'industrie et exhorte ses compatriotes à se souvenir du système de Law, beaucoup

¹⁴⁶ Chambre de Commerce de Lyon : Opinion sur une nouvelle création d'assignats... (Lyon, 1790, in-8°, 16 p., coll. Godart).

¹⁴⁷ Adresse de la Ville de Lyon concernant les assignats, 26 sept. 1790 (Paris, Imp. nat., 1790, in-8°, 19 p.).

¹⁴⁸ E. PARISET, *Hist. de la Fabrique*, p. 101.

moins désastreux¹⁴⁹. A la suite d'une réunion tenue chez le baron de Batz, Bergasse attaqua, en septembre 1791, le rapport de Montesquiou consacré aux finances : les assignats favoriseront les agioteurs « et tous ces hommes à argent qui ont rendu la Révolution nécessaire par leurs rapines et qui ont si cruellement influé sur son développement par leurs intrigues » ; les assignats constituent un expédient dangereux, utilisable seulement en cas de guerre universelle. Sur ce sujet, il adressa encore un mémoire à la Convention¹⁵⁰. Delandine s'éleva aussi contre la proposition de Mirabeau qui prévoyait le remboursement de la dette exigible et le paiement des biens nationaux, en assignats. Il explicite la loi de Gresham. « Les créanciers de l'Etat se débarrasseront au plus vite de leurs assignats. Tout débiteur se verra rembourser en papier le produit de l'économie de ses frères et des travaux de sa vie. » Les fortunes seront bouleversées. L'inflation déclenchera la hausse des prix et des salaires et anéantira toute concurrence avec l'étranger. « Plus d'échanges, plus d'art, plus de commerce. Plus d'or, mais du papier, des biens à vendre et tant d'incultes, mille domaines et pas un écu pour les faire cultiver¹⁵¹. »

Ces prévisions, qui firent classer Lyon parmi les foyers d'opposition à la monnaie révolutionnaire, ne manquaient pas de clairvoyance¹⁵². Les assignats de plusieurs centaines de livres ne permettaient pas les règlements courants ; pour payer ses ouvriers, le fabricant devait subir un change onéreux en se procurant du numéraire. Pour pallier l'absence de pièces, le public utilisa les billets de péage délivrés à l'entrée des ponts volants, voire les contre-marques de théâtre... Bientôt, les négociants fondèrent une Caisse patriotique pour émettre des petites coupures¹⁵³. La Monnaie de Lyon frappa des pièces de cuivre, devançant l'Assemblée qui ne créa des billets de cinq livres qu'en mai 1791. Ces remèdes ne suffirent pas : en 1792, Milanois avouait ne pas avoir vu de billon depuis un an. La pénurie de numéraire et les plaintes qu'elle suscitait frappa Reichardt. Chaque fois qu'il payait avec les espèces rapportées de Strasbourg, il constatait la joie du vendeur. « En accaparant depuis quelques mois l'or et l'argent en vue de la guerre, le ministère a provoqué un agiotage effréné. » On proposa au visiteur de lui racheter ses thalers à un taux élevé. « L'avenir est inquiétant pour les ouvriers de fabrique, qui forment la majorité de la population. Ils pâtissent déjà parce qu'on ne les paie qu'en assignats. Les patrons, qui comptaient être payés en numéraire, apprennent que les négociants de Francfort, Hambourg, Berlin spéculent de leur côté sur ces assignats, en sorte que

¹⁴⁹ N. BERGASSE, *Protestation contre les assignats-monnaie*, in-8°, 30 p. — Lettre de M. Bergasse, député de la sénéchaussée de Lyon, à ses commettants au sujet de sa protestation contre les assignats (Lyon, 1790, in-8°, 45 p.).

¹⁵⁰ N. BERGASSE, *Observations préliminaires sur l'état des finances, publié par M. de Montesquiou* (Paris, Lallemand, 1791, in-8°, 24 p.).

¹⁵¹ A. DELANDINE, *Faut-il des assignats-monnaie ou des quittances de finance pour la liquidation de la dette publique ?* (Paris, Imp. nat., 1790, in-8°, 20 p.) ; — *Nouvelles observations sur l'émission de deux milliards d'assignats-monnaie*, in-8°, 34 p.

¹⁵² Opinion de Périsset-Duluc, député de Lyon à l'Ass. nat., sur le papier-monnaie ou papier forcé en circulation sans caisse ouverte, 2 avril 1790, 22 p.

¹⁵³ Caisse patriotique de Lyon pour faciliter par la division des assignats en mandats de six livres, le paiement de la main-d'œuvre... (Lyon, 1790, in-8°, 14 p.). — Caisse patriotique de la chapellerie.. (Lyon, Delaroche, 1791, in-4°, 8 p.).

les Lyonnais commencent à craindre de n'être payés qu'en papier. Tout le bénéfice de l'opération serait donc pour le commerce étranger ¹⁵⁴. »

Toutefois, l'inflation donna un coup de fouet à la manufacture; Couderc note en 1790 la faiblesse des fonds et le resserrement du crédit. Dans l'hiver 1791, il enregistre une reprise des affaires : « L'argent abonde...; les biens du clergé se vendent deux-tiers à trois-quarts et quelques-uns au double de leur évaluation... » L'assignat est solidement garanti par des biens dont la valeur dépasse la somme circulante. « La hausse énorme du change sur la France est due au dénigrement systématique de la Révolution française et de son gouvernement. » Même après l'importante faillite des frères Goudard, survenue en 1792, et qui gêna les maisons les plus prudentes de Lyon et les plus célèbres de Londres, Livourne et Amsterdam, Couderc apprécie l'assignat ¹⁵⁵. Quant à Mayeuvre, sans toucher à cette question précise, il souligne, dans une lettre, l'importance du crédit et cite en exemple l'originalité du système anglais. Le crédit n'attend pour renaître en France que l'obéissance aux lois. « Alors vous verrez de nouveaux chemins s'ouvrir, des canaux se creuser pour faciliter la circulation et les échanges de denrées et des ouvrages de l'art. » Il faut ranimer l'esprit public qui semble s'éteindre ¹⁵⁶... Le cas est assez rare. Les Français d'alors s'imaginaient que la puissance de la « moderne Carthage » était artificielle et fragile.

Ces débats sur la crise des subsistances, les corporations, le tarif, les assignats prenaient une place croissante dans les réflexions lyonnaises.

3. L'EQUIPEMENT REVOLUTIONNAIRE

Les questions politiques et religieuses intéressaient les cadres de la société; les débats économiques rencontraient une plus large résonance. Les revendications étaient élaborées par une minorité active qui, pour invoquer la loi du nombre, transmettait les mots d'ordre au public. Tout un travail de captation de forces, d'orientation des mouvements spontanés, de diffusion d'une idéologie nouvelle s'accomplit, par le moyen des journaux et des pamphlets ¹⁵⁷. L'élite reconnaissait l'efficacité de cette propagande. En novembre 1792, Vitet expliquait à Roland que Lyon était « tourmenté par des agitateurs prêts à entrer en insurrection ». Comme remèdes, il proposait de verser au maire Nivière-Chol des subsides pour soudoyer des hommes capables de déjouer les désorganiseurs, pour fonder une Société populaire républicaine, amie de l'ordre et opposée aux agents robespierristes. « Si l'on pouvait avoir,

¹⁵⁴ J. F. REICHARDT, *Un Prussien en France*, lettres des 13, 20 et 24 fév. 1792, p. 135, 164, 182.

¹⁵⁵ Lettres de G.-B. Couderc..., 3 août 1790, 22 fév. 1791, 25 mars, 20 mai, 16 juin 1792 (*R. H. L.*, 1907, p. 55, 59, 61, 69).

¹⁵⁶ MAYEUVRE, *Lettre de M. le procureur général syndic du départ. de Rh.-et-Loire aux munic.* (Lyon, 7 déc. 1791, in-8°, 6 p.).

¹⁵⁷ J.-L. GRANDCHAMP, *Qu'est-ce qu'un Club ou Soc. patriotique ?* Discours prononcé le 21 mars 1791, ... au Comité central des 31 clubs de Lyon (Lyon, Delaroche, 1791, in-8°, 30 p.).

avec de l'argent, un bon journaliste, un homme en état de faire, de deux jours l'un, une affiche semblable à *La Sentinelle*, les habitants seraient éclairés ¹⁵⁸. »

Au début de la Révolution, la bourgeoisie libérale se réunissait au *Cercle des Terreaux* où elle recevait les nouvelles des « Communes ». Ainsi, lors de la réunion des trois ordres, plusieurs membres, « aux fenêtres avec des mouchoirs blancs autour de leurs cannes », incitèrent « les passants à manifester leur joie » ¹⁵⁹. Ce groupement exerça une influence sur les décisions consulaires en 1789. Puis, tandis que les Feuillants se rassemblaient à la *Société du Concert*, les Jacobins organisèrent la *Société des Amis de la Constitution*. Elle ne compta qu'une quarantaine de bourgeois aisés; sans prise sérieuse sur les masses, elle s'efforça avant tout de maintenir le calme. En juillet 1789, elle désavoua les troubles dans sa publication : *Ecoutez-nous*. « En vous soulevant contre l'autorité légitime de vos magistrats, vous servez les projets sinistres des aristocrates, vos ennemis ¹⁶⁰. »

En août 1790, après l'émeute des octrois, quelques zélés patriotes fondèrent la *Société populaire des Amis de la Constitution*. Ils obtinrent la salle de jeux du Collège, où ils ouvrirent des séances publiques qui attiraient jusqu'à deux mille personnes, même des femmes, arborant la cocarde et le ruban tricolores. Elle se subdivisa en autant de clubs qu'il y avait de quartiers. Le Club central, comme on l'appela couramment, totalisa jusqu'à trois mille membres ¹⁶¹. Comme tous les organismes de ce type, il diffusa des pétitions, afficha ses motions, dénonça les contre-révolutionnaires... Apprenant par une lettre de Villeneuve-de-Berg, près de Jalès, que des « mouvements de montagnards catholiques » étaient « excités sous des prétextes religieux », le président du Club central, Fulchiron, offrit de venir au secours des libéraux ¹⁶². Une section rédigea une véritable consultation politique : elle recommande l'observation des lois garantissant la liberté. « Il faut que toutes les passions se taisent, que toutes les volontés particulières soient enchaînées et assujetties à la volonté générale. » Elle souhaite le maintien d'une force active et réprimante. « Cette autorité tutélaire, où la trouvez-vous, si ce n'est dans une monarchie héréditaire ¹⁶³ ? »

L'ancien greffier Billémoz commentait les événements : en février 1790, il défendit le nouveau régime, retraça, avec emphase, les fastes révolutionnaires et rappela que Louis XVI lui-même avait juré fidélité à la Constitution. « C'est depuis ce moment, mes chers concitoyens, que nous avons une patrie. Des gens haineux et passionnés, par intérêt ou par principes, méconnaissent les avantages de la victoire bourgeoise. Vous trouverez surtout dans Lyon de ces gens bornés qui n'ont que des vues étroites, qui discutent sans cesse des faits individuels. » D'autres, « qui ne manquent ni de justesse dans l'esprit, ni de droiture

¹⁵⁸ Lettres de Vitet à Roland, nov. 1792 (R. H. L., 1905, p. 315).

¹⁵⁹ Arch. Nat., B III, 76, p. 672, 691, 692.

¹⁶⁰ B. FROSSARD, Adresse de la Soc. des Amis de la Constitution, établie à Lyon..., au sujet de quelques brochures anti-révolutionnaires... (s. n., 1790, in-8°, 11 p.).

¹⁶¹ *Journal de la Soc. populaire*, 16 janv. 1791.

¹⁶² *Journal de la Soc. popul.*, 27 fév. 1791.

¹⁶³ Adresse aux citoyens des 31 clubs de la ville de Lyon, par les citoyens du club de la rue Neuve (Lyon, Bernard, 1791, in-8°, 4 p.).

dans les sentiments », n'éprouvent pas un amour sincère pour la liberté. Il faut les éduquer. « Le despotisme a régné par l'ignorance et la superstition. Les hommes sont comme les terres, les plus cultivées sont les meilleures. » Il faut leur montrer que la religion ne souffre aucun danger parce qu'on ne paie plus « un honteux tribut à un prêtre italien » et que la révolution coûte moins de sang que les guerres... Les méditations des philosophes, de l'abbé Raynal, d'Helvétius, de Prost de Royer... nous ont valu ces bienfaits. Il faut surtout remercier Rousseau. Notre bonheur découle du *Contrat social*, « le grand catéchisme des publicistes » ¹⁶⁴. Plébéien d'esprit et de cœur, Rousseau apparaît ainsi à la génération révolutionnaire, comme un précurseur, l'annonciateur de cette humanité sans passé dont il porte génialement en lui les can-deurs, les répulsions et les désirs.

Les clubs formaient, selon l'expression d'André Chénier, « une espèce de chaîne électrique autour de la France ». Il en existait à Bourgen-Bresse, à Trévoux, à Châtillon-sur-Chalaronne... Ils subirent les critiques de leurs adversaires : Guillon se moque du « ridicule académisme, de l'inerte et molle *Société des Amis de la Constitution* » ¹⁶⁵. Mme Roland signale à Bancal que Lanthenas y est jaloux : « Il est trop fort pour ceux qui la composent, marchands pour la plupart, peu éclairés, embarrassés du vieil homme » ¹⁶⁶. Reichardt se montre encore plus dédaigneux pour le Club central : « Le local, l'assistance composée en majorité de gens de la plus basse classe, les débats consistant en dénonciations ou en calomnies diffamatoires, tout nous a paru si repoussant, si malpropre, si écœurant que nous sommes sortis promptement » ¹⁶⁷. »

Les femmes souhaitèrent participer à cette vie civique. En août 1791, elles fondèrent un club, sous la direction de la citoyenne Sobry ¹⁶⁸. « Au nom des bonnes mœurs dont les clubs de femmes sont les fléaux, à cause de la dissipation qu'ils entraînent », le *Journal des Révolutions de Paris* les engagea « à rester chez elles et à veiller à leur ménage ». Il s'attira une verte réplique d'une Lyonnaise. Mais les plaisanteries se poursuivirent. Une déclaration burlesque des droits de la femme leur réserva la liberté de parole et l'art de déraisonner ¹⁶⁹.

Les clubs se chargeaient de rédiger et de distribuer les journaux. Le *Cercle des négociants* en recevait vingt-cinq : quatorze relevaient de l'idéologie monarchienne, huit de la tendance patriote, les autres n'avaient pas d'orientation politique. Des vendeurs circulaient dans les rues en criant : « Voilà le baume, le vrai baume contre la rage aristocratique » ¹⁷⁰. Les événements de 1789 avaient renouvelé la presse. De l'Ancien Régime, il subsistait les *Affiches de Lyon*, publiées chaque mercredi, renseignant sur les adresses médicales, les mercuriales, les

¹⁶⁴ F. BILLEMARZ, Discours prononcé, le samedi 26 fév., à la séance publ. de la Soc. pop. des Amis de la Constitution (Lyon, Cutty, s. d., in-8°, 23 p.).

¹⁶⁵ G. de MONTLEON, *Lyon tel qu'il était...*, 1807, p. 88.

¹⁶⁶ Lettre de Mme Roland à H. Bancal, 30 déc. 1790, éd. Perroud, p. 212.

¹⁶⁷ J. REICHARDT, *Un Prussien en France*, 1792, p. 147.

¹⁶⁸ Discours de Mme de ***, prononcé à Lyon le 5 mars 1790, dans une soc. de dames sur cette question de droit public : « Les femmes ont-elles le droit de concourir à la Législation d'un Empire ? » (8 p.). — Institution des citoyennes dévouées à la patrie (Lyon, Cutty, 1791, in-4°, 26 p.).

¹⁶⁹ M. WAHL, *Les premières années de la Révol.*, 1894, p. 365.

¹⁷⁰ J. F. REICHARDT, *Un Prussien en France*, 1792, p. 141.

changes, les livres nouveaux. Le seul journal véritable était celui de Mathon de la Cour, *Journal de Lyon et des provinces de la généralité*, qui paraissait depuis 1784 chez Delaroche, l'imprimeur de la ville. Pour six livres par an, on recevait deux fois par mois cette feuille dédiée « à la Patrie et aux Muses », remplie de faits et de notices, concernant l'histoire régionale, « dépôt toujours ouvert aux pièces fugitives du moment, aux annonces des découvertes nouvelles et des traits de bienfaisance et de courage qui peuvent honorer notre pays ». Dans ce programme, la politique occupait peu de place. Mathon s'attachait surtout aux questions philosophiques et littéraires. Peu à peu, il fut happé par l'actualité. Il étudia la formation des Etats généraux et prit position en faveur du souverain. En décembre 1789, il l'invita à venir s'établir à Lyon : « Assez longtemps, cette ville fut l'humble satellite de Paris; qu'à son tour, elle devienne planète principale, qu'elle annonce qu'on n'y trouvera point de famine artificielle, de manœuvres infâmes, que les réverbères n'y sont faits que pour éclairer et que son immense population n'est formée que d'hommes industrieux et d'ouvriers utiles ¹⁷¹. » En 1790, il rappelle son intention de « n'épouser aucun parti, de ne rien publier que de vrai..., d'aller au-devant de tout ce qui peut être utile ». Il ajoute : « La révolution que la France vient d'éprouver, va porter dans toutes les provinces une activité qui jusqu'à présent était trop concentrée dans la capitale. La liberté accordée aux feuilles périodiques semble leur ouvrir une carrière nouvelle ¹⁷². »

Soutenu par Rivarol, Mathon s'engagea dans la lutte politique. Son journal devint hebdomadaire en 1790, bi-hebdomadaire en 1791. « Selon l'abondance des matériaux et les circonstances du moment », il comportait huit ou seize pages. « Bulletin des lois et décrets », il diffusait les convocations d'électeurs pour tous les districts de Rhône-et-Loire. Quelquefois, on retardait l'impression pour publier les résultats électoraux. La majorité des colonnes était réservée au compte rendu des séances de l'Assemblée constituante, « accompagné de quelques notes inspirées par l'amour de la vérité et de la patrie » ¹⁷³.

Mathon de la Cour avait multiplié la parution de sa feuille pour lutter contre la concurrence du *Courier de Lyon* ou *résumé général des révolutions de la France*, d'inspiration « rolandine ». Roland et Blot le soutinrent pécuniairement et Mme Roland collabora à sa rédaction : elle décrivit la fédération de 1790 avec un enthousiasme frémissant ¹⁷⁴. La cheville ouvrière fut, du 1^{er} septembre 1789 au 27 septembre 1790, l'ami et le secrétaire de Roland, l'avocat Champagnieux. Ce Dauphinois, ancien maire de Bourgoin, disciple de Rousseau, qui avait assisté au mariage symbolique, par consentement mutuel, de Thérèse avec Jean-Jacques, s'établit à Lyon en 1785 où ses qualités d'homme d'affaires sérieux et travailleur lui donnèrent rapidement une place prépondérante. Il s'affirma partisan des idées nouvelles, assista en 1788 aux assemblées de Romans et fut élu Conseiller municipal de Lyon en novembre 1790. Son *Courier*, quoique de format toujours réduit, revêtit une allure plus

¹⁷¹ M. de la Cour, *Lettre aux rédacteurs du Journal polit. de la Révol.*, 6 déc. 1789.

¹⁷² *Journal de Lyon*, 7 janv. 1790, Avertissement.

¹⁷³ *Journal de Lyon*, 7 janv. 1790, p. 6-15; 13 janv., p. 23-31; 20 janv., p. 35-45.

¹⁷⁴ *Courier de Lyon*, 1^{er} juin 1790.

moderne. La faute d'orthographe dans le titre, l'exergue emprunté à l'*Enéide*, les rubriques vivantes et variées attiraient l'attention et certains numéros comptèrent soixante mille exemplaires. Imprimé chez Delaroche, il paraissait six fois par semaine. C'était une entreprise politique, sans but commercial. L'abonnement annuel s'élevait à vingt-sept livres et le fondateur s'engageait à verser les bénéfices éventuels à la *Société philanthropique*. « Ni la cupidité, ni l'amour-propre n'ont inspiré le projet de ce journal », disait Champagneux dans son *Avertissement*.

Il s'attacha à donner une physionomie propre à son *Courier*. Il recevait de ses amis parisiens les nouvelles officielles avec rapidité, accordait une ampleur particulière à la « régionale », c'est-à-dire aux faits intéressant Bourg, Mâcon ou Valence, suivait l'activité théâtrale, annonçant les programmes et jugeant les interprétations. Il mentionnait les réunions de société, les banquets, les discours. Il cherchait à stimuler l'économie, introduisant assez régulièrement des bulletins financiers et commerciaux, renseignant sur les changes français et étrangers, sur les prix pratiqués à la foire de Beaucaire, sur le mouvement des ports¹⁷⁵... Il ajoutait des recettes ménagères et ne manquait pas de signaler « les actions dignes d'éloge ». Au début, il s'efforça de rester impartial : il prêcha la modération quand survint la Grande Peur en Dauphiné, mais l'expliqua par l'effet d'une machination aristocratique. Puis, il commenta la tentative monarchienne de Mounier, au lendemain des journées d'octobre. Peu à peu, il embrassa l'idéal girondin¹⁷⁶.

Cette attitude lui valut des critiques acerbes. L'une des plus retentissantes, cachée sous l'anonymat, provenait de Chassaignon. Rédigé en un langage apocalyptique, sous un titre interminable, l'opuscule portait en épigraphe : « Encore un degré de civisme et la France est perdue ! » Il avait pris prétexte de deux articles du *Courier* sur les couvents pour engager la polémique. « Les Mirabeau, les Barnave, les Robespierre, les Champagneux et consorts, agités de convulsions, parlent d'ordre, de paix et de mœurs, comme Catilina parlait de patrie, Mahomet de religion, Cromwell de royauté. » Champagneux ayant prétendu que les religieuses menaient une existence vaine, Chassaignon contesta « l'utilité de ces folliculaires bénévoles qui, un aspic sur le front et la torche à la main, vivent de calomnies et d'abonnements ». Il cite le jugement de Rousseau sur ces ouvrages éphémères, « sans mérite et sans utilité, dont la lecture négligée et méprisée par les gens de lettres ne sert qu'à donner aux femmes et aux sots de la vanité sans instruction et dont le sort, après avoir brillé le matin sur la toilette, est de mourir le soir dans la garde-robe »¹⁷⁷.

Champagneux ne répondit pas. Il éprouvait une certaine lassitude : il n'avait pu publier, selon ses promesses, un supplément historique en décembre 1789, il se heurtait à des difficultés de « routage » et les abonnés se plaignaient de l'arrivée irrégulière du *Courier*. Quelques discordes surgirent entre Roland et Blot. Le 28 septembre 1790, Cham-

¹⁷⁵ *Ib.*, 5 janv. 1791, p. 27.

¹⁷⁶ *Ib.*, 8, 15 sept., 17, 20, 31 oct. 1789.

¹⁷⁷ Etrennes ou adresse à MM. les rédacteurs du *Courier de Lyon*, à tous les journalistes, feuilleistes, lecteurs, abonnés, honorables membres des clubs d'union et de paix, patriotes libres, isolés, célibataires ou mariés, démocrates, démagogues, maniaques, crisiaques, cyniques... (Autun, 1790, in-8°, 179 p.).

pagneux confia la direction à Jacques Petit, un médecin montbrisonnais, et au comédien Planterre du théâtre lyonnais. Le *Courier* défendit dès lors des thèses moins violentes en un style plus prudent. La politique accaparait toujours la moitié de ses pages. Avec une huitaine de jours de décalage, il résumait sans commentaire les travaux de l'Assemblée nationale ou s'inquiétait des troubles qui agitaient le Languedoc¹⁷⁸. Il ne craignit pas d'insérer la lettre d'un lecteur s'élevant contre l'esprit de parti qui avait faussé les élections municipales : « Toute coalition pour élire est un abus. » L'autre partie du *Courier* comprenait des articles divers, telle qu'une étude sur les calendriers ou sur l'acupuncture pratiquée par les Chinois¹⁷⁹. Il annonça, en termes flatteurs, la naissance du *Journal de la langue française*, rédigé par Domergue, qui se plaçait « à la tête de nos grammairiens ». Il parut jusqu'au 9 février 1791 et fusionna le 3 avril suivant avec le *Journal de Lyon*, animé jusqu'au 12 juillet 1792 par Mathon de la Cour.

Ces deux organes, exprimant la pensée monarchienne et les conceptions girondines, luttèrent à la fois contre la presse parisienne et les rivaux lyonnais. Les journalistes de la capitale réservaient une place aux événements provinciaux, et donnaient des nouvelles précises de Versailles¹⁸⁰. Le libraire lyonnais Duplain, établi à Paris, songea à transformer le journalisme en recourant aux moyens modernes. Deux principes pouvaient en garantir la prospérité, « la rapidité des informations et les avantages assurés aux abonnés ». Il lança, le 3 mars 1790, le *Courier extraordinaire ou le premier arrivé*. Le service fut organisé de telle façon que tous les jours les exemplaires étaient acheminés dans les grands centres par des messageries. Un cabriolet gagnait Lyon en cinquante-six heures. Là, une agence recueillait les échos et diffusait les numéros. Pour trente-six livres, les abonnés bénéficiaient d'autres privilèges : ils pouvaient expédier à Paris, gratis, un paquet ou même utiliser la voiture pour se rendre dans la capitale. Ils recevaient en prime, chaque trimestre, « deux portraits de tous les ministres, de tous les gens en place, de toutes les femmes qui se sont rendues célèbres depuis le règne de Louis XV ». Duplain espérait aussi que son correspondant lyonnais, qui jouait le rôle de commissionnaire, parviendrait à diriger un club de lecteurs. Mais des dissensions se produisirent et le fondateur, inculpé de royalisme, dut suspendre sa publication au 10 août 1792¹⁸¹.

La concurrence locale s'amorça à partir de 1790 : le *Courier de Paris et de Londres* eut son dépôt lyonnais ; le *Courier extraordinaire de Lyon* ne compta qu'un numéro, le 14 juillet 1790, le *Journal de Paris et des Provinces* le remplaça le lendemain et disparut. *L'Ami de la Liberté et des Mœurs*, qui se proposait de résumer les papiers de la veille, fut aussi éphémère. Le *Journal du département de Rhône-et-Loire* dura une semaine en novembre 1790. Les périodiques, sans publicité payante, gardaient des dimensions restreintes, ne présentaient pas toujours

¹⁷⁸ *Courier de Lyon*, 1^{er} janv. 1791, p. 4-8; 2 janv., p. 12-15; 4 janv., p. 22-24; 5 janv., p. 28-32...

¹⁷⁹ *Ib.*, 2, 4 et 5 janv. 1791, p. 9-11, 15, 17-21, 26-27...

¹⁸⁰ Le *Courier de Paris*, ou Anecdotes intéressantes, 30-31 juil., 1^{er}, 2 août 1789.

¹⁸¹ Le *Courier extraordinaire*... (3 mars 1790-11 août 1792) (Paris, Imp. Soc. Litt., 1790-1792, 10 vol., in-8°, B. N.).

d'articles de fond et diffusaient les nouvelles avec un sérieux retard. Jusqu'à « l'année de La Fayette », ils manquaient même de combativité. Mme Roland, qui pressentait le rôle de la presse, s'en indignait : « Il n'y aurait qu'un seul et puissant moyen d'influer Lyon, d'y régénérer les esprits. Ce serait d'y élever une imprimerie patriotique ¹⁸² ». Dans ce but, la *Société populaire des Amis de la Constitution* publia, deux fois par semaine, de janvier à avril 1791 son journal, avec une épigraphe tirée du *Jeune Anacharsis*, de l'abbé Barthélémy. Le rédacteur en fut le grammairien Eloï de Labrude ¹⁸³.

Le troisième grand journal fut fondé le 2 avril 1791 sous le nom de *Journal de Lyon ou Moniteur du département de Rhône-et-Loire*. Bien que Carrier en fût le propriétaire, il portait le nom de Prudhomme, frère du rédacteur des *Révolutions de Paris*. L'animateur en fut Laussel. Ex-prêtre de l'Hérault, Laussel avait dû quitter la soutane pour inconduite et s'établir à Lyon en 1789 ; il gagna Paris avec les fédérés et revint à Lyon chargé d'une mission de propagande ¹⁸⁴. En 1790, il lança des pamphlets, tels que *Les nouvelles intéressantes de Monaco et d'Antibes*. Il tenta à plusieurs reprises de créer un journal. Dans sa brochure *L'honnête criminel*, il se vante d'avoir formé en 1790 un club et d'avoir préparé « la prise de l'Arsenal, la défaite des Muscadins et l'expulsion du vieux régime ». Il ajoute : « Pour former l'esprit public, je mis sur pied des crieurs et je rédigeai un journal intitulé *Le Flambeau du Peuple*. » Il annonça un *Journal de la Société des Amis de la Constitution* ; Willermoz et Allard le désavouèrent au nom du club ¹⁸⁵. Il fut heureux, en 1791, de collaborer au *Journal de Lyon* de Prudhomme.

Ce *Moniteur*, qui parut trois fois par semaine en 1791, six fois en 1792, exerça une grande influence. Il empruntait volontiers ses devises à Rousseau, répétait l'exergue du *Contrat social*, s'intéressait aux questions économiques. Il relatait surtout les événements politiques, dénonçait les placards royalistes affichés aux Terreaux, commentait les motions des sections lyonnaises ¹⁸⁶. Ses expressions et ses jugements provoquèrent des incidents. Prudhomme se signala par des violences de langage auxquelles les autres périodiques n'avaient pas encore accoutumé les lecteurs. Labrude le qualifia de folliculaire, de libelliste, de mauvais patriote et lui reprocha « d'avoir monté son journal au ton de la calomnie pour lui donner plus de vogue » ¹⁸⁷. Néanmoins, quand Prudhomme fut condamné par le Tribunal du district, la *Société populaire* de Saint-Nizier protesta au nom de la liberté de la presse et lui envoya une députation « pour l'encourager à continuer de servir la chose publique » ¹⁸⁸.

Laussel prolongea la campagne d'excitation dans le même style : « Tendres et fidèles compagnes de nos plaisirs et de nos peines..., les

¹⁸² Lettre de Mme Roland à H. Bancal, 18 juil. 1790, éd. Perroud, II, 106-109.

¹⁸³ E. de LABRUDE, *Principes de lecture ou Nouv. bureau typographique propre à faciliter l'étude de la lecture, de la prosodie et des éléments de l'orthographe...* (*Affiches de Lyon*, 24 mars 1790).

¹⁸⁴ S. de la CHAPELLE, *Notice sur l'abbé Laussel*, procureur de la commune à la munic. de Lyon en 1793 (Lyon, Storck, 1882, 46 p.).

¹⁸⁵ *Courier de Lyon*, 4 nov. 1790.

¹⁸⁶ *Journal de Lyon ou Moniteur...*, 11 juin 1791 ; 6 fév. 1793.

¹⁸⁷ *Journal de la Soc. popul.*, 10 avril 1791.

¹⁸⁸ METZGER et VAESSEN, *Lyon en 1791*, p. 49.

cheveux épars comme des bacchantes, armées de torches funèbres et de poignards, exterminiez les réfractaires et les citoyens suspects¹⁸⁹. » Il s'en prit au Directoire du département. Celui-ci examina les « phrases incendiaires », estima que leur auteur voulait provoquer « une émotion populaire », et demanda une enquête pour déjouer les calomnies¹⁹⁰. Par une de ces complaisances dont l'esprit de parti est coutumier, beaucoup, qui désapprouvaient ces excès, s'abstinrent de les désavouer, parce qu'ils étaient tournés contre l'administration départementale. En juin 1791, le Directoire se plaignit auprès du ministre de l'Intérieur : Laussel montrait « plus d'audace et de licence » que jamais et appelait contre les administrateurs la fureur populaire. Le ministre souhaitait une punition sévère pour « en imposer à la licence des écrivains qui cherchent ainsi à égarer le peuple et à l'exciter au désordre »¹⁹¹.

Le ton ne changea point. Un jour, le « Marat de Lyon » se moquait de « la rouge trogne » et de la « large bedaine » d'un ci-devant chanoine. Un autre jour, il accusait les « calotins et les calotines » de chercher à troubler le repos public. Il raillait le manque d'enthousiasme de la bourgeoisie pour servir dans la garde nationale¹⁹². La *Gazette universelle de Paris* ayant reproduit cet article, les députés s'inquiétèrent. La plupart des numéros contenaient des expressions provocantes, souvent à l'adresse de Périsse-Duluc. « Il paraît que ces mots : Périsse mille fois, périsse le scélérat astucieux ! insérés dans un de nos précédents numéros ont fait sur vous le même effet que la manne et la casse, soit en potus, soit en clystère¹⁹³... »

Le Conseil général jugea que les propos de Laussel conduisaient « à la désobéissance à la loi, à l'aviilissement des pouvoirs constitués et la résistance à leurs actes »¹⁹⁴. Le Tribunal du district ordonna de saisir le journal, mais Carrier partit le défendre à Paris ; Lanthenas présenta Laussel au club des Jacobins « comme le seul journaliste qui arrête un peu l'aristocratie de Rhône-et-Loire ». Aidé par L'Ange, il poursuivit sa publication arborant, en 1792, tour à tour comme devises, « Liberté de la presse ou la mort », « La liberté ou la mort », « Liberté, égalité »...

Cette presse, par son ton, représentait une singulière innovation. Les royalistes empruntèrent les mêmes armes. *Le Surveillant* fut l'organe modéré d'août 1791 à août 1792. Le principal rédacteur fut Antoine Royer-Collard, celui qui s'illustra plus tard comme médecin. Il avait étudié chez les Oratoriens de Lyon où on lui avait confié, en 1781, la chaire d'humanités¹⁹⁵. La *Société du Concert* soutint le journal et bientôt Charles Caillat, Goudard, Couderc... se joignirent à Royer-Collard pour « dénoncer courageusement tous les abus, sous quelque nom, sous quelque forme qu'ils se présentent, attaquer tous les genres de despotisme, faire sentir le besoin de l'ordre et de la paix, éclairer le peuple

¹⁸⁹ *Journal de Lyon ou Moniteur*, n° 21-24.

¹⁹⁰ Arrêté du Directoire du départ. de Rh.-et-Loire, concernant le journal intitulé *Journal de Lyon*..., 25 mai 1791 (Lyon, Bruyset, 1791, in-4°, 7 p.).

¹⁹¹ A. D. R., 1L 459, Lettre du Directoire au ministre de l'Intérieur, réponse, 9 juin 1791.

¹⁹² *Journal de Lyon*, 25 et 30 juil., 1^{er} août 1791.

¹⁹³ *Ib.*, 4 et 25 nov. 1791.

¹⁹⁴ A. D. R., 1L 459; Extrait du registre des rapports du Comité de contentieux.

¹⁹⁵ J.-S. PASSERON, Mémoires d'un pauvre diable (*R. D. L.*, 1836, p. 345-392).

sur ses vrais intérêts ». Il combattit l'organisation des clubs : « La Révolution est faite. Il ne s'agit plus que de la consolider ¹⁹⁶. » Il chercha à calmer les esprits. Il souleva au contraire les colères de Laussel : « Une espèce d'aristocruche, nommé Royer, oratorien, digne pendant de l'abbé Royou, après s'être distingué dans les farces convulsionnaires, a voulu aussi se distinguer dans les farces contre-révolutionnaires qui ne sont pas exemptes de convulsions... » Laussel voyait en « Royer-Royou et sa clique ministérielle », les « dignes suppôts de l'aristocratie » ¹⁹⁷. Après avoir remanié sa rédaction, *Le Surveillant* se dévoua à la cause royale. Il rédigea une adresse à Louis XVI au lendemain de la manifestation du 20 juin : « Des larmes de rage ont brûlé nos paupières à l'horrible nouvelle des attentats dont notre douleur autant que notre respect pour Votre Majesté nous défend de lui retracer l'affreuse image... Nous adorons notre roi, tout notre sang est à lui. Nous l'avons juré. Qu'il dise un mot et nous exécutons nos serments ¹⁹⁸. » Cette profession de foi souleva des critiques ¹⁹⁹.

Le Conseil de la commune bannit alors tous les journaux affichant des « principes inconstitutionnels », tels que *l'Ami du Roi*, le *Rocambole des journaux*, le *Journal de Barruel*... et bien entendu *Le Surveillant*. Il en prohiba la lecture dans les lieux publics et s'opposa à leur diffusion par voie postale. L'administration départementale de l'Ain prit la même décision ²⁰⁰. « Qu'on ne vienne pas nous dire, s'écria Pressavin, que la liberté de la presse, que la liberté des opinions consacrées dans la charte constitutionnelle nous interdisent la faculté de soustraire les poisons que nos ennemis répandent dans la société. » *Le Surveillant* disparut le 7 août et le *Journal de Lyon* désapprouva « cette mesure attentatoire à la liberté » ²⁰¹. Ainsi le développement de la presse posait de nouveaux problèmes.

Jusqu'alors, on préférait polémiquer par pamphlets. Plus longs, plus proches de la forme traditionnelle du livre, voire du conte, certains traitaient des questions politiques avec pondération : Servan s'efforça de gagner à la cause révolutionnaire ses adversaires les plus acharnés ²⁰². Une brochure anonyme lui emprunta le même style pour réclamer la dissolution de la Constituante, ce qui entraîna deux autres répliques ²⁰³. Le Directoire du département protesta contre les principes exposés dans un imprimé intitulé *Opinion de M. Imbert de Montbrison. Nécessité d'un changement de législature* ²⁰⁴. Le plus souvent, ces libelles, distribués aux portes des cafés et des églises, exprimaient des vues contre-révolutionnaires : *Massacre des catholiques*, *La France sauvée ou la plus exé-*

¹⁹⁶ *Le Surveillant*, 17 sept. 1791.

¹⁹⁷ *Journal de Lyon*, oct. 1791, 2 déc. 1791.

¹⁹⁸ A. N., F1C III, Rhône 6, 2 juil. 1792. — *Surveillant*, 5 juil. 1792.

¹⁹⁹ *Journal de Lyon*, 6 juil. 1792.

²⁰⁰ Cons. de la commune, 5 août 1792 (Lyon, Leroy, 1792, f°). — A. D. Ain, Administration du département, 24 août 1792.

²⁰¹ *Journal de Lyon*, 8 août 1792.

²⁰² J. SERVAN, *Adresse aux Amis de la Paix* (Grenoble, 1789, in-8°, 68 p.). — *Courier de Lyon*, 17 oct. 1789.

²⁰³ Observations sur le supplément de l'*Adresse aux amis de la paix* (Lyon, 1790, in-8°, 16 p.). — J.-B. PRESSAVIN, *Adresse aux ennemis de la paix pour servir de réponse au Supplément de l'Adresse...* (Lyon, 1790, in-8°, 30 p.).

²⁰⁴ A. D. R., 1L 459, Extrait du registre des délib. du Directoire du départ. de Rh.-et-Loire, 10 juin 1791.

crable conjuration dévoilée, la *Romance des Montagnards*, l'*Adresse aux vrais patriotes*... Hostiles aux clubs, ils cherchaient à réveiller les passions religieuses en présentant la Révolution comme l'effet d'une machination calviniste. « Ces prétendus amis du peuple vous vendent aux protestants qui veulent à tout prix renverser notre religion pour faire dominer la leur ²⁰⁵. » Le *Courier de Lyon* mit en garde contre cette propagande ²⁰⁶.

La littérature militante affecta aussi une forme humoristique, voire grossière. Une parodie du mandement archiepiscopal circula en 1789 : « Nous, par la grâce de Dieu, gens du tiers, nous ne sommes rien parce que nous n'avons jamais usurpé ni titres, ni droits, et nous sommes tout, parce qu'on nous a laissé le privilège exclusif de supporter les charges de l'Etat. » Et l'auteur dénonce, en citant Grégoire de Tours, la richesse des prélats ²⁰⁷. Un autre décrit le paradis en déroute : le pape, cédant aux sollicitations de Maury, a excommunié le Père éternel ! Désormais, Lucifer règne en prince débonnaire et inflige des pénitences appropriées aux fautes : les maltôtiers sont condamnés à manger de la castaigne, les abbés poupins et débauchés sont soumis à la continence, les marâtres sont tenues d'allaiter, au risque de prendre un teint de safran... Quant au royaume des justes, il offre une vie de sybarite et le folliculaire ne se prive pas d'accumuler les touches licencieuses ²⁰⁸.

Certains factums défendent un principe politique. Ainsi l'un d'eux, pour prouver l'excellence de l'élection, énumère les cas de célèbres parvenus, en particulier celui de la tsarine Catherine II ²⁰⁹. La plupart abordent les problèmes économiques : on évoque la crise des subsistances et la cherté du pain bis ; le boulanger reproche au farinier de mettre des pesettes dans ses « moulins à mécanique », et le meunier se plaint de la municipalité qui contrôle tout ²¹⁰. On fait discuter Arlequin, boucher, et Polichinelle, cabaretier, sur le régime des octrois, en un style familier émaillé de mots déformés ²¹¹. Selon le même procédé, le même auteur, vraisemblablement, rapporte les doléances de Jacques Filoutin, receveur des aides, et de Thomas Friponneau, commis aux dits aides. Tous deux, alarmés de la suppression des octrois, font leurs confidences sur leur situation personnelle ²¹². Ces récits n'apportaient guère d'idées. Il en était de même des pamphlets rédigés en patois ²¹³. Quelques-uns, affectant la forme du conte oriental, s'adressaient à des lecteurs plus cultivés. Dans le cadre de Tauris, seconde ville de Perse, agitée de

²⁰⁵ Avis d'un vrai patriote (Lyon, 1790, in-4°, 4 p.).

²⁰⁶ *Courier de Lyon*, 16 nov. 1790.

²⁰⁷ Mandement du tiers état à ses députés aux Etats Généraux, pour servir de correctif au Mandement de l'archevêque de Lyon, in-8°, 31 p.

²⁰⁸ B***, Gr. nouvelle pour les âmes timorées. Nouvelle importante pour tous les humains (Zilcadé, 1791, 6 p.).

²⁰⁹ L'Aristocrate rimailleur ou l'Envie aux doigts crochus (s. l. n. d., 4 p.).

²¹⁰ Dialogue entre un Boulanger, un Farinier et un Meunier (s. l. n. d., in-8°, 8 p.).

²¹¹ Dialogue entre Arlequin, boucher, et Polichinelle, cabaretier tous deux de la Ville de Lyon (s. l. n. d., 8 p.).

²¹² Dialogue entre sieur J. Filoutin, receveur des aides... et le sieur Th. Friponneau, commis auxdits aides (s. l. n. d., 8 p.). — Lanterne magique ou Tableau parlant des brigandages qui se commettaient dans la Ferme des Aides de Lyon... (s. l. n. d., in-8°, 4 p.).

²¹³ Les électeurs ignorants, dialogue entre M. de l'Aunage, marchand fabricant et le sieur Satinard, maître ouvrier en soie (Lyon, 1790, in-8°, 24 p.).

grands orages, des satrapes et des bonzes discutent les réformes. L'un d'eux, en reconnaissant la valeur de la victoire bourgeoise, se demande si les mesures prises sont bien appropriées à la localité ²¹⁴... Le Conseil général de Rhône-et-Loire interdit la circulation des écrits séditieux dans les campagnes ²¹⁵.

Les auteurs de littérature galante se laissèrent entraîner eux aussi par les événements. Vasselier prononça, en avril 1789, un discours sur *l'Etude de l'histoire que les circonstances rendent plus importantes* et composa une pièce sur les *Inquiétudes des Muses françaises au milieu des troubles politiques*. Dans une *Epître* en 1790, il exprime son espérance en voyant le directeur de l'Académie, Savy, présider aux destinées de la ville et lui donne des conseils de prudence : « Fuyez un emporté... qui veut sur le moment abattre et reconstruire... C'est le temps seul qui peut détruire des abus formés par le temps... Qui sait se modérer marche vers la sagesse. » Il glisse une louange au commerce lyonnais et termine en félicitant le maire ²¹⁶.

Un disciple « zélé des accords de Rousseau » adressa en 1790 à la municipalité une épître comprenant près de cent strophes acrostiches sur le mot liberté. Il retrace l'histoire de la France depuis Louis XIV, cite Montesquieu, Voltaire et les Anciens, fait le procès des nobles orgueilleux, des agioteurs, des despotes, des superbes prélats... Il exalte Lyon, « émule de Paris », Louis XVI, « prince clément », « roi-citoyen », « père des Français », « La Fayette, bouclier de la patrie » ²¹⁷. Le *Journal de Lyon* publiait toujours des échantillons de littérature mièvre : la comtesse de Beauharnais chante « les charmes du cloître », à la veille des mesures contre le clergé régulier ! Une fable, imitée de l'Allemand, évoque « l'enfant sensible et le pauvre vieillard »... Parfois, un poème célèbre un acte civique avec toute la rhétorique traditionnelle et les allusions mythologiques ²¹⁸.

Bien qu'il s'en défende dans son avertissement, Grimod de la Reynière céda à l'influence des circonstances en plaçant, dans un recueil de poésies, un essai sur les « gens du monde ». Adoptant une manière proche de celle de La Bruyère, il peint les grands, « libertins sans désir, débauchés sans remords, crapuleux sans honte », qui méprisent même la religion, « ce premier besoin de l'homme vertueux, ce lien sacré des mortels, ce modérateur puissant et nécessaire de la société ». Entraîné significatif. Les autres pièces ne présentent aucun rapport avec l'actualité et demeurent dans la ligne aimable de cet épicurien du XVIII^e siècle ²¹⁹.

²¹⁴ Le café de Tauris (s. l., 1790, in-8°, 14 p.).

²¹⁵ Arrêté du Cons. général de Rh.-et-Loire concernant les écrits séditieux, 30 juin 1791 (Lyon, Bruyset, coll. Godart).

²¹⁶ J. VASSELIER, *Epître à mes concitoyens...*, 4 mai 1790 (s. n., in-8°, 4 p.).

²¹⁷ BRISSAC, *La liberté. Ode aux Français* (Lyon, Barret, 1790, in-8°, 37 p.).

²¹⁸ *Journal de Lyon*, 7 janv., p. 5; 13 janv., p. 16; 20 janv. 1790, p. 33-34.

²¹⁹ G. de la REYNIÈRE, *Moins que rien...* Des gens du monde, p. 62; Mon abjuration... p. 39.

4. LES MANIFESTATIONS COLLECTIVES

Peu à peu, l'action submergeait la pensée. L'activité théâtrale en fut altérée. Jusqu'alors, elle cherchait à procurer une récréation aux gens distingués. La Révolution en fit un instrument politique. Les écrivains classiques de tempérament, comme Grimod de la Reynière, le déplorent. Un délassement devenait le prétexte à réactions frénétiques, huées indécentes, conspuations grossières... Selon ce critique, la faute incombait aux succès faciles de l'opéra-comique. Pour plaire au public, les directeurs, « capitalistes ignorants », avaient délaissé la tragédie et la comédie pour les ritournelles, les entrechats, les insipides ariettes. « Le théâtre n'est plus aujourd'hui, écrit Grimod en 1793, et surtout dans les villes de commerce, qu'un rendez-vous d'affaires, de plaisirs ou de société. » La salle est bruyante, les femmes y vont moins pour voir que pour être vues, la comédie joue le rôle de bourse. Ce qui occupe le moins, c'est la scène. Ainsi, la Révolution aurait consommé l'anéantissement de l'art dramatique ²²⁰.

Les événements ne ralentirent pas la fréquentation théâtrale. La haute bourgeoisie allait régulièrement au spectacle pour marquer la fin de la journée. La vie de société se prolongeait : les notables se réunissaient à tour de rôle, dans les plus opulentes maisons, chez Coudere ou chez son compatriote le Suisse Scherer. Là, chaque soir, on jouait, on discutait, on offrait un lunch... La mode, toutefois, affectait une extrême simplicité : on portait des fracs et la toilette féminine s'uniformisait. On ne revêtait une somptueuse parure que pour se rendre au théâtre... Marsollier des Vivetières continuait à donner des représentations dans sa propriété de Brignais ²²¹.

Les salles publiques répondaient à cet engouement. La principale « est grande, bien distribuée, dit un voyageur. Les loges sont fort commodées » ²²². « Le théâtre de Lyon est bien supérieur à celui de Genève. Nous y sommes allés tous les jours et nous avons chaque fois trouvé la salle comble ²²³. » De jeunes enfants jouaient la comédie rue Royale. Les religieuses Annonciades dispersées, leur église fut convertie en un théâtre, qui conserva le nom de Bleues-Célestes, exploité par de jeunes amateurs ²²⁴. L'affluence des curieux devint telle que l'on construisit, sur le terrain des ci-devant Célestins, un nouvel édifice, qui fut ouvert au printemps 1792. Des spectacles furent montés dans les églises Saint-Côme et Saint-Charles et, le 14 juillet, les « Comédiens français comiques et lyriques » inaugurèrent leur bâtiment proche du pont Morand ²²⁵.

²²⁰ G. de la REYNIÈRE, *Considérations sur l'art dramatique* (Moins que rien, 1793, p. 11-24).

²²¹ J. F. REICHARDT, *Un Prussien en France...* Lettres des 15 et 26 fév. 1792, p. 148.

²²² LE MARCHANT, *Voyage à Marseille et à Toulon* (Paris, Gattey, s. d., in-12, 186 p.).

²²³ G. de HALEM, *Paris en 1790*, p. 170.

²²⁴ P. SAINT-OLIVE, *Mélanges hist.*, 1864, p. 108-109.

²²⁵ *Journal de Lyon...*, 14 juil. 1792; — Corps munic., 10 mars, 17 août, 19 et 20 oct. 1792, III, p. 88, 258.

Le Consulat surveillait l'organisation des séances. Il avait confié le Grand Théâtre à Jean-Baptiste Fages. Il fixa les mesures de police générale et interdit au directeur de s'absenter, sans se faire suppléer par un régisseur²²⁶. La direction se heurta à de multiples difficultés. Le public se plaignit en 1790 « de ce que des indispositions subitement annoncées occasionnaient des interruptions et des changements de spectacle, le privaient des grands opéras, des ballets et des nouvelles pièces déjà jouées ». Fages, tout en louant le zèle du plus grand nombre de ses pensionnaires, signala la mauvaise volonté d'un ou deux acteurs, alléguant les malaises des danseuses qui l'empêchaient « de donner les pièces qui étaient du goût du public ». Un règlement fut élaboré, obligeant les artistes à jouer au moins cinq fois par semaine et à interpréter tous les quinze jours une œuvre nouvelle. Il prévoyait un système de primes et de retenue sur les appointements pour entretenir l'émulation²²⁷. Ainsi, deux ballerines furent déçues de toute indemnité, pendant leur maladie, survenue au lendemain de la représentation de l'opéra de *Didon*, pour avoir négligé diverses formalités²²⁸.

C'était surtout l'aspect financier qui préoccupait la municipalité. Pour « maintenir le bon ordre, éviter les frais et assurer le paiement des acteurs », il fut décidé, à la requête de Fages, que la gestion serait assurée par deux notaires²²⁹. Le Conseil municipal révoqua les anciennes entrées gratuites, interdit à Fages d'annoncer relâche sans permission, de choisir des pièces blessant la religion, les lois, les mœurs, défendit au public de jeter des papiers sur la scène pour les faire lire²³⁰... Le directeur ne parvenait toujours pas à acquitter le montant de son bail. Aussi, ne fut-il point dédommagé de l'interruption des spectacles, du 26 juillet au 17 août 1790, « temps pendant lequel le drapeau rouge a été déployé en cette ville », à la suite de l'émeute des octrois²³¹. Quand il voulut monter *La Bataille de Clostercamp ou la Mort du chevalier d'Assas*, il demanda au commandant de lui fournir des soldats, le maire Vitet l'interdit. « Les troupes de ligne ne sont point faites pour jouer le rôle d'histrions sur nos théâtres, mais pour repousser l'ennemi, le vaincre ou mourir. » Ce qui provoqua une lettre de protestation signée de trente-sept artistes²³².

Le répertoire resta d'abord ce qu'il était dans les dernières années de l'Ancien Régime. En dehors des concerts spirituels, il comprenait surtout des œuvres faciles²³³. La saison 1789 s'ouvrit par un divertissement en vers, mêlé de chants et de danses avec les acteurs Darboville,

²²⁶ A. M. L., BB 348, f° 211, Enregistrement du brevet, 10 avril 1789.

²²⁷ Règlement relatif aux spectacles de la ville de Lyon (Lyon, 1790, in-4°, 4 p.).

²²⁸ Observations sommaires présentées au public par les pensionnaires du théâtre (s. n., 1790, in-4°, 7 p.).

²²⁹ Délib. des 15 avril, 22 et 28 mai 1790 (Corps munic., II, p. 7 et 8).

²³⁰ Ordonnance provisoire de MM. les maires et offic. munic. de la ville de Lyon, pour la police des spectacles (Lyon, Delaroche, 1791, in-4°, 6 p.).

²³¹ Corps munic., 27 nov. 1790; 3 fév., 26 août 1791.

²³² Lettre des comédiens du théâtre de Lyon à M. le maire (11 oct. 1791, in-8°, 4 p.).

²³³ Concert spirituel du 11 mars 1789, avec les violonistes Aldey et Vauthy (M. de Voleine, R. D. L., 1883, V, p. 116).

Lamanière... et les danseurs Favier²³⁴. On créa *Lucie*, de l'officier Revéroni²³⁵. En décembre 1789, on donna une fête en l'honneur de Grétry, qui fut accueilli dans le foyer par le chevalier Aude, l'auteur de *Cadet Rousselle* et de *Madame Angot*²³⁶.

La saison 1790 est connue par les témoignages de l'Allemand Halem et du Russe Karamzine. Le premier assista aux représentations de *Tartufe*, bien interprété, de l'*Aveugle clairvoyant*, comédie de Legrand, de la *Dot*, opéra-comique de Dalayrac... Le *Pygmalion* de Rousseau l'amusa. « A la lecture, l'imagination s'émeut. On voit une statue réelle, une Vénus de Médicis, revêtue toutefois d'une mince draperie. » Mais sur la scène, lorsque tomba le voile qui couvrait Galathée, « on aperçut une jeune fille habillée, fardée, aux cheveux frisés... ». Après sa prière, découragé, abattu, le sculpteur « vit remuer les yeux, il vit le coloris — nous autres l'avions vu depuis longtemps »; la danseuse descendit du piédestal : « On suivait pas en pas la petite créature et... l'on envoyait Pygmalion qui la recevait dans ses bras, pendant que se baissait la toile²³⁷. » Il ne s'agit pas, en effet, d'un opéra, mais d'un monologue où la pantomime tient une large place. Entre les paroles du sculpteur, les scènes muettes permettent, par la musique d'Horace Coignet, d'exprimer les états d'âme.

Par contre, Halem apprécia l'opéra de *Raoul Barbe-Bleue*, bien conduit et magnifiquement monté. « La musique est peut-être la meilleure qu'ait composée Grétry. » Halem fut séduit par la puissance émotive de l'orchestre et par le talent des artistes, qui jouent « fort mal la tragédie, médiocrement la comédie, mais supérieurement l'opéra-comique ». L'attitude des auditeurs le surprit : ils ne s'abandonnent ni à l'illusion, ni à l'émotion. « Leur plaisir consiste à étudier si les coups de théâtre sont heureusement amenés et si les gestes des acteurs ne blessent pas la bienséance conventionnelle. » Le public, épris de technique, jugeait, analysait... Il n'était cependant pas incapable d'enthousiasme et manifestait ses préférences. Le parterre réclama, « à grand fracas », une actrice marseillaise, Lacombe, dans *Sémiramis*. Le directeur dut céder et lui confier ce rôle²³⁸.

En mars 1790, Karamzine et quelques étrangers se retrouvèrent au théâtre. « Les loges, le parquet, le paradis, tout était encombré de monde... Tout était bruyant comme une ruche d'abeilles. » Ces rumeurs se prolongèrent pendant la représentation des *Plaideurs*. Karamzine en fut choqué. C'était le danseur Vestris qui avait fait accourir la foule. A la fin du ballet, les applaudissements couvrirent la musique. « Dans l'attitude d'un amant passionné, dont le cœur, en de langoureux soupirs, se confond avec le cœur de celle qu'il aime, Vestris disparut... » Quand il recommença son ballet, « derechef les acclamations saluèrent chaque mouvement de ses jambes ». En présence d'un tel succès, il promit de prolonger son séjour. « L'enthousiasme était si grand qu'en cet instant, les Français, avec leur légèreté, auraient été capables de proclamer

²³⁴ Tribut des Arts à la Ville de Lyon, divertissement en un acte, en vers, mêlé de chants et de danses. Représenté le 20 avril 1789, par M. le chevalier Aude.

²³⁵ *Lucie ou le système d'Amour*, par M. R. (Lyon, 1791, in-8°, 40 p.).

²³⁶ Lettre de G. de la REYNIÈRE, 26 août 1793 (R. D. L., 1856, XII, p. 250).

²³⁷ G. de HALEM, *Paris en 1790*, p. 175.

²³⁸ G. de HALEM, *op. cit.*, p. 170-172.

Vestris leur dictateur ²³⁹. » Champagneux fut aussi conquis : « Légèreté, grâce, expression, ensemble, aplomb », voilà ce qu'il admirait « dans ce favori de Terpsichore » ²⁴⁰.

Le lendemain, l'écrivain russe assista à une représentation du *Devin du village*, de Rousseau. Il entendit, « avec le plus vif plaisir, la musique de ce bel opéra ». Vestris dansa et les applaudissements et « les mêmes grimaces d'humilité » recommencèrent. Dans la rue, on l'interpellait. Cette exubérance méridionale, contrastant avec des signes habituels de réserve, ne laissait pas de surprendre l'étranger ²⁴¹. Les mêmes tendances persistèrent en 1791 et 1792 : on donna et on publia à Lyon une tragédie lyrique de Lebœuf, *Renaud*, mise en musique par Sacchini. Grimod déplora le départ pour Marseille de l'ainée des Sainval qui incarnait, avec « un génie inimitable », Mérope, Phèdre et Cléopâtre. Macors composa une comédie mêlée de chants, *L'époux fidèle à l'épreuve ou le Triomphe de la Constance*. En 1792, les Comédiens italiens représentèrent, pour la première fois, la comédie héroïque de Méhul, mêlée d'ariettes, *Stratonice* ²⁴².

L'attention du public commençait à être attirée ailleurs. « Leur âme, note Halem en parlant des Lyonnais, est pleine de ce qui tient à la Révolution... La poste venait d'arriver, les lettres s'ouvraient, se déplaient avec bruit. » Le théâtre devenait un lieu de réunion et une école de civisme. En janvier 1790, le comédien Planterre monta une pièce patriotique, *Les Étrennes de la liberté*. On y voit un groupe de villageois se rendant à une fête à laquelle les a conviés leur seigneur. Ils lui présentent de l'argent et des objets précieux, en le priant d'en faire don, de leur part, à la Nation. Le seigneur fait mine de refuser, alléguant que la charge de ce présent n'incombe qu'à lui seul. Un combat de générosité s'élève et bientôt le suzerain déclare qu'il renonce à tous ses privilèges. Le curé, survenant sur ces entrefaites, s'associe à l'allégresse générale. Le ciel s'ouvre : un ange annonce la félicité universelle, sous le sceptre paternel de Louis XVI, dont le buste, surgissant à son tour, est couronné de fleurs. On célèbre, en la personne du roi, le restaurateur de la Liberté et l'idylle se termine par des danses ²⁴³. Elle plut. « Quel bonheur pour les Français, disait un journaliste, si nobles, prêtres et plébéiens pensaient et agissaient comme les personnages de M. Planterre ²⁴⁴ ! »

Quelques mois plus tard, au lendemain de la Fête de la Fédération, le théâtre représenta un opéra-ballet, le *Camp de Salente*, composé par Guigoud pour les paroles, Pierre Lamanière pour la musique. Il contenait nombre d'allusions, fort applaudies, à la cérémonie de la veille. Parmi les assistants, trois dames arboraient des baudriers aux couleurs nationales, et « le public leur témoigna par ses bravos combien il avait de plaisir à voir cette parure » ²⁴⁵. Il ne se borna pas à ces manifestations discrètes. Comme il l'avait vu faire par les officiers et les soldats

²³⁹ N. KARAMZINE, *Voyage en France*, 7 mars 1790, p. 32-39.

²⁴⁰ *Courier de Lyon*, 6 mars 1790.

²⁴¹ M. KARAMZINE, *op. cit.*, 8 mars 1790, p. 43.

²⁴² *Courier de Lyon*, 2 janv. 1791, p. 11; 5 janv. 1791, p. 25-26.

²⁴³ PLANTERRE, *Les étrennes de la Liberté*, fête patriotique représentée pour la première fois sur le Théâtre de Lyon, le 1^{er} janv. 1790 (Lyon, 1790, 22 p.).

²⁴⁴ *Courier de Lyon*, 3 janv. 1790.

²⁴⁵ *Ib.*, 2 juin 1790.

qui brandissaient leurs chapeaux à la pointe de leurs épées et de leurs baïonnettes, en acclamant la Constitution, il exigea que les acteurs reproduisent ce geste qui rappelait l'affranchissement des esclaves romains. Les spectatrices elles-mêmes élevèrent leurs éventails coiffés de leurs chapeaux à bout de bras. Démonstration qui attestait que « l'hydre de l'aristocratie venait d'être terrassée, que la liberté rentrait dans la plénitude de ses droits, par l'union que venaient de se jurer ses plus zélés défenseurs » ²⁴⁶.

A la fin du mois de juin, le public accorda sa sympathie à deux dames des Halles de Paris, qui se rendaient en députation à Turin, auprès du comte d'Artois, pour l'inviter, ainsi que les émigrés, à rentrer en France. L'une d'elles avait pris une part active aux grandes journées de 1789, à la prise de la Bastille et à l'invasion du palais de Versailles, ce qui lui avait valu le surnom de Reine de Hongrie. On remarqua cependant qu'elles étaient attentives à provoquer les acclamations en faveur du prince, chaque fois que le spectacle paraissait contenir quelques allusions à sa personne ²⁴⁷. Pour le premier anniversaire du 14 juillet, on joua la *Rosière de Salency*, un opéra pastoral de Philidor comprenant quelques couplets de circonstance, intercalés par Capinaud, un poète du cru. Ses vers assez plats témoignent des mêmes sentiments que ceux de Planterre. A l'un des personnages, mal instruit des usages nouveaux et qui s'obstine à le désigner par son titre, le châtelain explique la suppression de ces distinctions. Le roi, en restaurant la liberté, a rendu tous les hommes égaux. Mme Darboville, qui célébrait le bon monarque, connut un grand succès. Toutefois, le seigneur, s'adressant à ses villageois, leur promit que tout irait bien s'ils ne précipitaient rien. Phrase, reprise par le chœur, grosse de sous-entendus ²⁴⁸.

On revint, en effet, vite des rêves... En septembre 1790, le théâtre des Terreaux représenta, pour la première fois, une comédie mêlée de chants, le *District du village*. Les professions de foi patriotique ne parvinrent plus à émouvoir. « Cette pièce aurait pu avoir un air de nouveauté, il y a six mois : elle ne présente aujourd'hui qu'un bien faible intérêt, et le curé, le seigneur, les docteurs de village n'y prononcent que des mots fort ordinaires. » L'auditoire ne sortit de sa torpeur que pour s'égayer de la déclaration d'une femme qui se plaint que la Constitution lui enlève son mari, comme dans la *Lysistrata* d'Aristophane. « Le jour, ils sont au district, la nuit en patrouille, et quand ils reviennent près de nous, on n'en peut pas tirer deux mots ²⁴⁹. »

Après ces symptômes de désenchantement, l'écho des passions, qui agitaient la rue, se répercuta dans l'enceinte du théâtre. En novembre, l'ariette fameuse de Blondel, dans *Richard Cœur de Lion*, déclencha le désordre : les uns réclamèrent avec insistance la reprise du passage, les autres sifflèrent avec fureur ²⁵⁰. Les Feuillants, fidèles des salons des Couderc, des Milanois, des Scherer, les élégantes occupaient les loges et les premières galeries. Les bouquets volèrent sur le plateau, les officiers du régiment allemand La Marck et ceux du régiment suisse de Sonnen-

²⁴⁶ *Ib.*, 18 juin 1790.

²⁴⁷ A. SALLES, *Les débuts de la Révol. à Lyon (1790-1792)*, vus du théâtre (Lyon, Camus, 1927, in-8°, 15 p.), p. 4.

²⁴⁸ *Courier de Lyon*, 16 juil. 1790.

²⁴⁹ *Ib.*, 18 sept. 1790.

²⁵⁰ *Ib.*, 12 nov. 1790.

berg firent recommencer le chanteur et forcèrent les clubistes à se taire²⁵¹. Les auditeurs, parfois menés par quelques contre-révolutionnaires, soulignaient toute allusion politique : quand on représenta *Charles IX*, la tragédie de Chénier, « chaque mot qui se rapportait à la situation actuelle de la France fut accueilli par les applaudissements »²⁵².

Les pièces qui prêchaient la concorde firent place pendant la saison 1791 à des œuvres plus âpres, plus agressives même. Certaines raillent des traits de mœurs. *Nicodème dans la lune ou la Révolution pacifique*, de Beffroy de Reigny, met en scène un jeune paysan, « qui n'est pas un niais, mais plutôt une espèce de philosophe, plein de franchise et de gaieté » ; il persifle les abus et fronde « les ridicules avec une naïveté semillante ». Le public s'y porta en foule²⁵³. La comédie *Les portefeuilles* dirige ses coups contre les agioteurs. Elle présente un spéculateur et un voleur qui avouent la parenté de leur conduite. « Les gens de l'amphithéâtre et des premières loges s'associèrent à cette manifestation, mais d'un air un peu contraint, et leurs mines s'allongèrent²⁵⁴. »

L'antagonisme entre l'élément populaire et la bourgeoisie éclatait lorsque le spectacle donnait prétexte à des professions de foi politique d'un caractère plus direct. Les royalistes ne se lassaient jamais de l'œuvre de Charles Collé, charmante d'esprit, de naturel et de naïveté, *La Partie de Chasse de Henri IV*. En août 1791, on y ajouta des couplets dirigés contre « les chiens d'ligueux », c'est-à-dire les clubistes. Le schisme provoqué par la fuite de Varennes, dans les rangs des patriotes, se marqua au théâtre. Constitutionnels et rolandins s'affrontèrent. Des tumultes survinrent en septembre 1791. Carrier protesta avec véhémence, dans le *Journal de Lyon*, contre ces démonstrations, enveloppant dans la même réprobation et les manifestants et les ouvrages qu'il proposait d'éliminer du répertoire. Il se réjouit de ce que, dans la composition du programme d'une fête gratuite, la direction n'ait pas accédé aux désirs des monarchiens, « qui auraient voulu voir Henri IV sur la scène », et se soit efforcée de plaire au peuple, « insensible à la bienfaisance d'un roi qui promit la poule au pot et laissa à ses successeurs le soin de la plumer », en offrant *Guillaume Tell*, la tragédie de Lemierre, de valeur médiocre, mais qui faisait « retentir dans les âmes les accents de la liberté ». Cette soirée fut « une des plus brillantes, depuis que le théâtre a été construit... Pas de grands jabots, ni d'élégantes fardées ! Pour cette fois, les premières loges ont présenté le riant tableau de la simple nature »²⁵⁵. Il s'indigna, en revanche, quelques jours plus tard, de ce que « l'on ait exigé, et avec quel acharnement ! que l'acteur répâtât : *O Richard, ô mon roi...* », et de ce que le maire Palerne de Savy, occupant sa loge sur la scène, tolère qu'une « jeunesse inconséquente trouble l'ordre du spectacle »²⁵⁶.

En janvier 1792, des injures entre aristocrates et Girondins furent échangées. Des rixes s'amorcèrent, la garde nationale évacua le parterre et arrêta trois jeunes turbulents. Ils furent acquittés. « Il n'est pas surprenant, écrit Carrier, qu'un tribunal gangrené d'aristocratie et

²⁵¹ G. de HALEM, *Paris en 1790*, p. 165.

²⁵² N. KARAMZINE, *Voyage en France*, 1790, p. 55-57.

²⁵³ *Journal de Lyon*, 17 sept. 1791.

²⁵⁴ *Ib.*, 21 oct. 1791.

²⁵⁵ *Ib.*, 28 sept. 1791.

²⁵⁶ *Ib.*, 19 oct. 1791.

d'iniquité, et qui a levé le masque depuis longtemps, ait osé casser un jugement juste au fond ²⁵⁷. » Peu après, arrivait à Lyon, Reichardt, directeur de l'Opéra de Berlin. De façon primesautière, avec une vision aiguë des réalités, il consigna ses impressions. Il signale, par exemple, que le public se laisse distraire par d'innocentes facéties, telle que la prononciation d'un acteur étranger dans les *Suisses de Châteauneuf*, une pièce insignifiante de Dorvigny. Il vit les deux groupes aux prises à propos de *Richard Cœur de Lion* : tandis que le « populaire » réclame le *Ça ira*, les spectateurs des loges acclament le roi. Ces « aristocrates sont des patriotes modérés, ou des gens qui, sans se soucier beaucoup de la Constitution, ne demandent que l'ordre et la tranquillité nécessaires à leur négoce » ²⁵⁸.

Il assista, le 12 février, à la représentation, impatiemment attendue, du *Club des bonnes gens ou le curé français*. Cet opéra-folie avait été composé par Louis Beffroy de Reigny, plus connu sous le pseudonyme de Cousin Jacques. Ce malicieux, qui avait été condisciple de Robespierre et de Camille Desmoulins au collège Louis-le-Grand, se moquait, dans son aimable satire, de la manie d'organiser des clubs, même parmi les campagnards. « Les loges du haut et le parterre étaient occupés par un public démocrate; les premières et les secondes loges, l'amphithéâtre et le parquet étaient garnis d'aristocrates. Avant le lever du rideau, il n'était question que du tapage qu'allaient faire les deux partis. » La pièce présente simultanément, de part et d'autre d'une cloison, deux clubs d'opinion contraire. Dans la réunion démocratique, sous la présidence d'un meunier armé, fillettes et vieilles femmes votent des motions extravagantes, puis grimpent sur la cloison pour épier leurs adversaires et finissent par tomber au milieu d'eux ²⁵⁹...

On établit des rapprochements avec la *Société des Amis de la Constitution*, affiliée aux Feuillants, et la *Société populaire*, rattachée aux Jacobins. Le curé patriote pouvait même rappeler le pacificateur Lamourrette. Sans doute, identifiait-on aussi quelques habitués du Club central. Deux soirées se déroulèrent sans encombre. Le ton général respire la bonne humeur, la raillerie y est bien dosée, de façon à maintenir un judicieux équilibre entre les camps adverses. Gagnés par la gaieté, le public des loges et celui du parterre confondirent parfois leurs applaudissements. A la longue, « les jacobins et leurs adhérents finirent par s'apercevoir que c'est eux que l'on persifle dans cette pièce. Ils furent d'autant plus mortifiés qu'ils avaient commencé par applaudir eux-mêmes des passages assez piquants ». Le 23 février, installés au parterre, ils cherchèrent à interrompre la représentation. L'officier municipal, Perret, tenta d'apaiser le tumulte : il fut bafoué. « La salle devint alors un véritable club. On formulait des motions, on opinait pour ou contre ²⁶⁰. » Le Conseil municipal s'était déjà préoccupé de cette agitation : considérant que l'œuvre présentait « des scènes capables de troubler l'ordre et la tranquillité et sûreté publiques », il l'interdit ²⁶¹. La bourgeoisie fut irritée, à son tour, de voir que la municipalité cédait aux injonctions des perturbateurs. Le 24 février, les mécontents se por-

²⁵⁷ *Ib.*, 12 et 25 janv. 1792.

²⁵⁸ J. F. REICHARDT, *Un Prussien en France*, 20 fév. 1792, p. 162.

²⁵⁹ J. F. REICHARDT, *op. cit.*, p. 138.

²⁶⁰ J. F. REICHARDT, *op. cit.*, 26 fév. 1792, p. 173 sq.

²⁶¹ Corps munic., 23 fév. 1792, III, p. 70.

tèrent en masse au théâtre, réclamèrent la levée de la mesure et interpellèrent l'officier municipal de service. « La garde pénètre dans le parterre pour arrêter les tapageurs, mais les spectateurs s'enlacent si étroitement qu'il eût fallu entraîner tout le parterre afin de mettre la main sur quelques individus... Les plus turbulents escaladent lestement la barrière qui sépare le parterre du parquet garni de filles de joie, comme d'habitude. Ces dames, debout sur leurs bancs, glapissent ²⁶²... »

La municipalité, continuant de soutenir la *Société populaire*, confirma l'interdiction et fit occuper militairement la salle. Cela n'empêcha pas quatre individus de chanter une parodie du *Club des bonnes gens*. L'auditoire fit chorus, protesta contre la présence des gardes, molesta un clubiste. Les comédiens s'adressèrent au Directoire du département : il conseilla de ne pas s'obstiner à inscrire au programme des pièces susceptibles d'envenimer les passions ²⁶³. Vitet envoya un rapport au Comité de surveillance de l'Assemblée législative : « Le germe des insurrections est, depuis un mois, dans la salle des spectacles... Les comédiens favorisent les vues des ennemis du repos et de la sûreté publique, en affectant de jouer les pièces les plus contraires à la Constitution. Les méchants cherchent à séduire et à égarer la jeunesse. Heureusement, ils ne peuvent atteindre que la classe des riches et des ci-devant nobles... Le peuple est las d'une conduite si contraire aux lois et à la raison. Il viendra un moment où nous ne serons plus maîtres de le contenir ²⁶⁴. »

Les autorités départementales transmirent à la municipalité la requête des comédiens tendant à assurer la liberté du théâtre. Le Conseil municipal ne céda point parce que la pièce incriminée jetait un « ridicule indécent » sur les sociétés patriotiques, parce qu'elle introduisait un de leurs présidents « qui se fait un mérite de son ignorance, de son insouciance et de son abrutissement », parce qu'elle cachait « le despotisme de l'Ancien Régime sous le voile de la félicité publique, comme les réfractaires le font à l'égard de la religion » ²⁶⁵.

Interdire le *Club des bonnes gens* ne suffisait pas. Les occasions ne manquaient pas, au spectacle, de lancer des injures à l'adversaire. Dubois-Crancé assista, le 3 mars, à une représentation de *Richard Cœur de Lion*. Indigné des ovations à l'adresse du roi, il protesta au Club central : « Vous excitez vos comédiens, trop avilis pour sentir le prix du bienfait que cette Constitution leur accorde, à jouer des pièces qui prêtent à des allusions calomnieuses ou factieuses et qui plaisent aux révoltés de Worms et de Coblenz ²⁶⁶. »

Le 12 mars, quand une bande de brigands parut dans *La Forêt Noire*, quelques voix crièrent : « Vive la Nation ! » et on applaudit les soldats parce qu'ils appartenaient à un régiment suisse détesté par la *Société populaire*. Vitet s'affola et le procureur Champagneux montra la gravité de ces manifestations : « Ceux qui souffrent à leurs côtés ces blasphèmes, sans en dénoncer les auteurs, ne sont pas dignes de faire partie de la Nation française, et vous deviendriez complices si vous souffriez plus longtemps que la Comédie soit une arène où la majesté du peuple fran-

²⁶² J. F. REICHARDT, *op. cit.*, 26 fév. 1792, p. 175.

²⁶³ A. N., F⁷ 3254, Lettre du Directoire du départ. au directeur du théâtre.

²⁶⁴ J. MORIN, *Hist. de Lyon*, II, p. 44-45 : Rapport du 29 fév. 1792.

²⁶⁵ Corps munic., 2 et 6 mars 1792, III, p. 75, 81-82.

²⁶⁶ DUBOIS-CRANCÉ, *Discours prononcé au Club central*, 4 mars 1792 (Lyon, Bernard, 1792, in-8°, 4 p.).

çais est insultée... » Puisque les fauteurs de désordre se rassemblaient avant tout au théâtre, il fut décidé qu'au prochain trouble les portes du spectacle seraient condamnées et que les canons de l'Arsenal seraient transférés dans la cour de l'Hôtel de Ville ²⁶⁷.

Le 14 avril, le Directoire du département fut heureux de déclarer illégale la décision municipale concernant le *Club des bonnes gens*. Contre les Girondins de la mairie, les notables prétendaient défendre la liberté conquise en 1789. Vitet répliqua qu'il devait assurer la sécurité publique : le mémoire du comédien Martin Arnaud, faisant appel au Conseil, calomnie les édiles; la pièce, sujet du tumulte, ridiculise le patriotisme le plus pur, excite des rixes entre les amis et les ennemis de la Constitution; l'affluence à Lyon d'une multitude d'étrangers, la plupart ennemis de la Révolution, exige le maintien de l'interdiction ²⁶⁸.

Les désordres diminuèrent pendant l'été 1792. Le 14 juillet, à l'occasion du renouvellement du serment fédératif, aux Broteaux, puis au théâtre, sous la direction de Fages, fut chantée une pièce lyrique qui célébrait les bienfaits de la liberté; elle souhaitait l'étendre à la « terre entière » ²⁶⁹. On joua un divertissement orné de chants et de danses, *Le Patriotisme ou les Volontaires aux frontières* ²⁷⁰. Au théâtre des Célestins, l'expression « par ordre du roi » contenue dans le drame *Le souterrain* faillit faire naître des incidents. L'orchestre s'empressa d'attaquer *La Marseillaise*... A la fin du mois de novembre, on se hâta de composer une pantomime sur la *Bataille de Jemmapes ou la prise de Mons*. Quand Kellermann vint au spectacle, la cantatrice adapta des couplets, sur l'air de la *Carmagnole*, en l'honneur du général. « Ces croquis de circonstance, disait le *Moniteur du département*, valent bien les fades bergeries qui forment tout le nœud de la plupart de nos petites pièces de ballets... Les premières loges même étaient remplies et l'esprit public fait vraiment des progrès ²⁷¹. » On n'abandonnait pas cependant les ballets qui plaisaient tant au public ²⁷².

Le théâtre restait le cœur vivant de la cité. Le 9 novembre 1792, au cours de la représentation de la comédie *Les deux petits Savoyards*, les Jacobins envahirent la scène des Célestins, portant au bout d'une pique la tête d'un officier du Royal-Pologne, massacré dans la journée à Pierre-Scize ²⁷³. Au printemps 1793, quand Nivière-Chol fut élu maire, « le peuple en foule se précipita au spectacle des Terreaux », interrompit la séance, « demanda la musique de la Comédie pour aller à la tête des citoyens » féliciter l'élu ²⁷⁴. Ainsi, l'actualité dominait les loisirs; le répertoire avait perdu sa solennité classique depuis le milieu

²⁶⁷ Corps munic., 13 et 14 mars 1792, III, p. 88-90 et 94.

²⁶⁸ A. D. R., 1L 1080, Arrêté munic. du 19 avril 1792. — Corps munic., 19 avril 1792, III, 129. — L. de COMBES, L'agitation au théâtre de Lyon en 1792 (*Rev. Musicale Lyon*, 21 mars 1909, p. 665-678, et 28 mars 1909, p. 697-707).

²⁶⁹ *Quatorze juillet, La liberté*, ... Paroles de Pelzin (Lyon, Delaroche, 1792, in-8°, 10 p.).

²⁷⁰ *Le Patriotisme*... Paroles de M. Macors, musique de M. Walter (Lyon, Olyer, 1792).

²⁷¹ *Journal de Lyon*, 28 et 29 nov., 17 et 19 déc. 1792.

²⁷² *Ib.*, 22 nov. 1792.

²⁷³ PERRET de la MENUE, Lettres inédites de M. des Vivetières (*B. S. L. L.*, 1865, p. 129).

²⁷⁴ *Journal de Lyon*, 19 fév. 1793.

du siècle, l'auditoire s'était élargi, les divertissements avaient succédé aux opéras et aux grands genres, le familier apparaissait sur scène.

Il en fut de même pour la musique et la chanson. Avec Rousseau, il parut de bon ton de redécouvrir la veine populaire et de composer des complaintes et des voix de ville. Beaucoup se fredonnaient dans les campagnes : *Mon père avait cinq cents moutons*, *Quand la bergère vient des champs*, dans le Revermont, *Les trois bons drôles*, en Savoie... Quelques-unes se glissaient dans le répertoire théâtral : dans *La partie de chasse*, Collé fit de *Vive Henri IV* une sorte de chant loyaliste à l'égard de Louis XVI... D'autres, plus spécifiquement lyonnaises, marquèrent les événements du jour.

Quand la première municipalité s'installa, en grand appareil, l'abbé Guillermin salua les administrateurs d'une chanson²⁷⁵. La même année, Antoine Révéroni rédigea en patois une mélodie sur la Bastille : elle reproduit un dialogue entre « la mare Teta » et le « compare Mathevon ». Ce sobriquet désignait les révolutionnaires dans les milieux ouvriers; d'origine douteuse, son emploi se perpétua pendant toute la Révolution²⁷⁶. En 1790, plusieurs chants civiques, *Le patriote examinateur*, *Le buveur insouciant*, *Le patriote improvisateur*, furent lancés par « un jeune homme de Lyon »²⁷⁷. Diverses épitaphes circulèrent au moment de la mort de Mirabeau : l'une évoque Lucifer accueillant aux enfers le tribun qui se vante de dépasser les crimes de « maints démons célèbres », une autre donne la recette d'une *Nouvelle mort aux rats*, à base de « quatre gros et demi » de Mirabeau²⁷⁸.

Le décorum militaire emprunta ses éléments au théâtre, au chant et même à la pompe religieuse. La plus grandiose de ces manifestations fut la Fête de la Fédération. On ne comptait plus sur le rire pour se gagner les irrésolus; on agissait par la voie émotive et par le goût de l'exceptionnel que les foules apprécient. Après Tournon, Valence, Grenoble, avant Paris, Lyon organisa sa Fédération le 30 mai 1790²⁷⁹. Elle débuta par un défilé de la chaussée Perrache au pont Morand. Cochet avait élevé aux Broteaux un massif de rochers garnis de plantes, supportant un temple de la Concorde en style dorique. Une statue de la Liberté, œuvre de Chinard, dominait l'ensemble; armée de la pique, coiffée du bonnet phrygien, elle offrait des couronnes aux miliciens²⁸⁰.

On dansa, on célébra la messe, on prononça le serment de fidélité. La joie fut vive, car l'assistance comptait « beaucoup de gens du peuple et de méridionaux ». Dans leurs discours, les chefs des délégations du Sud-Est rappelèrent les vœux de la bourgeoisie : « Entretenir la libre circulation des subsistances dans toute l'étendue du royaume »; « les ministres de l'Evangile seront ramenés à la simplicité évangélique »; les Corses, heureux de se voir Français et libres, « espèrent qu'à l'aide de

²⁷⁵ Couplets en l'honneur de MM. les off. munic. de Lyon, par M. l'abbé GUILLERMIN (s. n., 1790, in-8°, 4 p.).

²⁷⁶ B. du LUT, *Baron Révéroni St-Cyr* (A. H. S. R., 1828, IX, p. 370-372).

²⁷⁷ C. PIERRE, *Les hymnes et les chansons*, 1904, p. 508.

²⁷⁸ E. DUBOIS, *La Révol. dans l'Ain*, I, ch. XXV. — Hommage aux mânes de Mirabeau, par M. CAPINAUD (Lyon, Delaroche, 1791, in-8°, 4 p.). — B. N., Rés. Ye 30 614 et 3192 : Cantique lyonn. en l'honneur de St-Lamourette, 1791.

²⁷⁹ *Courier de Lyon*, 22 avril 1790.

²⁸⁰ Vue d'un rocher élevé dans le camp de la Fédération tenu à Lyon, le 30 mai 1790, d'ap. les dessins de Cochet, architecte (F. C., 648).

Louis XVI et de Paoli, ils sauront, malgré les ennemis », conserver la liberté... L'adresse envoyée à l'Assemblée, avec l'exergue « Vivre libre ou mourir », précise le sens de la cérémonie; en particulier, elle témoigne l'intérêt « que nous portons à la majesté du peuple britannique, à ces braves Anglais, autrefois nos rivaux, aujourd'hui nos amis..., et à cette *Société de la révolution* de Londres qui, la première, applaudissant à notre courage, a prouvé que la liberté est le lien éternel qui doit unir les peuples » ²⁸¹.

Rassemblant tous les cadres de la bourgeoisie, la Garde nationale joua un rôle capital ²⁸². Partout, ses réunions déchainaient un enthousiasme communicatif : à Vienne, le capitaine Prunelle de Roisson, de noblesse dauphinoise assez récente, exposa les idées nouvelles dans ses allocutions ²⁸³. A Vaise, on bénit les drapeaux en mai 1790, on prêta serment le 14 juillet, on planta des arbres de la liberté. Sous le commandement de Mogniat de l'Ecluse, une délégation lyonnaise se rendit à la Fédération parisienne, pleine d'espérance : « Guidée par la philosophie, la liberté marche à pas de géants ²⁸⁴... »

A leur tour, les communes rurales recouraient à ces modes d'action. A Sainte-Foy-lès-Lyon, la *Société des Amis de la Constitution* fit venir Gilibert pour présider la prestation des serments. Juliéna parvint à réunir cinq mille citoyens pour le 14 juillet 1791 ! Sur une montagne, se dressait l'autel de la Patrie où un bénédictin de Cluny célébra la messe; après les litanies des saints et les discours, « chacun s'éloigna pour se livrer à la joie et prendre des rafraîchissements... » ²⁸⁵.



La pensée militante revêtait ainsi des formes superficielles, s'adressant à la sensibilité des masses plutôt qu'à l'individu. Elles correspondaient à un besoin de diffusion de principes et ne restaient pas gratuites, marquées d'un cachet d'insouciance, comme les spéculations des dernières années d'Ancien Régime. Les exigences quotidiennes, qu'elles fussent politiques, religieuses, économiques ou sociales, s'imposaient désormais à la réflexion.

La bourgeoisie adhéra, dans l'ensemble, à cette révolution constituante, mais avec des réserves. Très vivante à Lyon, si diverse dans ses attitudes, très vite « la grande bourgeoisie s'effraya ou s'aigrit, et le peuple ouvrier n'était point assez fort pour prendre en mains la Révolution » ²⁸⁶.

²⁸¹ Confédération de Lyon, 30 mai 1790 (Lyon, Delaroche, 1790, in-8°, 92 p.).

²⁸² *Almanach de la Garde nat.*, 1790, p. 2-30.

²⁸³ R. LACOUR, *Les frères Prunelle de Vienne* (Lyon, Imp. réunies, 1953, p. 30).

²⁸⁴ Adresse des frères d'armes de la ville de Lyon (Paris, 1790, in-8°, 6 p.).

²⁸⁵ A. N., F 1 C III, Rhône 6, Fête de la Fédération de Juliéna, 14 juil. 1791.

²⁸⁶ J. JAURÈS, *L'œuvre de la Constituante*, 1927, II, p. 55.

VII

Traditions et aspirations nouvelles

L'actualité n'anéantit pas toute activité culturelle. Les moyens de diffusion furent affectés. Les arts, les travaux des sociétés savantes, les écoles furent altérés par les événements. Mais le legs du XVIII^e siècle se mêla aux aspirations révolutionnaires, et les réformes constituanes paraissent souvent continuer et couronner la pensée encyclopédiste.

1. L'HERITAGE ARTISTIQUE

L'art est un langage dont on ne méconnaît pas la puissance. Dès la Constituante, un symbolisme révolutionnaire se substitua aux thèmes décoratifs d'Ancien Régime. On chassa d'abord les images traditionnelles. Un décret de 1790 ayant supprimé les armoiries, considérées à tort comme signes de noblesse, la municipalité fit retirer de l'église de Saint-Just les armes de l'ancien chapitre et, de la façade du théâtre, trois écussons entourés « de cordons et autres emblèmes des ordres abolis »¹. Le Directoire du département se dressa contre la décision municipale et accusa Vitet d'avoir détruit des œuvres d'art, au mépris du décret qui demandait de respecter les chefs-d'œuvre. Le Club central approuva l'anéantissement des vestiges de la tyrannie². La municipalité s'offrit encore la satisfaction d'abattre deux statues de Louis XIV, à l'Hôtel de Ville et à Bellecour. Un « Ami des arts » tenta une vaine démarche pour sauver, au moins, le cheval, œuvre de Martin Desjardins. Seuls, les bronzes personnifiant la Saône et le Rhône, exécutés par les frères Coustou, furent transférés dans le hall de la mairie³.

Ces mesures inquiétèrent ceux qui s'intéressaient à l'histoire et à l'archéologie. Le *Courier de Lyon* publia à ce sujet un article d'Aubin-Louis Millin qui déplorait la vente précipitée des biens nationaux, la destruction des blasons, la perte de tableaux et la dispersion de bibliothèques⁴. En réalité, les Constituants se préoccupèrent de rassembler les éléments d'un fonds artistique. L'Académie détenait une collection

¹ Corps munic., 31 oct. 1791, 18 janv. 1792, III, p. 33.

² A. D. R., 1L 1074, Délib. du Directoire du départ., 29 déc. 1791, 18 janv. 1792.

³ Corps munic., 19 août, 13 sept. 1792, p. 258, 287.

⁴ *Courier de Lyon*, 1^{er} janv., p. 1-4; 2 janv. 1791, p. 13-14.

d'objets d'art : les bustes de Voltaire, d'Homère, de Caton..., les portraits de Poivre, de Louis XVI, de Mme de Beauharnais. L'entrepreneur de démolition de la Bastille, Palloy, envoya un bas-relief représentant la forteresse, une dalle avec le profil du roi, un boulet, une cuirasse... Il prit soin d'ailleurs, en 1793, d'adresser une Déclaration des droits gravée sur une des pierres de la prison « pour remplacer l'effigie du traître Louis » ⁵.

Le Directoire du district, en août 1791, pria Janin de Chassagne et Hennequin de collecter les toiles dispersées dans les églises et les monastères. A la fin de 1792, Hennequin avait recueilli près de trois cents tableaux, tant bons que mauvais. Quatre-vingt-dix peuvent être conservés, disait-il, sans compter ceux des Confalons, Cordeliers, Chartreux, soit un total de cent trente, dont douze au moins sont capitaux. Il faut les nettoyer, sans abîmer les demi-teintes, et le peintre sollicitait des crédits. Le Directoire demanda à Boissieu d'en dresser d'abord l'inventaire. « Les noms d'auteur étant cachés par la poussière », Boissieu mentionne, en général, l'origine par les expressions : « un maître d'Italie », « école flamande »... Parmi les meilleurs, un peu mieux identifiés, figurent un Christ et une *Descente de Croix*, de l'école de Rubens, des œuvres non décrites du Guerchin, de Ribera, du Lyonnais Jacques Stella, l'*Histoire des deux Testaments* que peignit le Mâconnais Guillaume Perrier, dans la manière de son oncle dit Le Bourguignon, quand il se retira au couvent des Franciscains à Lyon ⁶. Une pétition proposa d'établir le musée dans l'église Saint-Bruno qui paraissait peu vendable. « Il serait beau que ce lieu si longtemps consacré à une indolente et superstitieuse contemplation, si longtemps le tombeau d'inutiles vivants, devint l'asile du génie et du talent. » Les chapelles serviraient de bibliothèques et de classes des Beaux-Arts car le dessin, la peinture, la sculpture sont « aussi nécessaires à tous les métiers et aux manufactures de Lyon que l'établissement d'une bourse journalière serait avantageuse au vrai commerce » ⁷. En effet, l'Ecole de dessin, toujours dirigée par Mayeuvre, connaissait de sérieuses difficultés financières. Un secours accordé en 1792 permit à Gonichon, Cogell, Jayet, Grogard et Villers de poursuivre leur tâche ⁸.

Si l'on déclenchait la guerre contre les monuments, c'était avec la pensée de les remplacer par de nouveaux. Une iconographie révolutionnaire s'élabora empruntant beaucoup d'attributs à l'Antiquité, au compagnonnage, à la franc-maçonnerie, offrant des allégories compliquées. Parfois, les éléments restent d'inspiration locale : un pavillon conserve le souvenir de Louise Labé. Entourée de laurier, la Belle Cordière, assise sur un lion, tient une pique surmontée du chapeau de Guillaume Tell et présente son poème sur la liberté ⁹. L'actualité commençait à être la grande inspiratrice...

Tous les arts mineurs se renouvelèrent. La vogue du faïencier avait subi une éclipse pendant la première moitié du XVIII^e siècle. Depuis

⁵ A. D. R., 1L 1073, 24 nov. 1790 et 25 juil. 1793.

⁶ *Ib.*, 1L 1073, Lettres des 23 et 29 nov. 1792.

⁷ *Ib.*, 1L 1073, Requête d'un citoyen de Lyon, 25 avril 1793.

⁸ *Ib.*, T 394, Lettre à MM. les Administrateurs du Directoire du district de Lyon, 23 déc. 1790.

⁹ Description des emblèmes et légendes des 28 drapeaux des districts de la Garde nat. de Lyon (Lyon, Faucheux, 1790, in-8°, 8 p.).

1730, les fours s'étaient rallumés à Saint-Clair, à la Guillotière, à Ainay. Le Consulat subventionna ces fabriques qui subissaient la concurrence de celles de Moustiers et de Marseille. Une cinquantaine d'artisans produisaient des plats à décor polychrome, avec guirlandes et bouquets, des assiettes festonnées avec des faisans et des branches fleuries, des compotiers décorés d'outils et d'emblèmes compagnonniques. Le renom de Pillement conduisit à introduire des « grotesques », des chinoises, des scènes de genre d'allure populaire, faisant penser à Teniers¹⁰. Leur style libre et réaliste influença les ateliers de Roanne, de La Tronche et de Meillonnas en Bresse¹¹. Beaucoup d'« assiettes patronymiques », perpétuant les traditions artisanales du Moyen Âge, gardaient l'image du saint¹². Ces dessins firent place aux représentations des saisons, aux amours d'une grâce italienne, aux coqs gaulois et aux drapeaux tricolores... Sur l'un de ces plats, une scène de cirque peut vouloir ridiculiser les émigrés : sur un poney au petit galop, un paillasse déguisé en soldat autrichien présente les armes au cours d'un exercice de voltige¹³.

Les graveurs contribuèrent à répandre les visages et les principes révolutionnaires. Leur œuvre est considérable, de haute valeur technique et artistique. Beaucoup appartenaient à de véritables dynasties d'artistes, comme les quatre générations de Giraud¹⁴. D'autres se liaient entre eux par mariage ou par contrat d'association. Originaires de Saint-Etienne, les frères Galle, formés par leur père, s'établirent à Lyon sous Louis XVI. Le meilleur, André, travailla chez le fondeur Mouterde; ses médailles célèbrent *la Fédération, la Liberté, le Peuple français terrassant les abus*¹⁵... Pierre Lorthior se spécialisa dans la confection des pièces distribuées à la Garde nationale. Claude Mercié grava les effigies de Louis XVI, de Mirabeau¹⁶. Jean-Marie Mouterde avait ciselé des objets de piété, des croix, des chandeliers. Avec Louis-Antoine Mouterde il produisit des boutons d'uniformes décorés et découvrit, en 1791, un procédé de monnayage du métal de cloche. Ils fondèrent, pour exploiter ce brevet, la *Société des Artistes réunis*; malgré leurs démarches, ils ne purent obtenir la frappe de monnaies¹⁷. On avait supprimé, en 1775, l'office de graveur de la ville, on distribua pour la dernière fois en 1791 les jetons consulaires d'argent et de cuivre. L'usage de la médaille se perpétua cependant.

La même imagerie envahit le décor familial. On ne vit plus, sur les cimaises, que des héros de Plutarque et de Tite-Live, des ci-devant déesses qui, renonçant à s'appeler Junon, Diane, Vénus, symbolisaient

¹⁰ A. M. L., BB 296, 316, 365. — Ch. DAMIRON, *La faïence de Lyon*, 1926, II, p. 3, 10, 22.

¹¹ Dr. CHOMPRET, Les faïences de Meillonnas (*Visages de l'Ain*, 1950, p. 33-39).

¹² P. BERLIOZ, Faïence lyonn., à décor de saint (*R. D. L.*, 1932 p. 23-27).

¹³ Cl. DALBANNE, Assiette de 1792, Musée Hist. de Lyon (*Bull. Musées Lyonn.*, 1953, p. 17-20).

¹⁴ E. VIAL, Un atelier lyonn. d'imprimeurs en taille douce : les Giraud (1772-1875) (*R. D. L.*, 1924, p. 103-120).

¹⁵ R. ROCHETTE, *Notice hist. sur la vie et les ouvrages de M. Galle* (Paris, 1848, in-4°).

¹⁶ M. HENNIN, *Hist. numismatique de la Révol. franç.* (Paris, Merlin, 1826, 2 vol., in-4°, n° 290, 338, 365, 405).

¹⁷ E. MULSANT, *Notice sur Emmanuel Mouterde* (Lyon, Pitrat, 1872, in-8°, 8 p.). — *Moniteur*, 27 août 1792, p. 534-535; 15 oct. 1792, p. 205.

maintenant la Raison, la Concorde, la Vigilance... On accumula les triangles symboliques et les couronnes de chêne ou de laurier. Tous les objets courants, en particulier les éventails, offrent les mêmes modèles; allégorie des trois ordres, déesse ailée, faisceau surmonté du bonnet phrygien.

Cogell resta fidèle au style Louis XV. Bien qu'il se fût mêlé aux agitations politiques de la Suède, la Révolution française n'altéra point son art. Insinuant, charmeur, cet homme raffiné garda, en dépit des événements, « son obligeance constante..., sa bonté inaltérable..., son choix d'expressions pleines de douceur et de bienveillance ».

Bientôt, inquiet, il quitta Lyon et se réfugia en Suisse où « il peignit ces bons visages helvétiques, riant de santé et d'innocence, et sur lesquels la Nature a empreint les traits chers et respectables de la candeur, de la bonhomie, d'une simplicité naïve et d'une générosité éprouvée »¹⁸. A son retour, en 1797, dans une profession de foi, il défendit encore l'enseignement aimable et le souple académisme du XVIII^e siècle qui différaient des principes du beau idéal alors triomphant. Il réclame à la fois pour l'art et sa pratique, la raison et l'expérience, mais sans nulle rigueur exclusive, sans l'intervention de la géométrie. Il insiste sur la nécessité du dessin et l'importance primordiale de l'étude réservée à la figure humaine. Certains pensent que « sans elle, il est impossible de parvenir à cette juste et belle régularité des formes dont le corps humain présente les plus parfaits et les plus difficiles modèles ». Pour atteindre l'originalité, il faut être un artiste complet. Même les grands créateurs de nature morte ne se confinèrent pas dans les bornes étroites de leur spécialité¹⁹.

Une de ses dernières œuvres prolonge jusqu'en 1801 son esthétique. C'est le portrait de Laurencin, en habit noir, orné du vert académique, largement ouvert sur le gilet gris, une grosse cravate blanche formant col. La figure, délicatement évoquée et modelée, présente un joli coloris. C'est toujours l'art de La Tour, « touché un peu de la fraîcheur du Nord, par un ouvrier habile, habitué à tout dire à demi-mot, sans tapage, avec une maîtrise discrète, preste et aisée »²⁰.

Quelques artistes s'intéressaient au paysage, amorçant la grande école lyonnaise du XIX^e siècle. Fleury Epinat, né à Montbrison, fut l'élève de David, qu'il accompagna à Rome en 1784. A son retour, il se fixa à Lyon, avec son frère également peintre, et se lia d'amitié avec Chinard. Il reproduisit divers aspects de la ville, comme l'ancien pont de la Guillotière, parmi les viorines et les bouquets d'arbres²¹. Ce fut aussi David qui forma Ferdinand Bourjot, aquarelliste parisien, qui peignit la presqu'île Perrache, une vue de l'île Barbe en 1791, et rendit ces horizons avec des premiers plans verts et des lointains très estompés²². Les frères Bidauld, venus de Carpentras à Lyon sous Louis XV, se firent connaître par des natures mortes, des miniatures, des dessins à la sépia... Jean-Pierre, l'ainé, laissa surtout des paysages, des effets de

¹⁸ J.-B. DUMAS, *Notice hist. sur la vie et les ouvrages de Cogell, peintre*, 1812 (A. A. L., ms 140, II, f^o 101).

¹⁹ C. R. de l'état des cours de l'Ecole centrale, Lyon, 1797.

²⁰ R. BONAMEN, *P. Cogell*, 1910, p. 219-222.

²¹ Vue de Lyon, dessinée par F. EPINAT, lithogr. par C. Bourgeois (F. C. 271).

²² Vue de Lyon, prise du côté de l'Isle-Barbe en 1791, par F. BOURJOT, lithogr. de F. Berthaux (F. C. 311).

clair de lune, des vues de Lyon : par exemple le château de Pierre-Scize, avec son rocher, sa porte fortifiée, ses maisons baignant dans la Saône, avec au fond la chapelle de l'Observance²³.

Les portraitistes reflétaient les tendances de l'époque Louis XV; les paysagistes, quoique de formation davidienne, préféraient la nature à l'imitation antique; les « dessinandiers » caractérisent davantage l'art lyonnais. Pillement, dans ses chinoiseries et ses paysages, montra qu'une peinture ne doit être ni une copie exacte de la réalité, ni une composition rigoureuse, mais une interprétation tolérant la variété et la fantaisie. Il sait grouper ses éléments favoris : grandes arcades rocheuses, clairière et bouquets d'arbres, chaumière perchée sur un tertre, présenter les masses décoratives parmi l'harmonie des feuillages et la splendeur des arbres... Ses paysages sont nombreux pendant les années 1789-1793 : les événements l'empêchaient alors de voyager, la fabrique et le portrait ne lui fournissaient plus de commandes. Les variantes furent néanmoins multiples par l'inspiration, l'exécution ou la technique. Il employa l'aquarelle, le pastel, le crayon... Ses œuvres respirent une mélancolique douceur et un amour sincère de la nature. Son sens de la pastorale semble établir la transition entre les fêtes galantes de Fragonard et le plein-airisme de Barbizon²⁴. Pillement ne dédaignait ni les hommes, ni les animaux. Il habillait ses personnages de costumes pittoresques, ses vagabondages ayant accusé son penchant pour la couleur locale. Il fut un excellent animalier et, en de trop rares occasions, il se révéla habile intimiste. Il offre les qualités du dessinateur en soierie, presque du faïencier, par la précision des détails... C'est le style de la broderie et de la soie brochée²⁵.

Ainsi, hormis les productions des arts mineurs, l'évolution se poursuivait sans rupture en 1789 : succès du portrait dans les milieux bourgeois, goût de plus en plus marqué pour la nature, recherche du fini dans l'exécution et la pureté du dessin... Sans perdre leur originalité, les peintres maintinrent les contacts avec les autres centres artistiques, en particulier avec Paris et Rome; même les davidiens se montrèrent réservés à l'égard de la réaction antiquisante. Elle s'affirmait depuis longtemps en architecture que les peintres l'ignoraient encore. Les artistes, amateurs ou « peintres du dimanche », dessinateurs de la Fabrique, continuèrent pendant la première phase révolutionnaire à peindre et à graver selon leur esthétique formée par le XVIII^e siècle. Leurs sujets, portraits, fleurs ou paysages, ne doivent rien à l'actualité. L'art demeurerait une fonction de jeu ou un moyen de connaissance, mais non pas, comme pour le théâtre, un élément de propagande philosophique ou civique.

Artiste de transition, le sculpteur Chinard appartient avant tout au XVIII^e siècle, mais il céda à la pression des événements, s'engagea dans le mouvement révolutionnaire et mit son talent au service de son idéal politique. Peut-être d'ailleurs le statuaire se sent-il beaucoup plus

²³ Vue de Lyon, château de P. Scize, dessinée et lith. par J.-P. BIDAULD, 1789 (F. C. 314).

²⁴ Tempête et naufrage, 1789 (Musée de Quimper). — Troupeau dans la montagne, 1792 (Coll. particulière). — Le pont en ruines, 1794 (coll. Cailleux, Paris).

²⁵ Albums de dessins à la B. M. L., au Musée des Tissus, au Musée des Arts décoratifs.

lié aux exigences de la clientèle que le graveur ou l'aquarelliste. Lyonnais par excellence, il se forma et travailla dans sa ville natale et, à l'inverse de Coysevox et des frères Coustou, lui resta fidèle, même au temps de sa plus grande célébrité. Il joua dans l'histoire politico-artistique de Lyon un rôle comparable à celui de David. De modeste origine, le septième des onze enfants d'un maître ouvrier en soie, il reçut une éducation médiocre et apprit le dessin à l'école dirigée par Nonotte. Il remporta plusieurs prix et passa quelque temps dans l'atelier du sculpteur Barthélémy Blaise. Alors que Perrache s'efforçait de réagir contre la surcharge des motifs et la luxuriance ornementale, recommandait de rechercher dans l'harmonie et la justesse des proportions, la source de toute beauté, Blaise sacrifiait encore à la virtuosité du baroque, exécutant, en 1776 et 1780, un *Saint Jean-Baptiste* et un *Saint Etienne* pour la cathédrale²⁶.

Très jeune, Chinard collabora à la restauration de la façade de l'Hôtel de Ville; en 1780, il sculpta des pendentifs et des statues d'évangélistes pour l'église Saint-Paul; en 1782, il s'inspira de son maître pour fournir deux statues colossales de *Saint Bruno* et de *Saint Jean-Baptiste* à la chartreuse de Séguinac, qui avait été récemment réédifiée, dans le haut Bugey... Il peupla les parcs, les vestibules, les chapelles de la région lyonnaise de sujets religieux, allégoriques ou mythologiques, d'une formule courante et banale, comme son *Narcisse*. Son *Hébé*, la déesse de la jeunesse, exécutée en terre cuite peinte, grandeur naturelle, date de 1783. Sa facture, dans un style antique et académique, comme celle de Falconet, présente de la grâce, du charme, mais aussi une finesse un peu apprêtée. Le visage est d'une beauté régulière. La tunique à la grecque dégage l'épaule et le bras qui porte l'amphore. Comme dans les statues grecques, la draperie épouse les formes. Mais le pied et la main tenant le gobelet affectent l'élégance du siècle de Louis XV²⁷. Ses bénéfices et les avances d'un ancien procureur du roi au Bureau des finances de Lyon lui permirent de se rendre à Rome en 1784. Son séjour l'enthousiasma. Il imita les classiques italiens, copia avec ferveur les antiques, subit l'influence des milieux romains où dominait déjà Canova. Il envoyait à Lyon ses réussites, telles que le groupe pathétique *Vénus et Enée* : une belle jeune femme accourt pour soutenir le Troyen défaillant; leurs corps et leurs membres s'ordonnent selon d'harmonieuses lignes directrices. Le sujet qu'il préparait pour l'Intendant Terray, son protecteur, obtint en 1786 le prix de l'Académie Saint-Luc²⁸.

Ce fut le fameux ensemble suggéré par le récit mythologique de Persée délivrant Andromède, après avoir abattu le monstre marin. Le thème avait déjà conquis Puget, Rubens, Lulli... Chinard vit surtout l'occasion de rapprocher deux attitudes : la fille du roi d'Ethiopie à la pose abandonnée, au regard triste, le fils de Zeus aux muscles puissants, plein d'ardeur juvénile. La courbe de la belle Andromède, la minutie de la chevelure, l'empreinte du pouce qui entre dans la chair rappellent Bernin. Le concours exigeait aussi l'élaboration rapide de deux autres groupes : *Le Temps qui découvre la Vérité* et *Hercule aux pieds d'Omphale* attestent une connaissance profonde de la myologie, un sens de la pondération et l'art de styliser la vie. Le succès de Chinard auprès

²⁶ A. GERMAIN, *Les artistes lyonnais*, 1911, p. 27.

²⁷ Chronique de la curiosité : *Hébé* (R. D. L., 1921, p. 569).

²⁸ J.-S. PASSERON, Joseph Chinard (R. D. L., 1835, I, p. 471-475).

PLANCHE IV.



Persée délivrant Andromède, par Joseph Chinard.

(Musée des Beaux-Arts de Lyon).

de l'Académie romaine, rivale de la française, réjouit ses compatriotes. Le *Journal de Lyon* précisa que le lauréat s'était formé uniquement dans l'atelier de Blaise, qu'il ne bénéficiait d'aucun appui à Rome, qu'aucun Français n'avait eu cet honneur depuis soixante ans, depuis Boucher et Houdon. L'article décrivit la cérémonie au Capitole, en présence du marquis de Créquy, et rappela les récents succès lyonnais : l'abbé Morellet à l'Académie française, Desgranges à l'Académie de chirurgie, Lemontey à celle de Marseille²⁹... Sa réputation fut solidement établie : il exposa au Salon de 1786 et exécuta pour l'Hôtel de Juis les bustes d'*Homère*, de *Germanicus*, de *Bacchus*, la *Vénus du Capitole*... Les commandes se multipliaient : Mgr Cortois de Quincey lui demanda une *Vierge* en marbre de Carrare pour sa cathédrale de Belley : bras tendus et tête voilée, elle atteste à la fois des tendances baroques et l'influence de la draperie antique.

Chinard contribua ainsi à favoriser la réaction néo-classique. Certes, ce retour au passé était connu à Lyon : Soufflot en avait été un des pionniers, les ouvrages de l'abbé Barthélémy, du comte de Choiseul-Gouffier, de Piranèse pénétraient dans les bibliothèques ; l'abbé Mongez fut chargé par le gouvernement de la rédaction d'un traité sur *l'Iconologie romaine*, devant faire suite à celui de Visconti sur *l'Iconologie grecque*... Cependant, la fille du comte de Berkeley, milady Craven, fut surprise, en 1785, de la négligence des Lyonnais pour leurs vestiges archéologiques : « La planche d'airain, sur laquelle est gravé le discours de Claude, en faveur de la ville, est abandonnée à la discrétion des mendiants et des enfants. Les Lyonnais paraissent avoir plus d'égards pour la vanité des modernes que pour la gloire des Anciens. J'ai vu un superbe sarcophage, dans la cour d'un avocat, servir de citerne et, dans beaucoup de vieilles murailles et d'anciennes maisons, des gravures ou inscriptions que j'aurais voulu examiner, tandis que les marchands qui demeurent dans ces maisons ne comprennent pas comment des étrangers préférèrent ces ruines à leurs nouvelles étoffes de soie³⁰... » Alors que les peintres et les poètes s'évadaient vers le sentiment et vers la nature, les architectes et les sculpteurs s'enthousiasmèrent pour le passé. Comme Bouchardon et Clodion, Chinard goûta les grâces aimables d'Athènes et les mâles vertus de Rome et de Sparte. Peut-être préféra-t-il à l'austère romanité, l'alexandrinisme qui pouvait se concilier avec la virtuosité d'un morceau de bravoure.

Installé à Lyon, marié avec une brodeuse, il produisit de très nombreuses compositions mythologiques : *Le Centaure dompté par l'Amour* (marbre de 1789), *Jeux de Bacchantes* (bas-relief de 1791), *Chiron et Esculape* (le centaure, dont la tête est traitée à l'antique, montre une plante au dieu de la médecine et discute avec lui de sa valeur thérapeutique)³¹. Sur une médaille de 1788 figure *l'Amour enchaîné* : debout, ailes baissées, dans une pose affectée, l'Amour s'accoude sur le fût d'une colonne enguirlandée de roses et se lamente en contemplant, à ses pieds, un carquois et un arc renversés. L'ensemble plaît par la courbe des ailes, les plis de la tunique, l'élégance des lignes... Chinard reprit

²⁹ *Journal de Lyon*, 5 juil. 1786, p. 213-217.

³⁰ R. LAURENT-VIBERT, Milady Craven à Lyon (*R. D. L.*, 1921, p. 573, Lettre du 18 juil. 1785).

³¹ Le Centaure (M. B.-A. L.). — Jeux de Bacchantes (Rome). — Chiron... (Musée Hospices Lyon).

souvent, pendant cette période, des thèmes voisins. *Psyché à sa toilette* se regarde dans un miroir. Le corps est nu, un peu grassouillet peut-être, mais sans lourdeur. On retrouve là encore la chevelure calamistrée et la draperie compliquée... Cette production, nouvelle à Lyon, correspondait au goût de l'humanisme classique et aussi au plaisir raffiné que peuvent procurer les allégories subtiles et les contes mythologiques. Mais la clientèle bourgeoise, dans son ensemble, ne goûtait qu'à demi ces sujets. Elle donnait sa préférence — un peu celle du parvenu — au portrait, plus exactement au buste.

Depuis l'époque des Coustou, le portrait avait perdu son allure guindée, mais n'était pas complètement dépouillé des éléments conventionnels. Ils paraissent dans les bustes d'Alexandre-Antoine Régné et de sa fille, Mme Delhorme de l'Isle : Chinard recherche le « décoratif », à la mode du XVIII^e siècle, dans l'arrangement des habits, la mièvrerie du sourire féminin, la disposition des boucles... Toutefois, l'expression de physionomie du père décelle le bon vivant³². Quand le négociant Van Risamburgh le chargea de représenter sa femme, Chinard composa un groupe, *La Sagesse préservant l'innocence des traits de l'amour*. Il la travestit en Minerve casquée, l'égide au bras, la face bourgeoisement souriante, près d'un éphèbe endormi. Son interprétation réunit les qualités d'un bon portrait.

Peu à peu, Chinard s'attacha à rendre le caractère de son modèle. Dans le buste d'une *Femme inconnue*, coiffée d'un voile étoilé, les traditions subsistent : la coiffure est à larges volutes, l'écharpe glisse d'un côté en godets harmonieux, de l'autre, elle dégage l'oreille et souligne l'ovale du visage. Le costume garde un rôle ornemental, très XVIII^e siècle : fin plissé, ceinture drapée... Mais le regard est modeste, le sourire plein de naturel. Les mêmes caractères, de transition, se reconnaissent dans le médaillon d'un *Personnage inconnu* de 1787 : vêtement Ancien Régime, cheveux ondulés tombant dans le dos, mais profil expressif, d'une élégance un peu distante³³.

Quand il modela Roland, en terre cuite, il chercha sinon une ressemblance rigoureuse, du moins une juste idée du tempérament. Le résultat est excellent. Chinard, travaillant la glaise, ne procédait pas par addition de matière, ce qui est une technique proche de celle du peintre. Au contraire, en tailleur de pierre, il retranchait, amincissait, creusait, cherchant à obtenir des pans brisés sur lesquels joue la lumière. Ce qui frappe dans le buste du vieil homme, c'est l'expression affable qui illumine le visage émacié. La gravure de Nicolas Colibert, la peinture de Bonneville, les confidences de Manon Phlipon permettent d'apprécier la valeur du travail : le front est dégarni, les traits réguliers et spirituels ; le masque est caressé avec une extrême souplesse. Il semble que Roland ait voulu ressembler au Bonhomme Richard et, de son côté, Chinard n'a pas oublié le style de Houdon, en particulier le sourire que le célèbre sculpteur a fixé sur les lèvres de Voltaire³⁴. C'est peut-être à cette époque que l'artiste sculpta aussi Mme Roland. Les cheveux s'échappent en longues anglaises sur les épaules, formant la frange et les oreilles de chien. La figure est jeune, régulière, mais assez inexpressive ; la pénétration psychologique est ici un peu moins poussée.

³² Musée B.-Arts de Lyon.

³³ Coll. Penha Longa (Catalogue, Paris, 1911).

³⁴ L. ROSENTHAL, Un buste inédit par Chinard (*Gazette des Beaux-Arts*, 1928, t. XVII, p. 253-256), M. B.-A. L.

A cette date, au moment de son deuxième départ pour l'Italie, Chinard approuve la Révolution constituante. Il a accepté de préparer, pour la fête de la Fédération en 1790, la gigantesque statue de la liberté. C'est sa première collaboration à l'organisation d'une cérémonie officielle. A Rome, il entreprend pour Van Risamburgh deux candélabres dont le notable lui a fourni l'idée : *Jupiter foudroyant l'Aristocratie, Apollon foulant aux pieds le Despotisme et la Superstition*³⁵. Il était dangereux d'exécuter ces allégories d'actualité dans la ville pontificale et d'y faire profession de philosophisme. Les attributs de la superstition étaient la croix et le calice. Chinard fut arrêté pour outrage à la religion, en septembre 1792, et emprisonné au château Saint-Ange avec un de ses compatriotes, l'architecte Ildefonse Rater, le fils du collaborateur de Soufflot. Groupés autour de l'Académie de France et de François Ménaigeot, son directeur, les Français épris d'idées nouvelles, protestèrent. Mme Chinard écrivit au ministre girondin Pierre Lebrun-Tondu; la *Société des Jacobins* de Lyon chargea son secrétaire Billémaz d'alerter le Conseil exécutif provisoire. A la Convention, David tonna contre le fanatisme romain, parla d'autodafés et de victimes déjà sacrifiées. Mme Roland se plaignit à Pie VI : « Des enfants des arts, dont le séjour à Rome y soutient et développe des goûts et des talents dont elle s'honore, subissent par votre ordre une injuste persécution³⁶... » En réalité, le cardinal de Bernis, ambassadeur démissionnaire, et Mackau, ministre de France à Naples, avaient obtenu la libération des captifs.

Cet incident orienta la vie de Chinard. En décembre 1792, Lyon reçut en triomphe « la victime du despotisme inquisitorial », salua le « Pygmalion nouveau » à son retour d'Ausonie et exalta « l'antique, le vrai beau »³⁷. Il s'affilia aux sociétés populaires et se montra très assidu aux réunions. Il fut souvent délégué pour transmettre les vœux aux sections voisines, assista au service funèbre « des malheureuses victimes du 29 mai 1793 » et parut incarner le type de l'artiste révolutionnaire. La nouvelle municipalité se l'attacha. Elle lui commanda les bustes du boucher Louis Legendre, du dantoniste Claude Basire, du marquis de Rovère, commissaires de la Convention à Lyon, deux statues, *La Renommée* et *La Victoire*, pour décorer l'entrée du pont jeté par Morand sur le Rhône, des groupes symboliques : *La Liberté couronnant le Génie de la France, Homme portant une statue voilée représentant la liberté*... Elle le chargea de remplacer au fronton de l'Hôtel de Ville la statue de Louis XIV par celles de la Liberté et de l'Egalité. Il en recueillit d'abord des louanges. « Un faisceau de baguettes (emblème des citoyens de la République) figure leur étroite union et doit épouvanter les tyrans. *La Liberté* plante la pique au milieu du faisceau surmonté du bonnet. De l'autre côté, *l'Egalité* range tous les Français sous le même niveau devant la loi, pour exprimer qu'ils ne sont égaux que devant elle³⁸. » Bientôt de soupçonneux patriotes discutèrent le talent : les attitudes furent jugées gauches; puis, ils incriminèrent les intentions : *La Renommée*, du pont Saint-Clair,

³⁵ Musée Carnavalet.

³⁶ J.-B. DELESCLUZE, *L. David*, 1855, p. 146, 255.

³⁷ B***, Epître au citoyen Chinard, sculpteur célèbre de Lyon, jeté dans les fers à Rome pour avoir modelé, d'après l'antique, la statue de liberté (s. d., 2 p.).

³⁸ *Bull. du département*, 3 et 4 sept. 1793.

regardait la Suisse et sa trompette semblait donner le signal aux émigrés; les lions maintenaient leur queue basse, signe de couardise. L'ancien acteur Antoine Dorfeuille, président du Tribunal révolutionnaire, remarqua le geste d'une des figures, de l'hôtel commun; tenant la couronne civique, elle « semblait la destiner à une partie du corps tout à fait différente de la tête ». Accusé en octobre 1793 de modérantisme, Chinard fut emprisonné par ordre de la municipalité montagnarde : il payait une seconde fois ses concessions au mouvement des idées.

Son cas illustre le retour à un art politique. Depuis la Régence, les artistes se désintéressaient de la vie publique; ils ne dépendaient plus uniquement du roi et pouvaient vivre et prospérer sans lui être directement attachés. La monarchie ne voyait pas le parti qu'elle pouvait en tirer pour se défendre contre les forces qui l'assaillaient. Aucun homme d'Etat n'eut de vues assez larges ou assez subtiles pour comprendre le rôle que les peintres et les sculpteurs avaient joué auprès de Louis XIV et pour imaginer la collaboration qu'ils pouvaient apporter. Le jansénisme les aurait volontiers proscrits de l'Etat... Ceux-ci, de leur côté, ne s'aperçurent pas de la place qu'ils pouvaient tenir dans l'opposition. Beaucoup lisaient les philosophes, mais restaient attachés aux vieilles institutions qu'ils estimaient seules capables d'assurer la prospérité des arts. Ils croyaient encore à la toute-puissance de l'administration fondée par Colbert. Ne célébrant plus la monarchie, n'osant pas se mettre au service des réformateurs, l'art devint libertin d'abord, tomba ensuite dans les complications sentimentales. Il avait besoin d'un aliment pour remplacer celui qui lui faisait défaut : le plaisir et l'idée se disputèrent le siècle.

Faisant appel à toutes les forces, à toutes les ressources de la nation, la Révolution mêla les artistes à la vie civique. Leur position sociale se trouva bouleversée : ils virent disparaître à la fois leur organisation corporative, leur clientèle et leurs privilèges. Beaucoup en éprouvèrent une amère déception. D'autres, séduits par un mouvement si enthousiaste et si profond, consacrèrent d'eux-mêmes, sans dessein prémédité, leur activité à la glorification des événements mémorables. Les tableaux d'histoire contemporaine reparurent. Désormais, même quand l'Europe coalisée se dressa contre la France, l'art garda, comme dans les républiques antiques, sa place éminente dans l'Etat. Dans ces conditions, l'art ne fut plus une jouissance, un agrément, une volupté. Il ne visa plus à séduire par ses qualités formelles, par sa structure et son style. Il s'attribua un rôle préparatoire et éducatif, par l'intermédiaire de l'émotion esthétique³⁹.

2. L'ACTIVITE SCIENTIFIQUE

La continuité prévalut dans la vie des sociétés savantes. L'Académie tenait toujours sa séance hebdomadaire à l'Hôtel de Ville et mentionna jusqu'en 1791 le nom de son protecteur, le duc de Villeroy, dans ses procès-verbaux. Vasselier présidait alors les réunions rassemblant une

³⁹ P. MARCEL, Les peintres et la vie polit. en France au XVIII^e s. (*Rev. du XVIII^e s.*, oct. 1913, p. 345-365).

vingtaine de présents. Invitée à élire ses députés aux Etats généraux et à rédiger ses cahiers de doléances, l'Académie préféra s'abstenir. Ses membres assistèrent individuellement aux assemblées préparatoires de leur ordre. L'avocat Deschamps fut d'ailleurs élu par la noblesse, Milanois par le tiers de Lyon, Delandine par celui du Forez⁴⁰.

L'Académie, qui avait diffusé l'esprit nouveau, ne négligea pas l'évolution politique, mais, dans l'ensemble, elle ne renonça pas à ses divertissements traditionnels et à ses activités intemporelles. Ainsi, en 1789, Vitet présenta un mémoire sur l'allaitement, Rozier parla de la rouille des plantes, Bory lut ses imitations des *Odes* d'Horace, Barou du Soleil traduisit une fable du poète anglais John Gay, le chevalier de Cubières déclama son poème *La Création*. En 1790, Venance chanta « l'amour et la folie » en des couplets licencieux; Mathon de la Cour lut un poème en fades octosyllabes adressé par la récipiendaire Fanny de Beauharnais et le doyen Bollioud-Mermet répondit en vers fleuris. En mai 1790, au moment des troubles, ce dernier communiqua ses réflexions sur les titres de noblesse, en signala les prétentions et les ridicules et déclara que la véritable noblesse résidait dans les sentiments et la pratique de la vertu. Ce qui parut piquant à l'auditoire fut que, l'auteur ayant la vue fatiguée, l'abbé de Castillon qui appartenait aux privilégiés se chargea de lire la dissertation⁴¹.

Sous la Législative, l'ambiance frivole subsista. Victoire Lallié, qui peignait en camaïeu, offrit un *Icare se faisant attacher ses ailes*; l'Académie reçut l'artiste et ce fut « une fête de la galanterie française »⁴². Fontanes, qui épousa une Lyonnaise et dont le fils naquit au milieu des incendies du siège, garda des contacts avec sa seconde patrie. Disciple de Delille, il lut à l'Académie deux pièces de vers, *Le jour des morts* et la traduction du cinquième chant de Lucrèce; dans une épître, il décrit Lyon, « antique cité que les arts enrichissent », et évoque Héloïse et Abélard en parlant de Thérèse et de Falconi⁴³. Le futur héraut du *Génie du Christianisme* établit un lien entre les tendances humanistes et les inclinations religieuses. La littérature s'engageait dans la voie qui l'acheminait au romantisme. Sur le second versant du XVIII^e siècle, les âmes sont souvent plus avides d'affirmer et de sympathiser que de combattre. Cela explique l'abandon de Voltaire, la faveur que connaît Fénelon, le goût pour les effusions sentimentales.

Néanmoins l'Académie n'ignora pas la succession des événements. En 1789, elle proposa ce thème pour le feu d'artifice de la Saint-Jean : « La France appuyée sur une ancre et, autour d'elle, tous les attributs de l'Espérance. » Elle recevait régulièrement le *Mémorial historique des Etats généraux* que rédigeait Delandine. En 1790, quand son directeur fut élu maire, l'Académie se transporta en corps à l'Hôtel de Savy. L'abbé Rozier exprima la joie de l'Académie « d'avoir donné le premier maire à la nouvelle administration. Ce jour de triomphe du patriotisme des sciences devient, à double titre, celui de l'Académie ». Elle se rendit le soir à l'Hôtel de Ville complimenter Bruyset, un autre de ses membres élu. Nouvelle allocution de Rozier qui affirma que la société

⁴⁰ J. BONNEL, *Hist. de l'Acad.*, 1901, p. 14.

⁴¹ J. BONNEL, *op. cit.*, p. 17-23.

⁴² J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, 1839, I, p. 134, 141, 384.

⁴³ L. FONTANES, Epître à M. de Boisjolin, 1792 (*Almanach des Muses*, 1811, p. 27-28).

seconderait la municipalité protectrice du commerce, des sciences et des arts : « Sous votre égide, semblable à celle de Minerve, l'arbre consacré à cette déesse portera des fruits dignes d'elle et de vous. »

L'accord régnait et l'Académie se réjouissait des premières réformes. Mais la victoire bourgeoise ne devait pas souffrir le désordre : Vasselier condamna l'émeute de l'Arsenal, le 7 février 1790, où sombra la fortune politique d'Imbert-Colomès et engagea Palerne de Savy, qui présidait la séance, à punir la licence. Félicitant Vitet en décembre 1790 d'accéder à la mairie, Collomb lui recommanda l'Académie « qui a toujours eu pour objet principal le progrès des arts utiles »⁴⁴.

Parmi les grands problèmes qu'elle aborda à cette époque figure celui de l'esclavage et de la traite des nègres. Dans son ouvrage, le pasteur Frossard rapportait des faits qui alarmèrent les âmes sensibles, Guillaume Raynal venait de fonder un prix sur les inconvénients et les avantages de la découverte de l'Amérique, Mathon de la Cour commenta en 1790 le livre de Frossard dont le ton s'apparentait à celui de *l'Histoire des deux Indes*⁴⁵.

Mathon évoque les méfaits de la traite : « On ravit à des hommes le plus précieux des biens, la liberté, et on brise les liens les plus sacrés de la nature » ; on voit les esclaves déportés qui contemplant les enfants de leurs maîtres « en versant des torrents de larmes », parce qu'ils leur rappellent leurs propres enfants. Pour recruter ces esclaves, on fomenta des guerres entre les tribus guinéennes. A leur tour, les planteurs agissent en « véritables despotes » et ils conduisent leurs nègres avec une telle brutalité qu'il en périt annuellement un neuvième. Des sociétés, comme celle des Quakers en Pensylvanie, « s'efforcent d'atténuer ces horreurs », et l'Académie lyonnaise voudrait s'associer à cette œuvre et défendre la valeur de l'individu⁴⁶.

Le prix offert par l'abbé Raynal attira une cinquantaine de concurrents que l'abbé Jacquet examina en 1791. « On commence à rougir d'une conquête longtemps célébrée avec emphase », et on s'interroge sur la portée de la pénétration européenne, sur le trafic des esclaves, « commerce illicite et barbare ». Plusieurs dissertations insistent sur la cruauté des conquérants ; d'autres déclarent qu'il est difficile de mettre en balance les pertes humaines et des richesses comme la cochenille ou la pomme de terre...

La prospection de l'Amérique renouvela l'esprit européen et permit d'abord d'étudier « les formes primitives de l'homme tel qu'il sortit des mains du Créateur ». Selon le marquis de Chastellux, l'Amérique favorisa l'extension du commerce et de la civilisation. L'Afrique n'était qu'un repaire de brigands, l'Asie, l'apanage des tyrans ; « l'anarchie féodale déchirait l'Europe et la préparait au despotisme » ; peuplée de mécontents, elle était le « pays de la mode et des révolutions ». Or, « le dernier degré de la civilisation est de devenir plus humain, plus compatissant, plus généreux et on le devient à force de se communiquer ». Le Nouveau Monde affermit les idées relatives à la liberté ; les Suisses et les Bataves avaient procédé à quelques tentatives, mais l'Europe croyait que « la liberté ne convenait qu'aux plus petits Etats, et que les grands empires étaient essentiellement voués à l'esclavage.

⁴⁴ J. BONNEL, *op. cit.*, p. 16-20.

⁴⁵ B. FROSSARD, *La cause des esclaves nègres* (Lyon, Delaroche, 1788, 2 vol.).

⁴⁶ Notice sur M. de la Cour (A. H. S. R., 1827, VI, p. 295-312).

La patrie de Franklin prouve que l'on peut instaurer partout une liberté aussi loin de la licence que de l'esclavage ». Elle renseigne aussi l'Ancien Monde sur le problème du luxe. Quoique nuisible à bien des égards, le luxe stimule l'industrie et l'art, à condition de détruire « le goût dépravé et ruineux des productions étrangères ». Le seul point noir, c'est que ce continent idyllique souffre de la dépopulation, mais il ne faut pas désespérer. Les progrès s'affirment partout : l'Europe et l'Amérique montrent que « la civilisation sans liberté ne fait que des esclaves, et la liberté sans civilisation des sauvages »⁴⁷.

On reconnaît les thèmes majeurs de la pensée encyclopédiste dans ce compte rendu, mais on devine aussi l'embarras des académiciens : la découverte de l'Amérique avait entraîné les méfaits de la traite, mais elle avait révélé une contrée que l'on croyait paradisiaque. Le prix proposé par Raynal ne fut pas attribué; l'Académie modifia le sujet et demanda « quelles vérités et quels sentiments il importe le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur » ?

Parmi les concurrents de 1791 figura le lieutenant Bonaparte. Son essai révèle la pensée du jeune officier qui avait embrassé avec une ardeur juvénile les principes philosophiques les plus audacieux. Nourri de Raynal, Bonaparte aimait la période oratoire redondante. Il laisse échapper des réflexions préromantiques sur « la mélancolie de la nature », « le baume salutaire de la rêverie », « l'agitation du sentiment ». Rousseau inspire le futur César : « L'homme en naissant porte avec lui des droits sur la portion des fruits de la terre nécessaires à son existence. » Mais Bonaparte reste fidèle au rationalisme optimiste : la raison doit l'emporter sur le sentiment, l'intelligence sur le cœur; elle soutient l'énergie, modère les passions, fait évanouir les fantômes de l'imagination. Comme tout le siècle, Bonaparte croit en la vertu éducative des mathématiques; comme ses contemporains, il revendique « la liberté de penser et d'écrire en ce qui ne blesse pas l'ordre social » et proclame que la résistance à l'oppression est « le plus beau droit du citoyen ». On retrouve les courants de l'époque dans cette œuvre d'extrême jeunesse, la confiance dans la bonté naturelle de l'homme, le goût de l'unité simplificatrice, la sensibilité diffuse... Vasselier la considéra comme « un rêve très prolongé », Thorel de Campigneulles reconnut que c'était « peut-être l'ouvrage d'un homme sensible », mais qu'il était « trop décousu et trop mal écrit pour fixer l'attention »⁴⁸.

Presque tous les travaux, entrepris à l'Académie, se plaçaient sous le signe de l'utilité sociale. Les spéculations scientifiques s'y rattachaient souvent. L'histoire naturelle garda son prestige et l'Académie recueillit avec joie le cabinet que légua en 1789 le commandeur Déodat de Dolomieu. Elle récompensa Flaugergues en 1790 pour son mémoire sur l'aplatissement de la terre aux pôles et deux botanistes de Manosque et de Nancy pour une étude sur une famille de plantes distinguée par Linné.

L'Académie stimula les progrès techniques et fit examiner les remèdes possibles à la crise économique. Elle offrit un prix en 1791 sur ce sujet : « Les manufactures de lainage peuvent-elles favoriser l'écono-

⁴⁷ L. JACQUET, *Coup d'œil sur les quatre concours qui ont eu lieu à l'Acad. pour le prix offert par l'abbé Raynal* (Lyon, Bruyset, 1791, in-8°, 44 p.).

⁴⁸ N. BONAPARTE, *Le discours de Lyon* (Paris, Morancé, 1929, in-16, 104 p.).

mie rurale et fournir du travail aux ouvriers en soie sans emploi ? » En 1792, le prix Christin fut réservé à qui suggérerait le moyen de rendre le cuir imperméable à l'eau, sans en altérer la souplesse, sans augmenter son prix. Elle proposa de rédiger une description géographique du département de Rhône-et-Loire qui puisse servir de base à une carte... Ainsi se poursuivaient les spéculations chères à l'ère des lumières. Les ultimes travaux de l'Académie en 1793 s'y rapportent encore. Le prix Raynal fut remanié : il s'agissait de mesurer une fois de plus l'effet des études littéraires sur les mœurs. Pour obtenir le prix Christin, il fallait « découvrir les moyens mécaniques les plus sûrs et les moins dispendieux pour mettre les moulins et autres usines, établis sur les rivières, à l'abri de l'interruption du mouvement pendant les fortes gelées ».

Les autorités locales recouraient encore à la compétence de ce corps savant : le Tribunal de district le chargea de juger une contestation survenue à propos des procédés de teinture; le Directoire de département le pria d'examiner le fonctionnement d'une pompe à vide, un moyen de blanchir les toiles, la valeur d'une machine hydraulique... Néanmoins, elle ne captait plus tous les travaux : un « machiniste » de Saint-Genis-Laval préféra, en février 1793, transmettre à la Convention sa machine éolienne pouvant servir de moulin, assécher les puits de mine, actionner le soufflet des forges... Il signale aussi qu'il a perfectionné la machine à filer le coton et celle utilisée pour le tordage de la soie ⁴⁹.

Les dernières séances demeurèrent étrangères aux vicissitudes contemporaines. Le nombre des présents s'amenuisait. A la veille de la journée du 29 mai 1793, ils entendirent un exposé du Père Lefèvre sur l'éclipse de lune, une communication de Willermoz sur les propriétés fébrifuges du quinquina, une épître de Laurencin à Durey de Morsan, l'ami de Voltaire... Ces activités parurent désuètes et, très tôt, l'Académie pressentit sa condamnation. Il fut d'abord question de la déloger de l'Hôtel commun; le directeur Jars et le secrétaire Claret-Latourette expliquèrent que la collection Pestalozzi et la bibliothèque Adamoli nécessitaient un local suffisant. Un autre rapport, établi quelques jours plus tard, présenta le budget de l'Académie et Jacquet affirma que les académiciens eux-mêmes comblaient le déficit; quant aux jetons de présence, ils constituent une faible récompense qui flatte l'amour-propre et assure l'assiduité; sa suppression pourrait entraîner le relâchement et peut-être la disparition du corps. Or, l'Académie seconde la municipalité et elle a le mérite de s'harmoniser avec les institutions actuelles : dès sa naissance, elle a adopté les premiers droits de l'homme, la liberté et l'égalité ⁵⁰.

En septembre 1791, le transfert au Collège fut envisagé et l'Académie élabora une nouvelle fois sa défense. Elle montra qu'elle choisissait ses sujets de concours dans les domaines touchant la vie régionale et que, gardienne de la culture, elle recueillait les cippes, les vestiges antiques, les manuscrits. « La seconde ville du royaume doit craindre de perdre le seul corps littéraire qu'elle possède dans son sein lorsque

⁴⁹ A. N., F 17A 1004B, n° 470, Lettre d'Antoine Fétinet, machiniste à Saint-Genis-Laval, 25 fév. 1793.

⁵⁰ A. D. R., 1L 1077, Mémoire présenté par l'Acad., 30 déc. 1790; Rapport à MM. les Off. munic., 12 janv. 1791.

la capitale est maintenue dans la jouissance de plusieurs Académies. » Un sursis lui fut accordé. Peu après, elle dut s'installer au Collège. Elle se survivait quand Talleyrand déposa une motion tendant à détruire les sociétés savantes. Le jour où l'armée des Alpes ouvrit le feu contre Lyon, le 8 août 1793, la Convention supprima les Académies ⁵¹.

Peu à peu allaient ainsi disparaître les moyens de culture. Au milieu du XVIII^e siècle, on s'était préoccupé de la sauvegarde des archives : Marc-Antoine Chappe, archiviste de la commune de 1753 à 1781, avait dressé un inventaire de vingt et un volumes; à la Charité, l'administrateur François Deschamps avait trié ce qui existait en 1742. Les archives judiciaires, malgré la présence d'un archiviste nommé en 1775, demeuraient dans un véritable chaos. Flesselles avait proposé en 1783 de classer les minutes des greffes dont le nombre augmentait sans cesse; « à chaque recherche, le désordre s'accroissait ». Le greffier de la Sénéchaussée, Claude-Marie Veillas, fut désigné pour former des liasses et organiser des cases par ordre alphabétique et chronologique. L'administration se heurta à la consigne du Contrôleur général des Finances Le Fèvre d'Ormesson : la dépense n'était point prévue ⁵².

Quand la Constituante créa les dépôts d'archives, Veillas espéra percevoir son dû; il fit valoir en janvier 1791 qu'il avait travaillé neuf ans au classement des insinuations et des curatelles, qu'il avait fait construire un cabinet, qu'il l'avait meublé... Sa pétition, sous une épigraphe tirée du *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité*, loue le nouveau régime : « Les Français commencent à ressaisir la liberté que leur avait ravie le gouvernement ministériel, sous le poids duquel ils gémissaient depuis tant de siècles. »

Pour justifier la nécessité des archives, le greffier démontre la légitimité du droit de propriété. Les hommes « n'ont confié le soin de les gouverner à des tiers que pour mettre leurs biens à l'abri des incursions étrangères et des invasions particulières. Ainsi, dans le contrat social qui s'est formé entre eux, quelques-uns ont promis d'assurer à chacun la possession de ce qui lui appartient et, le plus grand nombre, d'obéir toutes les fois qu'il s'agirait d'opérer le bien de la chose publique ». Sans cette précaution, s'étendrait l'anarchie, « le plus grand fléau dont puisse être affligée la nature humaine... Les augustes pères conscrits de la patrie ont été tellement pénétrés de cette grande vérité qu'ils ont donné à la constitution nouvelle, qui fait l'admiration de nos voisins, détermine notre enthousiasme parce qu'elle sera la source des jours heureux que nous allons couler, l'inviolabilité des propriétés ».

De ce droit, dérivent l'importance des actes notariés et l'urgence de leur classement. Mais, « lorsqu'il s'agit d'effectuer le bien, les obstacles s'élèvent à chaque pas »; les dossiers se trouvaient soumis « à la voracité des souris », et lui-même respira « la poussière fétide et putréfactive ». En 1788, il se rendit à Paris, ignorant « qu'on ne parvenait à un ministre qu'avec beaucoup de peine ». Il n'obtint pas le remboursement de ses avances et le versement de son salaire, parce qu'il n'était soutenu « par aucune de ces femmes qui trafiquaient également des deniers publics et de leurs appas flétris de débauche ». En 1791, les juges du tribunal répliquèrent qu'aucun répertoire n'était

⁵¹ J. BONNEL, *op. cit.*, 1901, p. 79.

⁵² A. D. R., 1L 1079, Corresp. de juil. à sept. 1783.

établi et qu'il fallait d'abord achever la besogne. L'ancien greffier protesta, reprit son exposé, discuta le total des acomptes... En 1792, l'affaire traînait toujours ⁵³.

L'Assemblée nationale décida cependant de préserver ce que l'on considérait comme des éléments de jurisprudence ou comme des monuments historiques. Le subdélégué de l'Intendant Terray répartit en 1790 les pièces de l'Intendance sous les rubriques : Collège de chirurgie, Travaux Perrache, émigrations ouvrières... Les lettres patentes de novembre 1790 prescrivirent aux monastères et aux chapitres de déposer aux greffes des juges royaux et des municipalités les catalogues de leurs bibliothèques et archives. Certains fonds avaient une valeur exceptionnelle : le chartrier du chapitre métropolitain contenait des manuscrits de saint Augustin, des écrits du temps de Leidrade ⁵⁴... Après la suppression des ordres religieux, des officiers procédèrent avec ponctualité aux récolements et au transfert des archives au dépôt des Feuillants. Pendant l'année 1791, on se saisit avec soin des archives du chapitre de Saint-Paul, de l'abbaye d'Ainay, du grand prieuré d'Auvergne de l'Ordre de Malte... Il ne se produisit pas de détournement : le document historique ne suscitait pas de convoitise ⁵⁵.

En janvier 1791, le Directoire du district sollicita un archiviste pour classer « la très grande quantité de chartes, titres et papiers qui tiennent à tous les corps ecclésiastiques ». Bientôt, les destructions l'emportèrent. Lors de la fête au Champ de Mars, en septembre 1792, le feu fut mis « au monceau de tableaux, de titres de noblesse, actes de privilèges », et les flammes dévorèrent « ces puériles dépouilles du préjugé et de l'orgueil » ⁵⁶. En octobre, l'Administration départementale installée à l'Intendance se transféra à l'Hôtel commun. Le secrétaire tria les registres et vendit le rebut. Cochet en acheta soixante-cinq quintaux ⁵⁷ ! Quand la guerre fit rage, Monge et Garat firent des gargousses pour l'artillerie avec les archives de la Chambre des Comptes, supprimée en 1792. Économie profitable qui permettait « de détruire des titres dont la saine philosophie demande l'anéantissement » ⁵⁸.

En février 1793, bien que l'archiviste Blachier prétendit qu'elles se trouvaient à l'Hôtel commun, on découvrit les archives du Bureau des Finances à l'Hôtel Feuchère. Le 10 août, on brûla, place de la Fédération, les titres recognitifs des droits seigneuriaux, en particulier cinq volumes de terriers de la prébende Saint-Antoine ⁵⁹...

De la même façon, les premiers événements révolutionnaires déterminèrent d'abord un enrichissement des bibliothèques. Dès novembre 1789, la législation amena les autorités à choisir parmi les biens ecclésiastiques les ouvrages, les médailles, les tableaux à conserver. Le Conseil de district de Lyon déclara inaliénables les manuscrits et éditions

⁵³ *Ib.*, 1L 1079, Lettres des 4 et 17 janv. 1791; dossier du 21 fév. 1791 au 26 janv. 1792.

⁵⁴ Catalogue de la Bibl. du chapitre de l'Eglise, comté de Lyon (ms F. C. 1081, 1777, in-f°, 50 p.).

⁵⁵ Affaire Dauphin de Verna. Rapport des experts (Lyon, Schneider, 1898, in-8°, 98 p.). p. 15, 16, 35, 49.

⁵⁶ J. GUERRE, *Hist. de la Révol.*, éd. Guigue, p. 381.

⁵⁷ G. GUIGUE, *P.V. du Conseil génér. de Rh.-et-Loire*, II, p. 160, 15 oct., et p. 184, 3 nov. 1792.

⁵⁸ A. D. R., 1L 1079, Décret de la Convention, 5 janv. 1793.

⁵⁹ M. H. L., P.-V. relatifs à la réunion civique du 10 août 1793.

précieuses renfermés dans les maisons religieuses et accumula les volumes confisqués dans les bâtiments publics⁶⁰. Il fallut trier ces livres, vérifier si les collections laissées à la garde des religieux étaient intactes, dresser une liste générale. Le Directoire évalua le nombre des volumes à 150 000 et, sur recommandation de l'abbé Rozier, nomma l'abbé Tabard bibliothécaire. Delandine protesta; il logeait au Grand Collège et assumait les fonctions de bibliothécaire de l'Académie. Froissard, membre du Conseil du district, lui fit savoir que l'Administration préférerait un célibataire. Delandine invoqua sa compétence : « Les banqueroutes des libraires m'ont forcé à acquérir plus de livres que je ne puis lire pendant toute ma vie. » Il supposa que cette disgrâce venait de Froissard qui, n'ayant jamais pu entrer à l'Académie, laissait échapper son amertume. « Lorsque la persécution se fait sans modération, on dit que l'insurrection est le plus saint des devoirs⁶¹. »

Une instruction détaillée, avec des exemples naïfs, guida le travail. Elle conseille d'établir des fiches bibliographiques sur des cartes à jouer, « qui ont peu de peinture, commè les as », de les classer, puis de les recopier sur un registre. La bibliothèque de l'Académie continuait d'être ouverte à l'Hôtel commun. L'évêque proposa à l'Administration de Rhône-et-Loire d'admettre le public dans la bibliothèque des ci-devant comtes, en y joignant les fonds « du citoyen Marbeuf ». Le clergé en serait le dépositaire et se chargerait de l'entretien. Mancœuvre, semble-t-il, destinée à éviter la confiscation⁶².

Malgré les rappels de l'Assemblée constituante, le dénombrement progressait peu. Les biens nationaux se vendaient et il fallait recueillir les ouvrages. Le siège interrompit toute besogne...

Dans l'ensemble, les groupements d'Ancien Régime, même ceux qui diffusaient l'esprit nouveau, connaissaient des difficultés. Le déclin de la recherche fut particulièrement sensible dans le domaine scientifique. Savants, botanistes, médecins qui avaient conféré un éclat exceptionnel à la cité, furent de 1789 à 1792 accaparés par des fonctions politiques. Professant des convictions rationalistes, ils avaient répandu l'idée que des réformes s'imposaient; qu'on peut appliquer à la société les lois de la raison pure, que la politique est une science fondée sur des principes tirés de la nature humaine. Leurs travaux personnels en souffrirent. On constate, dans la remise des tributs, un ralentissement significatif. Louis Vitet, l'abbé Rozier, le pharmacien Tissier n'apportent rien de nouveau. Un état, dressé par Vicq d'Azyr en 1791, mentionne douze prix sur la nature du pus, sur la topographie médicale, sur le tissu cellulaire... que la *Société royale de Médecine* avait offerts mais qui restaient sans réponse satisfaisante⁶³. Si la *Société d'Agriculture* gardait encore son activité au moment de la chute de la royauté, la Pépinière royale, déclarée inutile, avait disparu⁶⁴. Les pensées se portaient vers d'autres pôles.

⁶⁰ B. M. L., n° 1456, Inv. de 1790.

⁶¹ A. D. R., 1L 1072, Lettre de Delandine à un « cher confrère », 27 sept. 1791.

⁶² *Ib.*, Instruction de Massieu et de la Rochefoucault, 15 mai 1791. — Décret de l'Ass. nat., 26 sept. 1791; lettre de l'évêque à l'Administration de Rh.-et-Loire, s. d.

⁶³ *Ib.*, T 301, Prix distribués et proposés par la Soc. royale de Médecine, 15 mars 1791.

⁶⁴ G. GUIGUE, *P.-V. du Conseil génér. de Rh.-et-Loire*. Délib. du 17 déc. 1790, I, p. 170, des 10 et 11 août 1792, II, p. 61.

Quelques « gens de l'art » parvinrent cependant à mener de front leurs occupations professionnelles et les obligations civiques. Pierre-Claude Willermoz, qui s'était formé à Montpellier comme son père Pierre-Jacques, enseigna en 1789 l'anatomie au Collège de Médecine. Il publia divers mémoires sur la macération du lin, sur l'influence contagieuse des miasmes provoqués par le rouissage du chanvre, sur le perfectionnement des brûleries d'eau-de-vie, sur les moyens de corriger le goût du fût dans les cuves⁶⁵... Ancien élève de l'Oratoire, puis du séminaire Saint-Irénée, Charles-Louis Dumas, disciple lui aussi de Barthez, soutint sa thèse en 1785. Dans ses *Essais sur la vie ou Analyse raisonnée des facultés vitales*, il rattache aux propriétés vitales les phénomènes que l'on expliquait alors par les hypothèses mécanistes. Il revint à Lyon en 1792 et exerça ses talents à l'Hôtel-Dieu jusqu'en 1795. Il répandit de façon simple les théories de Stahl sur l'âme, de Sauvages, Haller et Bordeu sur les glandes et le cœur, de Barthez sur le vitalisme. Il exposa une véritable méthodologie médicale, analysa les types de tempérament, décéla les répercussions du climat et des saisons sur l'organisme... Quoique limité en durée, le séjour de ce brillant professeur dans sa ville natale contribua à renouveler les conceptions médicales⁶⁶. Malgré ses charges sociales, Gilibert compléta en 1789 les *Démonstrations élémentaires de botanique*, rédigées par Louis Claret de la Tourette et François Rozier, et publia en 1791 *Adversaria medico-practica prima*, puis en 1792 *Exercitia phytologica*.

L'existence des Collèges devenait de plus en plus précaire. Brion attaqua en 1790 le Collège qui voulait lui interdire d'opérer lui-même ses malades. Dans sa défense, l'intéressé reprocha aux chirurgiens de comparer leurs études à celles des médecins et de prétendre que « l'aspirant, qui se présente à leur communauté, subit des examens faits pour épouvanter Esculape lui-même. C'est, à les entendre, le sphinx qui interroge Œdipe ». Et de reprendre l'accusation habituelle de vénalité : « Ne sait-on pas que l'argent aplanit bien des difficultés et que le son de ce métal rend leurs oreilles tout à fait bénévoles⁶⁷ ? » La querelle suggéra la publication d'une brochure exposant le conflit entre médecins et chirurgiens sur le mode badin, sous forme d'un dialogue entre Basile et Figaro⁶⁸. Ces procès longs et coûteux déconsidéraient le monde médical.

Après toutes ces contestations avec Bruny, Fignet, Faissolle, le Collège se trouva discrédité et ruiné. Le temps avait été gaspillé en enquêtes et en plaidoieries. On s'endettait pour plaider, et plaider endettait. Les cours étaient médiocres. Selon la correspondance que le chirurgien Blanchard échangeait avec les praticiens de Paris, surtout avec Louis, les leçons étaient données irrégulièrement et toujours incomplètement⁶⁹. L'ensemble comprenait six chaires en 1789 : Coindre enseignait l'ostéologie; Antoine Peronnet, qui n'était même pas gradué,

⁶⁵ *Journal de Lyon*, 1788, p. 287-288; 1790, p. 298.

⁶⁶ P. PARAT, *Eloge hist. de C.-L. Dumas* (Paris, Huzard, 1821, in-4°, 21 p.).

⁶⁷ Mémoire pour M. Brion, docteur en méd. et en chirurgie de l'Univ. de Montpellier, agrégé au Coll. de Méd. de Lyon, appelant, contre le doyen, syndics et autres membres du dit Coll. de Méd. et contre la communauté des chirurgiens (Lyon, Delaroche, 1790, in-4°, 96 p.).

⁶⁸ Dialogue entre Basile et Figaro, sur le procès des médecins avec les chirurgiens (Lyon, Delaroche, 1790, in-4°, 8 p.).

⁶⁹ A. H. L., F 25, Papiers Blanchard, lettre de Louis, 25 mai 1786.

l'accouchement; Joseph Biessy la matière médico-chirurgicale; Champeaux l'anatomie; Puy les opérations; Louis Blanchard les principes. Pour la première fois, des séances obligatoires furent organisées; les craintes inspirées par les projets visant les corporations provoquèrent ce tardif sursaut d'énergie. En 1791, il n'y eut que cinq cours, quatre en 1792, trois en 1793. Le nombre des élèves variait selon les matières : en 1784, Blanchard en comptait dix-sept, Puy soixante-huit, mais Peronnet en recevait davantage. Les garçons chirurgiens fournissaient le plus gros contingent d'auditeurs; ils provenaient souvent du Languedoc et de la Provence. Peu assidus, ils préféraient les exercices dans les hôpitaux ⁷⁰.

Le niveau ne satisfaisait pas davantage. Pierre-Etienne Martin, élève en 1792, avoue que les exposés de théorie élémentaire étaient « plus ou moins suivis par les aspirants au service interne des hôpitaux et rarement à la hauteur des progrès des deux branches, alors séparées, de la science médicale » ⁷¹. Le Bressan Marc-Antoine Petit fréquenta d'abord les classes d'anatomie, dirigées par Brion, et étudia la chirurgie à Lyon sous la direction de Pointe, puis à Paris où il devint le disciple de Pierre Desault ⁷².

Ainsi les étudiants, ne disposant plus à Lyon des moyens de s'instruire, allaient compléter leurs connaissances professionnelles dans d'autres centres plus vivants et mieux pourvus : François Ballyat alla à Paris, Pierre Bugnard à Paris d'abord aux cours de Desault, puis à Montpellier où il soutint sa thèse en 1790, Jean-Baptiste Sauzet et Jean Raillard obtinrent leur doctorat à Valence en 1790 et 1792 ⁷³. Aucun aspirant ne présenta sa thèse à Lyon après 1789 : pour la dernière fois, le Collège de Chirurgie examina le mémoire de Jean-Antoine Saissy en juin 1789. D'origine provençale, Saissy avait étudié à Paris, avait été préparateur des cours d'anatomie de Dussaussy jusqu'en 1786, puis avait servi comme chirurgien-major de la Compagnie royale d'Afrique ⁷⁴. Sa soutenance, consacrée à l'inoculation de la petite vérole, marque la fin d'un enseignement et d'une époque.

Le Collège des chirurgiens jouissait d'une mauvaise réputation. Depuis le début de la Révolution, il se savait condamné. Dès l'été 1791, Louis annonça à Blanchard la destruction prochaine de toutes les corporations. L'enseignement serait réduit et il ne subsisterait que quatre facultés à Paris, Montpellier, Strasbourg et Bordeaux. Les dissensions s'aggravaient et le Conseil municipal nomma des enquêteurs. Le décret du 19 août 1792 supprima tous les corps enseignants, en tant qu'associations, et le Collège se réunit pour la dernière fois en octobre 1792. Son échec peut surprendre : la situation géographique paraissait favorable et la ville pouvait espérer devenir un centre universitaire complet. L'impécuniosité gêna la compagnie, et l'ardeur processive s'empara des chirurgiens. Leur malthusianisme corporatif n'encouragea pas les jeunes à s'inscrire...

⁷⁰ J.-P. POINTE, *Hist. du Gr. Hôtel-Dieu de Lyon*, 1842, p. 346-347.

⁷¹ MARTIN le JEUNE, *Notice hist. sur le Dr P. Bugnard* (Lyon, Marle, 1844, in-8°, 19 p.), p. 8-9.

⁷² P. PARAT, *Eloge hist. de M. A. Petit* (Lyon, Leroy, 1812, in-4°, 24 p.).

⁷³ M.-A. CHAPEAU, *Eloge hist. de J. Raillard* (Lyon, Idt, 1828, in-8°, 23 p.).

⁷⁴ MONTAIN, *Eloge...* (in J.-A. Saissy, *Essai sur les maladies de l'oreille*) (Paris, Baillière, 1827, in-8°, 284 p.).

Le développement scientifique souffrit des rivalités corporatives. Les intéressés et les administrateurs s'inquiétèrent. En 1790, un Roannais adressa au Comité de Constitution un mémoire sur ces questions. Comme Gilibert dans *L'Anarchie médicale*, il se plaint de l'ignorance des chirurgiens ruraux qui vendent des remèdes trop vieux et profitent de la naïveté des paysans; il propose d'organiser par canton une école d'accouchement avec des « ministres de santé » stipendiés qui soigneront gratuitement les pauvres. Dans chaque district, des inspecteurs visiteront les écoles, des pharmaciens remettront des médicaments, des officiers de santé donneront des consultations. On fixera le nombre de malades que peut secourir chaque médecin ⁷⁵.

David, médecin à l'Hôtel-Dieu, publia en 1790 une sévère critique des corporations, en particulier du corps médical. « Les études et l'exercice de la médecine, comme celui de la justice et de la religion », lui paraissent chargés d'abus; « tout a été vénal et objet de commerce jusqu'à ce jour »; le trafic des titres déprave l'art de guérir; des médecins exigent parfois un salaire trop élevé, ce qui incite les clients à faire appel à des guérisseurs. « La crédulité extrême des gens de la campagne et des ouvriers des villes est telle qu'elle les porte à se confier plutôt aux drogues et aux promesses insidieuses des charlatans qu'aux conseils d'un sage médecin. » Des rivalités subsistent entre les différentes parties du monde médical; « ces guerres éternelles ont compromis la dignité de l'art, anéanti la considération due au savoir et aux talents ». Si l'on songe que les mauvais payeurs sont nombreux, on conçoit la précarité de cet état si long et si difficile à acquérir.

La réforme doit rétablir l'unité de la médecine et interdire aux chirurgiens leurs empiétements. Les facultés doivent être peu nombreuses; mais il faut les surveiller et « les mettre à l'abri de tout soupçon et prétexte de vénalité »; il faut recruter les professeurs au concours, imposer l'assiduité aux étudiants, pendant les quatre années d'études, délivrer gratuitement les grades. Un stage de trois ans dans une école de médecine pratique parachèvera la formation. Ensuite, il conviendra de reviser la répartition des praticiens. Vingt suffisent à Lyon; les autres seront envoyés dans les villages. Ces titulaires pourront être aidés de survivanciers et de suppléants qui les accompagneront dans leurs tournées. Ils établiront un formulaire simple, avec des prescriptions peu coûteuses. Les communes prendront en charge les dépenses de pharmacie. Si le malade le désire, il pourra à ses frais consulter un autre médecin. Les médecins visiteront leurs clients, comme le font les curés, ce qui bannira les guérisseurs et empêchera les malades négligents de trop attendre pour appeler le médecin. Ainsi, le service de la santé sera « municipalisé ». Quant aux chirurgiens, ils fréquenteront deux ans la faculté et trois ans l'hôpital. Ils ne recevront aucune lettre de maîtrise ⁷⁶.

Son confrère Philibert Parat proposa lui aussi de regrouper les sections des études médicales. Comme Tissot le recommande, le médecin doit connaître la pathologie, la thérapeutique, la chirurgie, puisqu'il « doit soigner les maladies internes, panser les plaies et fournir les remèdes ». Certains parviennent à le faire, « malgré tous les vices de

⁷⁵ A. N., D IV, 57, Rh.-et-Loire, 1670 : Mémoire sur les individus réunissant dans un même sujet le médecin, le chirurgien et le pharmacien, 6 juil. 1790.

⁷⁶ J.-F. DAVID, *Réclamation contre divers abus...*, 1790, p. 42-50.

notre éducation présente ». Il faut généraliser cette compétence en prévoyant une progression dans les études, en adoptant une méthode concrète — « montrer tout ce qui peut être vu, faire toucher tout ce qui peut l'être » —, en rapprochant l'étudiant du patient, comme cela se pratique en Allemagne. « L'éducation médicale » comprendra trois classes de deux ans chacune. La première sera réservée aux cours d'anatomie, de physiologie, de chimie, aux dissections et aux exercices botaniques, au commentaire d'Hippocrate. La seconde comportera des stages à l'hôpital pour l'apprentissage de la petite chirurgie. La dernière sera consacrée à l'étude des maladies. Pendant toute la scolarité, des examens semestriels entretiendront l'émulation ⁷⁷.

Le Conseil général de Rhône-et-Loire témoigna des vues moins ambitieuses. Le Comité de Bienfaisance lui conseilla, en décembre 1790, de rétablir le cours gratuit d'obstétrique et d'y envoyer six élèves choisis dans les six districts. Le Conseil acquiesça et le maintint en 1791, car il apportait un réel secours aux campagnes. Le Comité obtint encore en décembre 1791 la nomination de médecins d'épidémies. Il rappela que le soulagement des malheureux est une dette sacrée pour des cœurs sensibles, que les maladies plongeaient dans la détresse la classe utile et laborieuse... Gilibert et Vitet furent entre autres désignés pour ces fonctions ⁷⁸. Sous le coup de la nécessité, les pouvoirs publics se chargeaient de contrôler l'assistance médicale. Le Directoire départemental reprit cette question en novembre 1792. Il demanda aux médecins de composer une topographie de leur arrondissement, en précisant les conditions climatiques, le tempérament des habitants, les maladies fréquentes... En cas d'épidémie, ils rédigeront un rapport, consulteront la *Société de médecine* et prépareront un manuel d'hygiène à l'usage de leurs clients, les enfants seront obligatoirement inoculés ⁷⁹. Ainsi, les études médicales connaissaient un certain désarroi au début de la Révolution, mais les tentatives de rénovation étaient amorcées.

L'Ecole vétérinaire, dont la ville s'était glorifiée, traversait aussi une période difficile. « L'Académie du roi pour monter à cheval » avait survécu. Jean-Baptiste Berthaud avait obtenu en 1787, du Grand écuyer de France, conformément à l'usage, un brevet qui le nommait écuyer de l'Académie d'équitation en remplacement de Charpentier. Des démêlés survinrent entre Vial, qui avait été l'adjoint de Charpentier, et Berthaud; l'établissement tomba dans un état notoire de déperissement. La Révolution le fit entrer dans les attributions municipales. La municipalité de Savy jugea en 1790 qu'elle n'avait pas à le subventionner et, en 1791, elle loua le bâtiment. L'institution, qui avait donné naissance à l'Ecole vétérinaire, disparut ⁸⁰.

Celle-ci semblait à la veille de faire de même. Installée à la Guillotière, elle disposait d'une salle de dissection, d'un laboratoire pharmaceutique, d'un jardin botanique avec orangeries, dont les plantes étaient toujours classées selon le système de Tournefort. Les vingt-quatre

⁷⁷ Ph. PARAT, *Mémoire sur les moyens de perfectionner les études de l'art de guérir* (Lyon, 1791, in-8°, 32 p.).

⁷⁸ G. GUIGUE, *P.-V. du Cons. génér. Rh.-et-Loire*, 17 déc. 1790, I, p. 178; 9 déc. 1791, I, p. 315; 15 déc. 1791, I, p. 371.

⁷⁹ Plan de travail arrêté par le Directoire, relativement au traitement des épidémies et objets généraux de salubrité publ. (9 nov. 1792, 7 p., coll. Godart).

⁸⁰ A. M. L., *Inv. Chappe*, XX, 379. Acad. du roi pour monter à cheval.

internes étaient mal logés : leur dortoir, très insalubre, trop exigü, voisin de l'écurie des chevaux malades et du fumier, ne pouvait contenir un lit individuel par élève, « ce qui est contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre ». Les jeunes gens, provenant de toutes les provinces, apprenaient « par cœur des cahiers ou un livre d'Anatomie donné par M. Bourgelat ». Ils disséquaient des chevaux pendant l'hiver, opéraient quelques animaux, étudiaient les maladies des équidés, des bovidés, des ovidés... Deux fois par an, les professeurs présentaient au public les élèves les plus instruits, surtout ceux qui possédaient la mémoire la plus solide. Ils récitaient leurs leçons et obtenaient des prix. « Ce genre de concours est incapable de faire apprécier le degré de mérite de chaque élève. Il faut des examens plus réfléchis et faits par des personnes instruites en l'art vétérinaire. Il faut voir opérer et manier le fer, il faut que l'objet du concours soit écrit, que les questions soient inconnues des élèves », que les réponses ne soient pas dictées à l'avance.

Le rapporteur exprimait divers regrets. L'instruction n'est pas assez pratique : les élèves méprisent la ferrure, les professeurs s'attachent trop aux maladies des chevaux, négligent celles des autres bestiaux, n'interrogent pas assez, n'organisent pas de classe-promenade dans la campagne... Il faut séparer les bâtiments, agrandir les fenils, régulariser la comptabilité. Le plus grand de tous les inconvénients provient de ce que le district de Lyon supporte à lui seul la dépense d'une école ouverte « non seulement aux Français, mais encore à tous les étrangers ». Plusieurs remèdes semblent possibles : adjoindre au directeur trois professeurs qui traiteront respectivement l'anatomie, la ferrure et les opérations. Chacun enseignera quatre heures chaque jour, sans compter les exercices pratiques. Les études se poursuivront pendant quatre ans et comporteront un examen public chaque trimestre. Les élèves seront interrogés, prépareront les médicaments, soigneront les animaux, collecteront des plantes... Dans ces conditions, les vétérinaires ne quitteront plus leur profession pour embrasser celle de médecin et « empoisonner ou assassiner avec impunité la classe la plus pauvre »⁸¹.

Le Conseil général aborda la question en 1791. L'école avait rendu d'appréciables services, mais elle se trouvait dans une situation précaire : les locaux étaient insuffisants, les fonds étaient naguère alimentés par la ferme des fiacres qui ne payait plus, le budget était déficitaire. Néanmoins, le Conseil la maintint. Elle fut sauvée par la déclaration de guerre. Il fallait désormais former des maréchaux-ferrants pour les armées : en juin 1792, l'Assemblée législative décida de régler les dettes de l'école et d'étudier sa réorganisation.

Toujours optimiste, l'abbé Rozier crut l'heure venue de réaliser un de ses projets : la création d'une Ecole d'agriculture dans le parc de Chambord. Il l'avait déjà tenté en 1775. Turgot l'avait accepté, mais le gouverneur du château s'unit aux cabales de la Cour contre le Contrôleur général. Le but de l'établissement serait de « perfectionner l'agriculture, en France, base première du commerce et de la prospérité nationale ». Quelques traités ont stimulé la « révolution » agraire, mais dans l'ensemble les livres agissent peu sur le cultivateur. Cette classe ne les achète pas, « ne lit pas et même ne saurait les lire avec

⁸¹ Rapport sur l'Ecole vétérinaire, lu dans la seconde session du Conseil du district de Lyon... (Lyon, Bruyset, 1790, in-4°, 16 p.).

utilité. Cependant c'est celle qui exige le plus d'instruction, parce qu'elle est la main qui exécute ». Il est possible de répandre l'agronomie : l'Ecole des jardiniers de Lyon le prouve. Les différents plans d'instruction publique prévoient des chaires d'agriculture, mais elles n'atteindront pas les paysans. « Elles rendront les oisifs de la ville des théoriciens et beaux discoureurs sans pratique. » Il faut expliquer aux ruraux le sens des travaux qu'ils accomplissent par routine.

Chambord conviendrait en tous points. Situé au cœur de la France, le territoire, formé d'alluvions fluviales, peut accueillir tous les végétaux, sauf l'olivier et le caprier. L'exploitation du domaine est rentable sans un nombreux personnel. « Ce sont les Directeurs, les Inspecteurs, les Contrôleurs, les fournisseurs qui ruinent. » La vente d'une partie de la forêt procurerait des capitaux suffisants pour réparer les bâtiments. Chaque département enverra à cette Ecole nationale d'agriculture un fils de cultivateur qui travaillera pendant trois ans dans les vignes, les potagers, les pépinières... « Sans la pratique en grand et comparative, toute théorie est inutile et, sans la théorie prise et éclairée dans le livre de la nature, la pratique est toujours incertaine et marche en aveugle. Il faut absolument que l'élève sache raisonner son travail, sans quoi on ne parviendra jamais à détruire les routines aveugles et absurdes de la plupart de nos provinces. » Rendu à ses foyers, chaque élève deviendra un point de rayonnement. Les excédents de l'entreprise serviront à élever des enfants trouvés. On adoptera des garçons et des filles, on les mariera à vingt ans en leur distribuant des terres, en leur remettant un troupeau, en leur bâtissant une maison de pisé. Ils rendront progressivement ce que l'école leur aura avancé. Ils auront appris pendant leur jeunesse à filer le chanvre, à tisser les draps et les toiles, à défricher. Ils éduqueront des vers à soie et ces ménages seront à la fois agriculteurs et manufacturiers ⁸².

Il fallait l'obstination et la foi d'un encyclopédiste pour présenter en cet automne 1792 un plan de rénovation agronomique où transparaissent les vues physiocratiques, l'espoir de rationaliser l'économie, les penchants philanthropiques... L'Académie et les Collèges de médecine et de chirurgie sombraient; les spéculations scientifiques avortaient; l'Ecole vétérinaire déclinait ! Des mobiles étrangers à la vie intellectuelle expliquent cette décadence scientifique : les institutions étaient defectueuses, les crédits insuffisants, les problèmes politiques envahissants... Peut-être, la confiance dans ces recherches commençait-elle à être ébranlée. Les dissensions et les échecs démentaient l'optimisme rationaliste. Déjà, semble-t-il, on revisait la conception que l'on s'était faite de la science. Avec Rousseau, on en percevait les dangers et on lui demandait de ne pas s'isoler des autres valeurs humaines. Fille de l'action, sa grandeur est avant tout, non de connaître, mais de servir.

⁸² A. N., F 17A, 1004B, n° 416, Etablissement d'une Ecole d'agriculture dans le parc de Chambord, par Rozier, 28 oct. 1792.

3. LES DEVIATIONS MAÇONNIQUES

Les tendances maçonniques, si vives et si particulières dans le Sud-Est, se modifièrent sous l'influence des événements politiques. De 1789 à 1792, une quinzaine de loges conservèrent leur activité. Chaque quartier garda la sienne : *Saint-Jean de Jérusalem d'Ecosse* et le *Patriotisme* tenaient leurs séances au cloître d'Ainay, le temple de la *Sagesse* s'élevait sur l'allée des Broteaux, celui de la *Sincère Union* à Pilata... L'agglomération se présentait comme une juxtaposition de bourgades différentes d'âge, de structure, de métiers... Chaque atelier reflétait les caractères du lieu où il avait été fondé.

Il semble cependant que les discussions, les séances des clubs, les soirées théâtrales aient contribué à réduire l'effectif des diverses obédiences. D'autres foyers d'intérêt, plus nouveaux et plus riches d'actualité, attiraient l'élite cultivée. La loge irrégulière *Saint-Louis de l'Humanité*, *La Résurrection* et *Les Parfaits Amis de la Vertu* ne laissèrent aucune trace de leurs délibérations. *La Paix* comptait quarante-deux membres, *La Grande Loge provinciale* quarante-six, mais la *Parfaite Harmonie* seize. Pour beaucoup, les tenues s'espaçaient : en 1785, la *Régularité* se réunit cinquante-huit fois; en 1786, trente-et-une; en 1789, douze; en 1790, trois, et en 1792, deux⁸³. On ne peut encore parler de décadence : *La Paix* et *La Parfaite Harmonie* demandèrent en 1789 à se constituer en chapitre. Les élections des dignitaires se poursuivaient normalement. Ils appartenaient comme auparavant aux mêmes classes sociales : des militaires aux *Vrais Amis*, des négociants comme Sain-Costard et Gabriel Magneval à la *Sagesse*, un maître écrivain Vénérable à la *Parfaite Harmonie*... Des fidèles demeuraient assidus : le chirurgien Carret, le négociant Goudard, le directeur des Fermes Souigné... signent régulièrement les procès-verbaux. Ils correspondaient toujours avec les *Elus Réunis* de Montbrison, le *Parfait Accord* de Villefranche, dirigé par l'avocat Desgranges, la *Sincérité du Secret* de Trévoux, dont Courvoisier, le directeur des affinages, était Vénérable.

Certains adeptes s'aperçurent que leur forme de réunions commençait à être discréditée. La *Régularité*, au printemps 1789, recruta encore de nouveaux adhérents, organisa la fête de la Saint-Jean, acheta deux squelettes pour la Chambre de Réflexion; les profanes prêtaient toujours serment de fidélité au Grand-Orient. Mais des dissensions apparurent entre les frères dès 1788 et des démissions suivirent. En 1790, le registre ne conserve que deux comptes rendus ! En mai 1791, le Vénérable Alexis Billet mit en délibération la question de la dissolution. On décida de se maintenir jusqu'à la fin du bail. La gêne financière menaçait : les discussions relatives au montant de la location se prolongèrent. Le 1^{er} février 1792, « d'après les observations des présents », la *Régularité* considéra « que dans ce moment où l'anarchie régnait », elle ne pouvait pas « convoquer des assemblées sans être exposée à des soupçons » sur sa conduite ou sa façon de penser; en conséquence, elle estima inutile de conserver un local sans en jouir. A la veille de l'expiration du bail, neuf membres seulement vinrent vendre aux enchères

⁸³ A. D. R., F. Galle, ms 40 : Registre des P.-V. de la *Régularité*.

res les biens de la loge. Le produit de la vente permit d'acquitter les dettes et d'organiser une ultime agape⁸⁴.

La Franc-Maçonnerie régulière s'éteignit ainsi. En 1790, la plupart des loges se réunirent; en 1791, il ne reste des traces que de quatre. En 1792, le *Parfait Silence* et la *Sincère Amitié* suspendirent leurs travaux⁸⁵. David en parle avec mépris. « Le despotisme qui fait rechercher toutes sortes de moyens de dissipation, le désœuvrement, l'insouciance, l'appât des banquets, le besoin et le désir de quelques pauvres artistes de trouver des prôneurs et des pratiques, multiplièrent à l'infini, dans les derniers temps, de petits corps généralement connus sous la dénomination de francs-maçons. » Ce médecin les juge sans aucune utilité et les compare aux sectes jansénistes et molinistes qui ont désolé la France, aux cénacles magnétisants et antimagnétisants qui manifaient autant de cupidité que d'ignorance⁸⁶...

Pour beaucoup de frères, l'activité philanthropique se substitua aux spéculations maçonniques. Ce n'était pas absolument nouveau : les loges quêtèrent souvent au profit de pauvres ouvriers en soie. Des francs-maçons comme le chevalier de Savaron, Bory, Mongez..., acceptèrent des fonctions à la *Société Philanthropique*. Les buts correspondaient à ceux du Grand-Orient, et beaucoup de ses membres fréquentaient les loges. En 1791, Paganucci la présidait, assisté de Rozier. Presque tous leurs collègues de la *Bienfaisance* s'y retrouvaient⁸⁷. Les ateliers entrèrent en relations avec la *Société* et la considérèrent comme un organisme centralisateur semi-officiel. La *Grande Loge provinciale* et la *Régularité* conseillèrent de lui adresser les dons. En octobre 1792, elle tenta de se prolonger en devenant la *Société fraternelle*, « établissement jusqu'ici sans exemple »; suivant l'emphase de ses fondateurs, elle reposait sur « les grands principes de la liberté, de l'égalité et de la souveraineté du peuple... », administrée par des commissaires élus par le peuple »⁸⁸. Elle devait disparaître en 1793, comme toutes les œuvres animées par les notables.

« Pauvre imbécile d'ouvrier ! écrivait Chalier à propos de la *Société fraternelle*. Le riche se sert de ce poison pour te ravir ta liberté⁸⁹. » On accusa souvent, en effet, les organisations maçonniques et philanthropiques d'entretenir des visées politiques. Dès 1797, l'abbé Barruel dénonça le complot maçonnique. L'abbé Guillon de Montléon soutint la même thèse : « La secte des francs-maçons acquérait une puissance qui, loin de contrarier celle des protestants, servait à généraliser ses vues, à propager son crédit. Une multitude de loges dispersées dans Lyon et aboutissant à une loge centrale, lesquelles étaient les types et les berceaux des différents clubs... préparèrent les élections⁹⁰. »

Au cours du XIX^e siècle, les affiliés eux-mêmes contribuèrent à répandre l'idée que leurs prédécesseurs militèrent en faveur de la Révolution.

⁸⁴ A. D. R., P.-V. de la Régularité..., 25 mars, 16 mai, 26 juin, 4 oct. 1789; 1^{er} fév., 17 juin 1792.

⁸⁵ E. VACHERON, *Ephémérides des Loges*, 1875, p. 102.

⁸⁶ J.-F. DAVID, *Réclamation contre divers abus*, 1790, p. 41, 51-52.

⁸⁷ Soc. Philanthropique ou de bienfaisance chrétienne, sous les auspices du Consulat, déc. 1789 (Lyon Delaroche, in-4°, 32 p.).

⁸⁸ Rapport fait à l'Ass. des députés nommés pour fixer la rédaction des règlements de la Soc. fraternelle (Lyon, Delaroche, 1792, in-8°, 40 p.).

⁸⁹ G. GUIGUE, *Registre du Secrétariat gén.*..., p. 460.

⁹⁰ G. de MONTLÉON, *Mémoires*, 1824, I, p. 32.

« On était fier d'être maçon lorsque la seule force de nos principes instruisait et affranchissait les peuples; lorsqu'en 1791, par exemple, la sublime audace de nos frères broya à la fois... les derniers vestiges de la féodalité nobiliaire, l'ambitieux pouvoir d'un clergé fanatique et le sceptre d'une royauté impuissante pour le bien de la nation⁹¹. » Les auteurs de cette déclaration, en 1842, avaient pu connaître des témoins de la crise. Ils cherchaient à préciser leur rôle dans la préparation de la Révolution, à montrer leur participation à la victoire de la bourgeoisie, à souligner qu'ils n'avaient pas approuvé les excès de la Convention. La maçonnerie, affirmaient-ils, n'a pas « poussé à ces scènes d'horreur et de carnage... Elle a voulu le triomphe pacifique de ses idées de tolérance, d'égalité, de fraternité, et si elle a laissé une trace sanglante dans la Révolution, c'est celle de son propre sang »⁹². Les discours officiels prétendent que, « dès sa naissance, la Franc-Maçonnerie prit pour devise et pour but ces trois mots : liberté, égalité, fraternité »⁹³. Lors de la révolution de 1848, les loges s'enorgueillirent de leur idéal républicain⁹⁴.

Cette formule, quelque peu nuancée, fut reprise sous le second Empire⁹⁵. Quand le *Parfait Silence* célébra l'anniversaire séculaire de sa fondation, en 1862, le secrétaire de la Commission historique démontra la similitude entre les déclarations de la Constituante et celles de la Loge⁹⁶. Une polémique s'éleva au Grand-Orient sur ce point⁹⁷.

La querelle s'engageait. Les uns attribuent au courant maçonnique une action directe et décisive, les autres indirecte mais profonde, d'autres encore nulle ou insignifiante. Les solutions catégoriques séduisent toujours, comme toutes les formules simples d'explication qui dispensent de s'attarder à la complexité des faits et au travail minutieux du dosage des influences⁹⁸. Les statuts interdisaient les discussions politiques et prescrivaient d'être « sujet zélé » du prince et de respecter les lois. Les francs-maçons les plus notoires s'avouèrent partisans d'une monarchie libérale et tempérée. Bourgeois éclairés, ils souhaitaient un régime de liberté. Parmi eux, de nombreux magistrats désiraient une réforme du système pénal, de nombreux négociants revendiquaient de nouvelles institutions économiques. Beaucoup, habitués aux débats sur l'économie politique, participèrent à la rédaction des cahiers de doléances. Le Grand-Orient invita ses filiales à s'engager dans la voie de la régénération. « La Patrie doit se louer de nos services... L'humanité souffrante doit nous trouver attentifs à soulager ses besoins⁹⁹. »

Les loges fournirent de 1789 à 1792 des cadres au mouvement politique. Un membre influent du *Parfait Accord*, de Villefranche,

⁹¹ Révol. et Fr.-Maçonnerie (*Rev. maçonn.*, 1842, p. 10).

⁹² Coup d'œil sur le passé, le présent et l'avenir de la Maçonnerie (*Rev. maçonn.*, 1842, p. 294).

⁹³ Célébration de la fête de l'ordre (*Rev. maçonn.*, 1846, p. 217).

⁹⁴ Adhésion du G.^o. O.^o. à la Républ. (*Rev. maçonn.*, 1848, p. 48-49).

⁹⁵ La Fr.-Maçonnerie considérée comme enseignement (*Rev. maçonn.*, juil. 1853, p. 147).

⁹⁶ M. H. L., 1242 (17), Fête maçonn. du 7 déc. 1862. Anniversaire sécul. du Parfait Silence (Lyon, Nigon, 1863).

⁹⁷ LEBLANC DE MARCONNAY, Rapport au G.^o. O.^o. sur la publication du F.^o. H. Delaage (*Rev. maçonn.*, avril 1852, p. 105).

⁹⁸ D. MORNET, *Les origines intellectuelles...*, 1933, p. 357-387.

⁹⁹ Circulaire du Gr.-Orient, 4 nov. 1789.

Jean-Baptiste Bresson-Durieux, joua un rôle important sous la Révolution. Plusieurs francs-maçons furent élus aux Etats généraux : Bergasse, le doyen de Castellans, Delandine... Aux élections municipales de 1790, les loges soutinrent leurs candidats. Le maire Palerne de Savy, un « dévot jésuitique », selon Mme Roland, fut désigné aux suffrages par le Comité constitutionnel et maçonnique de Pilata¹⁰⁰. Un autre maire de Lyon, Gilibert, avait ouvert une sorte de club au siège de cette même loge. Là, il donnait aux ouvriers des leçons de haute politique et de morale transcendante. Son ami Chassaignon, affilié à la *Régularité*, lui reprocha plus tard : « Inconsidéré Gilibert, dans les élans de ton enthousiasme populaire, n'aiguisas-tu pas, par tes ingrates et mordantes diatribes, le poignard de l'indigence fanatisée contre les riches dont les salons, les bibliothèques et les banquets furent chers à tes loisirs, à tes goûts et à ton appétit¹⁰¹ ? »

L'activité du groupe monarchien lyonnais, au cours de l'automne 1789, a pu justifier l'hypothèse du « complot maçonnique ». Autour de Mounier et de ses amis, naquit une « coalition », selon le mot de Gaultier de Biauzat. Périsse-Duluc l'annonce à son compatriote Willermoz : « La cabale des deux premiers ordres a formé une forte coalition avec un nombre de communes. C'est notre ami Virieu qui a enrôlé ceux des nôtres qu'il a pu séduire et que je juge être de cent cinquante à deux cents, ayant été d'abord plus nombreux¹⁰². » Bergasse espérait les diriger. Cet enthousiaste sectateur de Mesmer écrivait à Brissot : « Ce n'est pas au mesmérisme qu'il s'agit d'élever un temple, c'est à la liberté... Le temps est arrivé où la France a besoin d'une révolution. Mais vouloir l'opérer ouvertement, c'est vouloir échouer. Il faut, pour réussir, s'envelopper de mystère. Il faut réunir les hommes sous prétexte d'expériences physiques, mais à la vérité pour renverser le despotisme¹⁰³. »

En réalité, il gardait des contacts avec les royalistes lyonnais, et Mme Roland déplorait son influence : « Les frères Bergasse s'expliquent ici d'une manière peu édifiante pour les patriotes sur la révolution actuelle. Ils la désapprouvent hautement¹⁰⁴. » Se référant à l'exemple américain, Bergasse défendait les deux chambres et insistait sur le danger de trop réduire le pouvoir du roi, moins redoutable d'après lui que celui d'une Assemblée trop puissante. La volonté du roi exprime, au moins autant que celle des élus, les aspirations nationales. Au parti populaire, qui se croyait vainqueur, il rappelait la nécessité d'un appel au peuple souverain. « L'Assemblée ne peut que décréter provisoirement une Constitution. C'est à la Nation seule à prononcer en dernier ressort sur les avantages ou les désavantages de celle qu'elle lui présentera¹⁰⁵. »

Ses moyens oratoires convenaient peu au rôle de chef. Son orgueil en souffrit. « Il voulait être le Lycurgue de la France, mais il voulait

¹⁰⁰ Abbé DURET, *Nouv. générales...* (B. M. L., ms 806, 165 r° et 173 v°).

¹⁰¹ A. STEYERT, *Hist. de Lyon*, 1899, III, p. 507.

¹⁰² Lettre de P. Duluc à J.-B. Willermoz, 17 sept. 1789 (B. M. L., ms 5430, 17).

¹⁰³ J.-P. BRISSOT, *Mémoires*, éd. Perroud, 1910, II, p. 54.

¹⁰⁴ Lettres de Mme Roland à Bosc, 20 oct. 1789, II, 69, à Brissot, 11 fév. 1790, II, p. 81.

¹⁰⁵ N. BERGASSE, *Sur la manière dont il convient de limiter le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif dans une monarchie* (Arch. parlem., IX, p. 109-122).

l'être seul et s'indigna contre l'Assemblée et la Nation qui s'imaginaient avoir besoin d'autres que lui pour rédiger la Constitution¹⁰⁶. » Ce fut le Dauphinois Virieu, catholique sincère et grand profès de la *Stricte Observance templière*, ami de Paganucci et de Bruyset, qui fut l'homme d'action du parti dont Mounier était le doctrinaire. Virieu exprime dans ses lettres l'exaltation de son âme fervente et inquiète : « Je suis serviteur de la royauté par le même esprit qui m'a fait combattre précédemment la tyrannie : c'est l'amour ardent, pur et vrai de la liberté, qui est si loin de la licence; c'est l'amour de l'ordre et du bien public et, s'il faut périr, je périrai en défendant ce principe¹⁰⁷. » Son confrère Périsse-Duluc n'appréciait pas cette « conduite turbulente, crierie, cabaleuse »¹⁰⁸.

Les amis de Mounier entretenaient leur pessimisme en se communiquant les nouvelles alarmantes qui venaient à leur connaissance; la fiancée de Bergasse évoque l'atmosphère du cénacle dépouillant les lettres anonymes : « On lui parle des testaments qui se font aux pieds de la divine lanterne, s'il ne suit pas les avis que porte la lettre. M. Bergasse est persuadé que le duc d'Orléans veut se faire roi. Tout est triste autour de nous. L'anarchie dans laquelle nous vivons est horrible¹⁰⁹. » L'accablement gagna ces martinistes en octobre. Virieu enviait le sort des gardes qui avaient péri les armes à la main en protégeant le roi. Bergasse recourut aux prestiges d'une somnambule : elle conseilla à Mounier de fuir.

Les députés monarchiens se rendirent à Lyon. Le héros de Vizille s'arrêta chez les frères Bergasse pour lancer son appel¹¹⁰. En décembre, Deschamps lui transmit l'espoir des modérés : reconquérir la province sur le parti populaire, sans pactiser avec les émigrés. Tous escomptent le discrédit des Patriotes : « On commence à oser parler contre eux... Je me demande comment ils peuvent espérer qu'une Constitution, qui pourrait être si sage et si durable, pourrait se soutenir contre tous ceux qu'elle a si maladroitement ligués contre elle : les nobles qu'elle a humiliés, le clergé qu'elle a spolié, les juges et leurs dépendances qu'elle a bafoués et ruinés, le paysan qu'elle n'a point soulagé et le peuple des villes qu'elle a réduit à la misère et qu'ils ne pourront pas toujours tenir dans l'état d'ivresse où ils l'ont plongé¹¹¹. »

L'idéal monarchien ne s'identifie toutefois pas avec la mentalité maçonnique. Le franc-maçon Périsse-Duluc ne partagea pas les conceptions des Impartiaux. Quoique en relations avec eux, il garda une certaine indépendance. Initié aux affaires municipales par ses charges d'administrateur de la Charité, il lutta contre le Consulat, contre Imbert-Colomès, contre Tolozan. « La noblesse héréditaire, écrivait-il à son confrère Rachais, est une monstruosité politique, la ruine fondamentale des nations. Je pense que les Etats généraux du XVIII^e siècle, composés de gens éclairés, détruiront en France cet édifice gothique pour lui

¹⁰⁶ P. BRISSOT, *Mémoires*, éd. Perroud, II, p. 57.

¹⁰⁷ Lettre de Virieu à Viennois, 5 sept. 1789 (in J. EGRET, *La Révol. des notables*, 1950, p. 129).

¹⁰⁸ Lettre de P. Duluc à Willermoz, 17 sept. 1789 (B. M. L., ms 5430, 17).

¹⁰⁹ A***, N. Bergasse, 1910, p. 114-115.

¹¹⁰ P. BRISSOT, *Mémoires*, fév. 1790, II, p. 36.

¹¹¹ Lettre de P. Deschamps à Mounier, 29 déc. 1789 (B. M. Grenoble, R 6314 (8)).

substituer les droits de l'homme et du citoyen ¹¹². » Avec hauteur, son correspondant semonça dans son arrière-boutique ce destructeur de la société hiérarchisée. En décembre 1789, Périssette réprouva les vaincus des journées d'octobre : « Virieu avait depuis longtemps concerté un plan de constitution avec Mounier; ils s'étaient flattés d'être nos législateurs, mais ils n'ont pas été sur la ligne de l'esprit public et des connaissances de notre siècle. Dans un siècle où la multitude éclairée ne reconnaît aucune différence constitutionnelle entre les hommes que celle des emplois auxquels une élection libre les appelle, ils ont voulu conserver des rangs, des ordres supérieurs, des classes privilégiées, indépendantes du mérite et du choix... Ce plan n'aurait pu trouver créance que cinquante ans avant nous ¹¹³. » Néanmoins, les contacts dans les loges, la méditation du système martiniste rapprochaient ces bourgeois. « C'est donc au baquet mesmérisme, plaisantait Mirabeau, c'est donc sur le trépied de l'illumination qu'ils vont chercher un remède à leurs maux ¹¹⁴. »

Ainsi, les francs-maçons s'engagèrent dans la mêlée. Leur action se confondit avec celle de la bourgeoisie et celle des encyclopédistes. Peut-être, la propagande internationale put-elle s'accomplir plus aisément grâce au cosmopolitisme maçonnique. Elle utilisa soit les loges illuministes en rapport avec les obédiences allemandes, soit les loges écossaises de Savoie qui, dès la fin de l'Ancien Régime, prenaient leur mot d'ordre à Lyon. Mais les relations profitèrent aussi bien aux idéologies révolutionnaires qu'aux principes traditionalistes. En effet, la Franc-Maçonnerie n'offrait aucune unité, ni dans le recrutement social, ni dans les formes, encore moins dans la doctrine. Elle fut un modèle de plasticité et d'opportunisme, une mosaïque bigarrée, formée de fragments disparates. Dans un carrefour comme Lyon, les temples rassemblaient des rationalistes, des protestants, des catholiques, des mystiques angoissés... et reflétaient les aspirations confuses et mouvantes des milieux éclairés. Les adeptes réagirent selon leur tempérament en présence des réformes et participèrent aux débats politiques selon leurs conceptions personnelles. Tout au plus bénéficièrent-ils du soutien de leurs amitiés maçonniques ¹¹⁵.

A Lyon, les discussions étaient orientées vers la lutte contre le rationalisme. Le willermozisme se dressait contre le matérialisme des philosophes; le martinisme, fidèle à la monarchie, méprisait la politique et cherchait la solution suprême du christianisme transcendant. Chacun voyait dans la maçonnerie un système différent; pour le noble, aller au temple, c'était céder à la mode du jour; pour l'intellectuel, c'était l'occasion de disserter; pour l'ecclésiastique, le moyen de fronder Rome... Mais leur hardiesse spéculative s'arrêtait au seuil des développements d'ordre matériel.

Ainsi, une partie des frères se préoccupait d'œuvres philanthropiques, une autre de vie politique. La Franc-Maçonnerie cessait d'être une société de pensée pour ces initiés qui désiraient des satisfactions

¹¹² A. JOLY, *Un mystique lyonnais*, 1938, p. 270.

¹¹³ Lettre de P. Duluc à Willermoz, 27 déc. 1789 (B. M. L., ms 5430 (18).

¹¹⁴ Corresp. de La Marck et de Mirabeau, 18 oct. 1790, II, p. 256.

¹¹⁵ G. BORD, *La conspiration révolutionnaire de 1789* (Paris, Biblio. Mod., 1909, 8°, xxii-447 p.), p. 24-33.

nouvelles dans l'action. D'autres enfin continuaient leurs recherches d'ordre métaphysique. L'euphorie du printemps 1789 fit naître le mythe de la « bonne nouvelle », d'une conversion totale de la société. Le mouvement mystique y gagna un regain d'activité. Christianisme et maçonnerie ne s'opposaient pas. « En 89, quelles sont les idées qui ont présidé à la régénération de la France, se demande un initié en 1842. Les idées du Christ..., loin d'être un obstacle au progrès, s'y prêtent merveilleusement. Elles s'harmonisent avec toutes les théories approuvées par la raison ¹¹⁶. » Peut-être faut-il voir dans ces lignes une transposition tardive. Néanmoins, au début de la Révolution, les cercles maçonniques n'avaient pas perdu leur espoir de fonder un syncrétisme religieux.

Des sectes mystiques naissaient encore, dans tous les milieux, sous toutes les formes avec les préoccupations les plus diverses : nécromancie, théurgie, contemplation... La curiosité et le goût du mystère subsistent à l'état latent dans l'âme lyonnaise, comme une sorte de lyrisme du négociant. Bonnet, de Genève, expliquait à Fontanes : « La philosophie moderne a ébranlé les fondements de toutes les croyances religieuses. L'esprit humain, arraché imprudemment aux opinions sur lesquelles il reposait depuis tant de siècles, ne sait plus où se prendre et où s'arrêter. L'absence de religion laisse un vide immense dans les pensées et dans les affections de l'homme, et celui-ci, toujours extrême, le remplit des plus dangereux fantômes... L'homme, en devenant incrédule, n'en sera que plus aisément précipité dans la superstition... Il abusera de ses propres sciences en y mêlant les plus monstrueuses rêveries ¹¹⁷. »

Willermoz et ses fidèles poursuivirent, après 1789, leurs spéculations métaphysiques, à la *Bienfaisance* réunie au rite rectifié. En dépit de la décadence générale de ces cénacles, celui-ci demeura actif. En 1790, il comptait quatre-vingt membres; ses dignitaires étaient des initiés de longue date comme le chevalier de Rachais, des prêtres comme l'abbé Rozier et les chanoines-comtes de Lyon, des officiers comme Regnaud de Bellescize, des parlementaires comme Esmonin de Dampierre ¹¹⁸... En 1790 encore, la *Bienfaisance* s'affilia un négociant de St-Domingue, un gentilhomme de la chambre de Catherine II et le prince Michel de Galitzine, de Moscou ¹¹⁹. Les protocoles, c'est-à-dire les procès-verbaux, attestent la permanence des thèmes de discussion : la Nature, la Puissance de l'Homme... Les cahiers initiatiques précisent les instructions réservées aux Elus-Coëns et examinent des sujets tels que Jésus-Christ dans l'Eucharistie, les sept sacrements, la Paraphrase du *Pater*... Les réunions, abandonnant leur caractère superficiel, étaient consacrées aux sondages de l'au-delà. De Paris, Périssé-Duluc se renseignait : « Le fracas des choses qui m'entourent, écrit-il en septembre 1789 à Willermoz, la part active que je dois y prendre m'empêchent de m'occuper de nos chers principes. Vous assemblez-vous régulièrement ? Le zèle se soutient-il ? Les divisions, les discordes n'ont-elles point pénétré dans

¹¹⁶ Déisme (*Rev. maçonn.*, 1842, p. 28).

¹¹⁷ SAINTE-BEUVE, *Œuvres de Fontanes*, II, p. 143-144 (Paris, Hachette, 1839, 2 vol., in-8°).

¹¹⁸ A. VACHET, *Les anc. chanoines-comtes de Lyon*, 1897, p. 101.

¹¹⁹ Tableau des frères composant la respectable loge de la *Bienfaisance*, à l'Orient de Lyon, pour l'année 1791. Signé : B. Caillat (s. n., in-f°, 4 p.).

nos assemblées ? L'agent est-il toujours en activité ? » Effectivement, de 1790 à 1794, la chanoinesse de Vallières dicta vingt-deux cahiers ¹²⁰ !

Jusqu'en 1790, Willermoz avoue sa confiance en ces révélations transmises par écriture médiumnique, préludant aux travaux d'Allan Kardec et de Jackson Davis. Comme pour ses précédentes expériences, il fut vite déçu et remit les dossiers à Paganucci. Peut-être Willermoz se sentait-il abandonné. Son rêve avait été d'unir les Eglises au sein d'une Franc-Maçonnerie renouvelée et imprégnée de martinésisme. Il l'exposa en neuf fascicules dont il envoya la copie au baron de Turkheim. Ils étaient conçus comme un cours de philosophie ésotérique destiné à son fils et furent interrompus à la mort de celui-ci. Ils reflètent une doctrine élaborée avant 1792, puisque Willermoz délaisa l'activité maçonnique après le siège de Lyon. C'est un abrégé du *Traité de la Réintégration des Êtres*, de Martinès de Pasqualy, avec quelques réflexions de Willermoz. Il décrit l'univers physique, borné, environné par une immense circonférence ignée, impénétrable. Il énumère les astres et recourt à la même topographie métaphysique que Martinès. La création du monde est une conséquence de la prévarication de l'archange Lucifer, devenu Satan, le principe du mal engendré par l'orgueil. L'univers permet de punir les anges rebelles et d'offrir aux autres esprits le moyen de retourner à Dieu. Un des buts secrets de l'humanité est de vaincre la mort par la résurrection dans un nouveau corps matériel ou semi-matériel. Le salut réside dans la vie spirituelle qui émane de Dieu, se fortifie par l'exercice du bien, s'obscurcit par le mal. Willermoz admet ainsi le dualisme philosophique et la notion de rachat ¹²¹.

La valeur intrinsèque de ses propos n'est pas grande. D'intelligence moyenne, peu originale, doué d'un sens critique modéré, le négociant lyonnais, pénétré d'une aspiration profonde vers le mystère, expose avec minutie, sans craindre les longueurs et les répétitions, une paraphrase des principes martinésistes. Somme toute, Lavater qui était en relations avec Roland, Swedenborg qui avait rallié Amar, Mesmer qui avait séduit Bergasse, Cagliostro qui avait conquis Magneval n'avaient pas exercé une influence durable sur Willermoz. Cette personnalité dominante de la maçonnerie dissidente, qui paraissait cependant si facile à convaincre, n'adhéra pas pleinement au martinésisme.

Le « Philosophe inconnu », qui avait traduit Boehme, songeait alors non pas à la politique, mais à l'égalité sociale; or, un socialisme utopique végète à l'état diffus dans la société lyonnaise. Saint-Martin jouissait d'une autorité réelle dans les cercles aristocratiques et bourgeois, fréquentant Henri de Virieu, le comte d'Hauterive, Camille Pernon, le chevalier de Monspey... En 1790, il répudia la Franc-Maçonnerie et l'occultisme. Déçu par l'insuccès de sa prédication dans les ateliers et par la vogue de Cagliostro, il condamna l'attrait malsain du merveilleux et se retira des loges. Tout en vénérant son premier guide, Martinès, il renouvela sa doctrine et l'exposa dans *L'Homme de désir*, publié à Lyon en 1790, et dans *Ecce Homo*, en 1792. S'appuyant sur Rousseau, Saint-Martin rejette à nouveau les théories condillaciennes et tance les idéologues : « Les langues ne sont plus pour eux qu'un agrégat, au lieu

¹²⁰ B. M. L., ms 5525. — E. DERMENGHEM : *J.-B. Willermoz : les Sommeils* 1926.

¹²¹ G. van RIJNBEEK, *Episodes de la vie ésotérique*, ch. VIII.

d'être l'expression et le fait de la vie même. » Pour lui, les mots ne sont pas des créations humaines. Il insiste sur l'identité de l'esprit et de la matière, sur la théorie des correspondances : « La lumière rendait des sons », dit-il, et cette remarque achemine aux synesthésies des symbolistes ¹²².

Occultiste désabusé, il recherche une religion simple et ébauche une apologétique qui esquisse celle de Chateaubriand : la contemplation de la nature est un acte pieux, les sites sauvages et solitaires séduisent par leur solennité, l'homme se sent face à Dieu, la douceur des sanctuaires chrétiens calme les passions. Le poète est une sorte de prophète qui guide l'homme, et qui reçoit, avec ses dons, une mission divine. Les romantiques, tel que Hugo dans *La fin de Satan*, n'oublièrent pas cette leçon. Le style de *L'Homme de désir* revêt des accents bibliques et se modèle sur celui des *Psaumes*. Son lyrisme pénétrant et neuf annonce les *Paroles d'un croyant* et la cadence de Claudel.

On reconnaît souvent dans ces traités des échos de la *Profession de foi*. Saint-Martin emprunte des formules au Genevois : « Tout est complet sortant des mains du principe de tout ¹²³. » Mais comme les catholiques de sa génération, il regrette que Jean-Jacques ait été « perverti » par son siècle et n'ait pu, dans ces conditions, atteindre la perfection ¹²⁴. On décèle aussi, dans l'œuvre nouvelle, des tendances germaniques. Périsset-Duluc écrivait à Willermoz : « Souvent il prend le ton élevé du Psalmiste et de son Cantique, plus souvent encore le style apocalyptique, tout cela mêlé des tournures de la poésie allemande d'un Klopstock et d'un Gessner, par où l'on voit qu'il a pris à Strasbourg le goût du terroir ¹²⁵. » C'était un ouvrage conçu au-dessus de la mêlée révolutionnaire, suggéré par l'amour divin, qui prévoyait une régénération de l'humanité et non pas une révolution politique.

L'influence martiniste s'exerça dans tout le Sud-Est. Joseph de Maistre en reconnaît l'importance. Mais elle ne convenait pas à tous les mystiques. Willermoz, malgré les relations qu'il avait entretenues avec Saint-Martin, n'apprécia pas sa doctrine. Les initiés ne se réunissaient ni en loges, ni en chapitres. Ils n'utilisaient ni rituels, ni symboles, ni noms d'initiation, rejetant ainsi une partie de la réforme willermoziste ! D'autres s'inquiétèrent des répercussions politiques : les fidèles se recrutaient dans une élite, en particulier dans le clergé, et le lieutenant de police soupçonna quelque machination. « Avertissez vos ecclésiastiques lyonnais, disait-il, d'être sur leurs gardes. J'en sais qui fréquentent les assemblées nocturnes des martinistes, où l'on entend des vociférations qui troublent l'air ¹²⁶. »

Beaucoup d'illuministes, attachés à une personnalité, regardaient avec méfiance les rites voisins. Le catholique Magneval développa et interpréta à sa manière les conceptions de Cagliostro. Le chirurgien Pouteau correspondait avec Jacques Cazotte, qui professait la théorie martiniste de la déchéance et de la réhabilitation. Avant Joseph de Maistre, il parla de la vertu purificatrice du sang. En 1791 et 1792,

¹²² SAINT-MARTIN, *L'Homme de désir*, p. 13, 88.

¹²³ SAINT-MARTIN, *op. cit.*, p. 3.

¹²⁴ L. MOREAU, Examen des doctrines de L.-Cl. de Saint-Martin (*Correspondant*, XVI, 10 oct. 1846, p. 13-36).

¹²⁵ B. M. L., n° 5430, Lettre du 23 mars 1790.

¹²⁶ C. LATREILLE, *La Petite Eglise de Lyon*, 1911.

il écrivait à son disciple lyonnais que c'était l'enfer qui inspirait les Jacobins ¹²⁷.

Le mesmérisme connut aussi une survie à Lyon parmi les amis des frères Bergasse et du chevalier de Barberin. Le député de Lyon conféra au somnambulisme un caractère religieux. Il rêvait de fonder à son tour une chapelle et humait les adulations féminines qui l'encensaient, « comme le grand Lama », dit Brissot. « Dans sa chaise, à l'ombre d'un acacia, il lit sans cesse des projets de loi. Là, il admire la beauté de son génie, il s'idolâtre lui-même et tombe dans de longues extases. Il partage ses intervalles lucides entre une femme somnambule qu'il magnétise et la sœur de Philippe d'Orléans qu'il aristocratise ¹²⁸. » Son engouement fut sincère, quoi qu'en dirent ses ennemis. Bergasse déduisit un système du monde en partant de l'hypothèse magnétique. La faute originelle justifie le mal, mais n'interdit pas toute réhabilitation. Les moyens du salut demeurent toujours inconnus : « L'Evangile est encore pour nous un livre fermé », écrit-il à son frère, en 1791. Les manifestations somnambuliques ne représentent pas une troisième révélation, comme il l'avait cru, car on peut influencer les médiums. Progressivement, il renonça à ce moyen d'investigation. « J'ai eu, dit-il encore à son frère Dominique, une aventure épouvantable et que je ne puis confier au papier. Elle m'a singulièrement éclairé sur le magnétisme et sur la nature des esprits qu'il met en jeu. » Sa collaboratrice et lui ont « failli périr dans des tourments inexprimables. C'est la prière qui changea tout en un moment, je ne l'oublierai de ma vie » ¹²⁹.

Toutes ces spéculations prétendaient expliquer l'univers, la place de l'homme, ses destinées... Toutes affirmaient que l'homme pouvait régir le monde spirituel aussi bien que la matière. Elles promettaient un prochain renouveau qui dissiperait les mystères. Malgré le caractère souvent intemporel de leurs propos, willermozistes, martinistes, cagliostroïens, mesmériens contribuaient inconsciemment à favoriser l'avènement d'un esprit révolutionnaire. Lyon ne connut pas, comme certains centres, une « explosion du millénarisme ». Néanmoins, au moment où les bouleversements politiques annonçaient une aube nouvelle, beaucoup de mystiques espérèrent le retour de l'âge d'or. Les chefs de sectes montrèrent la véracité de leurs prédictions. L'illuminisme s'en trouva renforcé. Nicolas Bergasse annonçait à son frère Louis, en 1790 : « L'Eglise du Christ paraît s'effondrer, il faut de toute nécessité qu'une nouvelle Eglise arrive. »

Ainsi, les francs-maçons abandonnaient peu à peu leurs occupations d'antan. Ils se tournaient vers les services de bienfaisance, vers les réformes politiques, ou davantage vers la recherche d'une philosophie moins décevante que celle des encyclopédistes. Un glissement s'opérait : ils avaient le sentiment de l'importance du moi profond, celui qui échappe à la pression des circonstances et à l'urgence des besoins. Ils se rendaient compte que la philosophie des lumières avait négligé cette énergie mystérieuse que constitue la vie intérieure, et ils désiraient se ménager des moments pendant lesquels leur personnalité pouvait autant que possible s'affranchir des contingences, se resserrer en elle-même et goûter pour ainsi dire la saveur de l'éternité.

¹²⁷ A. VIATTE, *Les sources occultes*, I, p. 198.

¹²⁸ Révolution de France et de Brabant, n° 23, 1^{er} mai 1790, p. 425-430.

¹²⁹ A. VIATTE, *Les sources occultes...*, I, p. 230.

Ici encore, l'influence de Rousseau corroborait les penchants de l'âme lyonnaise. La religion définie par la *Profession de foi* et les *Lettres de la Montagne* semble se réduire à un déisme rationaliste sans révélation, sans tradition sacrée, sans mystères, presque sans métaphysique. Si elle a contribué au puissant réveil de la sentimentalité, c'est qu'en pareille matière la forme et l'accent comptent plus que le fond. Le déisme des philosophes est un raisonnement : ils admirent la savante mécanique de l'univers et celui qui la dirige. Rousseau ne se limite pas à ce rationalisme dénudé. L'expérience religieuse prend pour lui une valeur décisive et la source de vérité jaillit du cœur. La preuve de Dieu, la seule possible, c'est le sentiment que nous en avons dans la profondeur de notre être. Ainsi, les réactions de la sensibilité constituaient une sorte de revanche de la sincérité. Elles attestaient le besoin d'échapper à la tyrannie des convenances, de retrouver ce qu'on croyait être le naturel, de secouer le joug d'une civilisation spirituelle, sèche et brillante.

4. LA POLITIQUE SCOLAIRE

Les événements politiques pesèrent sur la vie scolaire. Ruinant l'enseignement d'Ancien Régime, entraîné dans sa lutte contre le clergé, l'Etat se saisit de l'instruction dans la mesure où ses moyens le lui permirent. L'école devint un foyer de civisme et un atelier de formation professionnelle.

Les Petites écoles, les classes de jeunes filles dans les couvents, les providences tentèrent de poursuivre leur tâche, malgré l'avènement de la monarchie constitutionnelle. Leur valeur, sans doute inégale, reste difficile à apprécier, faute de documents. Un cahier de classe d'une fillette de quatorze ans, daté de 1790, montre que les Visitandines poussaient assez loin leurs leçons de littérature, de géographie, d'histoire¹³⁰... Elles recouraient aux exercices sous forme de correspondance : l'élève est censée raconter à une amie le rythme de ses études; elle résume ses cours et les commente; à nouveau, elle rédige elle-même la réponse supposée. L'histoire ancienne passionne la jeune élève et les rapprochements avec les plus illustres personnages de l'Antiquité parsèment ses récits. Quelques échos du monde pénètrent dans le couvent : elle répète avec enthousiasme les mots république et liberté et elle emploie le vocabulaire de Rousseau.

L'enseignement élémentaire était peu critiqué. Les journaux n'en parlaient guère. Quand la *Société des Amis de la Constitution* patronna à Caluire la candidature de son vicaire, elle garantit ses « bons principes sur la nouvelle Constitution »¹³¹. Mais les constituants voulurent détruire les communautés et retirer au clergé ce rôle primordial. Ils cherchèrent à s'emparer de l'éducation sans être préparés à cette tâche et sans s'accorder sur les points principaux. Dans ces conditions, la première phase révolutionnaire détruisit sans construire. Elle atteignit d'abord l'édifice scolaire dans ses biens. Elle condamna les congrès-

¹³⁰ A. BONNEL, *De l'Instr. publ. à Lyon*, 1888, p. 21-22.

¹³¹ MARTIN-BASSE, *Hist. de Caluire*, 1942, p. 51.

gations, achevant l'œuvre des parlements. Seules demeurèrent celles dont l'activité sociale ne pouvait cesser sans danger pour la vie nationale. On excepta de la vente des biens de première origine ceux « des collèges, maisons d'études et de retraites ». Toutefois, ces établissements furent confiés aux municipalités ou à des citoyens élus ou appelés par le Conseil de la commune, sous la surveillance des administrateurs du district et du département. Il fut ainsi constitué un Bureau des Petites écoles comprenant l'abbé Rozier, Couderc, Jean-François Sobry, Bissardon ¹³²...

La Constitution civile et l'obligation du serment exercèrent une influence déterminante. Malgré l'intervention de Gensonné, l'Assemblée imposa le serment à ceux qui enseignaient. Les membres des congrégations devaient poursuivre leur mission « à titre individuel », ceux qui interrompraient leur service sans raison ne recevraient que la moitié de leur traitement. L'application de ces premières mesures modifia l'organisation de l'enseignement élémentaire. Par une interprétation hâtive des décisions du 25 octobre et du 5 novembre 1790, la municipalité supprima le séminaire Saint-Charles, peu important comme congrégation, mais pépinière d'instituteurs. Dès 1791, les bâtiments et la chapelle furent loués, les meubles vendus, les vases d'or envoyés à la Monnaie. Les clercs perdirent leurs ressources, les uns parce qu'ils n'étaient pas arrivés à la prêtrise, les autres parce qu'ils refusèrent de s'engager. Dix-huit instituteurs prirent place dans le clergé diocésain de Lamourette ou se réfugièrent dans l'enseignement privé. Les séminaristes adressèrent en janvier 1791 une requête au Directoire exposant leur « triste situation ». Répondant de façon évasive, le Directoire les renvoya au Bureau des Ecoles. Celui-ci abandonna l'Institution Saint-Charles ¹³³. Les Frères des écoles chrétiennes de Condrieu repoussèrent le serment. Le Directoire voulut assujettir à la même formalité les Lazaristes et les Missionnaires de Saint-Joseph attendu « l'influence qu'ils peuvent avoir sur l'esprit des jeunes gens » ¹³⁴. Les autorités locales cédèrent-elles au vent d'irrégion ? Elles se montrèrent bienveillantes à l'égard des Oratoriens tant discutés en 1762 et furent peut-être poussées par la corporation des maîtres qui rivalisait avec les ecclésiastiques pour l'enseignement primaire. Le 6 mai 1790, à l'Hôtel Commun, après un discours de Pelzin, ces instituteurs prêtèrent serment en présence de huit cents élèves ¹³⁵.

On ménagea davantage la communauté des sœurs qui ne disparut ni aussi vite, ni aussi complètement. En septembre 1791, à la suite d'une visite aux Petites écoles, la municipalité constata que « sur vingt-cinq religieuses, une seulement s'était soumise aux décrets », et les autorités décidèrent de diriger elles-mêmes les écoles « pour ne pas laisser plus longtemps la conduite de la jeunesse entre les mains de telles personnes ». En fait, sans vivre en communauté, mais sans se

¹³² P.-V. constatant que la munic. se charge de l'administration des Petites écoles, dites de St-Charles, 29 sept. 1790 (ms F. C., in-f°, 2 f.).

¹³³ Déclaration des biens et revenus et des effets mobiliers des Ecoles des Pauvres et Séminaire de St-Charles, 22 fév. 1790 (ms F. C., in-f°).

¹³⁴ Arrêté du départ. de Rh.-et-Loire concernant les ecclésiastiques fonctionnaires publ. qui ont refusé ou rétracté le serment (Lyon, Bruyset, 1791, in-f°).

¹³⁵ A. PELZIN, *Discours de la communauté des cinquante instituteurs de Lyon à la munic.*, 6 mai 1790 (Lyon, Delaroche, 1790, in-8°, 8 p.).

perdre de vue, elles traversèrent toute la Révolution et s'occupèrent assez ouvertement d'éducation. Sous la Législative, le Bureau des Ecoles, transmettant au Directoire la requête de quarante sœurs, reconnut « qu'elles avaient été de la plus grande utilité » et qu'il « serait difficile, presque impossible de les remplacer », mais par haine pour le nouveau régime, elles refusaient de conduire leurs élèves aux cérémonies officielles¹³⁶.

Un régime provisoire s'instaura. Le Bureau administrait au mieux des circonstances les biens de l'œuvre de Saint-Charles. Il fut aidé par Jean-Baptiste Aymard, nouveau Supérieur du Séminaire métropolitain, qui soutint, selon ses termes, « au milieu des plus grands troubles et des plus grands orages, le séminaire ébranlé de Saint-Charles et les dix-huit écoles chancelantes des pauvres de la ville de Lyon »¹³⁷. Le Bureau s'efforça de recruter un nouveau personnel; à vrai dire, il admit les anciens maîtres, des défroqués, des ex-capucins... Le civisme paraissait la meilleure recommandation. Une députation d'instituteurs protesta auprès du Directoire départemental contre cette désinvolture à l'égard des anciens règlements garantissant l'instruction¹³⁸.

En 1791, neuf écoles de garçons et onze de filles, souvent jumelées, fonctionnaient encore. A la Croix-Rousse, le club des *Amis de la Constitution* pria la municipalité d'exiger le serment de l'aumônier et des sœurs. Mais la municipalité désapprouva « le nouvel ordre de choses » : il avait déjà produit les effets les plus déplorables, la suppression du pensionnat avait anéanti une partie des ressources, et on redoutait la fermeture des classes¹³⁹.

Aux questions de capacité et de soumission au nouveau régime, s'ajoutaient les embarras financiers. La suppression des dîmes réduisait les recettes, et le Bureau souligna l'ampleur du déficit dans un bilan adressé au Directoire en juillet 1791. Des tiraillements surgissaient partout. A la Manécanterie, un chanoine composa un mémoire qui lui valut les compliments de Lanjuinais; en 1792, un clerc lança un factum contre les Oratoriens et les Sulpiciens, ce qui souleva des protestations. La vente des biens nationaux provoqua des contestations...

Les mesures de l'été 1792 achevèrent de ruiner l'ancien système. Elles retirèrent au clergé sa mission enseignante. Encore une fois, le Comité provisoire laissa les membres des congrégations enseignantes exercer à titre individuel jusqu'à l'organisation définitive de l'instruction. On se préoccupait de cette réforme depuis longtemps. En juillet 1790, le procureur engagea le Conseil général du district à surveiller l'enseignement : « Les mœurs, ces rapports d'homme à homme, de l'homme encore à la cité, ont trop changé depuis un an pour que l'éducation qui les forme ne change pas avec elles. » En septembre, ce Conseil demanda qu'il fût établi une école publique et gratuite de garçons et une de filles dans chaque canton; à tous, on apprendrait la lecture, l'écriture, l'arithmétique, les principes de la religion; aux garçons, on exposerait la Constitution et, aux filles, on ferait entre-

¹³⁶ Etat de situation de l'Œuvre des Petites écoles (F. C., ms, 1792, f^o, 5 f.).

¹³⁷ Aux sections de la ville de Lyon. Appel du cit. J.-B. Aymard (Lyon, 1793, in-8^o, 2 p.).

¹³⁸ A. BONNEL, *Les écoles à Lyon*, 1891, p. 22.

¹³⁹ A. GRAND, *Les anc. écoles primaires de la Cr.-Rousse* (R. D. L., 1922, p. 109-123).

prendre les ouvrages de leur sexe. En outre, huit écoles de garçons et six de filles seraient ouvertes deux après-midi par semaine pour accueillir les enfants que la misère condamne à un labeur assidu. Le projet compte, avec les collèges et les cours, cent quarante écoles pour onze mille élèves ¹⁴⁰.

Même les modestes municipalités souhaitaient une réorganisation : celle de Cuire envisage « l'institution d'une école publique et gratuite où l'on enseigne à la jeunesse les lois constitutionnelles du royaume, les langues étrangères les plus convenables, surtout la française, les mathématiques et la physique, sciences utiles aux arts » ¹⁴¹. Des maîtres songeaient aux procédés : Brun, le principal du collège Notre-Dame, crut pouvoir profiter du désir de nouveauté pour recommander une machine susceptible de mettre « à la portée d'un enfant de la conception la plus tardive, les moyens de connaître l'alphabet » et un système facilitant l'étude de l'écriture ¹⁴². Un violoniste présenta à l'Académie une méthode éducative basée sur la musique; le sens de l'ouïe étant l'un des premiers qui apparaisse chez les enfants, « l'on devrait faire usage du pouvoir de l'harmonie pour développer leur sensibilité et les préparer à recevoir une bonne éducation ». Bollioud-Mermet, Mathon de la Cour, Collomb, chargés d'examiner sa suggestion, estimèrent que cet artiste s'exagérait la puissance de la musique sur l'âme et que son plan exigeait trop d'années pour être adopté ¹⁴³.

L'ensemble des institutions scolaires devait s'adapter au régime de souveraineté populaire. La constitution de 1791 appelait « une instruction publique, commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes ». Le Conseil du district émit le vœu, en octobre 1791, que « l'Assemblée nationale proscrivit enfin le mode gothique de notre éducation publique et régénérât bientôt cette partie si essentielle des mœurs » ¹⁴⁴. Peu après, le Conseil du département proclama que l'enseignement devait devenir national : « C'est une des dettes les plus sacrées de la patrie envers les citoyens; cette seconde naissance doit être environnée de tous les genres d'encouragements »; il faut recourir à une enquête : les écoles ne suffisent pas aux besoins démographiques et les programmes ne répondent pas aux exigences de l'industrie ¹⁴⁵.

Talleyrand soumit à l'Assemblée son plan d'instruction universelle, gratuite parce que nécessaire. « Quoique personne ne puisse parvenir à tout savoir, il faut néanmoins qu'il soit possible de tout apprendre. » Il confie à l'Etat la direction de l'enseignement, mais refuse l'octroi d'un monopole à un corps professoral. En homme du XVIII^e siècle, il compte pour triompher sur la force des idées : « Si chacun a le droit de recevoir les bienfaits de l'instruction, chacun a réciproquement le droit de concourir à la répandre. Tout privilège est, par sa nature, odieux : un privilège en matière d'instruction serait plus odieux et

¹⁴⁰ A. D. R., 1 L 767, Tableau relatif à l'enseignement nat. du district de Lyon, 11 janv. 1791.

¹⁴¹ MARTIN-BASSE, *Hist. de Caluire*, 1942, p. 54.

¹⁴² G. GUIGUE, *Conseil gén. de Rh.-et-Loire*, 17 déc. 1790, I, p. 180, et 5 déc. 1791, I, p. 293.

¹⁴³ A. A. L., C. R. Brijon, Développement des organes par les sons de la musique ou première culture des enfants; Rapport du 21 juin 1791.

¹⁴⁴ M. WAHL, *Les premières années de la Révol.*, 1894, p. 433.

¹⁴⁵ G. GUIGUE, *Conseil gén. de Rh.-et-Loire*, 11 déc. 1791, I, p. 324.

plus absurde encore. » L'évêque d'Autun retire à l'Eglise sa mission éducatrice : « La théologie étant immuable et la science progressive, il y a incompatibilité entre elles. » L'enseignement doit être national, sans dogme, soutenu par une morale réduite aux devoirs sociaux. Buzot, Prieur et Camus firent ajourner l'examen du projet; les Constituants, harassés et inquiets, préférèrent laisser en suspens les problèmes délicats ¹⁴⁶.

Sous la Législative, le Comité d'Instruction publique, « considérant qu'un Etat vraiment libre ne doit souffrir dans son sein aucune corporation, pas même celles qui, vouées à l'enseignement public, ont bien mérité de la patrie », condamna toutes les congrégations ¹⁴⁷. Condorcet redoutait leur rôle néfaste; il réduisit au minimum la place de l'Etat et lui assigna pour limite infranchissable, le respect des droits de la personne humaine. Selon les vues encyclopédistes, la culture humaniste cédait le pas aux études fondées sur le raisonnement mathématique, l'observation de la nature, les résultats de l'expérience... Condorcet prévoyait une école élémentaire par agglomération de quatre cents habitants, où un maître enseignerait la lecture, l'écriture, la grammaire, l'arithmétique et initierait à mesurer le terrain, « toiser un édifice », prospector les ressources régionales... Représentant de la bourgeoisie active et novatrice, Condorcet se préoccupe de la préparation professionnelle; conformément à l'*Emile*, il conseille de conduire les élèves dans les champs, de les faire participer aux diverses besognes, d'entraîner les filles « aux vertus de la vie domestique » ¹⁴⁸. A Lyon, le Bureau organisa des écoles de travail, sorte d'ateliers où l'on apprenait à tisser le coton; sous l'égide de la *Société Philanthropique*, l'une fut ouverte aux garçons et quatre le furent aux filles en 1791; il existait aussi des ateliers mixtes où l'on enseignait à lire, à écrire et à façonner la soie ¹⁴⁹.

Brun rédigea en 1790 un mémoire sur les écoles-ateliers qu'il proposait d'établir dans les villes manufacturières. Il le retoucha pour le lire en 1793 à la *Société Fraternelle* et le publia en 1795. Sa justification, il la trouve dans l'insuccès des écoles primaires et des métiers textiles que les organismes de bienfaisance ont fondés pour les pauvres : ils ont choisi une activité peu rémunératrice et sujette aux crises, un travail sédentaire qui altère la santé... Brun imagine l'alternance des occupations : mener les élèves à la belle saison aux champs, les garder à l'atelier pendant les mauvais jours. La rétribution serait meilleure : les vendanges, les travaux de voirie, l'assèchement des marais du bas Dauphiné rapportent plus que la filature. Les conditions sanitaires seraient plus favorables et Brun oppose, une fois de plus, les exercices salutaires de la campagne et les dangers de la ville : « Les enfants de nos manufactures ont souvent à expier, par des inconvénients durables ou de cruelles maladies, les torts de leurs parents. »

¹⁴⁶ TALLEYRAND, Rapport sur l'Instr. publ. fait au Comité de Constitution, 10, 11 et 19 sept. 1791 (Paris, 1794, in-4°, 216 p.).

¹⁴⁷ *Moniteur*, 7 avril 1792.

¹⁴⁸ CONDORCET, *Rapport et projet de décret sur l'organisation gén. de l'Instr. publ.*, 21 avril 1792 (Arch. parlem., 1^{re} série, XLII, p. 227-245).

¹⁴⁹ Règlements de la Soc. Philanthropique ou de Bienfaisance chrétienne, établie dans le district de Lyon (1791, in-8°, 33 p.). — Idées soumises à l'opinion publ., par M. L.-A. R. (Sur la Soc. Philanthr. et sur les moyens de soulager la misère de la classe pauvre) (Lyon, Leroy, 1791, in-8°, 15 p.).

Son projet habituera les enfants à la subordination. Toutes les opérations s'accompliront selon des signaux convenus et selon une rigueur toute militaire. Cette qualité servira à l'armée et dans les manufactures où les mouvements d'ensemble sont nécessaires. « Beaucoup de manufactures ne tiennent que grâce aux bas prix de revient obtenus avec une large main-d'œuvre infantine, accoutumée à l'ordre. » Un maître dirigera deux cents élèves, mais chaque couple de jeunes aura à ses côtés un moniteur, lui-même soumis au décurion. Ce système d'encadrement, déjà tenté avec succès, élimine les paresseux et les méchants. Optimiste, Brun affirme que « les enfants n'ont besoin que de sages conducteurs pour mettre à profit leurs qualités ». Cette organisation abatira la cloison qui sépare les citadins des ruraux; en cas de crise, les ouvriers, ignorant l'agriculture, ne retournent plus à la campagne; ils n'imitent pas les passementiers et les veloutiers de la république de Gênes maniant alternativement la bêche, la hache, la navette...

Depuis que le peuple a retrouvé ses droits sacrés, il veut s'instruire. Confinés dans un réduit, attachés à un rouet, les enfants ne peuvent devenir des citoyens. Il faut une instruction gratuite pour enlever tout prétexte de retenir les enfants à la maison; il faut même que les parents trouvent un avantage pécuniaire à l'assiduité scolaire; ce sont eux, plus que les manufacturiers, qui sont responsables du recours à la main-d'œuvre infantine. L'atelier, avec son modique salaire, fera apprécier l'école. Brun en précise l'organisation : admission de six à quatorze ans, programmes des écoles primaires, répartition des élèves en escouades et décuries... Les études se dérouleront de façon discontinue, car la lecture, l'écriture, le calcul s'apprennent moins par un petit nombre de leçons rapprochées les unes des autres que par un grand nombre de leçons brèves distribuées sur un long espace de temps. Pendant l'été, le maître ne profitera que de courtes séances et rattrapera le temps perdu en hiver; au besoin, pendant les déplacements ou les délassements aux champs, il lira des textes moraux, « semences de toutes les vertus civiques ».

La « méthode mutuelle » facilitera sa tâche. La nomination de décurions ne viole pas la règle d'égalité : le commandement, d'origine naturelle, existe dans la cellule familiale. Les élèves les plus doués répéteront les leçons aux plus jeunes, ce qui fixera davantage leurs connaissances. « C'est le plus puissant moyen d'enseignement, mais cette pratique excellente est malheureusement trop négligée »; les parents taxent d'insouciance les maîtres qui l'emploient. La discipline sera assurée par des récompenses, prix ou avancement dans la hiérarchie, par des punitions décernées par les camarades. Les fabricants et les ouvriers ont approuvé l'idée de ces institutions; grâce à elles, « leur subsistance ne sera plus liée aux caprices de la mode »; les capitaux qu'elles exigent sont minimes et les bénéfices réalisés paieront l'instituteur, le prévôt et même les élèves¹⁵⁰.

Cet important mémoire révèle de profondes qualités pédagogiques; l'ex-principal a éprouvé les réflexes des élèves et des parents; il préconise des méthodes d'auto-discipline que l'avenir pensera découvrir.

¹⁵⁰ S. BRUN, *Mémoire sur les écoles-ateliers qu'il conviendrait d'établir concurremment avec les écoles primaires dans les gr. villes manufacturières* (F. C., ms 1059, 22 p., 28 fév. 1793 et 4 mai 1795).

Sceptique sur les ressources que procurent les manufactures, il considère le retour à la terre comme vivifiant et efficace.

Au début de la Convention, le pasteur Frossard présenta un long rapport sur la formation de vingt-quatre écoles primaires aux Bureaux des collèges et de Saint-Charles. Il affirme sans ambages les droits de l'Etat sur « l'éducation, cette seconde naissance... Il faut s'emparer du citoyen presque dès le berceau, développer la masse d'intelligence dont le doua la nature, tempérer ce que ses passions pourraient avoir d'excessif, régler sa volonté ». L'éducation doit devenir nationale : « Que les pères de famille, loin de prétendre encore que leurs enfants leur appartiennent exclusivement, apprennent que ceux-ci sont avant tout les soutiens de la patrie et qu'elle leur en demande le généreux sacrifice. »

Frossard condamne « les études purement scholastiques, véritable éducation d'ignorance complètement perdue pour le reste de la vie ». Les enfants doivent savoir lire avec fruit, écrire avec correction, calculer sans erreur. Pour être un citoyen utile, il n'est pas nécessaire d'être savant, il suffit d'avoir des mœurs. Les écoles élémentaires formeront l'esprit public, cimenteront la liberté, propageront la salutaire doctrine de l'égalité sociale. Douze écoles de garçons et douze de filles accueilleront les jeunes élèves; en ces établissements d'instruction et de mœurs, les parents, occupés toute la journée au travail, pourront « envoyer leurs enfants dans le bas âge, ce qui leur permettra de vaquer sans trouble à leur pénible vocation »¹⁵¹.

Au-dessus de ces « écoles de l'enfance », dans vingt-quatre écoles élémentaires, les maîtres apprendront à parler correctement et répandront les notions de justice, de zèle philanthropique, de raison bien ordonnée. « L'ancienne routine enseignait beaucoup de mots. Elle se bornait à ce qui avait l'extérieur de la science et ne recherchait guère ce qui est vraiment utile. Paraître savant, telle était l'ambition des élèves; former quelques prodiges d'érudition, tel était l'unique but de la plupart des maîtres. » Après avoir lancé le principe des salles d'asile, le pasteur recommande l'expédient du système mutuel : le maître se choisira un adjoint « parmi les élèves qui auront fait les plus rapides progrès ». Chaque semaine, les instituteurs organiseront un exercice public : ils interrogeront leurs élèves devant les parents, développeront avec énergie les principes de morale et de droit naturel, expliqueront les lois et commenteront les événements politiques, comme le suggère le mathématicien Romme.

Quant aux instituteurs, il leur faut des connaissances étendues, de la patience, du patriotisme. Aussi, faut-il les choisir avec soin, après examen et enquête, et leur assurer un traitement suffisant, car ils ont été trop longtemps accablés de dédain. Seule, l'éducation peut garantir l'avenir du régime et « extirper ce scandaleux vagabondage d'enfants oisifs, qu'on voit à toute heure dans les places publiques »¹⁵².

En février 1793, les deux Bureaux reconnurent la nécessité de créer des écoles et acceptèrent les réformes proposées par Frossard. La prompte organisation de l'éducation publique fut déclarée « le premier

¹⁵¹ J. GUILLAUME, P.-V. du Comité de l'Instr. publ. de la Convention, I, p. 333.

¹⁵² B. FROSSARD, *Rapport sur la formation de 24 écoles primaires dans la ville de Lyon* (Lyon, Delaroché, 1793, in-8°, 36 p.).

besoin de la Patrie » car, depuis trois ans, les enfants étaient abandonnés sans culture. « Sur les gothiques décombres d'une inepte scolastique, édifiez le temple vraiment national d'une éducation digne de notre siècle, élevée à la hauteur de notre révolution... Arrachez au despotisme et à la licence leur arme la plus redoutable », écrivaient les administrateurs ¹⁵³.

Pour l'enseignement secondaire, la Constituante laissa subsister, presque sans modification, le régime existant : le personnel et les programmes demeurèrent. Les Oratoriens principalement entretenirent de cordiales relations avec les nouveaux pouvoirs et parurent s'associer au mouvement de réforme. En juin 1789, pour la fête de la Trinité commémorative de la fondation du Collège, les échevins reçurent le cierge qui symbolisait la soumission à la municipalité. Le Supérieur, le Père Roman, célébra « le roi philosophe » et le début de la régénération; la formation civique étant indispensable en un régime libéral, l'éducation nouvelle doit « préparer à la Patrie des fils respectueux, des époux fidèles, des pères tendres, des chrétiens également éloignés du fanatisme et de la superstition, des citoyens généreux ». Dans sa réponse, Imbert-Colomès rappela que l'on portait jusqu'alors « une attention plus particulière aux élèves privilégiés par le hasard de la naissance »; il faut désormais que l'égalité soit « le principe des leçons ». Le même esprit présida à la distribution des prix en août 1790 : un élève déclama une pièce dédiée au maire Palerne de Savy qui chante « la douce liberté, la raison triomphante, les bienfaits de la Révolution », et blâme le « triste esclavage, les titres présomptueux, les vaines prérogatives » ¹⁵⁴. Partout, l'harmonie régnait : à Villefranche, les échevins renouvelèrent le contrat du principal Nicolot, instituteur de Lyon, et assistèrent aux cérémonies jusqu'en 1791; à Bourg, les professeurs du Collège s'empressèrent de prêter le serment civique...

La loi du 5 novembre 1790 remania l'administration des collèges en la plaçant sous la surveillance d'un officier municipal. Le nouveau Bureau fut composé d'Etienne Le Camus, du bénédictin Nicolas Joly-clerc, de Claret de la Tourette..., c'est-à-dire de la pléiade des intellectuels lyonnais. C'est d'abord dans le domaine matériel que surgirent les dissensions. En 1789, des dépenses exceptionnelles d'entretien avaient provoqué un déficit et les Oratoriens, qui avaient aménagé les locaux inoccupés, se réservaient le montant des locations. La municipalité gardait toujours quelque méfiance à l'égard de cette compagnie; le Bureau, analysant la situation, constata « avec douleur les empiétements », demanda à l'Assemblée nationale la révocation des lettres patentes accordant à l'Oratoire la jouissance de tous les bâtiments claustraux et, appuyé par les administrateurs du département, proposa de les vendre. Manifestant sa complaisance envers les maîtres du Petit Collège et ses rancunes contre les Oratoriens, la municipalité parvint à démontrer qu'un élève coûtait 65 livres au collège Notre-Dame et 345 dans l'autre ¹⁵⁵ !

¹⁵³ A. N. F¹⁷ A 1004 B, n° 548, Délib. des administrations réunies des deux Bureaux, 25 et 28 févr. 1793.

¹⁵⁴ Ex. litt. sur la poésie lyrique, par MM. les écoliers de Seconde (Lyon, Delaroche, 1790, in-4°, 6 p.).

¹⁵⁵ A. D. R., 1 L 1064, Registre du Bureau des Collèges, 10 mars 1791.

Le signal de la guerre ouverte fut la révocation du Père Roman, en avril 1791. Le Supérieur estima que ses fonctions ne l'obligeaient pas au serment et, pour riposter aux reproches de gaspillage, il renvoya deux pensionnaires élevés gratuitement, ce qui fit scandale. Pour se défendre, il essaya d'utiliser la rivalité qui séparait la municipalité et le Directoire départemental : « Les lettres de cachet sont supprimées et je suis exilé », implorait-il. La ville rétorqua que, propriétaire des bâtiments et investie par la loi de la surveillance des collèges, elle pouvait soumettre les fonctionnaires à un contrôle permanent et elle suspendit le versement de son annuité aux Oratoriens ¹⁵⁶.

Ils vendirent quelques meubles; le Bureau le sut et mit les scellés en septembre 1791 sur la Bibliothèque, les Cabinets des médailles et de physique, l'Observatoire. Ces démêlés firent naître une abondante polémique. Voyant qu'ils n'auraient pas gain de cause « avec des municipaux turbulents qui les avaient dépouillés de leurs propriétés les plus légitimes, rendus suspects à la multitude, dégradés aux yeux de leurs élèves, déshonorés auprès des parents », les Oratoriens s'adressèrent à nouveau au Directoire départemental. Ils demandèrent la levée des scellés, le paiement des honoraires en retard, la réparation de la démarche illégale, injuste, indécente de la municipalité ¹⁵⁷. En novembre 1791, le Conseil du district envisagea de transférer le Collège dans les bâtiments que venait de libérer le Séminaire en s'installant à la Manécanterie. Le Conseil avouait ses vues spéculatives : « L'avantage de la salubrité de l'air et d'un emplacement plus vaste et plus commode pour les exercices des jeunes gens se trouverait réuni à l'intérêt de la nation » qui obtiendrait un meilleur prix des locaux de la Trinité que de ceux de Saint-Irénée ¹⁵⁸.

Le Directoire contrecarra la municipalité, fit lever les scellés et invita le Bureau « à restreindre son zèle dans les bornes prescrites par les lettres patentes du 29 avril 1763 » ¹⁵⁹. Les Pères triomphaient. Le personnel avait été en partie renouvelé. Le Bureau avait choisi Paul Blain comme supérieur; « l'éloignement qu'a toujours manifesté le Père Roman pour les principes adoptés par l'Assemblée nationale ne paraissent pas désigner en lui la personne qui doit présider à la direction d'une jeunesse », répondit le Bureau à une requête de l'évêché ¹⁶⁰. Parmi les professeurs, le clerc tonsuré Mollet enseignait les mathématiques, Gourju la physique, Antoine Royer-Collard dirigeait la quatrième et Lazare Roubiès la Bibliothèque ¹⁶¹.

L'année 1792 connut de multiples incidents, malgré les concessions des Oratoriens qui en vinrent jusqu'à bannir tout appareil religieux de la distribution des prix. A nouveau, reparurent les accusations de vente, la pose des scellés, les ordres contradictoires des Directoires du

¹⁵⁶ Mémoire justificatif pour les R. P. de l'Oratoire, (s. d., in-8°, 42 p.). — Observations de la munic. de Lyon sur un mémoire présenté au Directoire du départ. par les RR. PP. de l'Oratoire (1791, in-8°, 21 p.).

¹⁵⁷ A. D. R., T 1, Lettre du 3 oct. 1791.

¹⁵⁸ M. WAHL, *Les premières années de la Révol.*, 1894, p. 435.

¹⁵⁹ A. D. R. T 1, Extraits des délib. du Directoire du départ., 24 déc. 1791.

¹⁶⁰ Délib. du Bureau des Collèges sur la demande du P. Roman afin d'être rétabli dans les fonctions de Supérieur du Coll. de la Trinité (F. C., ms, janv. 1792, in-f°, 3 f.).

¹⁶¹ A. M. L. R 1, Liste des professeurs, 26 oct. 1791; Mémoire adressé à la Munic., 14 janv. 1792.

district et du département. Ces questions matérielles pesaient sur l'existence du Collège; des actes d'insubordination, commis par les élèves de Philosophie, nécessitèrent l'intervention du Bureau¹⁶². Ces démêlés reflétaient en grande partie l'hostilité des notables pour les congrégations et la rivalité entre la municipalité et le département. Le Bureau, jeune d'esprit, se montrait impatient d'entreprendre des réformes et voulait administrer lui-même les biens des collèges. Au contraire, les Oratoriens comptaient des anciens élèves parmi les membres plus modérés de l'administration départementale.

Les problèmes pédagogiques s'effaçaient devant l'agitation politique. Ce qui le prouve, c'est que le collège Notre-Dame ne connut pas ces difficultés. Il dépendait depuis longtemps de la municipalité. Ses professeurs, prêtres et laïcs, étaient acquis aux idées nouvelles. Ils étaient expérimentés : Tabard totalisait en 1792 vingt-cinq ans d'exercice, Roux vingt-trois ans, le principal Sébastien Brun était un passionné de pédagogie. Ils ne furent pas frappés par le décret du 18 août 1792 qui supprima toutes les corporations, même celles vouées à l'enseignement. Néanmoins, la chute de la royauté marqua la condamnation des collèges d'Ancien Régime, privés de leurs ressources et souvent de leur personnel. Le collège de Bourg, dont le principal était janséniste et avait adhéré aux sociétés révolutionnaires, parvint à se maintenir jusqu'à la Convention. Trois jeunes rhétoriciens prononcèrent à la distribution des prix, en août 1791, un *Plaidoyer pour la Constitution française*¹⁶³. Bientôt les fonds manquèrent, l'effectif baissa, les professeurs girondins furent incarcérés. L'évolution fut analogue chez les Joséphites des collèges de Nantua, de Belley et de Thoissey.

A Lyon d'abord, dans les bourgades de la région ensuite, l'ambiance révolutionnaire ruinait peu à peu les établissements d'instruction. On voulait changer leur structure, les programmes, les noms surtout. On considérait qu'il était impossible d'améliorer ce qui existait. On se montrait avide d'expériences. A chaque renouvellement du Bureau, de nouveaux membres apparaissaient. Le 16 décembre 1792, ce fut le chirurgien Carret et le philosophe Gérando. Or, chacun apportait son plan pédagogique. Pendant de longues années, les travaux de Condillac, d'Helvétius, de Diderot... avaient orienté les esprits vers cette question. Les écrivains, Voltaire ou Rousseau, avaient raillé l'enseignement traditionnel.

En 1790, le Conseil général espérait encore qu'on pourrait aménager les institutions existantes. Il proposa, une fois de plus, d'établir une Université qui serait entretenue, comme le séminaire et l'école vétérinaire, par tout le département. Il demanda la fondation d'un troisième collège dont les professeurs seraient recrutés par le Conseil général avec l'avis de l'Université. Les Collèges seraient « ouverts à tous les enfants sans distinction ». L'internat strict et continu, qui avait été la base de l'éducation des Jésuites, serait abandonné : il émousse les caractères, étouffe les personnalités, banalise les idées et les sentiments. Seuls, les professeurs pourraient recevoir chez eux jusqu'à six pensionnaires. Pour le programme, le Conseil veut qu'il « embrasse, outre le latin et surtout le français enseigné dans toute sa pureté, deux langues vivantes et des sciences dont l'utilité est incontestable ». A côté de cet

¹⁶² *Ib.*, R 1, Délib. du Bureau, 22 mars, 16 avril, 9 mai 1792.

¹⁶³ E. DUBOIS, *Hist. de la Révol. dans l'Ain*, VI, p. 354.

enseignement officiel, il encouragera l'ouverture de cours publics de physique expérimentale, de mathématiques, chimie, droit français, histoire, dessin, commerce, arts et métiers¹⁶⁴.

Les particuliers adressèrent aussi leurs suggestions... Un maître d'école remit en décembre 1790, au Bureau des Collèges, un rapport volumineux et déclamatoire sur la réorganisation de l'enseignement. Il souhaitait, au nom du Comité d'Utilité publique que présidait Lacroix-Laval, que l'éducation devint nationale, aux frais et au nom de la nation. Il écartait toute ingérence religieuse et vantait « le progrès et la révolution ». « Il faut, disait-il, éteindre l'erreur et les préjugés. Le soleil de la liberté éclaire notre horizon politique. » Mais les éléments du projet ne sont pas nouveaux. Ce sont ceux que le Conseil général exposait : trois collèges avec huit professeurs, soixante élèves dans chaque classe, six classes couronnées par les belles-lettres et la philosophie. Sept cours publics accueilleront les citoyens de tout état et de tout âge¹⁶⁵.

D'autres Lyonnais s'acharnèrent surtout à détruire. Dans un factum, le médecin David accuse les Jésuites d'avoir maintenu les laïques dans l'ignorance afin de les dominer plus facilement. L'enseignement et la prêtrise sont incompatibles : « En anéantissant le goût dominant des Lyonnais pour les sciences, par une éducation monacale, les Jésuites ont prouvé que rien n'est plus abusif que le mélange des études des sciences profanes avec celles de la religion. » Les Oratoriens furent « encore moins supportables que les Jésuites » ; les jansénistes manœuvrèrent le Bureau d'Administration où ils introduisirent les échevins Jolyclerc et Lacour, puis le prévôt La Verpillière. L'archevêque Montazet imposa à la municipalité le Père d'Anglade, et l'abbé de Lacroix-Laval parvint à la dessaisir de son droit de contrôle sur l'enseignement. Alors que le Petit Collège restait misérable, celui de la Trinité devint un des plus riches du royaume. Le Supérieur transforma la disposition intérieure, loua les locaux vacants, mais négligea sa mission essentielle. « L'enseignement et les études sont tombés dans un état de dépérissement beaucoup plus marqué qu'il n'était à la retraite des Jésuites. » Développant ses accusations, David affirme que le mal provient de l'influence janséniste qui règne dans les congrégations enseignantes et que l'archevêque a répandue parce qu'il est « bien avéré que Malvin de Montazet était un des plus décidés et des plus ardents apôtres du jansénisme ». Cette « secte infernale » entretenait des rapports avec la Franc-Maçonnerie : Montazet et Anglade, « chefs en concurrence de la Loge », en avaient seuls le secret et « faisaient mouvoir, agir et opiner tous les frères à leur gré ». L'enseignement du Grand Collège dépendait de ce complexe d'influences. Il convenait de chasser les Oratoriens et de réformer l'éducation¹⁶⁶.

Pendant toute l'année 1791, cette idée fut agitée et, comme en 1763, les autorités insistèrent sur le caractère spécifique des problèmes lyonnais : « Les localités exigent quelques différences dans l'enseignement public. Il est nécessaire, par exemple, qu'il y ait dans cette ville soit à cause de l'étendue de son commerce, soit à cause de la fabrique qui exige des voyages fréquents, des chaires qui ne seraient d'aucune

¹⁶⁴ Conseil gén. du district, 25 sept. 1790.

¹⁶⁵ A. D. R., 1 L 767, Tableau relatif à l'enseignement nat., 1790.

¹⁶⁶ J. DAVID, Réclamation contre divers abus, 1790, p. 15, 31-39, 54, 75.

utilité dans d'autres villes ¹⁶⁷. » Au Bureau, Frossard manifestait son impatience. « Puisse bientôt l'Assemblée organiser définitivement l'instruction publique, sur les ruines d'une scolastique qui a si longtemps retardé les progrès de l'esprit humain, malgré les réparations partielles que le temps et la raison y ont faites; établir le temple auguste et vraiment national d'une éducation destinée à former des hommes et des citoyens ¹⁶⁸. »

Pleines d'espoir, les autorités locales multipliaient les vœux. Le Directoire départemental désirait l'ouverture d'un lycée, songeant vraisemblablement à celui qu'avaient fondé à Paris en 1787 Pilâtre de Rozier, Fourcroy, La Harpe. L'adresse rappelle que Lyon possède collèges, bibliothèques, observatoire, cabinet de physique...; pour la botanique, la ville est le centre de la plus riche herborisation du royaume; pour la minéralogie, les environs offrent des terrains avec filons de cuivre, de fer et de plomb; pour la mécanique, les ateliers rendraient service; de même les manufactures pour le dessin, les hôpitaux pour la médecine... « Ses habitants, qui correspondent avec l'Europe entière, y appelleraient de toutes les contrées une jeunesse nombreuse, assurée d'y trouver tous les moyens d'instruction. Le commerce de Lyon, une des principales sources des richesses du royaume, a besoin d'être stimulé par les progrès de la chimie et de la métallurgie et l'étude des langues ¹⁶⁹. »

L'école n'est pas un sûr instrument de propagande politique. Les élèves formés par les Jésuites au début du XVIII^e siècle devinrent philosophes et encyclopédistes; les disciples de l'Oratoire s'engagèrent dans la voie révolutionnaire et, sous prétexte de progrès, ruinèrent l'enseignement d'Ancien Régime. Ils privèrent ainsi la région lyonnaise pour plusieurs années des divers organismes scolaires créés sous la royauté. La loi du 18 août 1792 supprima l'Oratoire et décida l'aliénation des immeubles appartenant aux congrégations. Ces biens, qui excitaient tant de convoitises, allaient provoquer des orages : le Bureau était-il habilité à vendre ? Que faire des richesses indivises des deux établissements puisque seul le Petit Collège gardait une existence légale ? Le Directoire de l'Ain pouvait-il aliéner, comme il le faisait, les propriétés des collèges situées dans son ressort administratif ¹⁷⁰ ? Les considérations sur l'enseignement se mêlaient aux remarques sur les valeurs foncières.

En décembre 1792, le Bureau apprit que le décret du 14 décembre suspendait la vente de ce qui servait à l'instruction. Sollicitant l'autorisation de continuer l'opération, il prétendit que les domaines ruraux rapportaient peu et qu'il était préférable de s'en débarrasser ¹⁷¹. La loi du 8 mars 1793 précisa que « les biens formant la dotation des collèges et de tous autres établissements d'instruction publique seraient vendus ». Le traitement des professeurs, les frais d'entretien des bâtiments passeraient à la charge de la nation. Le Bureau perdait ses attributions financières. La loi du 24 août 1793 remit à la nation « tout l'actif des communes » dont la République acquittait les dettes. C'était

¹⁶⁷ A. M. L., R 1, Délib. du Bureau des Collèges, 28 avril 1791.

¹⁶⁸ A. M. L., R 1, Rapport de Frossard au Bureau des Ecoles, 22 mars 1792.

¹⁶⁹ A. D. R., P.-V. du Directoire du départ., 9 juin 1792.

¹⁷⁰ A. M. L., R 1, Délib. de déc. 1792.

¹⁷¹ A. N. F¹⁷ A 1004 B, n° 548 : Bureau d'Admin. des Coll., 21 fév. 1793.

le cas de Lyon; les visées municipales sur les richesses des Oratoriens n'avaient pas abouti.

Il fallait maintenant suppléer à la disparition des Pères. On vit réapparaître, comme en 1763, l'antagonisme entre la culture humaniste et les préoccupations d'une bourgeoisie d'affaires. On condamna la primauté d'une langue morte et l'insuffisance des cours scientifiques. Les discussions s'éternisaient dans les Comités d'Instruction. Rien n'était prévu pour la rentrée d'automne 1792. Frossard alerta l'Assemblée législative en montrant que le nouveau régime devait reposer sur une formation civique : « Il s'agit d'épurer les mœurs dissolues des citoyens, de rendre la génération naissante meilleure que la génération actuelle ¹⁷². »

En octobre 1792, le Bureau des Collèges et les corps administratifs lyonnais décidèrent de suppléer à la carence du pouvoir central. Tandis que le collège Notre-Dame continuera de dispenser l'éducation classique, celui de la Trinité « procurera d'avance aux citoyens de la ville la jouissance d'une partie de l'instruction projetée par les Comités d'Instruction publique ». Conformément aux recommandations de Montaigne, Fénelon, Voltaire, on renonçait à l'internat; les règles de claustration ne pouvaient se concilier avec la confiance que l'on prêchait dans la valeur de l'homme. On abandonnait les langues anciennes comme base de l'éducation; on réservait une large place aux sciences et surtout à la morale appliquée au droit naturel. La vente des biens du Collège permettrait de créer des classes nouvelles : on confierait un enseignement agricole à Rozier, on arracherait le commerce à son empirisme, on étudierait les techniques dans cet Institut des sciences et arts utiles à la société ¹⁷³.

Les Oratoriens, qui avaient sollicité des fonctions, furent écartés, « ayant donné des preuves d'incivisme et publié des mémoires très indécents contre le Conseil général de la Commune ». De même, on repoussa les offres de service de Blain, l'ex-principal du Petit Collège et de l'ex-préfet des classes. On sélectionna le personnel. Frossard fut désigné pour enseigner, dans l'église attenante au Collège, la morale et le droit naturel, Imbert se vit confier la géographie et l'histoire philosophique des peuples, Bourdon la haute latinité, Laurent Béranger les belles-lettres, Allier les mathématiques pures, Mollet la physique expérimentale, Gilibert l'histoire naturelle, Dumas la médecine théorique et pratique ¹⁷⁴. L'équipe comprend les grandes figures de l'enseignement d'Ancien Régime, mais avec quelques spécialistes. Des nominations complèteront l'effectif : on fit appel à Boulard pour la géométrie pratique, à Giroud pour la chimie, à Tabard pour « l'histoire éclairée par les monuments », à Domergue pour la langue française. Le surveillant général Jolyclerc, Frossard et Gilibert refusèrent tout traitement « jusqu'à l'organisation définitive de l'éducation nationale » ¹⁷⁵.

La mise au point du travail scolaire s'avéra laborieuse. La haute latinité devait faire connaître les beautés des auteurs les plus difficiles

¹⁷² Pétition insérée dans le P.-V. du 13 sept. 1792 (J. GUILLAUME, *P.-V. du Comité d'Instr. publ. de la Législative*, p. 376).

¹⁷³ Délib. du 13 oct. 1792 (B. M. L., n° 1051, in Desvernay et Molinier).

¹⁷⁴ A. N., F^{17A} 1004B, n° 548 : Délib. du Bureau des Collèges, 13 oct. 1792.

¹⁷⁵ Arrêté de la Munic. sur le choix des professeurs du Gr. Collège, 13 oct. 1792 (F. C., ms, in-f°, 2 f.).

au moyen de traduction commentée. La géographie englobait l'étude du cadre physique, des ressources utiles au commerce de chaque province, l'histoire de ces régions, la nature de leur gouvernement, les vices de chacun, les relations politiques et commerciales avec leurs voisins. La théorie de la langue française, les mathématiques élémentaires, l'histoire naturelle, la physique expérimentale et la chimie étaient conçues de la façon habituelle. Sous le titre de mathématiques appliquées, le professeur exposerait l'astronomie, l'architecture, l'hydraulique, la mécanique, l'artillerie... La morale revêtait un caractère solennel et tenait lieu de la formation religieuse dans les anciens collèges¹⁷⁶. Le tableau des cours prévoit par semaine quatorze heures pour les matières littéraires et vingt-et-une pour les disciplines scientifiques. Tous les jours sont occupés, même le dimanche pour la morale. Très tôt, on subdivisa plusieurs chaires : l'histoire fut isolée de la géographie, la physique fut séparée de la chimie et on ajouta la médecine et l'agriculture¹⁷⁷.

Le 12 novembre 1792, Gilibert, administrateur des collèges, professeur d'histoire naturelle, inaugura l'Institut, dans l'église du Grand Collège, en présence des personnalités lyonnaises et même de deux députés de la Convention, Vitet et Boissy d'Anglas, en mission à Lyon. Il glorifia l'initiative locale : « En octobre, tout était à créer à Lyon pour la véritable éducation publique. En novembre..., elle est en pleine activité. Les professeurs, dépositaires de tous les moyens d'instruction connus les emploieront avec zèle pour vous en faire jouir. Vous entendrez sans interruption une suite de leçons sur la morale appliquée à la législation, sur la géographie animée par l'histoire et les relations commerciales, sur toutes les productions naturelles de nos contrées, sur leur emploi dans les arts, la médecine et l'économie rurale, sur l'application des notions numériques au commerce et aux arts, sur celle des mesures pour les arts utiles, sur la théorie des langues et leurs différents usages »¹⁷⁸. Gilibert établit le parallèle entre l'Ancien Régime et l'ère nouvelle. « Avant l'étonnante et heureuse révolution », l'éducation dispensait une culture aristocratique à une élite. Les bibliothèques et les musées demeuraient fermés. Les censeurs « ne laissaient même pas soupçonner l'existence des vraies sciences qui sont la base du bonheur de la société ». La scolarité, prolongée pendant de longues années, n'offrait que des noms barbares, des notions obscures, des idées fausses, l'étude d'une langue morte inutile... Elle ne se souciait pas des vertus sociales, qui sont de peu de valeur sous un régime despotique. La nouvelle éducation prépare les citoyens à collaborer au bonheur commun. « Devenus tout à coup portion active du souverain, ils doivent puiser dans l'histoire des modèles des bons et des mauvais gouvernements. Depuis l'artisan jusqu'à l'administrateur, tous peuvent développer leurs talents naturels et acquérir les moyens de se procurer un sort honnête. » Toutes les disciplines retenues concourent à la socialisation de l'individu; même les leçons de littérature latine et française se justifient par la nécessité de savoir exprimer ses idées. Grâce à cette forma-

¹⁷⁶ A. D. R., 2 L 141 *, Registre du Bureau des Collèges, 13 oct. 1792.

¹⁷⁷ Tableau des cours de l'Institut de Lyon, 17 oct. 1792, in-4°, 1 p., F. C.

¹⁷⁸ A. N., AF II. Carton 43, n° 344. Discours de Gilibert.

tion, le peuple « ne sera plus le jouet de cette foule d'intrigants de toute espèce qui font servir son ignorance pour l'égarer » ¹⁷⁹.

Une révision fut encore nécessaire et, en novembre 1792, on précisa une fois de plus les conceptions pédagogiques lyonnaises. Le cours de haute Latinité conduira de la grammaire latine à l'explication de morceaux choisis (Sénèque pour la morale, Tacite pour le patriotisme, Horace pour la poésie...). On commencera les Belles-Lettres par une introduction philosophique (théorie des idées) et philologique (mécanisme des langues); elles se poursuivront par l'étude de la grammaire française et le commentaire des plus beaux textes de nos moralistes, historiens et poètes; elles s'achèveront par l'examen des moyens de parler et d'écrire avec pureté, élégance et précision. Le plan du cours de morale appliquée au droit public révèle le souci de substituer aux prescriptions religieuses une éthique nouvelle; on analysera les fondements de la morale (preuves de l'existence d'un Dieu rémunérateur, de la spiritualité de l'âme...), les grandes impressions qui stimulent la conscience (amour de soi-même, reconnaissance envers les bienfaiteurs...), les vertus dont la pratique assure la félicité. Le cours comportera aussi l'étude de la souveraineté du peuple et son indispensable délégation.

La coupe des bois, la construction d'édifices, le travail des métaux représentent les arts utiles à la société. Un cours de Géographie appliquée à l'histoire et au commerce enseignera la formation du globe terrestre, les productions de chaque pays, les mœurs des peuples résultant du climat et des lois. En Mathématiques, on exposera les règles d'arithmétique avec leurs applications au négoce; le professeur n'énoncera aucun théorème sans en indiquer l'utilité pour les arts et montrera que les mathématiques jouent un grand rôle dans la navigation et la guerre. L'Histoire naturelle fera connaître les minéraux, végétaux, animaux considérés comme curieux par leur forme, comme utilisables pour l'alimentation ou la pharmacie, comme substances du département. En Physique expérimentale, on étudiera les causes des phénomènes naturels, les lois, les propriétés des corps... Le cours de Médecine se fera à l'aide d'observations et comprendra le diagnostic et l'histoire des maladies, la recherche des remèdes nécessaires pour soutenir le principe de vie : « Des faits ramenés au grand principe de l'énergie de la nature pour la guérison des maladies constitueront toute la doctrine médicinale qu'il doit proposer dans l'Institut. »

Cette organisation de neuf chaires se complètera par l'ouverture quotidienne de la Bibliothèque et on augmentera le matériel pédagogique : médaillier, cabinets de physique et d'histoire naturelle. Un musée de machines fournira aux ouvriers les moyens d'admirer nos industries. L'observatoire astronomique reprendra ses travaux et on fondera une galerie d'art ¹⁸⁰.

Ce « tableau des cours », rédigé sous l'impulsion de Gilibert et de Frossard, établit une transition entre la pédagogie de l'Ancien Régime et celle de l'Ecole centrale. Dans le Plan de 1763 comme dans le pro-

¹⁷⁹ Discours prononcé le 12 nov. à l'ouverture de l'Institut des Sciences et Arts utiles à la Société, par le cit. J. Gilibert (Lyon, Delaroche, 1792, in-8°, 15 p.).

¹⁸⁰ Plan d'organisation du Gr. Collège, 22 nov. 1792 (Lyon, 1792, in-8°, 15 p.).

gramme de l'Institut, on retrouve les traditions qui datent des Jésuites (haute Latinité) ou des Oratoriens (Histoire); les nouveautés du XVIII^e siècle passent dans ce projet : les sciences de la nature, dont l'importance est croissante depuis Buffon, se substituent aux sciences physiques et mathématiques qui avaient passionné au début du siècle. Le désir de connaître les différents peuples, leurs lois, leurs coutumes trahit l'influence de Montesquieu. Les théories des idées, le mécanisme des langues représentent l'introduction dans l'enseignement des thèses de Condillac. L'empreinte de Rousseau marque enfin ces propos : *Le Contrat social* a guidé la rédaction du programme de droit naturel, l'*Emile* a conseillé les leçons concrètes illustrées à l'aide du matériel pédagogique, la morale rappelle la *Profession de foi du Vicaire savoyard* : preuves de l'existence de Dieu, rôle de la conscience, croyance aux sentiments innés... Le souci de l'utilité des sciences et de leur application pratique, la condamnation du savoir abstrait, caractéristiques de la fin du XVIII^e siècle, se montrent encore accusés par l'esprit lyonnais. L'ouverture de la bibliothèque au public, l'aménagement des collections et le projet d'un musée restent dans la même tradition. L'utilisation de l'enseignement pour des fins locales est maintes fois soulignée : la géographie devient un auxiliaire du commerce, l'histoire naturelle un moyen de renouveler les arts et les manufactures par les modèles et la teinture. Non seulement toutes ces tendances survivront, mais souvent les mêmes professeurs occuperont les mêmes chaires à l'Institut et à l'Ecole centrale : Mollet pour les mathématiques, Gilibert pour l'histoire naturelle, Béranger pour la littérature, Gambier au cabinet de physique.

Les créateurs de l'Institut croyaient avoir édifié « sur les ruines gothiques d'une scholastique inepte et grossière », « un temple majestueux », reposant sur la philosophie, les besoins de l'entendement, les droits et les devoirs des citoyens, les remarques profondes de Condorcet¹⁸¹... En décembre 1792, le rapporteur Gilbert Romme signala à la Convention l'innovation lyonnaise : « Les départements du Bas-Rhin, de Rhône-et-Loire et de la Loire-Inférieure, animés d'une pareille sollicitude, ont organisé un de leurs collèges sur le modèle des Instituts, en suivant le plan imprimé par la Législative¹⁸². » Plus tard, en 1793, Bourg le tenta et chargea l'architecte lyonnais Cochet d'un cours¹⁸³. Clermont-Ferrand projeta aussi de fonder un Institut que le manque de ressources empêcha de réaliser¹⁸⁴.

Les Lyonnais, heureux de mettre en pratique leurs conceptions pédagogiques, ouvraient la voie. Le résultat ne répondit pas à leur espérance. Dès le début, le public scolaire ne fut ni nombreux, ni sérieux. Les professeurs, faisant confiance aux élèves, n'imposaient ni devoirs, ni leçons. Le cours de droit naturel et français ne put commencer que le 7 février 1793¹⁸⁵. En mars, les administrateurs confrontèrent leurs premières impressions. « Quoique les divers cours de l'Institut soient fréquentés par un grand concours de citoyens, on n'y voit pas beau-

¹⁸¹ A. N. F17 A 1004 B, n° 548 : Rapport sur la formation des 24 écoles primaires, par Frossard, 1793.

¹⁸² M.-J. GUILLAUME, P.-V. du Comité d'Instr. publ. de la Convention, I, p. 216.

¹⁸³ J. BUCHE, *Hist. du Studium*..., p. 114.

¹⁸⁴ G. DESDEVISES du DÉZERT, *L'enseignement secondaire et supérieur à Cl.-Ferrand*, 1908, 32 p.

¹⁸⁵ A. N., F 17A 1004B, n° 548 : Affiche du 31 janv. 1793.

coup de jeunes gens pour lesquels cet établissement a été essentiellement formé... Ceux qui assistent aux leçons ne sont pas connus des professeurs, leur assiduité n'est point surveillée, leur attention fixée... »

Les mesures qui furent prises marquent un retour aux procédés traditionnels d'enseignement et de discipline. Les familles feront inscrire leurs enfants chez les onze professeurs qui tiendront une liste précise, assigneront des places aux élèves et les interrogeront. Ils isoleront les auditeurs bénévoles. Les élèves prendront des notes, résumeront à la maison l'essentiel des exposés et au début de chaque séance, le professeur fera lire ces devoirs. Le Bureau désignera deux administrateurs et un professeur pour contrôler la marche des études et assumer la police des salles. « Sans ces améliorations, l'Institut de Lyon, cet établissement imité dans un grand nombre de départements, serait complètement perdu pour la propagation des sciences et la perfection des mœurs. » Les administrateurs exhortèrent les pères à se plier aux nouvelles exigences. « Venez souvent vous-mêmes encourager par votre présence et l'activité des maîtres et l'application des élèves. Tous les jeunes citoyens auront la faculté d'y apprendre les sciences et les arts nécessaires à l'homme social, depuis les travaux de l'artiste ou les calculs du négociant jusqu'à l'histoire de la nature et des nations, jusqu'aux droits et aux devoirs du vrai républicain. » Des considérations civiques l'imposent. « L'ignorance est l'arme la plus terrible du despotisme. L'instruction est le rempart impénétrable de la liberté; la philosophie et la vertu ont fait la Révolution 186. »

Le contre-révolutionnaire Guillon évoque avec dédain cette tentative pour élever la classe ouvrière à la pratique d'un régime de liberté. Il accuse les rolandistes de nourrir des desseins politiques en assurant l'instruction publique. « Des discoureurs girondins de la *Société de Pilata*, installés sous le titre de professeurs dans ce Grand Collège autrefois illustré par ses maîtres et ses élèves, enseignaient aux gens du bas peuple à devenir des hommes d'Etat ou des philosophes. Le médecin Gilibert, le prédicant Frossard y faisaient les plus ridicules cours de politique et de morale qu'il soit possible d'imaginer. Gilibert y professait fort à propos, que la souveraineté du peuple n'existait plus que dans ses représentants, et Frossard le moraliste donnait des leçons d'amour conjugal. Nous ne dirons rien des autres professeurs qu'une imagination ardente, une ambition de philosophisme ou la plus famélique complaisance faisaient marcher sur la trace de ces deux principaux instituteurs de républicanisme 187. »

Bientôt d'ailleurs, un des pionniers, Gilibert, fut élu maire et, girondin, fut emprisonné par les amis de Châlier. L'agitation politique rendait impossible tout travail scolaire. Malgré sa brève durée, l'Institut lyonnais caractérise la pédagogie du XVIII^e siècle. Tout en gardant un déisme sentimental, il renonce à la direction religieuse. Les articles du dogme ne constituent plus la base de l'éducation; la croyance en la valeur de la raison y est substituée. On la conçoit comme l'émanation d'une raison abstraite, universelle, impersonnelle, comme un compromis entre le pur rationalisme cartésien et l'experimentalisme de Bacon, de Locke, de Newton. Les professeurs fondaient leur méthode sur les considérations

¹⁸⁶ Les administrateurs des Collèges aux pères de famille... 21 mars 1793 (Lyon, Delaroche, 1793, in-8°, 7 p.).

¹⁸⁷ G. de MONTLÉON, *Mémoires...*, 1824, I, p. 176.

de Condillac : il faut partir des choses sensibles et des impressions qu'elles procurent pour aller aux idées; il faut faire confiance à la spontanéité des énergies naturelles qui existent dans l'enfant. L'élève peut tout apprendre, et les programmes doivent tendre à l'encyclopédisme, sans exclure la technologie.

Dès 1792, se trouvaient appliqués les principes révolutionnaires en matière d'éducation : la mission d'enseigner n'appartenait plus à l'Eglise; l'école, ouverte à tous, prétendait former l'esprit public et même initier aux techniques. Dès cette date aussi, les désillusions surgissaient. Jamais l'école ne s'était montrée si ambitieuse : jusqu'alors l'éducation relevait de la famille, de la vie sociale, de la religion. L'apprentissage, la transmission des règles de métier se faisaient par référence à une expérience collective au sein de laquelle se combinaient l'empirisme et les croyances. Les collèges recevaient une élite restreinte et conservaient une pensée ésotérique formulée en une langue savante. Certes, la culture classique depuis la création des collèges de Jésuites admettait la vulgarisation. Mais elle restait relative et jamais on n'avait envisagé de tout apprendre à tous; les novateurs de l'Institut se référaient volontiers à l'*Emile*, mais en le transposant. L'enseignement donné par l'infailible précepteur, se propose des buts limités, puisque lettres et arts ne sont que perdition. Rousseau récuse ou dédaigne les exercices usuels et les moyens du travail intellectuel. Il en suggère de plus simples et de plus vivants, mais il ne promet pas, grâce à eux, une accession plus rapide au savoir universel. Par un illogisme qui devait se perpétuer, Gilibert et ses collaborateurs espéraient par une pédagogie libérale atteindre une culture encyclopédique.

Tandis que la bourgeoisie d'affaires essayait de se donner un enseignement scientifique et pratique, plus utilisable à ses yeux que l'humanisme des collèges, les révolutionnaires voulurent répandre une éthique nouvelle; l'école devenait un noviciat préparatoire à la vie civique. Les maîtres en profitèrent pour sauvegarder le matériel pédagogique que la vente des biens nationaux risquait de disperser et pour recueillir les jeunes gens en cours de scolarité. Mais les conditions matérielles défectueuses, le dédain des professeurs pour les besognes strictement scolaires, l'ambiance chargée d'anxiété conduisirent à un échec. Par bien des côtés, l'Institut est l'esquisse de l'Ecole centrale¹⁸⁸.

Ainsi, le fait révolutionnaire marquait plus ou moins la vie intellectuelle et artistique. Des inspirations nouvelles apparaissaient dans les arts alors que les peintres et les sculpteurs avaient de la peine à se détacher de leurs techniques apprises dans les ateliers dispensant le style Louis XV. Les éléments préromantiques et l'attrait du néoclassicisme se mêlaient au goût du XVIII^e siècle. Les sciences aussi bien que la philosophie souffraient de l'atmosphère troublée. La pensée, en ses formes les plus hautes et les plus complexes, n'est guère compatible avec l'action. L'Académie ressassait les mêmes problèmes quand elle ne cédait pas à la frivolité, les Collèges de médecine et de chirurgie disparaissaient.

¹⁸⁸ E. HERRIOT, *Jacobins et modérés*, p. 107.

saient, les loges s'effaçaient devant la *Société philanthropique* et les cénacles ésotériques. Comme un contre-point, un thème encore mineur, le courant mystique survivait. Quelques penseurs méditaient le martianisme ou un crypto-christianisme.

Quant aux écoles, la lutte contre l'Eglise les anéantissait progressivement et l'Institut, un rêve encyclopédiste, essayait de promouvoir une nouvelle culture dans une perspective dérivée de Rousseau. Les clubs, les journaux, le théâtre tentaient d'élargir les cercles pour qui sagesse et savoir se confondent. Toutes ces institutions chargées de faire rayonner les progrès des sciences sombrèrent dans la tourmente de 1793. Le xviii^e siècle s'achevait à Lyon en ce printemps.

VIII

Le climat terroriste

Alarmée par la chute du roi, la ville rolandine s'affirma comme une capitale dissidente et rêva de s'opposer à Paris. « Dans ces hautes maisons noires des quartiers industriels, au fond des mystérieux repaires du monde ecclésiastique, les plus dangereux agents de l'émigration se cachaient à l'aise. Là, profitant des relations du commerce, ils faisaient signe aux Alpes, à Paris, aux révoltés de Jalès, à la Bretagne, à la Vendée. Le grand Lyon industriel et commerçant, qui travaillait peu et ne vendait plus, était en connivence avec le Lyon aristocrate. Les marchands avaient été, se croyaient encore Girondins; ils devenaient royalistes ¹. »

1. L'EXASPERATION DE LA VIOLENCE

De l'automne 1792 à l'été 1794, Lyon subit une série d'événements tragiques : ardente rivalité autour de la Maison commune, rupture avec la Convention, répression montagnarde. Au moment de la séparation de l'Assemblée législative, les septembrisades de Pierre-Scize exacerbaient les sentiments révolutionnaires. Le choix des représentants de Rhône-et-Loire s'effectua dans une atmosphère agitée. Une adresse recommanda de ne pas se fier « à ces caméléons, à ces prêtres conformistes qui jouent tous les rôles », et le *Journal de Lyon* conseilla d'éliminer les Constituants. « Quant aux agioteurs et feuillantins Périsset, Couderc, Milanois et au banqueroutier Goudard, *requiescant in pace*. » Pour être législateur, il faut de grands talents, une probité intacte, une morale conforme au *Contrat social*; à ces conditions, ne répond pas « un homme occupé toute sa vie des spéculations de commerce qui flétrissent l'âme et étouffent le sentiment, ou appliqué à enseigner un fatras gothique » ².

Ces proclamations attisèrent les colères et envenimèrent les discussions. Non seulement l'exaltation révolutionnaire, violente et sombre comme le mysticisme de la grande cité, s'exprima par des discours, mais de plus en plus elle aboutit à des actes cruels : le 9 septembre 1792, les émeutiers promenèrent onze têtes tranchées au bout des piques; le 22 octobre, une députation du Club central suggéra, pour provoquer d'opportunes réflexions aux contre-révolutionnaires, d'exposer la guillotine

¹ J. MICHELET, *Hist. de la Révol.*, IV, p. 191-192.

² *Journal de Lyon*, 24 août, 1^{er}, 10 et 13 sept. 1792.

aux yeux du public; les Jacobins, pendant tout l'hiver, entretenrent cette psychose de peur en faisant circuler des pétitions ou en réclamant des visites domiciliaires...

Les rolandins l'emportèrent aux élections à la Convention et ils attribuèrent, en novembre 1792, la mairie à un ami de Roland, le négociant Nivière-Chol. L'antagonisme entre ces bourgeois et les Jacobins éclata dès la cérémonie d'installation de la nouvelle municipalité. Nivière-Chol exhorta les riches et les pauvres à l'union : « Que le riche sorte de sa coupable indifférence, que le pauvre cesse de contempler le riche avec envie et celui-ci ne sera plus obligé de vivre isolé, pour échapper aux jalousies. » Dans sa réponse, le nouveau procureur Laussel conseilla, au contraire, pour « amollir la dureté des riches, de leur inspirer quelquefois cette crainte salutaire qui remplace en eux les sentiments d'humanité ». A la section de la Juiverie, Dodieu, le maître d'école, justifia les excès terroristes³.

Apprenant ces propos, le maire prit des mesures de sécurité, ce qui accrut encore la surexcitation. Le 18 février, les Girondins, appuyés par les royalistes, saccagèrent le Club central, traînèrent dans les rues le buste de Rousseau, brûlèrent l'arbre de la Liberté. Les officiers municipaux, de tendance jacobine, stigmatisèrent le modérantisme des marchands, des négociants, des agents de change. De passage à Lyon, Salicetti dénonça ce foyer de contre-révolution : « Dans les tables d'hôte, il est dangereux de se montrer patriote; il existe plus de six cents commis de boutique qui ne sont que des ci-devant officiers des troupes de ligne, qui ont émigré et sont rentrés en qualité de commis de magasins⁴. »

Sous le voile du girondisme, comme le prétend Guillon, les feuillants et les monarchistes manœuvraient. Les fabricants s'effrayaient de l'essor que la Révolution donnait aux revendications ouvrières. Ils avaient gardé la direction politique de la cité jusqu'en 1792; débordés, ils attendaient un coup d'arrêt, voire une réaction. Leur complaisance ou leur indulgence pour les royalistes grandissait à mesure que les sentiments révolutionnaires s'exaspéraient. A Lyon, moins qu'ailleurs, l'aristocratie traditionnelle ne les inquiétait; plus moderne et plus libérale, elle se mêlait aux affaires. Devant le « péril social », ils firent cause commune avec elle ou tout au moins ils ne troublèrent pas ses tentatives secrètes d'organisation⁵.

Cette collusion des éléments modérés et réactionnaires irrita les patriotes du Club central. Deux des leurs siégeaient à la Convention, Noël Pointe et Joseph Cusset. Pointe, ouvrier armurier à Saint-Etienne, prenant conscience de l'importance de son élection, offrit dans des écrits de style emphatique, à la bourgeoisie, la force ardente des ouvriers⁶. L'ouvrier en gazes Cusset, plus énergique, engagea ses amis Fillion et Dodieu à surveiller « les traîtres désorganisateur », convertis au républicanisme depuis le 10 août; il affecte, selon son expression, « un langage mâle », coupé d'exclamations et d'interrogations. Ces patriotes,

³ Corps munic., IV, p. 1-5 (5 déc. 1792), p. 89-96.

⁴ Lettre de Noëi, Bertrand, Gravier, Laussel à la Convention, 9 fév. 1793 (ms Coste, n° 606).

⁵ A. N., F IC III, Rhône 8, Lettres de Vitet à Roland, 11 et 14 nov. 1792.

⁶ Opinion de N. Pointe sur le jugement du ci-devant roi, 30 nov. 1792 (Paris, Imp. nat., 1792, in-8°, 4 p.).

Bertrand, Sautemouche, Laussel, gagnèrent plusieurs sièges dans l'administration locale au cours de l'hiver 1793. Leur succès mit en vedette l'étrange figure de Joseph Chalier. Cet utopiste menait une existence paisible dans sa maison de Montessuy; ses démêlés avec le Directoire départemental, les conceptions sociales des rolandins, un voyage à Paris qui le mit en contact avec les futurs montagnards l'orientèrent vers l'idéologie jacobine⁷.

Dès 1790, au moment de la surexcitation causée dans le Sud-Est par les bruits d'une conspiration, Chalier exprima au journaliste Prudhomme sa méfiance à l'égard de cette « infâme ville » de Lyon. Son inquiétude se colora de mysticisme; de là, ce mélange dans ses propos de violences déclamatoires, de ton apocalyptique et de soudaine pitié. Mais les notables enregistrèrent surtout ses proclamations menaçantes : sa longue lettre du 3 février 1793, adressée à Gaillard, conseilla d'exterminer « la race feuellantine qui embrasse tout le commerce », Roland et sa secte, « tous ceux désignés sous le nom d'aristocrates, de modérés, d'égoïstes, d'agioteurs, d'usuriers et la caste sacerdotale fanatique »; après avoir dénoncé « ce butor de Kellermann » et son aide de camp Sériziat, il réclame pour Lyon « une forte purgation, vomitifs, lavements, apozème »⁸.

La Convention envoya alors à Lyon Legendre, Rovère de Fontvielle et le Dijonnais Basire, qui facilitèrent l'accès à la mairie de Bertrand, l'ami de Chalier. Les mesures d'exception apparurent : confiscation des terres incultes, distribution de cartes de civisme, organisation d'un Comité de Salut public. Les discours affectèrent la violence : Chalier menaça une fois de plus ses ennemis : « Les ondes ensanglantées du Rhône et de la Saône charrieront vos cadavres aux mers épouvantées. » Exultant, les Jacobins prirent les deux décisions qui pouvaient le plus blesser les Lyonnais : recruter une armée et imposer une contribution. La crainte d'être désignés pour réprimer le soulèvement vendéen, la préparation de l'emprunt forcé, la composition des listes de proscription émurent les Sections du centre, composées de négociants et de bourgeois : elles évoluèrent peu à peu de l'inertie à l'opposition agissante et prirent l'offensive pour n'être point attaquées⁹.

Au printemps 1793, devant Paris, Lyon opéra son 9 thermidor et emprisonna ses chefs montagnards. La journée du 29 mai renouvela l'émeute du 18 février, mais cette fois le mouvement sectionnaire, dirigé non plus par les frères Gilibert, mais par le royaliste Frémenville, triompha. Le soulèvement n'était pas d'inspiration royaliste, malgré la participation de monarchistes; le prétexte résidait dans la « résistance à l'oppression »; il résultait de la lutte entre les autorités du département et de la ville, de la rivalité autour de l'Hôtel de Ville, du rejet des conceptions du *Contrat social* que Chalier affectionnait; le massacre de la statue de Rousseau est à cet égard symbolique.

Le pouvoir revint aux bourgeois cultivés. Leur geste était grave : pour la première fois, la province ne suivait plus la capitale. Les vainqueurs justifèrent leur conduite : ils avaient « terrassé les anarchistes » qui attentaient à la liberté, « à la sûreté des personnes et des propriétés », éteint un foyer de guerre civile en respectant la légalité. Quand

⁷ G. GUIGUE, *Secrétariat*, 1907, p. 348-351.

⁸ J. GUERRE, *Hist. de la Révol.*, 1793, éd. Guigue, p. 318, 371-379.

⁹ *Journal de Lyon*, 4 mai 1793, p. 296.

ils connurent la révolution des 31 mai et 2 juin, ils alléguèrent la Déclaration des Droits : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. » Un opuscule démontra que la liberté « est une chimère de l'imagination... Le sauvage qui vit dans les forêts, isolé, sans souvenir du passé, sans inquiétude sur l'avenir, paraît être celui qui approche le plus de la possession de la liberté », mais il est esclave de la crainte de ses besoins et l'insécurité le prive de la jouissance de sa liberté. Au contraire, en société le double obstacle provient de la tyrannie et de la licence. « L'état de véritable liberté est le point intermédiaire qui sépare le despotisme de l'insubordination » ; il suppose des lois équitables, l'égalité morale et la sécurité. En tout cas, le pire danger, c'est la liberté sans frein ¹⁰.

Une commune insurrectionnelle s'établit sous la présidence de Gilibert ; il exhorta les Lyonnais à sauver « la République que de prétendus patriotes et un nouveau sénat romain ne voudraient plus ». Le conventionnel Biroteau vint en juillet féliciter les Lyonnais d'avoir « terrassé l'affreuse anarchie » et Chasset évoqua « la horde barbare » de la Montagne. Dès lors, les robespierristes considérèrent Lyon comme « une nouvelle Coblenz », et l'idée germa d'une intervention militaire ¹¹.

Tandis que Robert Lindet, puis le général Charles Sériziat tentaient une conciliation, la Commission populaire et républicaine de Salut public toléra les actes de violence qui avaient été reprochés aux Jacobins : un ex-officier municipal fut massacré en juin, un détenu se suicida et Chalier fut exécuté en juillet ¹². Bien que la ratification de la Constitution de 1793 fût proclamée, des critiques circulèrent : s'inspirant de la brochure du Girondin Salles, *Les réflexions d'un véritable républicain* revendiquent l'équilibre des pouvoirs : une autorité unique dans un grand Etat tend à opprimer et rien ne doit être au-dessus du peuple souverain ¹³. Les Lyonnais cherchaient à se laver de l'accusation de royalisme et de fédéralisme : Paganucci et Clavière, se référant au *Contrat social*, montrèrent qu'une faction avait usurpé la souveraineté ; « en prenant les armes le 29 mai, le peuple a secoué le joug d'anarchistes. Il n'a fait qu'user du droit de résistance à l'oppression, droit sacré, droit immuable, qui lui est garanti par les lois et par la nature ». Même dénégation est lancée aux gardes nationaux requis pour marcher contre Lyon. En août encore, Lyon clame ses sentiments républicains ¹⁴.

Le siège s'engagea dans la confusion. La Convention montagnarde assimila les contre-révolutionnaires aux coalisés de l'extérieur : « Nous n'avons à faire maintenant qu'à un seul genre d'ennemis, soit sur les frontières, soit dans la Vendée, à Lyon, à Marseille ; c'est la guerre des républicains contre ceux qui veulent la royauté. » A Lyon, les royalistes, les modérés, les Girondins se trouvaient associés dans la révolte : Gilibert, président de la Commission de Salut public, était le confident d'Imbert-Colomès, qui multipliait les démarches en Vivarais et à Berlin,

¹⁰ MICOL, *Qu'est-ce que la liberté ?* (Lyon, s. d., in-8°, 15 p.).

¹¹ A. AULARD, *Recueil des Actes*, V, p. 130.

¹² P. BALLAGUY, La mission du général Sériziat à Lyon en juil. 1793 (*R. H. L.*, 1913, p. 456-468).

¹³ C. RIFFATERRE, La Constitution de 1793 à Lyon (*R. H. L.*, 1905, p. 401-415).

¹⁴ Adresse du peuple de Lyon à la Républ. franç., 14 juin 1793 (Lyon, Fauchaux, 1793, in-8°, 14 p.).

Mathon-Lacour — il signait ainsi en l'an II — qui organisa le Secrétariat des Sections, s'était prononcé en 1787 contre le régime républicain. Les chefs militaires manifestaient presque tous des convictions royalistes : celui qui avait le plus de relief, Henri de Virieu, avait adopté avec ferveur les thèses humanitaristes, mais il s'inquiéta des excès révolutionnaires ¹⁵.

Le commandement de l'armée lyonnaise fut confié à Louis Perrin de Précý. Originaire du Brionnais, il avait achevé sa carrière militaire et s'était retiré sur ses terres après la défense des Tuileries le 10 août. Lorsqu'il fut reçu par la Commission, Gilibert ne lui céla point qu'il avait été choisi pour « ses qualités personnelles et ses talents militaires » plus que pour son civisme ¹⁶. Il demeura sur la défensive et ne voulut pas organiser, comme on le lui conseillait, une vigoureuse chouannerie dans les monts du Lyonnais et du Forez. Il fut secondé par Gabriel de la Roche-Négly qui avait combattu à Savannah, par le chevalier de Melon qui avait participé à la conspiration de Jalès, par le baron de Chamouset et Agniel de Chénelette qui avaient comploté en 1790 ¹⁷.

Des sentiments d'humanité paralysèrent les combattants des deux camps. Dès le mois de juillet, Précý s'étonna du peu d'empressement des Lyonnais à s'enrôler et il songea à s'enfuir ¹⁸. Il fallut lutter contre les insoumis, les indisciplinés, les auteurs de mauvais propos. Les Sections recommandèrent de surveiller les lâches qui, « aussi mous que des sybarites, nous insultent à leurs fenêtres, et les coureurs de tripots qui se contentent de suivre au café les diverses chances de la guerre ». Elles stigmatisaient l'insouciance de la Convention : « Quelle serait l'opinion des instituteurs célèbres de la Grèce et de Rome, s'ils assistaient à ces séances tumultueuses et bruyantes où se balancent les destins de l'univers ¹⁹ ? »

Dans une atmosphère de malentendus et d'angoisses, la ville souffrit longtemps. Qu'elle fût aux mains des Jacobins ou des royalistes, elle subit le joug des extrémistes. Elle incarnait à la fois des tendances autonomistes, les revendications des émigrés, l'esprit de conservation sociale de la bourgeoisie urbaine et des propriétaires ruraux. Adhérant au fédéralisme, les Lyonnais parlaient en leurs Sections « au nom de la liberté, de l'égalité et de la République une et indivisible ». Ils guerroyaient contre la Convention en adoptant la Constitution qu'elle avait rédigée; bien que républicains et patriotes, ils marchaient sous le commandement d'un royaliste et favorisaient l'invasion étrangère.

La sécession escomptait-elle des appuis extérieurs ? Le comte de Provence et le comte d'Artois s'intéressèrent à ce soulèvement, mais sans avoir, semble-t-il, de contacts directs avec Précý et avec la Commission populaire. Néanmoins, Kellermann dénonça l'existence de relations entre Lyon et Turin; cette accusation se fondait sur les liaisons commerciales, intellectuelles, maçonniques de la ville avec les états européens. Couthon,

¹⁵ J. CHARCOT, *Souvenirs de 1793, épisode du siège de Lyon* (R. D. L., 1847, XXVI, p. 108-110).

¹⁶ G. GUIGUE, *Commission popul.*, p. 77.

¹⁷ E. BONARDET, *Les Juliaciens au siège de Lyon*, 1901, p. 272, 275, 288, 450.

¹⁸ Le siège de Lyon : lettre de Perrin-Précý, 19 juil. 1793 (A. H. S. R., 1827, VII, p. 381-388).

¹⁹ *Bull. du départ. de Rh.-et-Loire*, 9 août 1793, 23-30 sept. 1793.

Javogues affirmèrent que Pitt avait versé quatre millions en or aux Lyonnais par l'intermédiaire des Genevois ²⁰.

Le député de Clermont-Ferrand, Dulaure, reprit la même thèse : Lyon « attendait le secours d'une armée composée de dix-huit à vingt mille Piémontais » ; un grand nombre de Lyonnais « ne soupçonnaient pas leurs chefs d'être les agents d'une faction étrangère » ; dès que Kellermann fit connaître qu'il « avait chassé l'armée piémontaise du département du Mont-Blanc, armée sur laquelle reposait l'espoir des insurgés », ils se décidèrent à traiter ²¹. L'émigré Guillon et Joseph de Maistre répètent les mêmes propos, accordant une grande place aux machinations étrangères, particulièrement anglaises, dans le déroulement des événements révolutionnaires, surtout dans les cités manufacturières.

Les autorités locales protestèrent souvent contre ces allégations. Dès le 27 mai, retournant l'insinuation, une Section déclara que Lyon maintiendrait l'intégrité de la représentation nationale, contre « les agents secrets soldés par les guinées de Pitt et les ducats de l'Espagne » ²². En août, un officier municipal mit en garde les Dauphinois : « Les habitants de la ville de Lyon, que l'on vous peint comme des rebelles, que l'on vous présente comme des agents soudoyés de Pitt et de Cobourg et contre lesquels on vous excite à tourner vos armes, sont embrasés du feu sacré de la liberté : comme vous, ils veulent la république ²³. »

La rébellion inquiéta la Convention dans la mesure où elle coalisa les résistances intérieures. Depuis longtemps, couvait une hostilité contre Paris ; l'idée d'unité nationale était récente et, dès l'hiver 1791, un fédéralisme existait à l'état latent, nourri d'orgueil provincial et de revendications d'autonomie locale. Au lendemain du 2 juin, Lyon rêva de devenir une capitale. Le Jura et l'Ain donnèrent le signal de la révolte. Le Forez assura Lyon de son attachement ²⁴. Dans le Velay et le Vivarais, toute une zone marquée par le protestantisme se dressa contre l'impulsion parisienne. Sans doctrine précise, les villes songeaient à reprendre les privilèges dont elles jouissaient avant 1789. Par sa position géographique, ses relations commerciales, son importance, Lyon pouvait coordonner tous ces mouvements complexes.

Il fut victime de sa ténacité. Méthodiquement, il s'engagea dans la résistance et ne fléchit point, alors que son environnement céda peu à peu. La Côte-d'Or envoya une délégation à Lyon, en juillet. On lui exposa les points de vue lyonnais, on lui prodigua le baiser fraternel au pied de l'arbre de la liberté, on chanta l'hymne des Marseillais et on promit de combattre tyrans et anarchistes. Ce qui n'empêcha point Dijon de se soumettre à la Montagne ²⁵. A Chalon-sur-Saône, on considéra « les Lyonnais comme des aristocrates, des rebelles ». Le Doubs et le Jura, qui s'étaient montrés le plus ardemment fédéralistes, se laissèrent convaincre par les représentants en mission. Les décisions du département de l'Ain revêtirent plus d'importance : par lui, les relations pouvaient

²⁰ A. AULARD, *Recueil des Actes*, V, p. 343.

²¹ J.-A. DULAURE, *Esquisses hist.*, 1825, II, p. 127 ; III, p. 9, 60, 79-83.

²² G. GUIGUE, *Secrétariat*, p. 470.

²³ Adresse de la munic. provisoire à la Convention, 2 août 1793 (Lyon, Delaroche, 1793, in-4°, 7 p.).

²⁴ G. GUIGUE, *Section de Porte-Froc*, 14 juil. 1793, p. 219.

²⁵ G. GUIGUE, *Commission popul.*, p. 107.

s'établir avec la Savoie et le Piémont. La chute de la Gironde souleva l'indignation contre « la faction liberticide », contre « Robespierre, le massacreur du genre humain », contre les « cannibales vociférants » des tribunes. A Bourg, à Belley, les clubs demandèrent la libération des brissotins²⁶. Des *Observations* incitaient les autorités du haut Bugey à combattre les tyrans, Dubois-Crancé et Kellermann à sauver Lyon et à méditer la fable *Le Bassa et le Marchand*. Mais les districts de Châtillon-sur-Chalaronne et de Nantua n'adhérèrent pas à ces protestations²⁷. Bientôt, le Bugey se prononça en faveur du gouvernement révolutionnaire. Peu après, la *Société des Amis de l'Unité et de l'Indivisibilité de la République*, à Belley, publia une résolution dirigée contre « les infâmes crapauds du marais » et contre Lyon, « ville ingrate et scélérate »²⁸.

Les liaisons avec le Midi insurgé furent aussi interceptées. Promu département de Vaucluse, le Comtat se rallia à la Montagne. Sous l'influence de Joseph François, dit Payan-Dumoulin, la Drôme devint un bastion conventionnel. L'Isère céda à son tour à Dubois-Crancé. Comme au temps de la conspiration de Guillin, les Lyonnais comptaient beaucoup sur l'Auvergne : Saint-Flour avait réparé ses fortifications et amassé des vivres. La province paraissait un foyer de fédéralisme. Au contraire, elle envoya Châteauneuf-Randon et Couthon, peut-être pour démentir sa réputation²⁹.

Plus graves encore furent les scissions que connut le département de Rhône-et-Loire. L'opposition entre Lyon et ses dépendances rurales durait depuis longtemps, mais en 1793 les positions s'inversèrent. Jusqu'alors, la ville dépassait en audace le reste du département. Chargée de contre-révolutionnaires, effrayée des excès de Chaliier, elle maintint son idéal alors que les campagnes, plus malléables, écoutèrent la propagande des commissaires. Villefranche et Thizy, qui avaient vécu sous l'influence de Roland, combattirent le soulèvement rolandin ; le canton de Beaujeu demanda à être rattaché à la Saône-et-Loire, n'ayant jamais partagé « les erreurs des Lyonnais »³⁰.

Sorte de revanche contre la métropole. Jadis la présence des domaines bourgeois, les discussions relatives aux élections des Assemblées provinciales avaient attisé les jalousies. En 1793, les événements permirent à la rivalité entre vigneron et maître de s'exprimer. Lyon avait considéré les campagnes comme une réserve de main-d'œuvre qu'il appelait ou renvoyait. La diffusion des métiers à tisser dans le Beaujolais et le Lyonnais a pu aussi dresser ces régions contre les citadins. Une rivalité économique s'était substituée à des économies complémentaires. Dans la vallée du Reins les « blancheries » pour l'apprêt des toiles, qui appartenaient presque toutes à des nobles, avaient été

²⁶ Pétition et mémoire à la Convention nat., contre des arrestations arbitraires faites par ordre des cit. Amar et Merlino, commissaires conventionnels envoyés dans le départ. de l'Ain (Paris, Froullé, 1793, in-8°, 48 p.).

²⁷ J. NALLET, *Adresse patriotique au peuple*, présentée à la Soc. popul. de Châtillon-sur-Ch., 9 août 1793 (Mâcon, Chassipolet, an II, in-8°, 15 p.).

²⁸ La Soc. des Amis de l'Unité, 9 sept. 1793 (Belley Kindelem, 1793).

²⁹ *Journal de Comm.-Affr.*, 8 nivôse an II (28 déc. 1793). — A. des ECHEROLLES, *Une famille noble sous la Terreur* (Paris, Plon, 1879, in-8°, xi-462 p.).

³⁰ E. BERLOT-FRANCOUAIRE, *Le général comte de Précy et les muscadins en Beaujolais* (Villefr., Auray, 1909, 44 p.).

désorganisées par l'émigration. Les ouvriers apprécèrent les promesses jacobines, que transmettaient le Bourbonnais et le Mâconnais.

Le salut pour Lyon pouvait venir du Lyonnais et du Forez. Les révoltés s'assurèrent la manufacture d'armes de Saint-Etienne et déployèrent toute leur éloquence pour se gagner les ruraux, fournisseurs de subsistances. En juillet, la Commission populaire accueillit un délégué de Saint-Cyr-au-Mont d'Or, qui célébra la gloire de l'agriculture, elle applaudit le discours d'un paysan de Bully, et le président de la municipalité, le 14 juillet, expliqua, une fois de plus, que les droits féodaux, « ces fléaux des campagnes », ne seraient point rétablis. Lamourette, l'évêque métropolitain, s'adressa lui aussi à cette « portion intègre et pure d'une nation » pour la mettre en garde « contre le souffle empoisonné des méchants »³¹. On éprouve la hantise de la disette; on craint que les cultivateurs, redoutant la contre-révolution lyonnaise, cessent de ravitailler la ville et on démontre l'indispensable solidarité régionale. « Ne voyez-vous pas que l'industrie sert sans cesse à vous enrichir ? C'est l'activité du commerce qui seul soutient la prospérité de vos campagnes. C'est la consommation immense de la cité qui fait valoir toutes vos productions »³².

En dépit de ces sollicitations, même les faubourgs abandonnèrent Lyon. La Guillotière reprit sa revendication traditionnelle : être rattachée au Dauphiné. En 1788, elle avait envoyé des députés à Romans, ne voulant ni payer les octrois, ni supporter les charges urbaines. Les grands domaines appartenaient à des Lyonnais, comme le chirurgien Janin, baron de Combe-Blanche. Les habitants détestaient les riches citadins et préféraient les paysans dauphinois aux allures moins lointaines. En 1790, ils avaient protesté contre la délimitation départementale. Le siège permit à la Guillotière de se libérer³³. Le plateau de Caluire fournit un terrain d'attaque aux conventionnels. Caluire approuva d'abord le soulèvement. Une délibération du 7 juillet prescrivait d'arrêter les factieux qui gênaient la résistance lyonnaise. Le 23 juillet, Cuire-La Croix-Rousse lança une énergique proclamation, promettant de ne pas céder aux délices de Capoue. « Laissant pour quelques instants nos occupations champêtres, pour nous occuper du salut public, c'est avec la plus vive satisfaction que nous vous annonçons que le désintéressement de nos pauvres agriculteurs fait honte à l'apathie et à l'égoïsme de vos richards de la cité »³⁴. La municipalité ouvrit une souscription patriotique et réclama des armes... Ce qui n'empêcha pas qu'aux approches de Kellermann, un certain nombre d'habitants de Cuire, Caluire et d'autres communes du Franc-Lyonnais se portèrent à sa rencontre et offrirent leurs dévoués services... Lyon vécut à la fois dans l'angoisse de l'isolement et dans l'atmosphère exaltante du particularisme.

L'historien Steyert voit dans cette résolution une manifestation d'origine maçonnique. Si le Grand-Orient entra en sommeil après la démission du duc d'Orléans, le rite écossais rectifié n'abandonna pas

³¹ G. GUIGUE, *Commission popul.*, p. 19, 21, 48, 388, 395.

³² G. GUIGUE, *op. cit.*, p. 520-522 : Déclaration des bataillons des campagnes venus au secours de Lyon, 16 août 1793.

³³ P. BALLAGUY, *La Guillotière contre Lyon, 1788-1795 (R. H. L., 1923, p. 177-204)*.

³⁴ G. GUIGUE, *Commission popul.*, p. 452.

la partie et dirigea la pensée lyonnaise par ses Loges qui rassemblaient les bourgeois et les officiers des pennonages. La thèse n'exclut pas celle de l'abbé Guillon de Montléon : ces sociétés créèrent un climat favorable à la propagande philosophique et aux mesures adoptées par la Constituante mais elles résistèrent quand survint la « révolution conventionnelle ». Loin de se laisser entraîner par Bathilde d'Orléans, Suzette Labrousse ou Weishaupt, elles s'inquiétèrent assez vite de la suppression des privilèges et de l'instabilité commerciale. L'idéologie libérale de Palerne de Savy, Vitet, Périsset-Duluc, voisine de celle des Feuillants, se reconnaît dans le déroulement de la Fédération lyonnaise, qui proclama les doctrines « formulées secrètement dans les convents des Gaules et de Wilhelmsbad, doctrines éminemment provinciales, particularistes, aristocratiques, bourgeoises et conservatrices... Les chefs, qui étaient à la tête de la solennité, tous gentilshommes ou riches bourgeois et francs-maçons », adversaires du Grand-Orient et du parti orléaniste, « dont il était l'agent », invitèrent les loges écossaises à une Confédération générale pour le 14 juillet³⁵.

Ils se retrouvèrent, chez Paganucci ou chez Bruyset pendant les années 1791 et 1792. Devant le péril commun, ils se coalisèrent avec les nobles du *Cercle de Bellecour*, les anciens officiers de l'armée royale, tout ce qui tenait à l'échevinage, quelques chanoines-comtes de Saint-Jean, la plus grande partie des gens de robe et de la haute bourgeoisie³⁶. Les plus ardents avaient reçu comme un nouvel évangile la doctrine de Pasqually, puis de Saint-Martin : après avoir réagi contre le matérialisme et la raillerie voltairienne, ils songeaient à la défense des principes monarchiques. Le baron de Chamousset, son frère le chevalier de Savaron, l'avocat La Poix de Fréminville, les chanoines Henry de Cordon et Bernard de Rully, tous membres de la *Bienfaisance*, participèrent aux complots royalistes, entrèrent en rapport avec *Le Salon français* et furent dénoncés comme de « mauvais citoyens »³⁷.

La sécession de 1793 fut, selon cette optique, une revanche de la maçonnerie dissidente. Son état-major parvint, dans ce but, à acheminer le mouvement girondin à la rupture ouverte. Ses chefs avaient témoigné des sympathies pour le jansénisme et beaucoup provenaient du collège de Juilly : Dervieu du Villars, un des héros de la Belle-Foule, placé à la tête de la garde nationale, l'oncle de Précý qui enseignait à Lyon, le comte Alexandre de la Chapelle qui vint commander les troupes lyonnaises... Ils se rencontraient à la *Bienfaisance* et dans l'hôtel de Savaron, à Bellecour, qui devint le lieu de rendez-vous des militants et l'un des centres de la correspondance entre l'émigration et les groupes contre-révolutionnaires du Sud-Est. Tous, monarchiens, juliaciens, jansénistes, maçons, constituèrent les cadres de la rébellion³⁸.

Coindre devint maire, l'ancien teneur de livres Paganucci, grand profès, fut vice-président du Comité général de Salut public, l'abbé Rozier consacra son activité aux sociétés philanthropiques, puis accepta la cure de Saint-Polycarpe. Il traduisit les psaumes qu'il fit chanter en français en son église, et essaya, dans un pamphlet pério-

³⁵ A. STEYERT, *Nouv. Hist.*, III, p. 471-477, 512.

³⁶ G. de MONTLÉON, *Mémoires*, I, p. 46.

³⁷ G. de MONTLÉON, *op. cit.*, I, 73-74. — A. VINGTRINIER, *La Contre-Révol.*, I, p. 98-99.

³⁸ E. BONARDET, *Les Lyonnais au collège de Juilly*, p. 172-176, 193-195, 206.

dique, rédigé dans le langage des artisans, de combattre les conceptions hébertistes. En son discours en l'honneur des victimes du 29 mai, il blâma les dissensions, montra le danger de supprimer « la religion qui prêche l'obéissance et la soumission aux lois » et affirma l'immortalité de l'âme³⁹. Un grand profès de la *Bienfaisance*, Jean-Jacques Milanois, le « causeur fin et judicieux » dont parle Reichardt, devint inspecteur de l'artillerie rebelle. Presque tous les chirurgiens, qui se compromirent, étaient initiés : Jean-Antoine Saissy, vénérable de la *Sincère Union*, Jean-Marie Viricel élu de la même loge, Joseph Cabuchet, maître de Saint-Jean d'Ecosse... Beaucoup de tableaux maçonniques ont disparu, mais si l'on se réfère aux signatures et aux « patrons » de thèse choisis, le nombre des chirurgiens maçons atteindrait trente-huit pour le Collège seulement : Brion, Carret, Dufréchou, Figuet, Mir, Pointe, Thenance... Dans les ambulances, on retrouve tous les médecins et les chirurgiens qui fréquentaient les loges⁴⁰.

La position prise par Lyon correspond à la résistance manifestée par l'Observance templière aux directives parisiennes. Les frères ont pu déceler dans le fédéralisme un écho de leurs dissentiments avec le Grand-Orient. Il y aurait là une transposition du plan spirituel au domaine politique. Les contingences prenaient le pas sur la régénération religieuse. Les hésitations de Kellermann s'expliqueraient ainsi, non par l'angoisse du soldat républicain qui souffre de voir son pays divisé, mais par l'idéal de fraternité maçonnique. Ces sentiments, que Bernard Fay allègue pour justifier la mollesse des frères Howe, auraient aussi retenu Couthon. Plusieurs maçons figurent dans le tiers-parti qui se réunissait à la loge du Change et qui poussa les autorités à négocier la paix; Perisse-Duluc présida la séance à Saint-Nizier au cours de laquelle on décida d'envoyer une délégation auprès des assiégeants: il conduisit lui-même les députés à Sainte-Foy⁴¹.

Toutefois, le groupe n'admettait aucune unité doctrinale. L'exemple de la famille Willermoz est probant : le médecin Pierre-Jacques ne se mêla pas à la révolte; il appartenait à la *Société des Amis de la Constitution*, et sa simplicité d'allures, la vivacité de ses expressions, sa tendance à s'exalter pour l'idée de progrès le firent citer dans un libelle royaliste avec Frossard, Laussel, Chalier... parmi les « soi-disant amis du peuple qui ne servent qu'à l'exciter au trouble »⁴². L'ainé Jean-Baptiste chercha à ne point prendre parti; il se confina dans les fonctions d'administrateur de l'Hôtel-Dieu, et c'est à ce titre qu'il défendit l'hôpital contre l'incendie, ce que la Convention lui reprocha. Le négociant Antoine fut le plus modéré et fréquentait depuis longtemps les « aristocrates »; pendant la rébellion, il fut un des membres les plus actifs de sa Section⁴³.

La Franc-Maçonnerie, à elle seule, n'explique pas les sentiments rolandins des Lyonnais. Il faut plutôt voir dans le willermozisme et le siège deux manifestations du même particularisme. L'esprit maçon-

³⁹ A. de BOISSIEU, *Eloge de l'abbé Rozier* (N. A. H. R., 1832, p. 179-182).

⁴⁰ L. TRÉNARD, *Fr.-Maçons et mystiques lyonn. pendant la crise révol.* (*Bull. Soc. hist. mod.*, fév. 1952, p. 10-14).

⁴¹ METZGER et VAESSEN, *Lyon en 1793*, p. 150-152.

⁴² Avis d'un vrai patriote, avec les noms des prétendus Amis de la Constitution (s. n., 179 ?, in-4°, 4 p.).

⁴³ A. M. L., I 2, Dossier 4, Section rue Buisson.

nique correspondait à la tolérance, au culte de la vertu, au souci d'affranchissement à l'égard des religions révélées. En s'engageant dans la mêlée, les loges parurent les autres du fanatisme et les frères furent décimés. On confondit dans une même réprobation l'illuminé Bergasse, le monarchien Clermont-Tonnerre, l'anglomane Mounier, les « cagots atrabillaires », les « capitalistes oisifs »⁴⁴.

En fin de compte, la dominante réside dans le désir d'émancipation locale. Tous étaient nourris de l'amer regret qui subsiste au cœur des habitants de la *prima sedes Galliarum* : redevenir capitale et, pour cela, utiliser toutes les oppositions à Paris. Les proclamations de Précy ne présentent aucun autre idéal. « Ce qui arma les Lyonnais à l'époque du siège, c'était moins la cause de Louis XVI que la cause de la nationalité lyonnaise. En luttant contre la Convention, elle luttait contre sa déchéance, contre l'invasion des hommes et des choses de Paris, contre le monopole et la centralisation. Elle se battait pour son indépendance et sa liberté⁴⁵. »

D'octobre 1793 à l'été 1794, sévit la Terreur rouge, avec ses phases marquées par les mesures de Couthon, de Collot d'Herbois et de Fouché, puis de Reverchon, Delaporte et Méaulle. Dubois-Crancé déclara que ce refuge abritait tous les mécontents, tous les aristocrates, plus de quatre mille prêtres réfractaires. Il distinguait les pauvres artisans qu'on accuse d'anarchie parce qu'ils fréquentent le Club central; les gens de négoce, égoïstes, jaloux des nobles, méprisant les ouvriers, attentifs à leur fortune personnelle; les hommes de loi, une vermine de l'Ancien Régime, et les rentiers qui exaltent les brissotins⁴⁶... Il fallait ou anéantir ce repaire, ou le submerger de « bras nus » pour l'éduquer civiquement. Charles Ronsin parlait d'excepter mille cinq cents personnes, étrangères à la rébellion, et de confier au Rhône « les cadavres ensanglantés » de tous les autres Lyonnais⁴⁷.

Couthon annonça une justice « inflexible mais impartiale », conseilla de reprendre les occupations habituelles et invita même les campagnes environnantes à abandonner leur attitude hostile à l'égard de Lyon. Il pria les villageoises d'accueillir les orphelins, « d'offrir à ceux qui ont survécu à leur malheur ce sein que des monstres leur ont enlevé »⁴⁸. Selon les instructions de Robespierre et le décret du 12 octobre, Couthon et Maignet commencèrent à démolir les immeubles qui, par leur « faste », offensaient « la sévérité des mœurs républicaines » et envisagèrent de déporter la population au profit de « républicains prononcés »⁴⁹. Couthon regardait les Lyonnais comme « des imbéciles, des fripons ou des contre-révolutionnaires »; il écrivait à Saint-Just : « L'on est stupide ici par tempérament; les brouillards du Rhône, et de la Saône portent dans l'atmosphère une vapeur qui épaissit également les idées⁵⁰. » Albitte, devant « l'état morosif et détestable de la grande cité », conseilla lui aussi de la rebâtir⁵¹.

⁴⁴ Suppl. du Bull. de la Convention, 2 messidor an II (20 juin 1794).

⁴⁵ J. BARD, Tableau de Lyon (R. D. L., 1850, I, p. 95).

⁴⁶ G. GUIGUE, *Commission popul.*, 22 août 1793, p. 194.

⁴⁷ C. DESMOULINS, *Le Vieux Cordelier*, éd. Calvet, 1936, p. 122.

⁴⁸ G. COUTHON, *Proclamation des représentants du peuple... aux citoyennes des campagnes*, 15 oct. 1793 (F. C., ms, 1 p.).

⁴⁹ Décrets relatifs à Ville-Affranchie, n° 1, p. 13.

⁵⁰ A. AULARD, *La soc. des Jacobins*, V, p. 464.

⁵¹ A. AULARD, *Recueil des Actes*, VIII, p. 40.

Le siège avait entraîné de vastes destructions : bombes et boulets endommagèrent l'Hôtel de Ville et l'Hôtel-Dieu et incendièrent l'Arsenal. « Montés au sommet de cette tour monstrueuse — Pierre-Scize —, qui fut si longtemps l'effroi du genre humain », les conventionnels en mission anéantirent « cet édifice hideux, dont l'existence faisait frémir la nature »⁵². La municipalité de Bertrand condamna les bâtiments « d'où les scélérats avaient tiré sur les représentants du peuple »⁵³. Huit cents ouvriers portèrent le premier coup « aux fortifications qui bravaient la force nationale et aux maisons fastueuses souillées par le crime ». On réunit « l'explosion de la mine à l'action dévorante de la flamme ». Poussées par « une activité révolutionnaire », dix-huit mille personnes concoururent à abattre les remparts de la Croix-Rousse, les façades de Bellecour, une centaine d'immeubles dispersés. Les décombres s'accumulaient au milieu de l'exaltation.

Ces mesures soulevèrent des protestations, même parmi les Montagnards. De l'armée de Moselle, Cusset écrivit à la Convention : « Est-ce bien à des républicains à se battre contre des maisons ? Les Romains, lorsqu'ils avaient vaincu, rétablissaient les dégâts de la guerre parce qu'ils connaissaient leurs intérêts⁵⁴. » Par contre, l'acteur lyonnais Félix Gaillard se plaignit de l'indulgence des juridictions et Robespierre reprocha aux représentants de se laisser aller « aux premiers mouvements d'une sensibilité trop peu politique »⁵⁵.

Joseph Fouché et Collot d'Herbois remplacèrent, en novembre, Georges Couthon. Les Lyonnais connaissaient Collot : il avait dirigé le théâtre et interprété ses pièces surchargées d'effusions sensibles et de loyalisme monarchique; établi à Paris, il avait écrit des œuvres à portée sociale et remporta un prix au Club des Jacobins pour son *Almanach du Père Gérard*, rédigé sous forme d'entretiens, naïfs d'inspiration. L'incident de Châteauneuf lui ouvrit la carrière politique.

Collot jugea indispensable la dispersion des ouvriers, « intéressants à l'humanité parce qu'ils ont toujours été opprimés ou pauvres... En les disséminant parmi les hommes libres, ils en prendront les sentiments. Ils ne les auront jamais s'ils restent réunis »⁵⁶. Pour développer l'esprit civique, un détachement de l'armée révolutionnaire séjourna à Lyon de décembre 1793 à mai 1794. Lyon devint ainsi le premier champ d'expérience de cette formation que Collot avait préconisée. Pour détruire ce que la mentalité lyonnaise gardait de particularisme, l'armée peupla les commissions d'exception et se joignit aux comités révolutionnaires des sections⁵⁷. Ces petits commerçants et ces modestes artisans considéraient avec colère la « ville infâme »; ils avaient conscience de leur instruction civique et s'adressèrent parfois avec condescendance aux chefs locaux. De là, des incidents. Les sans-culottes restaient eux aussi Lyonnais et l'ingérence des Parisiens, entourés d'une « jeunesse dorée » d'aides de camp, déplut⁵⁸.

⁵² M. H. L., *Délib. du Conseil munic.*, 27 brumaire an II, 17 nov. 1793.

⁵³ A. GUILLON, *Hist. du siège*, 1797, p. 225.

⁵⁴ J. CUSSET, *C. R. à mes collègues et au souverain le peuple* (Paris, Imp. nat., 25 frimaire an II, 15 déc. 1793, in-8°, 94 p.).

⁵⁵ L. KREBS et H. MORRIS, *Campagnes dans les Alpes*, I, Pièces justific. 102.

⁵⁶ J. JAURÈS, *Le gouvernement révol.*, VIII, p. 293.

⁵⁷ R.-C. COBB, *L'armée révol. parisienne* (*Bull. Soc. Hist. Mod.*, juin 1952, p. 4-12).

⁵⁸ R.-C. COBB, *L'armée révol. parisienne à Lyon* (Lyon, Imp. réunies, 1951, in-8°, 128 p.).

La doctrine terroriste donnait à cette armée un pouvoir absolu. Le journaliste Duviquet l'exposa en s'autorisant des principes de Rousseau : « On se fait une idée peu exacte du droit légitime de vengeance qu'une nation doit exercer contre des rebelles. Ce droit dérive immédiatement de sa souveraineté... Tous ceux qui violent le contrat, en quelque nombre qu'ils puissent être », doivent être exécutés⁵⁹. C'est la réplique du discours de Robespierre sur « le despotisme de la liberté ». Au nom de cette conception, les Lyonnais subirent un joug inquisitorial. La Commission temporaire interdit aux hommes de porter la moustache, parce qu'à « l'aide de ce déguisement, des contre-révolutionnaires pourraient se soustraire à la vengeance nationale » ; elle proscrivit les jeux de cartes, « ces jouets de l'Ancien Régime, dont le moindre vice était de faire consumer dans une inaction funeste et des combinaisons stériles un temps précieux, toujours dérobé aux progrès des arts, des sciences et de la politique »⁶⁰.

Fouché ne se contenta pas de ces vexations. Les jeunes gens durent s'enrôler, sous peine d'être considérés comme émigrés. Seuls, furent exemptés les professeurs et les quatorze élèves de l'Ecole vétérinaire, les ouvriers travaillant dans les fabriques d'armes et, sur la requête des manufacturiers, un teinturier qui possédait le secret du nankinage ! La violence de la répression, assumée par une commission expéditive, les effectifs des condamnés, les moyens employés, principalement les mitraillades, provoquèrent une stupeur indignée. A la Convention, une députation lyonnaise prononça une pathétique harangue, rédigée par Fontanes. Javogues se conduisit avec une telle brutalité qu'il fallut le destituer...

Cet ensemble de mesures sociales et anti-religieuses raviva les querelles entre les représentants et les autorités lyonnaises. Delaporte sentit qu'une révolte contre les « étrangers » s'amorçait, que l'esprit local d'indépendance se réveillait. Les dissensions entre les jacobins, la chute des hébertistes, la disparition de l'armée révolutionnaire déterminèrent le rappel de Fouché. En mars 1794, Méaulle, Reverchon, Sébastien Delaporte vinrent poursuivre la Terreur rouge et, le 12 thermidor, ignorant la chute de Robespierre, le représentant Dupuy ordonnait l'arrestation de trente-deux personnes, ex-nobles ou oratoriens⁶¹...

2. L'ESQUISSE D'UN SOCIALISME

Monarchiste constitutionnelle ou républicaine modérée, la bourgeoisie suscita un mouvement sectionnaire pour des raisons de conservatisme social. Elle parvint à entraîner derrière elle les maîtres ouvriers et le peuple, qui n'avaient pas encore conscience de leur situation. Les sans-culottes ne constituaient ni une classe, ni un parti. Parmi eux, une minorité de prolétaires coudoyait une majorité de boutiquiers et d'artisans, ayant accédé à la propriété, et de petits bourgeois, apparte-

⁵⁹ *Journal républ. des deux départ.*, 14 pluviôse (2 fév. 1794).

⁶⁰ E. HERRIOT, *La répression*, III, p. 323.

⁶¹ R.-C. COBB, *La Commission temporaire de Comm.-Affr.* (brumaire-germinal an II) (*Cahiers Hist.*, 1957, p. 23-57).

nant aux professions libérales. Tous s'unirent contre l'Ancien Régime, mais gardèrent une mentalité précapitaliste et se laissèrent convaincre par les fabricants.

Trois épisodes illustrent les relations de la bourgeoisie et des éléments populaires : les difficultés d'approvisionnement, les nécessités de la guerre, l'arrêt des manufactures. La crise des subsistances fit naître un curieux système de répartition qui, par certains côtés, annonce l'association fouriériste. L'auteur est un des esprits singuliers de la Révolution lyonnaise, François l'Ange. Son existence garde bien des obscurités. D'origine alsacienne, il étudia à Munster, puis à Paris, et se fixa à Lyon comme décorateur. Ses idées mûrirent en ce milieu de vieille bohème fécond en novateurs. En 1783, la loge la *Régularité* l'engagea pour décorer son nouveau temple⁶². Est-ce un indice d'initiation maçonnique ?

L'annonce des Etats généraux le décida à publier un factum consacré à leur constitution. Il propose comme base non l'individu, mais des groupements. L'élection des députés se fera par les citoyens rassemblés en centurries, sans distinctions corporatives. Les cellules, composées de cent citoyens obligatoirement mariés, délibéreront dans les églises. Chacun, couvert d'un voile de pénitent, votera, dans un religieux silence, d'un trait de craie sur le tableau noir. Le curé proclamera les résultats. Les élus ou centeniers formeront un congrès qui fournira les conseillers d'Etat. Au sommet d'une hiérarchie de comités et de députés, siègera l'Assemblée générale, présidée par le monarque. Elle statuera pour vingt-cinq ans et s'engagera à respecter toute minorité, si minime soit-elle. Ce système compliqué, en sa présentation candide, insiste sur deux points fondamentaux : la nécessité de l'association, la condamnation des théories de Montesquieu — les trois pouvoirs tant vantés dans le gouvernement anglais masquent une réelle oppression sociale⁶³.

La contradiction entre la Déclaration des droits et le régime électoral censitaire, établi par la Constituante, révolte sa conscience et l'amène à poser en termes hardis le problème de la propriété. En une brochure, il rappelle les manifestations égalitaires du 17 juin 1789 et du 4 août, les principes d'admissibilité à tous les emplois et de souveraineté populaire. « Fallait-il nous faire l'outrage de nous exclure des assemblées primaires, sous prétexte de notre laborieuse pauvreté dans laquelle vous puisez vos richesses ? » L'Ange désire un gouvernement direct et souligne, en des formules dignes de Figaro, la valeur morale des petites gens et « le saint respect pour la propriété d'autrui que l'homme pauvre manifeste quand il se dévoue à gagner le superflu du maître au prix de son corps ». Ainsi, « le riche contracte une dette sacrée envers le pauvre dont il se fait servir » et le valet devient le véritable créancier du maître. La plénitude des droits doit être accordée aux artisans modestes aussi bien qu'aux serviteurs à gages. Sinon, toute une partie de la Nation, flétrie sans avoir commis aucun acte coupable, subit le châtement qui atteint les criminels.

La bourgeoisie sera punie de son égoïsme. En se réservant les droits politiques, en repoussant la multitude dont elle a peur, elle rompt le

⁶² A. D. R., P.-V. de la Régularité, 20 et 22 oct. 1783 (F. G., ms 40).

⁶³ L'ANGE, *Notions problématiques sur les Etats généraux suivies d'un Plan de leur Constitution* (1789).

pacte social et déchaîne la guerre. Le privilège qu'elle institue risque de se resserrer : si l'on ne confie la direction du gouvernement qu'à ceux qui possèdent les lumières, la fortune, l'indépendance, il faudra s'enrichir à tout prix. « Usurpez, rendez-vous riches dans les ténèbres : apportez un marc d'argent au grand jour, vous serez citoyens. » L'Ange n'encourage cependant pas une lutte de classes. Soit qu'il n'ait pas confiance en la force des humbles et en leur faculté d'action, soit qu'en son grand rêve fraternel il veuille épargner toute convulsion sanglante, il s'abandonne à de pacifiques espérances. Gagné par un certain messianisme, il attend un sauveur de l'humanité qui fera honte aux privilégiés de leur aveuglement et les amènera, par la persuasion, à une plus juste compréhension. L'Ange exhorte tous ceux qui peuvent régénérer la société. Le roi lui-même peut être le « héros philanthrope » et assurer le bonheur de tous. Les gardes nationaux peuvent être « les héros de l'humanité » en défendant le bien du peuple. La bourgeoisie peut dépouiller son esprit de classe et voir combien l'impôt comme condition de l'électorat est un vain critère : « Il n'a d'autre base que l'industrie en général, et personne ne le paie qu'en le butinant sur nous, artistes, artisans et manœuvres. »

L'Ange proteste contre l'iniquité des octrois et des « affermeurs ». « Ces monstres naissent, respirent parmi nous, pour lever directement les impôts indirects sur notre consommation forcée des choses, qui n'existent, qui ne sont utiles, qui n'ont de valeur que par le travail de nos mains. » Tout est pris sur lui, l'impôt comme la rente du sol. Ceux qui travaillent méritent d'être citoyens actifs. Les richesses ne deviennent salutaires qu'entre leurs mains : L'or « devient virulent quand il s'accumule dans les coffres des capitalistes... Les fainéants, qui se disent propriétaires, ne peuvent recueillir que l'excédent de notre subsistance ». Les travailleurs acquièrent ainsi un droit de co-propriété, et le fait de borner leur salaire est un acte de brigandage. L'Ange attaque certaines formes du droit de propriété. Ceux qui font fructifier les biens méritent la primauté dans la co-propriété, peut-être même doivent-ils être considérés comme les détenteurs exclusifs. L'Ange propose au monarque d'exproprier les biens fonciers ecclésiastiques, nobles et bourgeois, au profit de ceux qui les exploitent. Le revenu sera partagé entre le suzerain éminent et les cultivateurs. On reconnaît là sa confiance dans la royauté protectrice des faibles contre toute féodalité⁶⁴.

Sous la pression des clubs, la vie publique s'enflamme et des heurts opposaient les autorités communales et départementales. Pour concilier les diverses tendances, l'Ange préconise, dans un nouvel essai, une sorte de referendum, un vote verbal et personnel, lié à la compétence, comme on le pratique dans les Cantons suisses. Il défend encore son principe de consultation en assemblée par appel nominal, et imagine, au lieu de l'irrégularité de la démarcation départementale, « une division astronomique par degrés », avec quarante-deux circonscriptions en forme de trapèzes égaux et réguliers, entourées de vingt-huit parcelles irrégulières⁶⁵.

En 1792, la crise des subsistances et le désordre de l'économie, le conduisent à préciser un plan d'organisation sociale nouvelle. Devenu

⁶⁴ L'ANGE, *Plaintes et représentations d'un citoyen décrété passif*, 1790.

⁶⁵ L'ANGE, *Du citoyen, du monarque et du titre II de la Constitution*, 1790.

officier municipal, il le présente, en juin 1792, à ses collègues de la mairie. Il part de ce principe que le blé excédentaire, que ne consomment pas les propriétaires, vaut ce que l'ensemble des consommateurs peut le payer. C'est sur les ressources des travailleurs, non sur les prétentions des marchands, que doit être réglé le coût des denrées... Salaires et prix doivent se correspondre. Pour déterminer les équivalences, l'Ange suggère un système d'abonnement par lequel les consommateurs achèteront, à des conditions constantes, la totalité de la récolte aux cultivateurs. La nation contiendra trente mille centuries, cellules à la fois autonomes et solidaires, groupant cent familles et pourvues d'un « grenier d'abondance », ouvert tous les jours. Le pouvoir législatif lancera une souscription pour réunir un capital de deux milliards de livres, sous forme d'actions de mille livres. Ces fonds permettront de bâtir trente mille greniers uniformes, chacun au centre de sa centurie, et de les ravitailler régulièrement. La compagnie, intermédiaire entre les producteurs et les consommateurs, s'obligera à fournir le pain, le blé, la farine à tout consommateur à un seul et même prix fixe, déterminé par la moyenne des trois derniers lustres, dans tous les départements. Le taux ne pourra changer que de vingt-cinq en vingt-cinq ans, si la variation du numéraire le rend indispensable.

L'organisation coopérative et rationnelle des échanges profitera à tous et l'association universelle agira par la force attractive de ses bienfaits. Le producteur évitera les méventes, les chutes des cours, les soucis du transport. Les marchands de blé, les meuniers et les boulangers jouiront de l'estime publique et ne seront plus exposés « à l'animosité du peuple ». Les consommateurs seront assurés d'être approvisionnés, avec une dépense modeste. Aussi, l'Ange abandonne-t-il ses diatribes contre les propriétaires. L'abondance des richesses submergera les anciennes inégalités. « Cessez de compter, disait-il, sur les moyens et les volontés des particuliers, même sur les volontés et les moyens du gouvernement et des administrations... les premiers sont abusifs et précaires, les autres sont faibles, onéreux, dangereux, perfides ». Repoussant la banale réglementation, la taxation légale, le recours à l'action individuelle ou administrative, il fait appel à la force neuve de l'association libre. D'un seul coup, il conçoit une sorte de socialisation étatique des subsistances, qui s'apparente à celle de Taboureau de Montigny. Elle concilie à la fois le capitalisme, par les fonds de lancement, le collectivisme qui légalise les transactions, le coopératisme puisque chaque grenier est administré par cent familles, le « garantisme » puisque tous les risques sont socialisés. Le magasin d'approvisionnement préfigure le phalanstère, centre de l'harmonie fourrière. L'Ange entrevoit une transformation béatifique de la vie : « Les propriétés seront bien gardées, les chemins seront toujours beaux, les rivières et les canaux seront toujours navigables à toute charge... Les marais seront desséchés, les terres arides bientôt abreuvées... En un mot, du jour au lendemain, nous verrons la France devenir un paradis terrestre »⁶⁶.

Après le 10 août, la détresse ouvrière s'accroît et le pain manque, malgré une riche moisson. L'Ange prie ses collègues de porter son plan à l'Assemblée et, pour les convaincre, rédige une nouvelle brochure

⁶⁶ L'ANGE, *Moyens simples et faciles de fixer l'abondance et le juste prix du pain*, 1792.

dans laquelle il répond à douze objections pertinentes, entre autres à celle qui montre le marchand et l'oligarque foncier hostiles à sa répartition. Dépassant les conceptions de Petitjean, il étend son système à tous les secteurs de l'économie : les associations, en tant que banques, alimenteront les opérations industrielles et commerciales. Les trente mille foyers d'assurance et de crédit, reliés les uns aux autres, revivifieront la nation. « Chaque grenier sera une tour de guet, un dépôt de secours, un œil de prévoyance. » Il fournira « les récréations, les plaisirs licites, les charmes de l'amitié qu'on cherche dans les loges de Franc-Maçonnerie » ; il éduquera les citoyens par une gazette qui défendra « le contrat social, la république parfaite, c'est-à-dire la véritable monarchie ». L'Ange avoue sa confiance dans l'efficacité immédiate de ses remèdes. Si la bourgeoisie hésite à placer ses réserves dans une entreprise qui ne sera pas très rémunératrice pour le capital et qui se propose de briser le mercantilisme, les petits possédants avanceront les fonds par actions réduites. L'Ange adjure ses concitoyens de tenter son expérience. Comme toutes ses solutions, celle-ci, trop compliquée et prématurée, supposait d'une part un élargissement des vues capitalistes, de l'autre un sens de la coopération et de la mutualité. Elle annonçait l'avenir ⁶⁷.

En 1793, sous l'effet de la crise, L'Ange développe sa pensée jusqu'à la refonte totale du système social. Il évolue vers un ordre communautaire dont la source se devine dans les *Plaines* de 1790 et qu'il exposa dans un mémoire perdu. Il proposait, comme l'abbé Pierre Dolivier, l'exploitation collective des terres ⁶⁸. Il publia, peu après, sous le titre *Remède à tout ou Constitution invulnérable de félicité publique*, un projet esquissé maintes fois sous différentes formes, dont il ne subsiste que des extraits. Il souhaite accroître la fécondité du sol et faciliter le travail en régularisant le morcellement capricieux de la propriété foncière. Il n'ose plus suggérer l'expropriation des détenteurs actuels, ni même de leurs héritiers. Il envisage le regroupement des exploitations. Selon le geste évoqué par Rousseau, il arrache les haies qui séparent les domaines, dévorent une partie du terroir et entravent la culture rationnelle que les physiocrates avaient préconisée. Chacun reçoit une propriété équivalente à celle qu'il possède déjà, mais un système géodésique se substitue au bornage : « Les lignes de démarcation des propriétés seront invisibles sur la terre », elles seront déterminées par le croisement des latitudes et des longitudes. Un cadastre logique remplacera les répartitions incohérentes du passé. Au centre du finage, se dresseront les bâtiments communs : hangars, hospices, écoles, où se réuniront les centuries ⁶⁹.

Annonçant Fourier, non seulement par les vues générales, mais par les bizarreries de l'invention et par la singularité des termes, L'Ange, reprenant ses préoccupations de 1783, conseille de créer une armée de montgolfières, une « flotte ascendante d'Eoles » ⁷⁰. Ainsi, L'Ange en 1790

⁶⁷ L'ANGE, *Réponses aux objections qu'on a faites sur les moyens de fixer l'abondance...*, 1792.

⁶⁸ L'ANGE, *Causes de la cherté des denrées et moyens d'y remédier* (Lyon, 1792). — J. GODART, *Les origines de la coopération lyonn.* (R. H. L., 1904, p. 334-348).

⁶⁹ J. JAURÈS, *La Gironde*, (Hist. soc., VI, p. 128-151).

⁷⁰ F. L'ANGE, *Remède à tout* (Lyon, Cutty, 1793, in-8°, 38 p.).

avait été amené au problème de la propriété par les décisions politiques. Il avait rendu, en 1791, le corps social comptable des vols que le besoin entraîne. Il avait recommandé en 1792 une expropriation partielle et une nationalisation des subsistances. Il espérait en 1793 remembrer les exploitations et assurer, par la libre association, une meilleure production ⁷¹.

Toute utopie est une évasion beaucoup plus qu'une solution. Moins assidu au club, L'Ange se fit critiquer, puis Hidins, le Commissaire national près le Tribunal du district, le fit condamner pour avoir élargi un suspect sans caution. En novembre 1793, accusé d'avoir signé des écrits blasphématoires contre les armées de la République, il fut exécuté. Il avait fourni sa contribution à l'élaboration du socialisme. Par un illogisme tragique, tel qu'il s'en rencontre souvent dans les révolutions, où la passion tue le jugement, ce visionnaire, qui lança les premiers balbutiements du messianisme socialiste, mourut sous la hache montagnarde au moment même, et dans la ville, où les représentants et la Commission temporaire élaboraient empiriquement un programme voisin du sien ⁷².

Ce problème du ravitaillement contribua à dresser les jacobins contre les modérés. Les premiers comme Hidins proposèrent très tôt de recourir à la « municipalisation » des subsistances ⁷³. Le Conseil de la Commune, en mars 1793, demanda, comme dans les sections inspirées par Jacques Roux, la taxation des grains et l'interdiction du commerce de l'argent. Il suggéra aussi que les assignats soient garantis par une hypothèque sur l'ensemble des propriétés foncières et mobilières de la République. C'était vouloir pousser la bourgeoisie possédante à soutenir la politique financière de la Révolution. « Le propriétaire aristocrate, tremblant pour sa fortune, responsable du crédit national, sera peut-être converti à la Révolution et alors le commerce retrouvera son antique lustre. » Sans cesse, le public se plaignait de la mauvaise qualité du pain; les départements voisins protestaient contre les exigences lyonnaises; les boulangers réclamaient des indemnités ⁷⁴... Les agitateurs mirent à profit la hantise de la disette en septembre 1792 comme en mai 1793. Dans une lettre adressée au Club central, Cusset déclara que si les Lyonnais étaient livrés aux horreurs de la famine aux côtés des riches scélérats, il leur apprendrait que « nul individu, qui n'a pas démerité, ne peut mourir de faim à côté d'un sac de blé..., que la mère nourricière, la terre, reconnaît pour ses enfants tous ceux qui aiment la patrie ». L'Enragé lyonnais Théophile Leclerc d'Oze montra que les questions sociales l'emportaient en importance sur les problèmes politiques. Revenu des Îles aux premiers jours de la Révolution, il se lamentait devant les lenteurs et les hésitations des Girondins. A la Commune de Paris, le 16 mai, il prêcha la violence : « Il faut que le peuple se fasse justice, parce que la justice habite toujours au milieu

⁷¹ F. DUHEM, J. L'Ange, 1743-1793 (A. H. R. F., janv. 1951, p. 38-47).

⁷² E. HERRIOT, *La répression*, III, p. 117-123.

⁷³ *Au genre humain. Respect et Fraternité*, par Rousseau HIDINS, cit. franç. de Lyon, 2 déc. 1792 (Lyon, in-8°, 15 p.).

⁷⁴ Adresse des citoyens de la Soc. des Amis de la liberté et de l'égalité, de la section St-Vincent, à la munic., pour lui dénoncer la mauvaise qualité des farines employées par les boulangers (Lyon, 2 avril 1793, F. C., ms, in-f°, 3 p.). — Subsistances : Rapport du Comité au sujet de l'indemnité accordée aux boulangers par la ville (15 avril 1793, in-8°, 8 p.).

du peuple et qu'il ne se trompe jamais. » Il proposa de « répandre quelques gouttes de sang » de ses compatriotes rolandins ⁷⁵.

Les mesures relatives aux subsistances, déclarations des récoltes, contrôle des prix, édictées par Bertrand, indignèrent les libéraux. Les rolandins estimèrent que leur victoire impliquait le retour au libéralisme. Ils rassurèrent les ruraux sur leurs intentions. Au cours de la fête du 29 juin, d'inspiration fédéraliste, Pelzin et Coindre redirent sur le mode patriarcal et sensible : « Bons habitants des campagnes, n'en croyez pas les méchants ⁷⁶. » Dans un discours prononcé à Neuville, Dodieu agita le spectre de la loi agraire : « Tous ces monstres avides de rapines et altérés de sang en veulent unanimement à vos campagnes fertiles; ils en veulent à vos propriétés ⁷⁷. »

Diverses Sections demandèrent de suspendre le maximum qui « porte la méfiance dans l'âme du cultivateur et le découragement dans celle du commerçant »; plusieurs départements l'ont abrogé, il faut les imiter, « sans quoi le marchand ne consentira pas à transporter ses grains d'un pays où le commerce est libre, dans un autre où il est gêné et comme paralysé » ⁷⁸. Gilibert le répète : « Les anarchistes sont au désespoir d'avoir vu le peuple de Lyon rejeter l'infâme loi du maximum, cette loi injuste qui ruinait le père nourricier de la société, le laboureur. » A nouveau, en juillet, la Commission conseilla de repousser la législation relative aux grains, « parce qu'en resserrant la circulation de cette précieuse denrée », on rend les marchés déserts ⁷⁹. Pour justifier sa fuite, Chasset invoqua, parmi les « décrets extravagants », le maximum qui agite toute la France et fait éprouver la disette au milieu de l'abondance ⁸⁰.

La lutte revêtit ainsi un aspect social. Dans une certaine mesure, elle apparaît comme un refus des doctrines de Rousseau et une adhésion aux théories de Montesquieu. Les Lyonnais affirment qu'ils se dévouent pour la République, combattent l'anarchie, veulent le respect des personnes et des propriétés. « Ceux qui, en bons sans-culottes, auraient voulu niveler les fortunes et les têtes, sont des monstres dans l'ordre social. La liberté et la propriété sont sœurs. Jamais l'Anglo-Américain ne parle de l'une sans nommer l'autre. Les historiens philosophes ont consigné cette vérité dans leurs ouvrages ⁸¹. » Après avoir traité les conventionnels de Goths, de Vandales et d'Hérules, le *Bulletin du département de Rhône-et-Loire* se demandait : « Comment a-t-on pu croire que le partage des biens et l'égalité des fortunes seraient les plus fermes appuis de la liberté, les bases inébranlables de la République ⁸² ? » La Commission populaire arrêta « le Napolitain Bonarote » qui se rendait en Corse : le considérant comme un émissaire des Jacobins, elle l'emprisonna à Pierre-Scize. La *Société des Égaux*, au moment de l'affaire du camp de Grenelle, comptait parmi ses affiliés Javogues,

⁷⁵ J. GUERRE, *op. cit.*, 1793, p. 312, 361.

⁷⁶ *Journal de Lyon*, 30 juin 1793.

⁷⁷ G. GUIGUE, *Secrétariat*, p. 362.

⁷⁸ G. GUIGUE, *Section de Porte-Froc*, 2 juil. 1793, p. 195.

⁷⁹ G. GUIGUE, *Commission popul.*, 4, 6 juil. 1793, p. 28, 38.

⁸⁰ Discours de Ch.-A. Chasset, député à la Convention nat. à ses commettants, 8 juil. 1793 (G. GUIGUE, *Commission popul.*, p. 366-370).

⁸¹ *Bull. du départ. de Rh.-et-Loire*, 17 et 19 août 1793.

⁸² *Ib.*, 23 et 24, 30 et 31 août 1793.

Bertrand, Amar... Buonarroti aurait-il tenté quelque propagande à Lyon en juillet 1793 ?⁸³.

La crainte d'un bouleversement social poussa les bourgeois à se séparer de la Convention. Par un cruel retour des choses, le siège les contraignit à adopter les solutions qu'ils condamnaient. Ainsi, l'un des motifs de rupture entre la Gironde et la Montagne fut la question de la liberté économique. Roland, en particulier, penchait pour la liberté, les petites gens pour la taxation. Les conditions s'avéraient peu opportunes pour revenir à la libre circulation des denrées. A la fin du mois de juillet, Dubois-Crancé interceptait les arrivages de blé à Mâcon⁸⁴. Des députés furent envoyés, en août, dans l'Ain et l'Isère pour détromper les paysans sur la conduite des Lyonnais et faire connaître les besoins en comestibles. Le Secrétariat général des sections s'efforça de persuader les ruraux de la nécessité de ravitailler la ville. L'exhortation devint pressante quand le Beaujolais, puis le Lyonnais abandonnèrent Lyon. « Habitants des campagnes ! Que gagnerez-vous à l'anéantissement de la cité de Lyon ? N'est-ce pas la source de votre aisance, le centre de la consommation de votre production⁸⁵ ? » Il fallut en venir aux mesures préconisées par le Conseil de la Commune au temps de Chalier. Dès juillet, la Commission populaire, présidée par Philipon, le père du caricaturiste, applaudit un orateur proposant d'établir une taxe sur les riches pour subvenir aux besoins qu'imposaient les circonstances. Il fallut, au moment de la « soudure », convoyer avec la force armée les bateaux chargés de grains descendant la Saône. En août, la section de Port-du-Temple signala que les ruraux prétendaient que les adversaires de Lyon payaient les marchandises à un taux plus élevé et en numéraire; la taxation entraînait la disette. A la fin du mois il fallut se décider, en raison de l'état de siège, à recourir à une sorte de socialisme municipal : vérification des denrées alimentaires, défense d'exporter des vivres, déclaration des quantités de grains détenus par les particuliers⁸⁶... Au début de septembre, les autorités renouvelèrent les prescriptions relatives aux réquisitions de farine. Sous le coup de la nécessité, le contrôle s'étendit : on décida de vendre le vin des absents. Puis, on voulut poursuivre les « épiciers en gros qui spéculent honteusement et cachent les comestibles ». Les bourgeois furent amenés, à leur tour, à s'occuper de tous les détails de la vie quotidienne, à procéder à des visites domiciliaires, à perquisitionner chez les grossistes, à empêcher la fabrication du pain blanc avec de la fleur de farine. La section de Guillaume Tell condamna la pâtisserie, et le Comité des subsistances recourut à la carte de pain. On réquisitionna les pommes de terre et on interdit le pressurage des raisins, pour ne pas priver les habitants « d'une nourriture saine et rafraîchissante »⁸⁷.

Le succès du général Doppet ne suspendit point ce régime d'exception. L'appel de la municipalité de Ville-Affranchie, en novembre 1793,

⁸³ *Journal de Lyon*, 14 juil. 1793. — G. GUIGUE, *Commission popul.*, 23 juil. 1793.

⁸⁴ G. GUIGUE, *Commission popul.*, 30 juil. 1793, p. 153, 156, 163.

⁸⁵ *Journal de Lyon*, 7 août 1793, p. 497.

⁸⁶ *Journal de Lyon*, 12 et 13 juil. 1793. — G. GUIGUE, *op. cit.*, 3 et 30 août 1793, p. 167, 170, 174, 180, 206.

⁸⁷ G. GUIGUE, *Section de Porte-Froc*, sept. 1793, p. 281, 287, 291. — G. GUIGUE, *Commission popul.*, 6 sept., p. 213.

aux citoyens des campagnes emploie les mêmes termes que les proclamations des brissotins. « La nature et le sol vous prodiguent leurs dons, mais pour les faire circuler. Vous n'êtes en quelque sorte que les dépositaires de la subsistance de vos concitoyens. Vous tenez entre vos mains, disait Bertrand, leur existence, la vie peut-être d'un million d'hommes. » Pendant toute la Terreur rouge, les représentants codifièrent la vie économique et sociale⁸⁸. En mai 1794, le Comité de salut public de Saint-Genis-Laval prit des dispositions rigoureuses concernant les travaux agricoles : réquisition des journaliers, fixation des salaires, interdiction de se coaliser pour se soustraire à cette tâche⁸⁹...

Une telle ingérence déplut aux bourgeois. L'un d'eux adressa une longue lettre aux autorités dans laquelle il exprime son mécontentement : les filles, qui « mènent mauvaise vie, infectent » la jeunesse, des commissaires lui ont volé ses scapulaires au cours d'une perquisition, les approvisionnements s'avèrent médiocres. Le maximum limite les convoitises des intermédiaires ; mais les commerçants cachent leurs marchandises et les cèdent à un taux illicite. Ceux « qui veulent acheter aux prix de la taxe ou maximum se trouvent privés des choses les plus nécessaires à la vie ». Il faut supprimer les revendeurs, enfermer les contrevenants dans des maisons de correction, contraindre les ruraux à acquitter leur impôt foncier en nature. Avec son esprit pratique ce Lyonnais discute les marges bénéficiaires, les mesures et les poids, les heures d'ouverture des magasins... Il n'apprécie pas le « pain de l'égalité » ; il lui semble préférable d'en autoriser deux qualités, la meilleure étant réservée aux malades, aux vieillards, aux riches. Le rationnement serait maintenu pour les pauvres. La viande ne le satisfait pas davantage. L'armée a décimé le troupeau et les paysans ne ravitaillent pas assez les marchés⁹⁰. Le bon sens, le formalisme juridique, la courageuse probité des Lyonnais se reconnaissent dans ces minutieuses recommandations, et laissent deviner combien le contrôle pesait sur les usages bourgeois.

La question des subsistances n'était pas la seule à développer une psychose d'inquiétude. La dispersion de la Cour et de l'aristocratie minait l'économie. L'effet de l'inflation dura jusqu'à l'été 1792. La guerre « qu'on annonçait comme devant aggraver l'altération de nos changes, écrit Couderc, n'y a produit aucune sensation »⁹¹. Néanmoins, les commandes se réduisirent : la mentalité montagnarde, les goûts artistiques, la conjoncture allaient à l'encontre du port des étoffes luxueuses. En novembre, Lyon envoya deux députés extraordinaires décrire à la Convention le marasme de la grande cité : « La chute de nos manufactures, trente mille ouvriers sans travail, la cherté excessive du pain et la crainte, malheureusement trop fondée, d'en manquer absolument, voilà ce qui a donné lieu aux scènes d'horreur dont notre ville a été le théâtre. » Ils n'insistèrent pas seulement sur le traditionnel problème des arrivages, mais sur la nécessité d'assurer la reprise économique.

⁸⁸ Lettre de la Commission des subsistances et approvisionnement de la République aux administrateurs de district, sur la culture et les usages de la pomme de terre (Comm.-Affr., déc. 1793, in-8°, 16 p.).

⁸⁹ M. H. L., 18 brumaire an II (8 nov. 1793) ; — Arrêté du Comité de Salut publ. de Genis-Le Patriote, 6 prairial an II (25 mai 1794).

⁹⁰ H. MONET, *Aux citoyens représentants. Mémoire sur les approvisionnements*, 8 ventôse an II (26 fév. 1794, coll. Godart, ms, 8 p.).

⁹¹ G.-B. COUDERC, Lettre du 20 mai 1792 (R. H. L., 1907, p. 70).

« Si de prompts secours ne viennent offrir à la classe malaisée des ressources de travail, Lyon, naguère si florissant par ses manufactures, ne présentera plus à ses habitants que le souvenir de ses richesses. » Les infortunés réclament de l'ouvrage pour avoir du pain, ébauche de la dramatique devise qui s'inscrira sous Louis-Philippe sur les drapeaux noirs. Charlier conclut : « Le luxe n'est plus; il a laissé partout un grand vide, mais Lyon surtout en a senti les effets plus que toutes les autres villes ⁹². »

Toute la région subit la crise et les ateliers de secours réservèrent des mécomptes. Les commissaires Vitet, Alquier et Boissy d'Anglas s'alarmèrent : les contre-révolutionnaires exploitaient la misère ouvrière en vue de leurs desseins politiques. « Depuis le 10 août, tout a changé de face dans cette ville, mais l'inertie des manufactures et le défaut de travail y causent une fermentation dangereuse; quatre-vingt mille ouvriers sont journellement privés de travail et de pain; les mauvais citoyens profitent de leur position pour les égarer et les faire servir à leurs manœuvres odieuses ⁹³. » Les souffrances diminuaient la capacité révolutionnaire. Selon un phénomène psychologique courant, on oubliait les misères du temps de Louis XVI, on se souvenait de la splendeur de Louis XV et on en attribuait le mérite au régime déchu. Pour remettre en mouvement les métiers, Nivière-Chol proposa à l'Etat de subventionner les entreprises; sinon « les maux, qui résulteraient de cette inaction prolongée, seraient incalculables; ils troubleraient non seulement la ville de Lyon, mais ils porteraient encore le désordre dans les départements qui avoisinent cette grande cité ⁹⁴. »

Roland, au contraire, dans le rapport qu'il adressa en janvier 1793 à la Convention, affirme que les relations commerciales se sont étendues. L'Europe méridionale fournit les matières colorantes, les huiles, les grains. La France lui cède ses draperies, sa bonneterie, sa chapellerie. Les contrées occidentales, Angleterre, Allemagne, Hollande... vendent leurs farines contre les batistes, les dentelles, les soieries françaises. Les pays septentrionaux, le Levant, la Barbarie conservent leurs transactions avec la République. Même les liaisons coloniales, malgré les troubles de Saint-Domingue, ont baissé en quantité, mais augmenté en valeur à cause du surhaussement des prix. Aucun fléchissement n'apparaît dans la balance commerciale qui demeure excédentaire. Roland propose, comme il l'avait déjà fait dans son grand article du dictionnaire Panckoucke en 1789, de marier l'industrie et l'agriculture. Lui qui connaissait aussi bien les ateliers dispersés du Beaujolais que les manufactures lyonnaises, estime dangereux de « rejeter exclusivement les manufactures dans les villes », et de cloisonner deux mondes différents par leur genre de vie. Il vaut mieux employer la main-d'œuvre rurale, moins dispendieuse, qui assure la prospérité de l'industrie en lui permettant de concurrencer les fabriques étrangères. « Les villages où les filatures de laine, de coton, où leur emploi en draps, toiles, où la fabrique des rubans se sont introduits, sont aussi devenus les plus peuplés, les plus riches et, par conséquent, les contrées de la République où il y a le plus de prospérité. L'habitant y est manufac-

⁹² *Moniteur*, 4 nov. 1792.

⁹³ J. JAURÈS, *La Gironde* (Hist. soc., VI, p. 63-64).

⁹⁴ Rapport de Merlin sur des secours à accorder aux ouvriers de la ville de Lyon (1792, in-8°, 10 p.).

turier et cultivateur tour à tour... Le commerce et l'agriculture se prêtent un mutuel secours et, nulle part, les champs ne sont mieux cultivés que dans les lieux vivifiés par l'industrie⁹⁵. » Comme Brisson et les cadres lyonnais, Roland avait beaucoup espéré de la diffusion du textile dans les milieux ruraux; il demeura attaché à ses convictions mûries pendant la bonace du milieu du siècle, alors qu'il exerçait ses fonctions d'inspecteur des manufactures.

La Convention l'écouta plutôt que le maire Nivière-Chol et n'accorda ni subsides, ni commandes d'étoffes pour le compte de la Nation. Or les ouvriers chômaient, et quand ils travaillaient, leurs façons étaient peu rétribuées. Le tarif n'avait pas été révisé depuis 1789, et ne s'harmonisait plus avec la hausse des denrées qu'accusaient encore les manœuvres d'accaparement. A la fin de 1792, les Commissaires des clubs réclamèrent une augmentation de 30 %. Roland s'y opposa. Le 28 janvier, le Club du Change présenta une pétition signée de quatre mille ouvriers. Elle insistait sur la nécessité du contrat et montrait qu'une liberté indéfinie nuisait aux faconniers. « Le traité de gré à gré et de prix débattu ne peut et ne doit avoir lieu qu'entre égaux; l'ouvrier travaillant à façon pour le compte d'autrui, étant sous la coule et dépendance du marchand qui le fait fabriquer pour son compte, ne peut être libre de traiter... Le tarif devient d'une nécessité absolue. » Encore faut-il le réviser périodiquement⁹⁶. La municipalité montagnarde réunit en mars et avril 1793 ouvriers et fabricants. Après discussion, un nouveau barème fut prévu pour mai.

Le ministre de l'Intérieur, Garat, délégua Clément Gonchon « pour se renseigner sur les arts, l'agriculture, l'instruction publique et aviser au moyen de les faire fleurir ». Ancien dessinateur en soie, installé au Faubourg Saint-Antoine, il devint « l'orateur du peuple », à la voix retentissante et à la carrure athlétique. Courageux, il participa à toutes les grandes journées parisiennes. Roland l'utilisa comme commissaire. C'était un ingénieux : en février 1792, il défendit, aux Jacobins, le projet de doter de piques, arme de la phalange macédonienne, les citoyens passifs, et suggéra que le peuple s'abstint de sucre et de café pour mettre les marchands à la raison. En 1793, il relata les événements du 29 mai dans un sens favorable à sa ville natale : les pauvres « égarés par les agents de Pitt » insultaient tout porteur de bas de soie, alors que « la prospérité de ce genre de commerce est nécessaire à Lyon »⁹⁷. Dénoncé comme rolandin, il fut emprisonné⁹⁸. Le siège suspendit toute activité économique. Les colporteurs circulèrent difficilement, et soixante négociants se rendant à la foire de Beaucaire tombèrent dans les filets que Dubois-Crancé avait tendus à Montélimar⁹⁹. Il fallut recourir aux bons offices de la *Société fraternelle* qui s'était substituée aux organismes d'assistance chrétienne. La trésorière des Incurables d'Ainay s'en plaignit : « Une source féconde autrefois pour l'œuvre est tarie; depuis l'établissement de la *Société fraternelle*, tous les paroisiens s'empressent d'y porter leurs charités¹⁰⁰. » Aux heures de combat

⁹⁵ *Moniteur*, 10 janv. 1793.

⁹⁶ J. JAURÈS, *La Montagne* (Hist. soc., VII, p. 75-76).

⁹⁷ C. GONCHON, *Aux citoyens des Quinze-Vingt, faubourg St-Antoine* (Lyon, Roger, 1793, in-8°, 8 p.).

⁹⁸ Cl. PERROUD, *Le Lyonnais Gonchon* (R. H. L., 1912, 161-178).

⁹⁹ G. GUIGUE, *Journal de Lyon*, 21 juil. 1793.

¹⁰⁰ A. D. R., 1 L 1171, Soc. fraternelle, 1792.

il fallut cependant stimuler cette générosité. Certaines Sections estimèrent en septembre qu'une « nouvelle cueillette » ne suffisait plus et qu'il fallait autoriser la *Société* à puiser dans la caisse publique. Au besoin, l'imposition prévue serait augmentée¹⁰¹. Il fallut recourir à la contribution. Elle pénalisait l'incivisme et la richesse : Picot et Fazy ayant « beaucoup agioté », figuraient pour cent mille livres; « Coudere père, fils et Passavant n'ayant point agioté et ayant perdu, attendu qu'ils sont bons patriotes, cinquante mille livres; Delessert et fils, bons patriotes, notamment le citoyen Delessert obligé de fuir la Suisse pour son patriotisme » n'ayant point agioté,... trente mille livres¹⁰². Ainsi, les Lyonnais subissaient tout ce qu'ils avaient cru éviter en se révoltant, la taxation des subsistances, l'enrôlement, l'imposition forcée. Dans la grande cité, les questions sociales résistent aux vicissitudes politiques.

Après la reddition, la Fabrique fut désorganisée pour de longues années. Les fortunes particulières étaient séquestrées ou pillées. Philippe de Lasalle vit brûler ses mécaniques. L'émigration avait emporté les secrets : Saint-Olive travaillait en Suisse, Pernon en Espagne... La Convention envisagea de transférer ailleurs l'industrie de la soie; le décret du 12 octobre 1793 ébaucha une politique sociale : les propriétés confisquées aux rebelles serviraient à indemniser les patriotes¹⁰³. La Commission temporaire reprit, dans son Instruction du 26 brumaire, les principes exposés par Chaliier et par L'Ange qu'elle exécutait... « Tant qu'il y aura un être malheureux sur la terre, il y aura encore des pas à faire dans la carrière de la liberté. » Il faut faire triompher l'égalité, contrôler les cultivateurs pour garantir les subsistances, taxer les riches, sans « scrupule timoré ». Duviquet signa cette adresse qui fut soumise à Fouché et que Babeuf considérait comme le premier manifeste communiste¹⁰⁴. Cusset présenta à La Convention un projet de déclaration des droits donnant des garanties au peuple souffrant et permettant des développements sociaux dans un sens égalitaire. « Il y a, personne n'en peut douter, dans la République, moins de riches que de pauvres. Si ces derniers n'ont pas la faculté de se procurer en travaillant de quoi subsister, il est de toute impossibilité de les obliger à respecter les propriétés. » Cusset prévoit des magasins nationaux, des boulangeries contrôlées, des tribunaux populaires pour condamner les agioteurs¹⁰⁵. Domergue déclare : « A la société, appartient le droit de diminuer les fortunes de ses ennemis pour améliorer le sort des indigents. » Saint-Etienne félicite les Lyonnais de « frapper à la fois la superstition, la cupidité, la richesse insolente, l'odieux fédéralisme »¹⁰⁶.

¹⁰¹ Vœu de la Section de l'Egalité, 11 août 1793 (G. GUIGUE, *Secrétariat*, p. 10).

¹⁰² Taxe sur la section de l'Egalité (G. GUIGUE, *Secrétariat*, p. 407-409).

¹⁰³ Arrêté des représentants du peuple... concernant la formation d'une Commission de justice popul. chargée de juger tous les individus prévenus d'avoir pris part à la contre-révol., 12 oct. 1793 (F. G., ms, in-f°, 2 f.).

¹⁰⁴ M. DOMMANGET, *Pages choisies de Babeuf*, p. 256. — Instr. adressée aux autorités constituées des départ. de Rh. et de L. par la Commiss. Tempor. de surveill. républ. établie à Ville-Affr., 26 brumaire an II, 16 nov. 1793 (Ville-Affr. Tournachon, 1793, in-8°, 22 p.).

¹⁰⁵ J. CUSSET, *Projet de décret sur la division du territoire, l'état des citoyens, les assemblées primaires...* (s. d., in-8°, 12 p.).

¹⁰⁶ E. HERRIOT, *La répression*, III, p. 171.

Les représentants arrêterent en janvier 1794 que les autorités devaient fournir un emploi aux hommes valides. L'oisiveté cessait d'avoir une noblesse civique et morale; les révolutionnaires de l'an II confèrent ce caractère au travail. En mai, Reverchon et Dupuy s'efforcèrent de ranimer le négoce. Leur *Mémoire sur la réhabilitation du commerce* mêle les principes d'un socialisme d'Etat et le souci du maintien de la propriété individuelle¹⁰⁷. Le marasme persista pendant toute la Convention. Pas de commandes, peu de fabricants; le prix des façons s'amenuisait alors que la vie renchérisait. On continua à se fier aux gestes charitables. Des ateliers de travaux publics s'ouvrirent. Le personnel était réparti militairement en brigades, les ouvriers classés selon leurs notes, les paresseux chassés comme « suspects »¹⁰⁸. Des secours modiques furent versés pendant l'hiver qui suivit le siège à des infirmes et à des vieillards : les professions les plus représentées sont celles de dévideuse, fileuse, tricoteuse. Quand le gouvernement voulut prendre en charge les malheureux et ouvrit le livre de la Bienfaisance nationale, les indigents se terrèrent. La correspondance administrative échangée à cet effet est éloquente : les communes rurales ne connaissent pas d'infortunés. La liste la plus longue est celle des maires n'ayant pas répondu. On devine les réticences pour se faire inscrire¹⁰⁹...

Ainsi, la socialisation des secours ne plaisait point. Le siège et la terreur avaient contraint à des mesures exceptionnelles qui inquiétaient bourgeois et ouvriers. Les déclamations de Chaliier contre les possédants, les visions de l'Ange, les expédients sociaux de l'An II paraissent prématurés. Un socialisme empirique a pu s'instaurer dans un climat de misère. La pensée lyonnaise resta tournée vers le libéralisme qui lui semblait le signe de l'optimisme et de l'euphorie économique. Dans cette perspective, la ruine de Lyon s'expliquait, non par la maldresse de la bourgeoisie ou par une conjoncture défavorable mais par un complot : la révolte avait été fomentée par les ennemis de la Fabrique, Artaud le proclame expressément¹¹⁰. Jean Salomon Fazy admet la thèse de la destruction préméditée de la cité. « Depuis longtemps, Lyon était proscrit; ses richesses, sa population et, plus que tout le reste, ses principes modérés étaient devenus odieux à tous les Jacobins de la Convention; on y avait déjà dit hautement qu'il fallait réduire cette ville à quarante mille habitants. Mais il fallait un prétexte, et celui-ci se présenta. Lyon à cette époque jouait un rôle distingué, la valeur avec laquelle ses habitants s'étaient secoués du joug lui avait acquis une grande considération. » Quand les provinces se dressèrent contre Paris, « rien ne fut plus facile que de persuader aux Lyonnais que ce moyen était le seul qui pût arrêter les maux dont la France était menacée ». Ainsi, fut déclenchée à dessein la rébellion qui absorba toutes les activités, chassa « le commerce et les arts » et permit l'expédition punitive¹¹¹.

¹⁰⁷ E. HERRIOT, *La réaction*, IV, p. 133, 210.

¹⁰⁸ M. H. L., *Règlement d'organisation pour ateliers d'ouvriers employés aux travaux publ.*, 11 ventôse an II (1^{er} mars 1794, Comm.-Affr., Destéfanis).

¹⁰⁹ A. D. R., 1 L 1171, *Distribution de secours*.

¹¹⁰ F. ARTAUD, *Notice sur P. T. Dechazelle* (R. D. L., 1864, II, p. 264).

¹¹¹ P. E. SCHAZMANN, *La révol. de 1793 à Lyon* (A. H. R. Fr., mars 1940, p. 101-103).

Fazy exprime vraisemblablement l'opinion des manufacturiers. Il dirigeait une fabrique d'indiennes et une « blancherie » considérable à Lyon, possédait des comptoirs à Bordeaux, Marseille, Montpellier et son cousin était, à Grenoble, l'associé de Casimir Périer. Selon cet insurgé, des rancunes d'ordre économique expliqueraient le désastre de l'an II.

3. LE NOUVEAU LANGAGE

Des formes nouvelles de pensée s'efforcèrent de gagner des couches sociales plus étendues à l'idéologie révolutionnaire. La presse, libre en théorie, au service du gouvernement en fait, fut considérée comme un des meilleurs instruments de formation civique. Quand Legendre, Rovère et Basire rendirent compte de leur mission à Lyon, au printemps 1793, ils incriminèrent les feuilles girondines. « Il fallait imprimer au patriotisme, dans cette importante et peuplée cité, ce caractère et ce dévouement héroïques qui peuvent seuls accélérer le terme de la Révolution et consolider à jamais la liberté. Nous avons tout tenté pour y parvenir, et nous sommes loin de nous flatter de quelques succès. » La cause réside dans « la multitude de ces journaux inciviques, de ces écrits calomnieux et mensongers dans lesquels on occupe beaucoup plus les citoyens des hommes que des choses, où l'on fait avec acharnement le procès au feu sacré du patriotisme ». Ils aigrissent « le riche contre le pauvre en alarmant les propriétaires », flattant « le pédantisme de certains gens en taxant d'ignorance le peuple, dont le bon sens tue tous les sophismes et détruit tous les paradoxes », sèment « d'avance les germes d'une constitution aristocratique et d'un gouvernement bourgeois »¹¹².

L'ancien *Cercle de Bellecour*, chez Delglat, recevait de nombreux journaux tels que la *Gazette de Berne*, le *Journal de Paris*, le *Patriote français*, des périodiques comme le *Mercure de France*, le *Courrier des planètes*, le *Bulletin de l'Assemblée nationale*, les brochures d'actualité de Raynal ou de Lally-Tollendal... La loi du 8 août 1793 le condamna. Les membres durent vendre les meubles et les livres¹¹³. Les *Affiches* parurent jusqu'au siège. Des feuilles provenaient de Paris : le *Mercure universel*, le *Courrier français*, la *Gazette de la France nationale*, faisant suite à la création de Renaudot. Elles arrivaient tardivement, comme les nouvelles d'ailleurs. Le *Journal de Lyon* qui, le 18 juillet 1793, raconte l'exécution de Chalier, ignore l'assassinat de Marat survenu le 13¹¹⁴.

Ce périodique connaissait, à cette date, la plus grande diffusion. En décembre 1792, au moment où il allait succomber faute de fonds, l'Administration départementale proposa d'aider « ce journal unique, capable d'accélérer les progrès de l'esprit public ». Ainsi, l'organe de Laussel et de L'Ange devint girondin. Fain et Carrier l'animèrent. Ils

¹¹² *Moniteur*, 18 mars 1793.

¹¹³ A. SALLES, *L'ancien Cercle de Bellecour...* (Lyon, Salut public, 1923, in-8°, 15 p.).

¹¹⁴ A. D. R., 1L 460.

combattirent, durant le printemps 1793, les projets élaborés par les Jacobins, le juge Gaillard, l'ex-municipe Perret, le comédien Saint-Amand¹¹⁵. Cette campagne leur valut la suspicion des représentants et de la municipalité de Bertrand. « Les plus chauds patriotes ne sont que des gens de la plaine; le modérantisme corrompu et le royalisme lèvent une tête altière... Les tribunaux sont mal organisés, les denrées horriblement chères, le mécontentement général; la lassitude et la défiance sur la durée de la révolution, à leur comble... Tous les départements voisins sont dans la même position. Le journaliste Carrier fait ici beaucoup de mal¹¹⁶. »

Chalier accusa de vénalité les rédacteurs Prudhomme et surtout Carrier. « La faction Roland a tout gangrené. Un journaliste calomnieux payé par Lebrun, ministre des Affaires étrangères, sous le nom de Carrier, égare, pervertit l'opinion publique. » Après le mois de mars, Fain assumait la tâche principale. « Epurant un journal trop longtemps sali par la plume de Laussel », Fain prêcha « avec autant d'énergie que de talent l'amour des lois, l'horreur de l'anarchie et du sang¹¹⁷. Il s'éleva contre le régime de délation et de soupçon, réclama la liberté réelle de la presse, dénonça le régime des prisons et refusa de s'incliner devant les Jacobins. Il recommandait le respect mutuel des convictions et l'éducation par la libre discussion¹¹⁸. Il fut vivement attaqué. Une affiche reproche au « journalier Fain, ci-devant de la Corbière » d'aider « l'imbécile et mercantile aristocratie de cette ville pestiférée ». Affectant le langage du Père Duchêne, elle le traite avec condescendance. « Mes principes là-dessus sont tels que, tout en te regardant, comme la plus inutile des bêtes humaines, si des exagérés voulaient prévenir la loi en te conduisant à la guillotine, je chercherais à te soustraire toi-même à leur juste rage. » Fain répliqua sur un ton voisin¹¹⁹. Les représentants l'emprisonnèrent en avril 1793 et Carrier protesta contre cette violation de la liberté de la presse¹²⁰. L'arrêté du 14 mai, qui fut une des causes de l'insurrection, proscrivit dans tout le département, « les feuilles de Carrier, journaliste de Lyon, Gorsas et Brissot, ainsi que la *Quotidienne* et tous autres écrits astucieusement hypocrites qui seraient dans le même principe ». En témoignage d'indignation, on en brûla symboliquement des numéros¹²¹.

Après le 29 mai, le *Journal* de Prudhomme, Carrier et Fain devint l'organe principal de la ville insurgée. Libéré, Fain reprit le combat contre les « machinations des proconsuls Albitte, Dubois-Crancé, Nioche et Gauthier ». Il accusa Rovère, Basire et Legendre d'être amis d'Orléans-Egalité. Relatant les événements des 31 mai et 2 juin, il montra que Paris voulait « municipaliser toute la France »¹²². Il fit appel à la générosité des riches. « Ne croyez pas que la classe indigente soit la moins vertueuse. Trop souvent, c'est la vertu qui cause sa pauvreté. » Il faut ouvrir des ateliers et procurer des subsistances; « sans vos

¹¹⁵ *Journal de Lyon*, 7 mai 1793.

¹¹⁶ E. HERRIOT, *Jacobins et Modérés*, I, p. 336.

¹¹⁷ J. GUERRE, *Hist. de la Révol.*, éd. Guigue, p. 326.

¹¹⁸ *Journal de Lyon*, 30 avril 1793.

¹¹⁹ E. VINGTRINIER, *Hist. des journaux*, 1852, p. 33.

¹²⁰ Pétition de C. Carrier, journaliste de Lyon, présentée à la Convention, 20 avril 1793, in-8°, 8 p.

¹²¹ Corps munic., IV, p. 251. — C. GUIGUE, *Secrétariat*, p. 405.

¹²² *Journal de Lyon*, 4 juin 1793, p. 329-340; 27 juin 1793, p. 367-374.

secours, l'hiver prochain n'offrira dans cette ville que le tableau de la désolation... Si le désespoir s'emparait des cœurs, les plus grands maux en pourraient résulter » ¹²³. En juillet, le *Journal de Lyon, ou Moniteur du département de Rhône-et-Loire*, dirigea la résistance, publia les comptes rendus des séances du Conseil général de la Commune et de la Commission populaire, transcrivit les adresses, d'inspiration fédéraliste, provenant des départements, prit à parti Dubois-Crancé, « le Don Quichotte des Alpes », et Gauthier, « scélérat sans énergie » ¹²⁴.

Le ton des articles montait progressivement. Le 5 juillet, le journal évoqua la réception de Biroteau, en un style exclamatif : « Tyrans d'un jour, proconsuls, dictateurs centumvirs, tremblez, votre règne est passé. Liberté sainte, tu n'es plus un vain mot. Pitt, Cobourg, vos projets sont détruits. » Les propos du Girondin sont rapportés avec emphase : « Il dit, et tous les cœurs attendris, indignés se réunissent dans la même opinion. » Les invectives contre les Montagnards ponctuent la description du rassemblement place de la Liberté ¹²⁵. De plus en plus, le journal s'occupe de questions sociales, raconte les séditions de Saint-Georges et du Gourguillon et fait à nouveau appel à l'esprit de charité : « Riches égoïstes, pourquoi tardez-vous à délier les cordons de vos bourses ? Avez-vous peur de faire le sacrifice d'une portion de vos fortunes ? » Quand la Commission populaire proposa de taxer les gens aisés, Fain ne protesta pas, comme il l'avait fait quand Chalier avait émis cette idée. Bientôt, les nouvelles politiques et militaires envahirent les colonnes. On épilogua en un langage familier sur les incidents de Montluçon et de Saint-Etienne ¹²⁶.

La victoire des sans-culottes impliqua un renouvellement de la presse. Le médecin savoyard Doppet, qui avait assiégé Lyon, et fait tomber « les muscadins et les muscadines... sous la lame républicaine », en proclama la nécessité : « Je les prêche tous pour faire un journal, je ne vois personne l'entreprendre, je crois que les écrivains sans-culottes de Paris devraient en députer un ici pour remplir cette tâche, cela ferait du bien dans les départements de l'Ain, du Jura, du Mont-Blanc et de l'Isère. Vous le savez, l'instruction est le premier aliment du monde patriote ¹²⁷. » Il condamna aussitôt le *Journal de Lyon*, comme « la plus dégoûtante des rapsodies qu'eussent enfanté le fédéralisme et le royalisme » ¹²⁸. Jean-Louis Fain fut exécuté pour avoir combattu Chalier et composé une ode tendant au rétablissement de la royauté ¹²⁹.

Une tentative avait été faite au début de 1793 pour doter Lyon d'un organe révolutionnaire. Le prospectus paraît de la plume de Laussel. « Après cinq mille ans d'ignorance, d'oppression et d'anarchie, le règne de la vérité commence... La France a la première conçu l'idée de ce contrat social, base de la liberté publique. » Il faut, pour l'affermir, un journal lyonnais. Avant la Révolution, « le commerce faisait circuler,

¹²³ *Ib.*, 26 juin 1793.

¹²⁴ *Ib.*, 2 juil., p. 381-384, 3 et 4 juil. 1793.

¹²⁵ *Ib.*, 5 juil. 1793, p. 394.

¹²⁶ *Ib.*, 9, 12, 13, 24 juil. 1793; 7 août 1793, p. 497-500; 11 août, p. 502.

¹²⁷ E. HERRIOT, *La répression*, III, p. 20.

¹²⁸ *Journal de Commune-Affranchie*, 6 nivôse an II, 26 déc. 1793.

¹²⁹ Jugement de la Commission de Justice populaire séante à Ville-Affr., qui condamne à la peine de mort J.-L. Fain, 13 brumaire an II (Ville-Affr., Bruyset, nov. 1793, in-4°, 4 p.).

dans cette ville, les flots d'argent, dont son industrie rendait les étrangers tributaires ». Mais la bourgeoisie n'a jamais soutenu la presse, « l'esprit de calcul a longtemps paralysé les esprits dans cette ville dont le commerce était la seule ressource. C'est une lande inculte que la liberté défrichera ». Le plan du futur quotidien, annoncé pour le 1^{er} mars 1793, comprenait le compte rendu des séances à la Convention, les nouvelles des armées, de l'étranger, du département, les annonces des spectacles¹³⁰... Le projet n'aboutit pas.

Un ami de Couthon, d'Aumale, fonda, avec la collaboration de Duviquet, le *Journal de Ville-Affranchie* le 21 novembre 1793. Ce quotidien, dont le supplément remplaçait les *Petites Affiches*, fit la guerre aux aristocrates, aux riches et aux prêtres. « Il fallait une religion aux Français afin que la férocité de Clovis, les crimes de Louis-le-Jeune, les absurdités de Saint-Louis, la clémence de Charles VI, les débauches de François I^{er}, la scélératesse de Charles IX, les superbes filouteries de Louis XIV, la crapule de Louis XV, les forfaits poltrons de Capet-le-Raccourci, les massacres de Vitry, de Vassy, des Vaudois, des Albigeois, de la Saint-Barthélémy passassent pour des traits d'héroïsme. » Cette feuille, moins violente que celle de Laussel, mais très libertine, prétendait transmettre aux Lyonnais des leçons de civisme. « Nos frères de Paris nous donnent un exemple sublime qui, nous retraçant l'héroïsme des anciens Romains, électrisera les âmes les plus tièdes. »

De petit format, elle présentait en exergue un distique de Voltaire et un bonnet phrygien sur une pique. Les références à l'Antiquité abondent dans ses colonnes, mais la note sensible n'est point absente. Ces farouches Jacobins se plaisent à décrire des scènes attendrissantes. La *Société populaire* de Thiers a accueilli des sans-culottes, inculpés de fédéralisme, à tort. On discourt, on applaudit, on se donne à l'envi l'accolade fraternelle. « Tous les visages se sont couverts de larmes. » Le *Journal de Commune-Affranchie*, qui insère ce long récit, conclut : « Le sentiment de la liberté est inné dans le cœur humain. » C'est l'éducation et les préjugés qui l'étouffent¹³¹. Parfois, en une véritable dissertation, se mêlent les considérations contemporaines sur les émissaires de Pitt, les rappels historiques sur Pompée, Crassus et César, les remarques philosophiques sur l'égoïsme et l'ambition¹³².

D'Aumale voulait transformer les mœurs. « Nos mariages, nos festins, nos spectacles, le culte public, tout doit être changé. Il faut élever les édifices simples et majestueux des anciens Grecs et Romains, sur les débris des temples de la superstition et des palais des rois et des grands. » Comme chez les Spartiates, les femmes ne doivent accorder leurs faveurs qu'aux braves et « les vins exquis ne doivent plus couler dans les orgies infâmes de la prostitution. Il faut les verser dans la coupe de l'égalité, sur le champ de bataille, dans des banquets publics »¹³³. La condamnation du luxe est son thème favori : « On se dit républicain ! On ignore sans doute que la frugalité en est la première vertu... » Aux Lyonnais qui vivaient dans le luxe, d'Aumale montre qu'il ne « fait le bonheur de personne », qu'il suppose une

¹³⁰ A. D. R., 1L 460, *Journal du départ. de Rh.-et-Loire*, Prospectus ms.

¹³¹ *Journal de Comm.-Affranchie*, 30 frimaire an II (20 déc. 1793) ; 4 nivôse (24 déc. 1793).

¹³² *Ib.*, 7 nivôse an II (27 déc. 1793).

¹³³ *Ib.*, 26 frimaire an II (16 déc. 1793).

grave inégalité, qu'il énerve ceux qui en jouissent. Les richesses, que les manufactures attirent dans un état sont passagères. Il vaut mieux cultiver la terre, la partager en petits domaines — serait-ce la loi agraire ? — et créer les cultivateurs-négociants. « La destruction de l'homme splendide de cette cité était indispensable et urgente. Grâce soient rendues à la philanthropie d'avoir entrepris cette grande tâche ¹³⁴. »

D'Aumale s'associa, en décembre 1793, à la campagne de déchristianisation. Il protesta quand les citoyennes d'Armeville réclamèrent la célébration des dimanches, « avec une fureur digne des Bacchantes ». Il se réjouit d'apprendre que Mende s'était livrée à un autodafé métamorphosant en canon le prophète, patron de la cathédrale. Il approuva le vœu de la *Société populaire* de Monistrol tendant à placer « Jésus, le vrai sans-culotte de son siècle, l'ami de l'humanité, l'apôtre de la liberté et de l'égalité, le défenseur des droits du peuple, au Panthéon français, à côté des grands philosophes et des maîtres de la Révolution » ¹³⁵.

D'Aumale fut blâmé, son journal suspendu, son imprimerie interdite. A ses plaintes, la municipalité répondit qu'elle ne voulait aider aucune feuille locale et que les *Bulletins de la Convention* suffisaient. « C'est la source de l'instruction commune. » Ils mentionnent les ventes des biens des émigrés, les traits de républicanisme et, sous une présentation austère, les interminables listes de communes adressant leurs félicitations à la Convention : la *Société populaire* de Tarare ou celle de Commune-Affranchie joint sa voix au concert de louanges, Genis-le-Patriote signale l'activité de ses ateliers de salpêtre, Champagne-en-Valromey équipe un cavalier ¹³⁶...

Le *Journal de Commune-Affranchie* reparut le 19 juillet 1794. D'Aumale se justifie : « L'innocence peut être méconnue; traduite au pied d'un tribunal redoutable. Mais une fois amenée devant ses juges, l'innocence invoque le secours de la vérité, son immortelle sœur ¹³⁷. » D'Aumale reprit sa campagne en faveur de la vertu, seul ressort de la République. Il diffusa les théories de Rousseau, encouragea la « proclivité » naturelle de l'homme vers le bien et montra la joie que l'on peut trouver dans la Révolution. L'honnête républicain, « tranquille au milieu des tonnerres de la vengeance nationale, redoute peu les éclats de la foudre ». Le 12 thermidor, ignorant les événements parisiens, il prêchait la terreur inflexible et inexorable ¹³⁸. Le 17, il dut s'enfuir.

Pendant la suspension du *Journal de Commune-Affranchie*, de janvier à juillet 1794, les abonnés reçurent le *Journal républicain des deux départements de Rhône et Loire*, rédigé par une « société de sans-culottes, « dévorés de l'amour du peuple et de la haine contre ses ennemis ». C'était Dorfeuille, un Clermontois; Pascal Grimaud, membre de la Commission populaire; Dodieu, juge au tribunal. Le rédacteur en chef fut l'avocat nivernais Pierre Duviquet. Il avait publié des *Vers sur la paix*, et une *Ode sur l'éducation publique*, des éditions de

¹³⁴ *Ib.*, 9 nivôse an II (29 déc. 1793).

¹³⁵ *Ib.*, 8 nivôse an II (28 déc. 1793).

¹³⁶ *Bull. Conv. nat.*, 26 juil. 1793, 21 janv. 1794, 31 mars, 30 mai...

¹³⁷ *Journal de Comm.-Affr.*, 1^{er} thermidor an II (19 juil. 1794).

¹³⁸ *Ib.*, 12-14 thermidor an II (30 juil.-1^{er} août 1794).

Marivaux et d'Horace, et se destinait au professorat quand éclata la Révolution. Administrateur dans la Nièvre, il fut destitué au 10 août pour sa modération, puis présenté à Fouché, qui le protégea et l'utilisa à Lyon¹³⁹. Il embrassa alors les idées hébertistes : au début de 1794, l'armée de Ronsin représentait une force qui pouvait fasciner un journaliste. A la *Société des Jacobins*, Duviquet, rappelant « les calomnies ourdies contre Hébert », reprocha à Robespierre ses ménagements envers Desmoulins¹⁴⁰.

Il fut autorisé à utiliser l'imprimerie de D'Aumale et le gouvernement lui versa des subsides. Le *Journal républicain* ne comptait que deux cent quatre-vingt-six abonnés à un an, ce qui était peu, et Duviquet gérait mal ses finances. En revanche, il avait une haute conscience de son rôle : « Chaque jour de la vie d'un journaliste, dont le cœur est pur, est une jouissance aussi douce que paisible. Tantôt c'est une vérité qu'il développe, tantôt les triomphes de sa patrie qu'il décrit. Eclairer et chanter son pays, voilà le partage de ses journées. » Il commentait les séances de la Convention et les nouvelles transmises par les représentants, formula la doctrine du gouvernement révolutionnaire, recourut aux octosyllabes pour célébrer l'anniversaire de la mort du dernier tyran et répondre aux émigrés qui déploraient la ruine des beaux-arts¹⁴¹. Atteint par la chute des hébertistes, il prétendit qu'il avait été trompé et dut suspendre son journal en avril 1794.

Lyon connut, de novembre 1793 à mars 1794, un troisième organe terroriste, le *Père Duchêne*, que rédigèrent Dorfeuille et Damame. On avait déjà exploité une telle veine¹⁴². Au moment où Billémas et Labrude fondaient la *Société populaire*, en 1791, les colporteurs criaient la *Troisième lettre b... patriotique du véritable Père Duchêne*. Le chirurgien François Chappe publia, vers ce temps-là, une brochure intitulée *Observations patriotiques faites au peuple par le Père Duchêne, en réponse à la première lettre du compère Mathevon*¹⁴³. Jusqu'à l'automne 1793, la presse lyonnaise protesta contre le langage énergique et familier qui faisait les délices de Paris, et elle souligna le caractère superficiel des raisonnements. « Il y a loin du Père Duchêne à Jean-Jacques, à Montesquieu, à l'auteur du *Traité des délits et des peines*. Mais ils étaient philosophes, législateurs, jurisconsultes; Duchêne est un sans-culotte; cela seul doit décider en sa faveur »¹⁴⁴. Le Club central le lisait quelquefois. La répression entraîna avec elle un cortège de publications d'inspiration « enragée », imitant le style d'Hébert, menaçant de « pendre toute la race des marchands, tous les accapareurs d'argent, tous les trafiqueurs d'assignats, tous les prêtres, tous

¹³⁹ D. NISARD, *Souvenirs et notes biographiques* (Paris, Cléry, 1888, in-8°, 488 p.). 34-39.

¹⁴⁰ A. M. L., I², 6 : Soc. des Jacobins de Lyon, 23 ventôse an II (13 mars 1794).

¹⁴¹ *Journal républic.*, 28 pluviôse an II (16 fév.), 18 ventôse (8 mars), 28 germinal (17 avril 1794).

¹⁴² La Mère Duchêne à Lyon, ou Conversation très véridique entre la mère Duchêne, un soldat suisse, la mère Carpillon et un volontaire des frontières appelé la Peur (s. d., in-8°, 16 p.).

¹⁴³ P. DURET, *Nouvelles génér.*, III, p. 287.

¹⁴⁴ *Bull. du départ.*, 6 sept. 1793, p. 302.

les riches, tous les procureurs et les gens de loi » pour les f... dans le Rhône ¹⁴⁵...

Cette grossièreté affectée se répandit. Le *Journal de Commune-Affranchie* transcrivit des extraits du *Père Duchêne* et lui emprunta le récit de la mort de Gaillard, rédigé par Damame ¹⁴⁶. Son style devint à la mode. Dans le Bugey, on l'utilisa pour accabler « les amis des Lyonnais rebelles et les propagateurs du fédéralisme ». Ainsi, Lyon posséda trois journaux de tendance hébertiste de novembre à avril, rédigés par Dorfeuille, d'Aumale et Duviquet. Par contre, aucune feuille ne parut d'avril à juillet 1794, et la réapparition du *Journal de Commune-Affranchie* fut éphémère en thermidor. Néanmoins, pendant un semestre, Collot, Fouché et l'armée de Ronsin avaient été secondés par les journalistes.

Lyon passa en un bref été d'un gouvernement rolandin, appuyé sur un état-major royaliste, à une dictature de nuance hébertiste. Un tel avatar exigea une active propagande. Le livre ne convenait plus pour diffuser les conceptions nouvelles et changeantes. Le journal touchait un public restreint. Il fallait recourir aux moyens auriculaires et visuels pour une majorité illettrée et mettre à profit l'antique prédilection du peuple pour la transmission orale.

Délaissant pour un temps les sujets accoutumés, romances d'amour ou refrains bachiques, on lança des couplets patriotiques ou politiques. Peu d'événements, petits ou grands, furent dédaignés par les chansonniers. Le gouvernement lui-même ne négligea pas la chanson. La musique apparut comme un véhicule indispensable et un procédé mnémotechnique. Elle s'efforça de demeurer simple pour être efficace. Etant donné l'inaptitude du public à saisir des mélodies nouvelles et sa préférence marquée pour les airs familiers, le parolier utilisa souvent un fredon connu. La chanson, instrument de propagande, associa les éléments populaires à la vie civique. Avant 1789, l'élite se plaisait déjà à s'acquiescer en cet art et la volonté de distinction raffinée, qui avait caractérisé la société d'Ancien Régime, céda la place par contre-coup au penchant pour la monodie populaire.

Le patriotisme guida les premiers exécutants. Les chants furent popularisés par les spectacles, soit sur l'initiative des auteurs, soit sur le vœu des assistants. Ainsi, se répandit la *Marseillaise* — le couplet des enfants sauva l'abbé Antoine Personneaux, de Vienne, que le Comité de Salut public de Lyon avait condamné en janvier 1794 ¹⁴⁷. Le *Ça ira* s'entendait dans l'Ain en 1792 ¹⁴⁸. Très vite, les chants, au lieu d'exciter contre les rois coalisés, évoquèrent les luttes intestines. L'exécution dramatique de Chaliar — il fallut faire tomber quatre fois le couperet et le bourreau dut achever au couteau — fit naître sur l'air du *Pauvre Jacques* une complainte exaltant les vertus de cet « émule de Marat »,

¹⁴⁵ E. HERRIOT, *La répression*, III, p. 153.

¹⁴⁶ *Journal de Comm.-Affr.*, 30 frimaire (20 déc.), 8 nivôse an II (28 déc. 1793).

¹⁴⁷ *Recueil de poésies patriotiques* (Lyon, Ballanche, an VII, in-8°, 11 p.), avec note ms de Cochard sur l'abbé Personneaux. — Ch. CAVARD, *L'abbé Personneaux et la Marseillaise* (Vienne, 1954, 147 p.).

¹⁴⁸ Rapport présenté à la Conv. nat., le 5 déc. 1792, au nom des Commissaires Deydier (de l'Ain), Guyton-Morveau et Prieur (de la Côte-d'Or), envoyés dans le département du Doubs, du Jura et de l'Ain, par G.-A. Prieur... (Paris, 1792, in-8°, 24 p.).

« ennemi des tyrans », « terreur des égoïstes »¹⁴⁹. Se préparant à la guerre, Lyon chanta sur l'air *On doit 60 000 livres* :

*Rhabiliez-vous, peuple français,
Ne donnez plus dans les excès
De nos faux patriotes...
Remettez vos culottes.*

Les plaisanteries sur l'expression « sans-culotte » représentent l'élément principal des six couplets¹⁵⁰.

Les Girondins célébrèrent la gloire du fédéralisme, sur des airs jacobins. Une « nouvelle *Carmagnole* » proposa de « purger Paris des Brigands » de détruire « la clique de Marat », les anarchistes, la Montagne¹⁵¹... Même à l'intérieur de la cité, les querelles entre les sections se traduisirent en couplets. On dénonça les jacobins dans la *Chanson sur les scélérats du bataillon du Port-du-Temple*, les terroristes et les anarchistes dans la *Chanson sur les scélérats de la Section de Place Neuve*¹⁵². L'inquiétude n'empêcha pas de chanter. Dans un *Hymne*, dédié au général Précý, les combattants promettaient de chasser Dubois-Crancé. Chaque bataillon gardait ses thèmes favoris : les défenseurs de la redoute du Pont Morand clamaient à tue-tête le *Réveil du brave*, d'autres le *Chant des cavaliers*. Les jeunes chasseurs de la Déserte se montraient présomptueux : dans leur *Chanson sur l'état actuel de Lyon*, ils insultent, en un style inspiré du Père Duchêne, la « Ligue noire » formée par Albitte, « Gauthier, scélérat perfide », « Crancé parricide ». Sous les auspices de Bacchus, leur « dieu tutélaire », ils se préparent à en « f... cent par terre », et en cas de malheur recommandent à leurs veuves de ne pas choisir « un Jean-f... en amour »¹⁵³. De Saint-Etienne, parvint le *Tocsin des vrais républicains* ou le *Réveil des Lyonnais*. Composé sur la musique de la *Marseillaise*, il affecte un ton violent, mais digne. C'est un appel à la guerre contre l'anarchie qui menace. D'inspiration fédéraliste, il conseille d'aller à Paris « écraser la secte inhumaine qui veut ravager l'univers », et traite les Montagnards, tour à tour de factieux, de rebelles, de « monstres vils et sanguinaires », de « lâches incendiaires », de « scélérats maratistes »¹⁵⁴...

Après le siège, ce furent les sans-culottes qui se réjouirent de la prise de Toulon. Ils célébrèrent, en imitant la *Carmagnole*, la reddition de Lyon, se vantèrent d'avoir cerné les « crapauds du marais » et décidèrent de les « capétiser »¹⁵⁵.

Un Jacobin de Chalon-sur-Saône imagina, sur l'air de la *Marseillaise*, un dialogue entre l'armée montagnarde et les muscadins lyonnais. Il exprimait le sentiment de délivrance éprouvé à l'arrivée de Couthon

¹⁴⁹ Récréations décadaïres ou Hommages à la Raison, par le cit. M. T. de Comm.-Affr., 1793 (F. C., ms 622).

¹⁵⁰ A. D. R., F. G., 51, 29 juil. 1793.

¹⁵¹ *Journal de Lyon*, 18 juil. 1793.

¹⁵² G. DROUX, La chanson lyonn., (*R. H. L.*, 1907, VI, p. 49). — Chanson contre les Lyonnais, air des Marseillais (C. PIERRE, *Les hymnes et les chants...*, n° 942').

¹⁵³ A. D. R., F. G., 51, août 1793 (Lyon, s. n., 1793, 3 p.).

¹⁵⁴ G. GUIGUE, *Secrétariat*, p. 562-564.

¹⁵⁵ Reddition de la ville de Lyon... (Paris, Frère, 1793, in-8°, 2 p.).

et montrait la nécessité des exécutions. *Le petit chansonnier républicain* annonça lui aussi les vengeances¹⁵⁶. Les victimes répondaient par leur hymne funèbre, protestaient contre les représailles et redoutaient de voir « les amis du trône » mettre à profit cette division¹⁵⁷. La tourmente s'apaisant, la chanson diffusa les idées de Rousseau et les thèmes de déchristianisation. Un hymne patriotique exalta Jean-Jacques, « le héros d'un peuple libre »¹⁵⁸. Sur l'air de « la fête des bonne gens », on dauba la sottise ecclésiastique, les processions, le dogme eucharistique; on ridiculisa les « faiseurs de miracles », les « cafards », les « astucieux calotins »¹⁵⁹.

Ce ne sont pas là des œuvres d'origine populaire; les références à la mythologie et à l'Antiquité l'attestent. L'une cite en épigraphe quatre vers de Frédéric II! Les créateurs imitèrent le langage et les réflexes de la foule. La diffusion acheva de conférer un air de populisme à ces paroles. De là l'aspect de vulgarité et le simplisme de ces créations de circonstance. Ces chansons colportées, parfois imprimées, transmettaient des formules piquantes et excitaient la haine ou la joie.

Les formes littéraires ne parvenaient pas aussi bien à cet échange entre les éléments dirigeants et la masse populaire. Le poète Joseph Berchoux, de Saint-Symphorien-de-Lay, entre Forez et Beaujolais, le spirituel auteur de la *Gastronomie*, conserva la force de railler en pleine Terreur. Dans une *Épître politique et galante*, il plaisante la morale des Jacobins qui égorgeaient « en conscience », pillaient « par complaisance » et proclamaient :

« Guerre aux châteaux, paix aux chaumières :
Attendu que dans ces dernières,
Le pillage serait sans prix. »

Ce neveu de Précý, formé chez les Oratoriens de Lyon, inséra en 1819, dans son *Art politique*, poème en quatre chants, une *Épître à un Lyonnais libéral*, qui contenait un récit du siège de Lyon¹⁶⁰. Chassaignon retraça dans *Les Crimes du peuple* le meurtre du seigneur de Poley-mieux avec les folliculaires Prudhomme et Carrier participant au repas sanglant¹⁶¹. Une poésie, datant du siège, s'achève par des imprécations cornéliennes contre Crancé, « monstre vomi par l'enfer dans sa rage »¹⁶².

Les motions, les affiches, les discours eurent une diffusion plus large. Littérature hâtive, visant à l'effet et qui allait conduire à la schématisation, voire à la brutalité. Dès 1790, les administrations décidèrent

¹⁵⁶ *Le petit Chansonnier républ. ou Recueil d'hymnes et chansons patriotiques* (Comm.-Affr., s. d., Destéfanis, in-18). — *Recueil d'hymnes civiques*, imprimé par ordre de la Commission temporaire de surveillance... (Comm.-Affr., an II, in-32).

¹⁵⁷ J.-S. PASSERON, *Mém. d'un pauvre diable* (Lyon, Rossary, 1836, in-8°, 58 p.). — L. PÉRENON, *Le Siège de Lyon* (Lyon, Guyot, 1825, in-8°, 116 p.).

¹⁵⁸ *Journal républ.* 4 pluviôse an II (23 janv. 1794).

¹⁵⁹ Couplets pour la fête de la Raison, la chanson des Montagnards, le cri des Républicains, par Magot (Comm.-Affr., Tournachon, an II, in-8°, 8 p.).

¹⁶⁰ F.-Z. COLLOMBET, *Notice biogr. et litt. sur J. de Berchoux* (Lyon, 1841, in-8°, 42 p.).

¹⁶¹ J.-M. CHASSAIGNON, *Les nudités ou les Crimes du peuple...* (Paris, 1792, in-8°).

¹⁶² G. GUIGUE, *Commission popul.*, 24 août 1793, p. 529.

d'abandonner les expressions usuelles de politesse : elles manquaient de fermeté. Le District de Lyon-Campagne interdit ces « formules mensongères, jadis exigées par l'orgueil et prodiguées par la faiblesse ». Par contre, le style se chargea d'images. Une affiche, pour combattre la rumeur qui présentait les Lyonnais comme des contre-révolutionnaires, expose le point de vue girondin en un texte serré avec tous les clichés traditionnels : « impitoyables spéculateurs, espèce vorace qui s'engraisse dans les temps désastreux... » L'argumentation recourt aux phrases interrogatives ou apprêtées : « Le caractère magique du Français... a fait succéder de plein vol, et comme par enchantement, le formidable appareil des combats à la circulation mercantile, aux cupides opérations du négoce, qu'on croyait avec légèreté l'élément naturel du Lyonnais¹⁶³. »

Le ton indigné, exclamation revient fréquemment dans la presse. L'éducation reçue dans les collèges et l'habitude du discours latin avaient rendu familiers les héros de Rome et de Sparte. Grâce à Plutarque et à Tite-Live, on connaissait leurs mots grandiloquents. Leurs actes alimentaient les figures de rhétorique : « Ce n'est pas un homme de sang, ce Dubois-Crancé ? Ce n'est pas un homme de sang, ce Gauthier ?... Et vous respirez encore ! Catilina conspirant contre Rome n'eût pas été capable de ces horreurs¹⁶⁴... » Chalier usait des mêmes formes pour accuser la « faction feuillantine » et « l'infâme Roland », pour dénoncer « Basire le muscadin, Rovère le rusé, Legendre le vipère »¹⁶⁵. Parfois, le vocabulaire philosophique transfigure et magnifie les réalités ; parfois l'éloquence se condense en maximes riches de sens. L'avocat bugiste Georges Sibuet, initié à la vie politique par Gauthier des Orcières prononça un discours à Bruges dans lequel il célébra la liberté, la justice et la pauvreté évangélique, en phrases merveilleusement équilibrées¹⁶⁶. Jean Marin Jourdan, maire de Bourg, exprime ses scrupules de juge avec la même élégance persuasive¹⁶⁷.

Jusqu'à l'hiver 1793, la pureté de la langue ne fut pas menacée et la continuité prévalut. La structure verbale resta ce qu'elle avait été au XVIII^e siècle. Les chefs, même jacobins, provenaient de la bourgeoisie et gardaient le souci de la correction grammaticale. La rhétorique révolutionnaire couronna l'éloquence sensible qui s'exerçait à vide à la fin de l'Ancien Régime. Les prosopopées, les exclamations, les apostrophes d'un Chalier représentent l'héritage de la littérature sentimentale, du théâtre des mœurs, des estampes prédicantes. L'art avait préparé à vivre dans l'attente des coups du sort. L'an II fit disparaître la contradiction qui existait entre « la douceur de vivre » et l'idée qu'on se faisait d'une existence tragique.

Peu à peu, le langage châtié devint plus rare. La Révolution avait fermé les salons qui exerçaient sur la littérature depuis deux siècles

¹⁶³ A vous, braves défenseurs de la cité... août 1793 (G. GUIGUE, *Secrétaria*¹, p. 590-592).

¹⁶⁴ *Journal de Lyon*, 4 août 1793, p. 490. — *Bull. du départ.*, 22 août 1793, p. 275.

¹⁶⁵ Lettres de Chalier au Comité de Sûreté Génér., 18 fév. 1793, à son ami Renaudin, 7 avril 1793 (F. C., ms, in-4°, 4 p.).

¹⁶⁶ G. SIBUET, Discours à la Soc. des Amis de la Liberté et de l'Egalité de Bruges (s. l. n. d., 28 janv. 1793, in-8°, 13 p., A. D. Ain, doc. Riboud).

¹⁶⁷ Discours de J.-M. Jourdan, 26 nov. 1792, au tribunal du district de Bourg (Bourg, 1792, in-4°, 4 p.).

un pouvoir souverain et indiscuté. Le public s'élargissait et prenait des goûts hétérogènes. Des sujets nouveaux étaient abordés et les débats s'instituaient en vue d'une action pratique immédiate. L'atmosphère des sociétés populaires, avec sa confusion persistante, ne se prêtait pas aux développements oratoires suivis. Ainsi, on disserta sur les droits de l'homme, au milieu du bruit que fait le public des tribunes, peu sensible aux considérations juridiques. Les idées générales, les truismes occupent une large place dans ces débats mal dirigés et constamment troublés. Partout s'imposa un jargon prétentieux ¹⁶⁸.

Il se chargea d'une nouvelle mystique. Toute une catégorie de mots religieux se laïciserent. Des termes réservés et abstraits se vulgarisèrent, d'autres acquirent une puissance exceptionnelle; nation, citoyen, patrie... envahirent le langage. Le sens de certains noms, tyran, aristocrate, amplifié et enflammé par l'espérance et l'ardeur passionnelle s'enrichit d'une valeur émotive. La marque de l'époque fut surtout l'emphase. Elle fut favorisée par l'importance que prenait la parole dans la vie. L'outrance du sentiment l'accompagne presque toujours. Il ne s'agit plus d'une hyperbole, figure de rhétorique, mais d'une exaspération des esprits et des cœurs. Au cours de l'an II, l'exagération devint vulgarité et la violence s'exprima par des interjections d'un goût douteux. Le plus souvent, à Lyon, ce parti-pris de grossièreté, destiné à revêtir un caractère populaire, se manifesta chez les commissaires en mission, les hébertistes, ou les Lyonnais ralliés à la cause montagnarde. Dans l'ensemble, les rolandins demeurèrent fidèles à la pureté classique.

Les enragés considéraient la rudesse comme un signe de républicanisme. Javogues commence ainsi une motion : « Depuis le commencement de la Révolution, un grand nombre de scélérats, encroûtés des préjugés du royalisme, de la religion, de la noblesse qui pressuraient le peuple et lui rivaient les chaînes de la plus honteuse servitude n'ont cessé de conspirer... Ces ennemis se sont agités en tous sens pour anéantir la liberté dans son berceau et creuser le précipice du malheur du peuple ¹⁶⁹. » De telles manières de parler, de démontrer, d'exposer réagissent sur la conception même qu'on se fait de la pensée et de la vérité. Par une sorte de contagion, les extrémistes contre-révolutionnaires empruntèrent le ton haletant et les images aux Jacobins. L'ordurier, le violent, le correct trahirent des tempéraments et non des affinités politiques.

La langue française fut une des victimes de la Révolution. Dodieu aurait volontiers sacrifié l'orthographe. Déjà, en 1788, l'abbé Barthélémy, de Grenoble, avait publié un livre intitulé *La Cantatrice grammairienne*, permettant d'apprendre « sans le secours d'un maître » l'orthographe française « par le moyen de chansons érotiques, pastorales, villageoises, anacréontiques ». Un refrain ou une poésie rédigée par la comtesse de Beauharnais, à qui l'ouvrage est dédié, suit l'énonciation de chaque règle. Barthélémy transcrit, sans en adopter les conclusions, les principes que Restif de la Bretonne proposait pour aboutir à une écriture phonétique. Selon les mêmes vues, dans son *Nouvo système d'ortografe*, Dodieu blâme l'étude des langues anciennes et conseille

¹⁶⁸ A. POIDEBARD, *Le registre de la munic. de Savigny pendant la Révol.*, 30 nov. 1791. — 4 pluviôse an IV (24 janv. 1796) (Lyon, Mougin-Rusand, 1891, in-8°, 31 p.).

¹⁶⁹ E. HERRIOT, *La répression*, III, 170.

de laisser « l'ortographe scientifique aux auteurs lètrés » et de suivre la nature en adoptant « l'ortographe des sanculotes ». Il rédigea des affiches à sa manière¹⁷⁰. Ainsi, dans les époques troublées, des originaux tentent de faire admettre leurs conceptions personnelles en les intégrant dans une politique.

Le langage est déterminé non par un souci de vérité intrinsèque mais par l'adaptation à un auditoire. Il est le signe d'une culture. S'il est un moyen de s'insérer dans la collectivité, il permet aussi une majoration de la personnalité en acquérant la plus grande audience possible. En ces temps de polémique, le discours ou l'article devenait séduction, ruse, intimidation. Il devait émouvoir, suggérer, convaincre, imposer. Il était une arme plutôt qu'un art. Il ne gardait plus sa syntaxe équilibrée et sa finesse. Il gagnait en invention et en force, mais perdait sa réserve et sa solennité. Cette dislocation du rythme, ce vertige verbal, cet enrichissement du vocabulaire firent oublier le mètre classique et ouvrirent la voie aux cadences romantiques.

4. LA RELIGION CIVILE

L'an II accorda une fonction prédicante au théâtre. Il représentait, selon le mot de Barère, « les écoles primaires des hommes éclairés et un supplément à l'éducation publique ». Il n'était plus une distraction princière et devait entretenir les sentiments patriotiques¹⁷¹. Evoquant les incidents survenus au spectacle à Bordeaux, le *Journal de Commune-Affranchie* soutient le même principe : le théâtre doit être une école nationale où le père de famille conduit ses enfants et où les bons citoyens se délassent quelques instants et se récréent en s'instruisant¹⁷². La musique et le théâtre devaient, pour être compris de tous, rester simples et rechercher les effets puissants, exalter les événements quotidiens, se développer en vastes ensembles sonores et visuels. Ainsi, s'amorça une révolution esthétique.

La fréquentation ne faiblit pas : « Durant nos désordres politiques, le théâtre des Capucins, celui de Saint-Marcel, des Bleues Célestes, etc., eurent une grande vogue¹⁷³. » L'entrepreneur de celui des Célestins, Pierrefeu, s'efforça de maintenir coûte que coûte sa troupe en activité. En juin 1793, il organisa une représentation au profit des victimes du 29 mai. Ses acteurs eurent « la bassesse d'aller vendre leurs talents aux ennemis de la Patrie » quand, au quartier général de La Pape, Dubois-Grancé et Gauthier eurent organisé une scène¹⁷⁴. Au lendemain du siège, leur directeur sollicita l'autorisation de reprendre ses soirées pour seconder les intentions des législateurs : des pièces patriotiques propageraient l'esprit républicain¹⁷⁵. Par une promotion sociale singu-

¹⁷⁰ *Journal républ.* 26 pluviôse, 6, 16 ventôse an II (14, 24 fév., 6 mars 1794). — *Affiches*, 6 floréal an II (25 avril 1794) (Impr. républ.).

¹⁷¹ B. HYSLOP, *Le théâtre parisien pendant la Terreur* (Congr. Soc. Sav. Grenoble, 1952, p. 401-410).

¹⁷² *Journal de Comm.-Affr.*, 12 nivôse an II (1^{er} avril 1794), p. 239-244.

¹⁷³ F. COCHARD, *Guide du voyageur à Lyon*, 1826, p. 354-355.

¹⁷⁴ *Bull. de Lyon*, 17 août 1793, p. 262.

¹⁷⁵ A. D. R., 1L 1090, Lettre de Pierrefeu au général Dours, 28 oct. 1793.

lière, les artistes, après leur récente émancipation, occupèrent des fonctions politiques; ce fut le cas de Gaillard, Dorfeuille, Collot, Barthélémy Candy... A Bourg, le maire, Blanc-Desiles, ancien comédien et auteur dramatique, soutint l'existence des spectacles en plusieurs circonstances délicates. En 1793, la troupe de Jouffroy interpréta des œuvres « dans le cas d'influer les esprits faibles et faire mal augurer du patriotisme des citoyens ». Le bruit courut que la comédie était un lieu de rassemblement fédéraliste.

Les autorités locales surveillèrent les répertoires et interdirent, pour éviter tout incident, de reprendre *Le Club des bonnes gens* ainsi que *L'Ami des lois*, pièce dans laquelle Jean-Louis Laya prend courageusement à partie Robespierre et Marat et que le public réclamait. On se passionnait pour *La mort de César*, de Voltaire, et, en mai 1793, le fougueux commissaire des guerres Dupont-Duchambon bondit, l'épée à la main, sur le parterre qui sifflait Brutus et applaudissait le dictateur. Le chef d'orchestre Gresnick, fixé à Lyon depuis plusieurs années, fit jouer ses œuvres : *L'Amour à Cythère*, opéra-comique, et *L'Amour exilé de Cythère*, grand opéra. Le plus souvent, on représentait *L'offrande à la liberté*, de Gossec, en ajoutant des couplets de circonstance¹⁷⁶. En 1794, *L'Alarmiste* de Jean-Baptiste Després mit en garde contre les fausses nouvelles; son impromptu regroupe de nombreux vaudevilles populaires de la *Fausse Magie*, de la *Soirée orageuse*, des *Chasseurs*¹⁷⁷...

Les Lyonnais eux-mêmes composèrent des œuvres « patriotiques et républicaines ». Macors présenta, en 1794, un mélodrame à grand spectacle, *Le siège ou l'héroïne républicaine*. Guigoud rédigea une comédie en trois actes et vers libres, *Le triomphe de la Raison publique*. L'épître dédicatoire reprend les images traditionnelles : le temple de la liberté, le char de la victoire, la tourbe royaliste... Elle s'élève contre « l'aigle orgueilleux de Germanie » et contre le « léopard d'Albion », puis glorifie les « phalanges libératrices » des sans-culottes. La comédie met en scène un ci-devant marquis, des personnages vertueux, comme celui de Saint-Preu, des valets et des soubrettes. L'intrigue — basée sur le jeu de prétendants autour d'une citoyenne se croyant veuve — permet d'introduire des discussions politiques sur les droits de la naissance, « la guerre aux tyrans », le courage des patriotes... Aucune méchanceté, mais au contraire une recherche naïve de la sensiblerie : les couples se reconnaissent et se reforment, le noble se convertit au républicanisme, la comédie s'achève par un ballet autour de l'arbre de la liberté surmonté d'une flamme tricolore et du bonnet symbolique. On chante la *Carmagnole*, la *Marseillaise*, l'*Hymne à la divinité des nations* qui, chargé de mythologie et d'histoire antique, exalte la mission de la France en Europe. Le ton guerrier n'empêche point les scènes touchantes, souvent larmoyantes et même les accents prérromantiques. On voit apparaître les cyprès, les rochers sourcilieux, la tristesse de l'isolée... La pièce mêle le comique, presque grotesque, le mélodramatique avec la scène de la reconnaissance, le lyrisme, l'art chorégraphique. Dans le médiocre, ce sont là des indices de renouvellement¹⁷⁸.

¹⁷⁶ *Journal de Lyon*, 30 juin 1793.

¹⁷⁷ A. D. R., 1L 1080, *L'Alarmiste*, impromptu republ. en un acte par Després, 21 juil. 1794.

¹⁷⁸ GUIGOUD, *Le triomphe de la Raison publ.*, (Ville-Affr., Lamollière, 1793, in-8°, 108 p.).

Le théâtre, même adapté, ne suffisait pas. Il fallait créer une sorte de religion et entretenir un enthousiasme perpétuel par des réunions. Rousseau l'avait conseillé : la République exige des fêtes, mais non point des représentations renfermant un petit nombre de gens dans un antre obscur. « C'est en plein air, c'est sous le ciel qu'il faut vous rassembler et vous livrer au doux sentiment de votre bonheur... Donnez les spectateurs en spectacle; rendez-les acteurs eux-mêmes. » Il suggère de sacrifier les bals, les réjouissances rustiques, les jeux d'arquebuse¹⁷⁹. Au lieu de laisser le sentiment du divin naître chez l'individu et former la richesse principale de la vie intérieure, on le suscite par des lois, l'enseignement et les cérémonies; c'est par la vertu des liturgies que s'impose la discipline de la cité.

Un culte s'élabora. Le patriotisme, dans son acception d'alors, se substitua à la ferveur chrétienne. On considéra la Constitution, la souveraineté du peuple, l'égalité comme des biens inestimables qu'il fallait sauvegarder. En août 1792, dans un défilé militaire, chaque détachement portait au bout d'une pique un écusson avec les trois mots Liberté, Constitution, Patrie; de temps à autre, on s'arrêtait pour lire une proclamation¹⁸⁰. En décembre, des républicaines, après avoir chanté la *Marseillaise*, réclamèrent un catéchisme nouveau. L'une d'elles, à la tribune, récita « le chapitre VII du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, une partie du chapitre VIII du même livre, les *Droits de l'homme* et une prière patriotique ». Un citoyen déclama une journée de l'*Almanach du Père Gérard*. On répéta les formules : « L'homme est né libre... La force a fait les premiers esclaves, leur lâcheté les a perpétués... Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir... Renoncer à sa liberté, c'est renoncer à sa qualité d'homme. » Ainsi se dégageaient une volonté d'égalité, l'idée de la souveraineté populaire inaliénable et indivisible, la conception nouvelle d'un état considéré non comme le bien d'un seul, mais comme une propriété commune¹⁸¹.

Les démonstrations collectives ne correspondaient plus à l'explosion spontanée de la joie, elles devenaient des écoles de civisme. « L'instruction publique demande des lycées, des collèges, des académies, disait Rabaut-Saint-Etienne en décembre 1792; l'éducation nationale demande des cirques, des gymnases, des armes, des jeux publics, des fêtes nationales, le concours fraternel de tous les âges et de tous les sexes... L'éducation nationale est l'aliment nécessaire à tous, l'instruction publique est le partage de quelques-uns¹⁸². » Bouquier, Marie-Joseph Chénier, Boissy d'Anglas soulignèrent eux aussi l'importance de ces cérémonies comme moyen éducatif; Albitte les préconisa, en juin 1793, pour détruire le fanatisme. Jusqu'alors, les réformateurs avaient recouru aux discussions, aux publications, aux discours pour polir leurs idées. Maintenant, les révolutionnaires, pour diffuser un *credo*, faisaient appel aux forces passionnelles.

En février 1793, on décida de se réunir sur la ci-devant place Bellecour en l'honneur de Lepeletier de Saint-Fargeau. Le dimanche précédent, « autour de l'arbre de la Liberté, avec un cortège de cent

¹⁷⁹ J.-J. ROUSSEAU, *Lettre à M. d'Alembert* (éd. Flam., p. 297-304).

¹⁸⁰ E. PÉRENET, *La contribution du Rhône* (R. H. L., 1907, p. 274-302).

¹⁸¹ E. HERRIOT, *Jacobins et modérés*, II, p. 120.

¹⁸² *Moniteur*, 22 déc. 1792, p. 802-804.

piques », les sans-culottes avaient « proféré le serment sacré de la mort de tous les tyrans du monde ». Au contraire, en la mémoire de Lepeletier, disait Chalier, « il n'y aura aucune arme quelconque; mais des branches de cyprès, des épis de bled, des rubans tricolores et noirs serviront de bayonnettes pour contenir ce peuple, que le vice s'efforce tous les jours de calomnier »¹⁸³. Une foule immense entendit plusieurs discours. Chalier déploya sa frénésie et poussa les Jacobins aux représailles contre les aristocrates. Selon Guillon, Gilibert invita « les ouvriers que l'orgueil de l'aristocratie avait jetés dans la poussière de l'obscurité et la léthargie de l'ignorance, à fréquenter les sociétés populaires, à suivre assidûment le cours de politique et de morale ». Il ajouta : « Le peuple est bon, invariablement juste. Ses erreurs sont des éclairs, des bulles de savon. Il est perfectible et rien ne l'empêche d'aspirer aux grandes places »¹⁸⁴.

Les rivalités entre rolandins et chaliéristes ruinèrent le climat de ces cérémonies. Un banquet était prévu pour le 9 mai au champ de la Fédération; la Section de la Croisette, alarmée, signala que des individus se proposaient de le troubler¹⁸⁵. En réalité, tout se passa dans le calme. Un négociant écrit à un Troyen : « On craignait, hier, pour les suites d'un festin frugal et civique que les braves sans-culottes se sont donné en Bellecour. Ils devaient porter chacun leur plat et pas plus de deux bouteilles de vin, ce qui paraissait beaucoup pour un seul plat, surtout avec des têtes exposées au soleil. Ils en sont cependant sortis assez tranquillement et n'ont fait d'autre bêtise que d'aller jeter bas un obélisque antique » élevé sur la place des Jacobins en l'honneur de Henri IV¹⁸⁶.

Après le 29 mai, les solennités exaltèrent les sentiments fédéralistes. Le 29 juin, les corps lyonnais accueillirent les délégués de la Gironde, de l'Hérault, de l'Isère, de l'Ain, de Marseille — parmi eux, se trouvait le père d'Adolphe Thiers —. Un cortège se déroula de la Maison Commune à Bellecour; les phalanges arboraient des bannières portant : « Loi, Liberté, Egalité, Union » et « Les Marseillais à leurs frères d'armes de Lyon, vainqueurs de l'anarchie »¹⁸⁷. Sur la place de la Fédération, se trouvaient les attributs habituels : un peuplier orné d'un faisceau d'armes, la pique surmontée du bonnet. Le bruit du canon, les salves d'artillerie, les chants, les acclamations préludèrent aux discours : Pelzin célébra la victoire rolandine, souligna l'accord des forces départementales et attaqua Dubois-Crancé. Coindre retraça les événements de mai. « Le monstre de l'anarchie désolait cette superbe et intéressante cité. Des hommes de sang et de boue s'étaient élevés au rang de magistrats du peuple, en trompant et en séduisant la classe laborieuse... » Il se dressa contre la « nouvelle Babylone..., repaire de tous les crimes », qui veut dominer tout le pays. « La résistance à l'oppression est de droit naturel », démontra-t-il en lançant un appel aux armes¹⁸⁸. Les délégations départementales orchestrèrent le même thème. Puis, symbole

¹⁸³ J. GUERRE, *Hist. de la Révol.*, Pièce n° XXV, p. 358, 317, 385.

¹⁸⁴ J. JACRÈS, *La Montagne*, VII, p. 71.

¹⁸⁵ G. GUIGUE, *Cons. gén.*, II, 275.

¹⁸⁶ G. de MONTLÉON, *Lyon tel qu'il était*, 1807, p. 31, 156.

¹⁸⁷ G. VÉRICEL, *Fête civique et militaire du 29 juin 1793* (Lyon, Waltener, 1887, in-8°).

¹⁸⁸ Corps munic., IV, p. 360-361.

édifiant, le général Madinier reçut une couronne. On défila à nouveau, on entonna *Amour sacré de la patrie* et, le soir, au théâtre, après un ballet patriotique, on chanta, en l'honneur des Lyonnais, des couplets insérés dans *Guillaume Tell*¹⁸⁹.

Une fête d'inspiration fédéraliste se déroula selon le même schéma le 14 juillet : salves, musique, double cortège entre les Terreaux et Bellecour. Des devises républicaines ornaient l'amphithéâtre gréco-romain. « L'appareil était simple, mais imposant. On ne trouvait point les apprêts de ce faste ruineux qui jadis sacrifiait à un instant de jouissance les sueurs d'un peuple malheureux¹⁹⁰. » Gilibert stigmatisa l'anarchie, Coindre exhorta au courage et invita à « ne déposer les armes que lorsque le règne des lois serait affermi, la vertu triomphante et la félicité publique assurée ». Madinier prêta serment et Précý fut reconnu général de la force départementale. Des banquets, des danses autour de l'arbre de la Liberté, un spectacle achevèrent la journée¹⁹¹.

Les discours prononcés à Saint-Etienne, en cette même solennité, traduisent encore mieux l'état d'esprit fédéraliste. « Les flots de lumière que viennent de répandre nos frères de Lyon, contre lesquels la calomnie lançait au loin ses poisons, dissiperont à jamais les épaisses ténèbres. » Un orateur définit sa conception de la liberté : « Nos pensées, qui sont le trésor de l'homme, n'auront plus pour bourreaux les menaces de quelques corps puissants... Plus d'entraves dans le commerce, plus de ces lois tyranniques qui, pour alimenter les besoins factices d'une cour corrompue, ordonnaient souvent des visites nocturnes dans les demeures du paisible artisan. » La liberté entraînera l'égalité et supprimera les « guerres atroces que prêchait le fanatisme pour faire croire à tel dogme ou à tel mystère. Les armes de la persuasion seront les seules qu'on emploiera pour conduire les hommes dans le sanctuaire de la vérité ». Mais la liberté se distingue de la licence, source de tous les maux. « Ce fut la licence qui, taxant les denrées de plusieurs villes du royaume, les a menacées de devenir de vastes tombeaux. » Les sociétés populaires, par les lumières qu'elles dispensaient, représentaient une force révolutionnaire. Des aristocrates, « affectant des principes exagérés toujours sûrs de plaire à la portion du peuple qui est la moins éclairée », ont chassé les hommes instruits et « promis aux pauvres la loi agraire qu'ils savaient bien être impraticable »... Le maire s'élève enfin contre la Montagne et contre Paris. « Cité trop célèbre, qui fut naguère le siège du despotisme et récemment le berceau de la liberté, sache qu'il est temps de t'enlever cet enfant dont la nation t'avait imprudemment confié le dépôt sacré. » Toute l'idéologie girondine se trouve développée avec beaucoup d'habileté dans les propos stéphanois¹⁹².

Les derniers échos retentirent à Bellecour le 10 août, devant l'autel, la statue de la liberté et le drapeau tricolore. On brûla des titres féodaux et devant l'immense bûcher, le président du district fit appel à la concorde. « Etouffons jusqu'au dernier souvenir de l'esclavage.

¹⁸⁹ *Journal de Lyon*, 30 juin et 2 juil. 1793. — Lyon en juin et juil. 1793 (Lettres des 22, 30 juin et 23 juil.) (*R. H. L.*, 1902, p. 415).

¹⁹⁰ G. GUIGUE, *Commission popul.*, p. 92-93, 395.

¹⁹¹ Relation de la fête civique qui a eu lieu à Lyon, le 14 juil. 1793 (Lyon, Delaroche, 1793, in-4°, 5 p.).

¹⁹² P.-V. de la Fédération faite à St-Etienne..., 14 juil. 1793 (Saint-Etienne. Boyer, 1795).

Puissent nos frères égarés voir ce feu de leurs retranchements et dire : « Lyon abat l'esclavage. » Invité, Kellermann n'était point venu ! On jura de maintenir la « République une et indivisible, la sûreté des personnes et des propriétés, la résistance à l'oppression ». On menaça les adversaires à qui on prêta les maximes de Machiavel ¹⁹³.

La victoire de la Convention provoqua une transformation des spectacles. Jusqu'alors on vénérât dans un enthousiasme sacré la Patrie, les lois de la République, les principes de liberté... La fête de l'Unité et de l'Indivisibilité de la République revêtit à Paris, le 10 août, un aspect philosophique qui gagna la province avec les commissaires et l'armée révolutionnaire. Les Montagnards de l'an II ébauchèrent plus ou moins consciemment leur liturgie. Une phase transitoire fut représentée par la glorification de Châlier : dès le 24 octobre, Dorfeuille, président de la Commission de justice populaire, exalta sa mémoire, évoqua les derniers instants du tribun et condamna Lyon, « ville impure, Sodome nouvelle, ses négociants avides et corrompus, ses femmes gangrenées de débauche ». Il prononça encore des invocations à l'Être suprême : « Point d'intermédiaire entre l'homme et la divinité; des républicains t'implorèrent et, s'ils négligent aujourd'hui de baisser leurs fronts et de plier le genou devant toi, c'est pour agrandir à tes yeux l'humanité. » C'est le refus de l'humilité chrétienne et l'affirmation orgueilleuse de la puissance humaine ¹⁹⁴.

Le 10 novembre, les restes de Châlier furent promenés en triomphe dans les rues, avec son buste et son oiseau apprivoisé. Dans le cortège, suivaient les sans-culottes armés de piques, des jeunes filles vêtues de blanc, un âne portant une mitre et une dalmatique, un calice attaché à son cou, un missel pendant à sa queue. Le long du trajet, des thuriféraires encensaient la châtse de Châlier et, sur sa tombe, on brisa les vases sacrés ¹⁹⁵. Dès lors, l'apothéose de Châlier devint un thème de prédilection : à la Guillotière, la *Société populaire* inaugure son portrait; aux Broteaux, les patriotes exposent son buste; à la Convention, trois députés lyonnais apportent « les cendres véritables » du héros; un élève de Pajou, Pierre Beauvallet, offrit en hommage un buste de Châlier pour faire pendant à celui de Marat dans la salle du Manège... Plusieurs écrivains, comme Dorat-Cubières, composèrent des éloges que Jean Chassaignon parodia en louant Châlier d'avoir frappé « à la fois les droits féodaux et l'esprit de subordination, les colombiens et l'Évangile, la Bastille et la conscience » ¹⁹⁶.

On introduisit aussi « l'apôtre de la liberté » au théâtre. En des vers d'une facture pseudo-cornélienne, Capinaud glorifia « l'Hercule moderne » ayant en mains sa massue libératrice. Dans une ville « gangrenée du poison de l'aristocratie », Châlier protégea les faibles, fit disparaître une administration vicieuse, anéantit « le fanatisme abominable que les agents de la puissance sacerdotale alimentaient ». Sa place est marquée entre Caton et Brutus. Cette déclamation s'acheva par des danses et un hymne de Gossec ¹⁹⁷.

¹⁹³ G. GUIGUE, *Commission popul.*, p. 246, 508. — *Bull. du départ.*, 10 août 1793.

¹⁹⁴ Eloge funèbre de Châlier, prononcé par Dorfeuille (Lyon, an II, 8 p.).

¹⁹⁵ M. HENNIN, *Hist. numismatique de la Révol.*, 1826, p. 345.

¹⁹⁶ *Journal de Comm.-Affr.*, 30 frimaire an II (20 déc. 1793), p. 155.

¹⁹⁷ Apothéose de Châlier, impromptu patriotique par le cit. Capinaud (Ville-Affr., Delaroche, 1793, in-8°, 7 p.).

Au moment où se répandait cette idolâtrie, l'Instruction du 26 brumaire recommanda d'extirper le fanatisme : « Les prêtres sont les seules causes des malheurs de la France. La Révolution, qui est le triomphe des lumières, ne peut voir qu'avec indignation la trop longue agonie de cette poignée de menteurs ¹⁹⁸. » Fouché affirma que le peuple ne pouvait reconnaître « d'autre culte que celui de la raison publique et de la morale universelle, d'autre dogme que celui de la souveraineté et de sa toute puissance » ¹⁹⁹. La déchristianisation s'amorça : le district de Lyon-Campagne menaça ceux qui respectaient le dimanche d'être emprisonnés comme « complices des manœuvres liberticides des prêtres » ; les Administrations retirèrent aux villages leurs noms « gothiques, rappelant les siècles d'ignorance et de féodalité » ²⁰⁰. Beaujeu, Amplepuis, Condrieu sacrifièrent leurs cloches. A Belley, un sans-culotte déclara que le clergé « abrutissait notre âme, en l'enchaînant par des mystères grotesques, des mômeries et des cérémonies inutiles » ²⁰¹. A Armeville, Châteauneuf-Randon flétrit les « jongleries des prêtres », qui ont fait « un dieu du sans-culotte Jésus, crucifié par les aristocrates de son siècle », et qui mérite le Panthéon, « à côté des Marat et des Pelletier » ²⁰². Albitte se réjouissait : « Soixante-dix prêtres ont abjuré à la fois. Les clochers tombent, les cloches descendent ²⁰³. »

Une foi nouvelle, qui était surtout effusion de la sensibilité, se substitua aux anciennes croyances. Empruntant ses éléments aux encyclopédistes et à Rousseau, elle s'efforça de satisfaire les bourgeois par les principes qu'elle magnifiait et les couches populaires par les formes qu'elle revêtait. La plus courante fut l'organisation des fêtes de la Raison, qui se multiplièrent de novembre 1793 à avril 1794. Lyon célébra la sienne peu de jours après Paris. Le cortège se rendit des Terreaux à la cathédrale. Des femmes, « peu estimées », chantaient des hymnes autour de la déesse, traînée dans un cabriolet, escortée d'un détachement de l'armée révolutionnaire. Dans la nef décorée, une statue colossale de la Liberté occupait la place du maître-autel ; devant la divinité, s'inclinèrent les autorités qui proclamèrent la suppression de tout sacerdoce : « Le sein fécond et chaste d'une épouse aimante et vertueuse, voilà l'autel de l'homme de bien ²⁰⁴. »

Parfois, on se contenta de peu : dans l'église de Saint-Just, un jeune enfant discourt sur l'égalité et prononça un réquisitoire contre les « latinistes » d'Ancien Régime. Parfois, on honora le décadi « avec simplicité, mais avec une dignité vraiment républicaine ». La région imita la métropole : Ecully inaugura son Temple de la Raison en décembre : sur une montagne, une jeune fille entourée de vieillards

¹⁹⁸ A. N., F7 4438, Instr. adressée par la Commission temporaire, 16 nov. 1793.

¹⁹⁹ M. H. L., Arrêté des représentants du peuple, Fouché, Laporte, Albitte (17 nivôse an II, 6 janv. 1794).

²⁰⁰ A. D. R., 1 L 1047, f° 70-71, 26 pluviôse an II (14 fév. 1794).

²⁰¹ ROLLET, *Principes républ. et révol. pour les vrais sans-culottes* (Belley, Kindelem, 1793, in-8°, 8 p.).

²⁰² Extrait du registre des séances de la Soc. popul. d'Armeville, Loire, nov. 1793, in-4°, 6 p.

²⁰³ *Journal républ. des deux départ.*, 28 pluviôse an II (16 fév. 1794). — *Journal d'un vigneron de St-Haon-le-Châtel, près Roanne, 1788-1817* (*Rev. de Paris*, 1901, III, p. 464).

²⁰⁴ J. DURIEUX, *Tableau hist. du diocèse de Lyon*, 1869, p. 249.

tenait une massue pour terrasser le fanatisme. Hymnes et allocutions se succédèrent et, le soir, « un banquet civique fit passer les frères de Commune-Affranchie dans les bras de ceux d'Ecully ». A la Guillotière, le défilé fut du même type; au milieu des jeunes filles, la citoyenne Padovani portait la colombe de Chaliar. On loua la Raison et on fit des libations²⁰⁵.

La fête de la Raison à Arme-Commune se distingua par son pittoresque. On brûla des saints vermoulus et des parchemins féodaux. On mima une scène : une jeune fille symbolisant la Raison intimidait un prêtre affublé d'oreilles d'âne, représentant le fanatisme... Bien entendu, le banquet, les chants et les danses suivirent, mais « la chasteté et la pudeur n'ont reçu aucune insulte... Le peuple était là dans toute sa pureté originelle, écrit Dorfeuille en regrettant l'absence de Jean-Jacques. C'était la nature, c'était la vertu. L'Antiquité n'a rien produit de comparable ». Tarare, Villefranche, Trévoux bénéficièrent de séances analogues; à Bourg, on présentait des femmes allaitant leurs nourrissons et on promena un char garni de femmes enceintes...

Les hébertistes organisèrent une fête de l'Egalité en février 1794. Le général Nicolas Declaye, un réfugié liégeois qui commandait la place, la proposa à l'occasion « du décret bienfaisant de nos frères, les hommes de couleur ». Le commissaire Castaing précisa que l'on construirait une « montagne aux Broteaux, peu loin du sépulcre des muscadins », et l'agent national Achard promit de célébrer avec majesté la liberté des Noirs. Le cortège se fit cette fois de Perrache aux Broteaux et on brisa symboliquement les chaînes des Noirs qui exécutèrent un ballet « autour de la sainte montagne »²⁰⁶. Dorfeuille glorifia l'ère nouvelle : « Soleil, époux de la nature, annonce qu'il existe sur le globe de la terre une patrie où l'homme est l'égal de l'homme²⁰⁷. » Declaye se réjouit du succès de sa fête : « Le peuple s'abandonnait tout entier à l'expression d'une sensibilité vraie... » Fouché, Méaulle et Delaporte notent que la vue du couperet « excita les cris de sensibilité et de reconnaissance. Nous avons vu ce même peuple, pénétré d'un sentiment profond attendri jusqu'aux larmes à l'aspect du Malheur et de la Vieillesse, élevés dans un char, escortés et honorés par la Représentation nationale ». Même remarque sous la plume du général de l'Armée révolutionnaire Pierre Parein : « Le spectacle d'un peuple immense était vraiment touchant. Les Lyonnais commencent à revenir de leur stupeur²⁰⁸. »

Ces manifestations tendaient à satisfaire une sensibilité exacerbée : l'enthousiasme favorisait la confusion et tenait lieu d'adhésion réfléchie. L'encyclopédisme avait voulu chasser les formes religieuses. Or, en janvier 1794, un orateur condamna l'athéisme à la *Société des Jacobins* : « Vous êtes tous enfants du même père, l'esprit créateur, d'une même mère, la nature. Regardons-nous donc comme les images dont l'Etre suprême s'est servi pour établir le triomphe de la vérité²⁰⁹. » Robes-

²⁰⁵ *Journal de Comm.-Affr.*, 26 frimaire, 5 nivôse an II (16, 25 déc. 1793).

²⁰⁶ La fête lyonn. de l'Egalité, 20 ventôse an II (*R. D. L.*, 1835, I, p. 270-283).

²⁰⁷ Fête de l'Egalité célébrée à Comm.-Affr., le 20 ventôse an II... (*Comm.-Affr.*, Destéfani, 10 mars 1794, in-4°, 16 p.).

²⁰⁸ Discours sur la fête de l'Egalité et affranchissement des noirs par Tarpan jeune, 20 ventôse an II (*Comm. Affr.*, Bernard, an II, in-8°, 8 p.).

²⁰⁹ M. H. L., P.-V. de la séance des Jacobins, 3 pluviôse an II (22 janv. 1794).

pierre songea à capter cette force, à uniformiser et à revêtir de dignité le culte révolutionnaire qui avait, jusque-là, grandi au hasard. Il aboutissait à des bizarreries : pour encourager la fabrication du salpêtre, le district avait prévu un cortège rituel où figurait le buste de Châlier en sel²¹⁰.

Robespierre rejeta le projet de Sieyès concernant un cycle de fêtes, telles que celle de « l'invention de l'écriture » et, contre Lakanal, il exposa qu'en la morale résidait le seul fondement de la société : il convenait d'accueillir toute doctrine « qui console et élève les âmes » et qui exalte « les grands sentiments généreux ». Sans hypothèse métaphysique, sans recourir aux prêtres, il fallait, en dehors des quatre commémorations républicaines, glorifier la Divinité par des spectacles imposants dans les villes, et le culte décadaire dans les campagnes. Alors que les déchristianisateurs s'inspiraient de Condillac, de Naigeon, d'Holbach, pour prôner la Raison, l'Incorruptible penchait pour les conceptions de Rousseau qui apportaient « une espèce de consolation dans les cœurs où se mourait l'espérance du retour prochain à la religion »²¹¹.

Son rapport trouva à Lyon une chaleureuse audience. On avait annoncé une fête de la Raison, on la convertit avec empressement en fête de l'Être suprême. La *Société populaire* fit décorer les rues. Chaque point de la ville reçut ses symboles ; à la cathédrale, un colossal Hercule, représentant le peuple français, avait brisé ses fers et terrassait l'hydre aux têtes renaissantes ; aux Broteaux, subsistait la Montagne ; à Bellecour, se dressait un amphithéâtre orné des statues de la Sagesse et d'Hercule anéantissant le fédéralisme. Deux monuments commémoraient le courage des soldats morts pour la patrie et le souvenir de « l'immortel Châlier assassiné par les aristocrates ». L'Athéisme « au front hideux, à l'œil égaré, s'appuyait sur la Discorde aux mamelles sèches et pendantes... et sur l'Egoïsme à l'œil avide tenant des richesses sous son bras, portant des ailes de chauves-souris ». Le remords sous la forme du serpent « lui déchirait le cœur »²¹².

Derrière Dupuy et Reverchon qui portaient dans leurs mains des bouquets d'épis de blé, de fleurs et de fruits, défilèrent « l'enfance ornée de violettes..., l'adolescence couronnée de myrtes, la virilité, de chêne et la vieillesse, de pampre et d'olivier »²¹³. Dupuy, en une sorte de sermon, condamna les « prêtres fanatiques, charlatans de toutes les superstitions » et « l'horrible athéisme, seul espoir de l'étranger ». Reverchon mit le feu au groupe de l'Athéisme tandis que des jeunes filles, de blanc vêtues lançaient des fleurs vers le ciel. Après diverses harangues, la procession se rendit aux Broteaux encadrant « un char conduit par quatre taureaux vigoureux, couverts de festons et guirlandes, sur lequel brillait un trophée composé des instruments de tous les arts et des productions de la terre ». Dorfeuille, juché au

²¹⁰ Plan de la fête des salpêtriers, arrêté en Cons. gén. du District de Comm.-Affr..., 30 floréal an II, 19 mai 1794 (ms, F. C., in-f°, 3 p.).

²¹¹ A. AULARD, *Le culte de la Raison et de l'Être suprême* (Paris, 1892, in-8°), p. 81, 85, 90.

²¹² Plan de la fête de l'Être suprême qui doit être célébrée le 20 prairial prochain... (Comm.-Affr., Destéfani, an II, in-8°, 8 p.). — Soc. popul. des Jacobins de Comm.-Affr. (Destéfani, an II, in-4°, 12 p.).

²¹³ Fête de l'Être suprême..., 20 prairial an II, 8 juin 1794 (R. D. L., 1838, VII, p. 3-7).

sommet de la Montagne célébra, sur le mode héroïque, la gloire de l'Être suprême. Les hommes jurèrent d'anéantir les ennemis de la liberté, les femmes « de pratiquer les vertus conjugales et les jeunes filles de n'épouser que des soldats victorieux »²¹⁴.

Un culte spiritualiste s'organisa. Achard se réjouit de voir sa « commune ornée des beautés de la nature, ses concitoyens, pleins d'allégresse pour l'auteur de leur existence ». Dupuy et Reverchon engagèrent les sociétés populaires à faire participer leurs membres à l'instruction publique, à la célébration des fêtes décadaires « pour les préserver des erreurs dans lesquelles le fanatisme s'efforce de les entraîner »²¹⁵. Les *Amis de Chalier* firent exécuter l'hymne de Chénier, félicitèrent la Convention de lutter contre l'athéisme, contre l'immoralité sociale des Hébert, Danton et Chaumette, décidèrent d'imprimer vingt mille exemplaires du rapport sur les fêtes qui avaient déchaîné parmi eux « un saint enthousiasme »²¹⁶. Rousseau avait recommandé des dogmes simples « en petit nombre, énoncés avec précision, sans explications, ni commentaires ». On s'en inspira pour rédiger un *Évangile de la Liberté* adressé au « Père de Lumière ». Il associe Dieu, la liberté, l'égalité et, ce qui était nouveau, la fraternité; il glorifie la République, la Montagne, les Droits de l'homme et la guerre menée contre l'Europe pour écraser les tyrans²¹⁷.

À la veille de la chute de Robespierre, on commémora la prise de la Bastille, selon les modalités habituelles; les chants s'élevèrent « jusqu'au séjour de l'Éternel »²¹⁸. À Charlieu, à Trévoux, on organisa un pompeux cortège; à Saint-Étienne, Claude Fauriel, ancien élève du collège de Lyon, se chargea du discours²¹⁹. Le nouveau culte n'apaisa pas les consciences. Les catholiques se réunissaient clandestinement et, à Beaujeu, la foule voyait briller chaque soir, au-dessus du Temple de l'Être suprême, une étoile émanée de la divinité. L'agent national Tarpan le jeune reconnaissait son échec : les prêtres « s'enfuyaient dans des antres ténébreux y célébrer leurs mystères extravagants, couverts de tout l'attirail de la superstition et des vils attributs de la royauté, les pieuses dévotes accourent dans les lieux indiqués y prostituer et déshonorer leur sexe »²²⁰. Le Directoire de Villefranche se lamentait de voir subsister « le fanatisme, la superstition et le mensonge religieux ». Il interdit les pèlerinages occasionnant des pertes de temps, favorisant la débauche, assouvissant la cupidité des clercs : « L'un adopte un saint Roch pour la peste, l'autre un saint Clair pour les maux d'yeux, celui-ci un saint Cucufin pour la fistule »²²¹.

Pour stimuler ces masses, en majorité illettrées, les artistes révolutionnaires durent déployer tout le pouvoir émotif des formes, des couleurs et des sons. Ils recoururent à l'allégorie, puisèrent dans l'histoire ancienne, exaltèrent les martyrs des idées nouvelles. L'art fut

²¹⁴ La Fête-Dieu républ., célébrée à Lyon, le 20 prairial an II (Lyon, s. d., in-f°, 1 p.).

²¹⁵ Décrets relatifs à Ville-Affr., n° VII, p. 105. — Corps munic., VI, p. 34.

²¹⁶ *Bull. Conv. nat.*, 29 prairial an II (17 juin 1794).

²¹⁷ *Évangile de la Liberté...* (Comm.-Affr., Carret, Musée Carnavalet).

²¹⁸ *Journal de Comm.-Affr.*, 3 thermidor (21 juil. 1794).

²¹⁹ A. AULARD, *Recueil des actes*, XIV, p. 253.

²²⁰ Culte de l'Être suprême, 18 juil. 1794 (Lyon Destéfanis, an II).

²²¹ A. N., F IC III, Rh. 4 : Arrêté du Direct. de Villefr. pour la répression du fanatisme, 5 thermidor II (23 juil. 1794).

conçu comme moyen d'éducation et de propagande. La musique occupait une place de choix. On interprétait les chants, composés par Gossec, on jouait les airs de Méhul, d'un lyrisme démonstratif. On recherchait des effets scéniques nouveaux, des décors compliqués, une figuration considérable, des accessoires saisissants... On aimait les présentations grandioses et les instrumentations exceptionnelles avec trompettes, tambours, trombones. Les musiciens, souvent peu entraînés, scandaient les marches et les pas redoublés, soutenaient les couplets faciles et les refrains entraînants, développaient une harmonisation banale, accessible à tous... Ces fêtes habituèrent aux manifestations bruyantes et démesurées, avec canons, cloches, salves de mousqueterie et éveillèrent l'appétit du « colossal » jusque-là étranger au goût français²²².

La nouvelle idéologie se traduisit en emblèmes. A chaque étape de la Révolution, les artistes s'ingénierent à les adapter. En octobre 1792, on brûla les drapeaux conservant des traces d'Ancien Régime et on fit un feu de joie des portraits des échevins aux Broteaux. Confondant les effigies historiques, mythologiques et religieuses, Couthon fit briser les statues de Childéric et d'IlTROgothe à la Charité, un Apollon au Grand Théâtre, une naïade sur une fontaine. On renversa, en 1794, l'obélisque de Vaise, érigé à la tyrannie et marque déshonorante pour la République²²³.

On intervint dans l'ornementation privée. En décembre 1793, un arrêté du Directoire interdit les signes du fanatisme et de la superstition, conseilla d'y substituer les emblèmes de la Raison et de la Liberté, engagea les citoyennes à préférer aux bijoux en forme de croix les symboles républicains. Les épisodes contemporains paraissaient dignes d'estime : une médaille civique, gravée par le Lillois Lorthior, récompensa les combattants du 29 mai et Coindre voulut en faire établir une pour les héros du siège²²⁴. L'inauguration des démolitions de Bellecour fut commémorée par une pièce évoquant « la Bastille lyonnaise ». Les jeux de cartes, comme les éventails, les tabatières, les bagues portèrent des Génies, des Libertés, des Egalités avec des cocardes, caducées ou fusils²²⁵... Sur les affiches, les plaquettes, les illustrations de livres se multiplièrent la toge de Gracchus, le visage de Minerve, les cheveux à la Titus. Il n'est pas un fronton d'armoire, un tiroir de commode, un dossier de fauteuil sur lesquels on ne grave quelque devise ou quelque attribut, chaînes rompues, cage ouverte, coq perché sur des canons... Les papiers peints, aux nuances vives, représentent un art anecdotique, proche du journal illustré, témoignant d'un état nouveau des nerfs et de la curiosité. C'est une sorte de reportage iconographique²²⁶.

Dans cette production de circonstance, deux artistes se révélèrent, Chinard et Hennequin. Chinard poursuivit sa collaboration avec les autorités locales. Pour lui, l'art était une présence permanente et totale

²²² D. L. DOWD, *L'art comme moyen de propagande pendant la Révol. franç.* (Congr. Soc. sav. Grenoble, 1952, p. 411-423).

²²³ Dél. Cons. munic. Vaise, Registre I, p. 114-115.

²²⁴ A. D. R., 31 L 54, Commission temporaire, 29 ventôse an II (19 mars 1794).

²²⁵ E. VIAL, *Les cartes à jouer lyonn.* (R. H. L., 1906, p. 141-153).

²²⁶ L. GILLET, *Notes sur l'Art et la Révol.* (Europe, 1939, n° 199, p. 326-336).

de l'individu. Pendant la captivité que lui valut ses sculptures de la Maison Commune, il modela différents médaillons et des petites allégories, entre autres *La Justice protégeant l'Innocence*, qu'il offrit à l'aide de camp du général Parein, membre de la Commission révolutionnaire. Le représentant Boisset intercèda en sa faveur, en rappelant les persécutions subies à Rome. Libéré en février 1794, Chinard reprit son rôle de décorateur républicain : il sculpta les bustes de Chaliar et d'Hidins et, pour la Fête de l'Être suprême, il fournit Brutus et Hercule, en se faisant aider par Hennequin ²²⁷.

Ce Lyonnais eut une singulière destinée. Fils d'un marchand de soie, orphelin de mère, il eut une enfance malheureuse. En 1772, errant sur le quai de Saône, le jeune Philippe-Auguste admira soudain l'enseigne d'un culottier : un daim fuyait devant les chasseurs. Ce fut son *anch'io son' pittore*. Il se mit à griffonner. Souffrant des yeux, il fut traité à l'Hospice de la Charité, où les médecins l'encouragèrent dans son intention. Nonotte l'admit à l'Ecole de dessin, où il fit la connaissance de Cogell et de Gérinieux. Un de ses oncles, commerçant, accepta d'employer le jeune loqueteux ; pour se procurer son matériel, il utilisa l'argent d'un paiement, ce qui lui valut un séjour dans une maison de correction. Aigri, en sortant du cachot, il mendia, dormit dans les péniches, s'embaucha chez un peintre en bâtiments ²²⁸...

La ville attirait alors beaucoup d'artistes. Hennequin se lia avec le paysagiste Louis Bellange, qui l'engagea à se rendre à Paris. Sur la foi de son horoscope, le Lyonnais s'y décida. Un mécène, le duc de Béthune-Charost, le présenta à David et au « digne et respectable M. Vien ». David élaborait son *Bélisaire* et Hennequin posa pour le jeune enfant qui tient le casque. Le maître lui proposa de reproduire son *Saint-Roch intercédant la Vierge* ; mais Hennequin se fit chasser de l'atelier pour une indélicatesse. Désarmé, il se perfectionna en copiant les toiles de la Galerie du duc d'Orléans au Palais-Royal. Ses malheurs émurent un Anglais, Lord Myls, qui l'invita à l'accompagner en Italie, ce qui constituait, avec le séjour dans l'atelier de David, le second élément de la formation d'un peintre. Ils visitèrent Milan, Parme, Florence... A Rome, Myls ruiné l'abandonna !

Heureusement, Dechazelle, Rast et Mongez-la-Roche l'aidèrent à payer ses frais dans la Ville Eternelle. Bien que l'Antiquité fût pour lui « un objet continu d'admiration », il s'inspira du Corrège, de Claude Lorrain, du « sage et sublime Poussin ». Il entra en relations avec tous les artistes qui gravitaient autour de l'Académie : Girodet-Trioson, Percier, Fontaine, et se lia d'amitié avec les Lyonnais Epinat, Rater, Chinard. En 1787, ils fondèrent la Loge des *Amis sincères* qui se réunit chaque semaine chez Hennequin ; en 1789, la police perquisitionna le temple et Hennequin, expulsé peut-être, partit à Civita-Vecchia, accumulant toujours les croquis ; il gagna Marseille, puis après diverses aventures, Lyon où Gérinieux Pavy lui conseilla de se fixer. Un riche négociant Antoine Neyrat l'accueillit dans sa demeure aux Broteaux.

Il fit alors des portraits, comme celui de Vitet, un *Hector*, sans grand caractère, *Bacchus et Ariane*, qui reflète le davidisme par les

²²⁷ A. D. R., 1 L 145 et 146 ; 1 L 1076, Lettre d'Aurès, 25 floréal an II, 14 mai 1794.

²²⁸ P. HENNEQUIN, *Mémoires*, 1933, p. 38.

poses et la couleur des chairs jaunies ²²⁹... Il commença un tableau consacré à *Jupiter et Antiope*, quand surgit un démêlé qui révèle ses conceptions. Une dame et sa fille voulant un portrait, l'artiste plaça les figures dans un temple de Vesta et amorça une scène allégorique avec l'Amour et l'autel de l'Hymen. Il traita les meubles et les accessoires dans le goût épuré des formes anciennes. Son interprétation déplut à la cliente qui fit expertiser l'œuvre.

Happé par l'actualité il représenta, « sous les traits d'un jeune homme ardent et plein de vigueur, le Français régénéré par la Constitution » qui vole au bonheur, « tandis que le fanatisme aveugle, l'orgueil et la féroce ignorance émoussent leurs traits contre son égide » ²³⁰. La municipalité lui commanda en 1792 de célébrer *Le triomphe du peuple français au 10 août*. Il en dressa le schéma : « Sur les débris du Trône, le colosse de la Royauté étendu mort sous les pieds du Peuple. Aux côtés de ce dernier et appuyée sur lui, la Liberté dépose une couronne sur un cippe qui porte la date du 10 août. Dans les airs, la Philosophie écarte les nuages qui jusqu'alors cachaient la Vérité conduite par le Temps. Celle-ci projette avec son miroir un rayon ardent, immense, éblouissant, qui met en fuite les crimes, la trahison, le fanatisme, la crédulité. » Ce langage traduisant des allégories laborieuses et maladroites fait songer à celui de Le Brun fixant à Versailles la gloire du Grand Roi. Hennequin désirait aussi montrer *La France conduite par la Sagesse et les Lois*. Il expose ainsi son plan : sur un bouclier, viennent se briser les flèches de la Discorde et de l'Envie; le désastre et la stérilité apparaissent d'un côté, les moissons, le ciel pur et radieux de l'autre.

Le siège interrompit ses travaux. Hennequin quitta la ville avec le fils de l'ingénieur Lallié. Ses esquisses furent détruites. Il revint avec les autorités révolutionnaires et dirigea des équipes de démolisseurs, bien qu'il prétende dans ses *Mémoires* avoir sauvé bien des immeubles et en particulier l'horloge de la cathédrale ²³¹. En 1794, il organisa les fêtes nationales, éleva la montagne aux Broteaux, en utilisant les décombres qui obstruaient les rues. « Des enfants, des femmes bien vêtues, prêtèrent leurs mains faibles et débiles à ces pénibles travaux et à l'achèvement d'un ouvrage auquel était attachée la délivrance de plusieurs détenus. » Fouché jugea la réussite médiocre : il eût voulu une montagne isolée; or, Hennequin avait sauvegardé la *Loge des Neuf Sœurs* et la maison dite de la Vengeance. Il proposa à la Commission temporaire, bien qu'il n'eût pas achevé son *Triomphe du peuple*, de peindre pour l'Hôtel de Ville un grand tableau « pour transmettre à la postérité un monument de la lâcheté des Lyonnais » et faire connaître à l'Europe « la juste punition de cette ville rebelle ». Il décrit les éléments : Hercule presse entre ses bras la Liberté, la Victoire le couronne, la Raison ordonne la destruction de Lyon... Le représentant Méaulle laissa le pétitionnaire « libre d'exercer son génie » ²³².

²²⁹ Domaine de Gr.-Blanche, à Parcieux (Ain), propriété Dechazelle.

²³⁰ A. STEYERT, *Hist. de Lyon*, 1899, III, p. 510.

²³¹ P.-A. HENNEQUIN, *Mémoires*, p. 151.

²³² Lettre d'Hennequin, 14 pluviôse an II (2 fév. 1794) (R. D. L., 1843, XVIII, p. 324-325).

Le théâtre, les fêtes, les œuvres d'art ne parvinrent pas à fonder la mystique nécessaire au nouveau régime. Au contraire, celui-ci précipita la crise de conscience lyonnaise et priva la société de nombreux éléments émigrés à Lausanne et à Zurich ou cachés dans les campagnes voisines²³³. 44 % appartenaient à la grande bourgeoisie, c'est-à-dire un pourcentage presque double de la proportion observée pour l'ensemble de la France²³⁴. Beaucoup d'entre eux regagnèrent Lyon au moment de l'effondrement des Jacobins en mai 1793. Encerclés dans la ville assiégée, ils périrent dans les combats ou dans les exécutions qui suivirent la reddition. Celles-ci atteignirent tous les milieux : nobles, militaires, religieux, négociants..., mais aussi ouvriers en soie, chapeliers, perruquiers... Elles éliminèrent surtout les cadres de la vie intellectuelle. « Toute une partie de la vieille société lyonnaise de la fin du XVIII^e siècle, si vivante, si active, fut poussée par les étrangers de la Commission temporaire et du Tribunal révolutionnaire vers le bâti rouge de la place de la Liberté, pêle-mêle avec des domestiques et des ouvriers enrôlés par force ou par misère²³⁵. »

Un boulet tua Rozier. Le baron Savaron de Chamousset, Leviste de Montbrian, Dervieu de Varey, le comte de Laurencin disparurent. Parmi les condamnés figurent de nombreux instituteurs, des architectes comme l'Augustin Janin de Chassagne, des bibliothécaires comme Antoine Billet, des magistrats comme Barou du Soleil²³⁶... Les « roturiers intellectuels » s'étaient engagés dans la vie militante, par ambition ou par conscience de leurs obligations. Les imprimeurs, après avoir soutenu les réformes constituantes, encoururent des responsabilités en diffusant les proclamations de Précy ou les arrêtés de Collot. Leur groupe se réduisit : Delamollière, qui réédita en 1793 le *Contrat social* et les *Œuvres de Voltaire*, participa à l'insurrection et fut fusillé; il en fut de même de Faucheux qui rédigea de brefs écrits sur les événements de 1790, de Pierre-Marie Bruyset, dit Sainte-Marie, qui se laissa exécuter à la place de son frère, de Cutty qui avait publié un *Eloge de Châlier*, de Vatar-Delaroche qui imprima les pièces administratives des autorités dissidentes en août et septembre 1793 et fut tué dans les rangs girondins pendant le siège. Les Halles de la Grenette passèrent à Charles Milanois que le Tribunal révolutionnaire condamna pour s'être chargé des textes de la Commission populaire. Son dénonciateur, son commis Destéfanis, fut récompensé en recueillant la succession²³⁷.

Dans l'élite décimée en l'an II, les médecins occupent une grande place : beaucoup approuvèrent la « révolution conciliatrice » des années 1789-1792, comme Lanthenas, le « famulus » des Roland ou le médecin charolais Marc Baudot que connut Quinet. Quelques-uns servirent dans la Garde nationale. Pendant le siège, les chirurgiens se dévouèrent par devoir professionnel ou par conviction politique : Desgranges organisa le service de santé de la place et établit des

²³³ G. de MONTLÉON, *Mém. pour servir à l'hist. de la ville de Lyon*, II, p. 107, p. 193. — Liste gén. des émigrés du départ. de Rh.-et-Loire (Lyon, Delaroche, 1793, in-4°, 6 p.).

²³⁴ D. GREER, *The incidence of the Emigration during the French Revolution* (Cambridge, Harvard, 1951, in-16, VI, 173 p.).

²³⁵ E. HERRIOT, *La répression*, III, p. 259.

²³⁶ A. D. R. 42 L 62, Tribunaux révol.

²³⁷ Le régime de la Terreur (N. A. H. R., 1832, II, p. 143-153).

hôpitaux ambulants²³⁸. Après la prise de la ville, ces praticiens furent inculpés : Pierre Orelut fut condamné pour avoir incité les campagnes à la rébellion, Figuet, Coindre, Dufréchou subirent le même châtiment et George, qui avait dirigé l'hôpital Saint-Louis pendant le combat, se suicida dans sa prison. Bouchet, qui avait achevé sa formation sous la direction de Desault, fut chirurgien d'un bataillon puis de la cavalerie de Précy : il tenta de fuir mais mourut d'une affection fébrile. Pitiot exerça les mêmes fonctions à la Garde et dans les ambulances; le barbier Achard le dénonça probablement par jalousie professionnelle; il fut exécuté en janvier 1794, malgré de multiples interventions en sa faveur²³⁹. Quelques-uns échappèrent à la répression par la fuite, comme Richard et Gilibert. Plusieurs, pour se faire oublier, s'engagèrent dans les armées : Dumas, emprisonné, fut libéré grâce au dévouement d'un ami, il entra dans l'armée pour éviter de nouvelles poursuites. Claude Balme, choisi comme chirurgien par Desgranges, fit les campagnes d'Italie et d'Égypte²⁴⁰. Théodore Chabert, chirurgien au Bois-d'Oingt, fut chargé de missions à l'automne 1793 dans le canton de Tarare. Son jacobinisme fut considéré comme insuffisant, on l'accusa de s'être enrichi, d'avoir critiqué les assignats et manifesté des complaisances pour les fédéralistes. Il s'enrôla et participa à toutes les guerres de l'Empire : il signa la capitulation de Bailen²⁴¹. La liste des contre-révolutionnaires mis à mort en 1793 contient plusieurs noms d'artistes : le musicien mayennais Jean Leibrecht, l'Italien Philippe Demaki, son collègue Pierre Mondor, le comédien Martin Arnaud, le régisseur du Grand Théâtre Fages²⁴².

Les *Amis de Chalier* exaltèrent la valeur de l'épuration : « Nous célébrons aussi des fêtes civiques, mais c'est en immolant à la justice du peuple, sans ménagement, sans exception, tous les ennemis de l'égalité sincère et de la raison publique. Ces sortes de fêtes... laissent à la méditation cette pensée consolante que les tombeaux du vice et du crime renferment les germes féconds, les matrices vigoureuses d'une génération d'hommes libres²⁴³. » En réalité, une telle crise ruina toute activité de l'esprit et exerça une profonde influence sur les âmes. L'inquiétude régnait. Le futur archevêque de Toulouse, Mioland, évoque ses douloureux souvenirs d'enfant : « Un de mes oncles avait péri dans le siège; un autre avait fui avec l'armée... Mon père, pendant trois mois, s'était tenu renfermé au fond de sa cave. Partout la stupeur. Chacun tremblait; on brûlait tous les livres où se trouvait le nom de Dieu²⁴⁴. »

L'exemple de Ballanche est significatif. Il descendait d'un marchand comtois; sa mère, comme presque toutes les femmes de ce crépuscule du XVIII^e siècle, adorait Rousseau et Bernardin de Saint-Pierre. Chétif, Pierre-Simon vécut dans le domaine de Grigny où il apprécia la nature

²³⁸ G. GUIGUE, *Secrétariat*, p. 3, 4, 76, 78.

²³⁹ J. DRIVON, *Miscellanées*, 2^e série, 1908, p. 27, 32, 35.

²⁴⁰ J. CARTAZ, *Les médecins bressans*, p. 18.

²⁴¹ G. BRULEY, *Le général Chabert et Napoléon I^{er}, d'après une corresp. inédite* (Paris, 1886, in-8°).

²⁴² Liste générale des victimes et martyrs mis à mort à Lyon pendant le règne de l'anarchie... depuis le 26 oct. 1793 jusqu'au 22 mai 1794 (Lyon, Deleuze, 1837, in-8°).

²⁴³ S. de la CHAPELLE, *Hist. des tribunaux révol...* (Lyon, Bellon, 1879, p. 194).

²⁴⁴ A. DESGEORGE, *Vie de Mgr Mioland*, 1871, p. 9.

riante. Il lut beaucoup, tempérant Pascal par Fénelon et Virgile, se plaisant aux fables grecques, au monde de Pythagore, d'Orphée et d'Homère. Sa sensibilité le portait vers ce qui est triste, expiatoire et clément. Ses maîtres furent le *Plutarque* d'Amyot, les *Essais* de Montaigne, la *Clarisse* de Richardson et Rousseau ²⁴⁵.

Une névralgie faciale nécessita vers sa dix-septième année l'opération du trépan et amena au paroxysme un état déjà morbide. A certaines heures, il entra en extase, ne sachant plus s'il rêvait ou lisait, croyant voir les portes du mystère s'ouvrir devant lui. Dans la *Vision d'Hébal*, il s'analyse à la manière de René : « Les souffrances vives et continuelles avaient rempli toute la première partie de sa vie. Des accidents nerveux d'un genre très extraordinaire avaient produit en lui les phénomènes les plus singuliers du somnambulisme... Plus d'une fois, il eut de ces hallucinations qui restituent un instant la force et l'existence à des personnes dont on pleure la mort ou qui rendent présentes celles dont on regrette l'absence. » En 1793, cet enfant de constitution malade subit la grande épreuve. Son père, qui dirigeait avec Milanois l'imprimerie des Halles de la Grenette, n'échappa à la mort qu'à la suite de l'intervention des ouvriers ²⁴⁶.

Le jeune homme, obéissant à son instinct mystique, au milieu de visions pleines d'épouvante, chercha dans la souffrance le secret de la vie. Il pensa que les individus avaient un calvaire à gravir et que toute ascension exigeait une douleur.

Son ami André-Marie Ampère connut jusqu'en 1793 la « douceur de vivre ». Il appartenait aux milieux aisés des « marchands fabricants en étoffes de soie ». En 1782, son père se retira des affaires et se fixa dans son domaine de Poleymieux. Ce commerçant instruit accepta les fonctions de procureur de Guillin du Montet, ce qui ne l'empêcha point en 1786 d'ouvrir un procès contre le seigneur trop avide de ses droits féodaux. C'est un type très représentatif des lettrés qui favorisèrent par idéalisme les débuts de la Révolution. On le citait comme collaborateur de Rozier et auteur du *Cours complet d'agriculture*. Poète à ses heures, il traduisit ses sentiments dans une tragédie intitulée *Artaxerce ou Le Roi constitutionnel*. Il symbolise cette bourgeoisie, plébéienne d'origine, libérale de doctrine, conservatrice de tempérament qui, selon le mot de Lamartine, « sortait sans cesse du peuple et y rentrait sans honte par le travail des mains ». Le souci du négoce et la connaissance pratique du droit ne l'avaient pas éloigné de Virgile et des encyclopédistes. Son trisaïeul, tailleur de pierres, ne savait pas écrire. De génération en génération, la famille s'élevait en aisance et en savoir ²⁴⁷.

Il forma André-Marie, à la manière d'Emile. Il lui lut des extraits de l'*Histoire naturelle* de Buffon, puis l'enfant dévora les livres d'histoire et les pièces de théâtre qu'il découvrait dans la bibliothèque familiale. « Il se passionnait pour les Athéniens et les Carthaginois, écrit-il dans son autobiographie, et prenait en haine les Lacédémoniens et les Romains, quand il les voyait subjuguier ou détruire les peuples qu'il

²⁴⁵ SAINTE-BEUVE, *Critiques et portraits*, 1836, III, p. 1-6.

²⁴⁶ L.-M. DEBOST, *Une agonie de 75 jours* (Paris, Perrin, 1932, p. 304). — P.-S. BALLANCHE, *Du sentiment...*, p. 128.

²⁴⁷ L. de LAUNAY, Les trois Ampère, d'ap. leurs papiers de famille. I, Le premier J.-Jacques et la jeunesse d'A.-Marie (R. D. M., 1924, XX, p. 583-615).

affectionnait. Il prenait un singulier plaisir à apprendre des scènes entières des tragédies de Racine et de les réciter en se promenant seul²⁴⁸. » Il aimait surtout consulter l'*Encyclopédie*. Son esprit en resta imprégné. Au témoignage d'Arago, il n'oublia rien de ce que renfermaient les vingt volumes, même les détails relatifs à la fauconnerie et au blason.

L'Eloge de Descartes, par Thomas, orienta son éducation vers les sciences. Les éléments de mathématiques de Rivard, l'algèbre de Clairaut, les traités des sections coniques du marquis de l'Hôpital n'apaisèrent point sa curiosité intellectuelle. Enfant encore, il présenta à l'Académie de Lyon un rapport sur la quadrature du cercle, puis un autre sur « la rectification d'un arc quelconque de cercle plus petit que la demi-circonférence ». Soudain, ce précoce autodidacte buta contre deux obstacles : le symbole des différentielles, la langue latine. L'abbé Daburon, professeur au collège de la Trinité, et Mollet initièrent le jeune prodige. Il étudia Euler, Bernoulli, Lagrange... La lecture des *Lettres sur la botanique*, de Rousseau, lui ayant inspiré une grande ardeur pour cette science, il partagea son temps entre les herborisations et les calculs²⁴⁹.

Selon son propre aveu, la prise de la Bastille le marqua autant que sa première communion. Le père commentait les nouvelles politiques. Catholique et royaliste, il espérait en des temps nouveaux et croyait aux progrès de la raison et en la bonté naturelle de l'humanité. Le jeune homme se jeta à genoux et pleura, saisi d'une sorte d'ivresse. La révolte sanglante des habitants de Poleymieux contre Guillin ne laissa pas de trace dans l'esprit d'Ampère, malgré la proximité du drame. Jusqu'alors une double empreinte l'avait modelé : le sentiment religieux qui pourra s'obscurcir, mais qui demeurera ineffaçable et sa foi constante en la pensée humaine.

Une série de malheurs modifia son caractère. En 1792, il perdit sa sœur aînée et, en 1793, son père. Celui-ci avait accepté les fonctions de juge de paix et, à ce titre, dut signer le mandat d'arrêt contre Chalier. Appréhendé au lendemain du siège, il régla, avec minutie, les moindres détails de son patrimoine et exprima, avec sérénité, ses sentiments chrétiens, sa générosité à l'égard de ses adversaires, son espoir de réconciliation, sa confiance en la valeur de son fils²⁵⁰... Au moment de l'exécution, André-Marie, ignorant les événements, se livrait à ses exercices de mécanique analytique et courait la campagne à la recherche de fleurs nouvelles pour son herbier... Quand la mère dut annoncer la terrible destinée, l'enfant fut plongé dans l'hébétude et se mit à errer dans les bois : « Elevé dans une solitude presque entière, l'étude et la lecture, qui avaient fait si longtemps mes plus chères délices, me laissaient tomber dans une apathie que je n'avais jamais ressentie et le cri de la nature répandait dans mon âme une inquiétude vague et insupportable²⁵¹. »

La souffrance ouvrait la voie à une religiosité trouble, à la croyance en la valeur de l'intuition, à une sorte de sentimentalité romantique. Toute une génération vécut, à un degré moindre, les affres de Ballanche

²⁴⁸ SAINTE-BEUVE, *Critiques et portraits*, IV, p. 371.

²⁴⁹ L. de LAUNAY, *Le grand Ampère*, 1925, p. 8.

²⁵⁰ SAINTE-BEUVE, *Portraits litt.*, I, p. 331.

²⁵¹ SAINTE-BEUVE, *Critiques et portraits*, 1837, IV, p. 371-387.

et d'Ampère. Ainsi, Claude-Julien Bredin, d'une timidité malade, ayant terminé ses études vétérinaires, lisait, rêvait, flânait le long des ruisseaux et des saulaies, s'abandonnant à tous les caprices de son imagination et à toutes les folies de son cœur indiscipliné. Lui-même écrivit plus tard à un de ses amis : « La vie s'offrait à moi comme un tourment insupportable... Je ne veux pas vous parler plus longtemps de mes pressentiments, vous me prendriez pour une vieille femme qui raconte des rêves superstitieux... On rejette dogmatiquement le Destin des Anciens; je ne le crois pas du tout contraire à la Providence, non plus qu'au dogme de la Liberté ²⁵². » Ses lectures le repaissaient de chimères qui l'exaltaient et le sauvèrent du désespoir. Il se passionna pour Rousseau, Fénelon, Lavater. *L'histoire des Incas*, de Marmontel, lui inspira une haine si furieuse contre les Espagnols qu'il fit le serment de donner sa vie pour délivrer le Pérou. Il avoue : « Une enfance triste, solitaire et rêveuse » me jeta « dans une sphère idéale et dans un monde imaginaire dont jamais je n'ai pu me dégager complètement pour entrer dans la vie réelle et positive » ²⁵³.

Le jeune homme, malgré son père, s'enrôla parmi les défenseurs de Lyon. Il voulait vivre héroïquement et combattre l'oppression. Il se prodigua. Pour ne point subir l'humiliation de la défaite, il se lança avec un de ses compagnons, dans les rangs ennemis. Plusieurs martinistes éprouvèrent ce vertige du suicide. Bredin échappa à la mort. Prisonnier à la reddition, il ne dut son acquittement qu'à l'intervention d'Hénon, professeur à l'Ecole vétérinaire.



Des rancunes, des ambitions, des craintes dominaient en 1794 la conscience lyonnaise. Le siège, la terreur, l'isolement avaient accru l'amertume des Lyonnais. La croyance en l'optimisme salutaire, dans le rationalisme expérimental, source de bonheur, avait été affaiblie par la crise de 1786 et le chômage de 1788; on avait espéré une régénération en 1789. Les violences étaient survenues, les menaces de bouleversement social puis l'impitoyable guerre civile.

Un climat d'inquiétude, les délations et les exécutions ruinaient la vie intellectuelle. Dans les discours, les œuvres dramatiques, les fêtes civiques..., la réflexion s'effaçait devant la passion. Les formules lapidaires parsemaient les journaux. L'enthousiasme ou l'angoisse devenaient des moyens de pression. Le *Journal de Lyon* et la Section Rousseau redoutaient ces « ténèbres de l'ignorance » qui permettaient « toutes les erreurs morales et politiques » et avaient assuré le succès du despotisme, « le plus dangereux de tous, celui qui porte le masque populaire ». Ils constataient avec tristesse : « La philosophie et les lumières ont préparé, mûri, commencé la révolution, et déjà la révolution est menacée par l'ignorance ²⁵⁴. »

Tandis que l'idéologie constituante s'apparentait au libéralisme de Montesquieu, la génération de l'an II se réclame du *Contrat social* où elle puise la condamnation des hiérarchies héréditaires, l'idée de l'avè-

²⁵² Lettre de Bredin à Diodati, 1827 (A. VIATTE, Cl.-J. Bredin, 1927, p. 248).

²⁵³ E. LECOQ, *Eloge de Cl.-Bredin* (Lyon, Nigon, 1856, in-8°, 22 p.).

²⁵⁴ *Journal de Lyon*, n° 89-93, p. 346, 356.

nement du peuple, la revendication de l'égalité. Elle sépare la doctrine de son contexte pour lui conférer une nudité tranchante ou une force percutante qu'elle était loin d'avoir dans son économie originelle. La poussée des événements et l'ardeur des passions n'ont fait retenir que les hautains principes, les accents d'âpre et fière révolte, les affirmations solennelles de la nouvelle conscience des peuples. Prétendant suivre Rousseau, on ajoutait une tonalité pathétique à son œuvre. Quand l'esprit devient une force historique, rien ne saurait plus en limiter les redoutables effets ²⁵⁵.

Si le *Contrat social* fut considéré comme le bréviaire de la Révolution, *La Nouvelle Héloïse* et *La Profession de foi du Vicaire savoyard* devinrent le missel du romantisme. Les lettres, les livres de compte, les sermons des curés de campagne, si précieux pour comprendre et mesurer la moralité populaire, montrent le retentissement de ces pages. Elles accordaient des satisfactions suffisantes au mouvement général des idées, sans tomber dans un matérialisme sans horizon. Réveillant la religiosité, elles répondaient aux aspirations confuses d'âmes meurtries. Cette éminente dignité du sentiment qui ne peut errer, cette excellence de l'état de nature, après avoir alimenté l'imagination révolutionnaire, formaient maintenant l'essence du mysticisme.

²⁵⁵ M. LEROY, *Hist. des idées sociales*, 1950, II, p. 12, 26.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 20 FÉVRIER 1958
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE ALLIER
26, COURS JEAN-JAURÈS
GRENOBLE (ISÈRE)

Numéro d'édition : 1368.

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1958.

